



**HAL**  
open science

# PRATIQUES INFO-COMMUNICATIONNELLES ET MOBILISATION SOCIALE À L'ÈRE D'INTERNET : LE CAS DE L'ITALIE

Paola Sedda

► **To cite this version:**

Paola Sedda. PRATIQUES INFO-COMMUNICATIONNELLES ET MOBILISATION SOCIALE À L'ÈRE D'INTERNET : LE CAS DE L'ITALIE . Sciences de l'information et de la communication. Université Lille 3, 2013. Français. NNT : . tel-01710934

**HAL Id: tel-01710934**

**<https://hal.science/tel-01710934>**

Submitted on 16 Feb 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Charles De Gaulle Lille 3  
École Doctorale Sciences De l'Homme Et De La Société  
Lille Nord De France - Laboratoire GERIICO

**PRATIQUES INFO-COMMUNICATIONNELLES ET  
MOBILISATION SOCIALE À L'ÈRE D'INTERNET :  
LE CAS DE L'ITALIE**

Thèse pour le Doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication  
Soutenue le 26 novembre 2013 par

**Paola Sedda**

Sous la direction de **Laurence Favier**,  
Professeure en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Lille 3.

**Membres du jury**

**Laurence Favier**

Professeure en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Lille 3.

**Widad Mustafa El Hadi**

Professeure en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Lille 3.

**Peter Stockinger** (rapporteur)

Professeur en Sciences du Langage à l'INALCO et chercheur à la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

**Madjid Ihadjadene** (rapporteur)

Professeur en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Paris 8.

**Tristan Mattelart**

Professeur en Communication Internationale, Université Paris 8.

**Jacques Noyer**

Professeur en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Lille 3.

**Fabrice Papy**

Professeur en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Lorraine.



**PRATIQUES INFO-COMMUNICATIONNELLES ET  
MOBILISATION SOCIALE À L'ÈRE D'INTERNET :  
LE CAS DE L'ITALIE**

À nonna Elena.

« Vivo, sono partigiano.  
Perciò odio chi non parteggia,  
odio gli indifferenti ».

« Je vis, je suis partisan.  
Je hais donc ceux qui ne prennent pas parti,  
je hais les indifférents »

Antonio Gramsci.

## **Remerciements**

Je remercie Denis Nuel pour l'aide précieuse qu'il m'a donné pendant toute la période de rédaction de la thèse. Je remercie ma directrice de thèse, Laurence Favier, pour ses conseils et sa disponibilité tout au long de mon activité doctorale. Je remercie ma famille, mon père, Piero, ma mère, Mariagiovanna, mon frère, Mauro et ma tante Lisella sans lesquels je n'aurais pas pu accomplir ce travail. Un grand merci à Michele Mezza, Rocco Pellegrini et à toute l'équipe de recherche de l'Université de Pérouse pour le riche échange intellectuel qui a nourri le travail sur la campagne présidentielle d'Obama en 2008. Enfin, je remercie mon fils, Adem, pour son sourire et la joie de vivre qu'il a su me transmettre dans les moments les plus difficiles.

## Table des matières

<b>Introduction.....</b>	<b>13</b>
1. Crise de <i>la</i> politique, renouveau <i>du</i> politique ?.....	13
2. L'Internet politique.....	14
3. Les mouvements sociaux à l'épreuve de la modernité.....	17
4. L'enquête.....	18
5. Pourquoi l'Italie.....	19
6. Une approche info-communicationnelle de la mobilisation.....	21
7. Méthodologie.....	22
8. Plan de la thèse.....	23
<b>Première Partie : Pratique de l'Internet et protestation</b>	
<b>Chapitre 1 : Théories de la mobilisation sociale .....</b>	<b>28</b>
<b>1.1 Les théories du comportement collectif.....</b>	<b>29</b>
1.1.1 La psychologie des foules : quel héritage ?.....	29
1.1.2 La question du leadership.....	32
1.1.3 La mobilisation en ligne : contagion ou action rationnelle ?.....	34
1.1.4 Le comportement collectif : premières formulations.....	35
1.1.5 Turner et Killian : naissance d'un paradigme.....	37
1.1.6 L'approche fonctionnaliste de Smelser.....	38
1.1.7 Lang et Lang : les dynamiques du comportement collectif.....	41
1.1.8 La théorie de la société de masse.....	42
<b>1.2 L'approche de la mobilisation des ressources</b>	
1.2.1 Le tournant de Mancur Olson.....	44
1.2.2 L'organisation de mouvement social : l'approche de McCarthy et Zald.....	46
1.2.3 Organisation et action collective : les approches critiques.....	47
1.2.4 Le modèle politique.....	48
1.2.5 La théorie de la masse critique.....	52
1.2.6 Discussion autour de l'oeuvre de Gamson.....	53
1.2.7 La théorie du conflit politique.....	54
1.2.8 Du conflit politique à la politique du conflit.....	62
1.2.9 Digression sur le concept de répertoire.....	65
1.2.10 Approche critique de la SOP.....	69
<b>1.3 : L'approche cognitiviste</b>	
1.3.1 Goffman et l'analyse des cadres de l'expérience.....	73
1.3.2 Premières formulations.....	73
1.3.3 L'analyse des cadres : le paradigme.....	74
1.3.4 Limites de l'analyse des cadres.....	77



1.3.5 Cadres et idéologies.....	78
1.3.6 La place des cadres dans le modèle politique intégré.....	79

#### **1.4 : La nouvelle littérature des mouvements sociaux**

1.4.1 Le mouvement social aujourd'hui.....	81
1.4.2 Y a-t-il des nouveaux mouvements sociaux ?.....	84
1.4.3 Le concept de classe dans le nouveau cadre de la contestation.....	89
1.4.4 Mouvements sociaux et globalisation.....	90
1.4.5 La théorie critique de la reconnaissance.....	94
1.4.6 Les autres penseurs de la reconnaissance.....	97
1.4.7 Internet et les nouveaux outils de la reconnaissance.....	103

### **Chapitre 2 : Théories des pratiques**

#### **2.1 La sociologie des pratiques..... 109**

2.1.1 Pierre Bourdieu et la notion d'habitus.....	109
2.1.2 Michel Foucault et les dispositifs du pouvoir.....	111
2.1.3 Anthony Giddens et la rationalisation des pratiques .....	111

#### **2.2 : Les pratiques informationnelles : objets d'étude et méthodes**

2.2.1 Évolution du paradigme orienté-usager : les cadres théoriques .....	114
2.2.2 « Pratique » ou « usage » de l'information ? .....	129
2.2.3 Pratiques info-communicationnelles de l'Internet : réflexions sur l'approche empirique..	131

#### **2.3 Les pratiques militantes à l'ère d'Internet**

2.3.1 Le rôle de l'information dans le développement du concept de postmodernité.....	133
2.3.2 La « société informationnelle » de Manuel Castells.....	137
2.3.3 Pratiques militantes et mondialisation.....	147

#### **2.4 Espace public et Internet**

2.4.1 Genèse et développement du concept d'espace public.....	154
2.4.2 Les traditions de l'espace public .....	160
2.4.3 L'espace public d'Internet.....	163
2.4.4 Le débat sur Internet : une délibération impossible ?.....	170
2.4.5 Internet entre ouverture et contrainte.....	173

### **Deuxième Partie :**

#### **Des États-Unis à l'Italie :**

#### **Du militantisme d'appareil au militantisme auto-organisé**

#### **Introduction à l'enquête.....178**

### **Chapitre 3 : La révolution du militantisme d'appareil : la mobilisation des militants de Barack Obama durant la campagne de 2008**

3.1 Cadre et objectifs de l'étude.....	185
3.2 TIC et politique : une union sacrée pour l'Amérique.....	191
3.3 La mise à jour des outils de campagne traditionnels.....	192
3.4 Le système de financement.....	185
3.5 La stratégie de mobilisation.....	177

3.5.1 Méthode.....	177
3.5.2 Analyse du site de campagne : la structure et les outils.....	177
3.5.3 Discussion.....	202
3.6 Cartographie du site d'Obama.....	203
3.6.1 Méthode.....	203
3.6.2 Analyse des données.....	204
3.6.3 Discussion.....	212
3.7 La réponse d'Internet à la stratégie de mobilisation : analyse du trafic .....	213
3.7.1 Méthode.....	213
3.7.2 Analyse des données.....	213
3.7.3 La Twitterisation de la campagne.....	218
3.8 Analyse de l'audience : le trafic du site d'Obama.....	218
3.8.1 Méthode.....	218
3.8.2 Analyse des données.....	218
3.9 Discussion .....	223
3.10 Ce qu'Obama n'a pas pu changer.....	225
3.11 Les acquis de la campagne d'Obama : réflexions conclusives .....	228

**Chapitre 4 : S'informer donc résister : trois études de cas italiennes**  
**Introduction aux nouvelles formes de mobilisation dans l'Internet**  
**italien.....**

**233**

**4.1 Le contexte des médias en Italie**

4.1.1 Les anomalies du marché télévisuel italien .....	238
4.1.2 La consommation de la presse en Italie.....	247
4.1.3 Pénétration de l'Internet et de l'information en ligne.....	251

**4.2 : L'espace de la résistance : le mouvement des *Telestreet***

4.2.1 La construction d'un réseau analogique alternatif : contexte et histoire.....	253
4.2.2 La <i>Telestreet</i> : un laboratoire médiatique, politique et social .....	257
4.2.3 Analyse des <i>Telestreet</i> .....	265
4.2.3a Histoire des <i>Telestreet</i> les plus connues.....	265
4.2.3b D'autres expériences de télé du bas.....	269
4.2.3c Les télé des immeubles.....	269
4.2.4 Analyse de contenu.....	271
4.2.4a Méthodes.....	271
4.2.4b Typologie des <i>Telestreet</i> .....	273
4.2.4c Composition des sources numériques.....	275
4.2.5 La démarche idéologique des <i>Telestreet</i> .....	276
4.2.5a Méthode.....	276
4.2.5b Les valeurs des <i>Telestreet</i> .....	277
4.2.6 Analyse de la programmation des <i>Telestreet</i> .....	280
4.2.6a Une télé à l'envers.....	280
4.2.6b Les pratiques info-communicationnelles encouragées par les <i>Telestreet</i> .....	281
4.2.6c La création de formats propres à la télé de rue.....	282
4.2.6d Un modèle organisationnel improvisé.....	284
4.2.6e Les thèmes traités par les <i>Telestreet</i> .....	285
4.2.7 Discussion des résultats.....	287
4.2.8 Bilan et perspectives.....	289
4.2.8a Enquête sur le déclin des <i>Telestreet</i> .....	289
4.2.8b La conversion au numérique.....	292
4.2.9 La <i>Telestreet</i> comme outil de la démocratie.....	294
4.2.10 La création d'un espace de résistance : réflexions conclusives.....	296

### **4.3 L'espace de la contestation : l'organisation du NoBerlusconiDay**

4.2.1 L'Italie : un contexte propice à la contestation.....	300
4.3.2 Méthode.....	303
4.3.3 Naissance d'un mouvement numérique.....	303
4.3.4 L'organisation de la manifestation : de Facebook à la rue.....	305
4.3.5 Analyse du trafic du site <i>noberlusconiday.org</i> .....	307
4.3.6 L'identité du mouvement.....	309
4.3.7 Le Post-BerlusconiDay .....	310
4.3.8 Un espace de contestation temporaire : réflexions conclusives.....	312

### **4.4 L'espace de la construction : le blog de Beppe Grillo**

4.4.1 Introduction au phénomène Grillo.....	314
4.4.2 Le rôle de la blogosphère dans le paysage de l'information italienne.....	316
4.4.3 Genèse et développement du phénomène Grillo.....	321
4.4.4 Un projet éditorial militant : la montée en puissance du mouvement.....	323
4.4.5 Méthode.....	331
4.4.6 Analyse du blog.....	332
4.4.6a La structure et les outils du blog .....	332
4.4.6b Analyse du contenu du blog.....	337
4.4.7 Le <i>Mouvement 5 étoiles</i> : analyse de la communauté politique.....	341
4.4.8 Vers une nouvelle forme de parti numérique ?.....	342
4.4.9 Débat public et délibération dans le blog de Beppe Grillo .....	344
4.4.10 Le paradoxe de la participation : réflexions conclusives.....	347

### **Conclusion :**

<b>L'information : objet, sujet et outil de la contestation.....</b>	<b>350</b>
<b>1. L'éthique de la participation.....</b>	<b>355</b>
<b>2. Le modèle de la mobilisation numérique.....</b>	<b>358</b>
3.1 Les limites du débat politique en ligne.....	360
3.2 Besoin informationnel et action contestataire.....	362
3.3 L'évolution du concept de médiactivisme.....	363
<b>4. Perspectives de recherche.....</b>	<b>364</b>

### **Bibliographie**

<b>Communication et nouvelles technologies .....</b>	<b>367</b>
<b>Pratiques informationnelles.....</b>	<b>371</b>
<b>Mouvements sociaux.....</b>	<b>375</b>
<b>Sociologie et philosophie politique.....</b>	<b>381</b>
<b>Sitographie.....</b>	<b>384</b>





# Introduction

## 1. Crise de la politique, renouveau du politique ?

Ce travail est né d'un double constat quant à l'état de la sphère politique contemporaine : d'un côté, les organisations politiques traditionnelles semblent à chaque nouvelle élection perdre toujours un peu plus de légitimité aux yeux des peuples ; d'un autre, le champ contestataire semble avoir trouvé un nouveau souffle tant est riche le foisonnement actuel d'initiatives citoyennes et de nouvelles pensées critiques. En effet, tandis que les taux d'abstention électorale battent record sur record et que les grands partis historiques subissent une défection croissante de leurs militants, de nombreux mouvements sociaux éclosent un peu partout dans le monde. Comme si à mesure que les *appareils* institutionnels se renfermaient sur eux-mêmes en se technocratisant, la « politique contestataire »<sup>1</sup> (McAdam, Tilly, Tarrow, 2001, p. 5) s'élargissait et se régénérait en réinvestissant l'espace public par le biais de nouvelles expérimentations politiques.

Ce diagnostic, en apparence assez évident et banal, est pourtant récent. Il y a encore quelques années, il aurait été en effet difficile de l'établir objectivement. La tendance dominante consistait alors plutôt à interpréter le symptôme d'apathie sociale comme une conséquence du détachement progressif des citoyens de la *chose publique* qui aurait lui-même été causé par la saturation de la dimension idéologique et utopique (Bell, 1960 ; Fukuyama, 2009).

Si le contexte historique explique en partie l'affaiblissement des utopies politiques, il ne l'explique pas entièrement. L'internationalisation du pouvoir qui, en restreignant la marge de manœuvre des États-nations, a favorisé la primauté de la sphère économique sur la sphère politique a également joué un rôle. L'espace de plus en plus étroit auquel les gouvernements nationaux ont été confinés par la finance globale a en effet accentué le processus d'érosion de la confiance et de la légitimité des institutions, tout en générant ce que Lilian Mathieu appelle une « démocratie protestataire » (Mathieu, 2011) ou, comme Rosanvallon le dirait, une « contre-démocratie » (Rosanvallon, 2006). Si on put d'abord croire que cette protestation, qui ne se manifesta pas tout de suite par des actions politiques viables mais plutôt par un désintérêt et une désaffection citoyenne grandissante à l'égard de *la* politique, allait être passive et anémique, l'émergence actuelle de nouveaux mouvements sociaux indique peut-être qu'un renouveau *du* sens politique est possible.

---

<sup>1</sup> Le concept de « politique contestataire » se réfère à un ensemble de phénomènes contestataires épisodiques plutôt que continus, se déroulant en public et engageant le gouvernement en tant que médiateur, cible ou requérant » (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001, p. 5).

## 2. L'Internet politique

Apparu dans un monde désenchanté où les vieilles utopies du siècle précédent étaient à l'agonie, Internet a très vite été chargé d'une symbolique dépassant ses potentialités techniques de base. Il n'y a là rien de surprenant dans la mesure où de la naissance de l'informatique à la révolution numérique, on a souvent prêté à l'information et à la communication vices et vertus leur attribuant de la sorte une forme d'autonomie et de potentialité transformatrice au risque, souvent, d'un certain déterminisme technologique. Cette position techno-déterministe, largement répandue parmi les auteurs contemporains, confère aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), et à la technologie en général, un rôle prépondérant dans les changements des sociétés. Qu'elles incarnent chez un « technophile » comme Nicholas Negroponte (Negroponte, 1995) les promesses d'émancipation ou chez un « technophobe » comme Paul Virilio (Virilio, 2010) les menaces d'aliénation, les NTIC sont souvent identifiées comme la source de toutes les transformations présentes et à venir, qu'elles concernent le champ économique, politique ou social. Faire de la technologie informationnelle la matrice du progrès ou la source de l'aliénation, c'est là dans le fond une vieille tentation car finalement, véhiculée par une rhétorique du « sublime technologique » (Marx, 1964 ; Nye, 1994 ; Mosco, 2004), elle a toujours alimenté toute sorte de fantasme aux accents bien souvent prophétiques. Car, comme l'affirme James Carey :

Toutes les valeurs qui ont été prêtées à l'électricité et à la communication électrique – jusqu'à l'ordinateur, le câble et la télévision par satellite – le furent d'abord au télégraphe avec un identique mélange de fantaisie, de propagande et de vérité. Les cadences ont beau changer, le vocabulaire se modifier subtilement, les exemples se voir remplacer par d'autres, les métaphores religieuses décliner : le médium continue imperturbablement de délivrer le même message<sup>2</sup>.

Le fait est que chaque époque qui vit des transformations technologiques intenses a donc toujours tendance à voir en celles-ci les leviers de transformations plus générales. L'époque actuelle, étant objectivement celle où le rythme de l'innovation techno-communicationnelle a atteint un degré de renouvellement historiquement exceptionnel, ne pouvait ainsi donner lieu qu'à de nouvelles envolées des discours techno-déterministes.

A l'opposé de ce déterminisme technologique, raffiné ou vulgaire, existe toutefois une approche plus prudente, plus « modérée », qui consiste à lancer un regard transversal sur les transformations en cours pour en déceler les différents facteurs, dont l'aspect technologique. Il ne s'agit alors pas de nier l'influence de l'accélération technique sur les processus de rupture et de transformation actuels mais de la considérer elle-même comme « une conséquence de préconditions culturelles, économiques et socio-structurelles » et non comme cause motrice *sui generis*. Comme le remarque justement H. Rosa, « le fait qu'elle influence massivement les formes de subjectivité et de socialité ne signifie pas qu'elle les détermine »<sup>3</sup>.

En réactualisant les utopies et les dystopies technologiques, Internet a donc nourri un imaginaire très riche qui continue à fasciner et à modeler l'univers des usages (Flichy, 2001)<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> James Carey, « McLuhan, généalogie et descendance d'un paradigme », *Quaderni* : McLuhan, trente après (numéro dirigé par Pascal Durand), n° 37, hiver 1998-99, p. 119.

Sur l'émergence de la pensée techno-déterministe et l'imaginaire techno-communicationnel, nous renvoyons à la remarquable thèse de David Pucheu : « Techno-imaginaire de la communication et religiosité aux Etats-Unis. Réflexions sur le développement technologique de la communication instrumentale au XIX<sup>ème</sup> siècle ». (Thèse de doctorat d'Etat en Sciences de l'information et communication, soutenue en novembre 2006 à l'université de Bordeaux 3 sous la direction d'André Vitalis et René Jean Ravault).

<sup>3</sup> Hartmut Rosa, *Accélération*, Paris : La Découverte, 2010.

<sup>4</sup> Selon Patrice Flichy, les techno-utopies ont contribué à forger l'imaginaire et les usages d'Internet (P. Flichy, 2001).

Pour illustrer ce pouvoir de fascination, Pierre Musso explique que la notion technique d'Internet, fondée sur une rupture du modèle émetteur-récepteur des médias de masse, est intimement imbriquée à sa notion idéologique. Fondé sur la connexion généralisée, le dynamisme et la *conflictualité*, le réseau Internet a été conçu et utilisé par ses pionniers comme une technologie décentralisatrice et « anti-autoritaire » (Musso, 2003).

Le monde idyllique d'Internet a été forgé tant par ses développeurs que par ses pionniers. Les premiers, issus du milieu universitaire, le concevaient comme un outil intellectuel puissant, un espace d'échange et de partage d'informations. À côté de l'approche des universitaires, les milieux de la contre-culture californienne, des hackers et des hippies ont très tôt développé une nouvelle utopie de la communauté électronique. Internet est donc tout de suite apparu comme un espace extrêmement hétérogène qui pouvait être conçu comme un outil à la fois scientifique, politique ou social.

Tant ses adeptes que ses détracteurs s'accordent sur le fait qu'Internet doit être considéré comme une « technologie de l'esprit », un puissant outil de représentation, d'analyse et d'action informationnelle (Sfez, 1992 ; Castells, 1998 ; Musso, 2003).

Toutefois, cet espace, générateur de nouvelles utopies et de nouvelles expériences sociétales, a aussi très vite représenté une chance pour le développement du marché global. Le concept de « société de l'information », qui s'est imposé au cours des années 1990 dans le débat public presque comme une évidence, a participé à légitimer le projet géo-économique néolibéral qui avait été amorcé dans les années 1980. De cette manière, le principe de la libre circulation de l'information a fourni une base matérielle et idéologique optimale pour justifier la déréglementation des flux de capitaux à l'échelle mondiale (Mattelart, 2000 ; 2006)<sup>5</sup>. Il va sans dire que la marchandisation progressive des espaces voués à la communication sociale a contribué à fragiliser le potentiel émancipateur que beaucoup avaient cru voir dans la démocratisation d'Internet (Miège, 2010).

Ce constat nous a incités à déplacer notre attention de l'outil et des mythes d'Internet vers les constructions sociales et les pratiques effectives auxquelles il donne lieu. Ce déplacement de l'objet d'étude se justifie par le fait qu'un dispositif technique ne peut pas être en soi porteur d'émancipation ; ce sont, au contraire, les représentations de la société qui modèlent et chargent de sens l'usage de la technique. L'importance revêtue par l'ancrage social de l'usage et des valeurs qui lui sont associées n'impliquent pas pour autant une totale autonomie de l'utilisateur. Si le potentiel émancipateur est avant tout lié à l'homme, des contraintes d'ordre technique, économique, juridique ou social peuvent limiter la « praticabilité » des outils info-communicationnels. Ainsi, tout travail concernant la pratique des outils informationnels doit obligatoirement faire face à cette ambivalence qui traverse l'ensemble des approches des usages. D'un côté, elles mettent en valeur les possibilités d'appropriation de la technique par l'utilisateur ; d'un autre, elles soulignent les contraintes imposées par les concepteurs, les législateurs ou les opérateurs du marché.

Cette même tension traverse également le domaine de l'« Internet militant ». En effet, bien qu'au final Internet n'ait pas réalisé le passage à une société plus émancipée ou égalitaire, l'actualité politique montre au quotidien une effervescence remarquable des usages militants du Net. Initiée par le mouvement altermondialiste de Seattle, l'utilisation des nouveaux médias dans le domaine de la contestation politique n'arrête pas de se développer dans des formes et des pays différents. Au cours des dernières années, la plupart des événements politiques paraissent en effet s'accompagner d'une prise de parole constante, le plus souvent contestataire, de l'espace numérique qui, d'une manière plus ou moins libre et efficace, pose et

---

<sup>5</sup> Armand Mattelart précise que le concept de « Société de l'information » s'est imposé comme une évidence sans que les citoyens aient pu participer au débat. À partir des années 1990, tandis que les gros groupes commerciaux fusionnaient et se partageaient le marché des industries du contenu (la fusion entre AOL et Time Warner est emblématique de cette période de concentration), les médias propulsaient dans l'espace public le concept de libre circulation de la culture et du savoir (Mattelart, 2000 ; 2006).



renouvelle les thèmes du conflit social et du débat démocratique. Du *Printemps arabe* au mouvement espagnol des *Indignés*, en passant par le groupe d'activistes américains *Occupy Wall Street*, les usages de l'Internet semblent être au centre d'une mutation politique qui voit de plus en plus des groupes de citoyens devenir actifs dans la production d'informations et dans la contestation du pouvoir.

Si, d'un côté, ces phénomènes de mobilisation sociale répondent au processus de désaffection citoyenne de la sphère politique, d'un autre côté, ils marquent aussi une volonté de créer un nouvel espace dialectique voué à la confrontation et à l'action. Comme Pierre Musso l'a souligné, le web semble posséder une sorte de prédisposition technique à la *conflictualité* (Musso, 2003). En effet, dans l'univers « rhizomatique »<sup>6</sup> d'Internet, les sources d'information se diversifient et se multiplient et les contenus officiels, recontextualisés, remaniés et commentés par les usagers les plus actifs, circulent à côté des contenus amateurs. Bien que la production de contenus indépendants ne concerne pas la totalité des usagers du web<sup>7</sup> (Flichy, 2008), les pratiques qui se développent au sein des nouveaux espaces militants semblent néanmoins marquer l'essor d'un renouveau de l'engagement citoyen.

Les opportunités offertes par les nouvelles pratiques d'Internet ont été saisies par bon nombre de groupes contestataires qui ont décidé de s'appuyer sur le réseau pour échanger et diffuser l'information militante ou pour coordonner des actions collectives.

Différents observateurs se sont alors intéressés aux spécificités de l'usage d'Internet de la part des groupes militants. Cet intérêt se justifiait par le fait que les collectifs contestataires montraient une maîtrise de l'outil bien plus développée par rapport aux organisations politiques traditionnelles (Granjon, 2001). Internet semblait donc pouvoir répondre à une forte demande de participation provenant de la société civile. Les différentes organisations protestataires, d'*Attac* aux collectifs pour la défense des sans-papiers et des sans-abris, se sont identifiées à la philosophie d'Internet et ont essayé d'y trouver un nouveau moyen de légitimation et de reconnaissance. Les observateurs ont alors essayé de comprendre quelles étaient les relations entre le processus de généralisation des usages d'Internet et les transformations des formes de l'engagement citoyen. L'usage d'Internet s'inscrit en effet dans un cadre contestataire en pleine mutation.

Les transformations des mouvements sociaux ont à leur tour éveillé l'intérêt d'un grand nombre de spécialistes contemporains qui ont essayé de comprendre l'évolution des thèmes et des modèles de la mobilisation sociale. Un certain nombre de sociologues a alors identifié le passage d'une forme de militantisme *d'adhésion* à une nouvelle forme de militantisme *de cause*, représentant un modèle d'engagement temporaire et orienté vers la réalisation de projets spécifiques (Ion, Franguiadakis et Viot, 2005).

Cette évolution, comportant une variation constante de la composition des groupes et des revendications portées, risque d'affaiblir l'action des mouvements en tant qu'acteurs du changement social. En effet, si les mouvements sociaux du passé avaient réussi à institutionnaliser une bonne partie de leurs revendications ou, en tous cas, à les imposer dans l'agenda politique, les nouveaux collectifs semblent plus souvent confrontés à l'impossibilité, ou à l'incapacité, d'influencer les processus décisionnels. Bien que ces groupes arrivent à créer des représentations qui marquent les esprits, ils semblent en même temps avoir été engloutis et intégrés dans le système. Il faut alors se demander si les mouvements sociaux sont en train de développer une forme d'action sociale auto-référentielle destinée à apaiser et à réhabiliter la

---

<sup>6</sup> Dans « Mille Plateaux », Gilles Deleuze et Félix Guattari empruntent à la botanique le concept de « rhizome » indiquant par là un système multi-centre et anti-hiérarchique où chaque élément peut influencer la structuration de la pensée sans devoir dépendre d'un centre, ni d'une structure profonde (Deleuze et Guattari, 1980). Ce concept philosophique, qui est censé refléter le fonctionnement de la pensée et du savoir, semble correspondre aussi à la logique multi-nodale et décentralisée du réseau Internet.

<sup>7</sup> À ce propos, Patrice Flichy précise que la plupart des usagers repère ses informations sur un nombre restreint de sites grand public (Flichy, 2008).

conscience des *élites*<sup>8</sup>. Après l'abandon de la dimension utopique, se pourrait-il que nous soyons arrivés à un état de saturation de l'action contestataire ?

## 2. Les mouvements sociaux à l'épreuve de la « modernité »

Loin d'être une conséquence directe du progrès technique, l'évolution de la sphère politique est le résultat d'un ensemble de changements majeurs qui ont concerné la totalité du monde occidental. À partir des fondements de la sociologie de Max Weber et d'Émile Durkheim, de nombreux penseurs contemporains se sont penchés sur l'analyse des macro-facteurs économiques, politiques et sociaux qui ont enclenché le processus de changement social. Parmi eux, certains se sont focalisés sur le concept de « modernité » et donc sur un long processus de sécularisation de la société (Weber, 1948 ; Durkheim, 1994 ; Habermas, 1981 et 1987 ; Giddens, 1994). D'autres, plus attentifs aux récents phénomènes de la mondialisation et de l'explosion des nouvelles technologies, ont appuyé un concept de rupture d'époque (Castells, 2001 ; Touraine, 1992 et 1994 ; Beck, 1994 et 2003b ; Hardt et Negri, 2000). Ces derniers ont identifié un processus de transformation plus radical qui, déterminé par une vague de changements particulièrement intenses et rapides, aurait produit un passage d'une société industrielle, fondée sur l'échange de biens matériels, à une « société de la connaissance »<sup>9</sup>, fondée sur le savoir et l'échange informationnel.

Malgré l'intérêt et la puissance de l'œuvre de certains *post-modernistes*, les mécanismes de dépolitisation des sociétés occidentales apparaissent comme un produit de la « modernité », conçue, cette fois, dans les termes d'un lent processus de rationalisation et de bureaucratisation progressive des institutions (Weber, 1948 ; 1961 ; Giddens, 1995 ; Habermas, 1978 ; 1981). Cette tendance à la technicisation et à la spécialisation de la vie publique et sociale a engendré une course incessante vers l'individualisation. Les textes fondateurs de la sociologie politique, de l'œuvre d'Alexis de Tocqueville à celle de Jürgen Habermas, soulignent que l'aspect perversif de l'État à tous les niveaux de la vie sociale est à l'origine du processus de détachement des citoyens de la sphère publique. Habermas affirme que le niveau d'intrusion progressive de l'État et du marché dans les sphères de la vie sociale a entraîné un processus de rétrécissement de l'espace public. Ainsi, les domaines consacrés à la *chose publique* se spécialisent et deviennent des *appareils* fermés<sup>10</sup> et détachés des contextes de vie concrets (Habermas, 1987). On assiste donc à l'émergence de ce qu'en Italie on considère comme « la caste »<sup>11</sup>, une classe privilégiée et spécialisée de professionnels de la politique qui représente l'un des plus gros paradoxes des démocraties contemporaines. De nombreuses études sur les mouvements sociaux (Tarrow, Della Porta et Tilly, 1976 ; Klandermans et Tarrow, 1988, Melucci, 1982) ont souligné les implications des processus macro-structurels dans l'évolution des modèles de la mobilisation sociale.

---

<sup>8</sup> Dans *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Christopher Lasch souligne les paradoxes d'une société où les classes qui sont au sommet dirigent le combat social à la place des masses (Lasch, 2006).

<sup>9</sup> Le concept de « société de la connaissance » actualise le concept de « société de l'information » qui était apparu au début des années 1990. Norbert Wiener qui, en premier, avait parlé de la « société de la communication » dans son ouvrage sur la cybernétique, porte la paternité de ces concepts (Wiener, 1950). Ces notions se sont imposées dans notre société comme des évidences.

<sup>10</sup> Des partis de masse, nous sommes passés aux *Cartel Parties*. Ce concept implique une collusion entre les différents partis, enfermés dans une logique auto-référentielle et voués uniquement à garder l'exclusivité de leur fonction (Katz et Mair, 2006).

<sup>11</sup> « La casta » (*La caste, ainsi les politiciens italiens sont devenus des hommes intouchables*) est le titre d'un *best-seller* italien écrit par deux journalistes du quotidien *Il Corriere della Sera* et publié en 2007. Le livre dénonce notamment les mécanismes de cooptation et de corruption qui font des hommes politiques italiens une classe d'intouchables (Rizzo et Stella, 2007).

Confrontés à un « champ politique fermé »<sup>12</sup> et traversés par un processus de fragilisation des identités de classe<sup>13</sup> (Touraine, Wiewiorka et Dubet, 1984), les mouvements ont développé des approches contestataires de plus en plus axées sur les mécanismes de participation par le bas. Suite au processus d'éclatement des mouvements sociaux des années 1970, l'éthique de la participation a continué à imprégner toutes les formes d'associationnisme et d'activisme contemporains et a trouvé son propre fondement matériel dans la logique du réseau Internet. Aujourd'hui, en conséquence de la progressive décadence de la politique comme lieu consacré à la défense des intérêts collectifs, on assiste à l'émergence d'une variété d'initiatives contestataires, souvent passagères, conjoncturelles et centrées sur des thématiques précises.

### 3. L'enquête

L'idée de travailler sur les pratiques informationnelles des collectifs contestataires italiens n'a pas été une idée qui a précédé notre travail de recherche. Intéressés d'une manière plus générale aux enjeux politiques des nouveaux usages d'Internet, nous étions initialement intéressés par les stratégies numériques issues de la sphère institutionnelle.

La première étape de notre travail a en effet été marquée par un événement qui a frappé l'actualité politique mondiale : l'élection de Barack Obama aux présidentielles américaines de 2008. À ce moment-là, l'attention internationale s'était concentrée sur le président métis et sur sa nouvelle stratégie de mobilisation numérique. Captivés par l'approche communicationnelle d'Obama, nous nous étions alors engagés dans un travail d'analyse de sa stratégie de campagne. La mobilisation des volontaires avait été encouragée à travers la création d'un espace numérique militant construit à partir du site du candidat. La campagne de 2008 avait généré un grand enthousiasme et poussé les spécialistes à renouveler le débat autour des enjeux politiques des NTIC. Mais au-delà de l'aspect stratégique, nous voulions surtout comprendre quel poids effectif avaient eu les pratiques militantes sur les résultats des urnes. Ce questionnement, qui avait émergé au cours de la phase d'analyse, découlait du fait que, contrairement aux campagnes menées jusque là, la stratégie d'Obama ne semblait pas privilégier la diffusion des messages de campagne mais l'activation de dynamiques de participation et de responsabilisation des militants.

En décembre 2009, alors que l'enthousiasme généré par la participation des Obamiens à la campagne s'était estompé, un groupe contestataire italien né sur *Facebook* coordonna, à travers le réseau social, le *NoBerlusconiDay*, une manifestation populaire qui demandait la démission du Président du conseil de l'époque, Silvio Berlusconi. Nous avons alors réalisé que l'Italie, marquée par une crise politique et structurelle chronique et caractérisée par de nombreuses anomalies par rapport aux autres puissances occidentales, pouvait constituer un terrain fertile pour le renouvellement des modèles de mobilisation. Surtout que l'initiative de ce nouveau collectif ne constituait pas un événement isolé.

Les problèmes relevant du conflit d'intérêts et des procès judiciaires dans lesquels Berlusconi était accusé avaient déjà propulsé sur le devant de la scène différentes actions

---

<sup>12</sup> Pierre Bourdieu définit la sphère politique comme un microcosme à l'intérieur duquel sont générés des intérêts particuliers et indépendants des réelles prérogatives sociales. L'État devient alors une ressource à travers laquelle les partis s'assurent leur maintien et les moyens pour bloquer les nouveaux acteurs (P. Bourdieu, 2007).

<sup>13</sup> Selon Alain Touraine, le processus d'érosion et d'institutionnalisation du mouvement ouvrier a engendré la déconstruction progressive de la conscience de classe. Ces phénomènes se présentent comme une conséquence logique du déplacement de l'objet central des conflits sociaux du travail et de son organisation vers la consommation culturelle et son contrôle de la part des technocrates. Les nouvelles revendications s'éloignent donc de la conscience de la classe ouvrière et se construisent en dehors de celle-ci (Touraine, Wiewiorka, Dubet, 1984, p. 316).

contestataires<sup>14</sup>. D'autres groupes avant lui avaient essayé de développer des formes de contestation innovantes pour résister à l'espace politique et culturel dominant.

Parmi ces mouvements, l'un des plus intéressants à nos yeux était le réseau des *Telestreet* dont nous avons assisté indirectement à la naissance pendant nos années universitaires à Bologne<sup>15</sup>. Les *Telestreet* italiennes constituent un réseau de télévisions pirates de quartier qui ont vu le jour dans la quasi totalité du pays au début des années 2000. Ces petites télés, qui transmettaient sur l'analogique en exploitant les cônes d'ombre des chaînes officielles, provoquaient une interruption improvisée du flux de la télé généraliste. Fondées sur un principe de renversement des catégories d'émetteur/récepteur, les *Telestreet* visaient à transformer le symbole de la communication de masse en un espace social. En baignant pleinement dans la culture d'Internet, les *Telestreet* ont constitué un projet cross-médiatique stimulant l'engagement civique et la création de contenus par le bas.

Le *NoBerlusconiDay* est apparu précisément quand ces micro-télés militantes étaient en train de s'éteindre. Cette sorte de continuité entre des projets militants apparemment distincts a été confirmé par les activistes de ce mouvement. Par exemple, ils revendiquent clairement s'être inspirés des stratégies de mobilisation d'Obama et de Beppe Grillo. Au début des années 2000, ce comique-blogueur a commencé à utiliser le réseau Internet pour stimuler le débat politique entre les citoyens et pour encourager la formation de collectifs locaux engagés dans leurs territoires respectifs. En 2005, Grillo a lancé un blog de contre-information politique qui était censé coordonner et faire converger les initiatives des collectifs dans un nouveau projet politique. À travers la constitution du *Mouvement 5 étoiles*, une *non-association* citoyenne revendiquant une organisation horizontale et participative, le comique continue à encourager l'entrée de personnes ordinaires dans la sphère politique<sup>16</sup>.

Persuadés que la vague contestataire italienne aurait pu représenter un objet d'étude stimulant pour l'observation des enjeux politiques d'Internet, nous nous sommes immédiatement penchés sur l'analyse de ces trois collectifs protestataires. Ces trois mouvements, tout en présentant de grandes différences dans les outils et la finalité ultime des leurs projets, décrivent bien la composition hétérogène et changeante du champ militant contemporain.

#### 4. Pourquoi l'Italie

L'Italie connaît aujourd'hui une période de grands bouleversements politiques : depuis le début des années 1990, les enquêtes judiciaires et les scandales concernant les principaux partis au pouvoir se sont enchaînés dans le pays. En novembre 2011, le dernier gouvernement de Silvio Berlusconi est tombé pour laisser la place au gouvernement technocrate de Mario Monti qui a gouverné jusqu'en avril 2013. Les dernières élections législatives qui se sont déroulées en février 2013 ont introduit le *Mouvement 5 étoiles* sur l'échiquier politique du pays<sup>17</sup>.

---

<sup>14</sup> Par exemple, le réalisateur Nanni Moretti avait été l'initiateur du mouvement citoyen des *farandoles* (« I girotondi di Nanni Moretti »). Les activistes défilaient et dansaient dans les rues pour protester contre le conflit d'intérêt de Silvio Berlusconi. Le conflit était déterminé par une collusion entre le pouvoir politique et le pouvoir médiatique du Président du conseil de l'époque.

<sup>15</sup> Le mouvement des *Telestreet* est né de l'idée d'un groupe de médiactivistes bolonais qui, en 2002, ont fondé Orfeo TV, la première *Telestreet* au sens propre.

<sup>16</sup> Après le succès électoral aux législatives de février 2013 (le Mouvement a obtenu 25,5 % des votes à la Chambre des députés), le Mouvement 5 étoiles représente actuellement la principale force d'opposition au Parlement italien.

<sup>17</sup> Avec 25,5 % des votes, le *Mouvement 5 étoiles* du comique-blogueur Beppe Grillo a été le parti le plus voté à la Chambre des députés lors des élections législatives en février 2013. Nous considérons ici le parti et non la coalition de différentes forces politiques. Toutefois, selon la loi électorale en vigueur en Italie lors des élections, la coalition la plus forte (composée par un ensemble de partis différents) a le droit à une « prime de majorité » qui lui assure un nombre supplémentaire de parlementaires.

La configuration complexe des équilibres politiques qui est ressortie des urnes a causé une crise d'ingouvernabilité qui a été réglée par la constitution d'un gouvernement d'union nationale composée par les coalitions de centre-droit et de centre-gauche. La vague contestataire des nouveaux collectifs citoyens a donc été accompagnée par un affaiblissement progressif de la légitimité du pouvoir politique. Ainsi, l'action des mouvements sociaux italiens a réussi à faire rentrer dans les palais du pouvoir de nouveaux acteurs politiques et a entraîné une redéfinition des équilibres du pouvoir.

Ce dynamisme de l'action contestataire est probablement lié aux spécificités qui caractérisent cette jeune République. En effet, les défaillances et les contradictions de l'État italien, la plaie des mafias, la corruption généralisée et l'écart entre le Nord et le Sud du pays font de l'Italie une sorte de démocratie inachevée. Cette anomalie semble avoir paradoxalement encouragé un processus d'accélération de l'appropriation des moyens numériques de la part de la société active. En Italie, la méfiance vis-à-vis de la classe politique et du système de l'information nationale s'est donc traduite par la recherche de modèles informationnels et contestataires alternatifs.

Si le rôle de l'État dans le développement des comportements sociaux était déjà présent dans les oeuvres de Tocqueville (Tocqueville, 1986) et de Simmel (Simmel, 1955), cette perspective analytique a été ultérieurement développée par de nombreux analystes contemporains. Parmi eux, Offe a souligné les tendances des mouvements sociaux à s'émanciper de l'État (Offe, 1987) tandis que Tarrow, Tilly et Kiriesi accordent une grande importance à la structure des opportunités politiques dans la montée en puissance de l'action contestataire (Tilly, 1976 ; McAdam, Tarrow et Tilly, 1998 ; Tarrow, 1994 ; Kiriesi, 1996 et 2004). Selon différents observateurs, la jeune République italienne, contrairement au modèle de la République française, constituerait un système politique ouvert et décentralisé précisément parce que les tensions entre le centre et la périphérie n'ont pas été réglés (Tarrow et Klandermans, 1988).

Bien que stimulante, cette approche risque d'engendrer une vision statique et mécaniste des États et de leur influence sur les mouvements sociaux. Tout en pointant les spécificités structurelles de l'Italie, nous avons donc préféré embrasser différents aspects contextuels et conjoncturels (comme le système des médias, l'évolution des comportements informationnels et les fluctuations du cadre politique).

À travers une analyse des pratiques développées au sein des trois groupes de militants (le réseau des *Telestreet*, le collectif du *NoBerlusconiDay* et le *Mouvement 5 étoiles*), nous allons donc parcourir l'histoire récente de la contestation italienne et identifier le processus d'évolution des formes de l'engagement citoyen. Outre les éléments strictement politiques, l'étude des motivations et des valeurs qui guident les groupes contestataires émergents nous a naturellement poussé à prendre en considération d'autres facteurs contextuels. À partir de l'observation de terrain nous avons très vite compris que les anomalies du système médiatique national occupaient une place centrale dans l'agenda des nouveaux militants. Si en France cette sensibilité peut apparaître presque banale, elle acquiert une importance particulière dans un pays où le développement des pratiques d'Internet semble de plus en plus répondre à une stratégie de rejet du système informatif et politique dominant. En effet, en Italie, les principes de la liberté d'expression, du pluralisme et de l'indépendance de la presse sont constamment bafoués<sup>18</sup>. Les collectifs contestataires ont donc naturellement été portés à interférer avec les flux médiatiques officiels. Ainsi, des radios libres aux *Telestreet* et des *Telestreet* au web social, les contestataires italiens se sont engagés depuis longtemps dans un processus de déstructuration de l'espace médiatique.

---

<sup>18</sup> Dans le rapport sur la liberté de la presse fourni par *Freedom House* en 2013, l'Italie figure comme le seul pays occidental à être considéré « partiellement libre ». Le classement 2013 de *Freedom House* peut être consulté à la page <http://www.freedomhouse.org/sites/default/files/Global%20and%20regional%20tables.pdf> (dernière consultation 10/06/2013).

Les spécificités du contexte italien ont donc servi à soulever un thème central pour les sociétés contemporaines : comment peut-on repenser l'univers de la critique sociale ? Comment peut-on reconstituer une base et un nouveau sujet historique qui soit porteur de changement ?

## 5. Une approche info-communicationnelle de la mobilisation

Tout en privilégiant les aspects informationnels et communicationnels comme angle d'observation des phénomènes politiques, nous avons décidé de nous appuyer sur un cadre théorique et conceptuel hétéroclite. Ce choix dérive de la variété des perspectives disciplinaires à travers lesquelles nous pouvons aborder la thématique des pratiques des médias.

Internet, comme toute technologie de l'information et de la communication, doit être conçu avant tout comme une construction cognitive et sociale. Ainsi, sans forcément apporter des conséquences positives ou négatives immédiates à l'état de la démocratie, les pratiques de l'Internet politique constituent avant tout des données intéressantes pour la compréhension de la société.

Tout d'abord, afin de situer les mouvements contemporains dans le macro-cadre de la mobilisation sociale, nous avons parcouru les trois paradigmes de la sociologie des mouvements sociaux : le comportement collectif, la mobilisation des ressources et l'approche des cadres. Nous avons alors identifié le cadre théorique de la « politique du conflit »<sup>19</sup> (intégré dans l'approche dominante de la mobilisation des ressources) comme étant le modèle le plus complet pour appréhender les phénomènes contestataires contemporains. Toutefois, le rôle grandissant que les usages des NTIC assument dans l'univers contestataire actuel nous a amené à élargir notre approche. En effet, la sociologie des mouvements sociaux, indispensable pour l'analyse du processus politique et des modèles de la mobilisation, ne nous offre pas un cadre exhaustif pour comprendre comment, dans une société individualisée, les nouvelles identités collectives peuvent émerger et bâtir leur cadre contestataire.

À ce propos, les cas italiens semblaient montrer une continuité entre le développement de certaines pratiques informationnelles et la naissance des initiatives contestataires. En considérant cette centralité de l'aspect informationnel au sein des militants italiens, nous avons donc besoin d'une approche focalisée sur les comportements informationnels et non pas uniquement sur l'usage de l'outil numérique. L'observation de terrain avait en effet fait émerger l'expérimentation de différents outils (allant de la télé de rue au blog) de la part des collectifs contestataires.

La notion de « pratique informationnelle » (renvoyant à l'approche anglo-saxonne de l'« information behaviour ») nous est alors apparue comme la plus inclusive et la plus riche pour aborder les phénomènes auxquels nous étions confrontés. Ce concept avait en effet le mérite d'être exhaustif et donc particulièrement apte à embrasser la variété des actions qui peuvent être hébergées dans la sphère numérique. La pratique informationnelle englobe en effet les différents comportements informationnels allant des activités de recherche (« Information seeking ») aux activités de partage, de diffusion, d'évaluation et de production de l'information. Toutefois, notre travail se fondait sur l'observation de sujets collectifs échangeant des informations dans un espace interactif. La dimension informationnelle nécessitait donc d'être automatiquement reliée aux phénomènes communicationnels. Puisque l'environnement informationnel constitue une base pour la création de nouvelles relations

---

<sup>19</sup> À partir du modèle du « conflit politique » (Tilly, 1976), Charles Tilly et Sidney Tarrow réunissent les concepts de conflit, d'action collective et de politique dans le macro-thème « politique du conflit » (C. Tilly et S. Tarrow, 2008). C'est sur la base de l'héritage marxiste que les deux auteurs développent leur modèle théorique et conçoivent le conflit (appréhendé toujours dans les termes d'un conflit politique), en tant que composante essentielle de l'action collective.

sociales et pour l'émergence de dynamiques collectives, nous avons décidé d'élargir ultérieurement le concept et de parler de « pratiques info-communicationnelles d'Internet ». Ainsi, si la plupart des labels anglo-saxons se concentrent sur un aspect spécifique du « comportement informationnel » et sur l'activité de l'utilisateur simple, une approche axée sur les « pratiques info-communicationnelles » nous aurait permis d'inclure plus aisément la dimension collective des pratiques ainsi que les dynamiques de l'action sociale.

Au-delà de son caractère exhaustif, le concept de *pratique*, renvoyant à la fois à la notion de « pratique info-communicationnelle » de l'Internet et à la notion plus générale de « pratique sociale », nous a permis d'étoffer notre analyse de l'action militante avec la sociologie des pratiques (Bourdieu, 2000 ; Giddens 1994). En effet, cette dimension hétéroclite du concept de pratique, renfermant soit l'aspect routinier de l'activité humaine soit, d'une manière plus implicite, la réactivité au conditionnement culturel dominant, s'est révélée extrêmement fructueuse pour les enjeux de la recherche<sup>20</sup>. En présupposant un regard sur l'homme et sur ses représentations<sup>21</sup>, l'analyse des pratiques d'Internet nous a permis de déceler les mécanismes qui peuvent amener un ensemble de pratiques routinières à assumer une dimension critique.

## 6. Méthodologie

L'évolution des études sur le comportement informationnel montre l'affirmation des enquêtes de type qualitatif dans le domaine des sciences de l'information. L'importance accordée aux problématiques liées aux besoins informationnels et au contexte cognitif et socio-culturel de l'utilisateur a comporté en effet également une évolution des méthodologies d'enquête. Ainsi, à côté des statistiques concernant les mots-clé, les questions posées aux systèmes de recherche ou encore le nombre de documents recherchés, nous avons assisté au développement d'approches méthodologiques venant de différents domaines des sciences humaines et sociales et allant de l'observation participante à l'auto-confrontation ou encore à l'utilisation du questionnaire et de l'entretien. Nous avons donc un vaste choix d'approches méthodologiques possibles.

Toutefois, en ayant choisi de travailler sur les pratiques numériques des militants, nous avons évalué que le meilleur terrain où récolter les données était Internet même. La sélection et l'analyse des documents numériques constitue en effet la source idéale pour appréhender les pratiques, comme les usages, de l'information numérique.

L'approche empirique de la recherche s'est donc essentiellement axée sur des analyses stratégiques et des analyses de corpus numériques. Ces méthodes ont été complétées par l'observation participante des communautés numériques qui ont fait l'objet de la recherche. Grâce à la richesse des données qui peuvent être archivées et tracées sur le réseau Internet, nous avons pu exploiter des données quantitatives (comprenant toutes les informations qui concernent le trafic) et qualitatives (relevant des contenus produits par les usagers et les producteurs). Afin de repérer les informations sur le trafic ou sur la cartographie des liens d'un site web, nous avons utilisé différents outils accessibles en ligne (dont *Alexa*, *Compete* ou

---

<sup>20</sup> En sous-entendant une démarche active de la part des usagers, la notion de « pratique » semble synthétiser l'évolution des recherches en Sciences de l'information et de la communication et leur aboutissement aux approches centrées sur les usages et la réception active. L'objet d'étude des disciplines de l'information et de la communication s'est progressivement déplacé des dispositifs informationnels et des médias, à leurs usages et à leur réception. Ce déplacement du centre d'intérêt des chercheurs est lié au développement conceptuel des notions de *pratique*, d'*appropriation*, d'*usage* et d'*interaction* (Chaudiron et Ihadjadene, 2011).

<sup>21</sup> Certains spécialistes soulignent que la différence entre le concept de pratique et d'usage de l'information ne se base pas tant sur l'objet d'étude mais sur le regard qui est porté au monde empirique. En ce sens, « l'usage serait une notion centrée sur les relations homme-machine dans leurs implications sociales, culturelles ou politiques, tandis que la pratique concernerait plutôt un regard sur l'homme, sur la signification et l'évolution du sens attribué à ses actions » (Stéphane Chaudiron et Madjid Ihadjadene, 2010 p. 4).

*Micro-Sys*). Cette typologie de données a ensuite été mise en perspective avec les données issues de l'enquête qualitative, récoltées principalement à travers l'observation participante et l'analyse de contenu. Cette dernière a contribué à produire des informations importantes concernant tant l'observation des cadres contestataires que l'identification des besoins informationnels des militants. L'expérimentation de terrain nous a progressivement amenés à adapter la méthode de l'analyse de contenu pour chaque environnement numérique en prenant en compte le caractère hypertextuel des données, les fonctionnalités des outils collaboratifs et les aspects liés à l'interaction (commentaires, discussions ou systèmes de vote des internautes).

L'approche méthodologique adoptée dans les différents travaux de recherche sera détaillée dans la deuxième partie de la thèse où nous exposerons l'enquête.

## 7. Plan de la thèse

Ce travail présente un plan binaire qui reflète, d'une part, la double approche théorique (encourageant une synergie entre la sociologie de la mobilisation et les études des pratiques informationnelles) et, de l'autre, la bipartition de l'enquête, composée par l'analyse de la mobilisation d'*appareil* aux États-Unis et l'observation de la mobilisation citoyenne en Italie. Ainsi, la première partie de la thèse est structurée en deux chapitres (chapitre 1 et chapitre 2) qui correspondent respectivement aux théories de la mobilisation et aux théories des pratiques. La deuxième partie présente une structure identique à la première et comprend un chapitre exposant l'analyse de la campagne d'Obama de 2008 (le chapitre 3) et un autre portant sur les mouvements sociaux italiens (le chapitre 4). Chaque travail de recherche a été traité sous la forme d'une monographie indépendante et comprend donc la présentation détaillée du contexte de l'étude, des méthodes ainsi que l'analyse et la discussion des résultats. Enfin, la conclusion générale présente un bilan complet des aboutissements de l'enquête et des contributions apportées aux cadres théoriques de référence. La conclusion sera suivie d'une bibliographie thématique, elle aussi structurée en deux parties principales dont la première contient les références théoriques de la thèse, organisées par domaine disciplinaire, et la deuxième comprend les *sitographies* des quatre travaux de recherche (l'analyse de la campagne d'Obama de 2008, du réseau des *Telestreet*, du collectif promoteur du *NoBerlusconiDay* et du *Mouvement 5 étoiles*).





**Première Partie**  
**Pratique de l'Internet et protestation**

# **Chapitre 1**

## **Théories de la mobilisation sociale**



## **Théories de la mobilisation sociale**

L'évolution de la sociologie des mouvements sociaux ne correspond pas à un parcours linéaire mais elle a été caractérisée par des vagues de ruptures et de réconciliations successives.

Notre reconstruction de ce parcours met l'accent sur le développement de trois paradigmes principaux : le paradigme du comportement collectif (H. Blumer, 1951 ; Smelser, 1963 ; Turner et Killian, 1993), le paradigme de la mobilisation des ressources (A. Oberschall, 1973 ; Gamson, 1975 ; 1990 ; McCarthy et Zald, 1977 ; Tilly, 1976 ; 2008 ; McAdam, 1982 ; Tarrow et Tilly, 1998 ; McAdam, Tarrow et Tilly, 1998 ; Tilly et Tarrow, 2008) et le paradigme cognitiviste (Snow, Rochford, Worden et Benford, 1986 ; Snow et Benford, 1992 ; Snow, 2001). L'enchaînement de ces trois macro-cadres de recherche représente aussi l'évolution des concepts de la discipline.

En effet, la psychologie des foules et la notion d'action spontanée de Blumer ont été dépassées par le paradigme de la mobilisation des ressources qui a privilégié une approche structurelle centrée sur l'organisation interne aux mouvements sociaux. L'adoption de cette perspective stratégique a négligé pendant long temps l'impact du contexte politique et de la dimension expressive sur les phénomènes de mobilisation.

Toutefois, à partir des années 1980, des nombreuses critiques et rajustements, venant également de l'intérieur du paradigme, ont contribué à complexifier l'analyse des phénomènes contestataires. Le paradigme entrepreneurial de McCarthy et Zald (J. D. McCarthy & M. N. Zald, 1977) a alors été revisité dans une perspective exogène qui essaie d'encadrer l'étude des organisations militantes dans leur contexte politique (McAdam, McCarthy et Zald, 1996 ; McAdam, Tarrow et Tilly, 1998).

Dans les années 1990 on a assisté à une autre étape de renouvellement du paradigme dominant avec la systématisation d'une approche globalisante qui intègre les processus cognitifs et la dimension culturelle et identitaire dans l'étude de l'action collective. En effet, l'existence d'inégalités sociales et structurelles et la disponibilité de ressources pour l'action ne suffisent pas à déclencher et à expliquer le phénomène de la mobilisation sociale. Pour que les acteurs décident de passer à l'acte, ils doivent préalablement avoir construits une représentation partagée de l'injustice sociale. Ce cadre est produit collectivement à partir des schèmes d'interprétation des acteurs et de la manière dont ils perçoivent la réalité politique à un moment historique donné. L'action collective implique donc des processus subjectifs de perception, d'intériorisation et d'interprétation de la réalité. C'est précisément au niveau de ce processus d'appropriation du cadre contestataire que les pratiques informationnelles jouent un rôle essentiel dans la constitution de nouveaux sujets collectifs.

Cette attention à la dimension culturelle des mouvements contestataires a marqué la littérature des « nouveaux mouvements sociaux ». Selon ce courant de la sociologie de la mobilisation, les mouvements contemporains ne seraient plus centrés sur des questions matérielles mais plutôt sur des thématiques culturelles, identitaires ou liées aux modes de vie. Contrairement à ce que quant affirmé par les tenants de la théorie des mouvements sociaux, nous assistons à une persistance des thématiques politiques orthodoxes, comme par exemple les revendications liées aux conditions de travail ou au système de chômage. À partir des enquêtes portant sur le milieu contestataire italien, nous serons donc amenés à discuter la thèse des nouveaux mouvements sociaux et à contribuer ainsi à l'une des principales diatribes de la discipline.

## 1.1 Les théories du comportement collectif

### 1.1.1 La psychologie des foules : Quel héritage ?

Les théories de l'action collective se situent au carrefour de différents domaines des sciences sociales et impliquent, donc, une pluralité d'axes et de perspectives d'analyse.

De l'étude de la psychologie des foules à celle du « comportement collectif », d'une conception spontanée de l'action collective à une perspective rationnelle et stratégique, l'évolution de ce champ des sciences sociales peut être conçue aussi comme une volonté de se démarquer progressivement des approches psychologiques pour aboutir à une perspective sociologique et multidimensionnelle.

Mais si le paradigme dominant en sociologie de la mobilisation est aujourd'hui fondé sur le postulat de l'action rationnelle, est-il vrai que les phénomènes de mobilisation doivent être conçus uniquement comme le résultat de choix raisonnés et stratégiques ? Y a-t-il une part inconsciente et irrationnelle à la base de l'explosion des phénomènes de mobilisation ? En d'autres termes, qu'est-ce que doit-on retenir aujourd'hui du travail de la psychologie des foules de Gustave Le Bon ?

Comme il a été souligné par S. Moscovici, les études sur la psychologie des foules de Gustave Le Bon ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle en constituant une grille d'interprétation importante des phénomènes de masse dans le cadre des régimes totalitaires (S. Moscovici, 1981).

Cependant, aujourd'hui, les concepts fondateurs de la psychologie des foules semblent avoir été progressivement abandonnés par les observateurs de l'action collective. Quel est alors l'héritage de cette discipline ? L'individualisme qui caractérise nos sociétés a-t-il rendu la psychologie des foules définitivement anachronique ?

Michel-Louis Rouquette propose trois raisons différentes qui expliqueraient le déclin de cette discipline : la première repose sur l'émergence d'un nouveau concept d'histoire, conçue, aujourd'hui, comme histoire « finie », bien que perfectible et modifiable, mais non plus comme une histoire « à faire » ; la seconde se fonde sur son accomplissement conceptuel, la sociologie des foules fait désormais partie du sens commun et elle a été acquise par les spécialistes en tant que telle ; la troisième raison pointe les difficultés de cette discipline à se plier aux méthodes empiriques dominantes (Michel-Louis Rouquette, 2006).

En effet, bien que les guerres civiles et les mouvements de masse (comme dans le cadre des récentes Révolutions arabes ou de la crise du pouvoir en Syrie) continuent à exploser dans le monde contemporain, la possibilité d'un changement social radical dérivant de l'action des foules apparaît comme exclue *a priori*. Le marché libéral et la démocratie représentative semblent désormais constituer la forme d'organisation sociale vers laquelle tendent tous les groupes humains. Par conséquent, les mouvements collectifs doivent être appréhendés à partir de cette logique de « finitude », ce qui a amené bon nombre de spécialistes à souligner la fonction morale des mouvements (Beck, 2003a) visant plus particulièrement à orienter les choix du législateur vis-à-vis de questions spécifiques (Ion, 1997).

Le mouvement social apparaît alors comme une forme protestataire historique qui a supplanté les mouvements révolutionnaires et de masse et abandonné leur foi dans le changement. Or, l'action des mouvements révolutionnaires se fondait précisément sur l'efficacité et la capacité subversive du grand nombre et, donc, sur le pouvoir des foules de changer le cours de l'histoire. D'un point de vue strictement historique, le mouvement social, dans la diversité de ses formes culturelles et politiques, apparaît comme une structure organisationnelle souple qui essaie tantôt d'inscrire son action dans le temps (comme dans le cas du mouvement féministe ou écologiste), tantôt de se concentrer sur l'organisation et la coordination de vagues éphémères de contestation (comme dans le cas plus récent des *Indignés*).

L'émotion, le côté irrationnel ou imprévisible de la foule n'a certainement pas disparu mais ces facteurs ne semblent plus susciter l'intérêt des chercheurs. Puisque les mécanismes de la

psychologie des foules sont très difficiles à définir d'une manière empirique, la sociologie de la mobilisation s'est focalisée sur les aspects stratégiques, organisationnels ou identitaires des phénomènes collectifs.

Toutefois, la difficulté d'approcher empiriquement un objet de recherche - la psychologie de la foule, intéressée par la sphère de l'inconscient, est un terrain d'étude flou et incertain - ne signifie pas que celui-ci est moins intéressant ou pertinent. Les phénomènes que Le Bon a souligné, comme par exemple le contrôle de l'opinion et la recherche du consensus, représentent encore des éléments importants pour la gestion du pouvoir politique et économique dans notre société.

Cependant, l'individualisation des accès à l'information et à la culture a comporté des changements au niveau du processus de formation de l'opinion publique. En effet, dans une société essentiellement fondée sur les principes d'émancipation et d'auto-détermination de l'individu, les concepts mêmes de « foule » ou de « masse » apparaissent toujours péjoratifs ou alors vidés de tout leur sens. L'abandon de la psychologie des foules rend donc manifeste une évolution culturelle et conceptuelle qui s'est amorcée dans les sociétés contemporaines.

C'est précisément en vertu de ce nouvel univers conceptuel que, lors que nous avons entrepris un parcours d'actualisation des fondements de cette discipline, nous avons été confrontés à de nombreux problèmes. Premièrement, elle semble être fondée sur un postulat paradoxal : selon le paradigme de Le Bon, la raison agit au niveau des consciences individuelles mais son emprise est censée s'atténuer en présence d'un regroupement d'individus. Deuxièmement, la psychologie des foules trace une opposition nette entre raison et émotion et entre réflexion et impulsivité. En réalité, même dans le cadre d'événements organisés et structurés, il peut y avoir une part d'imprévisibilité. De la même façon, la présence des pulsions émotionnelles n'implique pas une annulation de toute forme d'action raisonnée.

Malgré la course de l'homme moderne vers une rationalisation de plus en plus importante de tous les niveaux de la vie sociale, certains événements échappent au contrôle rationnel et réaffirment l'exigence de s'interroger sur les mécanismes de l'inconscient.

Plonger dans l'œuvre de Gustave Le Bon nous permet donc de réhabiliter les facteurs émotionnels, trop souvent écartés et négligés par l'étude de l'action collective.

Dans « La psychologie des foules », Gustave Le Bon pointe un changement d'époque dans notre civilisation et nous transporte dans un âge de l'action dont le moteur est constitué par le processus d'émancipation de la classe populaire. Suite à la destruction des croyances ancestrales, notre société s'est reconstituée à travers la création de pensées nouvelles essentiellement fondées sur le progrès technique.

Le Bon conçoit les dynamiques des foules et leur pouvoir d'exercer une pression politique, comme un élément central dans ce processus de changement social.

Il définit alors une foule psychologique non pas comme un rassemblement quelconque d'individus mais comme une âme collective organisée et soumise à la « loi de l'unité mentale des foules » (Le Bon, 1963, p. 9). Comme pour tout organisme vivant, la foule constitue un sujet nouveau qui ne correspond pas à la somme de ses composantes. Ce phénomène dérive du fondement même de la psychologie selon laquelle la vie consciente de l'esprit n'est qu'une partie infime de sa vie inconsciente. La psychologie des foules repose donc sur le postulat selon lequel ce sont avant tout les éléments inconscients (les passions, les instincts, les sentiments ...) à rassembler les hommes tandis que la partie consciente, déterminée par l'éducation et les caractères héréditaires, constitue, au contraire, une source de distinction.

Un autre élément capital pour cette discipline est constitué par le phénomène de la *contagion mentale* engendrée par la suggestibilité de la foule. Loin d'encourager une optimisation des capacités individuelles, la foule de Le Bon est intellectuellement inférieure à l'homme isolé et a la capacité de le faire retourner à son état primitif. Le thème de la contagion a parcouru tous les travaux sur les foules et, comme nous le verrons par la suite, a exercé une forte influence sur les théories du « comportement collectif ».

Mais si la contagion sert à expliquer le passage simultané à l'action, Le Bon précise que les

foules sont également animées et motivées par des idéaux. Afin de décrire le rôle des valeurs sociales dans la formation de l'identité collective, Gustave Le Bon affirme que « chaque civilisation dérive d'un petit nombre d'idées fondamentales rarement renouvelées » (Le Bon, 1963, p. 31). Ces idées, coïncidant jadis avec les croyances religieuses, sont aujourd'hui constituées par les valeurs démocratiques et sociales. À côté de ces certitudes, jaillissent une infinité d'idées fluctuantes souvent absorbées et défendues par les foules d'une manière contradictoire. Les foules peuvent ainsi s'appuyer sur des idées controversées car elles ne sont pas dotées de l'esprit critique nécessaire à en identifier les contradictions subjacentes. Pour avoir une emprise sur la foule, ces idées doivent pouvoir être traduites en images frappantes et suggestives.

Selon Le Bon, toutes les convictions des foules se présentent dans la forme du sentiment religieux. Ainsi, l'Empire Romain, Napoléon ou les protagonistes de la période de la Terreur avaient un caractère divin aux yeux des foules. Loin d'être dépassé, le caractère sacré du pouvoir constitue encore un point de réflexion intéressant. En effet, les mécanismes qui déterminent l'adhésion à une idéologie politique ne diffèrent pas tellement des dynamiques de la conversion religieuse.

Dans le paradigme de Le Bon, les facteurs qui déterminent les croyances et les opinions des foules sont de deux types : les *facteurs lointains*, qui travaillent sur la longue durée et permettent aux foules d'être perméables à certaines idées et non pas à d'autres ; et les *facteurs immédiats* qui, superposés à ce long travail, provoquent la persuasion active chez les foules et donnent lieu aux révolutions, aux grèves ou aux émeutes.

Les facteurs lointains ont une importance capitale dans la détermination de la psychologie des foules car, comme il a été précisé par le père des foules, « [un] peuple est un organisme créé par le passé et, comme tout organisme, il ne peut se modifier que par de lentes accumulations héréditaires. » (Le Bon, 1963, p. 47).

Malgré l'actualité de certains passages de l'œuvre de Le Bon, son concept de l'individu-masse demeure comme très problématique. Tout d'abord, les actions des foules doivent être encadrées dans leur contexte politique, historique et social qui contribue à déterminer le processus de formation des opinions et des valeurs et, par conséquent, à encourager certains comportements sociaux. Ensuite, l'idée de l'unité mentale de la foule est très peu vraisemblable. La présence de ruptures, de désaccords ou des scissions au sein des mouvements contestataires historiques comme contemporains montre toute la complexité des processus de formation des identités et la résistance des visions personnelles, ou même égoïstes, aux effets produits par la foule.

Un autre point problématique du discours de Le Bon est représenté par l'esprit de servitude et de conservation qui est prêté aux foules. Si nous prenons le cas de la Révolution française, par exemple, l'idée de l'impulsivité et de la suggestion des foules ne suffit pas à expliquer un tel tournant historique. Bien que les phénomènes décrits par Le Bon aient pu contribuer à faire monter en puissance la rébellion, la Révolution française doit être interprétée comme le résultat d'un long processus d'évolution politique et sociale qui a permis le développement des valeurs de la Révolution. Comme a pu le souligner Habermas, un ensemble de facteurs socio-économiques a favorisé l'émergence d'une sphère publique bourgeoise qui s'est de plus en plus émancipée et affirmée au point de déterminer un véritable contre-pouvoir à l'Aristocratie (Habermas, 1997). La position d'Habermas a été à son tour critiquée en raison de sa vision élitiste de la Révolution française. Toutefois, au-delà de la diatribe entre une conception bourgeoise et une conception populaire de la Révolution, la théorie d'Habermas nous aide à prendre en compte les conditions historiques et sociales qui ont déterminé l'explosion de la Révolution dans la Paris du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans la dernière partie de son ouvrage, Gustave Le Bon développe son concept de *race* qui, assimilable à la nationalité, apparaît comme le caractère fondant des foules. Cette notion, à travers laquelle Le Bon distingue les foules, est encore une fois très controversée. En effet, les dangers et les dérives liés à une définition raciale ou ethnique de la foule ont été amplement



démontrés par le désastre moral et humain entraîné par l'idéologie de la race sur laquelle s'est appuyé le régime nazi.

Aujourd'hui, les conséquences des régimes totalitaires et le travail de réhabilitation historique entrepris par l'Allemagne semblent avoir définitivement rendu caduque cette notion de *race*. Nous ne pouvons donc pas définir des types de foule par rapport au concept de *race*, de nationalité ou de culture nationale. Par contre, nous pouvons faire face à des spécificités nationales, tant liées aux cadres historiques et politiques que concernant des aspects beaucoup plus flous comme l'« humeur » ou l'esprit d'un peuple. Mais la combinaison de ces éléments, par leur nature, très changeants et évanescents, ne donne pas pour autant lieu à des caractères fixes et définis ni à des schèmes préétablis de l'action collective nationale.

En effet, à l'état actuel, nous pouvons remarquer de nombreuses ressemblances entre les répertoires et les outils militants adoptés dans différents pays ainsi qu'au niveau des enjeux et des valeurs véhiculées par les nouveaux mouvements.

Malgré l'intérêt certain de ses intuitions, la relecture de l'ouvrage de Le Bon nous a donc amené à refuser le caractère irrationnel prêté à la foule. Avec cette affirmation, nous ne voulons pas nier l'importance de la sphère émotionnelle mais simplement souligner que les outils conceptuels de la psychologie sociale ne sont pas les plus adaptés pour appréhender la complexité de l'action collective et la diversité de ses formes culturelles, sociales et historiques. En vertu de l'impossibilité de les définir avec certitude, les facteurs qui relèvent de l'inconscient ne peuvent pas être considérés comme des éléments qui déterminent l'action.

La complexité des dynamiques de la contestation nous impose donc un dépassement des concepts de la foule psychologique. En rupture avec la tradition de la foule, notre travail met l'accent sur les processus de prise de responsabilité par le bas de la part des citoyens. Les nouveaux groupes contestataires, tout en restant fidèles aux fondements des démocraties occidentales, manifestent une volonté de faire vaciller l'ordre établi, d'en mettre en discussion les principes et le fonctionnement. C'est précisément par le biais de cette démarche réflexive que ces nouveaux groupes s'éloignent de la foule asservie et conservatrice décrite par Le Bon. Ce constat dérive avant tout de l'observation de terrain : en Italie, le projet de Beppe Grillo vise à une évolution de l'*appareil* représentatif vers une forme de démocratie plus directe. Avec des modalités différentes, le réseau des *Telestreet*, en revendiquant le droit de tout citoyen à communiquer, à fabriquer des contenus et à participer activement au débat public, a favorisé une déstructuration des modèles des médias de masse.

Le champ militant contemporain représente donc un espace dialectique et d'expérimentation où les citoyens s'engagent, délibérément, rationnellement ou même stratégiquement, dans des nouveaux projets de défense de l'intérêt collectif.

### **1.1.2 La question du leadership**

L'analyse de l'œuvre de Gustave Le Bon peut stimuler également une réflexion sur l'évolution du concept et du rôle du leadership dans les organisations contestataires contemporaines. La vision de Le Bon, désormais considérée comme allant de soi, se fonde sur l'idée selon laquelle la foule a besoin d'un chef, d'un meneur. Dans le modèle développé par Le Bon, cet individu a été souvent mené lui-même par une foi et a comme but de générer cette même foi dans les foules. Si le meneur disparaît et il n'est pas remplacé, l'action collective est censée s'arrêter (Le Bon, 1963). La stratégie des meneurs, qui peuvent être des chefs éphémères ou, plus rarement, durables, se fonde sur l'affirmation, la répétition des messages et les mécanismes de contagion. Les meneurs bénéficient d'une forme de prestige induit par leur caractère personnel ou par un fait spécifique qui n'est jamais justifié par des arguments précis et rationnels (Le Bon, 1963).

Le concept du leadership dans les réseaux militants contemporains est un sujet très controversé. En règle générale, les nouveaux mouvements sociaux manifestent une volonté d'abattre les structures verticales et les formes de gestion autoritaire pour s'engager dans des

organisations horizontales, collaboratives et fondées sur la mise en commun des compétences individuelles. En ce sens, l'usage d'Internet, reposant sur l'interaction d'individualités distantes connectées sur le réseau, offre une architecture technique et idéologique idéale à la collaboration entre pairs. Toutefois, les inégalités dans la maîtrise discursive, symbolique et technique de cet outil déterminent de nouvelles formes d'autorité et d'inégalité. Il est évident que, dans toute sorte de communauté numérique, des personnalités engagées se dégagent des autres et revêtent un rôle de coordinateur ou de garant de la cohérence du projet. Cependant, les activistes du Net mettent l'accent sur le caractère plus méritocratique des hiérarchies d'internautes. Les formes de prestige en ligne seraient alors liées d'avantage à l'engagement et aux compétences intellectuelles des meneurs plus qu'à leur dimension charismatique et caractérielle. Mais si ce modèle méritocratique peut être relevé à l'intérieur de communautés spécifiques, parmi lesquelles nous pouvons citer les groupes de développeurs des logiciels libres, dans les communautés politiques, le processus de formation des leaders est bien plus flou. Dans le cas de la communauté politique de Beppe Grillo, par exemple, le leader, en tant qu'homme de spectacle, ne possède pas un bagage de connaissances et de compétences politiques et militantes au sens traditionnel du terme.

Comme dans le cadre théorique proposé par Le Bon, le prestige acquis par le comique-blogueur auprès de ses militants est lié à ses actes protestataires, à son charisme et à son dévouement au projet. Le nouveau et l'ancien cohabitent donc côte à côte dans cette nouvelle forme de militantisme qui, tout en prônant des principes égalitaires et horizontaux, peut reproduire un modèle conservateur de leadership politique.

Au contraire, dans d'autres organisations militantes contemporaines, la visibilité et le pouvoir des meneurs sont beaucoup plus atténués ou, alors, volontairement dissimulés. Dans le cas du mouvement *Occupy Wall Street*, des *Indignés* ou du *Peuple des Violets*, il est très difficile d'identifier un meneur des foules, un leader chargé de responsabilités et ayant un pouvoir décisionnel au sein de son collectif. En effet, ces organisations contestataires respectent beaucoup plus l'idéal de l'horizontalité, de la participation et de la dissémination des pouvoirs. Bien qu'agissant souvent sur le court terme, ces nouveaux meneurs ne correspondent pas à la figure classique du leader mais, en accord avec l'éthique égalitaire d'Internet, ils ont une fonction de porte-parole. Ces personnalités sont multiples et peuvent changer très vite à partir des fluctuations du champ militant, des variations dans leur niveau d'engagement ou des représentations médiatiques de la protestation (c'est le cas de Casarini, élu en tant que porte-parole des « Autonomes » italiens par les médias lors des manifestations du G8 de Gène).

Comme dans le cadre des communautés du logiciel libre, ces personnes n'ont pas des pouvoirs précis à l'intérieur de leurs mouvements et leur rôle se définit essentiellement à partir de leur activité bénévole, leur disponibilité ou encore leur compétence. Toutefois, la connaissance des nouveaux répertoires du militantisme, la maîtrise de l'outil informatique ainsi que la possibilité d'exploiter des compétences discursives et relationnelles constituent des éléments essentiels pour pouvoir être en première ligne du projet contestataire.

Les inégalités naturelles et l'incidence du pouvoir charismatique dans l'action collective ne peuvent donc pas être considérées comme totalement dépassées. Bien qu'avec des formes et des modalités différentes, la question du leadership et de la hiérarchie dans les nouveaux groupes militants reste, donc, encore ouverte.

### 1.1.3 La mobilisation en ligne : contagion ou action rationnelle ?

Un autre questionnement intéressant stimulé par les travaux de la psychologie des foules concerne le rôle de l'aspect émotionnel dans les phénomènes d'interaction et de mobilisation en ligne.

Comme pour les foules psychologiques, les individualités connectées sur Internet peuvent reproduire des dynamiques de contagion se manifestant à travers la dissémination virale d'un même contenu qui détermine ce qu'on appelle le *buzz*. Il est alors légitime de se demander si cette frénésie informationnelle répond à des stratégies rationnelles et réfléchies ou si elle peut plutôt être engendrée par des facteurs inconscients. Même dans la société numérique, certaines images, symboles ou personnages frappants ont un pouvoir de fascination capable de générer des réactions incontrôlées et improvisées.

La sphère émotionnelle semble donc avoir encore une place importante tant dans la conception des stratégies politiques que dans les dynamiques de la mobilisation sociale.

Cependant, à l'âge des « foules intelligentes » de Rheingold (Rheingold, 2005) ou, comme le dirait Pierre Levy, de l'« intelligence collective » (Levy, 1997), l'idée que l'action conjointe de plusieurs individus donne lieu à une entité primitive et intellectuellement faible semble inacceptable. En effet, les nouvelles formes d'action collective, se caractérisant souvent par un usage intensif des technologies numériques, montrent, au contraire, que la collaboration et l'interaction à distance peuvent favoriser un processus d'optimisation des capacités individuelles.

À la lumière des études menées sur les communautés politiques et d'intérêt, la définition de la foule formulée par Le Bon apparaît donc décidément dépassée. Les rassemblements d'individus autour d'une cause quelconque ou d'une passion commune sont avant tout motivés par le partage d'un statut, d'une idée, d'un intérêt ou d'une vision du monde.

Dans les mécanismes de participation et d'adhésion à un mouvement, à une association ou à une initiative sociale, des facteurs inconscients peuvent jouer un rôle mais cet aspect, par nature fuyant, reste de toute manière difficile à démontrer et à mesurer. Au contraire, les facteurs sociaux et politiques qui ont une forte influence sur les phénomènes collectifs peuvent être aisément déterminés et analysés par les observateurs.

Au-delà des difficultés méthodologiques, c'est avant tout le postulat théorique de la psychologie des foules qui nous paraît douteux. Si Gustave Le Bon a pointé l'existence d'un processus de fusion des volontés individuelles et de création d'une nouvelle volonté collective incarnée par la foule, les travaux récents portant sur l'action collective et sur le développement des mouvements en ligne semblent au contraire souligner l'émergence de nouvelles formes d'activisme individualisé.

En effet, à côté des répertoires militants traditionnels représentés par la grève, la manifestation de rue ou la pétition, apparaissent des nouvelles formes d'action informationnelle fondées sur la rédaction et la diffusion de contenus et sur la participation aux débats en ligne. Contrairement au paradigme de la psychologie des foules, l'action informationnelle se fonde sur une approche individualisée à la politique. Ces pratiques, en impliquant la consultation, la sélection et la publication de contenus, présupposent une démarche intellectuelle et réfléchie. Nous ne voulons pas affirmer que la sphère des émotions n'a pas d'impacts sur les phénomènes de mobilisation en ligne mais plutôt que son emprise sur le comportement des militants en ressort nettement affaiblie.

Les principes de la psychologie des foules restent néanmoins une ressource importante pour pouvoir prendre en compte la sphère des émotions dans l'analyse des phénomènes collectifs.

Certains observateurs du débat numérique ont remarqué que les activités et les dynamiques du web social sont souvent axées sur la sphère privée et intimes de l'individu. En contribuant à dissoudre les frontières dressées entre l'espace public et l'espace privé, les gens se racontent sur

les réseaux sociaux et construisent leur personnalité et leur visibilité numériques. Toutefois, comme l'a pu souligner Dominique Cardon, ces opérations peuvent répondre également à un besoin de reconnaissance et se traduire donc par une démarche réfléchie et presque stratégique (Cardon, 2010). L'incidence des choix rationnels semble donc l'emporter même dans le cadre de la communication interpersonnelle.

L'observation des nouveaux mouvements politiques sur Internet nécessite donc non seulement d'un changement disciplinaire, de la psychologie à la sociologie, mais aussi d'un déplacement de l'objet d'étude. À ce propos, Serge Moscovici souligne que si la psychologie sociale s'est affirmée comme une sociologie de la majorité, aujourd'hui il est nécessaire de s'intéresser aux minorités en tant que nouvelle source d'innovation et de changement (Moscovici, 1982). Ce glissement de perspective nous apparaît comme fondamental pour pouvoir se pencher sur l'étude de la mobilisation numérique. En effet, le militantisme en ligne, ainsi que toute autre forme d'activité informationnelle sur Internet, se fonde sur l'action des minorités actives. Ces groupes, ne sont pas forcément des entités considérées comme « déviantes » ou « différentes », mais elles constituent un ensemble d'individus engagés et disposés à offrir leur temps et leur dévotion à une cause. Ce qui distingue ces usagers des autres internautes n'est donc pas forcément l'appartenance ethnique ou l'orientation sexuelle (comme dans le cas du mouvement des droits civiques ou des homosexuels), mais c'est surtout leur degré d'engagement. L'action collective, en tant que phénomène social, nécessite d'une approche sociologique qui puisse mesurer l'impact que l'ensemble des facteurs structurels, culturels et identitaires ont sur les comportements collectifs.

Une immersion dans les travaux de l'École de Chicago est donc à considérer comme essentielle pour tout travail engageant la sphère des phénomènes collectifs.

Nous allons donc abandonner l'image négative de la foule en tant qu'entité presque animale pour repartir du concept que Park lui oppose : le « public » (Park, 1972). En représentant une version évoluée et éclairée de la foule, le public et ses composantes continuent à exister individuellement et à produire leurs propres interprétations de la réalité. L'école de Chicago encourage donc un déplacement important de l'objet d'étude : l'expérience collective n'est plus analysée comme une activité psychologique mais, avant tout, comme une dimension de l'expérience sociale.

#### **1.1.4 Le comportement collectif : premières formulations**

La première véritable approche systématique aux phénomènes collectifs se développe au sein de l'École de Chicago à travers l'émergence du concept de « comportement collectif ». D'abord formulée par Park, cette appellation a été successivement reprise et développée par Herbert Blumer (Blumer, 1951), pour s'affirmer en tant que véritable paradigme de l'action collective avec les travaux de Smelser (Smelser, 1963.) et de Turner et Killian (Turner et Killian, 1993).

Les premières théories de l'action collective baignent donc dans les courants de l'interactionnisme symbolique et de la sociologie urbaine de l'École de Chicago. Cette tradition sociologique conçoit les interactions des structures sociales, matérielles et spatiales, ainsi que celles de la sphère subjective et de la culture, comme l'essence même du processus social. C'est donc par le biais de cette interaction entre la dimension objective et subjective que l'homme construit sa réalité en transformant sans cesse la nature en formes culturelles changeantes. C'est dans cet esprit que Park et Burgess développent une branche sociologique originale qu'ils appellent l'« écologie humaine » où l'interaction avec l'environnement (« l'ordre écologique ») constitue le facteur déterminant pour expliquer les comportements sociaux.

Cette interaction est conçue par Park dans les termes d'un rapport dialectique où la compétition et le conflit constituent des modalités primaires de la communication. La dynamique conflictuelle se manifeste à travers l'interaction des deux dimensions de la vie

sociale : l'« ordre écologique », correspondant aux interactions de l'homme avec son environnement, et l'« ordre moral » (ou « ordre social »), constituant une sorte de superstructure normative qui permet à l'individu de se relier à la société (Chapoulie, 2001).

C'est donc en relation avec les postulats de l'interactionnisme constructiviste qu'a été développée la notion de comportement collectif (« collective behaviour »). La première définition de comportement collectif apparaît dans la dissertation « La foule et le public » présentée par Robert E. Park à Heidelberg en 1903. Dans cet essai, « le comportement collectif correspond au comportement des individus agissant en raison d'une impulsion commune et collective, une impulsion qui, autrement dit, correspond au résultat de l'interaction sociale » (Park et Burgess, 1924, p. 865). Le concept de « comportement collectif » fourni par Park est donc très général et compréhensif au point qu'il définit la sociologie même en tant que « science du comportement collectif ». Tout en acceptant le concept de foule émotionnelle développé par Gustave Le Bon, Park et Burgess rompent avec la notion de foule réactionnaire de leur prédécesseur et préconisent le comportement collectif comme une source potentielle de changement social (Park et Burgess, 1969, p. 873).

C'est dans cet esprit innovateur que Park et Blumer élaborent une classification des différents phénomènes de comportement collectif. Tout d'abord, Park distingue le concept de foule, dans laquelle les individus se fusionnent dans une entité irrationnelle et impulsive, de celui de « public », conçu comme un regroupement d'individus qui discutent autour d'un sujet. Dans le public, chaque individu élabore et défend une opinion et, à partir de son statut et de son niveau de compétence, s'affirme avec une influence variable sur l'opinion publique finale (Park, 1972).

Herbert Blumer, en s'inspirant de son maître, donne une puissance systémique à ces théories. En pointant à son tour le rapport que le comportement collectif entretient avec la sociologie générale, il considère que la sociologie s'intéresse à l'étude de l'ordre social et de ses composantes tandis que le comportement collectif concerne l'étude des modalités avec lesquelles se manifeste l'ordre social (Blumer, 1951). Pour Blumer, comme pour Park, le comportement collectif correspond à l'étude du processus d'émergence des normes sociales. Blumer identifie les comportements collectifs avec certains types de processus sociaux qui émergent d'une manière spontanée afin de réagir à un mauvais fonctionnement de l'ordre social. Si la plupart des groupes sont une expression des normes et des règles préétablies dans la société, les comportements collectifs, au contraire, se situent en dehors de cette zone de prescription culturelle et encouragent la naissance de nouvelles formes d'interaction non systémiques - « undefined or instructured situations » - (Blumer, 1951, p. 129-130). Entre la foule et le public, Blumer insère le concept de « masse ». Contrairement au public, les composantes de la masse agissent en isolement et leurs systèmes de communication s'élargissent du dialogue direct à la communication unidirectionnelle et médiatisée.

L'autre métaphore utilisée par Blumer pour classer les comportements collectifs est le « mouvement social » qui peut se manifester dans une forme *générale*, comme dans le cas de la Révolution française, *spécifique*, comme dans le cas des associations des alcooliques anonymes, ou *expressive*, comme dans les phénomènes de mode ou dans les mouvements religieux. À différence des premières deux types de mouvement, le mouvement expressif ne cherche pas à modifier radicalement les institutions de l'ordre social mais il agit plutôt d'une manière plus subtile et progressive afin d'atténuer les tensions (Blumer, 1951, p. 214). Dans cette première définition, le mouvement social correspond donc à une foule dont l'action, plus organisée et compacte, est destinée à durer dans le temps. Plus précisément, Blumer définit le mouvement social comme « une entreprise collective pour établir un nouvel ordre de vie » (Blumer, 1951, p. 199). S'il écarte l'idée que les phénomènes des foules sont toujours irrationnels ou déviants, son cadre d'analyse devient bien plus large de celui de la foule de Park en comprenant une vaste gamme d'événements qui vont de la ruée vers l'or à la révolution en passant par les discussions publiques sur les journaux. Toutefois, la thèse de la réaction circulaire développée par Blumer en 1939 renvoie au processus de contagion et apparaît donc encore ancrée dans la

psychologie des foules de Gustave Le Bon. Ce modèle, présupposant des réactions mécanistes de la part des individus, n'explique pas pourquoi le phénomène de la « contagion mentale » peut avoir une emprise sur certains sujets et non pas sur d'autres.

### **1.1.5 Turner et Killian : naissance d'un paradigme**

Turner et Killian développent ultérieurement l'approche interactionniste de la mobilisation et encouragent un détachement décisif de la psychologie des foules. Dans « *Collective behaviour* », œuvre pilier du paradigme, ils soulignent « la présence dans la foule d'individus dissemblables, réagissant différemment, participant pour des motifs divers et dont même les actions divergent » (Turner, Killian, 1972, p. 22). Turner dépasse, donc, « l'illusion de l'unanimité » et postule, qu'en présence d'un ordre normatif défaillant, le sens de mécontentement conduit à la constitution d'une « norme émergente » qui guide l'action collective (Turner, 1981, p. 1-24). Les auteurs se concentrent donc sur l'influence du groupe sur les choix individuels et sur l'importance de la création d'un système de valeurs communes dont dérive la volonté de conformer le comportement individuel à celui du groupe.

En s'intéressant toujours à un spectre très large de phénomènes, les deux auteurs fournissent la première théorie complète sur les mouvements sociaux. « Le mouvement social consiste en une action collective caractérisée par une certaine continuité afin de promouvoir ou résister à un changement au niveau de la société ou du groupe d'appartenance » (Turner and Killian 1957, p. 308). L'importance accordée à la cause sociale et à la continuité de l'action exclut de la notion de mouvement social toute une série de comportements collectifs plus généraux. Toutefois, les chercheurs reconnaissent que dans le cadre du mouvement social peuvent se produire des épisodes assimilables aux dynamiques de la foule.

À travers la notion de « norme émergente », Turner et Killian opèrent une classification des mouvements à l'intérieur de trois groupes : les mouvements orientés par les valeurs (« value-oriented movements »), ayant une idéologie et un programme défini ; les mouvements de contrôle (« control movements ») dont les valeurs, orientées vers la conquête du pouvoir, peuvent être fluctuantes (ces groupes peuvent correspondre aux mouvements politiques indépendants, aux sectes religieuses etc...); et, enfin, les mouvements orientés à la participation (« participation-oriented movements ») qui se fondent sur les bénéfices que les individus peuvent tirer de leur participation au groupe (Turner et Killian, 1957, p. 331-409).

L'aspect intéressant des travaux portant sur le comportement collectif est constitué par l'accent que les auteurs ont mis sur la création d'une volonté commune et sur les processus d'émergence des nouvelles normes sociales. L'interaction, la communication et la discussion entre les individus les amènent à partager un point de vue et à adopter un comportement non conventionnel.

Cet aspect du paradigme de Turner et Killian est sans doute lié à la nature du travail empirique de Killian, centré essentiellement sur la réaction des gens aux catastrophes naturelles. Dans ces contextes particuliers, les individus sont poussés à mettre en suspens leurs convictions personnelles et sont donc plus enclins à se faire influencer par les autres. En effet, la volonté de préserver soi-même et les siens encourage l'adoption de comportements inusuels. Les dynamiques collectives se déclenchant en coïncidence avec les catastrophes naturelles sont après appliquées à d'autres situations et contextes. Dans cette logique, la phase d'institutionnalisation des mouvements sociaux reste en dehors du champ d'analyse car le caractère structurel et institutionnel d'un mouvement implique la non-appartenance de ce dernier à la famille des comportements collectifs.

Avec leurs travaux, les deux chercheurs ont ouvert des champs d'analyse qui se sont développés bien plus tard et qui nous ramènent en particulier à la perspective des cadres. Cette approche s'est focalisée sur le rôle crucial joué par les processus de construction des valeurs dans la formation des organisations contestataires.

### 1.1.6 L'approche fonctionnaliste de Smelser

Si l'approche interactionniste de l'École de Chicago est liée au travail de Georg Simmel et à son analyse des interactions humaines dans le contexte de la métropole moderne, les approches fonctionnalistes à l'action collective ont été inspirées principalement par la sociologie d'Émile Durkheim et de Max Weber. Le paradigme du comportement collectif peut donc être considéré comme le descendant de quatre traditions théoriques européennes représentées par le courant de la psychologie des foules, le concept de « conscience collective » de Durkheim, la conception du pouvoir et du processus de bureaucratisation de la société de Weber et la notion de l'identité moderne de Simmel. Il est d'ailleurs très étonnant que l'Europe s'est intéressée à la sociologie des mouvements sociaux très tardivement et que cette discipline a vu la lumière aux États-Unis dans les années 1920 précisément sous l'impulsion des grands sociologues européens.

À l'intérieur de la tradition théorique du comportement collectif, nous pouvons distinguer deux écoles correspondant à l'approche interactionniste de l'école de Chicago et à celle fonctionnaliste développée par Parsons et par son disciple, Smelser.

Talcott Parsons est à l'origine de la théorie fonctionnaliste de l'action selon laquelle les mouvements sociaux correspondraient aux conséquences provoquées par des événements insolites. Son modèle de l'action collective se fonde sur une combinaison du concept holiste de la représentation collective de Durkheim avec l'approche individualiste de Max Weber. Dans cette perspective, les transformations sociales provoquent l'*anomie* et déterminent des réactions individuelles. L'innovation théorique peut donc être identifiée dans l'accent que Parsons met sur le progrès social et non pas sur sa décomposition, comme pointé par l'école interactionniste.

Mais c'est surtout grâce au travail de Neil Smelser que l'école fonctionnaliste développe une théorie accomplie du comportement collectif. Si la définition de comportement collectif donné par les interactionnistes reste assez vague, l'objectif de Smelser est de réduire cette indétermination en identifiant les raisons, les conditions et les modalités d'émergence des phénomènes collectifs. En ce sens, son travail est important car, pour la première fois, la tradition du comportement collectif essaie de définir clairement son champ et de préciser les frontières externes ainsi que les délimitations internes de son objet d'étude. En élargissant la définition de mouvement social de Blumer aux formes élémentaires de comportement collectif comme la panique ou les émeutes, Smelser conçoit le comportement collectif comme une « mobilisation autour d'une croyance qui redéfinit l'action sociale » (Smelser, 1963, p. 8). La mobilisation présuppose donc le partage d'une « croyance généralisée » qui oriente l'action. Par contre, et cela prouve qu'il n'y a pas eu de véritable rupture avec la théorie générale du comportement collectif, Smelser concorde avec Blumer sur le fait que l'émergence d'un processus d'institutionnalisation du mouvement, amènerait à la perte du caractère propre au comportement collectif.

La particularité de l'approche de Smelser consiste dans l'importance accordée aux « croyances généralisées » (« generalized beliefs ») qui, d'une manière similaire aux croyances religieuses ou magiques, ont un rôle central dans le déclenchement de l'action collective. Bien que les théories du comportement collectif aient contribué à institutionnaliser ce champ d'étude et à encourager la recherche empirique, leur problème de fond réside dans l'inefficacité d'une notion trop large qui englobe une multitude de phénomènes très différents.

Déjà conscient de cette limite, Blumer avait proposé trois critères pour délimiter le champ d'étude du comportement collectif. Selon le premier critère, basé sur les facteurs psychologiques, les comportements collectifs, où l'âme collective transcende l'individu, s'opposent aux phénomènes des groupes de petite taille où le contrôle individuel est encore très fort. Selon le deuxième critère, basé sur les méthodes de communication, les comportements collectifs se distinguent des comportements des petits groupes parce qu'ils entraînent des moyens de communication autres que le discours en face-à-face (comme la

communication circulaire de la foule ou les formes médiatisées). Le troisième critère de distinction se réfère aux modalités de mobilisation qui, au sein des groupes de petite taille sont simples et directes tandis que, dans les regroupements plus larges, se complexifient en comprenant l'agitation, la manipulation du mécontentement ou la création d'images frappantes (Blumer, 1951 p. 129-130). En affinant encore plus la définition de Blumer, Smelser souligne que le comportement collectif peut assumer essentiellement deux formes : celle de « l'explosion collective » (« collective outburst »), comme dans le cas de la panique ou de l'effet de mode, ou celle du mouvement collectif (« collective movement ») qui, moins spontané et impulsif, concerne un effort collectif développé dans le temps et visant à la modification des normes et des valeurs (Smelser, 1963, p. 3). Contrairement à la délimitation du champ des comportements collectifs avancée par Blumer, selon Smelser, les facteurs déterminants sont essentiellement de nature sociale et non plus psychologique. Si les critères suggérés par Blumer peuvent avoir une incidence sur les conditions de naissance et de développement des comportements collectifs, ils ne constituent pas toutefois des facteurs déterminants (Smelser, 1963, p. 12). Ainsi, afin de réduire l'ambiguïté du concepts de « collective behaviour », Smelser élabore des nouveaux critères. Le premier critère est représenté par la « conductivité structurelle » (« structural conduciveness »), c'est-à-dire que des structures sociales particulières favorisent la naissance des phénomènes collectifs. Smelser précise que la conductivité structurelle ne détermine pas en soi une action collective. Le marché monétaire, par exemple, tout en constituant une structure favorable à la panique financière, peut fonctionner pendant long temps sans donner lieu à des confrontations. Afin que l'action collective explose, il faut donc clarifier ultérieurement les conditions de départ, il faut que plusieurs facteurs interviennent au même temps. Le deuxième facteur déterminant est la « tension structurelle » (« structural strain ») qui dérive d'un mauvais fonctionnement de la structure, comme dans le cas de la crise des *subprimes* aux États-Unis. Le troisième facteur correspond à « la croissance et à la diffusion d'une croyance généralisée » (« the growth and the spread of a generalized belief »). En effet, pour qu'une tension se produise au niveau de la structure, il faut que les individus puissent en prendre conscience. Le développement d'une croyance généralisée est donc lié au quatrième critère : l'occurrence de « facteurs de précipitation » (« precipitating factors »). Un crash financier par exemple peut donner une substance concrète et immédiate à une croyance généralisée et accentuer la tension structurelle. De la même façon, la privation économique d'un groupe social a le pouvoir de renforcer les croyances généralisées et d'offrir donc un cadre favorable au développement de l'action collective. Le cinquième facteur est la « mobilisation des participants autour de l'action » (« mobilization of participants for action »). Une fois que toutes les autres conditions ont été remplies, il faut que les individus soient mobilisés autour d'une action spécifique (explosion de la panique collective, révolution, émeute, protestation etc...). Le dernier élément déterminant est constitué par le « contrôle social » (« social control ») représenté par tous les facteurs qui limitent, interdisent ou empêchent le développement des autres facteurs. Le contrôle social peut être préventif, quand il vise à limiter les tensions, ou il peut intervenir après l'explosion de l'action collective. Dans ce dernier cas, il peut s'exprimer par le biais des interventions policières, des actions légales, des comptes rendu de la presse etc ... (Smelser, 1963 p. 12-17).

Contrairement à la progression linéaire des étapes de l'histoire naturelle, l'apparition en séquences temporelles des déterminantes de Smelser ne garantit pas le déclenchement de l'action. Plusieurs déterminantes peuvent être présentes pendant une certaine période sans provoquer une action collective. La logique temporelle, selon laquelle les différentes étapes de développement d'un mouvement se succèdent dans le temps ne peut donc pas être toujours appliquée aux comportements collectifs.

Bien que la coexistence des facteurs mentionnés n'implique pas l'explosion d'une action collective, le modèle prédictif développé par Smelser est basé sur une prémisse valable : les comportements collectifs répondent toujours à une tension structurelle et visent à reconstruire un ordre social ressenti comme inadapté. En accord avec les formulations de Parsons et de



Shils (Parsons, Shils, 2001), Smelser élargit l'analyse de l'action sociale aux interactions existantes entre les différents acteurs sociaux et les organisations normatives. Il détermine alors quatre composantes essentielles de l'action sociale : les *valeurs* impliquées ; les *normes* qui réglementent la poursuite des objectifs ; la *mobilisation des énergies* individuelles pour la réalisation des objectifs (il s'agit de la dimension organisationnelle définie par Smelser comme « mobilization into organised roles ») ; et les *facilitateurs disponibles* (« situational facilities ») que l'acteur ou l'organisation utilise comme moyens de l'action (Smelser, 1963, p. 24). Les valeurs (comme par exemple la démocratie ou la liberté d'entreprendre) doivent être interprétées en tant que concepts généraux qui ne définissent pas la typologie spécifique des systèmes sociaux auxquels elles peuvent être attribuées. Les normes, au contraire, doivent être conçues comme des modalités spécifiques à travers lesquelles le système des valeurs est intégré dans l'action. Bien que les normes orientent l'action, elles ne spécifient pas quel type d'organisation est impliquée, c'est ici que la mobilisation des motivations rentre en jeu en définissant les rôles des individus ou des organisations dans la planification et l'accomplissement de l'action. Ces composantes de l'action peuvent être appliquées à tout type d'institution et d'organisation sociale, politique, économique ou religieuse.

Ces composantes sont connectées entre elles et peuvent être conçues également en tant que ressources à disposition pour la « production » de l'action (Smelser, 1963 p. 31). Afin que le composantes deviennent opératives, il est nécessaire un niveau de spécification progressive. Smelser propose donc de créer un modèle basé sur sept niveau de spécification applicables à chaque composante. Les facteurs capables de déterminer la naissance des comportements collectifs doivent donc être mis en relation avec les composantes de l'action. Afin de clarifier le fonctionnement de ce modèle, nous pouvons citer l'exemple apporté par Smelser même : les inégalités entre les blancs et les noirs sont une source de tension structurelle aux États-Unis parce qu'elles clochent avec le principe de l'égalité des droits civiques. Toutefois, la même situation serait perçue comme acceptable dans un pays fondé sur les castes comme l'Inde (Smelser, 1963 p. 51). Dans ce sens, chaque événement qui devient pertinent pour la théorie de l'action doit être mis en relation avec les systèmes des valeurs et les normes individuelles et sociales. Dans cette logique, Smelser procède à une mise en perspective du niveau de chaque composante avec les facteurs de tension structurelle qui déterminent l'action sociale. Ce modèle empirique de l'action collective lui permet à la fois de comprendre les mécanismes et les facteurs qui déclenchent l'action et d'aboutir à une classification des différents types de comportement collectif (allant de la panique aux mouvements orientés par les normes et les valeurs). Ainsi, dans le modèle théorisé par Smelser, les croyances généralisées peuvent assumer une forme très simple, comme dans le cas de la croyance hystérique amenant à une interprétation négative de la situation, ou avoir une forme complexe, comme dans le cas des croyances qui offrent une explication positive et constructive de la situation. Comme dans la plupart des mouvements sociaux et réformistes, une croyance orientée par une norme implique une volonté de reconstituer le cadre normatif de la société. D'une façon similaire, une croyance orientée par une valeur envisage des transformations sociales concernant la relation de l'homme avec la nature ou les manières avec lesquelles les individus se rapportent aux autres. Les mouvements orientés par les valeurs essaient donc de restaurer, de protéger, de modifier ou de créer *ex nihilo* des valeurs au nom de la croyance généralisée de référence. Les mouvements messianiques, utopiques, religieux, politiques, nationalistes ou charismatiques font partie de ce groupe.

Tout en ayant le mérite d'avoir systématisé la recherche autour des phénomènes collectifs, l'approche de Smelser est discutable pour plusieurs raisons. Tout d'abord, comme L. Mathieu l'a pu souligner, Smelser essaie d'identifier des éléments structurels qui déclenchent les comportements collectifs mais il ne s'intéresse pas aux phénomènes internes à l'action contestataire (Mathieu, 2002). Ensuite, puisque tout mouvement implique la diffusion d'une croyance généralisée, Smelser risque de tomber dans une logique limitée et homogénéisante des mobilisations et des démarches de leurs protagonistes (Mathieu, 2002, p. 75-100).

Fillieule et Pechu critiquent également cette approche en raison de la permanence des aspects psychologiques, de la confusion engendrée entre les facteurs individuels et collectifs de l'action ainsi que pour l'absence totale de la dimension stratégique (Fillieule et Pechu, 1994).

Inspiré par les processus des sciences naturelles, le modèle de Smelser conçoit la société comme une machine dans laquelle chaque élément trouve sa place. En ce sens, les comportements collectifs interviendraient pour rétablir un ordre et une harmonie là où il se produit un conflit entre une croyance partagée et la réalité.

Nous pensons, au contraire, que les mouvements sociaux sont un miroir des sociétés et, en tant que tels, ils en reflètent souvent les mécanismes défectueux et les contradictions. L'environnement social échappe trop souvent aux lois de la nature et nécessite donc une approche plus dynamique. Toutefois, malgré ses défauts, le travail de Smelser n'est pas sans intérêt car l'importance attribuée aux croyances lui permet de se focaliser sur les valeurs des mouvements et sur leurs environnements. Finalement, son point de force est représenté précisément par la volonté très précoce de formuler une approche globalisante apte à intégrer les caractères objectifs et structurels avec les processus cognitifs et symboliques des acteurs.

### **1.1.7 Lang et Lang : les dynamiques du comportement collectif**

Contrairement au cadre théorique proposé par Turner et Killian, Kurt and Gladys Engel Lang ne font pas distinction entre les comportements collectifs organisés et les comportements désorganisés. Selon les deux auteurs, le comportement collectif correspond à un processus où à une structure quelconque qui évolue dans une autre forme. Cette évolution peut se produire tant au niveau des organisations structurées que dans le cadre de formes plus élémentaires de comportement collectif. Le point central est constitué ici par les dynamiques collectives et non pas par les caractères qui peuvent être attribués au comportement.

Dans leur analyse des phénomènes collectifs, les auteurs identifient cinq dynamiques collectives principales (Lang et Lang, 1961, p. 51-206) : la « définition collective » (« rumour or collective definition ») ; la « démoralisation » (« demoralisation ») ; la « défense collective » (« collective defence ») ; la « conversion de masse » (« mass conversion ») et la « cristallisation » (« crystallisation »).

Chaque typologie de dynamique est liée à un groupe de mécanismes spécifiques qui contribuent à produire ces mêmes dynamiques. Ainsi, le premier groupe de mécanismes est lié au concept de contagion et aux notions dérivées de la psychologie des foules parmi lesquelles nous retrouvons l'imitation, la réaction circulaire et la suggestion, déjà présentes dans la réflexion de Blumer. Le second groupe concerne la thématique du leadership qui peut se décliner dans deux formes distinctes : le « leader informel », qui agit en tant qu'instigateur et acquiert son autorité par le biais de sources officieuses ; et le « leader formel » qui, en tant qu'initiateur de l'action, bénéficie d'une autorité officielle. À ces deux classes principales, les deux auteurs ajoutent d'autres catégories de leader comme celle de l'innovateur et de l'agitateur (Lang et Lang 1961, p. 229-246).

Le troisième groupe de mécanismes est constitué par la susceptibilité des adhérents dont le degré dépend de variables multiples comme la manière dans laquelle la situation est définie et encadrée, la connaissance que les acteurs ont des alternatives, les facteurs intellectuels, idéologiques ou *motivacionnels*, la confiance en soi-même ou le degré d'autoritarisme. Le quatrième groupe de mécanismes concerne l'« objet social » et fait référence aux processus qui produisent les victimes, les martyres, les idoles ou encore les héros. Tous ces mécanismes déterminent des formes de sanction et de défense collective, produisent des démonstrations de solidarité, offrent des normes de référence, condensent et cristallisent les idéaux (Lang et Lang 1961, p. 261-331).

Dans la perspective de Lang et Lang, la société de masse implique des processus spécifiques tels que la communication de masse, les phénomènes de mode et la constitution des mouvements sociaux. En tant qu'entité propre à la société de masse, le mouvement social

correspond à une action collective élémentaire, diffuse et continue, visant à réaliser un objectif qui façonne l'ordre social dans ses aspects fondamentaux. Les mouvements sociaux diffèrent donc d'autres formes collectives précisément en raison de leur volonté d'engendrer des changements sociaux majeurs (Lang et Lang 1961).

Une autre contribution importante des deux auteurs aux études des mouvements sociaux est constituée par leur intérêt vers les différentes formes d'adhésion, d'engagement et de participation. En évitant de se concentrer uniquement sur les aspects liés au leadership, Lang et Lang identifient quatre formes d'adhésion reliées aux différentes phases de développement du mouvement. Lors que le mouvement possède encore une structure sectaire, les acteurs correspondent à la catégorie des nouveaux convertis; ceux derniers sont guidés par les anciens combattants (les « old fighters », à travers lesquels le mouvement devient socialement significatif) ; il y a ensuite les sympathisants (les « joiners ») qui donnent visibilité et légitimité au mouvement ; et, enfin, les résistants (« resisters ») constituant la masse d'adhérents potentiels encore réfractaires à l'adhésion (Lang et Lang 1961, p. 524). La taille du mouvements est un facteur important pour la définition des différents degrés de participation et d'implication dans les mouvements (Lang et Lang, 1961, p. 526). Les mouvements totalitaires et de petite taille demandent en effet un niveau d'engagement élevé par rapport aux mouvements plus larges.

Bien que fidèles à la tradition théorique de Park et Blumer, les deux chercheurs ouvrent d'autres pistes, introduisent certains éléments de la tradition structural-fonctionnaliste et se réfèrent à d'autres cadres théoriques comme par exemple celui de la société de masse.

Tout en n'étant pas intéressés aux mécanismes organisationnels des mouvements sociaux, le modèle qu'ils développent peut aisément être appliqué à des formes plus organisées et structurées de comportement collectif.

### **1.1.8 La théorie de la société de masse**

La théorie de la société de masse a été formulée essentiellement dans « The politics of mass society », l'œuvre classique de William Kornhauser (Kornhauser, 1959). En s'inscrivant dans le courant structural-fonctionnaliste, cette thématique constitue une autre approche importante aux théories de la mobilisation.

Selon l'auteur, l'émergence de la société de masse, et donc d'une « politique de masse », implique la fragilisation du système démocratique et augmente les probabilités des dérives totalitaires. En s'inspirant de la sociologie de Durkheim (Durkheim, 1994), Kornhauser s'appuie sur le processus d'atomisation des individus dans la société de masse pour justifier le phénomène d'affaiblissement des groupes intermédiaires. Situés entre l'État et la famille et représentés par différentes formes d'organisation et d'association, ces groupes représentent une force importante d'intégration sociale. Selon la logique de l'auteur, la vulnérabilité de leur rôle peut pousser les couches défavorisées à basculer vers l'extrémisme et à s'engager dans des mouvements sociaux radicaux.

Kornhauser explique que sa théorie, postulant une propension des systèmes démocratiques à basculer vers la « politique de masse », se fonde sur une combinaison de deux traditions critiques. La première, définie « la critique aristocratique » de la société de masse, conçoit la montée en puissance de la participation populaire et l'émergence d'une forme de contrôle des élites comme un danger pour l'ordre politique et la liberté civile. La deuxième, qu'il appelle « critique démocratique », met l'accent sur la vulnérabilité des masses face à la domination des élites. Dans cette théorie mixte, suite à l'affaiblissement des groupes médiateurs, les élites deviennent accessibles pour les autres couches de la population (Kornhauser, 1959). Les classes défavorisées sont les plus vulnérables à la politiques de masse surtout lors des périodes de crise ou de changement.

Kornhauser souligne qu'aujourd'hui l'atomisation sociale et les dysfonctionnements dus à l'anomie ont amené à une généralisation de ce phénomène. Afin de garantir l'ordre social et

les libertés civiles, Kornhauser prône le basculement vers une forme de société pluraliste où l'autonomie sociale des élites et des non-élites est garantie par une compétition ouverte et libre entre les différents groupes sociaux. En proposant une relecture weberienne des textes de Marx, Kornhauser affirme que la tendance à la bureaucratisation et à la rationalisation sociale constitue un véritable danger pour le pluralisme et la démocratie libérale (Kornhauser, 1959 p. 241). Selon l'auteur, les processus de bureaucratisation soulignés par Weber entraînent le risque du nihilisme des masses qui pourrait devenir bien plus dangereux que la lutte de classe. C'est alors l'atomisation et l'aliénation sociale, plus que l'action motivée, à provoquer les dérives de la société de masse. Ainsi, conformément aux phénomènes décrits par Tocqueville, Kornhauser met en avant la tendance à l'égalisation des conditions sociales mais aussi l'émergence d'un sentiment croissant d'aliénation et de frustration des individus. Afin de donner une perspective globalisante sur les facteurs qui déclenchent le changement social dans les sociétés modernes, Kornhauser essaie de combiner le processus de déclin des valeurs communautaires pointé par Durkheim avec l'émergence d'une société hautement bureaucratisée et rationalisée soulignée par Weber.

Cependant, comme Sandor Halebsky a pu le souligner, Kornhauser réduit l'incidence du processus de bureaucratisation aux simples dimensions de l'isolement des individus (Halebsky, 1976). Une autre simplification dans la théorie de Kornhauser concerne la nature de l'opposition « masse/non-masse » ou « élites/non-élites » sur laquelle Kornhauser développe sa théorie. À ce propos, Halebsky affirme que cette opposition simplifie d'une manière presque caricaturale la réalité sociale en niant l'importance que les diversités culturelles, ethniques ou statutaires peuvent avoir dans le développement des mouvements sociaux (Halebsky, 1976). Cette vision limitée de l'action sociale implique également l'impossibilité d'attribuer un caractère stratégique ou rationnel aux mouvements sociaux. Par conséquent, la théorie de la société de masse comporte un risque de stigmatisation de toute action sociale qui, en sortant du cadre de la politique institutionnelle, est censée constituer potentiellement une menace totalitaire. En réalité, puisque le modèle de la démocratie libérale ne correspond pas forcément au système social pluraliste préconisé par Kornhauser, les mouvements sociaux sont dans la plupart de cas amenés à se construire en opposition au modèle politique dominant.

Une autre critique peut également être faite en relation au concept de masse autour duquel Kornhauser développe sa théorie. La masse, en tant que catégorie abstraite, est aujourd'hui une notion assez controversée et de moins en moins pertinente pour décrire la fragmentation et la complexité des sociétés contemporaines. En effet, la masse d'individus atomisés cesse d'être une masse lorsqu'un groupe se structure, s'organise ou se mobilise autour d'un projet, un intérêt ou une valeur à défendre.

## 1.2 L'approche de la mobilisation des ressources

### 1.2.1 Le tournant de Mancur Olson

L'économiste Mancur Olson, considéré généralement comme l'initiateur du paradigme dominant de la mobilisation des ressources, marque un tournant important dans le développement de la théorie de l'action collective. Cette rupture s'opère par le biais de l'émergence d'une approche critique de la logique solidaire du bien commun qui jusqu'à là avait constitué un élément central dans l'étude de l'action collective.

À l'approche du bien commun, Olson oppose une logique stratégique orientée par la rationalité et les besoins individuels. Selon l'économiste, la reconnaissance d'un objectif commun n'implique pas automatiquement le déclenchement d'une action collective pour atteindre cet objectif. Idéalement, toute forme d'organisation et tout type de groupe devrait servir les intérêts communs de ses membres. Or, dans le modèle formulé par Mancur Olson, l'action collective n'est pas uniquement orientée vers les intérêts communs mais elle est également liée aux intérêts individuels des membres du groupe.

Afin de donner une consistance empirique à cette perspective stratégique, Olson l'applique au fonctionnement du marché. À ce propos, il souligne que, dans un marché caractérisé par une compétition pure, si, dans une branche de l'industrie, les entreprises recherchent individuellement de maximiser leurs profits, elles entraînent des conséquences négatives pour l'ensemble du secteur. Les intérêts individuels de chaque entreprise clochent donc avec l'intérêt du secteur industriel dans sa totalité. Afin de résoudre ce point problématique, il est nécessaire une intervention extérieure qui se traduit généralement par l'application de taxes ou de subventions de la part du gouvernement.

Cependant, ce virement vers une approche stratégique ne vise pas à nier l'importance de la notion de bien commun dans les sociétés contemporaines. Olson précise que le bien commun, collectif ou public, est un principe très ancien qui implique que ces biens ne peuvent pas être refusés aux personnes appartenant à un même groupe. En ce sens, puisque les autres biens peuvent être obtenus par le biais de l'action individuelle, toute forme d'organisation a comme objectif la défense d'un bien collectif. La nouveauté de l'approche d'Olson consiste dans la négation d'une dépendance directe entre la volonté de sauvegarder le bien commun et la participation effective à l'action collective.

En proposant une critique des théories traditionnelles soulignant le caractère universel des groupes humains, Olson précise que les groupes peuvent revêtir des fonctions sociales différentes. Invalidant l'idée selon laquelle les petits et les grands groupes humains auraient les mêmes fonctions dans la société, Olson affirme que les petites associations diffèrent des grandes associations en raison de la différenciation des coûts et des bénéfices offerts à ses membres. Selon l'économiste, les groupes *privilegiés* et *intermédiaires* sont plus efficaces et unis par rapport aux groupes *latents* (Olson, 1978). Si un groupe privilégié peut espérer de voir ses besoins collectifs satisfaits, dans les groupes latents, les individus n'ont pas des motivations suffisantes pour s'engager dans un projet. Quand le nombre des membres est élevé, l'apport de chacun à l'action est limité. Au contraire, les petits groupes (composés pour la plupart de six membres) sont généralement plus actifs et efficaces.

Cette thèse est également corroborée par Georg Simmel selon lequel, dans les petits groupes, les énergies sont mieux exploitées tandis qu'elles restent souvent à un état potentiel dans les groupes plus larges (Simmel, 1955). En général, quand le nombre d'associés augmente, l'incitation à travailler pour la prospérité collective diminue car chaque membre sait qu'il bénéficiera dans tous les cas des résultats de l'action. Il s'agit de ce que Mancur Olson appelle le phénomène du « free riding » en raison duquel les individus isolés, conscients de pouvoir bénéficier des résultats atteints par les autres, ont tout intérêt à maximiser leur fonction d'utilité et à éviter d'assumer les coûts de la mobilisation (Olson, 1978).

Le deuxième point problématique de la théorie traditionnelle est représenté par la question

du consensus. Nous sommes généralement enclins à penser, qu'en présence d'un consensus parfait, condition déjà très difficilement réalisable dans le monde réel, l'action collective sera par conséquent très efficace. En réalité, Olson précise que, même dans l'hypothèse d'un consensus parfait, les membres d'un groupe latent peuvent être incapables de s'organiser en vue d'un but commun précisément à cause du manque d'incitation individuelle (Olson, 1978).

Selon la logique d'Olson, les *incitations sélectives* d'ordre économique ou social, c'est-à-dire les motivations individuelles à contribuer à la défense du bien commun, sont déterminantes dans la constitution et la réussite de l'action collective.

Le point intéressant ici est représenté par le fait que, aux yeux de l'économiste, les *incitations sociales sélectives* (prestige, respect, amitié etc ...) peuvent avoir plus d'incidence par rapport aux incitations financières. Si, à première vue, l'incidence de la pression sociale dans les dynamiques des groupes semblerait invalider la thèse fondée sur la stratégie individuelle, en réalité, l'auteur précise que, faite exception pour les groupes fédérés, la pression sociale résulte être très intense seulement au niveau des groupes à faible dimension.

Afin de prouver sa théorie sur l'engagement et l'efficacité des groupes de petite taille, Olson apporte l'exemple des syndicats américains. En effet, l'action des syndicats a commencé dans les petites entreprises, là où l'aspect social joue un rôle plus important, et non pas dans les usines issues de la révolution industrielle. Pendant long temps, en Angleterre comme aux États-Unis, l'adhésion au syndicat était obligatoire pour pouvoir accéder aux différentes branches de l'industrie. Cette contrainte explique donc l'importance et l'efficacité des piquets de grève et le recours fréquent à la violence de la part des forces de l'ordre. Toutefois, afin de faire fonctionner le système syndical, il y avait aussi toute une série d'incitations non collectives (comme par exemple l'offre d'assurances) qui étaient proposées aux travailleurs. Les syndicats nationaux, en donnant aux adhérents les avantages du petit groupe, essayaient donc d'adopter une stratégie fondée sur la fédération. Aujourd'hui, l'extension de la sécurité sociale et de l'assurance chômage a sans doute rendu ces stratégies syndicales moins répandues et efficaces.

Afin de donner une consistance historique à sa logique de l'action collective, Olson essaie également d'appliquer son modèle à la théorie marxiste des luttes de classe. En effet, dans l'approche de Marx aux conflits sociaux, les rapports de production, et donc les intérêts économiques et utilitaristes, représentent l'élément crucial dans la construction d'une conscience de classe outre que le mobile essentiel de la lutte. Selon le modèle théorique développé par Olson, la classe serait assimilable à la logique des groupes latents. En ce sens, le fait que la lutte de classe n'a finalement pas abouti s'expliquerait avec la propension à l'inaction déterminée par la conscience que l'apport individuel de chacun aurait eu un rôle marginal dans la poursuite du bien commun. En réponse à ce phénomène, des petits groupes ont pris le pouvoir et se sont appuyés sur une minorité choisie, l'avant-garde prolétaire, plutôt que sur les intérêts de masse du prolétariat. Ce constat ne nous amène pas à invalider la théorie de Marx, continue Olson, mais plutôt à constater les limites de l'action collective au sein des groupes latents (Olson, 1978).

La théorie élaborée par Olson reste toutefois critiquable. Si, d'un côté, nous pouvons reconnaître la prégnance des logiques utilitaristes et individualistes dans le développement de l'action collective, d'un autre côté, l'idée que la participation individuelle dans les groupes latents est automatiquement plus faible n'apparaît pas si évidente. La mobilisation d'un grand nombre d'individus autour d'une cause pourrait, au contraire, rassurer les acteurs sur la justesse de leurs positions et les inciter à s'impliquer d'avantage dans la réalisation d'objectifs communs. Les groupes latents, du fait qu'ils bénéficient d'un plus large consensus social, ont d'ailleurs aussi plus de chance d'influencer l'opinion publique et de faire évoluer les normes et les valeurs sociales. Les motivations idéologiques et les facteurs cognitifs et identitaires, à tort négligés dans la perspective stratégique d'Olson ou, en tous cas, pris en compte seulement d'une manière marginale par le biais du concept d'*incitation sociale sélective*, peuvent se démontrer comme un élément central dans le processus de participation et de mobilisation. En outre, s'il est vrai que dans des mouvements élargis la participation individuelle de chaque

membre ne peut pas être élevée, il est tout aussi plausible que les groupes latents décident de se doter d'une structure organisationnelle, un noyau de membres actifs et engagés qui, au nom du grand nombre, pourraient être en mesure d'orienter et de structurer l'action d'une manière efficace. Afin de comprendre les mécanismes d'adhésion et de participation ainsi que les formes d'engagement des acteurs, il est alors essentiel d'analyser la structure organisationnelle et les ressources à disposition.

Toutefois, la théorie proposée par Olson constitue une prémisse importante pour l'étude de l'action collective : la prise de conscience d'un intérêt collectif quelconque ne garantit pas en soi le déclenchement ou la réussite d'une mobilisation. Les travaux successifs partent de ce constat et essaient de comprendre comment, malgré l'impact du phénomène du « free riding », même des groupes latents peuvent réussir à se mobiliser efficacement.

### **1.2.2 L'organisation de mouvement social : l'approche de McCarthy et Zald**

À partir de la théorie d'Olson, les spécialistes s'engagent dans la constitution d'une véritable science de l'action rationnelle. En déplaçant l'attention du pourquoi se mobilise-t-on au comment, ce paradigme dépasse définitivement le modèle du comportement collectif et se penche vers l'analyse des mécanismes de formation et de développement des mouvements sociaux. La vraie nouveauté de cette approche est représentée par une nouvelle conception du mouvement social, considéré avant tout en tant que structure organisée et répondant à une démarche stratégique et rationnelle. Le point de départ pour le développement de l'approche de la mobilisation des ressources est constitué par la volonté de résoudre le paradoxe d'Olson. En effet, étant donnée la validité du phénomène du « free riding », la théorie d'Olson n'explique pas le fait que les mouvements sociaux peuvent se constituer mêmes au sein des couches sociales défavorisées qui n'auraient normalement pas d'intérêt à assumer les coûts de la mobilisation. La résolution de ce paradoxe est représentée par l'émergence du concept d'organisation. Cette dernière, en centralisant les ressources à disposition, permet de faire baisser les coûts individuels de la mobilisation et amène les acteurs à surmonter la logique du « free riding ».

McCarthy et Zald sont considérés comme les initiateurs de cette nouvelle approche qui s'est progressivement affirmée en tant que paradigme dominant dans l'étude des mouvements sociaux.

En supposant que, dans toutes les sociétés, il y a assez de mécontentement pour faire resurgir des mobilisations, la question centrale qui se pose est celle de la compréhension des facteurs qui déterminent l'émergence des organisations protestataires (McCarthy et Zald, 1977). Une prémisse importante est ici représentée par l'idée que, même si les couches sociales concernées ne sont pas en mesure d'assumer les coûts de la mobilisation, celles-ci peuvent être dirigées par des professionnels de l'action militante.

Le mouvement social est alors étudié comme une entreprise de la contestation où des experts défendent les intérêts d'un groupe auquel souvent ils n'appartiennent pas.

Dans l'approche développée par McCarthy et Zald, l'ensemble des organisations de mouvement social (SMO) forme un secteur (SMS) et, dans une société, cet ensemble forme une industrie (SMI). Chaque mouvement se définit alors à travers la place qu'il occupe dans l'industrie du mouvement social (SMI) ou dans un segment de marché précis (SMS).

Les mouvements sociaux ne doivent donc pas être appréhendés comme des phénomènes statiques mais ils doivent être intégrés dans un processus dynamique de construction de sens. Dans cette perspective, la classe ouvrière ou les militants des droits civiques sont à considérer comme des constructions sociales plutôt que comme des groupes sociaux préexistants à la mobilisation. Ce processus de génération dynamique des rapports de force explique aussi le fait que certains groupes, tout en partageant des objectifs communs, n'arrivent pas à constituer une identité collective, à formuler des revendications et à se mobiliser. Ce phénomène de refoulement devrait renforcer l'idée selon laquelle c'est la constitution d'une organisation qui

permet à un groupe de se structurer et de rassembler les ressources nécessaires à la mobilisation (Neveu, 2002, p. 53).

### **1.2.3 Organisation et action collective : les approches critiques**

L'approche entrepreneuriale a été beaucoup critiquée depuis sa première formulation. La critique la plus radicale a été formulée au sein des militants chercheurs de la nouvelle gauche américaine.

Selon les post-marxistes Piven et Cloward, ce sont précisément les organisations qui empêchent les plus démunis d'avoir une capacité d'action politique et qui les dépossèdent de leur principale ressource, la force du nombre. Selon ces auteurs, les organisateurs sont naturellement attirés par les élites. En raison du statut social des professionnels de la contestation, l'action militante des organisateurs implique l'affaiblissement du degré d'indignation et la dé-radicalisation progressive de la protestation (Piven et Cloward, 1978).

Bien que les classes les plus démunies soient plus éloignées des centres décisionnels, cet isolement n'implique pas pour autant l'impossibilité de mener une action protestataire. L'action collective peut alors se développer à travers des formes protestataires moins structurées et organisées. Par exemple, dans des contextes sociaux difficiles, les émeutes urbaines peuvent être considérées comme le seul moyen de contestation viable pour bousculer l'ordre social. En ce sens, Piven et Cloward refusent la distinction entre formes d'action politique et non politique et soulignent les conséquences paradoxales que les organisations des mouvements sociaux peuvent engendrer.

D'autres critiques à l'approche entrepreneuriale se sont développées dans l'autre côté de l'Atlantique. Selon Cécile Péchu, la professionnalisation des mouvements sociaux aurait des effets négatifs sur les intérêts des populations dites « à faibles ressources » (Fillieule et Pechu, 1994). De nombreuses études, devenues désormais des classiques, montrent que différentes mobilisations qui ont réussi à mener des revendications avec succès ont été conduites par des mouvements sociaux classiques sans l'intermédiation des professionnels. L'étude de McAdam sur le mouvement américain pour les droits civiques est, en ce sens, emblématique (McAdam, 1982). D'autres études, comme par exemple le travail de Morris sur les militantes afro-américaines (Morris, 1984) ou encore les analyses de Jenkins sur les mouvements des années 1960 (Jenkins, 1983) confirment la validité de ces positions critiques.

D'autres chercheurs soulignent au contraire l'importance revêtue par l'organisation dans la coordination des actions individuelles (Friedberg, 1992). Malgré les doutes soulevés à juste titre par les détracteurs de la théorie entrepreneuriale, le développement de la discipline a favorisé une ouverture aux théories des organisations et un affaiblissement de l'opposition entre organisation et mobilisation. Cette rencontre a ainsi contribué à la naissance d'approches multidisciplinaires de l'étude des mouvements sociaux et a encouragé les chercheurs à s'intéresser aux spécificités organisationnelles du champ militant.

Le succès que la notion d'organisation a eu auprès de nombreux spécialistes des mouvements sociaux ne doit pas toutefois justifier l'application d'une logique purement commerciale au fonctionnement de la contestation. Si le niveau d'organisation peut jouer un rôle dans la réussite de la mobilisation, il ne peut pas cependant être considéré comme le seul facteur déterminant. La généralisation des usages d'Internet a par exemple permis à un grand nombre d'individus de pouvoir gérer des ressources en autonomie et à un coût très limité. La disponibilité des nouveaux outils pourrait donc permettre aux activistes de s'émanciper des professionnels de la contestation et de contourner ainsi le paradoxe d'Olson. Nous aurons donc besoin de reconsidérer les concepts d'organisation et de ressource afin de comprendre quels changements peuvent être entraînés par l'utilisation des nouvelles technologies au sein des collectifs contestataires.



## 1.2.4 Le modèle politique

Malgré ses limites, l'approche de McCarthy et Zald a eu le mérite important d'introduire la question du politique dans l'étude des mouvements sociaux (Chazel, 1993). Le lien avec la politique officielle s'instaure en effet par le biais de l'action des entrepreneurs. Afin de consentir aux mouvements d'acquiescer une forme de reconnaissance politique, ces derniers essaient de tisser des liens avec la sphère institutionnelle.

Ce thème, abordé premièrement dans les travaux d'Oberschall et de Gamson (Oberschall, 1973 ; Gamson, 1975), a été repris et développé ultérieurement par Tilly (Tilly, 1976).

Introduite à partir du concept de « conductivité structurelle » de Smelser (Smelser, 1963), l'influence exercée par la sphère politique sur le champ des mouvements sociaux est désormais devenue une évidence. Cette conquête théorique a toutefois été le fruit d'une lente gestation conceptuelle.

L'approche contextuelle de l'étude des mouvements sociaux a été initiée par le modèle du processus politique (« the political process model ») de Doug McAdam. Ce modèle présuppose qu'un mouvement social doit être analysé dans l'intégralité de son processus, de sa naissance aux étapes de développement successives. Selon l'approche élaborée par McAdam, la présence d'un certain degré de préparation organisationnelle (comme dans le cas du mouvement noir des droits civiques) et d'un contexte d'ouverture des chances politiques dans le pays (« expanding political opportunities ») constituent des facteurs déterminants pour l'émergence et la réussite d'un mouvement social (McAdam, 1999). À ces facteurs, McAdam ajoute la nécessité pour le groupe d'atteindre la « libération cognitive ». Cette dernière est le résultat d'un processus de prise de conscience qui s'oppose à la résignation fataliste.

Selon l'interprétation de Chazel, l'importance accordée à la dimension symbolique de la mobilisation constitue une conquête décisive pour la discipline car lui permet de dépasser la dimension auto-référentielle et utilitariste du premier courant de la mobilisation des ressources (Chazel, 1993). Afin de comprendre les conditions de développement ou de déclin des mouvements, McAdam prend en compte un ensemble de facteurs comme par exemple l'importance de constituer une force autonome, l'incidence des groupes dominants ou le degré du contrôle social.

L'autre grand pionnier de la théorie du modèle politique est Anthony Oberschall. Afin de formuler un modèle sociologique du conflit, l'auteur se penche tout d'abord dans les travaux fondateurs de la sociologie de la mobilisation dont il retient trois points principaux. Il suggère avant tout que les comportements conflictuels doivent être intégrés aux comportements institutionnalisés. Il considère ensuite que le comportement des acteurs ainsi que l'ensemble des valeurs et des facteurs émotionnels s'activent au sein des mouvements contestataires par le biais de processus similaires à ceux d'autres contextes sociaux. Enfin, Oberschall affirme que les causes du conflit doivent être interprétées à travers l'analyse des structures sociales, qu'elles surgissent à partir d'un sentiment de *frustration relative* ressenti à l'intérieur d'un groupe et qu'elles varient en fonction des changements qui s'opèrent au niveau de la société (Oberschall, 1973, p. 24-26). En complétant le modèle de Smelser avec l'introduction de la dynamique conflictuelle, cette approche se fonde sur une analyse contextuelle de la mobilisation. En se détachant également de la perspective individuelle d'Olson, Oberschall se focalise sur les phénomènes liés au contrôle social et sur leur impact dans les mécanismes de participation et d'intégration au groupe.

Dans la théorie du conflit d'Oberschall, les individus n'agissent pas seulement en raison de choix individuels et utilitaristes mais, d'une façon éclairée (« an enlightened manner »), leur comportement est déterminé également par le sens qu'ils attribuent à l'histoire et par la pression que les structures sociales exercent sur leurs membres (Oberschall, 1973). Oberschall propose donc d'historiciser la rationalité stratégique d'Olson et de la faire dialoguer avec la structure sociale. Un autre élément de nouveauté, partiellement présent dans le modèle des SMO de MacCarthy et Zald et absent de la théorie d'Olson, est constitué par l'importance

qu'Oberschall accorde à la figure de l'entrepreneur politique. L'entrée de ces nouvelles figures dans la théorie du conflit implique une invalidation partielle du paradigme olsonien. En effet, des leaders ou des activistes particulièrement engagés (faisant ou pas partie du groupe qui porte la revendication) peuvent émerger même dans une population de grande taille.

Oberschall décrit ensuite les conditions sociales nécessaires au développement de la mobilisation qui apparaissent comme déterminées par l'existence de liens particuliers entre les protestataires ainsi que par la présence d'une rupture marquée entre les acteurs du mouvement et l'État. L'auteur semble toutefois partager l'intuition d'Olson selon laquelle l'existence d'objectifs communs et l'identification des causes du mécontentement sont des éléments nécessaires mais non pas suffisants pour l'activation du processus de mobilisation. Pour qu'il y ait une protestation concrète, il faut qu'une base organisationnelle dotée d'une certaine cohérence puisse coordonner l'action collective.

Les facteurs structurels qui conditionnent le déclenchement d'une mobilisation sont représentés par les liens solidaires de type associatif entre les acteurs (la dimension horizontale de l'intégration au groupe) et par la configuration des liens globaux caractérisant la société dans son ensemble (la dimension verticale de l'intégration au groupe). Dans les sociétés modernes, fortement stratifiées et segmentées, cette dernière dimension peut avoir une incidence très forte sur la mobilisation. En combinant les deux catégories de facteurs, Anthony Oberschall aboutit à la définition d'une série de situations idéal-typiques. Un groupe est intégré quand il dispose de connexions stables lui offrant des véritables chances d'être écouté par les autorités. En sens inverse, un groupe est isolé quand il ne dispose pas de telles connexions et quand sa position est par conséquent distante des centres du pouvoir (Oberschall, 1973). Comme Eric Neveu a pu le souligner, ce « modèle débouche sur un instrument de lecture des formes potentielles des mouvements sociaux » (Neveu, 2002). À partir du modèle d'Oberschall, Eric Neveu précise l'ensemble des possibilités de mobilisation et présente les différentes configurations contestataires<sup>22</sup>. Dans ce modèle, les individus les plus écartés du pouvoir peuvent manifester une propension vers les soulèvements radicaux, violents et de courte durée. Contrairement à la logique proposée par Kornhauser, c'est au sein des sociétés hautement segmentées et riches de liens associatifs et communautaires que nous pouvons retrouver une plus forte propension à la mobilisation. Oberschall avance alors l'hypothèse selon laquelle, dans un contexte segmenté, la variété des organisations collectives engendre une participation importante des membres à l'intérieur de leurs réseaux et, donc, une propension majeure à rentrer en conflit avec un autre groupe et à se mobiliser d'une manière durable (Oberschall, 1973, p. 125). Au contraire, si la collectivité est désorganisée et

« Dans la première ligne horizontale, l'existence de connexions aux groupes supérieurs garantit un appui aux revendications, soit que le groupe dispose de porte-parole "naturels" comme dans le cas A (chef de village, membre de la *gentry* anglaise du XVIII<sup>ème</sup> siècle), soit que les organisations existantes (syndicats, chambre de commerce) donnent un potentiel de mobilisation - mais aussi de blocage si elles ne relaient pas - dans le cas C. Le cas B, marqué par la faiblesse des liens internes, la lutte individuelle pour la promotion, donne le terrain d'élection du clientélisme, voire du banditisme (modèles mafieux des sociétés rurales d'Italie du Sud). Dans la ligne horizontale inférieure, l'absence de relais institutionnalisés exige de plus fortes mobilisations pour se faire entendre. La dimension communautaire rend possible, dans le cas D, des mobilisations rapides et énergiques si le groupe se sent menacé. La case E donne les situations les plus éruptives. La faible intégration du groupe et sa faible organisation cumulent les obstacles. Lorsque la mobilisation survient, elle est brève et violente, faiblement organisée faute de dirigeants : émeutes frumentaires du XVIII<sup>ème</sup> siècle en Europe, insurrections des ghettos américains dans les années soixante. Elles offrent un espace à des entrepreneurs de protestation extérieurs au groupe. Le modèle F se rapproche du précédent, mais les formes des MS varient (mouvements de libération nationale, millénarismes) selon le degré de cristallisation des réseaux associatifs, l'émergence de dirigeants et d'organisations aptes à formuler des programmes » (Neveu, 2002).

pauvre en liens communautaires et associatifs, la mobilisation, si elle est encore possible à partir d'un sentiment d'oppression très fort, elle aura cependant moins de chance de se développer et de durer dans le temps (Oberschall, 1973, p. 133). À travers ce paradigme sociologique de la contestation, Oberschall forge une théorie de l'action essentiellement fondée sur l'importance des ressources dérivées du capital social. En invalidant l'approche de la société de masse, il affirme que la présence d'une organisation ou de liens préexistants entre les individus partageant des idées et des objectifs constitue un facteur de facilitation primordial pour la naissance et la réussite d'une mobilisation. En sens inverse, des individus atomisés et isolés resteront sous-représentés, au moins jusqu'au moment où un mouvement devient substantiel (Oberschall, 1973, p. 135).

**Collectivités classées selon les dimensions verticale et horizontale de l'intégration**

Dimension horizontale Dimension verticale	<b>Organisation communautaire forte</b>	<b>Absence ou faiblesse des organisations</b>	<b>Liens associatifs</b>
<b>Intégrée forte</b>	A Luttes intercommunautaires	B Familialisme amoral	C Apathie
<b>Segmentée faible</b>	D Probabilité de mobilisation forte et violente	E Emeutes sporadiques	F Possibilité d'extension rapide de mouvements d'opposition

OBERSCHALL A., *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973, p. 120.

Figure 1 : A. Oberschall (1973) *Social Conflict and Social Movements*, Englewood, Prentice Hall, p. 120.

En s'inscrivant pleinement dans le courant de la mobilisation des ressources, Oberschall conçoit la mobilisation comme les processus à travers lesquels un groupe de mécontents rassemble et investit des ressources (tant matérielles qu'immatérielles) pour réaliser les objectifs du groupe. De la même manière, le contrôle social se réfère aux mêmes processus mais il engage le point de vue des acteurs défiés par la contestation (Oberschall, 1973, p. 28). Le conflit qui s'instaure entre deux groupes a comme but l'affaiblissement ou l'élimination du groupe rival. Les acteurs du conflit social sont alors définis à l'intérieur d'une triade composée par les opposants, les agents du contrôle social et les tiers (Oberschall, 1973, p. 30). En proposant une dialectique proche de celle des luttes de classe, Oberschall affirme que tout conflit social est lié aux inégalités de position, de classe ou de statut et se déclenche donc à partir des conflits d'intérêt concernant les différents groupes sociaux (Oberschall, 1973, p. 33).

Afin de délimiter les frontières de sa théorie du conflit, l'auteur énonce l'ensemble des causes qui peuvent amener à la protestation et les organise à l'intérieur de deux catégories : l'ensemble des « causes structurelles », comme le processus du changement social, le conservatisme des agents du contrôle social, l'écart entre les idéaux et la réalité ou l'émergence de nouveaux intérêts ; et les « causes institutionnelles », liées à la nature du système politique en place. Dans une société hétérogène et démocratique, il y a plus de chance d'avoir de conflits sociaux (bien que moins révolutionnaires et radicaux) par rapport à une société homogène et gérée par un système autoritaire (Oberschall, 1973, p. 67).

Dans la théorie d'Oberschall, les leaders, distingués entre primaires et secondaires, « sont les agents de la mobilisation du groupe et les architectes de l'organisation » (Oberschall, 1973, p. 159). Les leaders rentrent en relation avec les autres acteurs, définis, à partir de leur degré d'engagement, en tant que membres, sympathisants et indifférents. Bien qu'ils aient le mérite de conduire et orienter une mobilisation, leur rôle se définit par les biais de circonstances particulières qui peuvent affecter le comportement d'un individu. Leur attitude de leader est donc liée à la pression sociale et aux attentes développées au niveau du cadre organisationnel émergent (Oberschall, 1973, p. 149). Les leaders constituent néanmoins une ressource importante pour le mouvement car, en se chargeant de le représenter, font baisser le ratio risque/récompense pour les autres participants potentiels (Oberschall, 1973, p. 162). Le leader devrait émerger du processus d'échange d'opinions qui précède la formation d'un mouvement. Toutefois, les phases de constitution de la mobilisation et des leader ne semblent pas être claires. L'auteur n'a pas explicité si c'est le leader à lancer la mobilisation ou alors si celui-ci émerge au cours de la mobilisation même. En considérant que la segmentation de la société implique que les individus les plus mobiles voient leur avancée se bloquer, Oberschall précise que ce sont ces individus potentiellement très mobiles qui deviennent souvent des leaders.

Le contrôle social qui conditionne l'action contestataire se manifeste en trois formes : la force et la peur, les gains et les pertes matérielles en relation aux statuts de conformité ou de non-conformité et l'acculturation idéologique et normative (Oberschall, 1973).

Dans le chapitre huit, dédié au processus de confrontation, Oberschall présente les facteurs qui caractérisent la lutte et ses différentes manifestations. L'auteur souligne que la confrontation se produit dans le cas d'une polarisation du conflit à appréhender tant dans les termes d'une polarisation sociale des groupes en lutte qu'à un niveau plus psychologique (se référant à l'opposition des arguments à l'origine de la confrontation même). La lutte donne également lieu à une escalade idéologique et à la formation de sectes conflictuelles, c'est-à-dire des groupes militants dont les visions du monde deviennent incompatibles.

En reprenant le concept de « precipitating factors » de Smelser, Oberschall précise que, avant la diffusion du conflit, les acteurs vivent une période préparatoire où l'incident précipitant doit être conçu comme « un événement visible qui a été interprété pour la première fois comme un exemple typique d'une classe d'événements reflétant des conditions inacceptables » (Oberschall, 1973, p. 297). C'est à ce moment que le contrôle social rentre en jeu car il est appelé à réagir à l'explosion et à la propagation du conflit. L'auteur met aussi l'accent sur l'importance de la représentativité et de la reconnaissance des mouvements qui sont liées au processus d'identification. Les stratégies de reconnaissance varient à partir des identités des mouvements et des moyens déployés pour l'action. La protestation peut se manifester par exemple à travers des actions directes ou violentes, surtout dans le cas de groupes terroristes restreints n'ayant pas d'intérêt à s'appuyer sur des répertoires classiques, ou, encore, à travers l'action pacifique. Cette dernière a été traitée tardivement par l'auteur car il a considéré son cas comme étant plus rare et nécessitant de moyens d'information autonomes capables d'optimiser le processus d'identification. Selon Oberschall, les formes de l'action non violente correspondent à la non-coopération (dans le cas d'un groupe qui agit seul) et à la désobéissance civile (viable dans le cas d'une mobilisation importante). La violence peut se déclencher au sein d'une foule protestataire mais son explosion, contrairement à ce qui avait été avancé par la psychologie des foules, ne s'explique pas à travers un schéma irrationnel mais par le biais d'un choix conscient qui suit une modification de la structure du ratio risque/récompense souvent en lien avec les bénéfices du grand nombre ou l'effet des informations véhiculées.

Dans le modèle d'Oberschall, où les mouvements protestataires se définissent par rapport à la typologie du régime politique, l'organisation et la trame des liens associatifs de la société constituent la matière première pour aborder l'étude de la mobilisation. Oberschall offre une interprétation purement sociologique des phénomènes contestataires et donne une

contribution capitale au développement d'un modèle de la mobilisation capable d'intégrer la perspective stratégique avec une approche socio-politique.

### 1.2.5 La théorie de la masse critique

Suite à la publication de l'oeuvre de Mancure Olson (Olson, 1978), nous avons assisté à l'apparition de différents travaux proposant une critique de la logique olsonienne de l'action collective. Parmi ces contributions, émerge la théorie de la masse critique de Marwell et Oliver (Marwell et Oliver, 1993). La première nouveauté introduite par les deux auteurs est représentée par l'idée que la constitution d'une masse critique est une condition nécessaire pour l'approvisionnement de biens collectifs. Ces biens sont par leur nature inaliénables et se caractérisent par l'impossibilité de l'exclusion. Le postulat sur l'inaliénabilité des biens publics, exploité aussi par Olson pour justifier le phénomène du « free riding », implique aussi le fait que le coût pour l'obtention de ces biens ne dépend pas du nombre des bénéficiaires.

Cette précision constitue le point crucial autour duquel Marwell et Oliver construisent leur critique du paradigme olsonien. En effet, l'usage des biens collectifs n'implique donc pas une diminution des avantages dérivés par les biens mêmes. Cet aspect est très important parce qu'il met en doute les automatismes engendrés par le phénomène du « free riding ».

Selon les deux auteurs, le dépassement du modèle théorisé par Olson se produit donc à travers l'introduction de nouvelles variables dans l'analyse de l'action collective. Parmi ces variables, la *fonction de production*, indiquant des conditions structurelles déterminantes pour la création d'une *masse critique*, revêt un rôle central (Marwell et Oliver, 1993).

Quand la *fonction de production* décrit un processus d'accélération (fonction convexe impliquant des coûts initiaux réduits) l'efficacité d'une action augmente, plus de personnes sont alors mobilisées et la tentation du « free rider » diminue. Au contraire, dans un processus de décélération (fonction concave impliquant des coûts initiaux élevés), c'est l'action initiale qui a le plus de rendement comportant donc une diminution progressive de la propension à la participation.

D'autres variables importantes pour l'apparition d'une masse critique sont constituées par l'hétérogénéité des intérêts et des ressources du groupe et par la structure relationnelle. Ces deux facteurs engendrent des conséquences au niveau du processus de prise de décision. Contrairement aux conclusions formulées par Olson, dans le cas où les individus ont la possibilité de bénéficier d'un bien collectif sans réduire les avantages des autres et en présence d'une certaine hétérogénéité dans les intérêts et les ressources du groupe, l'extension de la taille du mouvement peut avoir des effets positifs sur la participation (Marwell et Oliver, 1993). La présence d'incitations sélectives n'est donc pas la seule condition de réussite au sein des groupes latents.

En aboutissant à une théorie sociologique des réseaux, ce travail se focalise également sur les variables concernant le réseau social analysé sur la base de sa densité, de son degré de centralisation et des stratégies de communication et de recrutement. Selon ce modèle, un réseau structuré et concentré sur un petit nombre d'individus serait plus efficace (Marwell et Oliver, 1993). Les caractères du réseau social préexistant ont donc une grande incidence sur l'action collective car ils peuvent faciliter ou, au contraire, limiter la mobilisation des efforts collectifs. Le succès de l'action est alors déterminé par la capacité, de la part des organisateurs potentiels, de disposer d'un réseau assez large et donc d'être en mesure de sélectionner les personnes qui peuvent faciliter le succès de l'action (Marwell et Oliver, 1993, p. 122). Si le réseau de départ est caractérisé par une distribution hétérogène des ressources, il sera plus simple de mobiliser les personnes concernées d'une manière efficace. Bien que basée essentiellement sur des simulations, la théorie de la masse critique contribue à élargir le spectre de l'étude de l'action collective et offre des outils sociologiques plus complexes pour encadrer le paradigme du choix rationnel d'Olson. Comme dans le cadre du travail d'Oberschall, l'apport de Marwell et Oliver s'est révélé être essentiel pour initier le dialogue scientifique entre la « théorie de l'action collective » et le plus vaste domaine des recherches sur les

mouvements sociaux. En outre, les nouveaux concepts de « fonction de production » et de « masse critique » ainsi que l'importance accordée au réseau social de départ permettent de porter l'attention sur les conditions nécessaires à la naissance et à l'émergence de l'action collective.

Cette perspective de recherche, se focalisant sur le potentiel de formation d'une masse critique capable de mobiliser des ressources, démontre et justifie la pertinence d'un rapprochement entre la sociologie de la mobilisation et les disciplines de l'information et de la communication. En effet, afin qu'un groupe d'individus puisse se mobiliser autour d'un projet contestataire, il faut que ces mêmes individus aient eu préalablement accès à un espace informationnel et de débat où ils peuvent échanger des contenus autour d'un thème, s'exprimer et se former une opinion. En ce sens, l'engagement informationnel constitue une étape nécessaire pour la formation d'une masse critique.

### **1.2.6 Discussion autour de l'oeuvre de Gamson**

« The strategy of social protest » de Gamson (Gamson, 1975) est l'un des travaux les plus consistants de la littérature consacrée aux mouvements sociaux. L'auteur analyse 53 groupes contestataires américains étant actifs dans la période comprise entre 1800 et 1945 et définit le niveau organisationnel et professionnel des mouvements en tant qu'élément crucial pour la réussite de la mobilisation.

Les objectifs du groupe, l'organisation, les tactiques mises en place, le contexte social où le groupe agit ainsi que la configuration des relations avec les autres groupes sociaux constituent des variables importantes pour mesurer le succès d'une mobilisation. L'analyse de Gamson est très claire : ce sont les mouvements les plus hautement organisés et bureaucratisés à avoir montré un degré majeur d'efficacité dans l'impact social de leurs revendications et dans la réalisation des résultats préfigurés (Gamson, 1975).

Bien que son approche méthodologique ait reçu de nombreuses critiques (en particulier en ce qui concerne le comptage et le codage des caractéristiques des groupes, l'absence de techniques d'analyse multiples et le recours à des corrélations fallacieuses), Gamson a soulevé un thème central pour la discipline et a réussi à ressembler une quantité considérable de données pertinentes (Frey, Dietz et Kalof, 1992).

Parmi les nombreux paramètres identifiés par Gamson pour évaluer le succès d'un mouvement, la bureaucratisation, la centralisation, l'utilisation d'incitations sélectives et le recours à la violence résultent être positivement reliés avec l'obtention d'avantages, tandis que la réception de la violence, le déplacement des objectifs et le caractère sectaire sont reliés négativement.

Sa méthodologie de travail présente toutefois plusieurs problèmes. Tout d'abord, le poids excessif attribué à certains paramètres, comme par exemple celui du déplacement des types d'objectifs et des antagonistes, peut invalider les résultats conclusifs de l'analyse<sup>23</sup>; ensuite, en considérant de nouvelles variantes, les résultats concernant l'impact du niveau de bureaucratisation sur le succès des groupes contestataires deviennent incertains (Goldstone, 1980). Une autre limite est constituée par la signification attribuée aux concepts de succès et de faillite. Selon l'analyse de Gamson, les groupes qui ont obtenu l'attention de l'opinion publique et des avantages partiels ne sont pas considérés comme des groupes gagnants (Goldstone, 1980, p. 1021).

Le choix d'insérer de nouvelles variables ou de reconsidérer leur valeur peut donc modifier sensiblement les résultats de l'enquête. Goldstone, l'un des principaux détracteurs de Gamson, affirme que les résultats de Gamson sont à considérer comme un artefact produit par un système méthodologique fallacieux (Goldstone, 1980 p. 1029-37). Goldstone précise que le

---

<sup>23</sup> En éliminant les 16 mouvements qui ont adopté un déplacement des objectifs, le pourcentage de succès des groupes non bureaucratisés s'atteste à 71% tandis que celui des groupes bureaucratisés descend à 65% (J. A. Goldstone, 1980, p. 1019).

contexte historique et politique dans lequel le mouvement agit a une influence décisive sur le succès de la mobilisation. Les périodes de crise, par exemple, semblent constituer des moments particulièrement propices pour l'action des mouvements. En ajoutant cette nouvelle variable, les résultats de l'enquête de Gamson apparaissent renversés. Goldstone conclut donc que le succès d'un mouvement dépend du moment précis dans lequel le groupe se trouve à agir et non pas de son organisation interne et de sa stratégie. Bien au contraire, la bureaucratie et les aspects stratégiques peuvent avoir un impact négatif sur le moment de succès d'un mouvement et ont un impact minime sur la capacité des groupes à gagner des avantages (Goldstone, 1980).

L'aspect stratégique et organisationnel ne peut donc pas être considéré comme une variable indépendante. D'autres éléments peuvent avoir un impact sur la réussite d'un mouvement et, parfois, ce sont précisément les événements inattendus et conjoncturels (fluctuations du contexte politique, périodes de crise ou d'autres événements liés à l'actualité), à être décisifs pour le succès d'une mobilisation.

En Italie, tout en mettant en place une stratégie organisationnelle et communicationnelle très efficace, le *Mouvement 5 étoiles* a également bénéficié d'une période de crise économique mondiale et d'un climat politique marqué par les scandales et les faillites des partis traditionnels. Comme Goldstone l'a pu souligner, ces facteurs peuvent avoir fonctionné comme des accélérateurs de la croissance et de la popularité du mouvement. Si la structure organisationnelle et le niveau de bureaucratisation ne semblent pas avoir un impact immédiat sur la montée des mouvements contestataires et sur l'obtention d'avantages, ils peuvent toutefois influencer la durée et la stabilité de l'action du mouvement et, par conséquent, accélérer le processus de changement des valeurs et des normes sociales.

Afin de pouvoir conduire une analyse lucide, nous serons donc amenés à prendre en compte plusieurs paramètres et à favoriser une intégration de l'analyse des aspects organisationnels avec l'étude du contexte historique, politique, médiatique et social où l'organisation contestataire se trouve à agir.

### **1.2.7 La théorie du conflit politique**

Dans son ouvrage « From Mobilization to Revolution », Charles Tilly présente une théorie globale de l'action collective qui s'appuie essentiellement sur une approche historique des phénomènes de mobilisation (Tilly, 1976).

En revendiquant une forte attache au matérialisme de Marx et à l'utilitarisme de John Stuart Mill, Tilly conçoit l'action collective dans les termes d'un conflit entre des groupes qui défendent des intérêts communs et qui luttent pour accéder au pouvoir politique. Selon Tilly, les phénomènes collectifs sont intimement liés aux facteurs macro-structurels du changement social. L'auteur affirme que les phénomènes de désintégration des sociétés contemporaines décrits par Durkheim favorisent l'émergence de formes d'action collective non routinières et anomiques. En s'appuyant essentiellement sur la sociologie de Max Weber, Tilly souligne que le processus de bureaucratisation et de rationalisation de l'environnement ont un impact sur les visions du monde des individus et déterminent donc la naissance de nouvelles formes d'action collective. Ces nouveaux phénomènes doivent être distingués des actions collectives routinières visant à souder et à renforcer la conscience sociale (Tilly, 1976).

Ainsi, le concept de mouvement social de Tilly a été construit autour de l'idée weberienne du changement social se produisant à travers la consolidation de nouveaux systèmes de croyances. Les mouvements sociaux, dont l'action est orientée par des idées communes, jouent un rôle central dans ce processus de changement et de renouvellement des valeurs sociales. En réhabilitant les catégories de la théorie marxiste, l'approche de Tilly présuppose que les changements structurels (comme l'urbanisation, l'affirmation de l'État-nation ou le développement du capitalisme) affectent les formes et l'efficacité de l'action collective. L'auteur ne cache pas la grande ambition de son œuvre visant à formuler un modèle global de l'action

collective, ancré dans l'histoire sociale et comprenant la totalité des formes du conflit politique. En refusant une distinction nette entre formes protestataires routinières et ouvertement conflictuelles, Tilly affirme que les différentes formes de l'action collective doivent être analysées à travers le même prisme.

La distinction entre des formes de participation politique « normales » et « anormales » se fonde essentiellement sur une approche quantitative qui considère la force du mouvement comme étant le principal élément de différenciation. La force se mesure à travers la quantité d'actions collectives réalisées, l'extension et le type d'organisation ou d'intérêt défendu. La force a aussi un impact sur les moyens coercitifs, c'est-à-dire que plus un groupe est fort et moins il sera influencé par la répression (Tilly, 1976).

Il s'agit d'un travail puissant qui combine deux approches : celle du modèle politique (« polity model »), désignant, au sens large, les phénomènes de conflit des groupes qui luttent pour la conquête du pouvoir politique, et celle du modèle de la mobilisation, centrée sur l'analyse de la structure et des relations politiques d'un single mouvement (Tilly, 1976, p. 3). Malgré l'absence de références explicites à la sociologie de Simmel, la théorie du conflit politique de Tilly semble s'appuyer sur ses postulats. En effet, le conflit est décrit par Simmel comme une forme de sociation particulière, capable de comprendre des pulsions contradictoires et conciliant l'idée du rejet avec la notion de réconciliation (Simmel, 1955, p. 14). Cette dualité est présente dans tous les groupes militants portés à la fois à combattre et à défendre des intérêts, à s'opposer à certaines sphères et à partager des idéaux avec d'autres. En ce sens, le conflit politique constitue une synthèse de ces tensions contradictoires et représente le terrain où les conflits subjectifs deviennent des faits sociaux et où les équilibres de l'ordre social peuvent constamment être bousculés. Le conflit apparaît alors comme l'essence même de la société ainsi que la modalité principale de son fonctionnement.

En développant son modèle à travers une optique stratégique, Tilly distingue cinq composantes essentielles représentées par les intérêts, l'organisation (concernant essentiellement la structure qui permet à un groupes de poursuivre ses intérêts), la mobilisation (interprétée comme le processus qui permet aux acteurs d'acquérir un contrôle collectif des ressources nécessaires pour l'action), le couple opportunité/menace (qui concerne les relations du groupe avec le pouvoir politique et les avantages ou les désavantages impliqués par cette relation), la répression ou la facilitation et l'action collective elle-même, conçue en tant que résultat de l'interaction des autres composantes (Tilly, 1977, p. 12).

3-7

**Figure 3-2: The Mobilization Model**

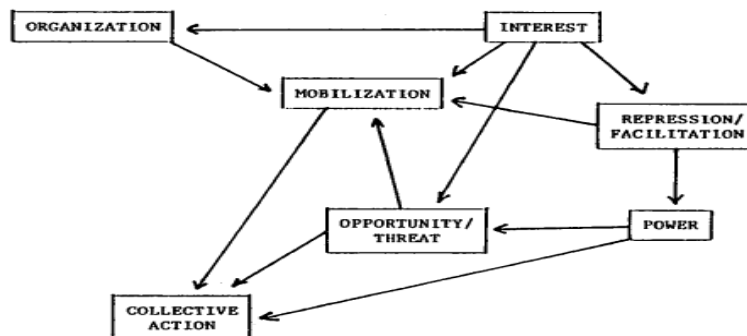


Figure 2 : C. Tilly, « Le modèle de la mobilisation », in *From mobilization to revolution* , 1976, chapitre 3 p. 7).



L'unité de base de l'étude de l'action collective est le groupe qui se forme à partir d'une population donnée partageant un ensemble de croyances et dont l'action, se déployant en relation avec l'environnement historique et politique, résulte de la rencontre de la structure organisationnelle avec l'univers des croyances.

Ce modèle de l'action collective vise à expliquer le succès ou la faillite des groupes mobilisés ainsi que leur renoncement à la mobilisation. En s'appuyant sur les théories de Stuart Mill, Tilly précise que l'intérêt des groupes à s'engager dans la mobilisation varie en fonction du système de marché, du modèle électoral, du processus spécifique de prise de décision et d'autres facteurs similaires. L'accent est donc mis sur le concept d'intérêt commun en tant qu'élément créateur d'un lien identitaire et définissant donc les objectifs du groupes. L'intérêt commun constitue une notion centrale qui parcourt transversalement les différents courants de la sociologie. Durkheim pointe le fait que le déséquilibre entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif, engendré par une société fondée sur la division du travail, implique le décloisonnement de conflits sur la courte période. En ce sens, la manière dont la société arrive à préserver un contrôle social sur les impulsions individuelles demeure cruciale. Selon Weber, les croyances partagées amènent naturellement à la définition de l'intérêt ; l'activité la plus intense est alors produite au sein des groupes qui défendent des nouveaux systèmes de valeurs. Enfin, pour Marx, l'intérêt est lié étroitement à l'appartenance à une classe et il est défini sur la base des relations que les classes instaurent avec les moyens basiques de production. La relation entre les intérêts et l'organisation peut être conflictuelle : l'intérêt peut en effet être défini par les actions d'une population donnée (concept plus proche de la vision de Mill), ou alors il peut être déduit d'une analyse générale sur sa position sociale (perspective plus proche de l'idée de Marx).

Selon Tilly, la résolution de ce dilemme consiste en une combinaison des deux positions dont la première doit être prise en compte pour interpréter les comportements des individus sur la courte période tandis que la deuxième doit être conçue comme un modèle d'analyse prédictif pour expliquer les objectifs des individus sur le long terme (Tilly, 1976, p. 14-15).

En ligne générale, en prenant en compte les facteurs qui déterminent l'action collective, l'auteur considère que les positions de Weber, Durkheim et Marx diffèrent sur des points substantiels. Dans le modèle proposé par Tilly, l'action collective d'un groupe est une fonction de l'extension des intérêts partagés, de l'efficacité de son organisation et de sa mobilisation (Tilly, 1976, p. 50). Ce modèle rejette donc à priori celui des durkheimiens où, comme nous l'avons vu, les formes d'action routinières se réfèrent aux sociétés intégrées et solidaires tandis que les formes non routinières sont reconduites aux phénomènes de désintégration de la société. Mais le modèle de Tilly diffère aussi sensiblement de celui des weberiens pour lesquels les intérêts qui poussent à l'action collective sont redéfinis par les croyances du groupe. Les marxistes, contrairement à l'approche de John Stuart Mill, accordent plus d'importance aux intérêts impliqués dans l'action collective qu'aux coûts de la mobilisation eux-mêmes. L'influence de Mill a amené au développement d'une approche de l'action collective centrée sur l'organisation et le processus de mobilisation. En partant du défi lancé par Mancur Olson, les millienns créent une connexion entre les analyses de l'action collective et la production des biens communs. Comme nous l'avons déjà rappelé, l'idéal des biens collectifs renvoie à quelque chose d'inclusif et d'indivisible. Tilly épouse donc cette connexion et affirme que l'action collective tend, par sa nature, à la production de biens inclusifs et indivisibles. Tilly ne nie pas que l'action collective peut produire des résultats négatifs mais il choisit de se focaliser sur l'explication de l'action en elle-même et non pas sur ses résultats (Tilly, 1976, p. 51-53). Le groupe, limité par la structure des opportunités, mobilise donc des ressources (qui sont elles aussi limitées) dans le but d'obtenir des biens communs. La rencontre des variables liées à la mobilisation avec le contexte des opportunités détermine donc les gains et les pertes de l'action

collective. Chaque groupe se distingue pour l'importance variable qui est accordée aux biens et aux ressources qui doivent être employées pour les obtenir<sup>24</sup>.

L'autre dilemme que Tilly essaie de résoudre concerne le conflit entre l'intérêt collectif et l'intérêt individuel symbolisé par le paradoxe d'Olson. À ce propos, Adam Smith essaie de nier cette dialectique en affirmant que l'intérêt individuel tend naturellement vers l'intérêt de la société dans son ensemble (Smith, 2009, chapitre 3, 4ème livre). Encore une fois, Tilly essaie d'opérer une médiation entre les deux positions en soulignant que les intérêts individuels peuvent coïncider ou pas avec le bien collectif et que, en tous cas, le conflit en question pourrait faire accroître les coûts de l'action collective et influencer les caractères de la mobilisation.

En s'inscrivant dans le paradigme général de la mobilisation des ressources, Tilly considère le niveau organisationnel des groupes comme un facteur déterminant pour la réussite de l'activité de contestation. L'objet d'étude principal est donc l'organisation, considérée comme une entité dotée d'une identité commune et de réseaux internes. Le niveau organisationnel dépend d'une série d'autres facteurs parmi lesquels nous pouvons mentionner le niveau d'« inclusion » de ses membres (« inclusiveness »), variant en fonction du temps, de l'énergie et du nombre d'interaction sociales reliées à l'activité du groupe ; ainsi qu'un ensemble de facteurs structurels comme le niveau de différenciation, de centralisation et de stratification (Tilly, 1976, p. 19). La dimension inclusive des membres est très importante et influence fortement la capacité de mobilisation du groupe. Tilly a été donc amené à identifier des groupes de « challengers » : des statuts socio-professionnels, des groupes spécifiques de citoyens disposant d'un potentiel mobilisateur majeur par rapport à d'autres.

Mais comment identifier les catégories de challengers potentiels ? À ce propos, Tilly critique les méthodes adoptées par Gamson qui avait essayé de comprendre le processus de mobilisation des groupes dans le temps en prenant en considération également des groupes qui ne s'étaient pas encore mobilisés.

Mais le travail de Gamson reste un point de départ important car, à travers l'importance accordée au tissu social préexistant, il arrive à des positions proches de celles de Tilly. En effet, les deux chercheurs concordent sur leur opposition à la thèse de Kerr et Siegel selon lesquels les groupes de travailleurs homogènes, isolés et engagés dans un travail dur, physique et peu qualifié manifesterait une forte propension à la grève (Kerr et Siegel, 1954). En effet, de nombreuses recherches conduites au sujet de la propension à la grève montrent que les conclusions de Kerr et Siegel sont incorrectes. En considérant aussi le fait que de nombreuses typologies d'industrie concernées par les métiers durs ne montrent pas forcément des propensions élevées à la grève, le lien entre isolation et mobilisation reste incertain. Selon l'interprétation de Tilly, afin de délimiter les groupes qui ont une forte tendance à la mobilisation, il faut détailler la théorie le plus possible et prendre en compte la totalité des composantes qui, comme nous l'avons déjà souligné, sont représentées par les intérêts, l'organisation, la mobilisation et la structure des opportunités politiques. Dans le travail de Kerr et Siegel, l'organisation et les intérêts sont censés justifier la propension à la mobilisation. Cette approche ne tient pas en compte le fait que, dans différents secteurs industriels, les opportunités et la mobilisation peuvent varier sensiblement. Tilly conclue, donc, que la capacité de mobilisation d'un groupe dépend de son niveau de contrôle sur les différents types de ressources.

En ligne générale, un mouvement s'affirme avec succès quand il arrive à accumuler des ressources, à les augmenter et à les affirmer collectivement, à affaiblir les revendications des opposants, à engendrer une variation du programme de l'action collective et une évolution du niveau de satisfaction de ses membres (Tilly, 1976, p. 33). En relation avec la nature de l'organisation et de l'implication des différents groupes sociaux, la mobilisation peut assumer

---

<sup>24</sup> Tilly divise les groupes en quatre catégories qui vont des fanatiques (« zealots »), qui accordent une grande importance aux biens collectifs, aux opportunistes (« opportunists ») qui, moins concernés par le bien effectivement obtenu, essaient de maximiser leurs résultats (Tilly, 1976, p. 55-56).

une forme « défensive » (comme dans le cas des conflits ruraux qui partent souvent par le bas), « offensive » (comme dans le cas de l'Association catholique d'O'Connell visant à élargir les droits des catholiques en Irlande) ou « préparatoire » (il s'agit ici d'organisations qui suivent le processus *top-down* et qui doivent mobiliser des ressources pour une action future). Dans les actions préparatoires, le risque du phénomène du « free riding » est plus élevé et les « incitations sélectives » doivent donc être importantes (Tilly, 1976, p. 33-35).

La perte du contrôle sur les ressources implique un processus de démobilisation qui peut être dû à l'explosion d'une guerre ou à un coup d'État et qui, dans tous le cas, implique un déplacement d'un certain nombre de ressources d'un groupe vers un autre. Le processus de démobilisation rend donc manifeste le système des influences internes au champ protestataire où l'activité des différents groupes est souvent orientée vers le contrôle des mêmes ressources (Tilly, 1976, p. 37-40).

Tilly parvient donc à formuler une définition complète du mouvement social considéré en tant qu'entité ayant un nom, pouvant être identifiée par des symboles, des slogans ou d'autres marqueurs identitaires, disposant d'une ou plusieurs organisations, possédant un certain nombre de ressources communes principales (argent, travail, armes ou information) et exerçant un contrôle sur le temps et l'énergie de ses membres (Tilly, 1976, p. 41-42).

En s'appuyant sur le modèle développé par Anthony Oberschall, Tilly va à l'encontre de la théorie de la société de masse qui considère que la propension à adhérer à des mouvements radicaux est majeur au sein des individus isolés et dissociés. Au contraire, Tilly affirme que ce sont les variables sociales à forger l'organisation. Par conséquent, une organisation se définit principalement à travers sa « catness », c'est-à-dire les identités liées aux catégories objectives comme par exemple les ouvriers, les étudiants ou les femmes, et par sa « netness » qui correspond à la création de réseaux volontaires de la part des agents sociaux. La fusion de ces deux domaines donne donc naissance à l'organisation dont découle l'activité de mobilisation, à son tour déterminée par le nombre de ressources contrôlées collectivement et par les possibilités de distribution (Tilly, 1976, p. 50).

Afin d'aboutir à une vision globale sur les dynamiques de l'action collective, le modèle de la mobilisation que nous venons de décrire doit être intégré avec le modèle politique. Le premier modèle, expliquant la capacité des groupes à se mobiliser, doit en effet être complété avec l'analyse des relations que les groupes entretiennent avec le gouvernement et les autres acteurs impliqués dans la lutte pour le pouvoir. Le rapport au pouvoir n'est pas considéré dans les termes durkheimiens du contrôle social mais il est conçu comme un modèle dynamique des opportunités où les acteurs collectifs ont la possibilité d'agir pour modifier les équilibres politiques. Chaque acteur collectif a donc un point de vue stratégique et, à partir du rapport qu'il entretient avec le pouvoir, il évalue les coûts et les bénéfices de son action. Cette relation peut se manifester sous des formes variables qui vont de la répression à la facilitation et de l'opportunité à la menace. La répression est définie comme une action du gouvernement qui fait augmenter les coûts de l'action collective ; au contraire, la facilitation implique une diminution des coûts de la mobilisation. La répression peut être orientée vers l'action collective elle-même (comme dans le cas de la répression policière) ou vers la mobilisation (comme dans le cadre des activités de répression subies par le Parti Communiste américain). Les deux stratégies amènent à une altération des équilibres politiques car la première peut modifier la demande de groupes mobilisés et la deuxième peut engendrer un processus de démobilisation. Une autre variante concerne la stratégie sélective du gouvernement pouvant adopter des mesures répressives ou de facilitation différentes à partir de la typologie du groupe ou du type d'action dont la légitimité et la légalité évoluent au fil du temps. Finalement, tous les gouvernements adoptent une combinaison de stratégies répressives et de facilitation et agissent d'une manière sélective. La réaction du gouvernement, qui varie en fonction du type de système politique (répressif, totalitaire, tolérant et faible), dépend aussi des caractéristiques de l'action et de son niveau d'acceptabilité. Plus en particulier, selon Tilly, dans les mobilisations à grande échelle (l'échelle se référant au nombre des participants, à la durée de l'action, à son

extension géographique et au nombre de ressources mobilisées), la tendance répressive sera majeure. Les groupes qui bénéficient d'un certain pouvoir seront à l'inverse plus facilement tolérés ou favorisés (Tilly, 1976, p. 21-22). Le pouvoir politique d'un groupe dépend de la considération que les parties concernées ont du groupe et surtout de l'impact qu'il a sur le gouvernement. Plus les intérêts du groupe prévalent sur ceux du gouvernement et plus le groupe se révèle être puissant. Concrètement, la puissance d'un groupe se traduit par son efficacité et son efficacité dont un degré minimal est indispensable pour la survie et le maintien du groupe même. Cette configuration politique conflictuelle est complexifiée par la présence éventuelle d'autres concurrents, partis politiques ou autres groupes, qui peuvent défendre les mêmes intérêts et agir au même moment. L'étude du pouvoir d'un groupe doit donc prendre en compte tous les acteurs collectifs concernés, en relation avec une thématique ou une période d'activité politique courte, et leurs interactions mutuelles (Tilly, 1976, p. 27-33).

Selon le modèle de la politique conflictuelle élaboré par Tilly, le pouvoir ne se traduit pas uniquement par l'activité du gouvernement. Dans l'idée de Tilly, ce dernier correspond avec l'organisation qui concentre la majorité des moyens coercitifs sur une population donnée. Cependant, son action est toujours contrée par l'action des autres acteurs qui essaient de faire prévaloir leurs intérêts. L'exercice du pouvoir inclut donc aussi l'activité des autres membres de la *polity* (des groupes ayant déjà acquis une reconnaissance de leurs droits collectifs et ayant développé des moyens routiniers de les exercer), ainsi que de tous les autres « challengers » continuant à lutter pour le pouvoir. L'entrée de nouveaux membres de la *polity* implique une retombée positive sur l'accès généralisé à des nouveaux droits et, plus en générale, sur l'action collective même (Tilly, 1976, p. 41-42). Les interactions avec des nouveaux membres ont généralement un impact sur les coalitions et peuvent encourager des changements politiques importants. Les résultats des interactions entre les acteurs politiques se traduisent par le développement d'opportunités ou de menaces pour les concurrents.

À la différence des analyses sur le pouvoir des groupes, la dyade opportunité/menace concerne l'ensemble des perceptions et des attentes sur l'évolution du terrain politique et sur les mouvements stratégiques conséquents. En générale, une nouvelle opportunité pour le groupe provoque une altération sensible de l'organisation du groupe et du modèle de mobilisation. Au contraire, une menace ne modifie pas les routines du groupe mais elle peut amener à une intensification de l'activité collective qui résulte généralement être plus marquée en cas de menace qu'en cas d'opportunité. La mobilisation défensive est en générale plus rapide et intense que la mobilisation offensive ou préparatoire. Cette tendance asymétrique encourage une attitude conservatrice de la part du pouvoir politique dans la mesure où il sera engagé le plus souvent dans la préservation de sa position et dans les activités de répression des groupes qui la menace directement et, par conséquence, il tendra à négliger les activités politiques proactives (Tilly, p. 56-57).

Comme il a été montré par l'étude de Gamson, l'acceptation et la reconnaissance d'un groupe sont essentielles pour l'obtention des avantages (Gamson, 1975). Toutefois, l'évaluation de la réussite d'un groupe peut se révéler comme une opération bien plus compliquée. L'accès du mouvement à la sphère politique n'implique pas forcément son succès ni la réalisation de ses objectifs. Bien au contraire, le processus d'institutionnalisation pourrait provoquer le déplacement et le renoncement aux idéaux originels ainsi que la perte conséquente de la base. Les mouvements sociaux contemporains sont censés constituer une structure politique alternative et anti-systémique qui vise à révolutionner le régime démocratique ou, en tous cas, à en souligner les failles. Cette évolution des idées, des principes et des modèles culturels des mouvements ont un impact sur le développement de nouvelles formes de mobilisation.

En ce sens, il est important de s'appuyer sur une approche historique qui puisse considérer l'incidence que des changements sociaux majeurs peuvent avoir sur l'évolution des formes et des répertoires de l'action collective. La deuxième partie de l'ouvrage de Tilly est consacrée à cette réflexion et constitue un relais théorique important pour repenser la mobilisation en tant

que phénomène relié à l'histoire sociale. Les groupes protestataires assument donc des formes historiques et culturelles changeantes qui, en partant des soulèvements paysans, prennent la forme de l'émeute urbaine ou celle plus structurée du mouvement ouvrier. L'analyse de l'évolution des formes conflictuelles en Europe occidentale a amené l'auteur à une classification qui identifie trois formes historiques de l'action collective : l'action *compétitive*, prédominante au cours du XV et du XVI siècle et désignant une lutte pour la défense d'intérêts parallèlement revendiqués par un groupe rival ; l'action défensive ou *réactive* (« reactive »), prédominante dans la période comprise entre le XVII et le XIX siècle et indiquant une réaction d'un groupe à une attaque, à une privation ou à la menace d'un droit (comme par exemple dans la révolution zapatiste ou dans la lutte pour l'expropriation des *latifundium* en Italie du Sud) ; et, enfin, la forme *proactive*, devenue prédominante à partir du XX siècle et désignant l'émergence de nouvelles revendications - un exemple clair de ce troisième type d'action est constitué par les mouvements de grève pour l'obtention de meilleures conditions de travail (Tilly, 1976, p. 2-10).

Tilly précise que cette classification ne dépend pas des moyens et des formes de mobilisation mais de la nature de la revendication. Toutefois, il est vrai que certains types de revendication sont souvent accompagnés par des formes de mobilisation précises comme dans le cas de la grève pour l'obtention de nouveaux acquis sociaux ou la pétition pour encourager des réformes constitutionnelles. Selon l'interprétation de Charles Tilly, le moteur de l'évolution des formes contestataires est représenté par trois processus de changement principaux. Le premier se déroule dans la période comprise entre 1600 et 1850 et concerne le passage des ressources des organisations de petite échelle aux états nationaux et aux agents du marché international. Les petits propriétaires et les communautés essayèrent en vain de réagir aux mesures de taxation et de conscription que ce passage a impliqué. Ces événements historiques expliqueraient donc le déclin des formes défensives de l'action collective. Le deuxième facteur concerne la nouvelle gestion des ressources de la part des gouvernements et des acteurs internationaux où la redistribution aux groupes était possible seulement à travers l'émergence de nouvelles revendications. Ce processus expliquerait donc le passage aux revendications proactives. Le troisième facteur, intervenant au cours du XIX et du XX siècle et impliquant une baisse des coûts de la mobilisation liée aux phénomènes de masse, à l'essor des nouveaux moyens de communication et à la généralisation des systèmes démocratiques, assume un rôle d'accélérateur du processus d'évolution de l'action collective (Tilly, 1976, p. 10).

Selon le modèle de mobilisation élaboré par Tilly, une diminution des coûts de la mobilisation devrait impliquer une intensification de l'activité collective. En réalité, si les coûts intrinsèques ont baissé, cette baisse a été contrebalancée par le phénomène de démobilisation induit par le processus électoral et par le développement d'une structure coercitive plus organisée et structurée. Toutefois, Tilly admet que ces jugements restent encore trop risqués et non facilement vérifiables (Tilly, 1976, p. 14). Mais si nous ne pouvons pas établir avec certitude que les grands changements sociaux impliquent une augmentation des activités collectives, Tilly semble néanmoins suggérer que le système électoral, avec l'évolution des valeurs et des pratiques politiques qu'il implique, encourage l'intensification d'actions de démonstration.

Les processus à la base de l'évolution des formes historiques de l'action collective et des typologies de revendication engendrent également une évolution des répertoires de la contestation.

Le concept de répertoire, dont Tilly porte la paternité, se fonde sur l'idée que, à un moment historique donné, les moyens disponibles pour l'action collective sont limités. Si, aujourd'hui, tout le monde est à l'aise avec le processus de formation de groupes de pression, la manifestation de rue, la grève ou le sit-in, le recours à la mutinerie, à la rébellion contre les taxes, au lynchage ou à l'immolation représenterait certainement un choix bien plus problématique (Tilly, 1976, p. 16). La manière dont les groupes sélectionnent les moyens de l'action collective ne constitue donc pas une démarche si évidente. En effet, des groupes

similaires peuvent utiliser des répertoires différents, ils peuvent choisir des répertoires traditionnellement liés à la cause défendue ou alors décider d'innover et de surprendre.

L'approche au répertoire, tout en étant limité par une série d'options disponibles à chaque époque, représente, de toute façon, un choix stratégique. Bien que les groupes soient généralement portés à utiliser des moyens d'action familiers, l'utilisation d'un répertoire rigide semble être plutôt rare. Dans la plupart des cas, les groupes préfèrent adopter un répertoire flexible qui peut contempler des variations graduelles liées le plus souvent aux phénomènes d'imitation des moyens utilisés par les autres groupes ou à l'adoption d'une stratégie fondée sur l'innovation (Tilly, 1976, p. 19-20). La pratique de l'émulation explique la fréquence des phénomènes de mobilisation se produisant par vagues contestataires pendant lesquelles les différents groupes répètent souvent les actions démonstratives qui se sont démontrées efficaces pour un premier groupe.

Les répertoires évoluent lentement par le biais de l'influence qui exercent sur eux différents facteurs tels que les notions du droit et de la justice intériorisées par la population, ses routines quotidiennes, son organisation interne, les expériences des actions collectives précédentes et le modèle de répression dominant. À ce propos, Tilly cite l'exemple emblématique de la grève, passée de moyen illégal au moyen d'action routinier et caractéristique du XX siècle, et dont l'émergence devrait être interprétée comme une forme de réaction au processus de prolétarisation. D'une forme d'action réactive, la grève est donc passée à une forme proactive et s'est affirmée en tant qu'outil routinier pour la revendication de nouveaux droits ou l'extension des anciens.

En rassemblant un matériel historique immense, Tilly applique son modèle aux thèmes classiques de la sociologie politique comme la révolution ou la violence collective. D'une manière extrêmement originale, ces phénomènes sont intégrés dans son modèle de l'action et sont traités comme des étapes différentes d'un même processus. Tilly aboutit donc à un modèle solide et complet pour étudier l'action collective et en comprendre les mécanismes, les stratégies, les modalités et les contraintes. L'apport de Tilly au développement de la discipline est énorme car l'auteur a réussi à intégrer son modèle de l'action collective avec le processus de changement historique et social qui seul peut donner un sens aux évolutions des formes de mobilisation et donc permettre une meilleure compréhension des phénomènes contemporains. Bien que fondée essentiellement sur l'histoire et non pas sur les interactions de son approche théorique avec l'étude de l'histoire sociale (Chazel, 1980), l'œuvre de Tilly constitue un passage essentiel pour appréhender les relations que les modèles historiques de l'action collective entretiennent avec le plus large processus de changement politique et social.

### 1.2.8 Du conflit politique à la politique du conflit

Charles Tilly et Sidney Tarrow réunissent les concepts de conflit, d'action collective et de politique dans le macro-thème de la « politique du conflit » (Tilly et Tarrow, 2008). Le conflit, sous-entendant une exigence de la part d'un groupe d'individus portant atteinte aux intérêts d'un autre groupe ou d'une institution, constitue le point central de l'action collective. Le mouvement social est donc englobé dans ce modèle et défini dans les termes d'une campagne durable de revendications qui utilise des représentations répétées pour se faire connaître du grand public (pétition, manifestations, slogans, interfaces numériques etc ...) et qui s'appuie sur une base, c'est-à-dire l'ensemble des réseaux et des organisations qui composent le mouvement (Tilly et Tarrow, 2008). Si le mouvement social constitue la forme protestataire conventionnellement déployée par les sociétés occidentales, il correspond, au même temps, à une modalité de conflit plutôt rare dans un monde encore très marqué par une majorité de conflits ethniques ou religieux.

Le mouvement social doit donc être conçu comme une forme historique particulière de la « politique du conflit ». Selon les deux auteurs, l'anglais Thomas Clarkson est à l'origine du premier mouvement social qui se développe en Occident à partir de 1750 et qui « se caractérise par la synthèse innovante et féconde de trois éléments : des campagnes, des formes d'association et d'action et des représentations où l'on se met soi-même publiquement en scène » (Tilly, et Tarrow, 2008, p. 199).

Les mouvements sociaux disposent toujours d'une base et ils mènent toujours des campagnes durables contre les détenteurs du pouvoir, au nom d'une fraction de la population et à l'aide de représentations publiques (Tilly et Tarrow, 2008).

La campagne met en marche un processus d'appropriation sociale. En vue d'obtenir des bénéfices pour eux-même et/ou leurs mandants, les participants mettent en scène devant le public leur dignité, leur unité (port d'insignes, couleurs, slogans), leur masse (occupation publique, signature d'une pétition, proclamation du nombre de participants) et leur engagement (Tilly et Tarrow, 2008).

Toutefois, contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'action des mouvements sociaux est étroitement liée aux institutions et, par conséquent, la dynamique du conflit ne peut pas être analysée en dehors de celles-ci. L'histoire du mouvement féministe américain est un exemple clair qui démontre l'existence d'un lien fort s'étant créé entre l'action des militantes et le processus décisionnel du législateur. Un autre exemple est constitué par la lutte pour les droits civiques aux États-Unis ayant donné lieu à un mouvement social durable dont le développement a été décrit d'une manière exhaustive dans les travaux de McAdam (McAdam, 1982).

D'autres formes de mobilisation, tout en appartenant au domaine de la « politique du conflit », peuvent ne pas aboutir à la constitution d'un véritable mouvement social (comme dans le cas de la Révolution orange). Puisque les revendications ont souvent une influence directe ou indirecte sur l'État ou s'adressent manifestement à lui, les auteurs parlent d'acteurs politiques qui portent des revendications au nom de leurs identités politiques.

Tout en admettant la présence d'une variété très riche de types de conflit, les chercheurs identifient deux éléments récurrents dans le modèle de la « politique du conflit » : les *représentations*, des modalités standardisées auxquelles les acteurs font appel (la manifestations, la grève etc...) et le *répertoire*, l'ensemble des représentations préexistantes et disponibles dans un contexte spatio-temporel donné (Tilly et Tarrow, 2008). Les représentations évoluent dans le temps mais elles doivent néanmoins être toujours reconnaissables à l'intérieur du contexte historique où les organisations protestataires agissent. Les variations s'opèrent par le biais de choix innovateurs de la part des mouvements et concernent souvent une ré-contextualisation ou un usage atypique d'un outil classique. Le mouvement anti-esclavagiste, par exemple, a contribué à transformer l'outil de la pétition, jadis consistant en un instrument à usage

individuel, en un moyen de revendication de masse souvent concernant des personnes différentes des signataires. Aujourd'hui, les principales innovations dans les répertoires contestataires semblent être de plus en plus liées à l'adoption des outils numériques de la part des nouveaux collectifs. Ces modalités de l'action militante sont conçues par les auteurs en tant que représentations modulaires car, dotées d'une grande flexibilité et ductilité, peuvent constamment être adaptées et modifiées à partir du contexte local et des objectifs spécifiques au groupe.

L'innovation technologique des répertoires représente donc un thème de réflexion central pour l'étude des mouvements contemporains. Les auteurs soulignent que, malgré la présence de répertoires de coutume et d'une certaine régularité dans les représentations adoptées par les parties du conflit (comme montré par le couple ouvriers-patrons), le répertoire n'implique pas l'absence d'improvisation. En ligne avec le modèle élaboré par Tilly, le processus d'innovation des formes de représentation du conflit apparaît encore une fois étroitement lié au contexte historique et politique. À ce propos, les chercheurs présentent une typologie de répertoires qui va des *répertoires faibles*, identifiés avec des représentations en voie de définition dans des contextes de transition politique, aux *répertoires forts*, qui, parfois, peuvent constituer un ensemble de représentations rituelles et institutionnalisées (comme dans le cas des manifestations du 1er mai).

Afin de souligner le rôle central joué par le contexte dans le processus de changement des moyens de la représentation, les auteurs citent encore une fois le cas emblématique du mouvement des droits civiques des Afro-américains. Ces nouveaux acteurs politiques commencèrent à faire recours à l'action en justice, à la marche, à la promotion de périodes dédiées à un thème ou à une campagne particulière (comme dans le cadre de l'événement « l'Été de la liberté ») et puis encore à d'autres pratiques, parfois inspirées par les répertoires ancrés dans d'autres couples de conflit, comme les barrages, les occupations des espaces publics qui pratiquaient la ségrégation ou encore l'introduction du sit-in (Tilly et Tarrow, 2008). Le mouvement anti-esclavagiste a donc intentionnellement rompu avec les vieilles modalités de l'action pour marquer un changement d'époque qui concernait tant l'action collective que la vie politique du pays dans son ensemble.

Dans ce modèle, ce sont avant tout les *structures d'opportunité politique* à déclencher ou limiter la politique du conflit. Il s'agit, donc, de variations structurelles du système politique survenues d'une manière graduelle ou suite à des périodes de changement rapide. Ces variations constituent le point de départ pour la propagation de nouvelles formes de l'action collective (Tilly et Tarrow, 2008).

Selon les auteurs, dans le cadre de la politique nationale ou locale, les périodes de changement rapide comportent un élargissement du conflit aux différents niveaux de la société et l'émergence de nouveaux acteurs politiques. Dans ces contextes particuliers, l'action des mouvements est alors contrebalancée par celle des contre-mouvements et l'État se trouve obligé à réagir. Cette situation débouche souvent dans des actions révolutionnaires comme dans le cas de la Révolution Orange (Tilly et Tarrow, 2008).

Le processus de mondialisation est défini par les auteurs comme l'une de ces époques de changement rapide qui impliquent des variations dans les formes de l'action politique. Ces modifications sont regroupées en trois catégories : la connexion entre la revendication et l'organisation sociale quotidienne ; la création cumulative d'un système de signaux et de représentations et le fonctionnement du régime qui, à partir du contexte politique et historique où il se trouve à opérer, considère les représentations comme prescrites, tolérées ou prohibées.

Afin de procéder à l'analyse de la politique du conflit, les auteurs décortiquent des processus familiers, en identifient les mécanismes et ils essaient de trouver des correspondances, des blocs stables dans d'autres contextes (Tilly et Tarrow, 2008). L'observation de phénomènes hétérogènes a amené les chercheurs à déterminer trois types de mécanismes principaux : l'*intermédiation* (l'établissement d'un lien entre des sites jusque-là



déconnectés) ; la *diffusion* (la propagation d'une forme de conflit ou d'un thème d'un site à un autre) et l'*action coordonnée* (la conduction en parallèle des mêmes actions de la part de plusieurs acteurs comme dans le cas du mouvement alter-mondialiste). Dans la politique du conflit, les trois mécanismes se combinent pour former un nouveau processus que les auteurs définissent en tant que *nouvelle coordination* capable de produire des changements d'échelle.

À ces trois mécanismes principaux, Tilly et Tarrow en ajoutent d'autres comme le phénomène de l'*appropriation sociale* (c'est le cas des organisations non politiques qui déploient leur structure organisationnelle pour devenir des nouveaux acteurs politiques) ; de l'*activation de frontière* (la création d'une frontière entre le groupe revendicatif et le destinataire de la revendication) ; le phénomène de la *certification* (dans le cas d'une instance extérieure qui reconnaît et soutient la revendication d'un sujet politique donné) et le *changement d'identité* (impliquant la création d'une nouvelle identité partagée). L'ensemble de ces mécanismes donne lieu aux processus de mobilisation et démobilitation (Tilly et Tarrow, 2008).

Comme nous avons pu le préciser auparavant, les champs de la « politique du conflit » se rapportent tant aux changements politiques qu'aux appareils institutionnels. Les institutions sont définies par les auteurs en tant que pratiques, relations et formes d'organisation établies, reconnues et mises en œuvre pour produire de l'action collective dans un régime donné (Tilly et Tarrow, 2008). Ces pratiques ont aussi une influence importante sur les démocraties apparemment stables. Cette influence peut être mesurée principalement à partir de deux variables : la *capacité de l'État*, c'est-à-dire les modalités avec lesquelles l'action de l'État a un impact sur la population, ses activités et ses ressources ; et le *degré de démocratie*, ayant un impact sur la manière dont les citoyens jouissent des droits politiques et délibératifs (Tilly et Tarrow, 2008). De cette typologie des États découle la structure des opportunités politiques que les deux auteurs décomposent en six variables principales constituées par la multiplicité des centres autonomes de pouvoir, l'instabilité des alignements politiques, l'existence d'alliés importants pour les contestataires et la mesure dans laquelle le régime réprime ou facilite la revendication.

Afin d'expliquer le déroulement de l'action collective dans des contextes de changement rapide, les auteurs distinguent les changements d'échelle vers le haut, comme dans le cas du cycle du conflit italien à la fin des années 1960, des changements d'échelle vers le bas, comme dans le cas de la campagne pour les droits civiques aux États-Unis. Dans le premier cas, le conflit passe du local au national, il s'élargit à différents secteurs de la société et on assiste à la naissance d'*instances de nouvelle coordination* à un niveau plus élevé. Dans le deuxième cas, le processus contestataire passe d'une revendication à l'échelle nationale à un objectif concernant la dimension locale. Aux États-Unis, le mouvement pour les droits civiques est passé de l'action judiciaire au niveau national à des revendications locales telles que l'inscription des électeurs noirs sur les listes du Mississippi.

Ce processus passe par les mécanismes de diffusion et d'intermédiation mais dépend aussi des phénomènes d'émulation et d'attribution de similitude. De nombreux changements d'échelle impliquent un processus d'institutionnalisation des mouvements mais, bien que cela se produise plus rarement, ils peuvent aussi amener à une exacerbation du conflit.

La concurrence, la défection, la désillusion, la répression et une modeste institutionnalisation sont considérées comme les principaux facteurs déclenchant un processus de démobilitation. Sidney Tarrow applique cette théorie de la démobilitation au cycle du conflit politique italien des années 1970 (Tarrow, 1989). Selon l'auteur, la démobilitation italienne est liée, d'un côté, au processus d'institutionnalisation de la lutte et, d'un autre côté, à la radicalisation de certains militants qui ont décidé de quitter les formes de protestation pacifiques pour passer à l'action directe et violente. C'est donc cette interaction entre l'institutionnalisation et la montée en puissance de la violence, nourries toutes les deux par la répression, à constituer la clé pour interpréter la démobilitation du cycle des protestations italiennes (Della Porta, Tarrow, 2005).

Les processus de formation des identités politiques ont également un rôle central dans la politique du conflit. La constitution de l'identité collective implique le mécanisme traditionnel de détermination de l'altérité à travers lequel les groupes érigent des frontières qui séparent le « nous » des autres. La création de frontières identitaires comporte souvent la dissolution d'autres frontières préexistantes comme dans le cas du conflit du Chiapas où l'identité indigène dans son ensemble a acquis plus d'importance par rapport aux autres frontières délimitant les différents groupes ethniques du pays. Ces frontières identitaires peuvent rester latentes et être activées à un moment historique précis (comme dans le cas de la chute de Saddam Hussein en Irak ou, plus récemment, de Ben Ali en Tunisie). Les identités sont extrêmement mobiles et naissent et se mobilisent à travers des interactions conflictuelles (Tilly et Tarrow, 2008). Bien qu'il ne soit pas toujours la règle, le facteur identitaire peut avoir beaucoup d'incidence sur le conflit. Toutefois, dans la plupart des nouvelles formes contestataires émergées en Occident, les revendications collectives concernent plutôt la défense d'un statut ou d'un programme plutôt que la sauvegarde d'une identité.

À travers une description détaillée des éléments clés et des mécanismes qui rentrent en jeu dans le conflit politique, Charles Tilly et Sidney Tarrow conçoivent un modèle solide pour analyser la formation et le développement des mouvements sociaux.

### **1.2.9 Digression sur le concept de répertoire**

« En un temps et en un lieu donné, les gens apprennent un nombre limité de moyens pour se faire entendre et s'y cantonnent le plus souvent. Ces modes d'action évoluent lentement sur l'effet de l'expérience accumulée et des contraintes extérieures. Mais dans le temps court, ces contraintes limitent les choix disponibles pour les contestataires potentiels » (Tilly, 2008, p. 4-5). Le concept de répertoire de Charles Tilly, devenu un pilier en sociologie de la mobilisation, souligne le caractère ritualisé des contestations ainsi que les rapports complexes qui lient les formes de l'action sociale aux facteurs structurels et, d'une manière plus générale, au contexte culturel et historique (Fillieule, 2010).

Dans sa définition forte, le concept de répertoire peut être décomposé en cinq niveaux d'homogénéité : le niveau des actions (crier, applaudir etc...), le niveau des interactions (dans quel contexte et vers qui), le niveau des séquences d'interactions réglées (« performances »), le niveau des combinaisons des performances (« épisodes ») et les répertoires de contestation (Fillieule, 2010).

Dans son idée initiale, Tilly définit les répertoires comme des modes d'action disponibles dans une unité nationale donnée et limités par la nature du régime politique en place (Tilly, 2006 ; 2008). Successivement, il a utilisé la notion de répertoire pour désigner des agencements spécifiques d'interactions et de performances en fonction des groupes concernés (Tilly, 1995b, 1998). Dans ce dernier cas, de nombreux spécialistes parlent de « répertoire tactique » (Ennis, 1987 ; Taylor et Van Dyke, 2004).

Il émerge alors une distinction entre le répertoire interprété comme une forme routinière de l'action collective propre à chaque époque historique et une dimension plus stratégique qui implique une fonction tactique spécifique. Si les répertoires de contestation évoluent lentement dans le temps, les répertoires tactiques, à partir des interactions avec les autres acteurs, peuvent évoluer rapidement au cours du processus de mobilisation.

Dans « Contentious Performances », Tilly définit les caractères essentiels des répertoires et explique les conditions de leur utilisation et de leur évolution dans le temps. Un répertoire de contestation se définit avant tout en relation à un univers de contraintes. Le processus historique et social encourage l'émergence et l'affirmation d'un nombre limité de performances disponibles. En ce sens, le répertoire doit être appréhendé comme une forme historique caractérisée, en fonction du temps où se déroule l'action, par un nombre limité de types de performances. C'est précisément à travers les dynamiques sociales que le répertoire de contestation acquiert du sens, il devient stable et se définit en tant que forme standardisée

et reconnaissable de l'action sociale. Les répertoires tactiques, en tant que combinaisons stratégiques d'interactions et de performances variables, se réfèrent donc à un champ d'action plus général déterminé par le répertoire de contestation. Les innovations des répertoires tactiques se manifestent par le biais de mécanismes de dérivation des performances existantes et de détournement (Tilly, 2008).

Pour expliquer les variations ayant lieu à un niveau macro-social, Tilly présente le cas de la Grande Bretagne où le répertoire de contestation a évolué au cours des années 1830 en passant d'un modèle paroissial, particulier et patronné, vers un modèle national, autonome et modulaire (Tilly, 2008, p. 43). La notion de modularité vient de S. Tarrow qui souligne le fait que certaines formes d'action (comme la grève et la manifestation) se sont diffusées dans toutes les sphères sociales accompagnant la naissance des mouvements sociaux nationaux (Tarrow, 1994, p. 33-34). Tilly la reprend à son compte pour désigner la « transférabilité accrue des formes reconnaissables dans le temps et l'espace » (Tilly, 1995b, p. 3).

Pour répondre aux critiques adressées à son approche, Tilly essaie d'intégrer les facteurs de changement sur le long terme, liés aux structures macro-sociales, avec le niveau des « épisodes discrets, des innovations, du succès et de l'échec dans la contestation ... » (Tilly, « Contentious performances » 2008, p. 79).

Tilly reconnaît, donc, tardivement que les répertoires sont le fruit d'un processus de co-construction permanente entre structures étatiques et mouvements protestataires (Fillieule, 2010). Dans « Contentious Performances », il reconnaît alors la nécessité d'analyser simultanément les façons dont les acteurs étatiques définissent l'environnement des individus, la place qu'occupent dans cet environnement les médias et les publics visés, la manière dont les groupes protestataires modifient les conditions d'action des individus (Fillieule, 2010). Selon cette perspective récente, l'action protestataire est enfin conçue dans les termes d'un processus itératif d'adaptation tactique (Fillieule, 1997). Pour résumer le modèle du processus politique de Tilly, il est important de distinguer les mécanismes de transformation du répertoire dans le temps long, le temps court et le temps moyen.

Dans le temps long, les facteurs du changement, correspondant à l'émergence du capitalisme, à l'urbanisation, au développement des médias de masse et à la nationalisation du champ politique, engendrent des variations significatives dans la structure des opportunités politiques qui se répercutent sur les modalités de l'action collective et sur le répertoire de contestation. Ce modèle est après complété par l'introduction du cycle de mobilisation de Tarrow. Dans le temps court, sous l'effet d'une crise politique, économique ou sociale, les conflits se généralisent et se diffusent dans les différents secteurs de la société en encourageant l'émergence de nouveaux acteurs politiques et d'innovations dans les modes d'action. C'est dans le temps court, donc, que nous pouvons relever des innovations au niveau des répertoires tactiques par le biais de l'apparition de nouvelles combinaisons de performances, de l'abandon des performances existantes ou de la transformation du sens qui lui est attribué. Dans le temps moyen, les répertoires tactiques peuvent varier en relation avec les modes d'adaptation du répertoire répressif (tolérance versus suppression, réponse cohérente et efficace versus panique et désorganisation), le succès ou l'échec des nouveaux modes d'action et l'éventuelle extension du mouvement. La diffusion d'un nouveau mode d'action (comme par exemple les *sit-in* des collectifs américains luttant pour les droits civiques ou la consommation engagée lancée en Europe dans les années 1970) provoque sa stylisation et sa modularité en engendrant à nouveau un processus de standardisation de l'action collective.

« L'efficacité instrumentale d'un répertoire découle en grande partie de son caractère innovateur, de sa capacité à prendre de court les opposants au mouvement social et les autorités, à occasionner un désordre public coûteux pour les intérêts établis » (McAdam, Tarrow et Tilly, 1998). Toutefois, une stratégie expressive qui vise à maintenir un répertoire stable, reconnaissable et immédiatement identifiable peut également amener ses fruits.

Malgré son ancrage intéressant dans l'histoire sociale, ce modèle reste en grande partie trop structurel et, selon l'avis de bon nombre d'observateurs, pas convaincant. À ce propos, Sewell

souligne que le modèle de Tilly ne permet pas d'identifier le moment précis où se produit le changement de répertoire (Sewell, 1990). Selon cet historien, la Révolution française aurait constitué une rupture majeure et instauré un nouveau cadre dominant à travers la création d'un langage fondé sur la défense du droit naturel et du contrat social et l'érosion accélérée des liens corporatifs et communaux. Ce changement culturel profond expliquerait l'abandon d'un mode d'action réactif et défensif au profit d'un répertoire moderne proactif. En ce sens, suite à la rupture de 1789, les événements de 1848 marquent le triomphe du vocabulaire associatif. Cette interprétation nous permet d'identifier un événement charnière dans l'histoire de la protestation qui marque un tournant et engendre le passage au répertoire de contestation moderne.

Contrairement à l'analyse formulée par Sewell, la plupart des historiens n'ont pas travaillé sur les facteurs qui permettent à un répertoire de se mettre en place à un moment donné de l'histoire (Fillieule, 2010). Une autre limite est constituée par l'aspect ethnocentrique du modèle de Tilly qui s'applique exclusivement au processus historique survenu dans quelques pays d'Europe ou, en tous cas, dans le monde occidental (Fillieule, 2010).

Une autre question très débattue a été celle de l'émergence d'un troisième répertoire de contestation à la fin des années 1960 qui accompagnerait l'apparition des « nouveaux mouvements sociaux » (Rucht, 1990). Cette hypothèse, qui a été avancée surtout en référence avec l'essor des mouvements transnationaux, constitue une piste de recherche importante pour notre travail sur l'activisme numérique en Italie. Bien qu'il soit important de ne pas confondre les répertoires de contestation (qui pour Tilly ont évolué dans l'espace de trois siècles) avec les répertoires tactiques et les innovations des performances déterminées par l'entrée de l'hacktivisme, les outils numériques se diffusent à une rapidité déconcertante en entraînant des changements importants dans les modalités d'engagement et de participation des militants.

Les nouveaux outils comme l'e-mailing, les newsletters, les blogs, les wikis ou la communication via les principaux réseaux sociaux sont devenus des moyens incontournables de l'action politique. Ces outils assument une importance croissante non seulement en tant que stratégie de sensibilisation de l'opinion publique et de recrutement de nouveaux adhérents, mais surtout en tant que nouvelles modalités de socialisation politique et d'organisation. En ce sens, le concept de « répertoire organisationnel » forgé par Elisabeth Clemens et désignant la gamme des formes organisationnelles disponibles pour l'action (Clemens, 1993), peut également se révéler utile pour réfléchir aux nouvelles modalités organisationnelles à l'heure d'Internet. En effet, les outils du web collaboratif ré-structurent les formes communicationnelles et organisationnelles des mouvements sociaux et déterminent l'émergence de nouvelles compétences au sein du champ militant. Internet représente un espace public et d'expression relativement libre, moins sujet au contrôle politique et permettant l'adoption de formes de participation et d'organisation plus horizontales. Dans l'environnement d'Internet, la production et la valorisation des ressources des mouvements impliquent toujours un travail collaboratif où l'engagement individuel ne demande pas des dépenses excessives soit en termes économiques soit au niveau de l'énergie et du temps consacrés au projet. La gestion verticale des professionnels de la communication s'élargit donc à des nouvelles formes d'organisation où la connaissance des outils numériques constitue la qualité requise principale pour la participation à l'action collective. Ces changements, survenus au niveau du paradigme communicationnel et sociétal, nous incitent à repenser le modèle entrepreneuriale de McCarthy et Zald ainsi que l'approche de la mobilisation des ressources dans son ensemble.

Ces observations sur les nouveaux enjeux d'Internet n'impliquent pas une disparition automatique des répertoires et des formes contestataires classiques. Au contraire, la manifestation et la grève restent les moyens principaux de l'action protestataire au sein de catégories spécifiques comme celles des syndicats ou des travailleurs. Toutefois, à côté des performances classiques, le recours aux ressources numériques représente souvent une volonté d'innover le champ militant. Puisque les modes d'action peuvent se lire comme des

technologies de mobilisation et de représentation (Fillieule, Agrikoliansky et Sommier, 2010), la pratique contestataire en ligne est à concevoir aussi comme un choix idéologique, comme une marque de fabrique de certains groupes se reconnaissant dans l'esprit d'Internet. En effet, au-delà des avantages concernant la baisse des coûts de l'action collective, l'Internet politique implique aussi l'adhésion, bien que parfois illusoire, à une nouvelle éthique égalitaire et participative qui caractérise la plupart des mouvements sociaux contemporains.

À partir de ce processus de mutation des valeurs, il est important de comprendre les nouveaux mécanismes de socialisation et de formation des identités collectives ainsi que les implications que ceux-ci peuvent avoir sur le domaine politique dans son ensemble. Toutefois, il est important de préciser que si la démarche participative et délibérative qui caractérise un grand nombre de nouveaux collectifs peut être considérée comme une forme idéologique, elle n'implique pas pour autant une disparition automatique des inégalités.

En effet, l'utilisation d'Internet, tout en ayant certainement contribué à réduire les coûts de la circulation de l'information, demande une certaine maîtrise de l'outil informatique. Internet est devenu donc aussi un nouveau marqueur de légitimité et de visibilité sociale (McCarthy et Edwards, 2005, p. 118).

Certaines pratiques info-communicationnelles sur le web se traduisent par de nouveaux moyens pour porter des revendications. En ce sens, si nous concordons sur le fait que l'ensemble des ressources disponibles pour l'action transporte toujours une valeur sociale, l'engagement militant sur le web constitue donc aussi un choix culturellement et idéologiquement significatif.

À partir des études déjà achevées sur le sujet et à la lumière des résultats obtenus par l'analyse de terrain, nous serons donc amenés à réfléchir autour de la notion de « nouveau mouvement social » et de l'évolution des répertoires de l'action collective. Bien que notre travail ne se focalise pas sur la contestation transnationale, les valeurs véhiculées par les collectifs nationaux en Italie présentent plusieurs points d'affinité avec les mouvements transnationaux. Ce constat nous fait d'ailleurs douter de la consistance d'un lien direct entre le processus de trans-nationalisation de la contestation et l'émergence des nouveaux mouvements sociaux. Il faudra alors comprendre, d'une part, si le changement identitaire et des valeurs soit-disant transnationales implique réellement l'adoption de nouveaux modes d'action et, d'autre part, si l'utilisation des réseaux numériques concerne la dimension des répertoires tactiques et organisationnels ou si elle entraîne également un changement plus important agissant au niveau du répertoire de contestation et des modèles d'engagement. À ce propos, nous considérons que la prégnance historique de la notion de « nouveau mouvement social » n'est pas acquise d'avance. La plupart des mouvements contemporains constituent des formes de militantisme hybride qui combinent les performances contestataires traditionnelles avec de nouveaux modes d'action et de mobilisation numérique. Il serait donc intéressant de contribuer à la recherche sur ce point crucial tout en sachant que tout type de prévision devra faire face aux contraintes temporelles et à la difficulté de traiter un sujet extrêmement actuel ainsi qu'un processus en cours d'aboutissement.

Selon Olivier Fillieule, faces à ces contraintes, il serait plus productif de rester sur la notion de répertoires tactiques et des logiques d'interaction (Fillieule, 2010).

Selon cet auteur, si Tilly a le mérite de souligner que l'action doit être nécessairement intégrée dans le contexte des contraintes structurelles, il reste toutefois assez vague sur le processus qui pousse les individus à choisir telle stratégie d'action et non pas une autre (Fillieule, 2010, p. 95). Ces choix ne sont pas seulement tactiques ou rationnels mais ils dépendent aussi de la culture propre à chaque groupe.

En ce sens, une réflexion autour de l'importance revêtue par les significations culturelles des modes d'action devient primordiale (Taylor, 2007 ; Jasper, 1997 ; Benford et Snow, 2000). Ainsi, même dans l'environnement numérique, la question concernant la dimension culturelle des différents groupes sociaux et son impact dans les stratégies d'action demeure centrale. Il va de soi qu'Internet ne doit pas être considéré seulement comme un espace organisationnel et

stratégique mais surtout comme un espace de socialisation et de construction identitaire. À ce propos, l'observation de l'Internet italien montre que les nouvelles pratiques militantes s'inscrivent dans une démarche idéologique libertaire et anti-parti qui doit être considérée comme un processus de réappropriation locale de mouvances culturelles plus vastes.

Dans cette perspective, le rapport entre la dimension globale et locale reste un sujet pertinent car si l'action politique des groupes analysés concerne le niveau national, leurs valeurs et la construction de leurs projets contestataires engagent également des processus culturels et sociaux plus larges. En se référant au modèle de Tilly, nous devons considérer que nous avons à faire à un espace temporel de cinquante ans qui ne permet donc pas d'identifier avec certitude des nouvelles tendances ni de distinguer les changements des répertoires de contestation des accélérations liées aux cycles des crises. Malgré cette limitation temporelle, la question inhérente à l'évolution des répertoires de contestation reste toutefois un sujet pertinent car nous avons à faire à une époque de la vitesse, soit-elle interprétée en sens historique, technologique ou social. Aujourd'hui, il est devenu presque une banalité d'affirmer que l'histoire rétrécit et se mêle avec l'actualité. Cet aspect particulier de notre société fait apparaître comme hasardee toute sorte de prévision car elle peut à tout moment être contredite par un événement de rupture qui modifie radicalement les conventions et les repères récemment acquis. En d'autres termes, les variations sont elles-mêmes englouties dans le tourbillon médiatique, ce qui implique un oubli rapide de tout fait historique. Nous sommes alors confrontés à une société qui, tout en étant fondée sur le changement, rend le changement impossible ou difficilement mesurable. Dans une société qui vit dans une sorte de présent permanent, est-il plausible de parler d'une nouvelle ère de la contestation ? La globalisation de la contestation implique-t-elle réellement un changement de répertoire ? Peut-on produire une mobilisation efficace et durable sans qu'elle puisse bénéficier d'un ancrage sur le territoire ?

### **1.2.10 Approche critique de la SOP**

Initié par Smelser et développé ultérieurement par Oberschall, le modèle politique, en tant que cadre indispensable à l'étude de l'action collective, prend définitivement corps dans les travaux de C. Tilly et de S. Tarrow. C'est grâce à leur contribution à la discipline que la nécessité de prendre en compte le contexte politique dans l'analyse des mouvements sociaux résulte, à l'état actuel, comme définitivement acquise. Cette conquête est toutefois passée par une longue gestation. En effet, tandis que les concepts de « tension » et de « conductivité structurelle » introduits par Smelser pointaient l'importance du lien entre les phénomènes collectifs et les structures sociales (Smelser, 1963), l'essor du paradigme de la mobilisation des ressources a pendant long temps mis de côté le rôle du contexte politique dans l'étude des phénomènes de mobilisation.

Après cette parenthèse, c'est avec l'étude de McAdam sur le mouvement des droits civiques que le contexte politique ré-acquiert sa place dans les cadres d'analyse de l'action protestataire. McAdam constate que le développement du mouvement des droits civique dans les années 1950 n'est peut pas s'expliquer uniquement par la croissance des ressources des militants mais il est avant tout lié à l'émergence d'un contexte politique favorable (McAdam, 1982). Le modèle de McAdam reste toutefois un peu vague dans le sens où il considère que « n'importe quel événement ou processus social d'ampleur contribuant à saper les calculs et prévisions sur lesquels est structuré le pouvoir politique occasionne un changement des opportunités politiques » (McAdam, 1982, p. 41). Bien que dans une moindre mesure, cette ambiguïté est également présente dans la notion de « structure des opportunités politiques » (SOP) formulée par Tilly et Tarrow (Tilly et Tarrow, 2008). Sidney Tarrow conçoit le degré d'ouverture et de fermeture des institutions politiques, le niveau de stabilité ou d'instabilité des alignements politiques, la présence ou l'absence d'alliés influents et l'existence de conflits entre les élites comme des variables déterminantes pour le développement de l'action contestataire (Tarrow, 1994, p. 85-89).

Kiriesi développe un modèle encore plus mécaniste qui prend en compte la structure formelle de l'État, les procédures informelles, les stratégies politiques dominantes et la configuration du pouvoir dans le système des partis (Kiriesi, 1995). Plus récemment, Tilly et Tarrow ont proposé de décomposer la SOP en six éléments qui correspondent à la multiplicité des centres de pouvoir indépendants (en Italie, par exemple, la Magistrature et la Cour Constitutionnelle ont souvent fait contrepoids au pouvoir politique) ; au degré d'ouverture aux nouveaux acteurs ; à la disponibilité d'alliés importants ; à l'instabilité des alignements politiques et à la propension du régime à réprimer ou à faciliter l'action collective (Tilly et Tarrow, 2008). Cette perspective de recherche englobe deux approches principales : l'une diachronique, correspondant au cadre analytique adopté par McAdam et Tarrow pour étudier le mouvement américain des droits civiques et le cycle de la mobilisation italienne des années 1970 (McAdam, 1982 ; S. Tarrow, 1989), et l'autre synchronique et comparative, correspondant à l'approche épousée par Kitschelt pour l'analyse du mouvement anti-nucléaire en Suède, en France et en Allemagne (Kitschelt, 1986).

En ligne générale, quand la SOP coïncide avec un système ouvert, les stratégies contestataires se développent dans le sens de l'assimilation et de l'institutionnalisation ; au contraire, quand la SOP correspond à un système politique fermé, les mouvements se situent en confrontation directe avec l'État et ont tendance à se radicaliser. Les chances de réussite d'un mouvement sont alors liées à la possibilité de créer des alliances avec les gouverneurs ou d'exercer une forme de pression sur la sphère des décisions. « De fait, l'action non violente n'a de chance de produire des effets politiques durables que dans la mesure où : 1) elle permet des alliances fondées sur l'idéologie ou l'intérêt avec des membres du monde politique ; 2) elle menace de façon crédible de rompre la routine des processus politiques ; 3) elle menace de manière tout aussi crédible d'exercer une influence directe dans l'arène électorale ; 4) elle permet à des acteurs politiques extérieurs d'exercer des pressions sur les autorités officielles. C'est lorsqu'existent déjà le parlementarisme, des institutions démocratiques et une compétition politique ouverte que les stratégies du mouvement social ont le plus de chances d'être adoptées efficacement » (McAdam, Tarrow et Tilly, 1998).

Ce modèle ne semble toutefois pas fonctionner toujours d'une manière systématique. L'étude du mouvement politique du blogueur Beppe Grillo montre en effet que les variables qui sont censées freiner l'action collective ou encourager un processus de radicalisation, semblent avoir engendré des résultats inverses. En Italie, l'attitude de refus de la part des partis et une stratégie politique hostile au mouvement ont eu l'effet paradoxal d'en accroître le succès électoral, la popularité et la légitimité. Cette contradiction est due aux lacunes présentes dans le modèle de la SOP négligeant la capacité des contestataires à se créer eux-mêmes des opportunités pour l'action (Dobry, 1995 p. 135).

Comme il a été justement souligné par Lilian Mathieu, l'ouverture des structures institutionnelles ou l'entrée d'un gouvernement favorable pourraient affaiblir la mobilisation sous l'effet de son institutionnalisation (Mathieu, 2002). En effet, la déception provoquée par l'action d'un personnel politique proche peut entraîner un processus de radicalisation du mouvement. Le degré d'ouverture et de fermeture de l'État peut donc provoquer des conséquences contradictoires sur les mécanismes de la mobilisation collective (Mathieu, 2006 p. 299). Lorsqu'il est appliqué aux cas empiriques, le schéma proposé par les partisans de la SOP s'est souvent révélé comme trop rigide, unidirectionnel et plutôt mécanique. S'il est indéniable que les comportements collectifs sont influencés par les régimes politiques et la configuration du pouvoir, il est tout aussi raisonnable de penser qu'il existe un processus plus complexe et dynamique d'implications mutuelles. Au contraire, le modèle de Tilly et de Tarrow ne semble pas prendre en compte les impacts que le domaine militant peut avoir sur le contexte politique officiel. En Italie, l'utilisation massive d'Internet de la part des mouvements sociaux a obligé les partis à ré-penser leurs outils de communication et leur langage. Cette dynamique apparaît comme très importante car elle permet de comprendre le processus d'intégration, de la part des partis systémiques, des thématiques liés aux formes de démocratie

directe, de responsabilisation et de gouvernance citoyennes, constituant souvent la principale matrice contestataire des mouvements contemporains.

En ce sens, les variations dans la structure des chances politiques ne peuvent pas expliquer en elles-mêmes les démarches et les choix des militants ni la manière dont les protestataires les interprètent et les saisissent à des moments précis. Il émerge donc la nécessité de complexifier le cadre d'analyse en prenant en compte non seulement les aspects structurels et systémiques mais aussi les facteurs concernant la sphère de la culture et des valeurs. Ainsi, l'analyse des relations engendrées par le conflit politique devrait comprendre également l'incidence que des éléments non structurels, tels que l'actualité médiatique, les fluctuations de l'économie ou les perceptions des individus, peuvent avoir sur le développement et la réussite des mouvements sociaux. Cette démarche apparaît toutefois en contre-tendance par rapport à la perspective adoptée par bon nombre de chercheurs se montrant très sceptiques à l'égard de l'impact réel des mouvements sociaux sur la politique institutionnelle. À ce propos, Costain montre que l'influence des mouvements sociaux est très difficile à évaluer (Costain, 1992). D'une manière encore plus radicale, Piven et Cloward concluent que les mouvements sociaux ont rarement un impact sur la prise des décisions et quand ce cas se produit, il est souvent suivi d'un recul (Piven et Cloward, 1978). Paul Burstein affirme lui aussi d'une manière catégorique que les mouvements sociaux n'ont aucun impact sur la politique publique (Burstein, 1998). D'une manière générale, la plupart des spécialistes pense que cette influence passe toujours par l'intermédiation du contexte politique. Ces constatations découlent également d'une approche qui vise à mesurer la réussite et l'efficacité des mouvements sociaux sur le court terme et qui se base essentiellement sur l'évaluation des correspondances entre l'agenda politique et les revendications des militants.

En réalité, les influences du champ militant sur le pouvoir politique peuvent se manifester sur le long terme et, tout en n'impliquant pas forcément une adoption directe du point de vue des militants, elles peuvent concerner des variations sensibles dans les valeurs et les approches aux problèmes de société ou encore se traduire par des choix innovants quant aux stratégies de communication des partis. L'introduction des primaires au sein du Parti Démocrate en Italie ou encore l'investissement, certes tardif, des partis dans les plate-formes numériques peuvent être considérés comme des signes d'un pouvoir qui se régénère face aux innovations apportés par le champ militant. Un autre exemple éclatant concernant les réactions directes des partis italiens face aux initiatives de l'espace contestataire est constitué par l'utilisation des listes civiques. Suite au succès obtenu par le mouvement de Beppe Grillo lors des élections municipales de mai 2012, d'autres parti politiques, comme le Peuple de la Liberté de Silvio Berlusconi ou l'Italie des Valeurs de l'ex juge Antonio Di Pietro, ont pris en considération la possibilité d'adopter la stratégie des listes civiques appuyées par le parti. Ces réactions, tout en n'allant pas forcément dans le sens des objectifs des mouvements sociaux, montrent néanmoins l'existence d'un système d'influences bidirectionnel bien plus complexe par rapport au modèle mécaniste de la SOP.

Ces thèses sont d'ailleurs partagées par d'autres analystes manifestant des positions plutôt critiques à l'égard du modèle de la structure des opportunités politiques. Parmi eux, Alberto Melucci s'est prononcé contre le réductionnisme de l'approche du processus politique car, d'une part, il implique une élimination de la question du changement systémique dans la société contemporaine, et, d'autre part, car il sous-estime les dimensions sociales et culturelles de l'action collective contemporaine (Melucci, 1988, p. 337). Selon Gamson et Meyer, le concept de SOP risque de « devenir une éponge potentiellement à même d'absorber tous les éléments de l'environnement d'un mouvement social » (Gamson et Meyer, 1996, p. 275). Les deux auteurs soulignent que le contexte des mouvements sociaux comprend également d'autres éléments culturels et conjoncturels (Gamson et Meyer, 1996). Dans la même veine, Rootes précise qu'il est nécessaire de faire une distinction entre les facteurs institutionnels d'un pays et ceux liés au contexte social et culturel. L'appréhension en termes de structures n'est donc pas apte à rendre compte du caractère contingent et dynamique des alliances et des



stratégies partisanses ainsi que des manières dont les agents conçoivent les éléments structurels (Rootes, 1997). À ce propos, F. Chazel souligne qu'« il ne suffit pas que des opportunités soient offertes, il faut encore qu'elles soient saisies et elles ne peuvent l'être que si elles ont été au préalable perçues » (Chazel, 2003, p. 124). D'autres chercheurs récusent le statisme et l'objectivisme de ce concept (Fillieule, 1997 p. 45-57 ; Goodwin et Jasper, 1999). Moins critique que les autres, Kriesi met l'accent sur l'importance revêtue par la configuration des clivages politiques dans l'évolution de la structure des opportunités (Kriesi, 2009).

Les initiateurs mêmes du processus politique ont fini par reconnaître que « dans la longue durée, l'action d'un mouvement social modifie également les structures d'opportunité politiques : elle contribue au changement des modèles établis de l'activité revendicative ; elle pèse sur le comportement des autorités, en ce qui concerne notamment les manières dont elles répriment ou facilitent les mouvements contestataires ; elle agit sur les identités politiques existantes » (McAdam, Tarrow et Tilly, 1998). Les différentes lectures critiques du concept de SOP ont contribué à l'affirmation de l'environnement contestataire en tant que champ doté d'un fonctionnement spécifique. En prenant inspiration du concept de « champ » de Pierre Bourdieu, l'espace de contestation a été défini comme « arène » (Giugni, Passy, 1997), puis comme « champ des mouvements sociaux » (Crosley, 2003 ; Mauger, 2003), « champ militant » (Péchu, 2006) ou encore comme « espace des mouvements sociaux » (Mathieu, 2007). Ce processus d'émancipation et d'autonomisation du domaine contestataire ainsi que ses relations fluctuantes avec les autres sphères de la vie politique et sociale, contribuent à renforcer le statut principal des mouvements sociaux en tant qu'acteurs collectifs du changement .

## **1.3 L'approche cognitive**

### **1.3.1 Goffman et l'analyse des cadres de l'expérience**

L'approche cognitive de la mobilisation repose essentiellement sur l'héritage de l'analyse des cadres de l'expérience d'Erving Goffman (Goffman, 1974). Cette perspective d'analyse de la mobilisation s'inscrit dans un processus de renouvellement des études sur les mouvements sociaux qui démarre au début des années 1980. Dans cette période, il s'affirme une volonté de prêter attention aux dimensions culturelles et discursives de l'expérience contestataire afin de contre-balancer la perspective stratégique et organisationnelle du paradigme dominant.

En réalité, ce nouvel élan donné à la discipline réhabilite l'apport des fondateurs de l'interactionnisme symbolique de l'École de Chicago qui, suite au déclin des théories du « comportement collectif », semblait avoir été épuisé. Le tournant culturaliste s'affirme donc à partir de l'héritage de l'interactionnisme micro-sociologique d'Erving Goffman. Bien que l'apport de Goffman à la sociologie de la mobilisation soit indirecte (le sociologue n'a jamais explicitement fait référence au domaine contestataire), son travail demeure essentiel pour étudier toute forme d'interaction sociale. Selon Goffman, le cadre « permet à son utilisateur de situer, de percevoir, d'identifier, de nommer un nombre quasiment infini d'occurrences concrètes définies en ses termes » (Goffman, 1974 p. 21). Afin de pouvoir donner un sens à notre expérience, nous avons besoin d'activer les cadres de notre connaissance de la société.

Conformément à tous les autres domaines de l'expérience, notre environnement politique est donc culturellement cadré. En effet, la manière dont un individu se positionne politiquement dépend des cadres socio-culturels existants ainsi que de l'ensemble des définitions et des connaissances disponibles pour interpréter une situation donnée. L'environnement politique est donc cadré préalablement et les individus puisent de l'ensemble des références existantes pour évaluer politiquement leur réalité. Si, d'un côté, le modèle de Goffman nous invite à considérer l'existence de cadres idéologiques hégémoniques qui sont sélectionnés et activés par les individus, de l'autre côté, il nous incite également à penser que l'activité contestataire consiste en la création de nouvelles représentations politiques produites en opposition aux cadres officiels.

En ce sens, le concept de cadre doit être conçu soit comme la forme principale à travers laquelle s'exerce le contrôle social sur les consciences que dans une dimension conflictuelle qui est intrinsèque au processus même de création et de consolidation des croyances. Dans cette perspective, le conflit politique peut être interprété dans les termes d'une lutte pour l'affirmation d'un cadre idéologique aux dépens de celui des opposants. Notre conscience politique ainsi que notre disposition à l'apathie ou à l'engagement dépendent de la manière dont notre monde politique est structuré (Gamson, 1988, p. 76). Dans cette perspective, l'influence de Goffman va bien au-delà de l'approche cognitive à la mobilisation mais elle concerne une dimension intellectuelle critique que tout chercheur devrait considérer pour pouvoir saisir la complexité des phénomènes contestataires.

### **1.3.2 Premières formulations**

À partir du témoignage de Snow, l'un des initiateurs de ce paradigme de recherche, l'intérêt porté au processus de cadrage remonte au début des années 1970. Engagé en tant qu'observateur participant dans une enquête sur les mécanismes de conversion au sein d'un mouvement bouddhiste aux États-Unis, Snow s'aperçut de l'absence d'un cadre théorique qui pouvait rendre compte des processus discursifs qui amenaient les individus à adopter le point de vue du mouvement (Snow, 2001). Plus tard, l'émergence du nouveau cadre théorique permit aux chercheurs d'interpréter ces phénomènes de conversion dans les termes d'un

processus d'alignement des représentations des individus sur la perspective du mouvement (D. Snow, 2001).

Lors de son expérience en tant que membre du mouvement bouddhiste, le chercheur avait remarqué que la plupart des activités discursives du mouvement étaient centrées sur des opérations d'ajustement ou d'alignement des expériences personnelles des participants sur le point de vue du mouvement. Ainsi, la collaboration avec S. Worden et R. Benford et l'organisation concomitante d'un séminaire autour de « Frame analysis » de Goffman (Goffman, 1974), donnèrent naissance à la « Frame perspective ».

La première tentative d'application du cadre goffmanien à l'étude des mouvements sociaux est représentée par l'expérience de William Gamson, Bruce Fireman et Steven Rytina qui, pour tester le modèle de Goffman, ont provoqué artificiellement une mobilisation contre une autorité volontairement encadrée dans le domaine de l'injustice sociale (Gamson, Fireman et Rytina, 1982). Répétée plusieurs fois, cette expérience leur a permis d'observer la réaction des individus à une situation considérée comme injuste. En effet, l'étude démontre que quand les sujets sont confrontés à une situation qui contrevient leur conception de la justice, ils sont portés très naturellement vers la contestation et la mobilisation d'autres membres. Cette expérience leur a permis aussi d'identifier des « carrières de rébellion » différentes et de comprendre l'importance du processus de recadrage (« reframing ») consistant en l'adoption d'un cadre de l'injustice précis qui correspond à des interprétations partagées (William Gamson, Bruce Fireman et Steven Rytina, 1982).

En appliquant directement le concept goffmanien de micro-sociologie, les auteurs proposent la notion de « micro-mobilisations » pour désigner les interactions en face-à-face des participants et leur incidence sur le processus de consolidation des valeurs engagées dans la mobilisation.

### **1.3.3 L'analyse des cadres : le paradigme**

Le concept de micro-mobilisation a été placé au cœur des analyses sur les stratégies de recrutement des nouveaux adhérents au sein des mouvements sociaux (Snow, Rochford, Worden et Benford, 1986). La micro-mobilisation se définit alors comme le processus donnant lieu au phénomène de l'alignement des cadres. Ce dernier, en impliquant une correspondance et une complémentarité des idéologies, des croyances et des objectifs des individus avec ceux des organisations contestataires, constitue une « condition nécessaire de la participation à un mouvement ... » (Snow, Rochford, Worden et Benford, 1986). Les chercheurs identifient quatre types d'alignements capables de stimuler l'engagement de nouveaux adhérents : la « connexion des cadres », qui concerne les stratégies adoptées par une organisation pour se faire connaître par des individus ayant potentiellement des positions proches de celles du mouvement ; « l'amplification des cadres », comportant un développement des schèmes interprétatifs des individus afin de mettre l'accent sur des valeurs préexistantes qui n'ont toutefois pas encore amené à l'engagement ; « l'extension des cadres » visant à modifier et élargir le discours du mouvement afin de recruter des nouveaux participants qui peuvent être partiellement intéressés à la cause ; et, enfin, « la transformation des cadres » impliquant une variation radicale des points de vue des individus afin de les faire correspondre avec les valeurs portées par l'organisation (il s'agit par exemple de la stratégie adoptée par les sectes).

Si les activités de cadrage des positions des organisations contestataires laissent présumer une approche structuraliste de la mobilisation, en réalité, le cadrage doit être conçu comme un mécanisme dynamique d'interprétation de la réalité. Goffman même précise d'ailleurs que le processus de cadrage est soumis à des opérations de « modélisation » et de « fabrication » (Goffman, 1981). Les cadres ne doivent donc pas être considérés comme des constructions statiques mais comme un produit de l'interaction des acteurs dépendant du processus de changement historique et social. Plus que dans une perspective structuraliste, c'est donc dans une logique constructiviste et interactionniste que les cadres doivent être appréhendés. Le

cadre contestataire est construit au sein des mouvements sociaux, il varie en fonction des adaptations et des perceptions des participants et il évolue pendant le déroulement de l'action contestataire. L'approche de David Snow et de ses collègues est, en ce sens, très claire : les cadres contestataires sont produits à travers les interactions discursives des membres de l'organisation.

Conscients que le phénomène d'alignement des cadres ne peut pas suffire à expliquer le passage à l'action contestataire, Snow et ses collègues ont essayé d'approfondir leur modèle d'analyse. Ils ont tout d'abord mis l'accent sur la crédibilité et la pertinence du cadre contestataire par rapport aux valeurs et aux croyances enracinées dans la société de référence. Cette exigence de légitimer culturellement le cadre implique un travail interne à l'organisation.

Ce travail comprend l'analyse d'un problème, la proposition d'une solution valable et crédible et la création de la motivation nécessaire à l'action du groupe. C'est en vertu de sa cohérence avec les principes ancrés dans la société civile que le cadre dominant (« master frame ») choisi par l'organisation acquiert un potentiel de mobilisation capable d'amener à l'engagement effectif (Snow et Benford, 1992). Le « master frame » constitue un cadre contestataire général qui peut être épousé par différents mouvements dont les revendications peuvent être rassemblées à l'intérieur d'un même cycle protestataire (c'est le cas des mouvements altermondialistes). C'est à partir des contraintes imposées par le cadre dominant que la perspective structuraliste reprend le dessus. Sur les traces du modèle sémiotique développé par de Saussure, les cognitivistes affirment que les « master frames » constituent « une grammaire qui ponctue et connecte syntaxiquement des schèmes ou des événements dans le monde » (Snow, Benford, 1992). Cette approche multidimensionnelle, qui intègre une perspective constructiviste avec une autre plus structuraliste, a encouragé une riche production théorique qui va des approches discursives de Fisher (Fisher, 1997) à celles dialogiques du courant de Bakhtine (Steinberg, 1998).

En assumant une posture critique à l'égard du paradigme de la mobilisation des ressources, l'approche cognitive a le mérite de réhabiliter le rôle des idées et des représentations sociales dans l'étude des phénomènes contestataires. L'intérêt et la logique rationnelle ne sont donc pas forcément les principaux moteurs de l'engagement. Des motivations idéalistes fortes peuvent jouer un rôle central dans les phénomènes de mobilisation jusqu'à constituer, dans certains cas, le mobile essentiel du passage à l'action. En soulignant un lien étroit entre les valeurs culturelles et sociales et les représentations promues au sein des mouvements contestataires, cette approche renoue aussi le débat autour de l'idéologie et, plus en particulier, autour du rôle joué par les discours politiques dans les stratégies motivationnelles des organisations contestataires.

En puisant de l'ensemble des croyances, des valeurs et de connaissances d'une société donnée, le processus de construction des cadres résulte également être imbriqué aux mécanismes narratifs. En ce sens, les cadres contestataires sont d'autant plus frappants et efficaces quand ils arrivent à produire des récits sociaux qui dépassent la sphère de la protestation en contribuant à amorcer le processus de transformation des identités collectives (Polletta, 1998).

Toutefois, une interprétation trop mécaniste et orthodoxe du paradigme des cadres pourrait poser plusieurs problèmes. Premièrement, il est empiriquement difficile de prouver que la participation des nouveaux membres est essentiellement liée à un processus d'alignement des cadres. Chaque individu peut se réapproprier le cadre dominant, voire le méprendre, ou participer à l'activité du mouvement pour des raisons qui échappent à sa dimension strictement idéaliste. Deuxièmement, la manière dont le cadre peut être manipulé pour attirer des nouvelles recrues nous ramène à une logique stratégique et organisationnelle qui aurait dû, au contraire, être dépassée. Comme il a été souligné par Lilian Mathieu, ce processus de fabrication stratégique des cadres échappe également au modèle goffmanien pour lequel le cadrage concerne un processus cognitif et pré-réflexif (Mathieu, 2002). Ensuite,

les efforts voués à adapter les cadres contestataires aux cadres des adhérents potentiels semblent suggérer une attitude d'acceptation passive de la part des participants et non pas un processus de prise de conscience lié à une évaluation critique sur un aspect de la réalité. Une adoption a-critique de cette approche comporte donc le risque de surestimer la place des idées dans les phénomènes de mobilisation en présumant que les plus cohérentes, crédibles et compatibles avec l'ensemble des valeurs sociales, sont forcément aussi les plus efficaces pour propager la mobilisation.

L'autre critique qui peut être faite concerne la notion de résonance culturelle avec les valeurs fondamentales de la société que les mouvements devraient prendre en compte pour pouvoir mobiliser efficacement les participants potentiels. Au contraire, à partir des années 1960 et 1970, les mouvements ont essayé de provoquer une rupture avec les codes sociaux des générations précédentes. Les thèmes concernant la libération sexuelle, mais aussi l'écologie ou le pacifisme ne correspondaient pas aux tendances culturelles dominantes au moment où les premiers mouvements les ont imposé dans le débat public. Les mouvements sociaux peuvent donc, au contraire, favoriser l'entrées d'idées et de principes qui défient le sens commun. Quand nous parlons de contre-culture, culture alternative, sous-culture ou culture communautaire nous désignons des positions liminales ou, parfois, marginales, et non pas des positions et des valeurs largement partagées au sein de la société. En ce sens, le paradigme cognitiviste s'adapte bien aux mouvements « de masse » s'appuyant sur un ensemble de représentations largement partagées mais il sert moins à décrire l'efficacité de recrutement des cadres contestataires plus marginaux ou élitistes. Des idées qui aujourd'hui coïncident avec des principes fondamentaux ont été, au moins au tout début, soutenues par une minorité de la population.

Bien que Snow et ses collègues ne parlent pas de la taille du mouvement comme d'un élément essentiel à sa réussite, l'idée de se conformer à un cadre dominant laisse sous-entendre que les programmes et les solutions suggérées sont plus efficaces quand elles peuvent toucher un nombre importants d'individus. En outre, les différentes typologies d'alignement des cadres laissent penser que les organisateurs peuvent être amenés à modifier l'idée de fond du mouvement pour récolter un consensus plus large. En réalité, une démarche stratégique pourrait avoir l'effet d'éloigner les membres les plus engagés qui ne sont pas disposés à faire des concessions. Ces réflexions sur le caractère conflictuel du processus de construction des cadres contestataires soulignent néanmoins la pertinence d'une perspective qui a su donner à la signification une place centrale dans les études sur la mobilisation.

La constitution d'un mouvement contestataire n'implique pas seulement la défense des intérêts d'un groupe mais elle concerne surtout une volonté de produire du sens et de donner un sens à l'action sociale. Ainsi, l'approche cognitiviste de la mobilisation met l'accent sur l'une des prérogatives principales des mouvements sociaux qui est celle de s'engager dans une « politique de la signification » (Hall, 1982). Ce processus de production de sens ne concerne pas seulement les mécanismes internes aux mouvements mais il engage la totalité des acteurs sociaux impliqués qui vont des médias aux acteurs institutionnels en passant par les opposants (Snow, 2001).

L'impact de l'approche cognitiviste sur le développement de la discipline a été très important. Selon plusieurs spécialistes, les travaux des années 1990 ont déterminé un véritable « tournant culturel » dans l'étude des mobilisations (Giugni, 2002a) en encourageant l'émergence d'une « néothéorie de la mobilisation des ressources » (Minkoff, 2004). Les organisations commencent à être considérées comme des formes culturelles et la sphère cognitive et émotionnelle commencent à peser sur un paradigme qui, jusqu'à ce moment là, avait considéré la perspective stratégique comme le seul moteur de l'action.

Le processus de réaffirmation de la dimension culturelle a produit deux approches principales : la « frame analysis », qui considère les organisations comme des lieux voués à la « modélisation » culturelle où les individus produisent des croyances par le biais des

interactions et des pratiques internes à l'organisation<sup>25</sup> ; et le néo-institutionnalisme, une approche structuraliste qui considère le champ organisationnel comme un ensemble d'unités interdépendantes et engagées dans des rapports d'échange qui impliquent des phénomènes de mimétisme fréquents (Di Maggio, Powell, 1991). À ce propos, les travaux de Clemens sur la construction des cadres organisationnels du mouvement féministe sur la période 1890-1920 montrent que les logiques socio-historiques d'appropriation, de détournement et de migration des cadres organisationnels produisent des changements dans les rapports sociaux. De ces travaux découle une conclusion importante : l'organisation, en tant que lieu de construction d'une idée et d'une identité, revêt une fonction expressive et se définit en vertu des liens sociaux particuliers qui sont tissés à son intérieur. Dans cette logique, chaque organisation, en tant que construction collective productrice de sens, représente un moyen de distinction et de reconnaissance sociale.

### 1.3.4 Limites de l'analyse des cadres

Malgré l'intérêt porté vers les facteurs cognitifs et le processus de signification des mouvements contestataires, l'analyse des cadres présente plusieurs limites.

En 1997, c'est précisément Benford, l'un des initiateurs de la théorie des cadres, à exposer l'ensemble des critiques formulées à l'égard de cette approche. Tout d'abord, les travaux qui renvoient à la *frame perspective* semblent souffrir de l'absence d'études empiriques. Ensuite, l'analyse des cadres se présente comme un modèle descriptif et statique qui semble négliger le processus d'interaction et la variété des cadres apportés par les participants, les médias et les opposants. Cette limite est due au fait que les analyses des cadres se sont surtout tournées vers des problématiques internes aux organisations. Enfin, l'importance accordée aux mécanismes stratégiques de construction des cadres semble décrire des formules marketing qui ne laissent pas assez d'espace aux aspects idéologiques, culturels et émotionnels.

Différents travaux ont essayé de combler ces lacunes en proposant des analyses centrées sur les dynamiques de cadrage et de contre-cadrage dans les mouvements et les contre-mouvements (Miceli, 2005) ; en se focalisant sur les situations d'échec dans le processus de cadrage d'un mouvement (Youngman, 2003 ; Fillieule, 2003) ; en prenant en considération des cadrages issus des pouvoirs publics (Zavestoski et al., 2004), en s'intéressant à la variété des publics auxquels s'adresse une action collective (Evans, 1997) ou encore à la pluralité des acteurs impliqués dans le processus de mobilisation (Hull, 2001).

Malgré ces tentatives, les approches cognitivistes peinent à sortir d'une logique circulaire et statique où le succès d'un mouvement dépend de la réussite du processus d'alignement des cadres contestataires (Jasper, 1997, p. 75).

Ces approches ont aussi du mal à prendre véritablement en compte les facteurs culturels et émotionnels (Goodwin, Jasper, 1999, p. 46) et à considérer les alignements des cadres d'interprétation qui se produisent pendant le processus de mobilisation. Une critique encore plus poussée peut être repérée dans le travail de Lilian Mathieu sur les prostitués (Mathieu, 1999, 2002). L'auteur souligne le fait que le processus d'alignement des cadres ne doit pas être conçu comme une stratégie mise en œuvre par les entrepreneurs de la mobilisation mais plutôt comme la rencontre de plusieurs stratégies, plus au moins conscientes, des entrepreneurs centraux, locaux et des mobilisés potentiels. Ces derniers, tout en gardant une certaine unité dans les revendications initiales, adaptent le cadre à leur besoin au point que nous pouvons penser que l'alignement des cadres n'est pas indispensable si le mouvement bénéficie d'éléments suffisants à occulter le désalignement (Mathieu, 1999, 2002).

Il est donc nécessaire d'assouplir et de dynamiser le cadre analytique afin de reconnaître la pluralité des facteurs et des acteurs qui rentrent en jeu dans les procédés de constitution et d'interprétation des cadres contestataires.

---

<sup>25</sup> Voir l'étude de Blee et sur la fabrication de la haine raciale au sein des femmes engagées dans le Ku Klux Klan (Blee, 2002).

### 1.3.5 Cadres et idéologies

En se rattachant au paradigme cognitiviste, le tournant culturel des années 1990 a développé également les thématiques liées à l'idéologie et à son rôle dans la fabrication des cadres contestataires. Comme précisé par Snow, il n'y a pas une correspondance directe entre l'idéologie et le cadre car la première contribue à fournir la matière première pour la formulation et la construction du deuxième. Les cadres de l'action collective sont donc enracinés dans les idéologies disponibles mais ils n'en sont pas déterminés (Snow, 2001).

C'est pour cela que, paradoxalement, l'émergence de la perspective des cadres a souvent amené à négliger la dimension idéologique. En effet, dans la logique du paradigme cognitiviste, les problématiques liées à l'idéologie sont censées être distinctes des mécanismes de cadrage. Toutefois, si, comme il a été souligné par Snow, les mouvements ne sont pas seulement structurés par l'idéologie (Snow, 2004), cette dernière a un impact sur le processus de construction des cadres contestataires et sur les approches des activistes. En ce sens, il est nécessaire d'encourager des études qui mènent à une harmonisation entre les idéologies et les cadres (Zald, 2000, p. 1) et qui puissent creuser les processus sociaux à la base de l'émergence des idéologies (Oliver, Johnston, 2000, p. 48).

Mais si la proximité entre les processus qui façonnent les idéologies et les modalités de construction des cadres semble aller de soi, de nombreux chercheurs mettent l'accent sur leurs facteurs de distinction. Selon Westby, l'idéologie pourrait supprimer les mécanismes stratégiques des cadres d'interprétation (Westby, 2002). Cet auteur considère que plus forte est la prégnance idéologique d'un mouvement et plus restreinte sera la variété de cadrages disponibles (Westby, 2002, p. 291).

D'autres observateurs mettent l'accent sur le fait que les considérations idéologiques peuvent être absentes des processus de cadrage (Jasper, Poulsen, 1995 ; Walsh, 1982). D'autres encore affirment que la professionnalisation des mouvements sociaux laisse moins d'espace aux idéologies qui seraient donc de plus en plus incorporées dans les cadres (Oliver, Johnston, 2000, p. 47).

Cependant, il y a de nombreuses études qui, au contraire, montrent une correspondance entre les contenus idéologiques et le processus de construction des cadres. Parmi ces travaux, il émerge l'analyse de Zuo et Benford sur la mobilisation étudiante de Pékin en 1989. Les deux auteurs constatent que les étudiants se sont appropriés de l'idéologie dominante pour la détourner contre le pouvoir et réduire la possibilité d'activation d'un contre-cadrage de la part des autorités (Zuo, Benford, 1995). Cette étude montre clairement que dans le cas où les groupes contestataires visent à modifier significativement l'ordre social, ils doivent se confronter automatiquement avec l'idéologie dominante qui assure la reproduction matérielle et idéologique du système en place.

En effet, c'est à travers les « appareils idéologiques d'État » que celui-ci peut perpétuer son autorité et garantir la reproduction de l'ordre économique et social (Althusser, 1976). Les appareils idéologiques ne doivent pas être conçus comme des entités incarnées uniquement par l'État mais ils sont disséminés dans toutes les sphères de la vie sociale, de la famille à l'église, de l'école au domaine de l'information et de la culture. En ce sens, les mouvements sociaux, en tant que lieux de production de valeurs et de visions partagées, sont censés activer une vision critique de la culture dominante qui est véhiculée à travers l'ensemble des appareils idéologiques d'une société. Même quand les mouvements ne sont pas directement engagés dans la lutte pour accéder au pouvoir politique, ceux-ci se trouvent toujours à agir au niveau de la dimension idéologique et, donc, au niveau du processus d'évolution et de renégociation des idées et des représentations sociales dominantes.

Soit qu'on considère l'idéologie comme le « système des idées et des représentations qui domine l'esprit d'un homme et d'un groupe social » (correspondant à la définition que Marx lui a donné dans sa jeunesse), soit, qu'en reprenant la définition élargie d'Althusser, on la

désigne comme la « représentation du rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence » (Althusser, 1976, p. 34-38), nous parvenons à la même conclusion. La construction d'un cadre contestataire implique forcément une activité de manipulation et de production idéologique. L'idéologie, tout en ne correspondant pas au cadre contestataire au sens propre, précisément parce qu'elle engage des opérations conceptuelles finalisées à recruter de nouveaux adhérents, constitue certainement l'une des principales bases symboliques pour le produire. Dans cette perspective, nous pouvons par exemple présumer que les groupes luttant pour les droits des homosexuels se placent à contre courant par rapport à l'appareil idéologique familial et que les médiactivistes sont engagés dans des tentatives de déstructuration de l'appareil médiatique dominant.

Bien que les mouvements sociaux contemporains affichent une volonté de se démarquer des clivages politiques traditionnels, les idéologies continuent à façonner les visions et les aspirations des organisations contestataires. L'abandon des idéologies et des utopies classiques n'implique donc pas une disparition de la dimension idéologique mais, tout au plus, il encourage la construction de nouvelles idéologies, parfois plus sociétales, liées aux modes de vie ou alors inspirées par des valeurs démocratiques générales. À notre sens, l'activisme, en tant que processus collectif de création symbolique visant à modifier un aspect de l'ordre social, est toujours porteur d'une démarche idéologique même quand celle-ci n'est pas identifiable avec les clivages politiques *stricto sensu*. En ce sens, ce déplacement des idéologies du domaine politique orthodoxe aux autres spectres de la vie sociale n'implique pas forcément une absence de la dimension idéologique mais il témoigne plutôt d'un processus d'évolution et de « dilution » du champ politique ayant des impacts variables sur les mécanismes de formation des cadres contestataires.

### **1.3.6 La place des cadres dans le modèle politique intégré**

Le modèle politique intégré est une approche globale qui combine trois perspectives dominantes en sociologie de la mobilisation : l'étude des ressources et des structures organisationnelles (« mobilizing structures »), l'analyse du contexte institutionnel (appréhendé par la « structure des opportunités politiques ») et le paradigme de l'analyse des cadres (fondé sur la « frame analysis »). Cette perspective a été exposée dans un ouvrage collectif de McAdam, Zald et McCarthy avec l'intention de démontrer la nature instable des opportunités politiques car toujours dépendantes des évaluations subjectives et des décodages des militants (McAdam, Zald et McCarthy, 1996).

Le modèle initial porte la paternité de McAdam selon lequel la réussite d'un mouvement social dépend des facteurs liés au processus socio-économique, de l'expansion des opportunités politiques, de l'efficacité des organisations internes mais aussi des conditions favorisant la « libération cognitive » (McAdam, 1982). Bien que McAdam ait le mérite d'introduire l'importance des aspects cognitifs dans les dynamiques de contestation, l'aspect subjectif de la libération cognitive demeure délaissé, au moins jusqu'au travail collaboratif avec McCarthy et Zald. Ici, le processus de cadrage est défini d'une manière substantielle dans les termes de « stratégies déployées délibérément par des entrepreneurs de mobilisation pour concevoir des représentations partagées du monde et d'eux-mêmes qui légitiment l'action collective et motivent à la rejoindre » (McAdam, McCarthy et Zald, 1996, p. 6).

Dans tous les cas, le rôle du processus de cadrage dans l'étude des mouvements sociaux a été l'objet de différentes interprétations qui peuvent être résumées à travers deux lectures principales : la première le conçoit comme un élément qui crée une médiation entre les facteurs structurels et l'action (Gamson, Meyer, 1996) ; la deuxième, en tant que variable indépendante qu'il faut prendre en compte en relation avec d'autres éléments. Toutefois, dans les deux interprétations, le processus de cadrage apparaît comme un facteur secondaire par rapport aux éléments structurels.

D'autres approches intéressantes au cadrage sont constituées par les travaux de Kurzman et



de Rayner qui pointent le fait que les cadres contestataires peuvent fournir une interprétation divergente par rapport à la réalité du contexte politique (Kurzman, 1996 ; Rayner, 2005). En particulier, Rayner, à partir de l'étude du phénomène des rondes citoyennes en Italie, conclut que l'essor et le reflux rapides des rondes citoyennes entre 2002 et 2003 seraient une conséquence des interprétations variables que les acteurs ont fait de leur environnement.

En ligne générale, les difficultés de déterminer une variable aussi subjective rendent difficile de considérer le processus de cadrage en tant qu'élément déterminant dans l'émergence et la réussite de la mobilisation. Ainsi, bien que cette variable ait été traitée dans de nombreux travaux (Klandermans, 1984 ; Cress, Snow, 2000 ; McAdam, 1982 ; Trivedi, 2003 ; Noonan, 1995 ; Diani, 1996), l'efficacité des cadres contestataires semble toujours être dépendante de la configuration des opportunités politiques ou d'autres facteurs structurels. Les limites du processus de cadrage semblent alors être liées à ce que Steinberg appelle la structure des opportunités « culturelles » ou « discursives ». Selon le point de vue de cet auteur, les discours protestataires dépendent du discours hégémonique et institutionnel (Steinberg, 1999). Cette position, partagée par bon nombre d'observateurs ( Spillman 1995 ; Brand, 1990 ; Tarrow 1992 ; William 2004 ; Polletta, 1998 ; Giugni et Passy, 2006), souligne la dépendance du processus de cadrage des sources culturelles et discursives dominantes. Cet aspect pourrait avoir une incidence similaire à celle de la SOP (Structure des Opportunités Politiques), ce qui a amené Koopmans et Statham à parler de « structure d'opportunités discursives » (Koopmans et Statham 1999).

Toutefois, comme nous l'avons déjà observé, il ne faut pas penser que les mouvements entrent forcément en résonance avec le cadre culturel favorable (Ferree, 2003). En effet, la dimension stratégique et « marketing » n'est pas forcément celle privilégiée par les organisateurs ou les activistes. L'extrême variété des formes expressives et des contenus contestataires nous suggère encore une fois d'éviter tout modèle statique et mécaniste qui ne peut pas prendre en compte l'espace de liberté et de manœuvre dont disposent les organisations contestataires.

## **1.4 La nouvelle littérature des mouvements sociaux**

### **1.4.1 Le mouvement social aujourd'hui**

En coïncidence avec les processus de changement macro-sociologique qui ont concerné l'Occident, les études sur les phénomènes collectifs se sont progressivement dirigées vers l'analyse d'une forme protestataire spécifique correspondant au mouvement social. Ce choix est lié, d'une part, à l'évolution historique des formes contestataires qui s'est traduite par une affirmation du mouvement social en tant que principal moyen et vecteur de la mobilisation dans les sociétés contemporaines et, de l'autre, à l'intérêt suscité par les aspects organisationnels, communicationnels et symboliques caractérisant cette forme protestataire.

Les différentes approches analysées contribuent mutuellement à définir les éléments qui constituent un mouvement social, à en décrire son champ d'action, son activité, ses stratégies et ses modes organisationnels ainsi que les rapports qu'il entretient avec la sphère politique et les autres domaines de la vie sociale et culturelle. Si pour la tradition du « comportement collectif » le mouvement social constituait l'une des formes d'expression de l'action collective, avec l'approche de la mobilisation des ressources, le mouvement social s'affirme en tant que forme protestataire propre aux sociétés contemporaines.

Afin de comprendre les mutations intervenues dans le champ militant contemporain, il est donc indispensable de dessiner les frontières du mouvement social et de décrire ses composantes. Ce travail de réflexion est nécessaire pour cerner correctement notre objet d'étude et se relier à un univers de recherche spécifique.

Tout d'abord, comme précisé par Blumer, le terrain des mouvements sociaux se situe en dehors de la zone systémique et institutionnelle (Blumer, 1951, p. 129-130). Cela veut dire que le travail de ses adhérents ne va pas dans le sens des intérêts de structures ou d'organismes sociaux préexistants mais il vise à rétablir des nouveaux équilibres là où le système s'est manifesté défaillant. Le mouvement social dérive, donc, d'un échec institutionnel dans la gestion des conflits, il est un élément qui perturbe l'ordre social, qui souligne les faiblesses des institutions en opposant la spontanéité de ses revendications aux mécanismes de contrôle et de domination (Touraine, 1993). En ligne générale, bien que l'action d'un mouvement social puisse correspondre aux intérêts d'une catégorie spécifique, ses objectifs sont souvent rattachés à l'éthique du bien commun. L'autre caractère qui identifie le mouvement social et le distingue d'autres phénomènes de foule est celui de sa durée et de sa continuité dans le temps. Cet élément est présent dans toute la littérature consacrée aux mouvements sociaux, de Blumer à Tilly. En effet, déjà dans l'idée de Blumer, le mouvement social correspond à une foule dont l'action est destinée à durer dans le temps. L'élément temporel est également souligné dans les travaux de Turner et Killian pour lesquels le mouvement social est toujours caractérisé par une certaine continuité (Turner and Killian 1957, p. 308).

Même dans la contribution de Lang et Lang, qui définissent le mouvement social en tant qu'action collective diffuse et continue, nous retrouvons cet accent sur le facteur temporel.

Dans le modèle de McCarthy et Zald, cet aspect résulte être implicite mais tout autant important. En effet, une entreprise de la contestation ne peut pas se constituer sur le temps court. Enfin, la continuité temporelle de l'action des mouvements sociaux est explicitée clairement dans la définition de Tarrow et Tilly où le mouvement social correspond à une campagne durable de revendications qui utilise des représentations répétées (Tilly et Tarrow, 2008).

Le mouvement social semble donc différer d'autres formes de mobilisation liées à des événements circonscrits dans le temps et qui se concentrent sur une poignée d'actions contestataires. Mais le facteur temporel ne suffit pas en soi pour définir le mouvement social. En effet, la continuité des revendications est importante car elle constitue la prémisse pour une

construction symbolique du mouvement et pour la stabilisation de ses valeurs. En ce sens, considérée la vitesse à laquelle les collectifs contestataires se mobilisent et se démobilisent dans la société contemporaine, nous avons été portés à identifier les mouvements sociaux sur la base de leur capacité à constituer une identité définie, des symboles et des représentations précises plutôt qu'à considérer la durée effective de leur action. Cette existence caduque et éphémère des contestations contemporaines est due aux phénomènes d'accélération de l'histoire dont nous avons déjà parlé et à la vitesse à laquelle circule l'information. La constitution et la disparition rapide des mouvements indiquent aussi que des événements conjoncturels, en dehors des aspects structurels considérés dans le modèle de la SOP (Structure des Opportunités Politiques), ont la capacité de déclencher une mobilisation rapide des groupes sociaux dont les revendications et les motivations étaient restées jusqu'à là dormantes. La construction de l'identité collective doit alors être considérée comme un processus lent et dispersé qui ne s'accomplit pas seulement au sein des mouvements mais qui doit être recherché en amont et en aval de la mobilisation ainsi que dans l'ensemble des lieux voués à l'interaction et à l'échange.

Le mouvement social constitue donc le point final d'un processus plus longue, le lieu où des idées et des perceptions latentes deviennent conscientes et manifestes et le moyen pour lui donner une consistance, une visibilité et un impact social. Nous pensons aussi que la communication numérique, en contribuant à multiplier les espaces de rencontre et de débat, peut encourager la formation de nouveaux groupes contestataires mais elle en accentue, au même temps, le caractère éphémère.

Toutefois, la démobilisation rapide des groupes n'implique pas l'absence de valeurs ou des représentations qui souvent continuent à exister et à être pertinentes même après la disparition du mouvement. Contrairement à la position défendue par Alain Touraine, selon lequel il n'existent plus des véritables mouvements sociaux assimilables au mouvement ouvrier (Touraine, 1993), nous pensons que, malgré la difficulté indéniable de constituer des campagnes durables, il existe une certaine continuité entre la forme classique du mouvement social et les mouvements contemporaines. Bien que, contrairement aux mouvements analysés dans ce travail, le développement du mouvement ouvrier ait pu être observé sur une longue durée, les mécanismes de construction de l'identité collective, le niveau d'engagement et les moyens déployés pour l'action ne semblent pas être moins incisifs ou efficaces.

Les différences, par rapport au modèle du mouvement ouvrier, concernent, d'un côté, la base, plus hétérogène et non plus rassemblée seulement en fonction des marqueurs idéologiques et de classe, et, de l'autre, la typologie des revendications, aujourd'hui souvent déconnectées de la politique orthodoxe et constituées à partir d'une démarche plus sociétale. Mais ce déplacement du terrain politique à celui des valeurs sociales n'implique pas toutefois l'absence d'enjeux politiques. Les groupes observés proposent une critique de la logique des partis et du modèle de la démocratie représentative. En ce sens, leur refus de se reconnaître dans la structure du parti détermine la volonté de repenser les mécanismes de la participation citoyenne afin de combler l'écart qui s'est créé au fil du temps entre les centres décisionnels et la société civile.

Dans cette perspective, nous pouvons remarquer que le mouvement social actuel correspond, dans la plupart des cas, à la forme protestataire expressive décrite par Blumer (Blumer, 1951) mais aussi aux mouvements centrés sur les valeurs et sur la participation dont nous parle Smelser (Smelser, 1963). Toute en visant des changements sociaux majeurs, ces groupes ne prônent pas des idées subversives et radicales, ils ne défendent pas non plus les intérêts d'une catégorie socio-professionnelle précise, mais ils visent à affirmer, à la fois politiquement et culturellement, certains principes démocratiques. En ligne avec la tendance expressiviste, leur objectif coïncide très rarement avec un bouleversement historique immédiat mais il correspond plus souvent à une affirmation concrète de valeurs générales.

La question qui se pose est donc celle de comprendre si les mouvements contemporains conservent la dimension historique qu'Alain Touraine attribue au mouvement ouvrier ou si,

au contraire, constituent des formes élémentaires du mouvement social. Selon Alain Touraine, les mouvements élémentaires sont de trois types : les groupes de pression qui, basés sur le principe de l'identité et se limitant à la défense de leurs intérêts, ont une influence limitée sur le changement historique ; les forces de protestation qui, se référant au principe d'opposition dans des circonstances précises, finissent par avoir une existence fragile ; et, enfin, les mouvements d'idées sociales reposant sur le principe de totalité et se référant aux valeurs générales de la civilisation industrielle (Touraine, 2000, p. 161-162).

Chez Touraine, ces trois principes déterminent également la formation de la conscience collective dans le sens où le principe d'identité permet au mouvement de se reconnaître en tant que sujet politique, le principe d'opposition lui permet d'identifier ses opposants et le troisième définit, en termes plus larges, le champ du conflit social à l'intérieur de la société (Touraine, 2000, p. 161-162).

Selon Touraine, un mouvement social acquiert pleinement une dimension historique quand les trois principes sont réunis (Touraine, 2000). Les mouvements historiques sont caractérisés par une double tendance à l'utopie et à l'idéologie dont la relation et l'opposition traduisent la dialectique du sujet historique (Lebel, 2010, p. 69). L'utopie est conçue comme « tout effort d'un acteur historique pour s'identifier directement au sujet historique, au-delà des médiations institutionnelles et organisationnelles » tandis que l'idéologie est à entendre comme « toute identification de ces médiations au sujet historique, qui se trouve ainsi *désobjectivé*, réifié » (Touraine, 2000, p. 164). Les dimensions utopiques et idéologiques sont en relation avec l'évolution des formes d'aliénation. En se référant principalement au contexte du travail ouvrier, Touraine identifie trois formes d'aliénation principales : l'aliénation techniciste, correspondant à la privation de la maîtrise de l'outil de travail, l'aliénation bureaucratique, liée à la privation du produit de son travail, et l'aliénation politique, dérivée de l'impossibilité de participer au processus décisionnel au sein de l'entreprise. Touraine fait donc correspondre à la première forme d'aliénation les idéologies techniciennes qui légitiment la domination des techniciens sur les travailleurs (le taylorisme). Cette idéologie engage les utopies professionnelles qui visent à donner au travailleur une conscience directe de son rôle de producteur (anarchisme ouvrier). À la deuxième forme d'aliénation, correspondent les idéologies bureaucratiques qui soumettent le sujet aux règles de l'organisation rationnelle et qui sont à relier aux utopies communautaires prônant une participation directe à toute décision collective. Enfin, la troisième forme d'aliénation correspond à l'idéologie politique qui identifie l'individu à la collectivité et se relie à l'utopie libertaire revendiquant le droit à la spontanéité de l'individu face aux contraintes de la société globale (Lebel, 2010, p. 70). L'ensemble des idéologies ne doit pas être conçu comme une volonté de défendre des intérêts particuliers mais comme un moyen pour servir la collectivité. De la même manière, les utopies ne correspondent pas à une illusion mais, en tant que moyen pour lutter contre l'aliénation des idéologies dominantes, elles revêtent une fonction créatrice à l'intérieur de la société (Lebel, 2010, p. 70).

Si nous essayons d'appliquer d'une manière intuitive le cadre théorique de Touraine à la « politique contestataire » actuelle, nous nous apercevons que les mouvements contemporains sont en mesure de réunir au moins deux des trois principes élaborés par le sociologue. Les mouvements contemporains construisent leur identité en relation avec leurs intérêts de groupe et en opposition aux élites. La plupart des mouvements sont animés par des principes et des valeurs générales. Ces valeurs, souvent aux accents utopiques, correspondent aussi au levier principal de la mobilisation des adhérents potentiels. Tout en refusant les formes violentes et radicales de protestation, ces mouvements semblent manifester une conscience historique et s'affirment dans la société par le biais de leur portée innovatrice. Les utopies développées au sein des mouvements sociaux contemporains, qu'elles soient liées aux formes de démocratie directe ou inspirées par la technologie numérique, sont conçues dans un esprit de création et de progrès civique. L'univers idéologique de la gauche ouvrière semble donc avoir été supplanté par un ensemble de valeurs démocratiques et libertaires.

L'importance du processus de création d'un système de valeurs qui donne une impulsion à l'action collective ne constitue pas une nouveauté en sociologie de la mobilisation. En effet, cet aspect était déjà présent dans l'approche du « comportement collectif » à travers les concepts de « norme émergente » (Turner et Killian, 1957) ou de « croyance généralisée » (Smelser, 1963). Toutefois, cette approche a été longtemps négligée par le paradigme de la mobilisation des ressources, plus centré sur les aspects stratégiques et organisationnels. Bien que d'une manière trop mécaniste et statique, cette dimension réacquiert de l'importance avec l'émergence de la « frame perspective » qui considère le processus d'alignement entre les valeurs des individus et celles du mouvement comme une condition indispensable pour le passage à l'action (Snow, Rochford, Worden et Benford, 1986).

Dans l'environnement numérique, le processus discursif de construction de sens est primordial tant pour définir une identité partagée que pour stimuler la participation et l'engagement. Dans cette perspective, l'analyse de contenu que nous avons menée sur les différentes plate-formes interactives prend en compte également les mécanismes de construction des cadres contestataires. En effet, les mouvements en ligne se constituent à partir des idées et des revendications qui ont les plus de visibilité et le plus de soutien de la part des internautes. Toutefois, il ne suffit pas de disposer d'une plate-forme bien conçue et bien référencée : le déclenchement d'une mobilisation dépend surtout de la constitution d'une vision forte et partagée par une *masse critique* informatisée. En d'autres termes, le modèle entrepreneurial ne peut pas en soi justifier du succès ou de l'échec d'un mouvement.

Malgré son influence sur la durée et le succès des campagnes, la force de l'organisation qui, dans l'environnement d'Internet, se traduit par l'efficacité des stratégies de communication, de référencement et de conception des pages web, ne peut pas être considérée comme la seule déterminante. À la base de la constitution de l'identité d'un groupe contestataire, il est nécessaire de toucher un nombre considérable d'internautes disponibles à participer activement au débat et à la production des contenus en ligne. L'activation et l'intensification des pratiques info-communicationnelles des internautes autour d'un projet sont donc à considérer comme des ressources fondamentales pour la naissance et l'aboutissement du projet contestataire même. Cette forme d'engagement correspond bien aux traits propres à notre société, à sa tendance à l'individualisation, à l'importance accordée aux réseaux de communication et à la valorisation des compétences et des ressources citoyennes.

#### **1.4.2 Y a-t-il des nouveaux mouvements sociaux ?**

L'appellation « nouveaux mouvements sociaux » est historiquement liée à l'émergence des mouvements étudiants, pacifistes et écologistes des années 1960 et 1970 et, plus en particulier, à l'apparition, au cours des années 1980, des mouvements dits « identitaires ». Ce concept a été introduit dans le vocabulaire de la sociologie des mouvements sociaux précisément en 1980 par Alberto Melucci (Melucci, 1980). Confronté à l'extrême hétérogénéité des revendications qui allaient de celles écologistes et séparatistes à celles féministes ou anti-raciales, le sociologue perçut l'émergence d'un nouveau paradigme de l'action contestataire non plus centré sur le conflit politique (Tarrow et Tilly, 2008) mais fondé en premier lieu sur le processus de construction de l'identité collective (Melucci, 1982 ; 1988).

En ligne générale, l'approche des nouveaux mouvements sociaux se fonde sur l'idée que ces mouvements constituent une réaction aux changements structurels intervenus dans les sociétés occidentales (Klandermans et Tarrow, 1988). En effet, l'importance accordée au travail identitaire des acteurs protestataires a été interprétée comme une réponse aux changements macro-structurels reconductibles à cette période. La fin du XX siècle a été effectivement marquée par une vague de changements majeurs qui vont de l'accélération du processus d'internationalisation politique et financière à l'émergence de nouvelles technologies de la communication permettant l'interconnexion et l'échange rapide des informations au niveau

planétaire. Cette multiplication des possibilités communicationnelles aurait déterminé l'émergence de nouveaux espaces voués à l'action contestataire. En arrière plan des processus de globalisation, la première évaluation importante élaborée par Melucci concerne la rupture dans l'attitude que les nouveaux groupes contestataires manifestent vis-à-vis du pouvoir. Contrairement aux mouvements actifs dans le passé, les nouveaux mouvements ne semblent pas être intéressés à la conquête du pouvoir politique (Melucci, 1996). Cette observation apparaît déstabiliser les fondements mêmes de la discipline qui s'étaient essentiellement axés sur le modèle du processus politique et de la politique du conflit (Tilly, 1976; Tarrow, 1994 ; McAdam, D., S. Tarrow et C. Tilly , 1995, 2001 ;).

Il émerge alors une nouvelle dichotomie conceptuelle qui distingue les mouvements stratégiques, « strategy-oriented », des mouvements identitaires, « identity-oriented » (Cohen J. 1985 ; Touraine, A. 1981, Rucht, 1988). Cette dichotomie reflète aussi le fossé qui s'est creusé entre les tenants du modèle du processus politique et les affiliations de la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Si les premiers considèrent l'État-nation et ses institutions comme des acteurs centraux du conflit politique, les deuxièmes se concentrent sur le processus de rationalisation et de bureaucratisation de la vie sociale et sur l'importance d'affirmer les identités et les statuts sociaux dans le nouveau cadre de la globalisation. Toutefois, bien que cette nouvelle classification soit utile pour réfléchir aux nouveaux objectifs et aux nouvelles cibles de l'action protestataire, certains travaux ont montré que la distinction entre les deux types de mouvement n'est pas si nette et que de nombreux groupes ont tendance à combiner la forme expressive-identitaire avec celle stratégique et instrumentale (Kriesi, Koopmans, Duyvendak et Giugni, 1995).

Même en ce qui concerne la critique des approches du modèle politique, d'autres travaux, s'intéressant par exemple aux mouvements américains contemporains, ont montré que la plupart de ces groupes (écologistes, pacifistes, Indiens d'Amérique, militants des droits humains) continuent à s'adresser aux institutions et aux élites politiques conventionnelles (Van Dyke, Soule et Taylor, 2004).

Un autre point crucial de la théorie de Melucci concerne l'importance que les nouveaux mouvements accorderaient aux mécanismes délibératifs et de participation directe en refusant toute forme de médiation ou de représentation (Melucci, 1996). Selon cet auteur, nous assistons à l'émergence de nouveaux conflits fondés sur l'opposition entre les concepts de centre et de périphérie, d'inclusion et d'exclusion dans la manière même de vivre la citoyenneté.

Les travaux portant sur les mouvements transnationaux s'inscrivent dans ce nouveau cadre analytique. Selon les observateurs des mobilisations internationales, l'affaiblissement des pouvoirs de l'État-nation face à l'émergence des organismes transnationaux aurait contribué à encourager le déplacement des revendications vers des thématiques globales (telles que la défense des droits humains ou la protection de l'environnement). En développant des arguments proches à ceux de Castells, Melucci suggère que, dans une société basée sur les activités informationnelles et où les systèmes de communication et de pouvoir passent d'une forme centralisée à une organisation en réseau, le contexte de l'action collective en résulte totalement bouleversé (Melucci, 1996). Dans cette perspective, les tendances à la décentralisation et l'importance accordée aux aspects culturels par rapport aux facteurs matériels impliqueraient une approche et une pratique nouvelles de la contestation (Melucci, 1988 ; 1996).

L'autre grande contribution au développement de la théorie des nouveaux mouvements sociaux est constituée par l'approche actionnaliste d'Alain Touraine. Dans le cadre théorique développé par Touraine, l'émergence des nouveaux mouvements sociaux est liée au processus de déclin du mouvement ouvrier. L'auteur met en relation ce phénomène avec des facteurs macro-économiques et sociaux impliquant un passage des sociétés industrielles avancées à un nouveau système sociétal qu'il appelle « société post-industrielle » (A. Touraine 1969). La société post-industrielle se caractérise par le primat des activités culturelles sur celles

matérielles qui avaient été au cœur du modèle fordiste. L'érosion du mouvement ouvrier se présente donc comme une conséquence logique du déplacement de l'objet central des conflits sociaux du travail et de son organisation vers la consommation culturelle et son contrôle de la part des technocrates. Ainsi, le mouvement ouvrier s'institutionnalise, surtout par le biais de l'action syndicale, perd sa conscience de classe et se déconstruit progressivement. Parallèlement, les nouvelles revendications s'éloignent de la conscience de la classe ouvrière et se construisent en dehors de celle-ci (Touraine, Wiewiorka, Dubet, 1984, p. 316).

Les mouvements décrits par Touraine, non plus motivés par une logique de classe et portant des nouvelles revendications sociales et culturelles, semblent non seulement se distinguer nettement de l'idéal-type du mouvement ouvrier mais aussi du mouvement social national décrit par Tarrow et Tilly. Comme nous l'avons déjà rappelé, le premier point de distinction est constitué par une composition hétérogène de la base des nouveaux mouvements. À ce propos, Alain Touraine parle d'un phénomène de déplacement de la conscience de classe vers la « situation de classe » (Touraine, 2000). La spécialisation et l'individualisation du travail ouvrier a amené à une décomposition de la conscience ouvrière qui, n'étant plus caractérisée seulement par un rapport univoque à la production et à la hiérarchie politique, se stratifie et se fragmente donnant lieu à une pluralité de rapports professionnels et sociaux (Lebel, 2010). En outre, l'espace de la vie privée acquiert plus d'importance pour les travailleurs qui ne s'identifient plus uniquement par rapport à la position qu'ils occupent dans le système de production. Dans les nouveaux mouvements sociaux, la conscience de classe se transformerait, donc, en conscience citoyenne.

Ce point de vue est partagé par la plupart des théoriciens des nouveaux mouvements sociaux qui soulignent l'abandon progressif des questions matérielles en faveur des questions culturelles, identitaire ou liées à la reconnaissance (Melucci, 1980 ; Offe, 1985 ; Pizzorno, 1978 ; Touraine, 1981 ).

En essayant de classifier les nouveaux thèmes de la contestation, Brand identifie trois nouveaux conflits structurels : les conflits «noyau industriel vs marginalisés », « matérialistes vs post-matérialistes » et «modernisme vs anti-modernisme» (Brand, 1990, p. 156-161). Selon l'auteur, ces mouvements se développent principalement sur le plan des « initiatives de citoyens », qui se mobilisent contre des grands projets publics ou industriels, et sur le plan des groupes du milieu alternatif et de la contre-culture. Les nouveaux mouvements adopteraient une logique plus expressive par rapport aux mouvements précédents et concevraient l'action collective et les identités produites comme une fin en soi (Hirschman, 1982). Cherchant à organiser l'extrême diversité des revendications et des approches de la contestation, plusieurs auteurs ont essayé de fournir des classifications en distinguant les mouvements «stratégiques» des mouvements « identitaires » (Cohen, 1985 ; Pizzorno, 1978 ; Rucht, 1988). À l'intérieur de la branche identitaire, d'autres proposent de distinguer les mouvements sous-culturels (tels que le mouvement des femmes ou des homosexuels), où les identités sont constituées principalement à partir des interactions à l'intérieur du groupe concerné; des mouvements contre-culturels (tels que les squatters) qui constituent leurs identités à travers la confrontation avec d'autres groupes (Koopmans, 1995).

Dans tous les cas, il émerge une tendance à *culturaliser* la mobilisation qui, d'une action menée en défense d'un intérêt de groupe, devient un moyen pour revendiquer un style de vie alternatif ou pour construire des nouvelles identités sociales. L'action collective se serait donc déplacée d'une forme stratégique ou instrumentale vers une forme d'action identitaire (Melucci, 1980 ; Offe, 1985 ; Pizzorno, 1978 ; Touraine, 1981). Toutefois, certaines analyses comparatives conduites à ce sujet montrent que les mouvements identitaires ne sont pas si fréquents et que la plupart des actions collectives représentent le domaine des « initiatives de citoyens » (Duyvendak et Giugni, 1995) et non forcément le versant identitaire.

La distinction entre identité et intérêt soulignée par Cohen (Cohen, 1985) ne semble donc pas être théoriquement et empiriquement fondée. En réalité, « les mouvements sociaux nationaux ont toujours associé la promotion de l'identité d'un groupe social et la défense de ses

intérêts » (McAdam, Tarrow, Tilly, 1998). Ce dyade stratégique était présente également dans le modèle du mouvement ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle où, à côté des revendications salariales, les ouvriers demandaient également la reconnaissance de leur dignité et de leur identité (McAdam, Tarrow, Tilly, 1998). Bien que l'aspect identitaire puisse sembler plus central au sein des mouvements actuels, le travail de construction des cadres identitaires était déjà présent dans de nombreux mouvements et groupes d'intérêt actifs depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle (Calhoun, 1994 ; D'Anieri et alii., 1990). Nous préférons donc nous appuyer sur le concept de « mouvement social » nous permettant plus aisément de capturer la totalité des composantes de l'action contestataire et d'identifier son parcours historique.

Nous reconnaissons, par contre, que les représentations de la plupart des mouvements actuels se fondent sur des valeurs sociales et démocratiques et sont souvent axées sur les concepts de communication et de participation par le bas plus que sur les clivages de la politique orthodoxe. Toutefois, la dépolitisation apparente des groupes contestataires n'implique pas l'absence d'une dialectique politique avec le pouvoir ni la disparition des questions matérielles (Mathieu, 2007). En coïncidence avec la crise internationale, de nombreux groupes contestataires actuels continuent à porter des revendications qu'on peut considérer comme classiques (le travail, le précaire, le chômage, la retraite, les acquis sociaux, l'éducation ...). En d'autres termes, les nouveaux contestataires, tout en montrant une certaine méfiance vis-à-vis de *la* politique, n'ont pas perdu leur ancrage et leur intérêt pour *le* politique.

Comme Offe a pu le souligner, ces mouvements, même quand ils ne visent pas le contrôle de l'État, ils encouragent souvent l'émergence d'un nouveau « paradigme politique » (Offe, 1985). Selon cet auteur, l'objectif des « nouveaux mouvements sociaux » serait celui de politiser les pratiques de la société civile afin de s'émanciper du contrôle croissant de l'État sur les sphères intermédiaires de la vie sociale (Offe, 1994). Le terrain d'action des nouveaux mouvements sociaux correspondrait donc à un « terrain politique non institutionnel » situé à mi-chemin entre la sphère privée et la sphère publique. (Offe, 1994). La création de nouvelles identités, tout en recouvrant un rôle de plus en plus central dans le processus de mobilisation, ne constitue donc pas forcément la seule finalité des nouveaux mouvements. En effet, il résulte très difficile de séparer l'aspect identitaire de l'aspect stratégique et instrumental précisément parce que l'identité contribue à délimiter le champ et les dynamiques conflictuelles à l'intérieur de l'espace social. En outre, l'identité se construit toujours à travers des processus d'opposition et d'assimilation et elle ne peut pas être isolée des intérêts, des aspirations et des démarches politiques et culturelles du groupe même.

En premier lieu, la centralité du processus de construction de l'identité, interprété par Melucci comme le signe d'une rupture avec le modèle du conflit politique, semble en réalité avoir toujours constitué un aspect crucial dans les phénomènes de mobilisation. En deuxième lieu, même en ce qui concerne la tendance à culturaliser la contestation, nous pouvons affirmer que, malgré un certain retard dans l'intérêt que la recherche a porté vers cet aspect, la culture a toujours eu une place primordiale dans le processus contestataire. En ce sens, la relation avec la culture doit être considérée tant comme un phénomène d'interactions externes au mouvement que comme un processus de création interne (d'Anjou et Van Male, 1998). Les mouvements sociaux sont cadrés culturellement, ils sont ancrés dans un univers culturel spécifique et, au même temps, ils produisent, par le biais de leur travail de signification, des transformations culturelles (Johnston and Klandermans, 1995, p. 20).

Cette distinction fait émerger un autre point de réflexion important concernant la diversité des processus culturels internes aux mouvements par rapports aux processus reliés à la société dans son ensemble (Gamson et Modigliani, 1989). L'activité de cadrage des mouvements sociaux peut en effet assumer un caractère paradoxal (Leo d'Anjou et John Van Male, 1998). Cette complexité du processus de cadrage est due en effet à la volonté des mouvements de concilier deux opérations contradictoires : la création de contenus innovateurs et provocateurs vis-à-vis de la pensée dominante et, au même temps, la nécessité de préserver une certaine résonance avec les codes culturels propres à une société donnée. En réalité, la résolution de ce



nœud problématique pourrait passer par une analyse croisée de l'identité et de la stratégie adoptée par le mouvement. Les mouvements liés aux sous-cultures ou aux milieux alternatifs, tout en visant la défense de principes universellement acceptés, seront plus portés à opérer une rupture des codes culturels dominants tandis que d'autres mouvements, plutôt centrés sur les questions sociétales et liées à la qualité de la vie (comme les mouvements écologistes par exemple), pourraient se montrer plus sensibles au respect des valeurs culturelles générales et plus inclinés à s'engager dans un processus d'institutionnalisation.

Dans tous les cas, les processus culturels internes aux mouvements constituent un défi pour les autorités et pour la culture hégémonique. En ce sens, la genèse de l'action collective passe par la résistance subjective au contrôle des codes culturels qui régissent la définition de la diversité (Farro, 2000). Dans cette perspective, les mouvements considérés comme identitaires finissent par avoir la même fonction revêtue par les mouvements sociaux nationaux analysés par Tilly : rendre manifestes les anomalies et les défaillances du système et proposer des interprétations alternatives de la réalité. Même si certains mouvements ne visent pas directement la prise du pouvoir politique, le but sur le long terme est de faire évoluer les discours publics ainsi que le fonctionnement de l'arène politique. En ce sens, nous pouvons affirmer que les mouvements dits « nouveaux » manifestent une claire continuité avec le mouvement social classique dans la forme définie à partir de sa première apparition dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle (d'Anjou et Male, 1998).

Les vieux comme les nouveaux mouvements élaborent des stratégies argumentatives et discursives, puisent dans les univers culturels et dans les croyances disponibles et essaient d'affirmer des nouvelles valeurs afin d'encourager le changement social. Malheureusement, la « frame perspective », l'approche la plus à même d'analyser la dimension culturelle des mouvements sociaux, s'est concentrée essentiellement sur les stratégies de recrutement et sur les processus de signification internes en négligeant les aspects liés aux perceptions, aux appropriations et aux interprétations que les autres sphères sociales font des cadres contestataires. La réflexion de Melucci et de Touraine contribue ainsi à combler cette lacune de la discipline et à stimuler le développement de nouveaux angles d'observation de l'action collective dans le contexte actuel.

Bien que complémentaires, leurs approches aux mouvements sociaux ouvrent deux axes de recherches différents : tandis que Melucci a centré son analyse des nouveaux mouvements sociaux sur le processus de construction de l'identité en tant que finalité essentielle des réseaux contestataires, Touraine s'est plutôt interrogé sur la fonction historique des mouvements.

Malgré leur intérêt certain, ces thèses présentent un certain nombre de faiblesses. Il faudrait tout d'abord prouver que les rapports capitalistes de domination sont complètement dépassés. Ensuite, il serait utile de s'interroger sur les éléments de continuité qui lient les soi-disant « nouveaux mouvements sociaux » au mouvement ouvrier au lieu de rester figés sur une théorie dogmatique de la rupture. Enfin, en ce qui concerne le processus d'historisation dont parle Touraine, l'idée d'un mouvement historique central qui oriente l'action contestataire pourrait ne plus correspondre aux traits propres à la société contemporaine.

Bien que le passage à un nouveau paradigme soit loin d'être prouvé, les approches de Touraine et de Melucci suggèrent que les conflits sociaux ne concernent pas seulement le champ politique ou matériel mais ils se situent également au niveau du champ culturel. Dans cette perspective, les mouvements sociaux ne se limitent pas à interagir avec le système mais ils constituent eux-mêmes des systèmes d'actions fonctionnant à l'intérieur d'un champ systémique (Melucci, 1985, p. 792). En se démarquant du processus de la reproduction sociale, Alain Touraine désigne le processus de « l'historicité » comme la capacité des sociétés d'agir sur elles-mêmes à travers la prise de conscience de leurs actions et l'ensemble des orientations culturelles et sociales (Touraine, 1973, p. 33).

Le passage à une perspective actionnaliste et réflexive nous paraît donc essentiel pour se rapporter à l'action contestataire dans une société qui a fait de l'autodétermination son principal leitmotiv.

### 1.4.3 Le concept de classe dans le nouveau cadre de la contestation

L'émergence des théories des nouveaux mouvements sociaux implique également une réflexion autour de l'évolution des concepts de classe et de conscience de classe qui étaient à la base de l'interprétation marxiste du conflit social. Si Marx concevait la classe comme une entité homogène strictement dépendante des rapports de production caractérisant la société capitaliste, aujourd'hui, nous assistons à l'émergence d'une structure sociale de plus en plus stratifiée et complexe. Les rapports sociaux se définissent alors d'une manière hétérogène et ne peuvent plus être « réduits à des rapports sociaux de production ou à leurs conditions idéologiques et politiques de reproduction » (Mouffe, 1983, p. 148). Il émerge donc la nécessité de revisiter le matérialisme de Marx en intégrant l'ensemble des rapports de production capitalistes avec la diversité des pratiques culturelles et politiques qui contribuent à déterminer l'appartenance à une classe. En effet, les formes contestataires développées par les nouveaux mouvements sociaux apparaissent déconnectées des antagonismes de classe traditionnels. La cause de ce déplacement est à rechercher dans la perte de centralité du travail en tant que principale déterminante des conditions matérielles et idéologiques de la classe. Par conséquence, le sujet se définit en relation à des rapports multiples et à des rôles sociaux divers qui comprennent non seulement la sphère de la production mais aussi celles de la consommation et de l'usage (Mouffe, 1983). Les conflits sociaux s'élargissent donc naturellement à d'autres domaines sociaux et culturels. De ce processus découlent des nouvelles modalités de constitution des sujets contestataires qui dépassent le domaine strictement politique (Poulantzas, 1983, p. 40).

L'idée d'élargir le concept de classe à l'ensemble des domaines culturels et sociaux n'implique pas pour autant une disparition des classes en tant qu'acteurs essentiels du conflit social. Les classes sont alors conçues par Touraine « comme des groupes qui s'opposent l'un à l'autre dans un conflit central pour l'appropriation d'une historicité vers laquelle ils sont tous deux orientés, et qui représente l'enjeu de leur conflit » (Touraine et alii, 1984, p. 100). Toutefois, Touraine souligne que souvent chaque classe est orientée vers plusieurs rôles historiques à la fois, elle peut être « en même temps progressiste et conservatrice, élément de transformation sociale et force de résistance au changement » (Touraine, 1969, p. 72-73).

Les classes continuent néanmoins à exister par le biais de leur conscience (Touraine, 1981). Un mouvement social doit donc être appréhendé comme une classe sociale en action qui dispose d'une conscience d'elle-même et qui agit en vertu du principe de totalité. Si, dans la société industrielle, la classe dominante se constituait à travers son pouvoir d'organiser la production, dans la société post-industrielle, son pouvoir est constitué par la connaissance et par la possibilité d'accéder et de produire l'information (Touraine, 1969, p. 73). Les motivations qui poussent à la contestation seraient donc moins liées aux privations matérielles et de propriété et plus déterminées par une nouvelle forme d'aliénation provoquée par l'écart entre le niveau de connaissance des acteurs et leur possibilité concrète de participer aux décisions (Touraine, 1969, p. 86-89).

En s'éloignant de cette définition de classe en tant qu'acteur historique, Alberto Melucci reformule les notions du conflit contemporain en se référant d'une manière plus fluide aux rapports sociaux, aux objets et aux réseaux d'oppositions (Melucci, 1978, p. 42).

Tout en s'appuyant sur une théorie de la rupture, Melucci ne prévoit pas l'émergence d'une classe contestataire principale mais il se focalise sur la multiplicité des structures d'identification autres que les classes sociales. Dans son idée, les vieilles configurations de classe n'expliquent plus la naissance des mouvements sociaux parce que la nouvelle structure se réalise à l'intérieur des réseaux contestataires précisément à travers la recherche de nouvelles identités. Cette vision que l'on peut tâcher de postmoderniste est cohérente avec les fondements mêmes de sa théorie des nouveaux mouvements sociaux. En effet, dans le

paradigme délinéé par Melucci, le « nous » militant correspond à un projet réflexif, élaboré à l'intérieur des mouvements et donnant un sens à l'action contestataire (Melucci, 1982).

La théorie de Offe se situe à un niveau intermédiaire par rapport aux positions de Touraine et de Melucci. L'auteur affirme que le conflit porté par les nouveaux mouvements sociaux n'appartient pas à une classe principale mais plutôt à une nouvelle forme d'alliance sociale.

Cette alliance comprend la nouvelle classe moyenne (caractérisée par un niveau d'instruction élevé et une certaine sécurité économique), des éléments de l'ancienne classe moyenne (paysans, petits commerçants et artisans...), mais aussi et surtout des groupes périphériques ou démunis - « decommodified » - correspondant par exemple aux femmes au foyer des classes moyennes, aux étudiants, aux retraités ou aux jeunes qui ne se situent pas stablement à l'intérieur de la sphère marchande (Offe, 1985, p. 837).

L'idée de réunir les réseaux identitaires dont nous parle Melucci à l'intérieur d'une nouvelle alliance entre des catégories et des classes sociales différentes nous permet d'imaginer un pont entre l'hémisphère du travail et ceux liés aux autres domaines politiques et culturels. La théorie de Offe nous permet, donc, de décrire les changements dans la composition des classes sociales ainsi que les transformations en acte dans l'environnement du travail. Il émerge également la constitution d'une nouvelle petite bourgeoisie qui entretient des rapports variables avec les autres classes en dehors de la sphère de la production. En faisant référence à la distinction entre « class-aware » et « class-conscious » formulée par Giddens (Giddens, 1973), Offe affirme que la petite bourgeoisie possède une « connaissance de classe » plutôt qu'une « conscience de classe » (Offe, 1994). En d'autres termes, il semble que les classes engagées dans la contestation contemporaine peuvent être facilement identifiées tandis que les revendications apparaissent déconnectées des spécificités de classe car, soit très « universalistes », soit fortement centrées sur des groupes particuliers - comme dans le cas des groupes d'âge - (Offe, 1994).

En ce sens, nous pouvons affirmer que si les classes sociales n'ont pas véritablement disparu, la conscience de classe est certainement devenue une nébuleuse. En effet, elle ne constitue plus une donnée immanente, un ensemble d'éléments matériels, culturels et politiques qui précède et active la mobilisation mais elle est produite à travers la rencontre de plusieurs conditions et intérêts de classe. Elle ne se réfère plus à un domaine idéologique et politique spécifique mais elle peut se connecter avec des multiples univers culturels, économiques et sociaux.

#### **1.4.4 Mouvements sociaux et globalisation**

Dans les années 1990, les mouvements sociaux se sont de plus en plus appuyés sur une forme organisationnelle souple, informelle et décentralisée (Melucci, 1982).

Nous avons donc assisté à l'émergence d'une « nouvelle » forme organisationnelle et de « nouveaux » mouvements sociaux inspirés par la gauche libertaire (Della Porta et Diani, 1999) et par les principes de participation et de délibération collective.

Les nouveaux mouvements sociaux sont souvent identifiés avec les collectifs transfrontaliers précisément parce que le caractère transnational justifie la notion de « nouveau » introduite par Melucci. Selon de nombreux observateurs, l'émergence d'institutions transnationales et le développement de nouveaux moyens de communication produisent des nouvelles opportunités et ressources qui permettent la transformation des réseaux sociaux locaux en organisations globales. La prolifération d'une littérature consacrée aux mouvements internationaux fait penser à un véritable tournant transnational de la sociologie de la mobilisation qui jusqu'à là s'était essentiellement occupée d'étudier les mouvements sociaux à l'intérieur de leur contexte national. La question est donc celle de comprendre si les nouvelles modalités de communication sont destinées à rendre les mouvements sociaux nationaux anachroniques ou si les réseaux sociaux autochtones, tout en se conformant au nouveau contexte numérique international, continueront à structurer la dynamique de la politique contestataire.

Le point de départ des nouvelles formes d'action trans-planétaire est constitué par l'essor du mouvement altermondialiste où un ensemble d'acteurs locaux et nationaux s'est relié à une organisation globale essentiellement fondée sur la critique du marché néo-libéral. À ce propos, de nombreux chercheurs expliquent que le mouvement altermondialiste est le produit d'un ensemble de transformations macro-structurelles correspondant à la mondialisation économique, à la transformation des communications, au déclin de l'État-nation et à l'émergence d'une sphère publique transnationale (Della Porta et Tarrow, 2005 p. 234 ; Sommier, Fillieule, Agrikoliansky, 2008). L'action conjointe de ces facteurs détermine le développement de ce que Della Porta et Tarrow définissent comme un système d'« internationalisme complexe » qui implique des nouvelles menaces mais aussi des nouvelles opportunités pour les acteurs collectifs (Della Porta et Tarrow, 2005). Les spécialistes se sont alors interrogés sur les thèmes liés à l'émergence d'une « société civile globale » qui partage des valeurs universelles et qui peut porter un projet commun (Bandy et Smith, 2005).

La nature fragmentée des organisations internationales oblige les chercheurs à déplacer leur objet d'étude du mouvement social aux réseaux de mouvements. Ce changement de perspective amène parfois à traiter de la même façon des entités très différentes comme les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les syndicats et les mouvements sociaux. Pour décrire cet ensemble de sujets différents rejoignant la même cause, Keck et Sikkink forgent la notion de « *Transnational Advocacy Networks* » (TAN) qui peut être traduite avec le terme de « réseaux de défense de causes » (Keck et Sikkink, 1998). La défense d'une cause engage la promotion d'idéaux et de normes qui ne peuvent pas être directement liés à une stratégie rationnelle ou à la défense des intérêts. (Keck et Sikkink, 1998).

Il faut toutefois préciser que cette définition est liée à l'importance accordée aux ONG par les premières études autour des phénomènes transnationaux de mobilisation. Cette première littérature est critiquable parce qu'elle fonctionne dans une sorte de vide historique et théorique où l'internationalisation des thématiques liées au travail opérée par le mouvement ouvrier n'est aucunement prise en compte (Siméant, 2005). D'autres auteurs, plus tournés vers l'étude de l'altermondialisme, proposent une analyse historique et politique plus précise des processus de globalisation et de l'impact que ceux-ci ont eu dans la catégorie théorique du « mouvement social ».

Selon Donatella Della Porta, le principal mobile du mouvement altermondialiste est à rechercher dans le phénomène de rétrécissement de la souveraineté de l'État-nation suite aux pressions incessantes du capitalisme mondial. En d'autres termes, la mondialisation économique aurait remis en cause non seulement le rôle de l'État national, mais aussi « la capacité du politique à intervenir dans l'économie et à réguler les conflits sociaux » (Della Porta, 2008). Dans ce nouveau cadre politique et économique, l'alliance historiquement consolidée entre le capitalisme, l'État-providence et la démocratie semble avoir été progressivement brisée (Della Porta, 2008). Le mouvement altermondialiste aurait alors constitué une réponse contestataire à l'absence de démocratie impliquée par les nouveaux processus décisionnels des grands organismes internationaux comme le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale ou l'Organisation Mondiale pour le Commerce. Mais si, d'un côté, la mondialisation réduit l'espace de l'action politique, de l'autre, la globalisation culturelle et le développement de nouvelles pratiques info-communicationnelles jettent les bases pour la constitution de nouveaux espaces de contestation et de débat. Si Della Porta met l'accent sur l'émergence d'un mouvement qui lutte pour la « justice globale » et pour une « mondialisation par le bas » et donc sur la nécessité de renouveler la discipline dans une perspective géographique et historique (Della Porta, 2007), d'autres chercheurs insistent d'avantage sur l'ancrage national des acteurs impliqués dans le projet altermondialiste. En effets, une analyse comparative des différentes études consacrées au mouvement altermondialiste a révélé le caractère composite et polycéphale de l'organisation plutôt que l'unité de son identité globale (Sommier, Fillieule, Agrikoliansky, 2008). Tout d'abord, il émerge que la plupart des organisations qui ont adhéré au projet altermondialiste ne se sont

pas constituées à la fin des années 1990 mais elles existaient déjà au niveau national ou local (Agrikoliansky, 2005). En ce sens, leur parcours d'intégration dans le mouvement global est né, presque d'une manière stratégique, d'une volonté de combler le vide contestataire dans leur pays d'appartenance. Ensuite, les auteurs soulignent que ces acteurs sont avant tout motivés par des angoisses liées aux problématiques nationales mais que, suite au processus d'internationalisation politique et économique, ont commencé à croire et à s'engager dans un projet politique plus vaste. En ce sens, le mouvement altermondialiste aurait constitué une nouvelle occasion à saisir et une nouvelle scène pour porter des revendications partant des sphères nationales ou locales (Sommier, Fillieule, Agrikoliansky, 2008). L'ancrage national des différents mouvements est d'ailleurs prouvé par la diversité des approches aux thèmes de la globalisation. Si l'Allemagne est centrée sur les thématiques sociales, les mouvements anglais apparaissent plus focalisés sur les sujets concernant l'environnement et le développement tandis qu'en Italie, ce sont les associations de solidarité internationale et les syndicats les plus engagés à constituer le noyau des militants (Sommier, Fillieule, Agrikoliansky, 2008). La thèse sur la primauté des questions et des réseaux nationaux est soutenue par plusieurs spécialistes.

Dans son analyse sur le mouvement écologiste britannique, Rootes arrive à des conclusions similaires quand il affirme que le réseau transnational apparaît plus petit et moins actif du réseau national qui continue à être engagé sur des thèmes spécifiques aux exigences domestiques (Christopher Rootes, 2005). En outre, le programme classique d'analyse des mouvements sociaux nationaux, centré sur le modèle des opportunités politiques, sur la mobilisation des ressources et sur les cadres et les répertoires contestataires, semble pouvoir encore constituer une approche valide à l'analyse de l'action collective transnationale (McAdam et alii, 1996 ; McAdam, Tarrow et Tilly, 2001).

Différentes recherches empiriques montrent que la structure des opportunités politiques nationales ainsi que la configuration des clivages ont un impact décisif sur le niveau de participation, sur les modalités de mobilisation et sur la composition politique des mouvements globaux (D. Della Porta, 2005a ; Della Porta et alii., 2007 ; Fillieule et alii., 2005). Les mouvements transnationaux et, plus en particulier, le mouvement pour la justice globale, selon l'acception fournie par Della Porta et Tarrow, « agit avec une structure d'opportunités politiques multiniveau, dans lesquelles le contexte national détermine de façon prépondérante la mobilisation » (Giugni, Bandler et Eggert, 2007).

L'univers altermondialiste apparaît alors comme une planète éclatée où les différentes âmes se sont réunies autour de principes universels de solidarité humaine et où la construction identitaire a été en grand partie encouragée par la participation aux contre-sommets mondiaux et par l'image véhiculée à travers le journalisme amateur et les principaux médias. Cette analyse suggère que la pratique des mêmes performances contestataires et les interactions directes entre les militants sont des éléments essentiels pour souder les participants au projet. Dans cette perspective, le processus de démobilitation progressive du mouvement altermondialiste et la diversité de ses acteurs et de ses approches montrent que les réseaux locaux ont encore un rôle important dans la politique du conflit.

Cependant, les réseaux de militants transnationaux n'ont pas cessé d'exister et de coordonner des projets divers par le biais des nouvelles plate-formes collaboratives en ligne. À ce propos, les chercheurs ont identifié trois processus principaux de transnationalisation : la *diffusion*, se référant à l'élargissement des idées, des pratiques et des cadres contestataires d'un pays à un autre ; la *domestication*, en impliquant l'importation de conflits originés à l'extérieure du pays d'appartenance ; et l'*externalisation*, se référant à l'implication d'organismes internationaux dans la résolution de problèmes et de conflits internes à un pays (Della Porta et Tarrow, 2005). À ces processus élémentaires doivent être ajoutés les phénomènes de l'« action collective transnationale » dont le mouvement altermondialiste constitue l'une des formes les plus accomplies (Della Porta, Tarrow, 2005). Dans cette dernière typologie de l'action collective, tous les acteurs impliqués dans le conflit sont porteurs d'intérêts et de valeurs internationaux. Le sujet contestataire est ici représenté par un réseau d'activistes qui

coordonne une campagne internationale contre des acteurs internationaux. Ce passage des mouvements nationaux aux réseaux de mouvements transnationaux impliqueraient des changements environnementaux, cognitifs et relationnels (Della Porta et Tarrow, 2005).

L'émergence d'une nouvelle approche individualisée et médiatisée de l'action sociale ainsi que les stratégies déployées par ces nouveaux acteurs mériteraient certainement un approfondissement ultérieur de la part des spécialistes. Au-delà de la dimension cosmopolite épousée par bon nombre de collectifs contestataires actuels, il faut également s'interroger sur le rôle joué par les pratiques de l'Internet dans le processus de construction de l'identité collective, dans les choix des répertoires pour l'action et dans l'évolution des structures et des stratégies organisationnelles des mouvements contemporains.

Ces questionnements en entraînent naturellement d'autres concernant l'émergence de nouvelles arènes et de nouvelles formes de débat politique en ligne. D'un point de vue culturel, nous seront également amenés à nous interroger sur l'impact que le cadre contestataire anti-libéral développé au sein du mouvement altermondialiste a eu dans les opérations de cadrage des mouvements qui font l'objet de notre enquête.

Selon l'idée formulée par Della Porta et Tarrow, le concept de « justice sociale globale » est devenu le cadre dominant de la mobilisation actuelle (Della Porta, Tarrow, 2005). En effet, les études de cas que nous exposerons ici présentent un fil conducteur correspondant au principe de participation par le bas - dans le sens de « politics from below » - qui apparaît comme directement lié au macro-thème de la « justice globale ». Toutefois, le concept de « démocratie par le bas » semble avoir été ré-élaboré à l'intérieur de cadres contestataires qu'on peut considérer comme domestiques. En général, la sensibilité des collectifs nationaux aux questions globales dépend du type d'organisation et de la manière dont ces questions mêmes sont perçues par les militants (Diani, 2005).

Les groupes moins formalisés, avec une organisation plus souple et ouverte aux nouvelles performances et alliances, sont en général plus touchés par les thèmes globaux par rapport aux groupes formels, agissant essentiellement sur le territoire national (Diani, 2005). En plus, des thématiques concernant les processus de trans-nationalisation peuvent être perçues et traitées comme des sujets affectant en premier lieu la sphère locale. Enfin, malgré la pervasivité des principes liés à la justice globale, leur impact sur les mouvements nationaux résulte être très variable et pas toujours réellement intense.

Ces réflexions nous invitent à traiter avec prudence la notion douteuse de « société civile globale » ainsi que celle de « justice globale » précisément parce que les discours autour de la mondialisation varient en fonction des cadres culturels nationaux et des caractéristiques propres à chaque mouvement. La même idée peut se traduire dans des projets et des pratiques très différentes qui contribuent, d'une manière singulière, à encourager le sentiment de solidarité globale. Ainsi, si nous pouvons affirmer qu'il existe différents processus et phénomènes de mondialisation, de la même façon, nous devons admettre qu'il y a autant de manières de la concevoir et de la contester. Dans cette perspective, l'existence de thèmes globaux n'implique pas forcément une pratique univoque de l'action collective transnationale.

En effet, les pratiques protestataires varient entre le Nord et le Sud du monde et sont influencées par les contextes historiques, politiques et culturels où les mêmes thématiques sont abordées.

D'un point de vue stratégique et organisationnel, l'architecture et l'éthique d'Internet, souvent associées aux mouvements sociaux transnationaux, encouragent l'adoption de structures organisationnelles décentralisées où l'on peut expérimenter de nouvelles formes de participation politique par le bas. Toutefois, ces évolutions ne sont pas exemptes de contradictions internes. La centralité de l'outil numérique implique aussi une réflexion sur les nouvelles compétences pragmatiques, cognitives et expressives que ce type d'organisation demande aux participants (Bourdieu, 1979). De son côté, Tilly remarque que la coordination par moyens électroniques favorise les pays riches et sur-sélectionne les élites militantes des pays pauvres (Tilly, 2004). À ce propos, Fillieule rappelle que si cette forme organisationnelle

favorise la veille et le maintien d'une organisation et l'invention de modalités originales de l'action collective, elle n'arrive pas forcément à effacer les relations de pouvoir. Au contraire, le poids des affinités fait reposer toute la vie du groupe sur un petit réseau de personnes soudées en suscitant donc des hiérarchies encore plus marquées (Fillieule, 2009, p. 23).

Une autre question intéressante qui peut être soulevée concerne l'évolution des répertoires de contestations au sein des mouvements transnationaux. En s'appuyant sur le modèle de Tilly, Cohen et Rai suggèrent qu'on est passé d'un répertoire « national et autonome » à un répertoire « transnational et solidariste » essentiellement basé sur l'utilisation des médias et sur la participation aux grands événements (Cohen et Rai, 2000, p. 15). Toutefois, surtout en raison du fait que la dimension idéologique apparaît souvent comme imbriquée à celle stratégique et organisationnelle, l'idée des deux auteurs reste peu convaincante. Malgré cette faiblesse, une réflexion autour de l'entrée dans un troisième répertoire de l'action collective reste une piste stimulante pour la recherche future.

Ainsi, si nos cas empiriques concernent essentiellement le domaine des mouvements sociaux nationaux, notre focus sur l'univers des pratiques d'Internet et l'inévitable contamination culturelle des thématiques globales nous a poussé à croiser les différentes approches aux mouvements sociaux.

#### **1.4.5 La Théorie critique de la reconnaissance**

La défense des idéaux et des valeurs considérés comme justes et essentiels au bon fonctionnement de la vie commune est certainement un élément central dans le déclenchement de l'action collective mais il n'est jamais déconnecté d'autres aspects essentiels liés à l'intégration et à l'épanouissement de l'individu dans la société. Ainsi, au-delà des causes, des intérêts ou des projets politiques portés par les membres des mouvements, la participation à l'action contestataire permet également la reconnaissance de l'individu en tant qu'entité pulsante à l'intérieur de la société. En ce sens, l'engagement peut être interprété également comme un moyen pour combler des besoins d'ordre psychologique ou moral. Centrée autour du concept hegelien de « reconnaissance », l'œuvre d'Axel Honneth, est tournée vers cette direction. En effet, l'auteur considère la « reconnaissance sociale » comme le véritable enjeu des conflits contemporains (Honneth, 2000).

Dans sa réflexion, la perte de considération et d'empathie sociale est à considérer comme un trait propre à la société capitaliste avancée. En revisitant les postulats de la Théorie critique, Honneth propose une nouvelle approche au phénomène de « réification » élaboré par Lukács.

Ce dernier, en partant du concept marxiste de « fétichisme de la marchandise » (Marx, 1965, livre 1), observe une généralisation du phénomène de la réification à l'ensemble des activités de la vie quotidienne. Selon Lukács, l'extension de l'échange marchand à tous les domaines de la vie sociale engendre des changements significatifs dans la façon dont on se rapporte à soi-même et au monde. Dans cette perspective, la réification, consistant dans le phénomène de chosification des relations et des activités sociales, devient « le mode dominant de l'activité intersubjective » (Honneth, 2007, p. 22). Le processus de réification oblige les sujets à considérer ses propres capacités ainsi que l'ensemble des échanges avec les autres comme une ressource, comme un moyen pour en tirer un profit individuel quelconque. La réification est donc conçue par Lukács comme une « seconde nature » de l'homme capitaliste moderne, comme l'« habitus » social par excellence duquel l'individu ne peut pas s'abstraire (Lukács, 1960). L'instrumentalisation du rapport à la réalité implique une posture particulière de la part des agents se traduisant par une « position contemplative » et de « détachement » émotionnel par rapport à la réalité (Lukács, 1960, p. 118). Ce qui apparaît intéressant chez Lukács est que cette posture observative et désintéressée, opposée à une forme de pratique directe et coopérative, ne doit pas être interprétée comme une attitude immorale mais plutôt

comme un mécanisme social devenu routinier au sein des sociétés capitalistes. Ainsi, la pratique engagée, écartée du champ de l'action quotidienne, peut resurgir par le biais d'une prise de conscience de la part de la classe ouvrière. Toutefois, dans la vision d'Honneth, la théorie totalisante et pessimiste de Lukács présente des lacunes et nous empêche de voir que les structures élémentaires de l'engagement et de l'intérêt au monde demeurent encore présentes (Honneth, 2007, p. 39). Honneth substitue ainsi le concept heideggérien de « souci » qui, selon Lukács devrait caractériser l'attitude naturelle avec laquelle le sujet se rapporte au monde, avec la notion hégélienne de « reconnaissance ».

La catégorie de la reconnaissance impliquerait alors une posture affirmative dans la relation à l'autre qui précéderait toutes les autres attitudes (Honneth, 2007, p. 44). En s'appuyant sur les thèses de John Dewey, Honneth considère la reconnaissance en tant que « forme originale du rapport au monde » (Honneth, 2007, p. 47). Notre approche à la réalité est donc caractérisée par une posture « soucieuse » de nature existentielle qui précède la « saisie neutre de la réalité » induite, chez Lukács, par le biais d'une relation réifiée au monde (Honneth, 2007, p. 48-52). Afin de prouver que la reconnaissance précède la connaissance, Honneth s'engage dans deux directions : la première consiste dans une réflexion autour de la découverte de la réalité objective qui, chez l'enfant, s'acquiert à travers le rapport émotionnel et la reconnaissance de la personne privilégiée à l'intérieur de son environnement ; la deuxième, plus conceptuelle, se fonde sur l'impossibilité de s'intéresser aux états intérieurs de l'autre en l'absence d'une forme de reconnaissance, d'un sentiment de « sympathie » qui stimule une réaction spécifique (Honneth, 2007, p. 53-70). En ce sens, les intuitions de Lukács désigneraient l'« oubli de la reconnaissance », la perte de conscience d'une « participation engagée » face à l'acquisition d'une manière réifiée de percevoir le monde. D'une manière similaire à la distinction élaborée par Habermas entre « agir instrumental » et « agir communicationnel » (Habermas, 1987), Honneth propose d'opposer les formes de connaissance sensibles à la reconnaissance à celles dans lesquelles s'en est perdue toute trace (Honneth, 2007, p. 77-79).

Honneth aboutit donc à une vision plus complexifiée du processus de réification qui ne peut pas effacer complètement la structure élémentaire de la reconnaissance et qui n'intervient donc pas d'une manière uniforme dans l'ensemble des sphères de la société. La critique du philosophe francfortois se focalise également sur la confusion entre les différentes dimensions du phénomène de réification théorisé par Lukács. En effet, dans l'idée de Lukács, le processus de réification assume trois dimensions : celle intersubjective, concernant la chosification des relations à l'autre, celle objective, engageant le rapport avec la nature ou les biens, et celle subjective (l'« auto-réification ») impliquant la perception de soi (Honneth, 2007, p. 107). Selon A. Honneth, Lukács confond la dépersonnalisation des échanges marchands, décrite par Simmel dans sa « Philosophie de l'argent » (Simmel, 2007), avec la réification des partenaires de l'échange. D'une manière plus générale, le problème de fond consiste dans la tendance de Lukács à considérer les trois dimensions comme un tout cohérent qui justifie un changement sociétal majeur. Cette démarche totalisante dérive principalement d'une conception marxiste qui tend à considérer que la sphère économique forge la culture et pénètre dans toutes les sphères de la vie sociale (Honneth, 2007, chapitre 6). En réalité, bien que le système de marché ait un rôle prééminent dans la construction de la réalité et de la relation au monde, d'autres dynamiques et d'autres phénomènes culturels et sociaux, ne correspondant pas uniquement à un reflet de l'ordre économique, peuvent constituer parfois une forme de résistance à l'infrastructure.

Dans cette perspective, en apportant une correction au postulat individualiste de Hobbes et au matérialisme de Marx, Honneth essaie de montrer que la demande de reconnaissance, et donc de la dimension éthique-morale, peut occuper la place de la triade de la rivalité, de la défiance et de la gloire (Hobbes, 1651) et devenir un agent des luttes sociales.

L'auteur propose alors un nouveau modèle historique de la lutte pour la reconnaissance orienté principalement par la morale. En constituant une troisième sphère qui intègre la



reconnaissance affective et celle juridico-politique, la « reconnaissance sociale » permet au sujet de se rapporter positivement à ses propres compétences concrètes, de sauvegarder son estime de soi et de se percevoir comme une partie intégrante et solidaire d'un tout.

Cependant, la reconnaissance ne doit pas être rapportée à la réussite sociale individuelle mais, au contraire, à la capacité de l'individu de collaborer à des fins communes (Honneth, 2000, p. 154). À ce propos, en reprenant la distinction de Durkheim entre « solidarité mécanique » et « organique » (Durkheim, 1994), Honneth parle d'une nouvelle forme de « solidarité post-traditionnelle » (Honneth, 2000, p. 154-157). En effet, la solidarité, élément de cohésion essentiel dans les sociétés traditionnelles, a été rendue problématique par l'individualisme moderne. Aujourd'hui, le sentiment de solidarité reste un aspect central de la vie sociale mais il remplit ces fonctions d'intégration à travers l'action et les qualités individuelles dont la communauté peut bénéficier. Les luttes sociales se déclencheraient donc en correspondance avec le déni de reconnaissance et le mépris social vécus par l'individu ou le groupe comme une injustice et une privation du droit à la dignité. Selon l'hypothèse fondatrice de la théorie de la reconnaissance, c'est donc le mépris ou l'indifférence à l'égard de l'autre à susciter la lutte (Ferrarese, 2009).

Il est clair que non toutes les problématiques liées à la reconnaissance se traduisent par une véritable action de mobilisation car souvent ces malaises restent relégués dans la sphère privée et ne sont pas formulés politiquement par les individus. À ce propos, Axel Honneth écrit que « l'engagement dans l'action politique sert aussi, pour les personnes concernées, à sortir l'individu de la situation paralysante d'une humiliation subie passivement et à le faire accéder à une nouvelle relation positive à soi » (Honneth, 2000, p. 196). Le processus d'émancipation, en dépit du succès ou de l'échec de la lutte, a été souligné avec encore plus de force par F. Fanon selon lequel seul l'affrontement permet de se libérer de « l'inessentialité de la servitude » (Fanon, 1971). Dans la politique de la reconnaissance, la matérialisation de la lutte constitue donc en soi un moyen d'auto-affirmation du sujet.

Un autre aspect particulier qui caractérise le domaine des luttes pour la reconnaissance consiste dans son essence argumentative. La confrontation pour la reconnaissance résulte donc être basée sur le modèle formulé par le maître d'Axel Honneth, Habermas, selon lequel l'adoption et l'acceptation d'une certaine éthique de la part des participants permet d'échanger des arguments raisonnés et de trouver un accord (Bertram, Celikates, Laudou et Lauer, 2007). En ce sens, la lutte pour la reconnaissance, fondée sur l'entente et sur l'attribution d'une « capacité éthique à l'ennemi », doit être conçue comme un mouvement historique vers la conquête d'un niveau normatif de reconnaissance de plus en plus élargi (Ferrarese, 2009). C'est dans cette perspective que Honneth théorise son objet d'étude dans les termes d'une « lutte permanente pour la reconnaissance » (Honneth, 2002, p. 502). Toutefois, ce processus de négociation des valeurs n'est pas toujours facile. Comme Nancy Fraser a pu le souligner, la difficulté pour la victime de présenter la problématique de la reconnaissance est due au fait qu'elle ne jouit pas d'une égale participation à la construction des modèles institutionnalisés des valeurs culturelles (Fraser, 2005, p. 49).

Dans cette perspective, nous pouvons observer que toute lutte pour la reconnaissance vise à donner une dignité à une identité ou à un mode de vie et, au même temps, à revendiquer le droit de participation à la construction des représentations sociales. C'est ce deuxième élément qui fait que la lutte pour la reconnaissance, par le seul moyen de son objectivation, obtient déjà une partie importante de ses revendications qui est celle de participer au débat public et de contribuer à la construction sociale du sens.

L'accent posé sur la construction collective des représentations et des valeurs, considérée comme une fin en soi, rapproche donc les théories de la reconnaissance au courant culturel de la sociologie de la mobilisation.

#### 1.4.6 Les autres penseurs de la reconnaissance

En vertu de cette centralité de la dimension culturelle et symbolique, les études sur la reconnaissance offrent un nouveau cadre théorique aux nouvelles affirmations identitaires et multiculturalistes et se placent donc dans la continuité de la tradition des nouveaux mouvements sociaux initiée par Alain Touraine et Alberto Melucci.

Devenue l'un des principaux thèmes de recherche dans les domaines des sciences sociales et de la philosophie politique, le concept de lutte pour la reconnaissance a été développé également par d'autres auteurs contemporains comme Nancy Fraser, Charles Taylor ou Paul Ricœur.

Parmi eux, Nancy Fraser, en refusant la dichotomie qui oppose le terrain des luttes de classe au nouveau domaine de la reconnaissance, développe un modèle particulièrement intéressant. En effet, cette philosophe essaie de combiner la théorie de la reconnaissance avec les principes de justice sociale dominants au sein des « grammaires de la contestation » (Fraser, 2005, p. 74). De manière générale, Nancy Fraser affirme que la volonté de valoriser les différences, par le biais d'une transformation des valeurs culturelles hégémoniques, ne devrait pas s'opposer aux luttes pour l'obtention d'un système politique et économique plus égalitaire.

Il est vrai que la contestation contemporaine a été marquée par l'émergence de revendications identitaires concernant par exemple la reconnaissance des ethnies minoritaires, des homosexuels, des femmes ou des communautés religieuses. Dans ce nouveau cadre contestataire, les intérêts de classe sont remplacés par les batailles pour l'affirmation de l'identité et du droit à la différence. Il semblerait alors que le concept d'injustice sociale, résultante de la structure économique de la société, s'oppose à un modèle d'injustice symbolique déterminée par la domination culturelle de certaines représentations sociales sur d'autres codes minoritaires. Toutefois, l'auteur nous incite à constater que cette dichotomie est seulement apparente car, en réalité, les deux modèles contestataires résultent être imbriqués et interdépendants. La « subordination économique interdit en effet toute participation à la production culturelle, dont les normes sont elles-mêmes institutionnalisées par l'État et par le monde économique » (Fraser, 2012). Malgré cette connexion forte entre les mécanismes de domination économique et culturelle, ces deux conceptions de l'injustice ont donné lieu à des visions politiques et à des revendications parfois opposées. En effet, le remède à l'injustice sociale est généralement identifié dans les stratégies de redistribution et d'indifférenciation tandis que les revendications liées à la reconnaissance promeuvent la différenciation culturelle et le bouleversement des modèles sociaux de représentation. Cette tension est due au fait que les luttes pour la redistribution se réfèrent à des classes sociales défavorisées définies selon leur rapport au marché tandis que le domaine de la reconnaissance se focalise sur le mépris social et sur le défaut de considération (Fraser, 2012). Les idéaux socialistes sur l'égalité des conditions et des opportunités sembleraient donc entrer en contradiction avec les principes du multiculturalisme. Cette dualité des typologies de revendication est visible également au niveau des mesures politiques encouragées par les deux domaines contestataires. Le « modèle correctif », qui préfigure l'introduction d'aides à certaines catégories sans modifier le système économique dans son ensemble (comme dans le cadre de la « discrimination positive »), correspondrait mieux aux attentes des « nouveaux mouvements sociaux » tandis que le « modèle transformateur », associé généralement au projet socialiste et impliquant des modifications significatives dans la division sociale du travail et les conditions d'existence, correspondrait mieux aux formes de contestation dérivées du mouvement ouvrier. Dans l'optique de Nancy Fraser, si le premier modèle contribue souvent à accentuer la faiblesse de certaines groupes et à avoir un impact négatif sur les questions identitaires, le « modèle transformateur » pourrait réduire les inégalités et contribuer à l'émancipation des groupes luttant pour la reconnaissance (Fraser, 2012). L'auteur en conclut qu'une combinaison des deux cadres contestataires permettrait de renforcer les deux conceptions de justice en promouvant le droit à la différence dans un cadre social qui garantit l'égalité de participation

et d'expression à tous les citoyens. En dépassant la tension émergée au niveau des deux démarches protestataires, Nancy Fraser suggère que le champ de la justice implique à la fois les concepts de redistribution et de reconnaissance, de classe et de statut (Fraser, 2012).

L'originalité de ce terrain théorique consiste dans le déplacement de la réflexion sur le conflit social de la dimension utilitariste et instrumentale à celle éthique et morale. En effet, au-delà des besoins matériels et des intérêts spécifiques aux groupes, le besoin de reconnaissance demeure un élément central dans le processus de construction de l'identité collective. Dans une société qui prône l'idéal du multiculturalisme, ce lien entre identité et reconnaissance devient un thème primordial pour la sauvegarde de la diversité culturelle.

Intéressé par les thèmes du multiculturalisme et de l'affirmation de la différence, Charles Taylor souligne que notre identité est partiellement déterminée par l'existence ou l'absence de reconnaissance sociale de la part des autres. En ce sens, une perception discriminatoire peut engendrer des formes d'oppression et d'emprisonnement dans une identité fautive et déformée. C'est le cas des femmes dans la société patriarcale ou des noirs confrontés à l'image de soi dépréciative qui peut être véhiculée par la société des blancs (Taylor, 2009, p. 41-42). Selon l'auteur, l'émergence des thèmes liés à l'identité et à la reconnaissance peut être interprétée, d'une part, comme une conséquence du processus démocratique qui a substitué les hiérarchies fondées sur l'honneur avec le principe démocratique et universaliste de la dignité humaine ; et d'autre part, à travers le phénomène d'individualisation de l'identité apparu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Conformément au modèle de la reconnaissance élaboré par Axel Honneth, Charles Taylor affirme que la manière dont l'homme développe et conçoit son identité est également liée à son sens moral. Dans la société contemporaine, la morale, non plus dépendante des prescriptions divines, devient subjective et passe directement par la conscience personnelle. Ce déplacement encourage la volonté d'auto-affirmation et de différenciation qui est à la base de l'idéal moderne d'« authenticité » (Taylor, 2009, p. 48). Nous retrouvons ici une conception post-moderne de l'identité non plus définie d'une manière « situative » (Rosa, 2010), c'est-à-dire en relation au rôle social que revêt l'individu à la naissance, mais conçue comme une recherche permanente d'authenticité, comme une entité fluide et changeante (Bauman, 2006). Toutefois, cette liberté d'autodétermination de l'homme contemporain reste limitée car toujours construite d'une manière dialogique à partir de l'échange avec ceux que Mead définit comme les « autres donneurs de sens » (Taylor, 2009). Ce passage est fondamental pour comprendre le rôle de la reconnaissance dans le développement et l'épanouissement identitaires des individus et des groupes. Ainsi, ce concept d'identité dialogique renvoie paradoxalement à une notion pré-moderne de l'identité déterminée principalement par l'environnement social.

Mais, si dans le passé, l'identité était garantie par le biais de sa coïncidence avec des catégories sociales plutôt fixes et définies *à priori*, aujourd'hui, elle résulte être beaucoup plus fragile précisément parce qu'elle est constamment négociée dans les interactions avec les autres et l'environnement. Bien que dans une optique bien plus optimiste, Taylor aboutit à des conclusions proches à celles de Rosa pour lequel la liberté d'auto-construction se traduit par une forme de contrainte. En effet, le sujet, obligé à se confronter en permanence avec des nouveaux choix et des nouvelles épreuves, ne contrôle plus son avenir et voit donc son projet identitaire lui échapper des mains (Rosa, 2010).

En raison de ces contraintes, la recherche perpétuelle de la reconnaissance des autres pourrait constituer une source d'angoisse qui paralyse les efforts des individus et creuse un écart entre l'image vers laquelle ils tendent et celle qui lui est restituée par la société. Ainsi, le nomadisme de la « modernité tardive » peut également être vécu comme un obstacle à la recherche intérieure de l'« authenticité ».

C'est donc à partir de l'émergence de ces nouvelles problématiques que les luttes pour la reconnaissance se sont multipliées dans notre société représentant des nouveaux enjeux politiques non plus fondés uniquement sur la configuration de la structure socio-économique mais également sur les représentations culturelles des catégories sociales. L'idéal du droit à l'authenticité, et donc à la différence, se développe à partir de la généralisation d'une « politique de la dignité universelle » fondée sur le principe d'égalité des citoyens devant la loi. En ce sens, en faisant référence à la relation complexe qui lie les principes de légalité et de la liberté chez Tocqueville, nous pouvons affirmer qu'il ne peut pas y avoir une politique de la différence sans l'application préalable d'une politique universaliste de l'égalité. Cette dépendance fonctionne d'une manière unidirectionnelle car l'acquisition juridique de l'égalité n'assure pas l'exercice de la liberté. C'est précisément en raison de cette complexité que, comme il a été souligné également par Nancy Fraser, les deux univers politiques apparaissent comme différents et parfois inconciliables. En effet, la politique de la dignité égalitaire, qui trouve ses origines dans la pensée de Rousseau et de Kant, reproche à la politique de la différence de réintroduire la discrimination au sein de la société ; de son côté, la deuxième accuse la première d'imposer, par le biais de l'égalisation, une culture hégémonique libériste et prétendument universelle qui efface la diversité identitaire (Taylor, 2009).

Comme il a été montré par les tensions existantes entre la Charte canadienne et les exceptions juridiques adoptées par le gouvernement du Québec, l'idée d'un traitement juridique et politique uniforme heurte avec l'importance de la sauvegarde culturelle de certaines identités collectives (Taylor, 2009). Face à cette nouvelle problématique, Charles Taylor affirme que, dans des sociétés tournées de plus en plus vers le multiculturalisme, « les rigidités du libéralisme opératoire peuvent rapidement devenir impraticables dans le monde de demain » (Taylor, 2009, p. 84). Ce qui émerge clairement est donc le besoin de la reconnaissance et du respect de l'image de soi précisément parce que sa place dans la formation identitaire et culturelle est considérée comme primordiale. Dans l'idée de Taylor, le multiculturalisme ne peut pas aller de soi, il ne jaillit pas spontanément suite à l'affirmation du principe universel de la dignité humaine et cela parce que les minorités sont exposées à une image de soi qui est produite au sein de la culture majoritaire. Selon cet auteur, afin que la diversité et l'authenticité culturelle soit sauvegardée, il est nécessaire d'encourager des cursus d'études multiculturels et la diffusion d'images alternatives à celles de la culture hégémonique.

Bref, l'égalité des citoyens ne peut pas faire abstraction du droit à la diversité culturelle. En effet, bien qu'en ayant un impact sur la survie des cultures minoritaires et sur leur forme d'intégration dans la société occidentale, la vision multiculturaliste lance un défi qui est avant tout existentiel : accepter l'égalité des valeurs implique une transformation des horizons d'évaluation de la réalité. Mais peut-on vraiment regarder une culture autre avec les yeux de ceux qui l'ont produite ? Si une ouverture plus importante à l'étude culturelle comparative est certainement souhaitable et même indispensable, la société de la différence imagée par Taylor pourrait engendrer des conséquences paradoxales en aboutissant à un processus d'homogénéisation et de moyennisation des cultures autres car forcément interprétées et transmises avec des cadres d'interprétation ethnocentriques.

Mais au-delà des limites pragmatiques qui émergent dans les solutions apportées par Taylor à la demande de reconnaissance culturelle, le nœud problématique de son discours se situe en amont. Comme il a été suggéré par Nancy Fraser, l'erreur de Taylor semble résider dans sa prémisse théorique affirmant une distinction entre les luttes de classe du passé et les luttes contemporaines pour la reconnaissance. En réalité, il n'y a pas une véritable rupture entre les deux typologies de revendication. Le déplacement de l'attention des groupes contestataires vers les thématiques liées à l'estime et à la reconnaissance sociale dépend uniquement du processus d'égalisation des conditions et de l'affirmation des principes universels de justice sociale qui se sont consolidés au sein des sociétés démocratiques.

En d'autres termes, l'ensemble des acquis sociaux et juridiques dont bénéficient nos sociétés, empêche l'identification de l'injustice subie dans l'appartenance à une classe déterminée de dominés et pousse les sujets mécontents à se concentrer sur des thèmes liés au statut et à la reconnaissance. Toutefois, l'individualisation de la conscience politique n'implique pas la disparition des problèmes liés à la distribution des richesses ou à l'exploitation des travailleurs. La revendication du droit au travail ou la lutte contre le précarat montrent bien cette imbrication des questions matérielles avec celles de la reconnaissance. Les luttes contre la colonisation ou contre l'esclavage étaient d'ailleurs à la fois fondés sur des revendications matérielles et identitaires. Le mouvement ouvrier n'a pas uniquement soulevé le problème inhérent à la domination économique du système capitaliste mais il visait également à donner une dignité et une reconnaissance au travail et au statut de l'ouvrier. En ce sens, la nouveauté des luttes pour la reconnaissance sociale et culturelle est loin d'être validée précisément parce que la valorisation de l'activité des individus (soit-elle liée au travail manuel ou intellectuel) lui permet d'acquérir une certaine estime de soi ainsi qu'un statut social digne et reconnu.

La question de la reconnaissance émerge donc dans toute sa complexité et sa richesse de significations et d'implications. Si la plupart des auteurs de la reconnaissance, comme il a été montré par les contributions décrites jusqu'à ici, s'est focalisé sur la dimension du conflit social, l'œuvre de Paul Ricœur, visant à donner une « dignité philosophique » à la théorie de la reconnaissance (Ricœur, 2005), apparaît comme la réflexion la plus fine et exhaustive sur le thème. À partir d'un travail sur le lexique, Ricœur définit trois acceptions principales du concept de reconnaissance : l'« identification », la « reconnaissance de soi », appréhendée à travers les concepts de « permanence » et de « réflexivité », et la « reconnaissance mutuelle ».

La première facette se réfère au travail d'exploration et de jugement nécessaire pour identifier et distinguer quelque chose ou quelqu'un ; la deuxième implique la reconnaissance de soi et elle est caractérisée par la capacité discursive et d'action ; la troisième, enfin, implique la gratitude et la réciprocité (Ricœur, 2004). La mise en relief de la polysémie du terme « reconnaissance » n'a pas uniquement des buts analytiques mais suggère un parcours conceptuel conçu en trois étapes et dont le troisième élément constitue la synthèse, la clé pour comprendre l'ensemble. Les trois étapes de cet itinéraire conceptuel peuvent se nommer également « identité », « altérité » et « dialectique » entre la reconnaissance et la non-reconnaissance (Ricœur, 2004, p. 357). Dans le chemin ricœurien de la reconnaissance, l'altérité participe à l'expérience de soi et contribue à former l'identité. Cette dualité concerne également la manière de se rapporter au temps et à la mémoire. À ce propos, Ricœur souligne le caractère narratif de l'identité personnelle qui se dédouble en une composante fixe, établie par la permanence dans le temps à travers la mémoire - la « mêmété » - et une composante réflexive et mobile qui se maintient à travers la promesse - l'« ipséité » - (Ricœur, 1990, p. 150).

Mais c'est dans la troisième notion que nous retrouvons les traits originaux de la pensée philosophique de Ricœur. Tout d'abord, il est nécessaire de préciser que l'éloge ricœurien de la réciprocité désintéressée et de la moralité des êtres humains ne signifie pas que l'auteur est aveugle à l'injustice sociale. La source de la méconnaissance est identifiée par Ricœur dans l'écart existant entre le principe juridique égalitaire et l'inégalité dans la distribution des biens, écart qui constitue la « limite indépassable de nos sociétés contemporaines et démocratiques » (Ricœur, 2005). Le mépris et le manque de considération sociale est alors conçu comme un aspect immanent de la société moderne, comme une tension inévitable où l'universalisation du domaine juridique se heurte avec la personnalisation de la division du travail (Ricœur, 2005). Cette contradiction, dissimulée par les principes démocratiques, peut produire ce que Honneth a défini comme un état de lutte permanente pour la reconnaissance comme

conséquence d'un malaise de la conscience propre à notre civilisation. En effet, Ricœur déclare avoir conçu le troisième moment de son parcours de la reconnaissance dans les termes d'un dialogue avec Axel Honneth. Le philosophe tente alors de dépasser le concept négatif et revendicatif d'Honneth par le biais d'un concept positif. À la lutte, Ricœur substitue la pacification engendrée par la réciprocité des échanges humains. Le mécanisme du don et du contre-don (Mauss, 1923-1924) se substitue alors à la « guerre de tous contre tous » (Hobbes, 1651). Le rituel du don de Marcel Mauss est interprété par le philosophe comme une représentation symbolique de la reconnaissance mutuelle. Dans ce paradigme, l'accent n'est pas mis sur l'objet échangé mais sur l'importance de l'échange même. Le don implique un contre-don car ce n'est pas la chose en soi qui est échangée mais la reconnaissance de l'autre qui, à son tour, par le biais d'un contre-don, reconnaît son donateur. Pour conjurer le malheur pathologique, l'insatisfaction et la victimisation, Ricœur propose de faire appel aux expériences affectives de la paix (Ricœur, 1990, p. 318). Les expériences de reconnaissance pacifiques ne peuvent pas toutefois résoudre les conflits mais seulement garantir une ouverture, une trêve.

Si les sources du mépris sont nombreuses, dans des situations rares, à l'occasion de fêtes ou de cérémonies, l'échange du don constitue une manière de montrer sa gratitude et d'être reconnu. La reconnaissance mutuelle devient donc l'expression d'une éthique de la gratitude qui permet la réalisation d'une « réplique non violente de notre lutte pour être reconnu » (Ricœur, 2005). Mais ces actes peuvent-ils être fondateurs dans le développement personnel ? Selon le philosophe, ces expériences rares nous protègent du retour à la violence de l'état de nature décrit par Hobbes (Ricœur, 2005). En ce sens, la reconnaissance mutuelle, reposant sur des médiations symboliques soustraites tant à l'ordre juridique qu'à celui des échanges marchands, est censée écarter la violence et mettre fin à la lutte permanente (Ricœur, 2004, chapitre 5). Si dans les études de Nancy Fraser, de Charles Taylor et même d'Axel Honneth, la lutte pour la reconnaissance passe par la revendication d'un droit, le concept de reconnaissance mutuelle de Ricœur ne relève pas du droit mais des rapports de politesse, de réciprocité et de gratitude entre les hommes.

« Le mépris, l'humiliation atteignent le lien social à un plan qui excède celui des droits » car l'estime sociale s'adresse toujours à la valeur personnelle qui demande à être reconnue par l'autrui (Ricœur, 2005, p. 3). Mais peut-on dépasser les inégalités dans la reconnaissance sociale seulement à travers des expériences isolées et non revendicatives de charité ? Bien qu'intéressante et extrêmement originale, l'approche de Ricœur n'est pas suffisamment convaincante.

Si le philosophe ouvre différentes pistes de réflexion sur l'apport pluriel de la reconnaissance au processus de construction de l'identité, son modèle pacifié et alternatif à la lutte apparaît plutôt idéaliste. En ce qui concerne le modèle d'Axel Honneth, bien que déclenchée par la colère et l'indignation, la lutte pour la reconnaissance théorisée par Honneth ne manque pas de traits idéalistes. Axel Honneth conçoit le processus de reconnaissance comme une marche incessante vers la liberté, comme un moyen pour envisager une perspective normative à travers laquelle la lutte même acquiert du sens. Bien qu'à première vue elles peuvent sembler totalement divergentes, les deux visions se fondent enfin sur des postulats utopiques : la première, celle d'Axel Honneth, impliquant une lutte sans fin pour l'élargissement du domaine de la reconnaissance et la deuxième, celle de Paul Ricœur, théorisant une pacification de la lutte violente à travers des actes fondateurs de gratitude et de solidarité mutuelle. La différence essentielle entre les deux auteurs réside donc dans le fait que le modèle théorisé par Honneth a besoin d'être politisé pour pouvoir engendrer le changement tandis que l'œuvre de Ricœur se fonde essentiellement sur l'éthique pure. Ainsi, si l'invitation à l'action revendicative d'Axel Honneth peut encourager une extension du champ de la reconnaissance (comme il a été montrés par les droits acquis par les femmes et, plus récemment, par les homosexuels), le modèle de la reconnaissance mutuelle de Ricœur, essentiellement basé sur la pratique éthique, pourrait comporter le risque de cacher la saisie



des opportunités revendicatives pour l'abattement des inégalités sociales. Cependant, cette faiblesse n'enlève rien à la grandeur de la pensée du philosophe qui souligne l'incidence des processus de formation de l'identité personnelle dans la capacité, propre à l'homme, de se raconter, d'agir et d'être reconnu.

### 1.4.7 Internet et les nouveaux outils de la reconnaissance

Les théories de la reconnaissance offrent un cadre conceptuel intéressant pour analyser les phénomènes communicationnels contemporains. En effet, dans notre société, les pratiques de la réification évoquées par Lukács et reprises par Honneth apparaissent de plus en plus palpables et répandues. En effet, le dialogue entre Lukács et Honneth se révèle comme extrêmement utile pour interpréter les logiques qui animent les activités de production de l'information en ligne. Comme Dominique Cardon a pu le souligné, les pratiques en ligne semblent obéir de plus en plus à une volonté de valorisation et de *publicisation* de la personne. Ces activités de « production de soi » apparaissent toutefois contradictoires car animée à la fois par une logique instrumentale de promotion de la personne et par une stratégie que Cardon définit comme plus relationnelle et donc plutôt liée à une volonté de combler le besoin de reconnaissance de l'homme contemporain.

Le développement de nouvelles pratiques info-communicationnelles en ligne semblerait donc être précisément voué à répondre à cette recherche de reconnaissance sociale mise en avant par les travaux d'Axel Honneth et de Paul Ricœur. En effet, la création de blogs, de sites d'information amateurs ainsi que l'ouverture de comptes dans les principaux réseaux sociaux semblent constituer un moyen pour combler le besoin de reconnaissance à travers la valorisation des biographies, des parcours et des capacités personnelles des usagers. Internet s'affirme donc aussi en tant qu'espace discursif et convivial voué à l'interaction et à la négociation dialogique des identités. Cet aspect trouve une confirmation dans le développement du marché en ligne où l'on peut observer la suprématie des plate-formes du web social, telles que Facebook, Wikipedia, Youtube ou Myspace, par rapport aux sites commerciaux.

Ainsi, l'explosion du web 2.0 a engendré la généralisation et la marchandisation des pratiques info-communicationnelles qui, bien que d'une manière plus restreinte, avaient caractérisé le premier Internet. Ce processus implique le passage d'un univers anonyme à un espace conversationnel et familial (Cardon, 2010). Aujourd'hui, les activités des usagers d'Internet, consistant dans la construction de profils et de projets publics, professionnels ou privés, semblent se concentrer essentiellement sur les mécanismes de « représentation de soi » (Cardon, 2010). En ce sens, le succès du modèle du contenu généré par l'utilisateur démontre l'importance, presque obsessionnelle, que la reconnaissance revêt dans notre société.

La plupart des observateurs d'Internet concorde sur l'émergence d'un processus d'atténuation des frontières délimitant l'espace public et l'espace privé et sur l'élargissement de la prise de parole aux acteurs profanes (Miège, 2010 ; Cardon, 2010). En effet, dans les nouvelles plate-formes collaboratives, la distinction opérée par Honneth entre les sphères de la reconnaissance affective, juridique-politique et sociale s'estompe en donnant lieu à des processus de « publicisation » de la vie intime. En d'autres termes, les informations et les échanges personnels hébergés dans les réseaux sociaux sont également accessibles à l'ensemble des cercles sociaux d'un individu et deviennent donc une source potentielle de reconnaissance ou de méconnaissance sociale.

En ce qui concerne l'élargissement de la prise de parole et la cohabitation de contributions professionnelles et amateurs, il n'y a aucun doute sur le potentiel presque congénital d'Internet d'ouvrir le débat aux citoyens ordinaires et de permettre même à des sujets à faible ressource financière de pouvoir valoriser ses compétences et diffuser ses idées. L'affirmation de ce potentiel, toute en n'impliquant pas un bouleversement radical des mécanismes de la reconnaissance sociale, souvent liés au capital social et culturel de départ, nous amène à identifier un nouveau spectre de la reconnaissance déterminé par la multiplication des espaces et des modalités d'expression et d'action citoyenne.

À ce propos, Dominique Cardon propose un schéma très clair qui décrit la nouvelle configuration de la prise de parole sur Internet. Les quatre angles de la figure présentée ci-bas



constituent les quatre typologies d'acteurs de la communication numérique. Les producteurs de contenu peuvent être identifiés dans les deux catégories des professionnels et des amateurs, tandis que les personnalités qui font l'objet de la communication peuvent être constituées par des personnages publics ou par des personnes ordinaires (Quidam). Bien que Dominique Cardon utilise ce schéma pour présenter le paradoxe de la *privacy*, cette figure nous permet également de visualiser le phénomène de fragmentation de l'espace public sur Internet. Dans la partie gauche de la figure, nous avons la sphère publique restreinte, correspondant avec la communication institutionnelle, et l'espace public généralisé, où l'on peut diffuser des informations et débattre autour de thèmes d'intérêt général. Dans cet espace, interviennent à la fois les professionnels de la communication et les gens ordinaires. Dans la partie droite, nous retrouvons le web participatif (des plate-formes telles que Wikipedia ou Youtube rentrent dans cette catégorie) où les utilisateurs peuvent produire des contenus amateurs concernant les différents domaines journalistiques, politiques ou culturels. Enfin, en bas à droite, nous retrouvons ce que Cardon appelle le « Web en clair-obscur ». Comme dans le cadre du fonctionnement de Facebook, il s'agit d'un espace voué à la communication interpersonnelle et à la « mise en scène de soi ». Lorsque les usagers décident de promouvoir des initiatives d'intérêt général, cet espace peut croiser la sphère de l'espace public et du Web participatif.

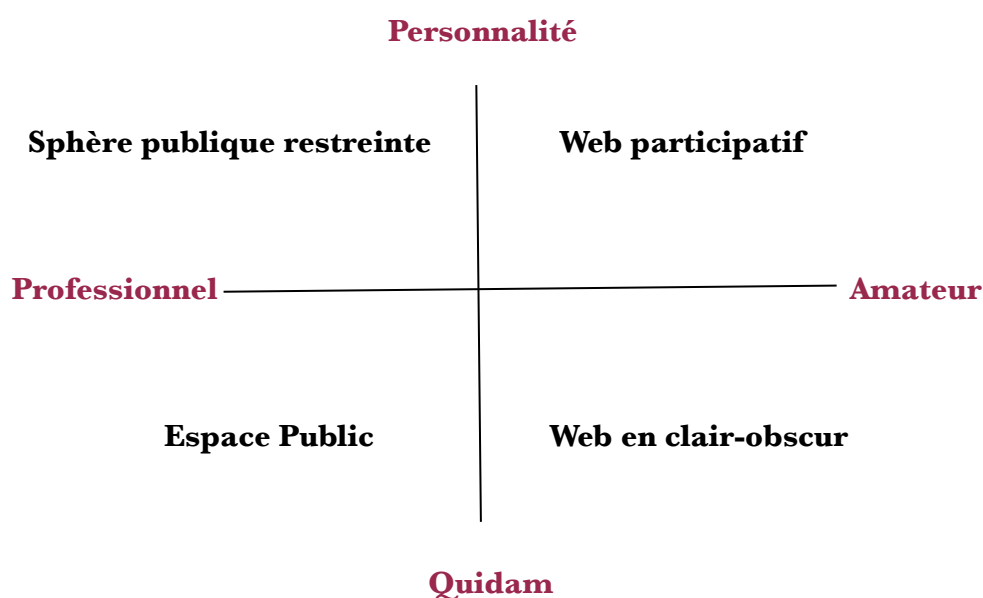


Figure 3 : « Quatre formes de prise de parole en public », In Dominique Cardon (2010), *La démocratie Internet : Promesses et limites*, Seuil, p. 43.

Cette réflexion autour des différentes typologies de prise de parole démontre avec clarté le dépassement du concept d'un seul espace public défini d'une manière normative et l'émergence d'un processus de création de nouveaux espaces publics « partiels » où les frontières qui séparent les sphères privées, publiques et professionnelles deviennent de plus en plus fluides (Miège, 2010).

Le morcellement et l'hybridation des espaces de débat comportent également une transformation des mécanismes de la reconnaissance. Sur Internet, la distinction entre la sphère de la reconnaissance affective et celle de la reconnaissance sociale se confondent et les activités annexes peuvent se déployer dans le même cadre communicationnel. De cette manière, notre vie privée, nos liens et l'ensemble de nos expériences deviennent une source hétéroclite qui participe à la définition de notre statut social. Ce ne sont pas seulement nos compétences professionnelles où l'apport donné aux projets collectifs spécifiques à rentrer dans le jeu de la reconnaissance mais notre personne numérique dans sa globalité.

Ce constat n'implique pas pour autant un dépassement radical des concepts honnethiens de réification et de reconnaissance. Bien au contraire, le développement de cette sorte de marché

des identités encourage des mécanismes de marchandisation et de consommation de l'identité et de la communication interpersonnelle. En ce sens, l'observation des activités propres au Web social dévoile à la fois la généralisation du processus de réification défini par Lukács et la pertinence du concept de reconnaissance sociale élaboré par Honneth. Notre vie, exposée sur les réseaux sociaux et professionnels, est confectionnée et présentée comme un produit marketing quelconque. D'une façon similaire aux techniques de contrôle de l'audience, le niveau de reconnaissance dont chaque profil bénéficie se mesure à partir des appréciations exprimées par son réseau. Dans cette démarche, les commentaires et les « j'aime » des usagers de Facebook peuvent être considérés comme des actes de reconnaissance numérique. En effet, ces activités, totalement désintéressées et théoriquement éloignées de la logique instrumentale, dépendent uniquement de la sympathie et de la considération suscitée par les personnalités en ligne. Les principes de fonctionnement du réseau social engendrent également des mécanismes de reconnaissance réciproque. En effet, conformément à l'interprétation ricœurienne de l'échange du don de Marcel Mauss, l'attention que certains usagers prêtent à leurs cercles de connaissances encourage les autres à faire de même. Ainsi, plus un usager manifeste son intérêt et son empathie envers les autres et plus ceux derniers participeront à ses actions informationnelles et se montreront réceptifs vis-à-vis de ses prises d'initiative. Si, à première vue, le contenu échangé semble avoir un impact fort sur le nombre des réactions des autres internautes, en réalité, les commentaires et les clicks des usagers de Facebook sont avant tout animés par une logique de la reconnaissance adressée à l'émetteur de l'information plus qu'au contenu effectif de celle-ci.

Dans ce nouveau contexte conversationnel, les actes de la reconnaissance sociale coïncident avec les principes mêmes du Web social et de ses pratiques. En d'autres termes, la production de contenu, de commentaires ainsi que tout type d'action informationnelle présuppose la présence d'un réseau d'usagers attentifs et participatifs, capables de s'enrichir et de se reconnaître mutuellement en tant que sources faibles. L'éthique du bien commun et du partage des connaissances qui anime Internet implique donc automatiquement la reconnaissance et le respect de l'« autre » en tant que producteur de sens.

Toutefois, il y a également un côté obscur et inquiétant derrière ces apparences d'échange communautaire. En effet, l'univers du web social encourage également un processus de colonisation des sphères intimes et sociales de la part de la sphère marchande. Comme suggéré par Lukács, ce mode de vie, cette manière consumériste de se rapporter à soi-même et aux autres, pourrait devenir un comportement routinier, presque un automatisme. Le processus de réification de notre relation au monde pourrait devenir tellement naturel de nous empêcher de le reconnaître à nous-même, de l'observer et de le décrire. Cela parce que la marchandisation des échanges sociaux n'est plus uniquement induite par le système de marché mais elle pourrait se traduire par un *modus vivendi* de l'homme contemporain.

Si les auteurs de la reconnaissance nous aident à réfléchir au fait que l'identité a toujours été déterminée par les mécanismes de la reconnaissance mutuelle, et donc qu'elle a toujours constitué une sorte de projet communicationnel, aujourd'hui ce lien devient de plus en plus crucial. En effet, en offrant une matérialisation du processus dialogique de construction de l'identité, l'espace numérique démontre avec puissance le postulat de base de la théorie de la reconnaissance selon lequel le soi se construit à travers l'expérience de l'altérité. En reprenant l'intuition de Paul Ricœur, nous pouvons affirmer que le « moi » numérique doit être considéré comme un autre non pas seulement en raison de la liberté d'auto-genèse dont bénéficient les identités numériques mais surtout parce que tout acte informationnel n'est peut pas être dissocié des perceptions et des expériences d'autrui. Un post sur Facebook ou sur Twitter ne correspond jamais seulement à une activité solitaire d'expression de soi mais à un besoin constant de rencontrer l'appréciation et la reconnaissance des autres usagers. Le « Je » existe seulement si les autres s'en aperçoivent et réagissent à ses actes discursifs. En ce sens, les expériences en ligne peuvent certainement combler, au moins dans l'immédiateté de l'échange numérique, le besoin de reconnaissance des sujets marginalisés ou ayant des difficultés de

socialisation.

Ainsi, les réseaux sociaux constituent une sorte de matérialisation discursive du processus naturel de construction de « soi ». Le « soi » ne correspond pas uniquement à un projet réflexif et auto-créateur mais il est déterminé avant tout par les réactions et le regard d'autrui. Le « Moi comme un autre » de Ricœur définit donc la logique sous-tendue dans toute forme d'échange sur le web. Facebook, le plus célèbre des réseaux sociaux, permet une distinction visuelle des deux processus de construction identitaire. Chaque usager peut visualiser une page personnelle contenant tous les messages publiés sur son mur par soi-même et par ses amis et une page générale, la « Home » où ils apparaissent les posts publiés par la totalité de ses contacts. En ce sens, le travail de « mise en scène de soi » (D. Cardon, 2010) est visible dans la page personnelle à travers deux photos principales et les dernières publications organisées en ordre temporel. La personnalité se compose donc à travers le flux multimédia de l'utilisateur qui comprend des messages textuels mais aussi des vidéos, des chansons, des images ou encore des publications personnalisées d'autres sources d'information. En ce sens, chaque impulsion informationnelle qui s'exprime à travers les activités sur les réseaux sociaux dévoile une partie de la personnalité de l'émetteur ouverte à la reconstitution et à l'interaction avec les autres. L'espace visualisant l'« identité agissante » contribue donc à construire un profil public montrant les choix opérés par l'individu pour se rendre visible ou non visible aux autres. De l'autre côté, la « Home », en montrant l'ensemble des mises à jour du cercle des connaissances, constitue une matérialisation du « Moi comme un autre », c'est-à-dire que chaque ami avec lequel nous sommes en contact partage, a partagé ou peut partager quelque chose que nous appartenons. En d'autres termes, cette page constitue une projection de soi dans les autres, une manière pour se reconnaître dans l'autrui. Nos contacts élargissent ainsi le spectre de notre personnalité, ils parlent indirectement et potentiellement de nous.

Dans cette perspective, il semblerait que les nouvelles pratiques communicationnelles n'impliquent aucune révolution dans le rapport à soi et aux autres. En réalité, le « Je » comme projet réflexif, qui pour Ricœur se rapporte avec la narration et la projection de soi dans le temps, se transforme en un processus incessant de « mise en scène de soi » (D. Cardon, 2010) fondé uniquement sur l'immédiateté. Cette nouvelle approche de la construction de soi implique la présentation d'identités volontairement instables et changeantes qui ne peuvent pas réellement se rapporter au temps et instaurer une relation saine avec la mémoire de soi et la promesse pour le futur. Au contraire, cette approche de l'identité se caractérise par l'exigence de se renouveler en permanence, de surprendre et de se faire découvrir dans l'instantanéité de ses propres passions, pulsions ou réflexions. Bien que cette mise en scène constitue en réalité une activité réflexive et non pas vraiment pulsionnelle, on assiste à un processus de déconstruction et de fragmentation de l'identité et non pas à une volonté de narration linéaire qui était un aspect fondateur dans le parcours de la reconnaissance ricœurienne.

Il en résulte un rapport obsessionnel à la reconnaissance. En devenant l'objectif ultime de tous les actes communicationnels, la reconnaissance obscurcit la volonté authentique de l'individu et peut le pousser au conformisme et à la massification des comportements informationnels. En outre, l'épanouissement, souvent illusoire, de l'individu sensible à cette forme de reconnaissance numérique pourrait l'empêcher de reconnaître ou de lutter contre la méconnaissance sociale vécue hors ligne. La recherche de la reconnaissance en ligne peut alors devenir une fin en soi, détachée des contributions individuelles à la vie collective et de toute forme d'engagement civique.

Toutefois, ces dangers sont atténués par une utilisation de plus en plus diversifiée et experte de systèmes souples et adaptables à des contextes très différents. Utilisées tant par les professionnels que par les narcissiques, ces plate-formes ont l'avantage d'établir un pont entre les activités de production et de réception de l'information, de garder dans un seul cadre communicationnel les contenus officiels et les réactions individuelles à ces mêmes contenus. Si, d'un côté, les réseaux sociaux constituent un système de récolte des données personnelles sans

précédents, de l'autre côté, ils élargissent l'espace du contrôle citoyen sur les élites et encouragent un processus de transformation de l'action politique. L'outil d'un petit groupe peut devenir très rapidement un médium d'information (comme dans le cadre du dernier Référendum en Italie ou de la crise de 2009 en Palestine). De cette manière, la dynamique virale de la mobilisation encouragée par la communication électronique peut favoriser la naissance de nouveaux mouvements contestataires. Une image, un mot ou une chanson se référant aux contextes de mépris et d'humiliation vécus par bon nombre d'individus peut toucher la sensibilité des récepteurs et donner lieu à une réaction en chaîne. Il reste néanmoins à comprendre si cette mutation politique implique ou pas une ultérieure avancée de la sphère marchande dans l'espace public. Sans sous-évaluer la portée innovatrice et transformatrice d'Internet, il faut donc se demander également si l'émergence des différentes formes satyriques et ironiques de contestation, très répandues sur le web, ne risquent pas d'aligner la critique et l'engagement sur les produits du divertissement. Une analyse approfondie des pratiques infocommunicationnelles se déployant sur le champ militant nous permettra aussi de comprendre les enjeux et les contradictions des formes de mobilisation contemporaines.

**Chapitre 2**  
**Théories des pratiques**

## 2.1 La sociologie des pratiques

### 2.1.1 Pierre Bourdieu et la notion d'*habitus*

La genèse du concept de pratique, représentant l'un des axes fondateurs sur lesquels pose notre travail, est étroitement liée à la praxéologie de Pierre Bourdieu et, plus en particulier, à son processus d'élaboration de la notion d'*habitus*. En articulant sa théorie de la domination à l'aide des trois concepts de *champ*, *capital* et *habitus*, Bourdieu intègre les postulats de trois penseurs majeurs : Émile Durkheim, Max Weber et Karl Marx. Il emprunte chez Durkheim la correspondance entre la dimension individuelle et celle collective, chez Marx la théorie des dynamiques conflictuelles des rapports de production et chez Weber le concept de légitimité du pouvoir.

En dépassant à la fois les constrictions structuralistes et subjectivistes, il utilise le concept d'*habitus* pour désigner soit un ensemble d'expériences sociales sédimentées soit un dispositif créateur de pratiques. Bourdieu inclut ainsi, dans la même notion d'*habitus*, le caractère passif et actif du comportement social, ce qui a été incorporé par le biais de l'appartenance à un milieu social donné mais aussi ce que l'individu pourrait devenir (Costey, 2004). En effet, l'*habitus* peut aussi se constituer d'expériences et pratiques contradictoires et être à l'origine de la contestation de l'ordre établi.

Selon la définition que le sociologue fournit dans « Le sens pratique », les *habitus* sont produits par des « conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existence » ; il s'agit de « systèmes de dispositions durables et transposables ... de principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations ... objectivement réglées et régulières sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles ... » (Bourdieu, 1980, p. 88-89). L'*habitus* fonctionne donc comme une forme de conditionnement, à la fois corporel et intellectuel, produit par les expériences vécues par l'individu et agissant au niveau de la mémoire du corps, des schèmes de perception, d'appréciation et d'action. À travers ce concept, Bourdieu se place dans un entre-deux intellectuel, situé entre le subjectivisme et l'objectivisme et entre le structuralisme et le constructivisme. En effet, l'*habitus* englobe à la fois le concept de contrainte et de reproduction de l'ordre social mais aussi celui de transformation de ce dernier, il comprend à la fois les pratiques reproductives et celles génératives. C'est par le biais de l'*habitus* que les sujets intériorisent l'ordre social et l'extériorisent à travers les comportements auxquels il donne lieu. Cela signifie que l'*habitus* rend possible les mécanismes d'intériorisation et d'extériorisation de la pratiques sociale.

Par le biais de cette complexité, la notion d'*habitus* a l'objectif de forger une théorie de la pratique « échappant à l'alternative du finalisme et du mécanisme » (Bourdieu, 1981). Le refus du finalisme implique que les acteurs n'ont pas conscience des finalités de leurs pratiques, autrement dit, ils possèdent une « expérience *doxique* » du monde (Costey, 2004, p. 19). La *doxa* est « un fond d'évidences partagées par tous qui assure, dans les limites d'un univers social, un consensus primordial sur le sens du monde ... » (Bourdieu, 1997, p. 151). La *doxa*, c'est-à-dire le sens commun, fait que les individus prennent le monde comme allant de soi. Si cette vision peut à première vue être considérée comme mécaniste, en réalité, Bourdieu parvient successivement à affirmer que le sens pratique comprend également « le sens du jeu » qui amène le sujet à développer des stratégies permettant d'adapter sa conduite à des contextes d'action variés (Bourdieu, 1987, p. 79). Ces conduites possèdent donc une « indépendance relative par rapport aux déterminations extérieures du présent immédiat » (Bourdieu, 1980, p. 94). C'est à ce moment que le concept de « champ » rentre en jeu en tant que sphère autonomisée de la vie sociale, dotée de ses règles et de ses rapports de force que les agents visent à préserver ou à modifier. Les stratégies des agents, sans être pré-déterminées d'une manière mécaniste ni orientées rationnellement et consciemment vers une fin, permettent la réalisation d'ajustements contextuels et impliquent donc une dimension créatrice de l'*habitus*

qui cohabite avec sa dimension reproductive. Il restent néanmoins encore des zones d'ombre sur cette science de la pratique qui, tout en nous permettant de faire dialoguer et de dépasser les principales théories sociologiques modernes, semble pencher essentiellement sur le versant déterministe et structuraliste.

En ce sens, à tort ou à raison, l'*habitus*, et sa continuité avec les structures sociales, semble produire essentiellement un mécanisme d'incorporation et de répétition des catégories et des représentations sédimentées dans la société. Toutefois, la complexité de la sociologie de Bourdieu a permis d'ouvrir une réflexion profonde et diversifiée sur le concept de pratique et sur son essence hybride qui cherche à concilier le déterminisme avec le subjectivisme et l'interactionnisme. Par sa nature, la pratique, soit-elle culturelle ou, d'une manière plus générale, sociale, renferme en soi un mécanisme de pré-détermination et un autre d'auto-détermination, indiquant des choix autonomes dérivés des interactions et des relations sociales entretenues par les individus.

Certains travaux récents visent à souligner l'importance des aspects contextuels et interactionnels dans le processus de génération des pratiques. Parmi eux, les études sur les pratiques culturelles, définissant « l'ensemble des activités de consommation ou de participation liées à la vie intellectuelle et artistique » (Coulangeon, 2005), ont montré le rôle crucial que « les réseaux de sociabilité » revêtent dans la compréhension des pratiques culturelles (Fleury, 2006). Sans négliger l'importance jouée encore aujourd'hui par les schèmes interprétatifs et perceptifs liés au milieu d'appartenance, ces analyses ont le mérite de souligner qu'il peut y avoir des pratiques dissonantes qui nécessitent donc de porter une attention particulière aux « cercles sociaux » et aux contextes symboliques et d'échange où l'individu évolue. Cette réflexion est d'ailleurs cohérente avec l'importance que Bourdieu accorde à la dimension interactionnelle et symbolique. Cette dernière, toutefois, est considérée essentiellement en tant que violence symbolique, elle est conçue comme un mécanisme d'acculturation et de domination et non pas également comme un vecteur potentiel d'émancipation et de critique sociale.

Aujourd'hui, à partir de l'ouverture et de la multiplication des contextes communicationnels, il devient essentiel de mettre l'accent sur la dimension créatrice du concept d'*habitus* et non uniquement sur sa dimension déterministe. Si nous convenons sur l'idée que la totalité de l'œuvre de Bourdieu dépasse le déterminisme et les oppositions de la sociologie classique, cette démarche apparaîtra alors cohérente avec l'essence même de sa praxéologie. En effet, s'il existe une *holonomie* entre les *habitus* des individus appartenant à une même classe car répondant à un processus d'« intériorisation des mêmes structures fondamentales », ceux-ci ne correspondent pas non plus à des comportements impersonnels et identiques mais ils déterminent, au contraire, une multiplicité d'actions qui varient à partir du contexte et des prédispositions individuelles (Bourdieu, 2000, p. 284). Or, le développement d'un nombre indéfini d'actions structurées par un nombre limité de principes, nous impose de réfléchir à l'*habitus* dans les termes d'un schéma interprétatif, perceptif et d'action à la fois dynamique et structurant, qui subit des adaptations constantes de la part des agents produites au sein des différents contextes interactionnels. Toutefois, le degré de liberté et la conscience de cette liberté est elle aussi très variable d'un individu à l'autre. Bourdieu souligne le caractère involontaire et inconscient de l'*habitus* qui s'active d'une manière presque instinctive et naturelle. Cet aspect reproductif, relié aux mécanismes de socialisation et d'incorporation du sens commun, n'implique pas toutefois l'impossibilité de l'émergence de pratiques émancipatrices.

Ainsi, la dépendance des schémas interprétatifs, structurés par le milieu social et éducatif, peut devenir un mécanisme conscient précisément en vertu de la diversité des expériences et des canaux de socialisation avec lesquels le sujet est amené à être confronté au cours de son existence. Le parcours d'émancipation se traduit donc avant tout par une prise de conscience de la contrainte et de la violence symbolique, vécue, dans la plupart des cas, comme une condition naturelle.

Bien que Bourdieu ne s'attarde pas sur ce point, cette prise de conscience peut devenir le vecteur d'une lutte pour l'appropriation des moyens symboliques et de structuration de la réalité. En ce sens, il est important de s'interroger sur le mécanisme bourgeois de prise de distance par rapport à soi décrit brillamment par Bourdieu afin d'en comprendre les potentialités pratiques auquel il donne lieu. En outre, afin d'éviter de limiter notre raisonnement uniquement aux processus de manipulation et de distorsion symbolique, il serait plus fructueux de s'interroger également sur le potentiel libérateur des pratiques ordinaires et, plus en général, sur la possibilité d'émergence d'une conscience pratique critique. La prise de distance par rapport à la contrainte, est-elle seulement une prérogative de la conscience bourgeoise ? Les expériences et les pratiques quotidiennes peuvent-elles générer des mécanismes de refus et de résistance à l'ordre social ?

La réponse à ces questionnements réside toujours dans l'ambiguïté et la richesse du concept même de pratique impliquant, d'une part, un niveau normatif et répétitif et, de l'autre, une dimension active et créatrice.

Cette ambivalence constitue le noyau même des problématiques auxquelles est confrontée la sociologie dans son objectif ultime de comprendre le fonctionnement de la société à partir de sa dimension coercitive et disciplinaire mais aussi de sa course vers l'émancipation et l'évolution des valeurs.

### **2.1.2 Michel Foucault et les dispositifs du pouvoir**

La dialectique entre liberté et contrainte, ainsi que l'attention accordée aux pratiques sociales, traverse également l'œuvre de Michel Foucault. Si, pour Bourdieu, le concept d'*habitus* remplit une fonction totalisante, en dévoilant à la fois le processus d'objectivation et de subjectivation du réel, de la même façon, le concept de dispositif chez Foucault définit, à un moment historique et dans une société donnée, les schèmes d'interprétation et d'intériorisation de la réalité.

Le dispositif constitue un ensemble hétérogène d'éléments reliés comprenant « des discours, des institutions, des aménagements d'architectures, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propos philosophiques, morales, philanthropiques ... » élaborés sous une « fonction stratégique dominante » (Foucault, 1977, p. 63-65). Comme pour l'*habitus*, le niveau des dispositions assume une importance particulière car le dispositif détermine en partie la conduite et les activités des acteurs.

Dans « Surveiller et punir », la prison représente non seulement un système d'expiation des peines mais également un dispositif de contrôle social, un idéal-type du mécanisme coercitif et réglementaire sur lequel repose le fonctionnement de la société (Foucault, 1975). En effet, c'est à travers la discipline imposée au corps, tant dans l'espace que dans la répétition temporelle, que l'individu intériorise les règles d'exclusion et d'intégration dans l'univers social. Ici, le corps désigne les activités quotidiennes tandis que le dispositif indique le résultat, la structure travaillée, modifiée et adaptée par le biais de la discipline du corps (Foucault, 1975). Le dispositif du contrôle social agit donc, non seulement d'une manière coercitive, à travers l'incorporation des pratiques quotidiennes et les prescriptions juridiques et institutionnelles. Dans l'idée de Foucault, différents dispositifs et « régimes de vérités » se superposent dans l'histoire en déterminant notre compréhension du monde. Le dispositif devient alors cette superposition de phases historiques, de modèles idéologiques et de systèmes de représentation (Foucault, 2004).

En ce sens, le dispositif constitue pour Foucault non seulement une technologie du pouvoir mais aussi un outil analytique pour regarder le monde. L'analyse historique des dispositifs nous permet donc de comprendre tant la sédimentation des règles sociales que les modalités avec lesquelles elles peuvent être redéfinies.



### 2.1.3 Anthony Giddens et la rationalisation des pratiques

Le « pratique » est également le concept pivot de la théorie de la modernité développée par Anthony Giddens. En effet, selon le modèle élaboré par le sociologue, les activités ordinaires des individus sont à considérer comme un élément fondamental pour l'analyse de la reproduction des pratiques institutionnalisées. Marquées par les identités sociales, elles sont l'expression par excellence de la « dualité du structurel ». Le concept de « dualité du structurel », central dans la théorie de la structuration de Giddens, indique que « les règles et les ressources utilisées par les acteurs pour produire et reproduire leurs actions » (ce que Giddens appelle « le structurel ») « sont au même temps les moyens de la reproduction du système sociale concerné » (Giddens, 1987, p. 68). Par le biais d'une logique circulaire qui traverse toute l'oeuvre de Giddens, cette dualité implique que les caractères structurels du monde social constituent les principes générateurs de l'action ainsi que son propre résultat. La « structuration » indique donc « les conditions qui régissent la continuité ou la transmutation des structures et, par conséquent, la reproduction des systèmes sociaux » (Giddens, 1987, p. 74). L'auteur déplace donc l'objet d'étude de la sociologie de l'action individuelle aux pratiques sociales accomplies dans l'espace et dans le temps. Les relations sociales se caractérisent ainsi par une dimension duale qui se réfère au « développement, dans l'espace-temps, de modèles régularisés de relations sociales ... » ; et, au même temps, à « un ordre virtuel de modes de structuration engagés de façon récursive dans la reproduction des pratiques » (Giddens, 1987, p. 65-66). Giddens formule également une distinction entre « le structurel », « les structures » et « les propriétés structurelles des systèmes sociaux ». Comme nous l'avons précisé précédemment, le « structurel » indique les règles et les ressources engagées dans la production et dans la reproduction des systèmes sociaux ; les « structures » renvoient aux « relations de transformation et de médiation qui sont les commutateurs sous-jacents aux conditions observables de la reproduction des systèmes sociaux » ; enfin, les « propriétés structurelles des systèmes sociaux » désignent des traits institutionnalisés qui « donnent aux systèmes sociaux une solidité dans le temps et dans l'espace » (Giddens, 1987, p. 73). À l'intérieur de cette gamme complexe de nouveaux concepts, Giddens définit ensuite « les principes structurels » en tant que propriétés structurelles profondément ancrées et engagées dans la reproduction des totalités sociétales ». Il définit alors les institutions en tant que « pratiques qui ont la plus grande extension spatio-temporelle dans ces totalités sociétales » (A. Giddens, 1987, p. 66).

Contrairement à la relative inconscience qui caractérise les actions des agents de Bourdieu, l'acteur de Giddens est un sujet compétent qui dispose d'un contrôle réflexif sur ses actions. La conscience de l'acteur se dédouble donc en *conscience discursive*, définie comme la capacité d'activer des *schèmes d'interprétation* pour raisonner sur ses propres actions, et en *conscience pratique*, définie comme ce que l'acteur connaît et sait faire (Giddens, 1987). Toutefois, le savoir que l'acteur mobilise dans la production et la reproduction des activités sociales est de nature pratique et résulte être constitutif de la structuration de la vie sociale. Le contrôle réflexif, la rationalisation et la motivation de l'action constituent les trois composantes du « modèle de stratification du soi agissant ». Le contrôle réflexif de l'action exprime l'idée que les acteurs contrôlent de façon routinière leurs actions tandis que la rationalisation de l'action assure la compréhension théorique des fondements de l'action (Giddens, 1987).

Les pratiques routinières sont essentielles au maintien de la sécurité ontologique, de la personnalité de l'agent et des institutions sociales, dont le caractère institutionnel repose entièrement sur leur reproduction continue. La perturbation des routines ordinaires entraîne un sentiment d'angoisse (Giddens, 1987, p. 112).

Giddens intègre successivement sa théorie de l'action avec une théorie du pouvoir. Il distingue alors trois dimensions structurelles des systèmes sociaux : la *signification*, la *domination* et la *légitimation*. Pour chacune de ces dimensions, Giddens identifie des domaines théoriques et institutionnels (Giddens, 1987, p. 80). En ce sens, d'un côté, le spectre des micro-interactions

analysées par Goffman s'élargit aux communications à distance et, de l'autre côté, leur analyse résulte être complémentaire à celles des interactions systémiques.

Sur le plan structurel, les positions sociales se constituent « en tant qu'intersections particulières de signification, de domination et de légitimation qui ont des liens avec la catégorisation des agents » (Giddens, 1987, p. 133-134). Les trois dimensions structurelles sont enchevêtrées dans la réalité sociale et engagent trois formes d'interaction : la négociation du sens, l'exercice du pouvoir et l'application des normes et des sanctions. Une position sociale suppose la définition d'une identité précise dans un réseau de relations sociales. Les systèmes sociaux se caractérisent donc par la rencontre des positions et des pratiques sociales. Malgré les différences, la théorie de la structuration de Giddens préserve quelque chose du modèle de Bourdieu. Tout d'abord, cette continuité est représentée par la place centrale que les deux sociologues donnent à la praxis dans l'étude des systèmes sociaux. Ensuite, une autre affinité concerne sa dualité intrinsèque qui la voit à la fois en tant qu'opération habilitante et contraignante.

Toutefois, à la différence de Bourdieu, Giddens développe une théorie du pouvoir qui, en refusant le modèle marxiste du conflit de classe, est conçu comme un moyen de domination mais aussi d'émancipation. En ce sens, « le pouvoir n'est pas nécessairement lié au conflit en tant que division d'intérêt ou lutte active et l'oppression n'est pas inhérente au pouvoir » (Giddens, 1987, p. 318). S'il n'incarne pas l'oppression, le pouvoir se nourrit et se reproduit à travers les structures de domination constituées par des ressources matérielles, définies « d'allocation » et par des ressources immatérielles ou « d'autorité », employées pour la génération du pouvoir (Giddens, 1987, p. 443).

Les technologies de la communication jouent un rôle clé dans le déploiement des deux typologies de ressource et dans leur distanciation spatio-temporelle (Giddens, 1987, p. 324). Elles permettent également de dépasser un ensemble de contraintes liées aux limites spatio-temporelles de l'action et à celles relatives aux capacités du corps humain. Les sociétés correspondent donc à un ensemble de relations systémiques régies par des principes structurels et contribuant à définir « un regroupement d'institutions particulier et global à travers le temps et l'espace » (Giddens, 1987, p. 222). Puisque le progrès technique a amené à une disjonction de l'espace et du temps, Giddens relie les pratiques routinières à un processus de « régionalisation de l'espace-temps ». Les interactions se déroulent donc en relation avec le contexte spatio-temporel (correspondant par exemple aux catégories centre-périphérie ou maison-travail). L'affirmation de ces lieux en tant qu'environnements de vie caractérisés par des règles et des ressources données devient essentiel pour la sédimentation et la stabilisation des pratiques. C'est le lieu, ou mieux le processus de « régionalisation » de l'action sociale, à déterminer l'union des processus d'intégration sociale et systémique (Giddens, 1987, p. 187). Pour Giddens, les différentes formes de relations sociales qui garantissent la reproduction des collectivités humaines fonctionnent comme un élément de distinction. Dans les associations, par exemple, « la reproduction se réalise dans les pratiques régularisées d'agents compétents ... » tandis que, dans les organisations et les mouvements sociaux, « la régulation réflexive des conditions de reproduction du système occupe beaucoup de place dans la continuité des pratiques de tous les jours » (Giddens, 1987, p. 259). Dans le deuxième cas, le contrôle réflexif est lié aux opérations de contrôle de l'information qui seules peuvent garantir les conditions de reproduction.

La théorie de Giddens, à la fois abstraite et hétéroclite, est en réalité très utile pour appréhender les pratiques des dispositifs informationnels. Son approche permet en fait de considérer à la fois les facteurs structurels de la reproduction mais aussi les espaces de relative autonomie dont disposent les collectivités. Le concept de « pratique », centré sur les représentations et les dispositions des sujets ainsi que sur les mécanismes de reproduction de l'ordre social, nous permet de dépasser les logiques déterministes et d'approcher le thème de la mobilisation à partir de la complexité des pratiques humaines et de leur relation avec les différentes sphères de la vie sociale.

## **2.2 Les pratiques informationnelles : objets d'étude et méthodes**

### **2.2.1 Évolution du paradigme orienté-usager : les cadres théoriques**

La recherche sur le « comportement informationnel » remonte à la *Royal Society Scientific Information Conference* de 1948 quand différents travaux sur le sujet furent présentés sans toutefois en porter le nom. Depuis cette date, les recherches sur les activités informationnelles ont proliféré dans le monde anglo-saxon en jetant les bases pour une riche littérature consacrée aux relations entretenues entre les usagers et l'environnement informationnel. Toutefois, c'est à partir des années 1980, en correspondance avec l'émergence du « paradigme usager » que ce domaine d'étude acquiert une certaine maturité, élargit son champ de recherche et stimule un dialogue interdisciplinaire.

L'approche orientée-usager est constituée par un ensemble de théories émergées dans le milieu scientifique anglo-saxon et cherchant à dépasser les postulats déterministes à travers la récupération d'une forme d'autonomie de l'usager. Cette approche se fonde sur une prémisse principale : « les produits informationnels sont destinés à répondre aux besoins d'information d'usagers multiples et variés qui vont faire, de l'information qu'ils obtiennent, des usages multiformes » (Coadic, 2001, p. 7). Ce postulat est très important car il implique un déplacement de l'objet d'étude des dispositifs techniques, analysés à travers le paradigme « système » (Ellis, 1992), aux usages de ces derniers. Ainsi, l'approche orientée-usager pose au centre du débat la diversité des besoins informationnels et des pratiques à eux liées. Le paradigme « usager » rompt donc avec une vision techniciste de l'accès à l'information et s'intéresse à l'ensemble des « comportements informationnels » (« information behaviours ») ainsi qu'aux dimensions cognitives, sociales ou communicationnelles qui contribuent à les déterminer. Dans cette nouvelle perspective, l'usager est considéré comme un sujet actif, capable de manipuler les sources d'information, de les adapter à ses besoins et de développer des stratégies pour contourner les contraintes des systèmes informationnels. Cette nouvelle attention portée vers l'usager ainsi que la possibilité de distinguer l'usage et la réception des logiques de production, calque l'hypothèse de Michel De Certeau sur la créativité des gens ordinaires et sur leur capacité d'activer un chemin personnalisé dans l'univers des produits culturels (De Certeau, 1990). Cette créativité de l'usager est au centre des approches françaises de la « sociologie des usages » se focalisant sur l'inscription sociale des réseaux de communication. Ce courant a donné naissance à différentes affiliations de l'étude des usages comme par exemple la « socio-politique des usages » ou la « sociologie des usages des TIC ». La première approche essaie de ramener à des justes proportions le potentiel créatif de l'usage à travers l'intégration de la dimension politique et donc des relations sociales entretenues par les différents acteurs ainsi que des représentations des usagers-citoyens. La deuxième, au contraire, développe le thème du « braconnage » à travers une analyse des liens existants entre pratiques nouvelles et anciennes, des capacités de détourner l'usage prescrit par les concepteurs et de l'impact des imaginaires construits autour de l'objet technique. C'est donc dans cet entre-deux que les recherches sur les usages se positionnent en considérant à la fois les facteurs stratégiques et commerciaux et les espaces d'autonomie qui peuvent être exploités par les usagers.

L'ensemble des travaux nord-américains et britanniques concernant les activités informationnelles peuvent être identifiés à travers une série de labels correspondant aux études des besoins d'information et de l'usage (« information need and use »), à celles centrées sur les usagers (« users studies »), sur les modalités de recherche et d'usage de l'information (« information seeking and use »), sur les comportements informationnels (« information behavior » ou « human information behavior ») et, plus récemment, sur les pratiques informationnelles (Chaudiron et Ihadjadene, 2010 p. 3). Le concept de « besoin d'information » émerge au cours des années 1960 et jette les bases pour les travaux des années

1990 portant sur les comportements informationnels. En effet, en 1962, Taylor pointe l'importance du besoin conscient ou inconscient d'information dans la détermination des usages et dans les procédés d'optimisation des dispositifs d'accès à l'information même (Taylor, 1962).

Selon la description de Taylor, le besoin informationnel peut être décliné en quatre niveaux : le « besoin viscéral », actuel mais inexprimé, le « besoin conscient », le « besoin formalisé », correspondant par exemple à l'assertion formelle de la question dans un moteur de recherche, et le « besoin compromis », correspondant à la question imposée par le système d'information (Taylor, 1962). Vingt ans plus tard, en essayant de lier le besoin informationnel au contexte qui le produit, Wilson conçoit une nouvelle catégorisation des besoins constituée par les besoins physiologiques, les besoins affectifs et les besoins cognitifs (Wilson, 1981, p. 7). Ces trois sphères des besoins et leurs connexions respectives influencent directement les activités et les modalités de recherche de l'information des individus. Wilson souligne que le besoin est une expérience subjective difficile à définir pour le chercheur mais qui peut être déduite à partir de l'analyse du comportement informationnel ou à travers les déclarations des usagers (Wilson, 1981). Il est important de souligner que le concept de besoin est lié à celui de motivation dans le sens où le besoin correspond aussi à « une représentation cognitive d'un objectif futur qui veut être atteint » (Burnkrant, 1976). En se basant sur les mêmes considérations, Morgan et King suggèrent que le besoin dérive des motivations d'ordre physiologique, instinctif (« unlearned motivations ») et social (Morgan et King, 1971). Conformément à ce qui a été relevé par les études sur l'action collective, la motivation du besoin informationnel engage les valeurs et les croyances qui peuvent être associées avec la satisfaction des besoins au cours des expériences passées (Burnkrant, 1976). Ainsi, la recherche d'information, liée aux différents types de besoin, peut correspondre aussi à une volonté d'élucider ou de confirmer les valeurs de l'individu (Weigts, Widdershoven, Kok et Tomlow, 1993). Le concept de « motivation » demeure crucial pour ceux qui défendent la « gratification » recherchée à travers l'usage des médias : « usages et gratifications » (McQuail, 1972 ; Fiske, 1990). Selon ce courant, l'utilisateur adopte une approche active vis-à-vis de l'information, en relation à son univers des valeurs. Il essaie, par là, d'en tirer une forme de gratification et de satisfaction à ses besoins. En considérant le fait que la mobilisation politique se déclenche toujours à partir d'un diagnostic qui est fait sur un aspect défaillant du système social et de la formulation de solutions alternatives, il apparaît évident que l'usage de l'information constitue un passage fondamental pour la construction du cadre de l'injustice. Comme il a été montré par les trois modèles de questionnement impliqués dans le besoin de connaître (orientation, ré-orientation et construction), cet aspect a été d'ailleurs également mis en avant par les études sur la recherche d'information (Chew, 1994).

Considérant la variété des besoins informationnels et la multiplicité de facteurs sociaux, psychologiques, économiques, professionnels ou politiques qui les déterminent, l'analyse des comportements informationnels devient une tâche extrêmement complexe nécessitant d'apports pluridisciplinaires. C'est alors le contexte dans lequel se développe le besoin informationnel plutôt que les caractéristiques techniques des dispositifs qui devient l'objet central de l'étude. La prise en compte de l'environnement social, culturel et communicationnel de l'utilisateur devient donc le point de départ pour le développement des différents labels de la discipline. Ce glissement de l'objet d'étude est confirmé par l'émergence d'approches alternatives à la théorie classique du « information need and use ». Parmi ces nouvelles perspectives de recherche, nous pouvons mentionner trois modèles principaux : la « user-values approach », centrée sur la valeur et l'utilité que l'utilisateur accorde à l'information (Taylor, 1984 ; 1985), la « sense-making approach », se focalisant sur la manière dont les individus utilisent les ressources informationnelles pour donner un sens à leur réalité (B. Dervin, 1983), ou, encore, la « anomalous states-of-knowledge approach », s'intéressant à des utilisateurs qui vivent des situations problématiques (Belkin, 1980). Ainsi, le changement de paradigme qui s'est opéré au cours des années 1980 a été accompagné par l'émergence de cadres théoriques

et conceptuels, comme par exemple l'approche cognitive (Ingwersen et Jarvelin, 2005), phénoménologique (Savolainen, 2008) ou constructiviste (Tuominen, Talja et Savolainen, 2005), adaptés au nouvel environnement de recherche. L'autre élément intéressant qui découle de l'évolution de ces travaux est la dilution des frontières entre les problématiques liées à la communication et celles liées à l'information. En effet, toutes les activités concernant la recherche, le besoin et l'usage de l'information ne peuvent pas être déconnectées des contextes sociaux, communicationnels et relationnels ainsi que des intérêts, des valeurs et des représentations des individus. Au contraire, il émerge une primauté des thèmes reliés à la communication précisément parce que les aspects communicationnels englobent, déterminent et clarifient le cadre des problématiques informationnelles. Cette prise de conscience a concerné également les études sur les usagers qui ont commencé à diversifier leur méthodologie en adoptant des approches qualitatives et en sélectionnant des contextes autres que les milieux scientifiques. Ce qui émerge également de l'observation de l'évolution de ce champ d'étude est le fait que tous les concepts développés par les différentes approches sont liés les uns avec les autres. Le besoin, la recherche, la récupération, le traitement et l'usage de l'information sont à considérer comme différentes phases d'un même processus.

Ce lien a été souligné en particulier par le modèle de recherche de l'information formulé par Carol Kuhlthau. En assimilant le processus de recherche à celui de création du contenu, l'auteur le décompose en sept étapes correspondant à l'initiation, la sélection, l'exploration, la formulation, la collecte, la fin de la recherche et la présentation (Kuhlthau, 1993). Pour chaque étape du processus, Kuhlthau identifie les sentiments, les pensées, les actions, les stratégies et les états d'âme impliqués dans les activités informationnelles. L'auteur suggère également l'introduction dans la discipline du « principe d'incertitude ». Ce principe est défini dans les termes d'une lacune qui, en intervenant au niveau du processus de compréhension et de signification, fonctionne en tant que déclencheur de l'activité de recherche de l'information (Kuhlthau, 1993, p. 23). Ce modèle, ainsi que les approches de Wilson, Belkin et Ingwersen (Wilson, 1997 ; Belkin, 1993 ; Ingwersen 1996), ont contribué à définir le comportement informationnel comme étant un processus qui engage différentes disciplines et des multiples facteurs cognitifs, affectifs, contextuels (Belkin, 1980 ; Kuhlthau, 1993 ; Derwin, 1997) ou même relationnels (Chatman, 1992 ; 1996 ; Taylor, 1991).

Parmi les nombreux travaux portant sur les « information behaviours », l'approche de R. S. Taylor se distingue pour son caractère exhaustif et pour l'importance accordée au contexte des usages. Son modèle d'analyse, l'« Information Use Environment » permet d'identifier les éléments contextuels qui affectent l'usage de l'information et qui conditionnent la valeur qui est attribuée à l'information même. À partir de ce modèle, Taylor identifie trois types d'environnement informationnel principaux : l'environnement géographique, l'environnement organisationnel et, enfin, l'environnement social/intellectuel/culturel, constitué par des groupes ou des communautés ayant des intérêts communs (Taylor, 1991). Ce modèle, permettant d'isoler et d'observer des communautés spécifiques de pratiques, favorise une analyse contextuelle des activités informationnelles et non seulement une observation isolée des interactions homme-machine. En se focalisant sur le concept de pratique (« praxis ») et en créant une connexion entre l'environnement d'usage, les critères de recherche et les valeurs ajoutées attribuées aux différentes sources de contenu, Taylor élabore un modèle général capable de comprendre une variété d'activités et de procédés informationnels.

<b>USER CRITERIA OF CHOICE</b>	<b>INTERFACE (Values Added)</b>	<b>SYSTEM (Value-added Processes: Examples)</b>
Ease of Use	Browsing Formatting Interfacing I (Mediation) Interfacing II (Orientation) Ordering Physical Accessibility	Alphabetizing Highlighting important terms
Noise Reduction	Access I (Item identification) Access II (Subject description) Access III (Subject summary) Linkage Precision Selectivity	Indexing Vocabulary control Filtering
Quality	Accuracy Comprehensiveness Currency Reliability Validity	Quality control Editing Updating Analyzing and comparing data
Adaptability	Closeness to problem Flexibility Simplicity Stimulatory	Provision of data manipulation capabilities Ranking output for relevance
Time-Saving	Response Speed	Reduction of processing time
Cost-Saving	Cost-saving	Lower connect-time price

Figure 4 : In Taylor, R.S. (1986). Value-added processes in information systems . Norwood, NJ: Ablex.

Une autre approche importante tournée vers l'intégration des phénomènes sociaux dans l'étude des pratiques informationnelles est celle de Tom Wilson. En 1981, Wilson inaugura un modèle basé sur l'importance des besoins physiologiques, cognitifs ou sociaux, liés au contexte politique, économique ou technologique de l'individu, dans la compréhension des usages des systèmes de recherche de l'information. Ce modèle suggère que les barrières d'accès à l'information dérivent des contextes et des environnements où l'individu est inséré (Wilson, 1981).

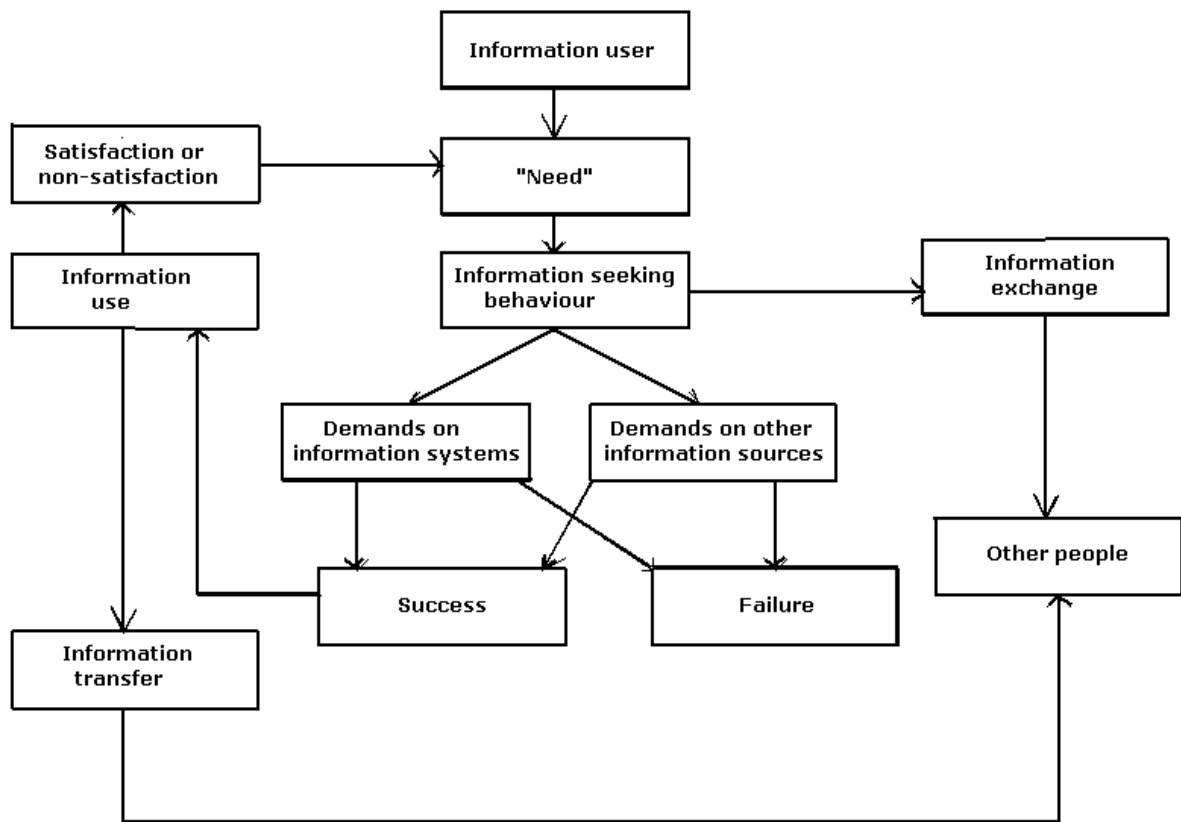


Figure 5 : Areas of « Information behaviour » research  
 Le modèle de Wilson (1981). In T. D., Wilson (1996), « Information behaviour : an interdisciplinary perspective. A report to the British Library Research and Innovation Centre », London, British Library Research and Innovation Centre : <http://informationr.net/tdw/publ/infbehav/chap7.html> (Page consultée le 17 avril 2013).

Dans l'image 6, nous pouvons observer une version simplifiée du modèle de Wilson intégrée avec le modèle de recherche de l'information de Ellis (Ellis, 1989).

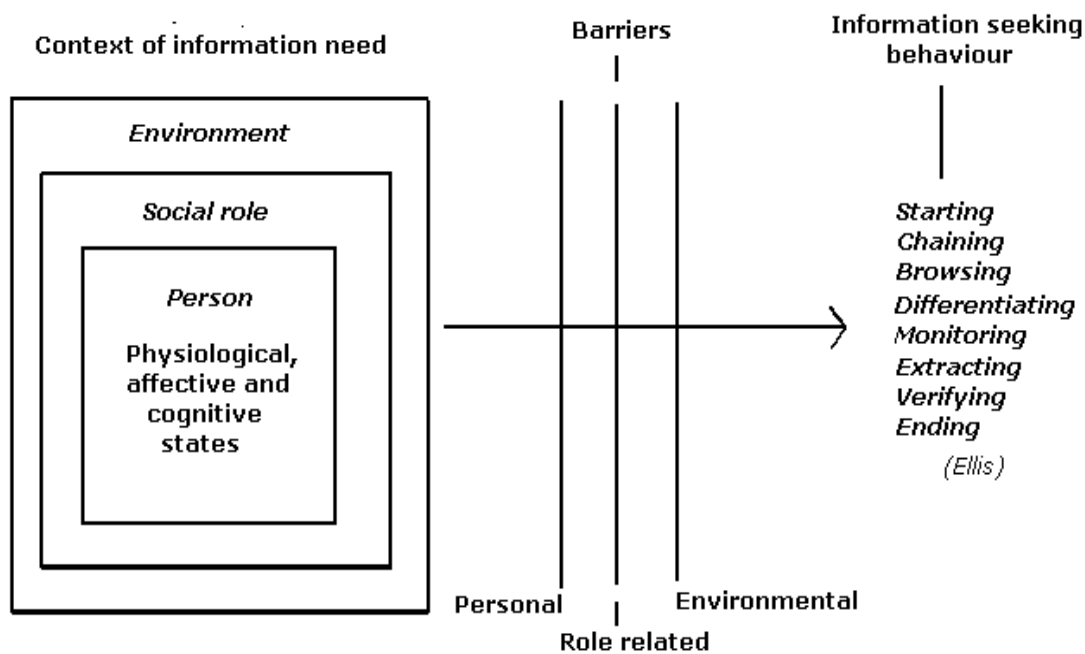


Figure 6 : A model of Information-seeking behaviour.

In T. D., Wilson (1996), « Information behaviour : an interdisciplinary perspective. A report to the British Library Research and Innovation Centre », London, British Library Research and Innovation Centre : <http://informationr.net/tdw/publ/infbehav/chap7.html> (Page consultée le 8 mai 2013).

Successivement, Wilson substitue le concept de « barrière » avec celui de « variable » (« intervening variables »), plus apte à comprendre soit les éléments qui obstruent soit ceux qui facilitent l'accès à l'information (Wilson, 1996). Ces variables peuvent être résumées dans la classification suivante : caractéristiques personnelles, variables émotionnelles, variables liées à la formation, variables démographiques, variables sociales et interpersonnelles, variables environnementales, variables économiques et caractéristiques des sources de l'information (Wilson, 1996).

La première typologie de variables concerne la littérature psychologique et engage le concept de « dissonance cognitive », indiquant des problèmes relatifs au « Self », considérés comme un facteur motivationnel qui conditionne le comportement de l'individu à l'égard des activités informationnelles (Festinger, 1957). Cette approche, postulant l'influence des motivations personnelles dans les comportements informationnels des individus, implique également la notion d' « exposition sélective » à l'information.

Les sujets sont en effet plus sensibles aux sources informationnelles compatibles avec leurs intérêts et leurs valeurs (Rogers, 1983). L'ensemble des variables citées contribuent à définir le niveau d'exposition et l'usage de l'information. Souvent en relation avec le domaine de l'information médicale, de nombreuses études se sont attachées à analyser l'action de ces variables dans les comportements informationnels des individus (Ippolito, Murphy et Sant, 1979 ; Hofstede, 1980 ; 1991 ; Harris, 1992 ; Connell et Crawford, 1988 ; Stigler, 1961 ;



Borgers et al., 1993 ;). Parmi ces travaux, l'étude de Hofstede traitant de l'impact des cultures nationales sur le comportement informationnel recouvre un intérêt particulier pour notre recherche. Hofstede présente quatre dimensions sur la base desquelles les cultures peuvent se différencier : la « distance du pouvoir », « le système de réduction des incertitudes » (« uncertainty avoidance »), le « degré de collectivisme ou d'individualisme », la « prééminence de valeurs masculines ou féminines » et la « temporalité dans l'orientation de la vie » ( Hofstede, 1980 ; 1991).

Les deux premières dimensions suggèrent une relation avec les concepts de « conductivité structurelle » de Smelser (Smelser, 1963) et de « structure des opportunités politiques » de Tarrow et Tilly (McAdam, Tarrow et Tilly, 1998 ; Tilly et Tarrow, 2008). En effet, la distance du pouvoir est directement liée aux caractères structurels des institutions, à la configuration des alignements politiques et, plus en générale, au niveau d'ouverture ou de fermeture de l'État à l'égard des nouveaux acteurs politiques. En ce qui concerne la deuxième dimension, il apparaît clair que le niveau de structuration et de formalisation des règles d'une société influence la gestion des risques et des incertitudes. Selon les analyses conduites par Hofstede, dans les cultures caractérisée par une grande distance du pouvoir, le système d'échange des informations parmi les organisations est inhibé tandis qu'il fonctionne bien dans des cultures présentant un fort degré de collectivisme (Wilson, 1996).

Toutefois, comme dans le cadre du modèle de la SOP (Structure des Opportunités Politiques), les résultats des enquêtes apparaissent parfois contradictoires : les pays vantant une forte tradition de soutien aux bibliothèques publiques (comme le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne ou les pays du Nord de l'Europe) sont associés à une petite distance du pouvoir mais également à un haut degré d'individualisme (Wilson, 1996). Cela implique une réflexion autour de l'influence variable des mêmes facteurs structurels. Si, comme souligné par Lilian Mathieu, un gouvernement potentiellement proche des cadres contestataires des mouvements sociaux peut avoir l'effet paradoxal de renforcer la protestation (Mathieu, 2006), le système de verrouillage de l'information et la distance des lieux du pouvoir perçue par les citoyens peuvent avoir l'effet contradictoire de stimuler la recherche, l'échange et la production d'information alternative.

En Italie, l'écart qui s'est progressivement créé entre la classe politique et la société civile, l'incapacité des institutions à gérer et à répondre aux angoisses des citoyens ainsi que l'ingérence du pouvoir dans le système médiatique ont eu l'effet paradoxal d'encourager la création de nouveaux espaces et le développement de pratiques informationnelles résistantes. Malgré le niveau plus ou moins faible de professionnalisme de ces activistes, leur distance du pouvoir est perçue par les usagers comme une gage de crédibilité. Selon cette nouvelle approche, l'information est fiable quand son producteur marque une distance avec la logique journalistique-commerciale des émetteurs officiels. En ce sens, l'information, décrochée des intérêts des élites, répond uniquement aux besoins d'émancipation et d'épanouissement du citoyen-usager. Comme révélé par différents travaux sur les comportements informationnels, la crédibilité peut être associée également à la typologie du canal d'information (Witte et alii., 1993 ; Connell et Crawford, 1988 ; Johnson et Meischke, 1991). Notre enquête montre en effet que l'information qui peut être repérée à travers des espaces informationnels alternatifs sur Internet est considérée comme plus fiable (en termes d'indépendance et de neutralité) par rapport au flux informatif des médias de masse.

Toutefois, au-delà des facteurs qui affectent les besoins, l'accès et la sélection des sources d'information, bien documentés par les travaux décrits jusqu'à ici, il semble que l'étude des usages effectifs de l'information qui, dans le cadre de notre travail, se traduit par une forme d'engagement politique des usagers, a été sous-traité par les sciences de l'information. Cette lacune a été soulignée également par Wilson qui observe que cet aspect a été enquêté par d'autres travaux tels que les recherches portant sur l'innovation - « innovation research » - ou celles concernant le processus de prise de décision au sein des organisations - « research into decision-making in organizations » - (Wilson, 1996). Afin de combler cette lacune, il émerge

donc l'exigence de revoir le modèle d'étude des comportements de recherche de l'information (information-seeking behavior) formulé par Wilson en 1981.

Tout d'abord, il semble opportun d'intégrer un stade intermédiaire entre l'individu dans son contexte (« person-in-context ») et la décision de chercher de l'information. Cette étape, correspondant à un « mécanisme d'activation », apparaît comme essentielle pour pouvoir comprendre les usages de l'information (Wilson, 1996). Sur la base de ces observations, il émerge la nécessité d'étendre le modèle élaboré par Wilson aux processus d'analyse et d'usage de l'information en tant que phases immédiatement successives aux activités de recherche. Ces phases demeurent essentielles pour comprendre le rôle des besoins informationnels et leur impact dans les pratiques des usagers. Wilson suggère donc un modèle revisité et apte à intégrer la complexité des comportements informationnels (« information behaviors ») et non seulement les activités de recherche de l'information (« information seeking behavior »).

Comme Wilson même a pu le préciser, ce modèle intègre trois théories différentes : la théorie du stress/chaperon, « stress/coping theory » (Folkman, 1984), expliquant pourquoi certains besoins n'activent pas la recherche d'information ; la théorie du risque-récompense, « risk/reward theory » (Settle, 1989 ; Murray, 1991), essentielle pour expliquer le choix de certaines sources d'information par rapport à d'autres et, enfin, la théorie de l'apprentissage social, « social learning theory » (Bandura, 1977), comprenant le concept d'efficacité individuelle de l'utilisateur, « self-efficacy », pour rejoindre le résultat désiré (Wilson, 1999).

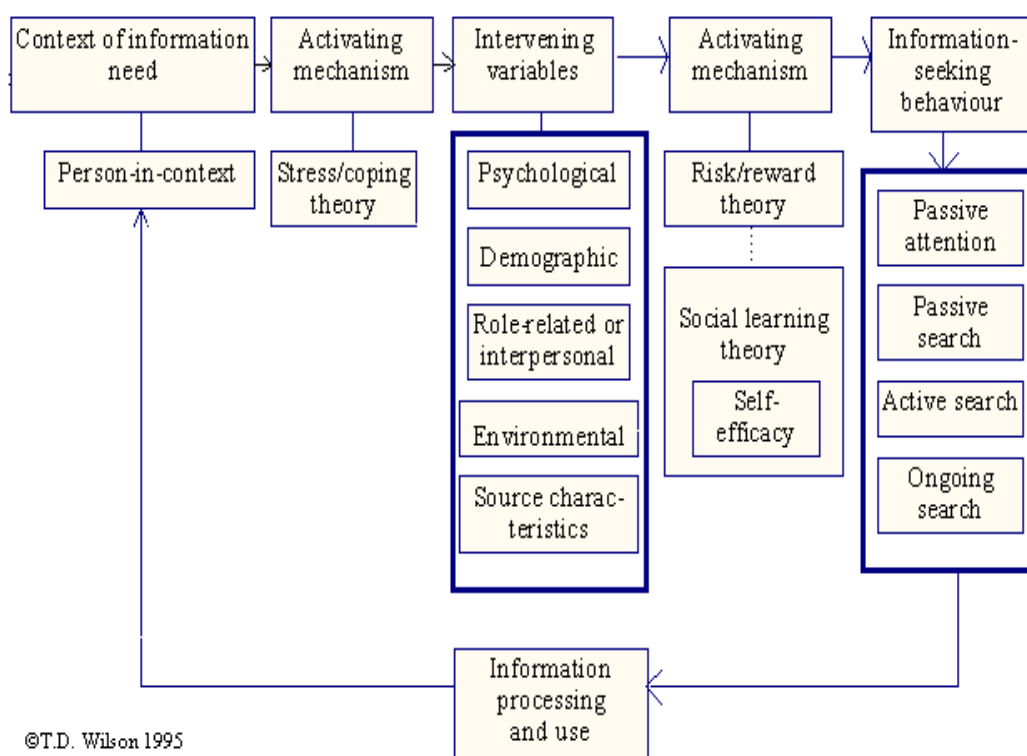


Figure 7 : A revised general model of information behaviour  
 In T. D., Wilson (1996), Information behaviour : an interdisciplinary perspective. A report to the British Library Research and Innovation Centre, London, British Library Research and Innovation Centre : <http://informationr.net/t dw/publ/infbehav/chap7.html> (Page consultée le 8 mai 2013).

Selon Wilson, l'étiquette « Information behavior », souvent substituée par l'expression « human information behavior », désigne « les activités dans lesquelles une personne peut s'impliquer quand, en ayant identifié ses propres besoins, opère une recherche d'information avec des modalités multiples, l'utilise et la transfère » (Wilson, 1999). L'intérêt du modèle produit par Wilson consiste dans le fait que soit la phase de recherche, soit la phase de

traitement et d'usage de l'information impliquent l'échange avec d'autres usagers. Ainsi, les activités de recherche de l'information, loin de concerner uniquement l'interaction entre un usager et un système, engageant, en amont et en aval, les processus communicationnels. Cette compénétration des procédés informationnels et communicationnels justifie l'émergence d'une approche compréhensive qui encourage un pont entre les deux disciplines. En ce sens, le concept de « pratique info-communicationnelle » apparaît comme plus exhaustif et pertinent par rapport au concept anglophone de « information behaviour ». En plus, cette approche présente l'avantage d'encourager un approfondissement des phénomènes communicationnels qui conditionnent la recherche, l'usage et l'échange de l'information ainsi que l'impact de l'information reçue sur l'évolution du comportement et de l'action des sujets. Malgré ses lacunes, le modèle de Wilson constitue un point de départ pour les recherches dans ce domaine car il visualise la multiplicité des variables impliquées dans le processus de recherche de l'information et offre un espace pour l'intégration des aspects communicationnels.

Quelques années après la conception du premier modèle de Wilson, Dervin développe une théorie de la construction du sens, « the sense-making theory » définie comme « un outil humain voué à donner un sens à une réalité à la fois chaotique et ordonnée » (Dervin, 1983). Ce modèle se base sur quatre concepts principaux : une situation se manifestant dans un espace-temps donné, le fossé entre la situation de départ et celle désirée, le résultat du processus de construction de sens et un pont symbolisant les moyens utilisés pour combler ce fossé.

Ce modèle, visualisé par Dervin à travers une figure triangulaire, apparaît beaucoup plus clair dans la représentation fournie par Wilson (Wilson, 1999) :

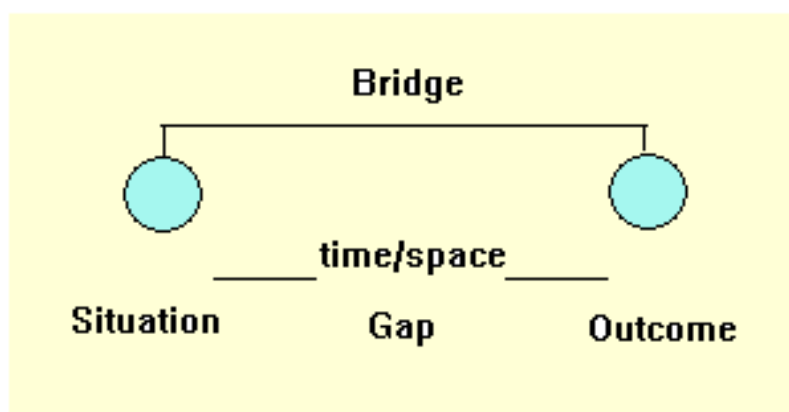


Figure 8 : Dervin's sense-making model re-drawn

In Wilson, T.D. (1999) "Models in information behaviour research" *Journal of Documentation*, **55**(3) 249-270  
Available at <http://information.net/tdw/publ/papers/1999JDoc.html> [p. 254 (Page consultée le 17 avril 2013).

L'intérêt de ce modèle consiste dans l'assomption selon laquelle l'information sert pour résoudre une situation problématique. Selon l'approche de Dervin, les activités de recherche de l'information doivent être conçues comme un processus de construction du sens et donc en tant que moyen de se rapporter à la réalité, de la modifier et de la plier à ses besoins. Cette perspective renforce la nécessité d'une approche de recherche qualitative qui puisse prendre en compte les motivations et les univers culturels et sociaux des usagers. En intégrant une perspective à la fois cognitive, dictée par l'importance accordée au processus d'interprétation et d'intériorisation de la connaissance, et constructiviste, puisque le sens est construit collectivement à travers les échanges entre les usagers dans un contexte donné, ce modèle permet d'élargir le champ de recherche et d'emprunter un regard sociologique pour observer les phénomènes informationnels.

La métaphore du pont informationnel nous permet ainsi de créer un lien entre les sciences

de l'information et de la communication et mais également entre le paradigme cognitiviste en sociologie de la mobilisation et celui élaboré par Dervin. En effet, nos travaux de recherche ont mis en évidence le fait que les échanges discursifs entre les militants, permettant la construction d'un cadre contestataire partagé, sont constitués avant tout par les activités informationnelles. C'est par le biais des activités d'évaluation, d'interprétation, de production et de sélection de l'information que les militants du web élaborent collectivement leurs revendications, leurs valeurs et leurs projets contestataires. Les applications du modèle de Dervin confirment son idonéité et sa contribution aux recherches sur l'utilisation de l'information dans la vie de tous les jours (« everyday life information seeking ») mais aussi à l'étude des phénomènes informationnels à l'intérieur de groupes et d'organisations (Fisher, Erdelez et McKechnie, 2005; Choo, 2006; Weick, 1995). Si l'approche de Dervin a été conçue pour analyser les activités individuelles des usagers, il émerge donc la nécessité d'intégrer l'univers des pratiques individuelles avec celui des pratiques informationnelles collectives ainsi que les dimensions formelles et informelles de ces mêmes pratiques (Maurel, 2010).

Cet objectif a été en partie rempli par les travaux de recherche de Chatman (Chatman, 1992, 1996). Dans ses études sur le monde informationnel des populations à faibles ressources, l'auteur adopte une approche ethnométhodologique pour décrire les comportements informationnels de groupes sociaux démunis. Le point de départ de ces travaux est constitué par l'importance revêtue par l'environnement économique et culturel et par l'ensemble des relations sociales dans la définition du comportement informationnel.

Chatman développe une théorie sur la pauvreté informationnelle qu'elle articule en six propositions principales : les personnes qui sont définies comme pauvres en information ont la perception d'être dépourvues des sources qui pourraient les aider; la pauvreté en information est en partie liée à la distinction de classe et au fait que les *outsiders* refusent l'accès privilégié à l'information; la pauvreté en information est conditionnée par des attitudes d'auto-protection qui sont activées en réponse aux normes sociales; le secret et la tromperie sont des mécanismes d'auto-protection liés au sentiment de méfiance à l'égard de l'intérêt ou de la capacité des autres à produire de l'information utile; la décision de courir le risque de révéler ses problèmes réels souvent n'est pas prise en compte parce que les gens ont la perception que les conséquences négatives d'une telle action dépasseraient les bénéfiques; sur la base de la pertinence de l'information dans la résolution des problèmes de tous les jours, le nouveau savoir sera introduit dans le monde des personnes pauvres en information d'une manière sélective (Chatman, 1996, p. 197-198).

Dans le modèle développé par Chatman, les concepts de secret, tromperie, prise de risque et pertinence, émergés à travers l'observation d'anomalies dans les comportements informationnels de certains groupes sociaux, constituent les variables principales qui conditionnent l'approche et le partage de l'information dans des contextes donnés. Les études de cette auteur révèlent que les personnes appartenant à des couches sociales défavorisées ou occupant des postes précaires dans leur environnement de travail se perçoivent comme des « outsiders » et ne prennent pas le risque de partager leurs angoisses ou d'essayer de repérer les informations utiles pour la résolution de leurs problèmes. Ces enquêtes montrent que la valeur attribuée à l'information varie en raison du contexte et de la manière dont les individus ou les groupes se perçoivent et s'intègrent à l'intérieur d'un système social et normatif donné.

Chatman observe donc que, dans des milieux sociaux défavorisés, se produisent une série d'anomalies utiles à comprendre la complexité des comportements informationnels. Si les études sur le comportement de recherche d'information dans la vie de tous les jours soulignent l'importance des leaders d'opinion, Chatman constate, au contraire, que leur action n'est pas toujours prépondérante et que, dans des contextes spécifiques, même le réseau amical ou familial ne constitue pas une source d'information ou un canal pour la partager. Certains sujets sont donc portés à renoncer, à se plier sur eux-mêmes car persuadés qu'un dévoilement de leur condition n'intéressera pas l'univers des « insiders », ne trouvera pas une réponse adéquate et une solution ou, encore pire, comportera un risque pour sa personne (Chatman,

1987 ; 1990). Ces sujets font donc recours à la tromperie et au secret quand ils pensent que le partage d'information peut comporter un risque. Ils essaient alors de se montrer le plus possible normales et ils refusent de partager ou de chercher des informations urgentes et pertinentes pour leur condition (Chatman, 1992 ; 1996). Le concept de pertinence est lié au processus de construction du sens caractérisant l'approche de Dervin (Dervin, 1983). L'information est donc sélectionnée et intégrée dans le quotidien seulement si elle produit du sens à l'intérieur d'un cadre spécifique de normes sociales. La position que l'individu occupe à l'intérieur d'un contexte normatif donné (en tant qu'« insider » ou « outsider ») conditionne et détermine le comportement informationnel. L'approche de Chatman nous fait réfléchir sur la nature artificielle du besoin informationnel qui, dans certains contextes, peut être caché ou alors fabriqué d'une manière trompeuse pour se protéger et répondre aux contraintes imposées par les barrières sociales.

Ces études se focalisent sur un point central pour le cheminement de notre recherche : l'individu/usager qui perçoit soi-même en tant qu'outsider, qui se sent isolé à l'intérieur de son environnement social, est porté à assumer un comportement informationnel anomal. Le modèle de Chatman encourage donc l'observation des dynamiques collectives du comportement informationnel. C'est à partir du partage des informations avec ses pairs que l'utilisateur identifie et rend manifeste son besoin en information et s'active pour le satisfaire. En ce sens, l'importance du contexte social et de l'univers des valeurs dans lequel se déploient les activités informationnelles montre toute son importance dans l'activation et la consolidation des pratiques. En ce sens, les études sur les activités de recherche et d'usage de l'information, en se concentrant souvent sur le comportement des utilisateurs isolés, risquent de négliger le rôle des dynamiques de l'action collective dans le développement et l'évolution des pratiques liées à l'information. L'absence de contextes et d'opportunités pour partager l'information avec les autres amène à l'aliénation et à l'isolement des sujets défavorisés. Ainsi, l'approche de Chatman, en soulignant l'importance des relations interpersonnelles et des phénomènes sociaux dans la détermination du comportement informationnel, ouvre des nouvelles perspectives de recherche pour l'analyse des pratiques à l'intérieur de groupes spécifiques d'utilisateurs et à partir des processus communicationnels qui les encadrent.

Dans cette perspective, les plateformes collaboratives en ligne, comme les blogs ou les réseaux sociaux, vouées à l'échange, au débat et au partage d'informations et d'expériences, constituent un nouvel environnement informationnel où chaque utilisateur constitue une source potentielle d'information pour ses pairs. Il émerge donc également la nécessité de se pencher sur la dimension interactive du comportement informationnel. Contrairement aux contextes sociaux physiques, l'environnement numérique, caractérisé par un processus d'affaiblissement des marqueurs sociaux, permet aux utilisateurs de contourner la problématique liée au risque et de concourir à faire émerger des revendications et de nouvelles formes de solidarité qui auraient du mal à se constituer par ailleurs.

Dans une perspective plus cognitive par rapport à celle de Chatman, Ingwersen souligne l'importance des composantes cognitives et situationnelles des comportements informationnels. En adoptant une approche plus spécialisée, l'auteur se focalise principalement sur les activités de repérage de l'information. Son modèle prend en compte une multiplicité de facteurs comme l'état cognitif de l'utilisateur, l'activité professionnelle ou les champs d'intérêt, le problème ou l'objectif, l'incertitude et les besoins informationnels (Ingwersen, 1996). Dans la figure 9, fournie par Wilson et Järvelin (Wilson et Järvelin, 2003), nous avons une représentation du modèle d'Ingwersen.

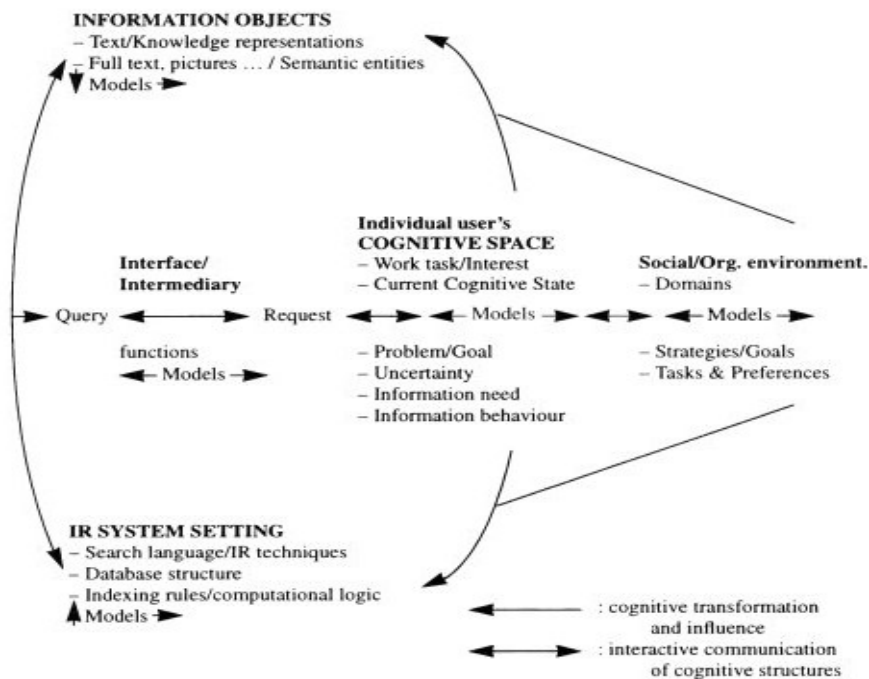


Image 9 : In Kalervo Järvelin et T.D Wilson (2003), « On conceptual models for information seeking and retrieval research », *Information Research*, Vol. 9, No. 1, octobre 2003.

Les auteurs soulignent les ressemblances existantes entre le modèle de recherche de l'information d'Ingwerser et d'autres modèles conceptuels. En effet, l'espace cognitif de l'utilisateur (*user's cognitive space*) et l'environnement social et organisationnel (*social/organisational environment*) rappellent la personne dans son contexte (*person in context*) et les facteurs environnementaux (*environmental factors*) du modèle de Wilson (Wilson et Järvelin, 2003; Wilson, 1996).

Le point fort de son modèle de recherche active de l'information est l'importance accordée aux informations concernant l'utilisateur (objectif, problématique, besoins informationnels ou encore activités et intérêts) dans la définition des modèles cognitifs. Cette centralité du modèle cognitif concerne également le système de recherche même. L'auteur précise en fait que les caractéristiques du système de recherche de l'information (*IR system*) dépendent du modèle cognitif de son concepteur. Ce modèle comporte en effet aussi l'avantage de mettre en premier plan le système de recherche et l'intermédiaire et d'encourager donc le développement d'un modèle d'analyse du comportement de recherche de l'information compréhensif (Wilson et Järvelin, 2003).

Mais l'aspect le plus intéressant est représenté par la reconnaissance d'un processus de transformation des modèles cognitifs induit par le passage d'une situation de départ, dans laquelle l'utilisateur fait l'expérience d'un besoin ou identifie un objectif, à un point d'arrivée, où il parvient à repérer un contenu qui pourra être exploité et intégré dans son univers cognitif.

Dans une optique plus empiriste par rapport à celle d'Ingwerser, Ellis essaie d'identifier les différents moments (en réalité définis en tant que "features", caractéristiques) du comportement informationnel (Ellis, 1989).



Figure 10 : In Eric Thivant et Laid Bouzidi (2005), « Les pratiques d'accès à l'information : le cas des concepteurs de produits de placements financiers », *Ressi* n. 1, janvier 2005. Disponible à la page [http://campus.hesge.ch/ressi/Numero\\_2\\_juillet2005/articles/HTML/RESSI\\_009\\_ETLB\\_Pratiques.html](http://campus.hesge.ch/ressi/Numero_2_juillet2005/articles/HTML/RESSI_009_ETLB_Pratiques.html) (page consultée le 8 mai 2013).

Wilson et Jarvin proposent une brève description de chaque composante du modèle d'Ellis qui peut nous aider à l'interpréter et à l'appliquer à n'importe quelle recherche concernant les activités de recherche d'information (Kalervo Järvelin et Wilson, 2003).

- Starting: the means employed by the user to begin seeking information, for example, asking some knowledgeable colleague;
- Chaining: following footnotes and citations in known material or 'forward' chaining from known items through citation indexes;
- Browsing: 'semi-directed or semi-structured searching' (Ellis, 1989: 187);
- Differentiating: using known differences in information sources as a way of filtering the amount of information obtained;
- Monitoring: keeping up-to-date or current awareness searching;
- Extracting: selectively identifying relevant material in an information source;
- Verifying: checking the accuracy of information;
- Ending: which may be defined as 'tying up loose ends' through a final search.

Figure 11 : In Kalervo Järvelin et T.D Wilson (2003), « On conceptual models for information seeking and retrieval research », *Information Research*, Vol. 9, No. 1, octobre 2003.

Plus centré sur le processus de recherche de l'utilisateur que sur son contexte, ce modèle présente huit phases de recherche de l'information : le début (les moyens, formels ou informels, que l'utilisateur utilise pour chercher de l'information) ; l'enchaînement (créé à partir des concepts ou des références dont il s'est déjà approprié) ; la navigation (parmi les différentes sources) ; la comparaison et la différenciation de ces sources ; la surveillance des nouveautés ; l'extraction des éléments pertinents dans les sources d'information ; la vérification de la conformité de l'information recherchée par rapport aux objectifs de départ ; et la finalisation de la recherche qui peut donner lieu à la rédaction d'un document. Toutefois, ce modèle, tout en présentant l'avantage de mettre en évidence les modalités de repérage de l'information (« information retrieval »), de navigation, de veille et d'analyse, incluses dans les activités de recherche (« information seeking »), implique toujours une primauté des activités de recherche de l'information sur celles d'usage. L'utilité de ce modèle pour notre recherche consiste néanmoins dans la présentation détaillée des activités de recherche qui, en comprenant les pratiques de veille, de sélection des sources et de navigation, s'adapte aisément à l'univers numérique.

Le modèle de Kuhlthau, plus centré sur les sentiments et les pensées des usagers, peut être considéré comme complémentaire au modèle d'Ellis.

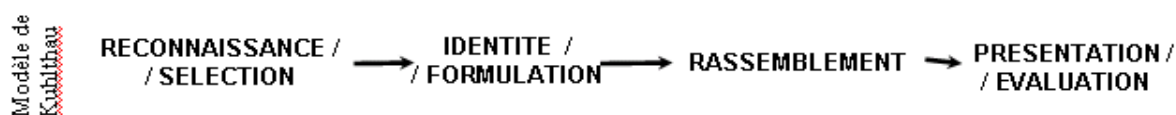


Figure 12 : In Eric Thivant et Laid Bouzidi (2005), « Les pratiques d'accès à l'information : le cas des concepteurs de produits de placements financiers », *Ressi* n. 1, janvier 2005. Disponible à la page [http://campus.hesge.ch/ressi/Numero\\_2\\_juillet2005/articles/HTML/RESSI\\_009\\_ETLB\\_Pratiques.html](http://campus.hesge.ch/ressi/Numero_2_juillet2005/articles/HTML/RESSI_009_ETLB_Pratiques.html) (page consultée le 8 mai 2013).

Comme dans le cadre du travail de Dervin, Kuhlthau met l'accent sur une phase d'incertitude ou de frustration qui est à l'origine des activités de recherche. Mais, si dans le modèle d'Ellis, les différents aspects de la recherche d'information peuvent se manifester dans un ordre variable à partir des caractéristiques de l'utilisateur ou du contexte spatio-temporel, le modèle de Kuhlthau est à concevoir comme un modèle séquentiel, comme une série d'étapes différentes appartenant à un même processus. Ce modèle s'est révélé être très utile d'un point de vue épistémologique parce qu'il s'intéresse au processus de prise de conscience d'un besoin de la part de l'utilisateur. La recherche d'information implique donc aussi l'identification d'un problème sur lequel l'information doit faire clarté. Cette situation problématique, liée au contexte social ou professionnel de l'utilisateur, mérite d'être approfondie car elle a un effet décisif sur les pratiques de recherche et d'usage de l'information et, plus en général, sur l'ensemble des comportements informationnels de l'individu.

Afin de combler ces lacunes, certains auteurs ont développé des modèles qui essaient d'étudier le comportement de recherche de l'information en relation avec les activités (*tasks*), en général liées au domaine professionnel, qui peuvent affecter les activités informationnelles des utilisateurs. Ces chercheurs se sont alors occupés de proposer des catégorisations des activités en les classant sur la base de leur complexité : « activités déterminables *à priori* » et « activités incertaines » quant au résultat et aux procédés informationnels requis ; ou encore « activités informationnelles de routine » et « activités décisionnelles genuines » (Byström et Järvelin, 1995 ; Tiamiyu, 1992 ; Van de Ven et Ferry, 1980). D'autres recherches se sont focalisées sur la typologie de l'information (information liée à un problème, information concernant un domaine spécifique et information pour résoudre un problème) requise dans le cadre d'une activité donnée (Järvelin et Repo, 1983). D'autres encore ont formulé une typologie de sources pertinentes (Byström et Järvelin, 1995) : *fact-oriented* (orientées vers les faits), *problem-oriented* (orientées vers le problème) et *general-purpose* (d'intérêt général). Cette approche théorique peut être visualisée dans la figure 13 présentée ci-bas.



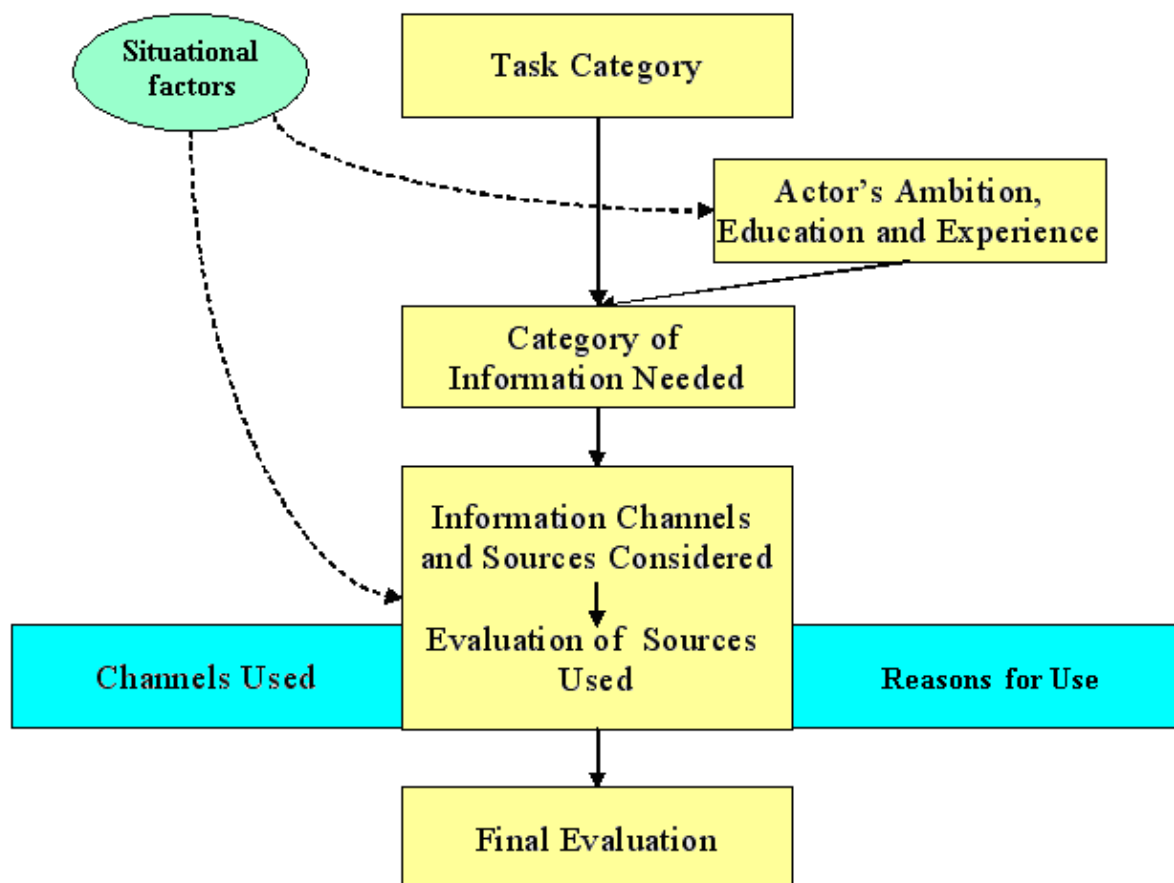


Figure 13 : The *work chart structure* de Byström et Järvelin (Byström et Järvelin, 1995). In Kalervo Järvelin et T.D Wilson (2003), « On conceptual models for information seeking and retrieval research », *Information Research*, Vol. 9, No. 1, octobre 2003.

Les analyses conduites soulignent que le degré de complexité de l'activité de l'utilisateur influence les typologies de l'information recherchée, les modalités de recherche, les canaux et les sources utilisées. Quand l'activité de l'utilisateur est complexe, le besoin d'information spécifique est adaptée à la résolution du problème, le nombre des sources et le partage des sources à des fins générales augmentent tandis qu'ils décroissent les sources factuelles, le recours à des canaux internes et le succès dans la recherche d'information (Byström et Järvelin, 1995).

Ces études ont le mérite de pointer l'importance de l'activité sociale ou professionnelle de l'utilisateur dans le processus de recherche et d'usage de l'information. Toutefois, nous pensons que l'ensemble de ces approches, certainement très utiles pour étudier les comportements informationnels à l'intérieur d'un environnement spécifique, néglige les caractéristiques propres à l'utilisateur et à sa communauté d'appartenance et l'extrême diversité des pratiques professionnelles et sociales. Ces faiblesses empêchent une généralisation et une application du modèle à la variété des contextes de recherche et d'usage de l'information.

Notre objectif est donc non seulement d'enquêter les pratiques de recherche, d'usage et de production de l'information mais également de se focaliser sur les phénomènes sociaux et communicationnels ainsi que sur les conséquences sociales impliquées par l'évolution de ces mêmes pratiques.

### 2.2.2 « Pratique » ou « usage » de l'information ?

Les concepts de « pratique » et d'« usage » des technologies sont souvent considérés comme interchangeables puisqu'ils semblent indiquer, avec des nuances différentes, la variété des utilisations et des appropriations des objets techniques de la part des usagers. Toutefois, la volonté de se rapporter au concept de « pratique informationnelle » plutôt qu'à celui d'« usage » de l'information ou d'usage de l'Internet, implique le choix d'un axe et d'une démarche intellectuelle spécifiques. En effet, les études sur les pratiques informationnelles se distinguent de celles des usages non seulement par une nuance conceptuelle mais surtout par un regard et une approche différents de l'objet de recherche. Avant de justifier le choix d'enquêter les pratiques informationnelles plutôt que les usages de l'information numérique, il est nécessaire de donner une définition aux deux concepts. Selon Jacques Perriault, l'usage correspond à une « utilisation stabilisée d'un objet, d'un outil, pour obtenir un effet » (Jacques Perriault, 1989). Une définition plus complète a été fournie par Philippe Breton et Serge Proulx selon lesquels le terme d'usage est employé pour décrire le cadre social large qui englobe les interactions entre les humains et les machines (Breton et Proulx, 2006). Dans les deux cas, l'usage indique un concept défini à partir des relations stables et continues qui peuvent s'instaurer entre un dispositif et un sujet individuel ou collectif. C'est pour cette raison que nous parlons généralement d'usage de l'Internet ou d'usage du téléphone mobile.

Si le terme « usage » traduit assez fidèlement le concept anglo-saxon d'« information use » et les approches théoriques et méthodologiques respectives, l'identification des modèles théoriques anglo-saxons couvrant le domaine des « pratiques informationnelles » est bien plus complexe. En effet, en excédant la notion de « information practice » que Pamela McKenzie a développée pour analyser la recherche d'information dans la vie de tous les jours (McKenzie, 2003), la notion de « pratique informationnelle » semblerait plus proche de la notion anglo-saxonne de « information behaviour ». Tout en évitant l'acception négative que le concept de behaviourisme assume en Europe, le terme de « pratique informationnelle » est chargé de la même fonction inclusive et exhaustive du terme anglais « behaviour » et comprend donc tant les approches sur la recherche et l'usage (« information seeking and use ») que celles sur les comportements et les attitudes informationnelles (« information behaviours »).

Puisque les outils numériques permettent le déploiement d'une multiplicité d'actions et d'approches différentes de l'information, le terme « pratiques informationnelles » nous est apparu comme le plus opportun précisément parce qu'il permet d'embrasser la diversité des activités numériques (recherche, traitement mais aussi échange, partage et production de l'information) et d'englober dans la recherche tant les représentations sociales que les différentes attitudes individuelles et collectives (Ihadjadene et Chaudiron, 2008). Il semblerait donc que le concept de « pratique informationnelle » implique une notion plus générale qui renferme celle d'« usage ». En réalité, s'il est vrai que les pratiques informationnelles désignent une variété assez large d'opérations et de comportements qui peuvent inclure les usages de l'information, certains auteurs s'inscrivant dans ce courant pensent que les réelles différences ne concernent pas tellement les objets d'étude et les activités auxquelles les deux termes se réfèrent mais plutôt l'approche, l'angle d'observation. Cette distinction, dans l'axe de la recherche, déterminerait donc deux modèles distincts : l'un, celui des « usages », visant à enquêter la manière dont on utilise un dispositif en relation avec le cadre socio-professionnel, culturel ou politique, et l'autre, celui des « pratiques », focalisé sur les modes d'action individuelles ou collectives, les représentations et les attitudes humaines (Stéphane Chaudiron et Madjid Ihadjadene, 2010 p. 4). L'usage serait donc une notion centrée sur les relations homme-machine dans leurs implications sociales, culturelles ou politiques, tandis que la pratique concernerait plutôt un regard sur l'homme, sur la signification et l'évolution du sens attribué à ses actions. En reprenant la définition d'Ihadjadene, « on parlera ainsi de pratiques

informationnelles pour désigner la manière dont l'ensemble des dispositifs, des sources, des outils, des compétences cognitives sont effectivement mobilisés dans les différentes situations de production, de recherche et de traitement de l'information » (Ihadjadene, 2009).

Le concept de pratique apparaît donc plus apte à interpréter les dynamiques de l'action sociale. Cet avis est d'ailleurs partagé par d'autres travaux récents centrés sur l'activité plus que sur l'usager. Selon Eric Thivant et Laid Bouzidi, la pratique informationnelle « peut être considérée comme l'ensemble des actions et des choix de l'individu lors d'une phase de recherche d'information en vue d'une action, provoquée par les nécessités des situations, par certains états inadéquats ou anomalies de connaissance ou manques informationnels pour réaliser ces activités ... » (Eric Thivant et Laid Bouzidi, 2005).

Cette nouvelle notion plus compréhensive correspond également à la définition fournie par Guyot selon lequel « l'activité d'information recouvre à la fois la manière dont un individu agence pour son compte informations et documents et mobilise des ressources disponibles dans des dispositifs et à travers des outils de plus en plus nombreux » (Guyot, 2001). L'usager, en effet, ne se limite pas à rechercher et à utiliser l'information mais il en est à la fois le producteur, le consommateur, le gestionnaire et le diffuseur. Cela implique un élargissement important de l'objet d'étude des activités de recherche de l'information à l'ensemble des « activités informationnelles » dans lesquelles l'acteur est engagé (Guyot, 2001).

En effet, le concept de « pratique », par rapport à celui d'usage, met l'accent sur le concept d'action informationnelle et d'appropriation de l'information de la part de l'usager. Les activités informationnelles sont alors conçues en tant que processus de construction de sens voués à l'action.

La « pratique informationnelle » constitue donc comme la matière première qui compose et détermine l'usage d'une technologie. Cette déduction s'accorde avec un certain nombre de travaux récents proposant un questionnement sur la distinction conceptuelle et épistémologique entre la « pratique » et l'usage » (Gardiès, Fabre et Couzinet, 2010). L'observation et la réflexion sur les pratiques devrait donc précéder les évaluations et les hypothèses qui peuvent être faites sur l'usage de la technique. De plus, le concept de « pratique » décrit mieux les processus d'adaptation, d'interaction et d'appropriation de la technologie et leur caractère dynamique et évolutif. Si l'usage désigne une phase de stabilisation et de sédimentation des activités humaines médiatisées par la technique, la pratique suggère un processus de négociation et d'interaction à travers lequel l'homme essaie constamment d'adapter l'approche de la technique à la fluidité et à la variété de ses sphères d'action.

En outre, si l'usage semble mieux adapté pour décrire l'utilisation conventionnelle d'une technologie ou d'un outil au sein d'une population donnée, le concept de « pratique » correspond bien à l'idée de « braconnage » informationnel théorisée par de Certeau. En effet, afin de comprendre comment les individus essaient de créer des zones d'autonomie à l'intérieur d'un univers technologique formalisé, le chercheur devrait s'intéresser aux activités informationnelles non stéréotypées ou alors au phénomène du détournement consistant dans l'application de pratiques conventionnelles dans des domaines insolites. Ces activités correspondent parfaitement à ce que de Certeau appellent « les arts de faire », dans le sens où elles constituent une façon « résistante » de se rapporter aux produits informationnels ou culturels. Dans cette perspective, l'étude des pratiques informationnelles devient indispensable pour pouvoir appréhender et faire des prévisions sur l'ancrage et l'évolution des usages des TIC dans des contextes donnés.

En outre, l'étude des pratiques informationnelles, généralement centrée sur des milieux très spécifiques (Leckie et al., 1996 ; Thivant et Bouzidi, 2005) ou éducatifs, nous permet de comprendre comment les individus mobilisent leurs compétences et leurs savoirs pour chercher des solutions alternatives et rejoindre des objectifs. L'observation de cadres sociaux spécifiques plutôt que de catégories sociales plus vastes et moins homogènes ainsi que l'attention vers les attitudes que ces communautés restreintes adoptent vis-à-vis des procédés

informationnels, offrent une perspective privilégiée pour comprendre la variété des pratiques qui peuvent être associées à un même outil technique.

À notre sens, l'enjeu des études sur les pratiques informationnelles est de comprendre et de décrire le caractère engageant de certaines pratiques de l'information. Une fois reçue, traitée et intériorisée, l'information peut donner lieu à des actions, elle peut encourager l'individu à agir différemment, à modifier ses pratiques sociales ou à en intégrer des nouvelles. En plus, au sein de groupes particulièrement avertis, l'information, traitée, diffusée, partagée et échangée, peut donner lieu à une prise de conscience sur les défaillances de l'ordre social et déclencher une dynamique de mobilisation.

Toutefois, faite exception pour certains modèles, comme par exemple celui de Dervin (Dervin, 1983), la principale limite des études du « information beaviour » est constituée par la pauvreté d'outils conceptuels visant à observer non seulement la multiplicité des comportements informationnels mais également leur investissement dans l'action sociale. Aujourd'hui, suite à l'explosion du web 2.0, ces comportements débordent le domaine de la recherche d'information. Cette lacune, qui a représenté l'un des points de départ de notre recherche, concerne d'ailleurs la presque totalité des travaux anglo-saxons portant sur les comportements informationnels. Face à cette faiblesse, notre enquête vise à expliciter les processus qui déterminent le développement des pratiques informationnelles au sein de groupes d'utilisateurs actifs ainsi que leurs impacts sur l'ensemble des pratiques sociales.

### **2.2.3 Pratiques informationnelles de l'Internet : réflexions sur l'approche empirique**

En ce qui concerne les différentes méthodes d'enquête associées à l'étude des comportements informationnels, Le Coadic propose une distinction entre des techniques infométriques - outils statistiques pour mesurer la diffusion et l'usage de l'information - et des techniques sociales - comprenant l'entretien, le questionnaire, le sondage et l'observation - (Le Coadic, 2001).

Toutefois, l'extrême variété des usages et des typologies des plateformes interactives nous positionne dans un terrain complexe où il est nécessaire d'adapter les méthodes classiques aux nouvelles possibilités d'interaction et de production de contenu. En ce sens, l'usage de l'information ne doit pas être conçu uniquement comme un processus de sélection et de consommation mais également comme une activité engageante qui donne lieu à d'autres pratiques informationnelles basées sur l'interaction, la diffusion et la création de nouveaux contenus. La multiplication des occasions d'échange et d'action informationnelle des utilisateurs oblige donc la communauté des chercheurs à développer des stratégies méthodologiques appropriées aux nouveaux outils et capables de prendre en considération les activités d'auto-publication et d'évaluation des informations officielles.

La difficulté réside donc, d'un côté, dans la prolifération des sources de l'information, partagées entre sources traditionnelles et sources alternatives ou citoyennes, et, d'un autre côté, dans la cohabitation des rôles de récepteur et de producteur de l'information. Cette nouvelle configuration de la sphère informationnelle implique donc l'analyse d'une multitude de pratiques qui vont du partage du contenu à la publication de commentaires, de la participation aux forums de discussion à la mise en place de projets journalistiques amateurs. L'ensemble de ces pratiques nouvelles, encouragées par les outils du web 2.0 et encadrées par des logiques et des stratégies très différentes, se superpose aux activités plus classiques de recherche et de collecte de l'information. Toutefois, il est important de préciser que l'implication de l'utilisateur dans la production de l'information, souvent limitée à des contextes sociaux et culturels spécifiques, n'est pas une conséquence directe de l'émergence des outils interactifs mais elle est liée à un processus plus vaste d'évolution de la sphère du savoir.

En ce sens, l'émergence de nouvelles pratiques informationnelles, comprenant les

différentes formes d'auto-publication, de critique et de contrôle des contenus officiels, ne peut pas être considérée comme un processus uniforme et généralisé induit par la technique mais comme un phénomène circonscrit à certains milieux militants. Cette spécificité des pratiques numériques des militants est cohérente avec le concept bourdieusien de « champ militant » élaboré par Cécile Péchu (Péchu, 2006). Conformément à l'idée qui a émergé dans la littérature consacrée aux mouvements sociaux (Guigni et Passy, 1997 ; Crosley, 2003 ; Mauger, 2003 ; Péchu, 2006 ; Mathieu, 2007), nous allons donc considérer le champ contestataire comme un univers politique et social spécifique capable de produire un ensemble de pratiques info-communicationnelles propres. La dimension socio-politique assume donc une importance cruciale dans le développement de pratiques non conventionnelles qui, encadrées dans une logique d'opposition au pouvoir, se déclinent en « pratiques informationnelles résistantes ». Ces réflexions confirment la centralité des pratiques dans l'étude des rapports qui lient la technologie à la société ainsi que la présence d'une tension permanente entre la contrainte structurelle et la créativité de l'utilisateur imprégnant, comme nous l'avons pu constater, tant la sociologie des pratiques, de Bourdieu à Giddens, que les approches de la sociologie des usages.

En effet, d'après Serge Proulx, les objets techniques et leurs effets sur la vie de tous les jours doivent être appréhendés par le biais d'une « double dialectique des contraintes et des possibilités entre les usagers et les objets dans un contexte d'usage donné » (Proulx, 2001, p. 2). L'observation des usages concrets de la technologie doit donc être mise en relation avec un ensemble de dimensions sociologiques ou politiques, indispensables pour interpréter les données empiriques. Cette approche implique aussi une conception de l'innovation technique considérée non pas comme un produit de la science mais comme un véritable processus de construction sociale. En ce sens, le rôle de l'usage doit être pris en compte non seulement dans la phase de stabilisation de la technique mais aussi en amont dans son processus de conception. Serge Proulx définit ce rapport entre conception et utilisation dans les termes d'une relation à la fois réciproque et dialectique (Proulx, 2001, p. 4). Outre à l'axe de l'innovation technique, Proulx présente aussi une approche inspirée par l'anthropologie et l'ethnométhodologie et qui s'intéresse plus particulièrement à l'environnement et à la dimension cognitive des pratiques d'usage. Cette approche met l'accent sur l'aspect collaboratif et sur l'impact que les représentations sociales et l'environnement cognitif peuvent avoir sur les usages des produits informationnels. Le troisième axe considéré par Proulx concerne les enjeux de pouvoir car les usages des TIC peuvent légitimer le pouvoir en place mais aussi encourager l'expression de la contestation (Proulx, 2001, p. 6). Tous ces facteurs, techniques, cognitifs, sociaux et politiques, contribuent donc à encourager des processus variables d'appropriation de la technologie dans des espaces-temps donnés.

Les usages d'Internet se caractérisent par une multiplicité d'activités informationnelles comprenant la recherche, la consultation, le traitement, la production, l'évaluation, le partage et l'usage de l'information. Cette richesse des pratiques informationnelles en ligne implique une variété de typologies de données et d'approches qui peuvent être sélectionnées par le chercheur à partir des objectifs spécifiques de l'enquête. Ainsi, l'analyse des pratiques informationnelles sur le web peut concerner tant des approches essentiellement quantitatives, concernant par exemple le nombre de consultations, de votes, de commentaires, de discussions ouvertes ou encore de textes rédigés dans un domaine donné, ou bien des approches qualitatives, concernant l'analyse des outils et du contenu des différentes typologies d'échange et de publication. Il est également possible d'obtenir des données concernant le niveau d'interaction entre des usagers impliqués dans les mêmes domaines informationnels, la qualité du débat et son éventuel caractère délibératif.

En ligne général, en considérant que presque tout type d'action et de contenu numérique peut être tracé, une solution idéale est sans doute représentée par l'intégration des approches qualitative et quantitatives dans l'analyse des pratiques informationnelles.

En combinant et en croisant les deux typologies de données, il sera possible d'avoir une vision plus compréhensive et objective des phénomènes informationnels.

## **2.3 Les pratiques militantes à l'ère d'Internet**

### **2.3.1 Le rôle de l'information dans le développement du concept de postmodernité**

À partir des années 1960, la sociologie de la mobilisation a été influencée par l'émergence d'un courant de pensée hétérogène prônant le passage de la société industrielle à la société postindustrielle, essentiellement basée sur la production de biens immatériels. Cette notion de rupture d'époque a eu un impacte fort sur l'étude des pratiques contestataires et a encouragé la naissance des théories des nouveaux mouvements sociaux initiées principalement par les travaux de Melucci et de Touraine. En effet, le concept de postmodernité, ou de « modernité tardive » (Giddens, 1995 ; Rosa, 2010), implique une attitude totalement nouvelle non seulement à l'égard du système économique et des institutions étatiques mais également au niveau des pratiques contestataires, identitaires et sociales. Comme certains sociologues de la mobilisation ont pu le souligner, (Tilly, 1976 ; Tilly et Tarrow, 2008), les principaux facteurs de changement sont à rechercher dans le processus d'internationalisation des marchés, dans le déclin conséquent de la souveraineté nationale et dans l'explosion des nouvelles technologies informationnelles. Ces phénomènes impliquent l'émergence de nouvelles catégories spatio-temporelles, d'un nouveau rapport à la culture et, surtout, de nouvelles formes d'interaction et d'action sociale.

Afin de comprendre les nouvelles conditions de développement et d'action des mouvements sociaux, nous allons donc analyser, dans une perspective critique, le concept de « société postmoderne » et dévoiler les univers sociaux décrits par certains des plus célèbres représentants de ce courant. La genèse du concept de « postmodernité » est liée à une segmentation tripartite de l'histoire dans laquelle l'époque pré-moderne ou holistique (avant le XVII<sup>e</sup> siècle) précéderait la période moderne, caractérisée principalement par l'émergence de l'État et de la rationalisation économique et sociale, et qui, à partir des années 1960, céderait le pas à la postmodernité, période post-industrielle et post-idéologique où les catégories modernes d'économie capitaliste, de luttes de classe ou de société de masse deviendraient désuètes. Le passage de la société pré-moderne à la société moderne a marqué l'œuvre des plus grands sociologues et philosophes modernes, de Georg Simmel à Max Weber, d'Émile Durkheim à Talcott Parsons et à Michel Foucault. Ces auteurs développent un discours autour de la modernité à travers une réflexion sur les processus d'industrialisation, sur la division du travail, la rationalisation sociale et l'émergence d'un système de pouvoir spécifique représenté par l'État-nation.

Dans un sens plus philosophique, ce qui aurait caractérisé l'homme moderne semblerait être sa tendance à développer un récit unitaire et rationnel à travers lequel il pouvait interpréter la réalité et orienter ses actes. Selon le philosophe J.F. Lyotard, considéré comme l'un des initiateurs du concept de « postmodernité », les grands courants de la modernité, tels que l'âge des Lumières ou le marxisme, visaient à formuler un principe analytique unitaire pour se rapporter au monde réel (J.F. Lyotard, 1979). D'un point de vue philosophique, la postmodernité signerait donc la fin de la pensée unique et l'entrée dans une époque de scepticisme et de désenchantement radical où la réalité apparaît comme une entité fluide reconductible à des principes et à des interprétations multiples. Si, d'un côté, cette attitude de l'homme contemporain peut être vécue comme une source de richesse culturelle, notamment en ce qui émerge du sentiment hyper-critique décrit par J.F. Lyotard, de l'autre côté, l'absence de valeurs et de points fermes peut également amener à une réalité à la perspective incertaine.

Le débat autour du concept de « postmodernité » a concerné une variété de disciplines et a généré une multiplicité de travaux s'inscrivant dans les différents domaines économiques, philosophiques et des sciences sociales. Toutefois, la place primordiale occupée par les activités

informationnelles dans les modes de production contemporains ainsi que dans l'évolution des pratiques sociales accorde aux disciplines de l'information et de la communication un rôle essentiel dans l'analyse des transformations actuelles. En effet, cette centralité des aspects informationnels dans tous les domaines de la vie humaine a amené bon nombre d'observateurs à parler d'un passage de la société industrielle à la « société de l'information ». L'étude des technologies de l'information et de la communication et des pratiques sociales et culturelles auxquelles elles donnent lieu occupe donc une place de premier plan dans la réflexion sur l'époque contemporaine.

Face à l'importance grandissante que les médias revêtent dans notre société, le positionnement conceptuel des différents observateurs est encore très contrasté. Déjà au début des années 1960, cette polarisation des opinions concernant les discours autour de la culture de masse avait été habilement décrite par Umberto Eco dans les termes d'une opposition entre « les apocalyptiques et les intégrés » (Eco, 1964). Cette opposition démontre la difficulté des intellectuels à interpréter les enjeux et les dérives représentés par les modèles culturels de la communication de masse. En effet, l'apparition des médias audiovisuels a comporté des changements importants dans la perception des catégories spatio-temporelles et, plus en général, dans notre rapport à la culture.

Parmi les analyses apocalyptiques les plus sophistiquées, Jean Baudrillard occupe certainement une place de premier plan. Dans « La société de consommation », le sociologue considère la consommation dans les termes d'une « activité sociale de manipulation systématique de signes » déterminant l'émergence d'un nouveau système de communication propre à notre société (Baudrillard, 1996). Afin de comprendre les mécanismes qui définissent cette nouvelle forme de socialité, il est important de préciser que, pour Baudrillard, la valeur d'échange sociologique dépasse la valeur d'usage culturelle. Cela signifie qu'à travers les pratiques de consommation, le sujet communique et instaure une relation irréaliste avec une communauté abstraite. En ce sens, la consommation de signes définit, d'une manière illusoire, notre rapport à la société sans impliquer pour autant des changements sociaux structurels. Baudrillard souligne à ce propos que les modèles de consommation sont toujours dictés par les élites et adoptés progressivement par les autres classes. Au lieu de stimuler l'enrichissement culturel et la participation, la condition postmoderne décrite par le sociologue est caractérisée par un état de non communication. Le monde est défini dans les termes d'une « hyper-réalité » où les signes renvoient à d'autres signes, en se dissociant donc du réel et en dissolvant, de cette manière, toute forme de contenu et de signification (Baudrillard, 1996). En soulignant l'importance des processus de production et de consommation symbolique dans notre société, l'analyse lucide de Baudrillard constitue encore aujourd'hui une source de réflexion importante pour le débat autour de la modernité. En outre, bien que l'auteur s'inscrive dans la critique de la culture de masse, l'idée d'un univers constitué de signes vides renvoyant à d'autres signes peut être aisément appliquée à l'espace virtuel d'Internet où les usagers sont engagés essentiellement dans des activités de consommation, manipulation et production symbolique. Toutefois, la grosse limite de la démarche de Baudrillard est constituée par le fait qu'elle n'envisage pas les possibilités d'appropriation et d'auto-production symbolique véhiculant des discours anti-hégémoniques et invitant donc à une réflexion critique autour de la société de masse et de ses produits. Puisque toute pratique culturelle peut être détournée, les technologies de l'information et de la communication peuvent être soumises à des impératifs de contestation et de résistance à l'ordre établi. C'est le cas du mouvement des radios libres des années 1970 ou, plus récemment, des sites d'information citoyenne voués à renverser les méthodes, les formats et les contenus de l'information officielle.

Une décennie avant la publication de l'ouvrage de Baudrillard, le penseur américain Daniel Bell, auquel est généralement attribuée la paternité du concept de « société postindustrielle », lançait officiellement le défi intellectuel sur l'émergence d'une société nouvelle (Bell, 1973). Toutefois, comme il a été souligné par A. Mattelart, nous pouvons retrouver déjà des traces de ce débat chez Alexis de Tocqueville. Le débat autour de la modernité peut en effet être

considéré en tant que discours fondateur de la sociologie elle-même (Mattelart, 2000, p. 23). La thèse centrale défendue par Daniel Bell se fonde sur l'émergence d'une époque qui a décrété la fin des idéologies, des classes sociales et des affrontements radicaux (Bell, 1960). Ainsi, l'opposition capitalisme-socialisme aurait été dépassée par une nouvelle forme de gestion technocratique et managériale de la société où la pensée technologique remplacerait les vieilles passions politiques (Bell, 1973, p. 34). L'auteur souligne donc un processus de passage du pouvoir des détenteurs de capital aux producteurs de savoir (Bell, 1973). Les TIC ont un rôle primordial dans ce processus car elles permettent l'échange, la diffusion et la planification de la production du savoir. Contrairement à la thèse sur l'éthique postmoderne avancée par Lyotard, pour Bell, il s'agit avant tout d'une révolution technique, déterminée par le primat social et économique du savoir et par la capacité à gérer l'information d'une manière systématique.

Dans la société postindustrielle dessinée par Bell, la communauté scientifique, propulsant la recherche et l'innovation, devient la nouvelle « catégorie charismatique » au sein de la société et la connaissance et s'affirme en tant que source principale de production de la valeur (Bell, 1973). Cette littérature, centrée sur l'émergence d'une nouvelle forme de capitalisme, s'appuie sur l'analyse du processus de changement historique. L'événement charnière est normalement identifié avec la chute du mur de Berlin. Cette période a été marquée par des changements macro-structurels ayant profondément bouleversé le système économique : la naissance du capitalisme financier, favorisé par les révolutions conservatrices de M. Thatcher et R. Reagan, la globalisation des marchés, et, dans les années 1990, l'explosion des nouvelles technologies informationnelles.

En essayant d'interpréter cette vague de changements, en 1977, Don DeLillo affirme que les sociétés capitalistes tendent à transformer toutes les émotions en marchandise. L'auteur souligne que le système industriel fordiste, caractérisé par une certaine unité spatio-temporelle entre le travail à l'usine et le temps libre, avait déjà commencé à se corroborer au début des années 1980. À cette époque, on assistait aux préludes d'un système capitaliste fluide, flexible, interconnecté globalement et fondé sur les biens culturels. Selon l'écrivain américain, l'entreprise postmoderne se présente donc comme une organisation mince (« lean production »), mutante et capable de s'adapter facilement aux contraintes du marché mondial (Don DeLillo, 2002).

Ces entreprises *mutantes* répondent aux exigences d'un nouveau capitalisme que l'économiste américain Jeremy Rifkin a défini comme « culturel » et qui est caractérisé par la vitesse des capacités de croissance et l'importance de l'aspect informationnel (Rifkin, 2005).

Pour Richard Sennett, le nouveau capitalisme est beaucoup plus neutre et moins garant de la stabilité sociale et psychologique par rapport au capitalisme analysé par Max Weber (Sennett, 2006). L'internationalisation et la financiarisation des marchés et la déstructuration des coordonnées spatio-temporelles du travail amèneraient donc à un bouleversement social comparable à celui de la révolution industrielle.

Les domaines des compétences et les approches du monde du travail se différencient et se multiplient en compliquant le système de stratification sociale et en dissolvant, au moins en apparence, les marqueurs de classe.

Proche de la tradition américaine de Daniel Bell et lui aussi précurseur du concept de « société post-industrielle », le sociologue français Alain Touraine donne une contribution importante à ce débat. En s'interrogeant sur le déclin de la centralité de la classe ouvrière dans la critique des dispositifs de domination, Touraine offre une analyse sociologique de l'émergence de nouvelles formes de contestation. En effet, dans l'idée de Touraine, ce sont les transformations dans les interactions entre les acteurs sociaux et non pas les bouleversements technologiques mentionnés par Bell, à constituer l'élément déclencheur du changement social (Touraine, 1969). En donnant une contribution essentielle au renouvellement de la sociologie, il développe une théorie de l'action où cette dernière s'impose en tant qu'élément clé dans l'étude des mécanismes sociaux. Puisque c'est par le biais de l'action que les sociétés



industrielles peuvent se produire elles-mêmes et évoluer, l'action constitue l'objet d'étude essentiel de la sociologie (Lebel, 2010). L'action sociale doit donc être conçue comme un processus de création à travers lequel l'homme transforme constamment lui-même et la nature. La sociologie de l'action permet à Touraine d'éviter le déterminisme sociologique et de considérer le sujet en tant qu'acteur historique et non pas uniquement comme le résultat d'un système culturel et social donné (Touraine, 2000). À l'intérieur de ce cadre théorique, le travail, en tant qu'action créatrice par excellence, revêt un rôle capital. En effet, c'est à travers le travail que l'homme prend conscience de son activité de transformation de la nature et de l'histoire (Lebel, 2010). Dans la perspective de Touraine, la sociologie de l'action, en tant qu'étude du « sujet historique », est complémentaire aux approches fonctionnalistes et structuralistes visant à expliquer respectivement les formes sociales et les systèmes d'expression symbolique (Lebel, 2010). Dans ce modèle, les mouvements sociaux constituent le principal vecteur de l'action historique ; c'est-à-dire que « l'histoire naît de l'opposition dialectique de mouvements sociaux parlant un langage commun et se référant à la même société globale ... » (Lebel, 2010, p. 70).

Dans « Critique de la modernité », Alain Touraine décrit la postmodernité comme une « décomposition de l'image classique de la société » (Touraine, 1992, p. 408). Les représentations du système se décollent de celles des acteurs sociaux, l'économie se dissocie des valeurs culturelles et les partis traditionnels ne semblent plus être porteurs d'un projet valable de société. Le « Sujet » se définit alors par un « rapport de l'individu à lui-même et non plus par son appartenance à une essence ou à une communauté » (Touraine, 1992, p. 409). La sociologie de l'action, « opposant les valeurs de liberté et de responsabilité aux intérêts du système », devient donc une « sociologie du Sujet » (Touraine, 1992, p. 410). Le « Sujet », impliqué dans une lutte permanente contre le système, devient le moteur de la société et se définit en tant qu'acteur historique du changement. Le « Sujet » et le « Système » sont donc considérés comme deux acteurs sociaux, comme deux mouvements sociaux antagonistes qui se battent pour l'appropriation de la notion de modernité. La société postindustrielle de Bell est définie par Touraine dans les termes d'une « société programmée », essentiellement centrée sur la production de biens symboliques, et où l'enjeu de la lutte est constitué par la « production et la diffusion massive de représentations, d'informations et de langages » plus que par l'utilisation sociale de la technique (Touraine, 1992, p. 411). Ici le conflit principal oppose « la défense du Sujet à la logique du système de production, de consommation et de communication » (Touraine, 1992, p. 424). Chez Touraine, l'idée de mouvement social, en tant qu'acteur qui fait appel à la liberté du Sujet et non plus à une logique de l'histoire, représente donc l'élément pivot de la « condition postmoderne ». Au déclin des appareils politiques, le sociologue fait correspondre l'essor de mouvements proprement sociaux, des nouveaux sujets créatifs, fragmentés et principalement orientés par l'éthique de la liberté.

À côté des intuitions originales d'Alain Touraine, le débat autour de la postmodernité prend également une tournure déterministe. Les idées innovatrices de Bell et de McLuhan sont alors remaniées par un certain nombre de visionnaires et aboutissent à la création de scénarios idylliques. Le déterminisme technologique se fonde sur la croyance selon laquelle le progrès technique influence directement l'organisation des sociétés. Marshall McLuhan, le père de ce courant, a souligné en premier la capacité des médias de modifier notre rapport sensoriel au monde et donc notre perception même de la réalité.

Décédé avant l'apparition du réseau Internet, le critique littéraire est devenu tout de même une sorte de guru des futurologues américains qui ont vu, dans les possibilités participatives de l'univers numérique, une pleine réalisation du village global McLuhanien.

En effet, dans les travaux de Toffler et de Negroponte, l'émergence de la société postindustrielle est déterminée par le développement des nouvelles technologies de la communication constituant le moyen essentiel pour l'émancipation des individus. Le postulat de Negroponte, selon lequel l'activité économique se concentre désormais sur le déplacement

des bits et non plus des atomes, se traduit par un véritable principe économique. La vie dans l'espace virtuel devient alors la métaphore d'une société globale, décentralisée et égalitaire qui a laissé derrière elle les décombres de la culture de masse et rejeté les hiérarchies de pouvoir traditionnelles. Ce sont alors les activités liées à l'information, en tant que particule libre et dématérialisée du savoir humain, à occuper une place centrale dans l'organisation et le fonctionnement de la société (Negroponte, 1995).

La notion de « société postindustrielle » est donc progressivement remplacée par celle de « société de l'information ». Daniel Bell avait donné une impulsion forte dans cette direction à la fin des années 70 à travers son concept de « Révolution informationnelle ». Le discours autour de la technique a donc envahi les différents domaines et il a abouti à un projet stratégique, plus au moins conscient, d'affirmation de la doxa néolibérale (Garnham, 2000).

Si certains travaux allant dans cette direction résultent être plutôt solides, comme dans le cas du modèle développé par Manuel Castells, d'autres souffrent d'une approche souvent a-critique qui ne prend pas en compte les effectifs usages sociaux des nouveaux médias ainsi que la configuration du pouvoir économique et médiatique.

### **2.3.2 La « société informationnelle » de Manuel Castells**

La pensée de Manuel Castells se fonde sur l'identification d'une relation directe entre l'essor des technologies informationnelles et le processus de transformation économique et sociale (Castells, 2001a). Tout en développant un modèle bien plus sophistiqué par rapport à celui de « La Troisième vague » de Toffler (Toffler, 1998), Castells contribue néanmoins à cautionner une théorie de la rupture. Selon le sociologue, l'émergence de la révolution informationnelle est vouée à remodeler les « fondements matériels de la société » (Castells, 2001a). Cette théorie est présentée d'une manière systématique dans « La société en réseau », le premier tome de « l'Ère de l'information » (Castells, 2001a). Castells affirme que les réseaux informationnels déterminent une nouvelle morphologie sociale et contribuent à modifier tous les domaines de la vie humaine. En revendiquant une forte attache au matérialisme historique de Marx, l'approche de Castells part d'une analyse des changements survenus au niveau de la sphère de la production. L'adoption des nouvelles technologies, permettant d'échanger et de diffuser les savoirs en temps réel, est à l'origine de la naissance de l'« entreprise en réseau » qui, en opposition avec le modèle de production de masse de l'industrie fordiste, se caractérise par sa souplesse, son interdépendance avec d'autres entreprises et sa flexibilité (Castells, 2001a). Ainsi, la concurrence, l'innovation permanente et « l'action du savoir sur le savoir » deviennent les nouveaux mots d'ordre de l'entreprise en réseau. Le réseau pénètre, non sans conséquences négatives, également dans la sphère du travail, fortement marquée par des phénomènes d'individualisation, de fragmentation et de polarisation. En déterminant la capacité d'innovation, de programmation et d'adaptation aux fluctuations de l'économie, les technologies de l'information deviennent donc le principal moteur de la production capitaliste (Castells, 2001a).

Malgré les nombreux effets pervers déclenchés par ce modèle de développement, Castells garde une vision plutôt positiviste et émancipatrice. Le réseau, conçu comme « un ensemble de nœuds interconnectés », dessine une nouvelle architecture sociale où le couple inclusion/exclusion et la distance, soit-elle physique, sociale, culturelle ou politique, entre les différents nœuds d'un même réseau, déterminent les processus dominants dans nos sociétés (Castells, 2001a). Castells préconise donc l'émergence d'un système de domination extrêmement fluide et dynamique par rapport à celui du passé. En effet, en rappelant le paradoxe de Shumpeter, la théorie des réseaux de Manuel Castells, fondée sur l'innovation, l'internationalisation et la décentralisation des ressources et des compétences, repose sur un principe de déconstruction créatrice. En s'appuyant sur la thèse de la société postindustrielle de Bell, Castells souligne que ce nouveau modèle de production n'est plus axé sur les biens matériels mais sur le savoir et la recherche.

À travers une actualisation des concepts développés par le penseur américain, Castells présente une forme de capitalisme informationnel, financier et global. Il remplace la définition de société post-industrielle avec celle de « société informationnelle » où le terme informationnel « caractérise une forme particulière d'organisation sociale, dans laquelle la création, le traitement et la transmission de l'information deviennent de sources premières de la productivité et du pouvoir ... » (Castells, 2001a, p. 44-45).

Toutefois, il est nécessaire de préciser que Castells, contrairement à son prédécesseur, conçoit sa contribution comme une critique du système capitaliste industriel. Dans son modèle, les catégories analytiques de la pensée marxiste sont remaniées et insérées dans une nouvelle sociologie critique de la postmodernité. En effet, selon le sociologue catalan, la fin des luttes de classe n'implique pas la pacification des conflits ni la disparition de l'exploitation. La globalisation, la déréglementation et l'interdépendance des marchés économiques et financiers impliquent une transformation radicale du modèle capitaliste mais non sa dissolution. Au contraire, les contradictions congénitales du capitalisme s'expriment dans toute leur puissance en privant les dominés d'un espace physique et culturel de contestation. En effet, dans le nouveau système, le capital (agissant principalement dans « l'espace des flux ») est global, disséminé et décentralisé tandis que le travail (relégué dans « l'espace des lieux ») reste local, individualisé et détaché des appartenances culturelles et de classe (Castells, 2001a). Plus l'espace et les capacités de croissance du capitalisme s'étendent et plus l'espace de l'action ouvrière rétrécit et se fragmente.

À l'intérieur de ce nouveau paradigme, la domination, fondée sur l'opposition entre l'interconnexion dans la dimension globale et l'isolement dans la sphère locale, suit une nouvelle logique spatiale. Des élites cosmopolites dirigent des masses locales impuissantes face aux fluctuations de la sphère financière et à un système opaque de prise de décisions (Castells, 2001a, p. 529).

En ce sens, les mutations des fondements matériels de la société engendrent des changements sociaux importants qui concernent principalement le processus d'individualisation et de diversification des relations de travail, le déclin du mouvement ouvrier et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux - fragmentés, internationaux et souvent cantonnés à des problématiques précises - (Castells, 2001a).

La modernité serait donc traversée par deux tensions contradictoires : une tendance à la massification des procédés financiers et économiques au niveau global et un processus de dé-massification touchant toutes les sphères de la vie sociale. L'opposition entre classe capitaliste et ouvrière est donc remplacée par une logique pure des flux de capitaux auxquels s'opposent les valeurs culturelles de l'expérience humaine. Dans cette perspective dialectique à l'égard du matérialisme marxiste, le discours de Castells présente un nouveau contexte social où la culture constitue une sphère autonome par rapport aux fondements matériels de l'existence. Bien qu'il reconnaisse les aberrations induites par un système de domination sans visage ni visage, Castells garde un regard étrangement optimiste : pour la première fois, un mode de développement basé sur l'« informationnalisme » fait de l'esprit humain une force de production directe (Castells, 2001a, p. 57).

Toutefois, les potentialités d'expression symbolique sont contrebalancées par une poursuite de l'éphémère qui s'affirme en tant que nouveau mode de consommation et comme nouvelle condition existentielle. En effet, les nouveaux médias bouleversent l'univers des pratiques médiatiques traditionnelles, accentuent la sur-stimulation symbolique, encouragent l'interactivité et la diversification des publics et des usages. Ils concourent à déterminer une « culture de la virtualité réelle » où les échanges symboliques virtuels deviennent notre réalité et où le temps, lui aussi flexible et manipulable, devient « intemporel », une sorte d'éternel présent qui bouscule les cycles de vie, éloigne l'idée de la mort et impose une transformation perpétuelle de soi. (Castells, 2001a). L'espace, restructurant la temporalité selon des logiques différentes et souvent contradictoires apparaît donc comme le vainqueur historique de notre société (Castells, 2001a, p. 521). « La société en réseau » constitue un fresque assez

réaliste des phénomènes et des contradictions qui traversent les sociétés contemporaines.

Toutefois, si sa lecture résulte agréable et invite à l'identification, une analyse plus méticuleuse de ce travail dévoile une série de passages forcés, une volonté forte d'harmoniser des phénomènes différents dans le même modèle conceptuel. En effet, l'évolution de la sphère de la production préconisée par Castells ne semble pas suivre un parcours linéaire. L'émergence d'un capitalisme essentiellement cognitif, basé sur le savoir et la recherche, devrait privilégier la demande de travailleurs très qualifiés. En réalité, dans de nombreux pays occidentaux, la demande de travail intellectuel semble excéder l'offre effective qui penche au contraire vers des professions manuelles ou plus traditionnelles. Cette tendance est confirmée par l'analyse de N. Garnham selon lequel la production et la distribution des biens reste le secteur dominant de l'économie (64% de la totalité des emplois) associé à la demande de compétences dans les services personnels et dans le relationnel plus que celles informationnelles et cognitives (Garnham, 2000). D'une manière plus générale, cet auteur souligne aussi que l'utilisation de l'intellect ne modifie pas forcément les rapports de subordination ; le travail intellectuel peut en effet être dégradé, sous-payé et mal valorisé comme il a été montré par la baisse des salaires dans l'enseignement primaire et secondaire.

Un autre point problématique de ce modèle est représenté par l'idée que le capitalisme cognitif s'exprime mieux à travers des entreprises de taille petite ou moyenne. Au contraire, face aux nouveaux géants du capitalisme informationnels, tels que Google ou Microsoft, il semble difficile de croire que la tendance à la concentration puisse s'estomper.

Une autre voix septique vis-à-vis de la *doxa* de la société de l'information s'est levée depuis l'école de Grenoble. Bernard Miège, le plus influent de ses représentants, préfère parler de *l'informationnalisme* comme d'un processus en cours dont l'aboutissement est encore incertain (Miège, 2000). Tout en reconnaissant l'impact de « l'ordre informationnel » dans presque toutes les activités sociales, ce dernier n'est pas censé pour autant révolutionner les rapports sociaux dominants ou imposer un mode de développement différent de celui du capitalisme monopolistique (Miège, 2000, p. 9).

Bien que partant de prémisses incertaines, le travail de Castells ne se limite pas à l'observation des transformations du capitalisme. Dans « Le pouvoir de l'identité », le deuxième tome de *L'ère de l'information*, le sociologue propose une analyse des mouvements sociaux contemporains. Cet ouvrage se focalise sur la tension existante entre les phénomènes de la globalisation et la montée de « puissantes manifestations d'identités collectives » qui essaient de lui résister (Castells, 1999a). Il s'agit des mouvements des verts, des gays, des femmes, des associations religieuses ou encore, bien que dans une moindre mesure, des mouvements urbano-populaires. Le sociologue propose une analyse empirique d'une variété de mouvements européens, russes, asiatiques, sud-américains et islamistes qui, malgré leurs différences, partageraient la même finalité.

En adoptant la même approche du premier tome, Castells essaie d'expliquer que les démarches identitaires de l'ensemble de ces mouvements hétérogènes sont liées à une volonté de s'opposer aux dynamiques de la société en réseau et au déclin conséquent de l'État-nation. Les mouvements identitaires, qui peuvent se manifester tant dans une forme régressive, comme dans le cas des mouvements qui font appel à la tradition, que dans une forme innovatrice, comme il a été montré par les revendications écologistes ou anti-patriarcales, s'opposent à la globalisation à travers la valorisation de la singularité culturelle et la promotion de nouveaux modes de vie.

La globalisation est décrite par Castells à travers trois processus principaux : la perte du contrôle des politiques économiques de la part de l'État-nation ; l'internationalisation des communications liées au développement du satellites, du câble et du web et l'internationalisation de l'économie criminelle qui, à travers la connexion aux marchés financiers internationaux, a eu inévitablement une incidence sur les politiques nationales et internationales. En ce qui concerne le premier facteur, c'est le rôle providentiel de l'État qui perd progressivement sa légitimité face au dérèglement du commerce international et à la

globalisation des marchés financiers. Dans cette nouvelle configuration, l'État social, qui avait joué un rôle essentiel lors de la crise économique des années 1930, est considéré comme un frein à la rentabilité du marché. Des groupes de la société civile se retrouvent donc à essayer de combler ce vide de responsabilité collective. Le deuxième facteur est lié au processus de fusion et de privatisation des médias, eux aussi de plus en plus dérégulés et soumis aux impératifs commerciaux. L'État-nation se révèle donc impuissant précisément parce que le contrôle qu'il exerçait est de plus en plus affaibli par la globalisation des activités économiques, de la communication électronique et de la criminalité. Ainsi, face aux défis lancés par ces trois visages de la mondialisation, les militants du monde entier tentent de reconstituer un État fondé sur l'identité et non plus sur le contrôle du territoire (Castells, 1999a, chapitre V).

L'identité est définie par Castells à travers le sens que le sujet donne à l'action et qui se construit à partir de la centralité d'un attribut culturel sur tous les autres. L'auteur distingue trois formes principales d'identité collective : l'*identité légitimante* qui, par le biais de la création d'organisations issues de la société civile (les églises, les syndicats, les partis, les associations), rationalise les autorités dominantes ; l'*identité-résistance*, constituée par les communautés d'exclus ; et l'*identité-projet* qui, à partir d'une résistance communautaire, aspire à révolutionner le tissu des relations sociales. Le fondamentalisme religieux et le nationalisme constituent deux manifestations puissantes de l'*identité-résistance* luttant contre la dissolution des sociétés traditionnelles, les échecs de l'État-nation ou encore le pouvoir des élites mondiales (M. Castells, 1999a).

La globalisation est ainsi interprétée comme une force déstabilisatrice qui accentue les angoisses de l'individu, son sens d'incertitude et la perte de contrôle sur les sphères d'action de la vie sociale. En ce sens, les mouvements identitaires ont la fonction de rétablir des certitudes, de ré-encadrer le monde social dans des catégories culturelles et identitaires, de réaffirmer le rôle des volontés locales dans le processus de production symbolique de la réalité.

Les trois typologies d'identité donnent lieu à trois formes sociales distinctes. La première est définie comme une société légitimante où la négociation sociale assume des formes non violentes et où l'identité, par le biais des acteurs institutionnels et de ceux issus de la société civile, rationalise les sources de la domination structurelle ; dans ce cas, les organisations sociales constituent une sorte de prolongement des dynamiques du pouvoir et de l'État en incarnant tant la logique gramscienne de l'hégémonie culturelle que le processus foucauldien d'incorporation de la domination.

Le deuxième type d'identité implique la naissance de communautés d'exclus agissant dans une logique d'opposition et de résistance par rapport à une situation d'oppression ou d'aliénation. Ces communautés conçoivent leur propre patrimoine culturel comme un moyen défensif et de contestation d'un ordre social perçu comme injuste.

Les identités résistantes peuvent basculer dans la troisième typologie identitaire contemplée par Castells, celle des identités-projets. Ces communautés protestataires deviennent des « sujets » au sens d'Alain Touraine et aboutissent donc à la formulation d'un projet réformateur visant à obtenir des transformations sociales structurelles. Un exemple fort d'identité résistante est constitué par le mouvement zapatiste représentant, selon l'auteur, le « premier mouvement de guérilla informationnel » car visant à développer une stratégie communicationnelle pour frapper l'imaginaire collectif mondial (Castells, 1999a). Cette démarche a abouti à la constitution d'un réseau de soutien planétaire centré essentiellement sur l'usage massif de l'Internet. Malgré les différences évidentes dans les cadres contestataires, d'autres mouvements d'idéologies résistantes sont constitués par la Milice américaine et la secte japonaise Aum Shinrikyo.

Parmi les mouvements sociaux innovateurs, Castells donne une place centrale aux *Verts* auxquels il attribue cinq composantes fondamentales : le respect de la nature et la lutte pour sa conservation; la défense de l'espace local; l'écologie profonde; le développement durable (comme dans le cadre du projet de *Greenpeace*) et, enfin, les partis politiques. Malgré la diversité dans l'esprit et les stratégies des différentes formes de l'engagement écologiste, l'auteur affirme

que l'essor de ce mouvement est lié à l'émergence de la société en réseaux. En effet, les *Verts* seraient impliqués dans un projet de remise en question des concepts spatio-temporels finalisés à la création d'une société nouvelle. En mettant l'accent sur l'autodétermination des entités locales, ce mouvement viserait à s'engager dans une lutte pour la réappropriation de l'espace et du temps, ce dernier étant conçu dans la lenteur de l'évolution de la nature et donc en opposition avec le « temps intemporel » de la société informationnelle. Dans cette perspective, les mouvements écologistes ne sont pas centrés sur l'affirmation d'une nouvelle idéologie mais sur la création d'une identité nouvelle, à la fois culturelle et biologique, où l'homme doit reprendre conscience de son lien indissoluble avec la nature. En ce sens, la nature devient la valeur première qui doit être protégée des intérêts instrumentaux et politiques et des dérives de la technique.

Tous ces mouvements représentent également une réponse à une crise profonde de la politique dont Castells essaie d'identifier les causes principales. L'une des raisons est, comme nous l'avons vu, la destruction de l'État-providence et l'érosion de son rôle dans le maintien de la sécurité et de la justice sociale. La deuxième cause a immédiatement éveillé notre attention car elle est liée à l'émergence d'une politique informationnelle qui a fait bousculer le système représentatif traditionnel. Selon l'auteur, le système politique de la confrontation des idées entre les différents partis a cédé le pas à une logique spectaculaire et essentiellement centrée sur l'événement médiatique. Il s'agit d'un concept débordien qui, dans les sciences de la communication, a souvent été résumé à travers le néologisme anglo-saxon de *infotainment* décrivant bien cette contamination des formats journalistiques de la part des registres et des stratégies normalement associés au domaine du divertissement. L'événement médiatique, totalement artificiel ou inspiré de la réalité, devient le centre du débat politique et remplace les contenus, les programmes et les problèmes ordinaires. Ainsi, *la politique du spectacle*, en s'appropriant de tous les outils de la logique médiatique, s'est substituée à l'arène politique au sens traditionnel. Ces réflexions, certes très stimulantes, nous font toutefois penser à un processus de transformation de la politique plus générale et plus complexe qui, d'une part, ne serait pas uniquement lié à l'explosion des médias audiovisuels et qui, d'autre part, concernerait le champ politique dans son ensemble et donc également celui des mouvements sociaux. Si l'émergence d'une politique informationnelle est presque devenue une banalité, il serait beaucoup plus intéressant de comprendre comment la société civile a intériorisé ces logiques de consommation de la politique et quelle conséquence pourraient-elles avoir sur la gestion des ressources, sur les pratiques informationnelles et sur la mise en place des stratégies contestataires.

À nos yeux, la plus grande faiblesse de ce second tome de *L'ère de l'information* est précisément celle de relier, d'une manière systématique, la naissance des mouvements identitaires à l'émergence de la société informationnelle décrite magistralement dans le premier ouvrage. Différents doutes à ce propos nous viennent à l'esprit : si le capital est soumis à un processus de transformation permanente, ces mouvements devraient l'être aussi et il serait donc difficile d'identifier le tournant identitaire comme une forme de protestation propre à notre époque ; en outre, en partant du présupposé que la mondialisation ne constitue pas un phénomène nouveau, les mouvements identitaires, conçus en tant que forme de résistance à la mondialisation même, ne devraient théoriquement pas être considérés comme véritablement nouveaux. Ainsi, si on accepte le fait que le processus de construction et d'affirmation de l'identité comme moyen de résistance était déjà présent dans les soulèvements contre la colonisation au XIX<sup>e</sup> siècle, les traits qui distinguent ces mouvements des ceux du passé proche restent donc encore à identifier. En effet, pour qu'une identité-résistance devienne une identité-projet, elle est obligée de dépasser les questions de nature purement identitaire pour explorer les propositions politiques aptes à encourager un changement structurel. C'est essentiellement ce point qui devrait attirer notre attention afin de comprendre comment les individus constituent des nouvelles identités collectives à l'ère de la politique informationnelle et comment ils s'engagent et se mobilisent autour d'un nouveau projet de

société.

Dans *Fin de millénaire*, troisième et dernier tome de *L'ère de l'information*, l'auteur propose un bilan géopolitique visant à montrer comment les changements structurels analysés dans les deux premiers tomes « induisent une transformation fondamentale des contextes macropolitiques et macroéconomiques ... » (Castells, 1999b). Ce passage est très important parce que l'auteur élargit sa thèse de départ, essentiellement fondée sur l'incidence que les révolutions technologiques ont eu sur les changements économiques, sociaux et culturels, à d'autres phénomènes historiques et politiques. Dans cette nouvelle perspective élargie, le sociologue reconnaît que, au cours des années 1968-1975, il y a eu une coexistence historique de trois processus indépendants : la révolution informatique, les crises du capitalisme et de l'étatisme et l'essor des mouvements culturels et sociaux. Ces facteurs ont favorisé une accélération du processus de changement économique et sociétal (Castells, 1999b). Ce retour en arrière sur sa thèse initiale est très important parce que le sociologue sort définitivement du déterminisme technologique pour réintégrer la thématique du changement dans sa dimension sociale et culturelle. Castells conçoit donc enfin un cadre conceptuel solide et cohérent, correspondant à celui de la société en réseau et en renfermant les grands thèmes de la sociologie contemporaine.

L'idée forte d'une société restructurée par les technologies informationnelles constitue sa clé de voûte et elle demeure en tant que telle même dans ses travaux les plus récents. Dans « Communication Power », Castells dessine la nouvelle configuration du pouvoir dans la société en réseau. Encore une fois, le pouvoir est conçu avant tout comme un pouvoir communicationnel dont les moyens et le système des relations évoluent en raison des transformations des processus de la communication sociale. Dans la société en réseau, ces processus sont constitués à la fois par la communication multimodale et mass-médiatique et par les réseaux de communication interactifs et horizontaux construits autour d'Internet. Ce dernier, en encourageant l'autonomie des sujets et l'abattement des barrières entre la production et la réception des messages, détermine l'émergence d'une nouvelle forme historique de communication, la « mass-self communication », caractérisée par la capacité de faire interagir, dans le même espace, tous les modèles communicationnels connus (Castells, 2009, p. 55). Le pouvoir est donc défini par Castells comme la capacité communicationnelle d'un acteur social d'influencer d'une manière asymétrique les décisions d'autres acteurs sociaux afin de conférer au premier la possibilité de poursuivre ses intérêts ou ses valeurs. Le pouvoir peut être exercé à travers la coercition et/ou la construction de discours qui guident l'action des acteurs impliqués (M. Castells, 2009, p. 10). Le concept d'asymétrie engage automatiquement l'importance des relations de pouvoir et la possibilité de l'émergence de formes de résistance qui amènent à une transformation des relations mêmes. Comme il a été souligné par les grands sociologues tels que Max Weber ou Michel Foucault, afin d'exercer une forme de pouvoir quelconque, ce dernier doit être perçu comme légitime.

Dans notre société, c'est avant tout le système démocratique, ainsi que sa capacité à transférer les significations générées par l'action communicationnelle, à fournir les conditions pour l'exercice légitime du pouvoir (Castells, 2009, p. 13). Dans l'idée de Castells, bien qu'il y ait une concentration des relations de domination dans certaines formes sociales, en générale, les relations de pouvoir peuvent être constamment négociées. C'est pour cela que le pouvoir est défini avant tout par son essence relationnelle tandis que la domination par celle institutionnelle (Castells, 2009, p. 15). Toutefois, dans la société en réseau, l'État constitue seulement l'un des nœuds d'un réseau particulier à l'intérieur d'une « configuration de réseaux globaux, nationaux et locaux dans un espace multidimensionnel d'interaction sociale » (Castells, 2009, p. 19).

Aujourd'hui, les relations de domination sont donc caractérisées par une interaction, à la fois critique et flexible, entre les marchés financiers globaux, les processus géopolitiques et les stratégies des médias (Castells, 2009, p. 28). En ce sens, la valeur est constamment redéfinie par les acteurs du réseau à l'intérieur d'une forme de capitalisme persuasif mais non pas

exclusif. Cela veut dire que celle du capital n'est pas la seule partie qui se joue dans le monde contemporain. En continuant avec son explication scientifique du monde des réseaux, Castells affirme que le pouvoir des réseaux dépend principalement de la capacité de créer et de programmer des réseaux sur la base des objectifs à atteindre (prérogative des *programmers*) et celle d'assurer la connexion et la coopération avec différents réseaux qui partagent les mêmes objectifs (prérogative des *switchers*). Nous pouvons remarquer ici que la logique managériale est appliquée, d'une manière presque naturelle, au fonctionnement de la société dans son ensemble. En effet, les mécanismes à travers lesquels opèrent les *programmers* et les *switchers* sont à la base tant de l'exercice que de la contestation du pouvoir (Castells, 2009, p. 45-50). Le *switching*, c'est-à-dire la mise en relation de réseaux différents, nécessite d'une interface culturelle et organisationnelle appropriée au partage de la valeur d'échange. Dans notre société, la valeur d'échange est représentée principalement par l'argent et par la capacité de programmation et donc de création et de diffusion d'un discours apte à encadrer l'action humaine. Au sein de la société en réseau, le pouvoir est constitué donc principalement par le pouvoir de la communication (Castells, 2009, p. 52-54). Dans les sociétés actuelles, soit-elles démocratiques ou totalitaires, la politique, définie comme le processus d'allocation de pouvoir dans les institutions de l'État, s'exprime principalement par le biais des médias. Les moyens de communication constituent donc l'espace essentiel de construction et de maintien du pouvoir.

Cet espace n'est pas neutre car les règles de l'engagement politique dans les médias dépendent de leur modèle économique et des relations entretenues avec les acteurs politiques et les publics (Castells, 2009, p. 193-195). Selon les sources citées par Castells<sup>26</sup>, malgré l'importance croissante revêtue par l'Internet, la télévision et la radio sont encore perçues comme les sources d'information politique les plus fiables. Cette permanence de la centralité des médias de masse en politique est expliquée par Castells à travers le pouvoir de l'image et, plus en particulier, par l'efficacité de l'audiovisuel dans l'adaptation de ses messages aux processus de production des images du cerveau humain (Castells, 2009, chapitre 3).

Toutefois, Internet fonctionne également à travers la sélection et la diffusion des images produites par les médias audiovisuels qui sont après partagées et échangées dans les réseaux sociaux. Or, l'évolution rapide des pratiques numériques et l'échange générationnel nous font présumer la possibilité d'un changement important dans les habitudes de consommation et de production de l'information politique. La campagne d'Obama en 2008 a d'ailleurs déjà donné un signe fort dans cette direction.

Cependant, l'émergence de nouvelles pratiques info-communicationnelles ne se traduit pas par un changement automatique et radical. En effet, l'usage des nouveaux médias en politique ne garantit pas le passage à une nouvelle forme de construction symbolique et d'exercice de la politique. À ce propos, il est intéressant de réfléchir à l'affirmation et à la diffusion globale d'une politique médiatique basée essentiellement sur la personnalisation, la spectacularisation et la haute professionnalisation des contenus et des stratégies. Les médias ont phagocyté la pratique du politique, ils en ont dicté les formats, les langages, les modes de production et de présentation de telle sorte que tout effort des professionnels de la politique est finalisé à stimuler la réponse des médias, à conquérir un espace, à divulguer des messages, à produire une image médiatique favorable. Comme il a été souligné par Castells, ces procédés, jadis identifiés avec la politique américaine, se sont généralisés à toute la planète en donnant lieu à une politique informationnelle globale où les scandales, le drame et la farce ont définitivement remplacé la confrontation et la diffusion des idées politiques.

Selon le sociologue c'est précisément l'affirmation de la politique médiatique à avoir encouragé le processus de désaffection des citoyens vis-à-vis des institutions et la crise conséquente de la démocratie. Ce passage est particulièrement intéressant parce qu'il implique

---

<sup>26</sup> Paniagua, Francisco Javier (2006) « Agenda de medios. Estrategia de partido equivocada ? », *Hologramatica*, 3 (6), 53-72 ; Eurobarometer (2007) *Eurobarometer 67 : Public opinion in the European Union*. Brussels, European Commission ; Public Opinion Foundation (Russia) 2007, « Mass media : preferred sources of information » (on line report July 27-28) ; Pew 2008 « Social networking and on line videos take off : Internet's broader rôle in campaign 2008, » Washington, DC : Pew Research Center for the People and the Press.



une condition d'impasse de la démocratie contemporaine pour laquelle les représentations des médias constitueraient à la fois le principe de son fonctionnement et le mobile de son déclin. En effet, si, dans le court terme, la diffusion obsessionnelle des scandales peut éliminer momentanément un concurrent et favoriser l'émergence de nouveaux équilibres, sur le long terme, cette pratique a eu l'effet de rendre manifestes la corruption et l'illégitimité de la classe politique et donc d'éroder progressivement la confiance des citoyens en l'État. Dans ce contexte, où médias et politique se fusionnent jusqu'à devenir symbiotiques et indissociables, quel changement peut-il donc être apporté par l'utilisation des nouveaux médias ? La réponse n'est pas immédiate car si, d'un côté, Internet favorise la formation d'un esprit critique et sélectif à l'égard des messages *main stream*, de l'autre côté, il permet également d'optimiser les mécanismes et les stratégies de la politique informationnelle. En effet, la diffusion des scandales politiques devient encore plus capillaire et ouverte aux publications des usagers, les techniques de ciblage et le *spinning* des nouvelles plus efficaces et customisés et la personnalisation de la politique encore plus accentuée. Par contre, la possibilité d'élargir la prise de parole et de contourner les filtres des médias de masse pourrait offrir un nouveau souffle et une nouvelle légitimité au système démocratique. Les tentatives de ré-programmation de la communication politique et de constitution d'une sphère publique participative pourraient donc faire basculer le paradigme de la politique audiovisuelle encore tellement ancré dans nos imaginaires. Le changement devrait donc partir de l'élargissement des nouvelles pratiques résistantes et de leur capacité à faire évoluer la sphère de la *politique informationnelle* dont nous parle Castells.

Le sociologue aborde cette problématique dans le cinquième chapitre de « Communication Power ». En assumant que le changement des valeurs constitue l'essence même de la vie sociale, Castells distingue les acteurs sociaux directement impliqués dans le changement en deux catégories : les mouvements sociaux, engagés dans la divulgation de nouvelles valeurs culturelles, et les « politiques insurrectionnelles » (« insurgent politics »), engagées dans le processus de changement politique en discontinuité avec la logique incorporée par les institutions (Castells, 2009, p. 299-300). Ces deux acteurs pourraient ne pas aboutir à des projets porteurs de transformations structurelles car ils se définissent en tant que sujets du changement social uniquement en vertu des résultats de leur action collective. Dans tous les cas, les mouvements sociaux sont toujours à l'origine des grands changements en ce qui concerne les valeurs institutionnalisées dans une société donnée. « Les mouvements sociaux se développent à travers la communication de messages de rage et d'espoir » ; ils sont structurés par l'espace public d'une société, c'est-à-dire par « l'espace de l'interaction sociétale où se forment, sont véhiculées, soutenues et contrastées les idées et les valeurs ... » (Castells, 2009, p. 301). Selon Castells, les processus de changement social présupposent une activité de ré-programmation des réseaux de communication, des codes et des valeurs culturelles qu'ils véhiculent. Ces réseaux, multimodaux et pervasifs, peuvent inclure une diversité et une multiplicité de messages symboliques sans précédents dans l'histoire. Aujourd'hui, par le biais de la « mass-self communication », permettant de combiner différents modèles communicationnels, les mouvements sociaux devraient être à même de multiplier leurs chances d'activer le changement politique et social.

La thèse de l'auteur se fonde donc sur l'existence d'une « synergie potentielle entre l'émergence de la « mass-self communication » et la capacité autonome de la société civile mondiale à modeler le processus de changement social » (Castells, 2009, p. 303). Cette assumption est corroborée par les analyses empiriques citées dans son ouvrage. Le mouvement écologiste, par exemple, est considéré un cas emblématique de cette relation synergique. En essayant tout d'abord de rejoindre l'audience des médias de masse, le mouvement a réellement réussi à entraîner un changement culturel important et à soulever une conscience écologiste par le biais de la participation citoyenne (Castells, 2009, p. 327). En effet, l'utilisation d'Internet a permis de créer des ponts entre la communauté scientifique et les différents groupes des environmentalistes, de publier de contenus détaillés sur l'incidence de l'activité

humaine sur le réchauffement climatique et sur les risques impliqués ; elle a contribué largement à la promotion des événements et l'engagement des citoyens et des communautés. Les médias *main stream*, bien qu'entraînant pendant long temps une confusion en ce qui concerne les avis majoritaires de la communauté scientifique, ont été déterminants dans l'intégration de ces thèmes à l'intérieur de l'*agenda setting*. Toutefois, c'est Internet qui a permis l'élargissement du réseau des activistes et la création d'une conscience collective politisée autour du problème du réchauffement climatique. Ce mouvement social, indépendamment des politiques effectives qui ont été mises en place, auxquelles Castells ne semble pas prêter assez d'attention, a indéniablement transformé « la culture de la nature » au niveau global. En contribuant à considérer la nature comme un environnement vital à préserver et non pas seulement comme une ressource à exploiter, le mouvement écologiste a eu une influence sur l'évolution de notre conception de l'espace ; il a également modifié notre notion du temps en encourageant une vision sur le long terme, la naissance de projets basés sur la décroissance économique et la consolidation du principe de solidarité intergénérationnelle. La volonté même de ré-programmation des codes culturels autour du thème de la globalisation a été en sens inaugurée par le mouvement altermondialiste.

Activé par la contestation du meeting du WTO de Seattle en 1999, ce mouvement visait à nier la forme actuelle du capitalisme global comme une tendance inévitable et à ré-encadrer la libéralisation sauvage du marché à l'intérieur de politiques sociales plus justes. Encore une fois, le trait d'union d'une multiplicité de contestations et d'espaces critiques locaux a été l'usage de l'Internet. Toutefois, la nature polycéphale du mouvement, la présence à la fois de projets locaux et globaux et sa structure en réseau lui ont empêché de construire une identité collective définie et une adhésion forte autour d'un projet politique précis. Paradoxalement, ces facteurs en ont également constitué la principale force innovatrice (Bennett, 2003, p. 164).

Ce qui amène Castells à affirmer que « les réseaux militants basés sur Internet présentent trois niveaux critiques : stratégique, organisationnel et normatif » (Castells, 2009, p. 343). La complémentarité de ces trois dimensions implique une homologie importante entre les aspects organisationnels et les valeurs portées par les net-activistes. Ainsi, la création de médias alternatifs, comme dans le cas d'Indymedia, qui produisent une contre-agenda par rapport à celle des médias de masse et qui auto-fabriquent l'image et les contenus des mouvements contestataires exprime cette volonté de défier la pensée dominante et de reconstruire les règles et les thèmes de l'espace communicationnel.

De cette manière, à côté de l'image spectaculaire des guérillas urbaines véhiculée par les médias audiovisuels, le mouvement a également bénéficié du potentiel informationnel de ses activistes les plus divers en montrant une forte composante auto-réflexive qui a contribué à forger un projet sociétal fondé sur l'auto-gestion des réseaux militants (Castells, 2009, p. 344-345). Cette analyse est partagée par Juris selon lequel l'utilisation du réseau au sein du mouvement altermondialiste ne correspond pas seulement à un mode organisationnel efficace mais, en réhabilitant l'idéal anarchiste des communautés autonomes, elle dessine un modèle de réorganisation de la société (Juris, 2008, p. 15). Contrairement à l'essor d'un militantisme post-idéologique annoncé par Touraine et Bell, il semblerait donc que les transformations technologiques fournissent également la matière brute pour le ré-lancement de l'utopie anarchiste appliquée aux pratiques sociales d'Internet.

Cette rencontre entre l'anarchisme communautaire et l'activisme numérique est plausible précisément parce que les nouveaux médias ont été intériorisés et adaptés aux nouvelles tendances culturelles et sociales. En effet, Internet permet de concilier les tendances à l'individualisation de notre société avec son esprit collaboratif. Il combine deux modèles culturels seulement en apparence opposés : l'individualisme et le communalisme (Castells, 2009, p. 362). L'individu se construit et s'exprime à travers un comportement informationnel individualiste mais, au même temps, il est naturellement porté à échanger avec d'autres individualités partageant les mêmes valeurs et intérêts. Cet échange peut donner lieu à un mouvement, à un projet, à une communauté de pratiques correspondant aux identités et aux

attitudes personnelles mais lui permettant également d'atteindre des buts communs. L'usage solitaire de l'Internet peut donc aboutir à la naissance de pratiques de résistance et encourager la naissance de celles que Castells appelle les « communautés instantanées d'insurgés » - « instant insurgent communities » - (Castells, 2009, p. 363). Tout en ayant souvent une existence éphémère, puisque leur action s'épuise dans la plupart des cas dans la réalisation d'une pratique collective donnée, ces groupes se fondent néanmoins sur le partage de valeurs, codes et normes et leur objectif reste celui de défier et déstabiliser l'ordre social.

Les observateurs les plus critiques à l'égard de cette sociologie de la rupture sont portés à penser que la théorie de la société de l'information fonctionne comme une nouvelle idéologie qui, involontairement ou pas, légitime l'acceptation du modèle de marché néolibéral (Garnham, 2000). Il est vrai que les phénomènes liés à la globalisation, à la dérégulation des marchés et à la progressive destruction de l'État providence sont souvent décrits comme des données immanentes et non modifiables. Toutefois, nous pensons que le travail de Castells, malgré ses passages forcés, est trop riche et révélateur d'une époque pour pouvoir être liquidé avec une thèse légitimiste. S'il est probable que l'ensemble des travaux et des discours autour de la société de l'information peuvent avoir eu un effet normalisateur au sein de l'opinion publique, il n'est guère souhaitable d'arrêter la réflexion autour des transformations économiques et sociales qui traversent notre époque.

Cependant, parmi les critiques les plus pertinentes adressées au capitalisme contemporain et à ses effets idéologiques pervers, la thèse de Luc Boltanski et d'Eve Chiappello apparaît comme l'une des plus éclairantes. Selon ces auteurs, la spécificité du capitalisme contemporain consisterait en sa capacité à englober et à intégrer en soi la critique en anéantissant, par conséquence, son essence propre et son effet. Selon ces auteurs, le nouvel esprit du capitalisme se construit à travers un travail de structuration des discours critiques qui lui sont adressés jusqu'à la formation d'« une configuration idéologique nouvelle » (Boltanski et Chiappello, 1999, p. 65).

En effet, cet ouvrage attire inévitablement notre attention sur la présence d'un substratum idéologique commun entre la littérature du management et les nouvelles valeurs de la critique sociale, ou, comme Luc Boltanski le dirait, de la nouvelle « critique artiste » (Boltanski, 2009). Les concepts de réseau, d'auto-gestion, de coopération horizontale ou d'organisation par projets caractérisent à la fois le fonctionnement et les valeurs affichées par la nouvelle économie et les réseaux qui militent contre l'avancée aveugle de cette dernière. Cela voudrait dire que pouvoir et contre-pouvoir partageraient aujourd'hui la même langue, le même fonctionnement et, encore pire, une même base idéologique asservie à des impératifs opposés. Mais cette configuration isomorphe confirme donc l'idée essentielle de Castells selon lequel les nouvelles bases matérielles de la société imposeraient des changements importants à tous les niveaux de la vie humaine.

### 2.3.3 Pratiques militantes et mondialisation

Les phénomènes liés à la globalisation et à l'émergence d'un « nouvel ordre mondial » ont fait couler beaucoup d'ancre et ont poussé les penseurs du monde entier à adapter les outils et les cadres théoriques disponibles à la nouvelle configuration économique, politique et sociale. Parmi les théories les plus fascinantes et les plus explosives de la postmodernité, nous pouvons certainement citer celle de Michael Hardt et Antonio Negri. « Empire », le titre de leur ouvrage phare, représente un système social inédit produit par la mondialisation et la crise de souveraineté de l'État-nation. Le concept d'Empire indique une extension des pratiques de domination typiquement européennes et américaines au monde entier. Ce mécanisme d'élargissement du pouvoir de domination de l'Empire se produit par le biais d'un transfert de la souveraineté des États vers des institutions officielles (les Nations Unies, le Fonds Monétaire International ou la Banque mondiale) qui légifèrent en matière économique, militaire et politique à la place des États. Toutefois, l'Empire assume une existence totalisante qui va au-delà de la dimension économique.

Selon les deux auteurs, « notre morale intérieure, lorsqu'elle est confrontée à l'ordre social et mise à l'épreuve par lui, tend à se déterminer par les catégories éthiques, politiques et juridiques de l'Empire » (Hardt et Negri, 2000, p. 43). En ce sens, l'Empire ne constitue pas une phase historique précise mais il correspond à une sorte de non lieu sans frontières ni limites, sans centre ni périphérie. Il se présente comme « un ordre qui suspend effectivement le cours de l'histoire et fixe par là même l'état présent des affaires pour l'éternité (Hardt et Negri, 2000, p.19). Cette nouvelle configuration mondiale chaotique, à la fois décentralisée et déterritorialisée, rend caduques les vieilles distinctions impérialistes entre Premier et Tiers monde ainsi que le concept de politique et de souveraineté nationale. Pour garantir sa conservation, l'Empire utilise le contrôle policier et la guerre « éthique » à laquelle, d'une manière similaire au *bellum justum* de l'époque romaine, il recourt d'une manière sélective et ponctuelle pour garantir la paix perpétuelle (Hardt et Negri, 2000, p. 33-36). La loi et la morale domestique et supranationale opèrent donc, sous une forme de droit de police, sur le terrain de la crise. Pour se maintenir, l'Empire est en effet contraint de mener une guerre totale à travers un « état d'exception permanent » (Hardt et Negri, 2000).

La post-modernité est ainsi caractérisée par un état global de guerre généralisée (Hardt et Negri, 2000). En s'inspirant de Michel Foucault, les deux auteurs conçoivent le passage de la modernité à la postmodernité comme un parcours qui mène de la « société disciplinaire » à la « société du contrôle » où les normes sociales sont intériorisées par les sujets. Toutefois, l'Empire, dont la naissance a été encouragée par l'effondrement du bloc soviétique et la conséquente concentration du capital transnational, ne doit pas être considéré comme un objet historique fini. Son essence dynamique et son fonctionnement en réseau impliquent que les normes et les équilibres du pouvoir peuvent être constamment ré-négociés.

L'accent mis sur la logique en réseau nous relie à la sociologie critique de Castells. Pour Castells, comme pour Negri, le changement dérive d'un nouvel ordre économique mondialisé qui mine la stabilité et la légitimité des mécanismes de la souveraineté nationale. L'Empire, par nature, n'a pas de dedans ni de dehors, ce qui implique qu'il possède en soi le pouvoir d'exercer un contrôle mais aussi la possibilité de création de la critique.

C'est à ce moment que la *multitude*, l'autre grand concept de Negri, intervient pour compléter ce tableau postmoderne. Inspirée par l'opéraïsme italien de Mario Tronti et, plus en particulier par le concept d'« ouvrier social », la *multitude* correspond à un sujet historique pluriel et non plus à un élément de la dichotomie marxiste capitalistes-ouvriers. Déjà dans les années 1970, Negri, influencé par le mouvement *Autonomia operaia* (*Autonomie ouvrière*), avait été une partie prenante dans la ré-élaboration et dans l'extension de la pensée marxiste du domaine économique au domaine social. À ce moment, les luttes et les grèves ouvrières étaient

accompagnées par d'autres actions contestataires impliquant des sphères sociales plus vastes et externes à l'usine.

L'essor des mouvements des étudiants, des femmes, des pacifistes ou des squatteurs indiquait que le domaine de la lutte s'étendait à l'ensemble de la société en comprenant aussi des groupes marginaux. L'usine devient alors une usine totale et ouverte à l'ensemble des démarches résistantes engagées par les groupes protestataires les plus divers. Il émerge un projet de communisme nouveau, libéré de l'hégémonie de l'ouvrier en tant que principal sujet de la lutte, et d'un parti, le parti Communiste, considéré par le mouvement ouvrier comme le véhicule institutionnel des conquêtes sociales. La contestation se détache donc de la formule traditionnelle de la lutte de classe et de ses canaux officiels, représentés principalement par les partis et les syndicats. L'objectif des mouvements n'est plus identifiable avec la prise du pouvoir mais avec une sorte de projet de déstabilisation qui est porté sur différents fronts et qui marque l'indépendance politique des sujets contestataires à l'égard des organisations institutionnelles.

Cette rupture conceptuelle a amené les nouveaux groupes contestataires à porter au centre du débat le modèle organisationnel des mouvements et à encourager des nouveaux systèmes de coordination anti-autoritaires et horizontaux. Le mouvement altermondialiste, en tant que sujet pluriel s'opposant à l'Empire et promoteur de nouvelles formes de participation et d'auto-gestion, incarne parfaitement le concept de *multitude* d'Antonio Negri. Plus ou moins éloignés de la tradition marxiste et plus ou moins proches des tendances anarchisantes, les différentes âmes du mouvement *no global* étaient avant tout porteuses d'un nouveau projet politique et d'émancipation sociale. Comme l'Empire, la multitude se caractérise principalement par son fonctionnement en réseau. En étant composée d'individualités intelligentes qui collaborent à un projet commun sans aucune médiation, la *multitude* s'exprime d'une manière polyphonique et dialogique. Elle correspond donc à un réseau ouvert, capable de catalyser la différence et permettant de s'auto-organiser, de résister et de créer collectivement des connaissances et de relations sociales. En ligne avec le concept de « société informationnelle » de Castells, Hardt et Negri identifient les nouvelles forces de production dans le travail immatériel et cognitif. C'est pour cela que, d'un point de vue à la fois politique et économique, l'Empire exploite la créativité et la force vitale de la *multitude*, dans le sens où la productivité de cette dernière engage la totalité des activités humaines (Hardt et Negri, 2004).

En ce sens, l'Empire constitue donc une « coquille vide » car, d'un côté, il dépend nécessairement de la force de production et de création de la *multitude* et, de l'autre côté, il est toujours vulnérable face à ses avancées résistantes et, en tant que tel, obligé à une fluctuation permanente. Bien que la continuité avec le passé soit implicite dans le concept même d'Empire, la vraie nouveauté consiste dans le fait qu'aujourd'hui, le projet capitaliste a pu réunir le pouvoir économique et politique dans un ordre proprement capitaliste et dé-territorialisé. Dans le même esprit, les nouvelles figures de la subjectivité sont donc à considérer à la fois dans leur rapport d'exploitation économique et dans leur potentiel politique-révolutionnaire.

La résistance est donc conçue à travers une approche existentielle. Pour Negri, comme pour Hakim Bey ou pour John Holloway, la lutte aujourd'hui n'implique pas la conquête du pouvoir mais correspond à la volonté de la multitude de créer des espaces de liberté à son image. La *multitude* incarne un désir de révolution qui s'exprime par le bais de ses actes de création quotidiens. C'est une « révolution silencieuse » et sans prise de pouvoir qui s'active à travers des projets d'émancipation dispersés et séparés de la sphère politique officielle. En effet, la participation aux manifestations, aux forums sociaux ou encore la création de médias indépendants ont été vécus par bon nombre de militants altermondialistes comme une fin en soi, comme des actes révolutionnaires et libérateurs qui, bien que limités dans l'espace et dans le temps, permettaient de désert l'Empire et de faire l'expérience de la démocratie directe. En reprenant la définition d'Hakim Bey, il s'agissaient de la constitution de « Zones autonomes temporaires » nécessaires à la poursuite d'un projet existentiel d'émancipation social (Bey,

2002). Malgré la nature anti-étatique de ce nouveau projet de société, surtout dans sa négation de l'État en tant que sujet médiateur du changement social, les thèses de Negri restent ancrées dans le communisme, bien que dans sa forme plus utopique et anarchisante. En effet, l'action créatrice et émancipatrice de la *multitude* est interprétée par les auteurs d'Empire comme « un véritable acte d'amour politique » (Hardt et Negri, 2004, p. 402-404). C'est pour cela que plus que le modèle philosophique et analytique, qui, au contraire, présente de nombreuses failles, c'est principalement la dimension politique du discours de Negri et de Hardt à attirer notre attention.

À travers l'opposition des concepts d'*Empire* et de *Multitude*, les deux penseurs réhabilitent une dialectique révolutionnaire et idéaliste dans une époque pour laquelle la plupart des observateurs ont décrété la fin des grands récits utopiques. L'activité vitale de chaque individualité est considérée comme une force « bio-politique » qui est destinée à corroder le « bio-pouvoir » en tant que système parasitaire et, donc, potentiellement, autodestructeur (Hardt et Negri, 2004).

Ce qui est fascinant dans cette vision du monde contemporain est l'harmonisation de la pensée postmoderne avec une forme de communisme utopique qui semblait désormais être devenu une passion de niche. Cet aspect contradictoire constitue, à nos yeux, un élément d'originalité dans la pensée de ces deux auteurs. Mais si la dimension performative de ces idées s'est manifestée avec tout son ampleur en coïncidence avec la montée en puissance de la contestation altermondialiste au tout début des années 2000, l'actuel état de puissance de ce que Hardt et Negri nomment l'Empire ne semble pas laisser beaucoup d'espoir pour une avancée de la *multitude*.

En effet, terminé le succès médiatique des grands rassemblements altermondialistes, les États se sont arrangés pour trouver des espaces presque inaccessibles pour continuer à négocier unilatéralement le fonctionnement des marchés globaux. Contrairement à la description de l'Empire de Negri, bien que dans une configuration plus dynamique et ouverte à d'autres pays émergents, la puissance des États occidentaux et leur volonté politique et hégémonique continuent à déterminer les équilibres géopolitiques mondiaux. Le chaos de l'Empire est donc une confusion seulement apparente derrière laquelle les délégations des nations les plus puissantes exercent leur pression sur les plus faibles.

Outre aux rapprochements avec la théorie de Castells, le discours de Negri et Hardt présente de nombreux points de convergence avec la littérature consacrée aux nouveaux mouvements sociaux. En effet, les deux auteurs préconisent un basculement vers un modèle de révolution sociétale non plus centré sur la prise du pouvoir mais sur le processus de changement des valeurs. Les pratiques de résistances de la multitude, très proches également des « arts de faire » de Michel De Certeau, correspondent à des actes libérateurs et émancipateurs. Toutefois, la principale faiblesse de ce nouveau paradigme sociétal de la protestation consiste dans le fait que la conscience de l'acte social émancipateur reste une notion élitiste et, en tant que telle, probablement incapable de transformer les normes et les représentations sociales. En outre, le déclin des formes du conflit politique annoncé par certains ouvrages sur les mouvements sociaux (Oberschall, 1973 ; Tilly, 1976 ; Tilly et Tarrow, 2008) ne constitue pas un fait indiscuté. En effet, la tendance anti-étatique et anti-politique des nouveaux mouvements sociaux n'a pas été homogène ni généralisée. De nombreuses organisations contestataires (comme les ONG, les mouvements, les partis écologistes ou encore les squats financés par les mairies) continuent à chercher des canaux institutionnels ou, en tous cas, à croire dans la nécessité d'agir à travers les mécanismes de l'État-nation et de son action politique. Tout en se plaçant en opposition au modèle du parti traditionnel, la démarche du *Mouvement 5 étoiles* en Italie est fondée sur les principes de la politique contestataire.

Afin de modifier les mécanismes de la participation démocratique il est donc nécessaire d'accéder au pouvoir. S'il est vrai que le mouvement altermondialiste a suscité un enthousiasme inattendu et a lancé des défis politiques forts, son impact effectif dans la politique économique mondiale s'est révélé décevant. Par conséquent, non seulement le

processus d'émancipation dont ils parlent les auteurs d'*Empire* est loin d'être achevé mais il reste aussi de nombreux doutes sur l'efficacité d'un combat centré sur des pratiques existentielles et libératrices qui ne soient pas en même temps militantes. En d'autres termes, qui peut garantir que la pratique de l'anti-pouvoir se généralisera et deviendra propre à une multitude ? La plupart des activités humaines semble répondre à une logique instrumentale tandis que la création en tant qu'acte d'amour pour la politique reste une démarche réservée aux élites. Toutefois, malgré l'essence transcendante et à traits visionnaire de cet ouvrage, le point intéressant reste l'importance accordée aux pratiques émancipatrices visant à changer la société de l'intérieur et non pas uniquement à travers la prise directe du pouvoir.

Bien que moins marqué par un esprit performatif et plus centré sur la réception et les usages des médias, les pratiques libératoires des auteurs d'*Empire* nous renvoient au concept de « braconnage » de M. De Certeau. Dans *L'invention du quotidien*, des consommateurs actifs réinventent leur quotidien à travers un ensemble de pratiques, d'astuces et de manipulations culturelles (De Certeau, 1990). Comme Negri, De Certeau valorise la créativité des citoyens anonymes et lui restitue la dignité du statut de créateurs de sens. Dans cette perspective, les arts et les savoirs faire ordinaires donnent lieu à une multitude de pratiques de résistance. Ces pratiques, généralement silencieuses, concernent souvent la sphère privée des sujets et n'ont pas des effets immédiats sur les structures sociales. Toutefois, dans des cas particuliers, elles peuvent constituer un point de rencontre et encourager la formation d'une base solide pour l'action collective. Bien que discutables, les idées de De Certeau trouvent une résonance particulière dans l'espace de contestation du Web. En effet, les activités de production de contenu sur les blogs ou les réseaux sociaux peuvent être considérées comme des formes quotidiennes de résistance au flux unidirectionnel des médias traditionnels. En ce sens, les activités de recherche, consultation et création de sources d'information alternatives n'impliquent pas uniquement une soif de savoir mais également le désir de penser autrement. Certaines pratiques informationnelles, en véhiculant une nouvelle approche à l'information et à la culture, constituent donc principalement des pratiques résistantes non seulement à l'égard des médias mais surtout vis-à-vis des pouvoirs et des normes que souvent ils légitiment. Dans cette perspective, il nous semble cohérent de penser que l'évolution des formes de l'action collective est intimement liée aux transformations qui traversent la société et qui, à leur tour, se répercutent inévitablement sur les pratiques et les usages sociaux des outils à disposition.

Les différents facteurs de changement économique, social et culturel conditionnent donc les mécanismes d'appropriation des outils informationnels en déterminant l'introduction de nouvelles pratiques dans le champ militant. Le discours autour de la modernité et de la postmodernité, loin de constituer un savoir dogmatique, représente donc une source importante pour comprendre le processus d'évolution historique et sociale.

La plupart des sociologues contemporains met l'accent sur trois facteurs de changement principaux : le processus d'accélération du temps (Castells 1998 ; Rosa, 2010 ; Giddens, 1991), d'individualisation (Lipovetsky, 1983 ; Bauman, 2002 ; Beck, 2003b) et de globalisation politique, culturelle et financière (Castells, 1999b ; Negri et Hardt, 2004 ; Tilly et Tarrow, 2008). Selon Anthony Giddens, ces facteurs ont un impact beaucoup plus intense et rapide sur les pratiques sociales par rapport au passé (Giddens, 1991). En refusant le concept de société postmoderne, Giddens a préféré élaborer une théorie de la « modernité avancée » marquée principalement par trois phénomènes cruciaux. Le premier coïncide avec le mécanisme de séparation du temps et de l'espace et l'émergence d'un temps universel (calquant le concept de « temps intemporel » de Castells). Le deuxième correspond aux « mécanismes de désenchâssement » (« disembedding mechanisms ») consistant dans le processus de délocalisation des systèmes sociaux et de déracinement des institutions sociales. Enfin, le troisième phénomène est constitué par l'apparition d'une forme de « réflexivité institutionnelle » impliquant l'utilisation régulière de la connaissance en tant qu'élément constitutif de l'organisation et de la transformation de la vie sociale (Giddens, 1994, p. 25). Encore une fois, c'est avant tout la gestion informationnelle du savoir à déterminer un mode

de fonctionnement réflexif des relations sociales. Cette démarche réflexive appliquée à l'ensemble des pratiques sociales, implique également la fin des grands récits, le dépassement des dogmes traditionnels et le déploiement d'une « critique constante du savoir par le savoir » (Giddens, 1991). Giddens rejoint ici le concept d'individualisation réflexive cher à U. Beck. Pour les deux sociologues, la société, comme l'individu, détachée du poids de la tradition, de la religion, de la famille et de la classe sociale, peut devenir une opération réflexive.

Le processus d'individualisation implique que l'action se libère des structures sociales et culturelles. Toutefois, cette libération a lieu dans un contexte social dynamique et traversé par les phénomènes de la globalisation culturelle et de la scientification des comportements. Le concept de « radicalisation de la modernité » d'A. Giddens nous laisse présumer que la rupture d'époque ne s'est pas accomplie. Si les institutions et les structures modernes, comme le capitalisme, la puissance militaire ou l'industrie, ne sont pas en déclin, notre société vive néanmoins un moment d'accentuation des transformations et des problématiques caractéristiques de la modernité (Giddens, 1994). Influencé par « La philosophie de l'argent » de G. Simmel, Giddens affirme que la tendance dominante de la modernité est marquée par l'échange universel et par son symbole principal de délocalisation, l'argent (Giddens, 1994). En parvenant à des conclusions proches de celles de Beck, bien que moins optimistes, le sociologue souligne que notre société fonctionne essentiellement à travers les mécanismes de la confiance et de la gestion du risque. Toutefois, aujourd'hui, la confiance n'est pas accordée à une personne mais à un procédé, à ce que Giddens appelle un « système-expert » (Giddens, 1994).

Giddens développe donc une véritable « culture du risque » interprétée comme « un aspect culturel fondamental de la modernité, par lequel la conscience des risques encourus devient un moyen de coloniser le futur » (Giddens, 1991, p. 244). Cependant, les processus de rationalisation des pratiques ainsi que la généralisation des valeurs occidentales ne sont pas en mesure d'assurer la société contre les risques dérivant de l'effondrement des mécanismes de la croissance économique, des dégâts écologiques ou du retour au totalitarisme (Giddens, 1994). En ce sens, dans une société fondée sur le savoir scientifique et sur la maîtrise du risque, l'incapacité de réparer à l'angoisse qui caractérise notre temps est peut-être le signe d'un échec intellectuel de l'Occident (Delannoi, 1995). La résistance à la culture du risque, corroborée par certaines études sur le sujet, montre le caractère paradoxal de la modernité décrite par Giddens (Peretti-Watel, 2005).

Puisque les populations sont de plus en plus conscientes des risques, cette contradiction réside dans le décalage existant entre la connaissance et le potentiel d'action de l'individu à l'intérieur d'un système décisionnel de plus en plus opaque et détaché des identités territoriales.

Plus centré sur les thématiques écologiques, Ulrich Beck fait du concept de « société mondiale du risque » une arme politique pour refuser la modernité et favoriser le passage à une société écologiquement éclairée. En réadaptant le modèle de société postindustrielle de D. Bell, Beck considère que « la production sociale des richesses » est inséparable de « la production sociale de risques » (Beck, 2003a). Il parle de production « sociale » de risques car, contrairement au passé, le risque n'est pas le fruit du hasard mais il est calculé et pondéré par les scientifiques afin de faciliter son acceptation sociale.

Cet aspect réflexif implique donc une production de risques calculée et produite donc à l'intérieur de la société. La légitimation des risques sur le plan scientifique et l'inaction de la sphère politique provoquent un sentiment de scepticisme de la part des citoyens qui se traduit par une nouvelle forme d'activisme politique extra-parlementaire que Beck appelle « l'infra-politique » (Beck, 1994, p. 13-52). À travers l'action des mouvements sociaux et culturels, cette sphère citoyenne politisée cherche d'exercer une pression morale sur les institutions politiques. En conciliant le concept d'action rationnelle d'Habermas avec la théorie du passage à une nouvelle forme de société postindustrielle, Beck déclare la nécessité d'asservir et d'ouvrir les prérogatives politiques et économiques aux exigences venant du *monde vécu*. Contrairement aux



mécanismes d'acculturation et d'acceptation de la pensée hégémonique décrits par Adorno et Horkheimer dans la « Dialectique de la raison », Beck affirme que la prise de conscience sur la construction sociale des risques encourage un processus de dé-légitimation des autorités scientifiques et technocratiques et le passage à une société auto-réflexive. Toutefois, le passage à la « modernité réflexive » implique un parcours préalable d' « individualisation réflexive ».

En d'autres termes, pour qu'un individu puisse réfléchir et agir librement et d'une manière autonome par rapport aux conditionnements structurels, il doit pouvoir se construire individuellement en dehors des formes de vie traditionnelles et des catégories sociales et structurelles (telles que le statut, la classe, la famille ou même la nation). Comme Castells, U. Beck place les structures économiques et, plus en particulier, le marché du travail, au centre du processus d'individualisation de la société. Toutefois, si grand nombre de spécialistes nous alertent sur le risque d'un repli sur la sphère intime et d'un abandon de l'engagement civique, Beck maintient une attitude positive en précisant que la désaffection de la sphère institutionnelle n'implique pas la résignation mais, au contraire, elle devient un moteur pour le développement d'une nouvelle « cosmopolitique » (Beck, 2003b). Ainsi, le détachement des structures et de la culture traditionnelles, accéléré par les phénomènes de globalisation, détermine l'émergence d'une société cosmopolite éclairée qui, consciente des risques menaçant la vie humaine, est portée à s'impliquer dans un projet réflexif de restructuration de la société à une échelle globale. Toutefois, il est nécessaire de ramener l'optimisme de Beck à la réalité. À ce propos, il est important de préciser que non tous les penseurs de la postmodernité partagent la vision optimiste d'Ulrich Beck ou d'Antonio Negri. Parmi eux, Zigmunt Bauman associe à son concept de « modernité liquide » la perte de repères culturels et éthiques importants. Dans son portrait lucide de la modernité, la course aux plaisirs immédiats et éphémères l'importe sur les projets réflexifs de long terme. Dans une optique empruntée essentiellement à la consommation de l'instant et à l'épanouissement immédiat, la recherche constante de la nouveauté envahit toutes les sphères de la vie humaine. Ainsi, la culture érudite se transforme en une culture du désengagement, de la discontinuité et de l'oubli (Bauman, 2006, p. 83).

Le passage à une « société individualisée » ne comporte pas uniquement la conquête d'une liberté de choix inconnue auparavant mais également la précarisation de tout type de lien social et une attitude réfractaire à l'égard des engagements stables (Bauman, 2002). Puisque notre société vise à satisfaire et à stimuler avant tout les besoins individuels, il est difficile de se projeter dans une optique d'engagement collectif durable. Cette fragmentation des expériences et des identités favorise donc une succession de projets protestataires ponctuels et hétérogènes plus que le développement de projets de longue haleine.

Comme pour les autres domaines de la vie sociale, l'espace numérique se caractérise par son essence « liquide » et mouvante. En effet, son dynamisme et son flux informationnel continu pourraient avoir l'effet d'accentuer le caractère éphémère et changeant propre à notre époque. En ce sens, nous pouvons nous demander si le militantisme peut être sujet aux mêmes tendances en acte dans la sphère des relations intimes. De nombreuses initiatives contestataires semblent, en effet, répondre à la même logique. De nouveaux mouvements dédiés à des causes spécifiques se mobilisent et se démobilisent aussi tôt suite à une satisfaction immédiate et toujours partielle de leurs revendications ou alors ils abandonnent face à l'impossibilité de rejoindre les objectifs fixés. Parfois, comme il a été montré par le cas du *NoBerlusconiDay* italien, leur activité s'épuise après la réalisation d'un seul événement médiatique. D'autres fois encore, des groupes se constituent non pas pour obtenir des résultats mais uniquement pour se constituer en tant que sujet actif et pensant. Les réussites réelles, en termes d'impact dans la sphère décisionnelle, des soit-disant « nouveaux mouvements sociaux » sont, par conséquence, assez minces.

En ce qui concerne par exemple les mouvements écologistes, si l'émergence d'une conscience écologique politisée est indiscutable, les impacts concrets de presque un demi siècle d'engagement écologique sur les décisions politiques restent plutôt fragiles. En outre, le projet

d'une société civile globale et écologiquement éclairée est loin d'être achevé. Les tentatives d'internationalisation de la contestation existent mais, toute en ayant parfois un écho médiatique important et une prise sur l'opinion publique, elles démontrent une incapacité presque congénitale à conditionner réellement la politique économique mondiale. Une autre faiblesse du modèle idéaliste d'Ulrich Beck est représentée par l'absence de preuves objectives qui démontrent le niveau effectif de connaissance de la population sur les risques induits par le modèle de production capitaliste et sur la confiance dans une possibilité d'invertir la tendance actuelle. Cette lacune renforce notre conviction sur l'importance d'analyser l'évolution des pratiques informationnelles des usagers d'Internet et de comprendre les impacts qu'elles peuvent avoir sur les modèles d'engagement et d'action politique.

Ainsi, afin de repenser la société, il est indispensable de pouvoir accéder à une information indépendante et décrochée des impératifs systémiques. Il est aussi nécessaire que ce contre-savoir soit intériorisé, discuté et échangé au sein d'une communauté active qui puisse, à partir du contrôle sur l'information hégémonique, promouvoir un projet de changement. En ce sens, les nouveaux mouvements contestataires ne peuvent pas agir en dehors de la sphère informationnelle car, comme souligné par Beck même, le premier pas vers la constitution d'une conscience politique active passe par les pratiques de dé-légitimation du savoir technopolitique qui tire les ficelles de l'économie globale (Beck, 2003b).

## 2.4 Espace public et Internet

### 2.4.1 Genèse et développement du concept d'espace public

L'étude des pratiques résistantes implique une réflexion plus vaste autour du concept d'espace public en tant que lieu essentiel voué à l'action citoyenne et à l'évolution des mécanismes démocratiques. La paternité du concept d'« espace public » est généralement attribuée à J. Habermas qui a développé cette notion dans sa thèse de doctorat publiée en 1962 sous le titre de « L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise » (Habermas, 1997). Son œuvre a eu un énorme succès auprès des étudiants de la gauche allemande et elle est considérée encore aujourd'hui comme l'un des ouvrages majeurs sur la « société capitaliste avancée ». En renouvelant la vocation critique de l'École de Francfort, Habermas propose une analyse de l'évolution des conditions historiques et sociales de la « sphère publique bourgeoise ». L'auteur observe le phénomène de constitution historique d'un espace citoyen de discussion apparu au XVIII<sup>e</sup> siècle en Allemagne, en France et en Angleterre en coïncidence avec l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie marchande. En effet, le développement du capitalisme marchand et financier au XIII<sup>e</sup> siècle avait encouragé des nouveaux modèles d'échange de marchandises et d'informations qui avaient contribué à bouleverser les rapports féodaux. Cette mutation des relations économiques, étendues au-delà des frontières du royaume et contrôlées par l'autorité politique, a eu un fort impact sur la régulation des rapports sociaux. Par conséquent, le pouvoir politique s'est trouvé confronté aux exigences des différentes catégories marchandes. C'est au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec la constitution de l'État moderne, que la nouvelle bourgeoisie des juristes, des médecins, des prêtres ou des professeurs a pris corps et s'est substituée aux anciennes corporations d'artisans et de boutiquiers. Avec l'impulsion de la presse, cette sphère a pris progressivement conscience de son rôle face à l'autorité politique. Les cafés littéraires des gros centres urbains sont alors devenus les lieux de rencontre de ces nouveaux cercles. La « sphère publique bourgeoise » est définie par Habermas comme un public éclairé, qui, sous les conditions d'une discussion libre, débarrassée de toute référence dogmatique à l'autorité ou à la tradition, serait en mesure de formuler des propositions dans l'intérêt général (Habermas, 1997). En d'autres termes, il s'agit d'un espace où des « personnes privées faisant un usage public de leur raison » échangent leurs arguments sur les thèmes d'intérêt collectif afin d'aboutir à la définition de principes universels partagés (Habermas, 1997). Au sens d'Habermas, l'espace public doit être appréhendé comme un espace de discussion autonome du pouvoir politique et économique où la confrontation publique d'arguments vise à la formation d'un consensus sur des questions pratiques ou politiques (Habermas, 1997). Le fonctionnement de cet espace présuppose la participation de citoyens éduqués et intéressés par la *chose publique* qui sont en mesure d'exercer publiquement leur raison. La participation à l'espace public implique également l'adhésion à l'éthique de la discussion qui spécifie les conditions d'un accord délibéré des participants sur des questions morales et pratiques (Habermas, 1997). La « publicisation », l'universalité et la rationalité constituent donc les trois principes cardinaux pour appréhender le concept d'espace public d'Habermas. Dans cette perspective, cet espace de délibération, situé entre l'État et la société civile, doit héberger une discussion se déroulant dans un contexte public (et non pas concernant uniquement la sphère privée). Afin de répondre aux exigences formelles de l'universalité des arguments, il doit en outre être régulé par la raison et par l'éthique philosophique de la discussion (Habermas, 1997).

La théorie d'Habermas a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en ce qui concerne le caractère élitiste du concept de « sphère bourgeoise ». En réalité, l'idéalisation de la sphère bourgeoise du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle est à considérer comme un outil théorique

permettant de formuler une critique radicale de la société capitaliste avancée. En adoptant la perspective néo-marxiste d'Adorno et Horkheimer (Horkheimer et Adorno, 1983), l'auteur affirme que l'influence croissante exercée par l'État et le marché sur la vie des citoyens a provoqué la dépolitisation des masses et, donc, l'affaiblissement de l'espace public et de sa marge de manœuvre. Contrairement aux conséquences positives engendrées par la presse du XVIII<sup>e</sup> siècle, le développement de la communication de masse et des industries culturelles a contribué à renforcer les stratégies de conditionnement et de conformation des citoyens à la pensée hégémonique. Ainsi, l'espace public moderne apparaît comme pré-structuré par les médias de masse et voué à optimiser la mobilisation du consensus politique et du pouvoir d'achat. Ainsi, le public bourgeois actif du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle devient un public « privatiste » et le « raisonnement sur la culture » est remplacé par la « consommation de la culture » (Habermas, 1992, p. 174).

En essayant de répondre aux critiques adressées au caractère normatif de l'espace public, dans le sens où il représentait les conditions idéales permettant l'émancipation d'individus éclairés, Habermas a progressivement reformulé sa pensée en introduisant la « théorie de l'agir communicationnel » (Habermas, 1987). En partant du passage fondamental de « l'interaction médiatisée par des symboles » à « l'action régulée par des normes » formulé par H. Mead, Habermas développe une approche communicationnelle basée sur la « rationalisation sociale » (Habermas, 1987).

Le philosophe intègre l'interactionnisme de Mead, qui avait la fonction d'expliquer le processus de complémentarité de la construction de la subjectivité et du monde social, avec la notion sacrée et normative de la morale chez Durkheim, fondamentale pour comprendre les phénomènes d'intériorisation de l'ordre social et de la contrainte. L'évolution sociale a été marquée par deux grandes tendances qui ont été soulignées par les pères de la sociologie : celle vers la rationalisation et celle vers l'individualisation. Ainsi, la rationalisation a substitué la sacralisation des normes qui réglementent la société. La conscience collective, aujourd'hui incarnée par les institutions bureaucratiques, exerce une action normative et contraignante sur l'agir communicationnel.

Dans les sociétés modernes donc la dimension du sacré perd son rôle normatif et laisse la place à une dimension rationalisée où les actions communicationnelles, médiatisées par les symboles et les normes sociales, acquièrent une fonction centrale dans le processus d'intercompréhension et d'intégration sociale (Habermas, 1987). Les composantes morales et pratiques du savoir se confondent donc avec les composantes expressives et cognitives. Cela implique l'existence à la fois d'expériences consonantes, produisant des images du monde qui confirment les institutions existantes, et dissonantes, mettant en cause leur légitimité et leur validité (Habermas, Tome 2, 1987, p. 101). D'autres pressions sur les institutions sont exercées par le degré croissant de spécification des normes sociales. Les normes d'action, *médiatisées par la communication*, sont définies par les participants en relation à la dimension subjective, objective et normative. Le système institutionnel peut alors maîtriser une complexité de situations qui vont d'un haut degré d'abstraction à un ensemble de rôles sociaux et de règles spécifiques (Habermas, 1987, Tome 2, p. 102). En intégrant la problématique de la réification dans une théorie de la communication, Habermas propose de concevoir la société à travers le double concept de « monde vécu » (constituant le contexte de l'agir communicationnel appréhendé simultanément dans les trois dimensions objective, normative et subjective), et de « système », représenté par les appareils bureaucratiques et économiques (Habermas, 1987, Tome 2, p. 132-133). Le monde vécu est « représenté à travers un ensemble de modèles d'interprétation, transmis par la culture et organisés dans le langage » (Habermas, 1987, Tome 2, p.137). Il est le lieu transcendantal de l'intercompréhension où locuteur et auditeur échangent, à partir de leur monde commun, sur une réalité du monde objectif, social ou subjectif (Habermas, 1987, Tome 2, p. 139). L'agir communicationnel sert à transmettre et à renouveler le savoir culturel, à intégrer socialement, à établir des solidarités et à former des identités personnelles. À ces trois processus, correspondent les trois composantes structurelles

du monde vécu : la culture, définie comme la réserve de savoir où les participants de la communication puisent pour s'entendre sur la réalité ; la société, se manifestant par le biais des ordres sociaux et des appartenances des participants ; et, enfin, la personne, disposant de compétences discursives et d'une capacité de parole et d'action (Habermas, 1987, Tome 2, p. 152). Dans les sociétés modernes, le processus de rationalisation du monde vécu, souligné, sous des aspects différents, par Mead, Weber et Durkheim, implique une professionnalisation des tâches culturelles, sociales et éducatives. Toutefois, les formes démocratiques ne sont pas seulement le résultat de la concentration du pouvoir dans les couches dominantes du système capitaliste mais « elles permettent aussi à des modes de formation de la volonté discursive de s'imposer » (Habermas, 1987, Tome 2, p. 161). En s'appuyant essentiellement sur l'analyse de Weber autour des paradoxes de la rationalisation de la société, Habermas se focalise sur un changement survenu au niveau de l'objet de recherche qui, de la raison objective se contracte en raison subjective en impliquant une incapacité de la culture à réconcilier les intérêts particuliers. En d'autres termes, la bureaucratisation des domaines de l'action et la technicisation du monde vécu privent les acteurs du « contexte de sens de leurs propres actions » (Habermas, 1987, Tome 2, p. 332). Afin de comprendre les contradictions du monde moderne, Habermas procède à une complexification du concept de la rationalité weberienne qui, de la dimension cognitive-instrumentale, s'étend aux dimensions morales et expressives. Dans les sociétés modernes, les représentations de la morale et du droit sont incarnées dans les institutions mais cette rationalité instrumentale dépasse les domaines de l'économie et de l'État pour s'infiltrer dans d'autres domaines structurés par la communication où elle devient prééminente par rapport à la rationalité pratique-morale. Cette « colonisation interne » engendre des bouleversements dans la reproduction symbolique du monde vécu (Habermas, 1987, Tome 2, p. 335). En ce sens, les concepts de « l'agir orienté vers l'intercompréhension », de « monde vécu structuré symboliquement » et de « raison communicationnelle » ont la fonction d'adapter l'analyse du processus de la rationalisation sociale à la complexité du contexte contemporain. Si Weber se limitait à identifier le système capitaliste avec la bureaucratisation politique et administrative, Habermas souligne la nécessité de distinguer les systèmes d'action économique et administrative des contextes de l'agir communicationnel. Cette distinction implique une nouveauté absolue dans le cadre de la Théorie critique de Francfort. En effet, l'innovation apportée par l'approche d'Habermas consiste dans la tentative d'amélioration critique des analyses marxistes. Selon le philosophe, la réification des domaines d'action structurés par la communication reste soumise aux conditions du capitalisme mais elle exerce ses effets dans des formes différentes qui ne sont plus spécifiques des classes sociales (Habermas, 1987, Tome 2, p. 332).

Dans le système capitaliste, l'organisation neutralise les composantes du monde vécu (culture, société et personne). Les personnes sont privées de leur personnalité et réduites à des simples exécutants de l'organisation. De la même façon, les traditions culturelles (comme celles religieuses par exemple) sont vidées de leur force contraignante et de leur légitimité et transformées en matériaux adaptables aux cadres administratifs. La culture est donc chosifiée en monde ambiant du système et utilisée pour sa conservation (Habermas, 1987, Tome 2, p. 340). En ce qui concerne la composante sociale du monde vécu, Habermas distingue les relations formellement organisées (présentes au niveau des sous-systèmes de l'économie et de l'État, régulées par le pouvoir et l'argent et exclusivement générées par le droit positif) des relations des mondes vécus, structurées par la communication. Les typologies de relation sociale sont donc définies à partir des frontières existantes entre le monde vécu et le système, entre les sous-systèmes économiques et bureaucratiques et les sphères de la vie privée et de l'espace public. Les relations sociales au sein de l'organisation refoulent donc les réseaux de l'agir communicationnel dans le monde ambiant du système (Habermas, 1987, Tome 2, p. 341). Si les processus d'intercompréhension par le langage continuent de se développer au sein des organisations, ceux-ci sont soumis aux exigences d'un domaine d'interaction formellement et juridiquement réglé (Habermas, 1987, Tome 2, p. 341).

La perte de liberté, qui pour Weber était liée au processus de bureaucratisation et à l'émergence d'une rationalité stratégique fondée sur des valeurs post-traditionnelles, pour Habermas s'explique à travers le phénomène de « disjonction entre système et monde vécu » (Habermas, 1987, Tome 2, p. 350). La rationalisation du monde vécu comporte des mécanismes d'intégration sociale indépendants du langage. Dans cette perspective systémique, la sphère privée est définie comme le monde ambiant de l'économie domestique privée et l'espace public, amplifié par les médias, constitue le monde ambiant « pour procurer une légitimation » (Habermas, 1987). Les échanges entre les sphères privées et l'espace public, d'un côté, et le système économique et administratif, de l'autre, sont médiatisés par le pouvoir et l'argent. Dans le cadre des sous-systèmes économiques, les médiums sont constitués par la force de travail, les revenus, les biens et les services et la demande. Tandis que, dans le cadre des sous-systèmes administratifs, les médiums sont représentés par les impôts, les prestations de l'organisation, les décisions politiques et la loyauté des masses. Toutefois, la demande et la loyauté, indiquant les rôles de consommateur et de participant au processus de l'opinion publique, manifestent une certaine indépendance vis-à-vis des organisations. Bien que l'autonomie d'acheter et l'autonomie de vote ne représentent que des postulats de l'économie et de la théorie de l'État bourgeoises, leur sphère d'action, contrairement à celle des entités plus abstraites de la force travail et des impôts, est rattachée au monde vécu et peut constituer une structure de résistance (Habermas, 1987, tome 2, p. 354). Cette indépendance n'annule pas toutefois le processus de réification en acte dans les sociétés capitalistes avancées. En effet, la réification, liée au bouleversement des formes de vie traditionnelles, intervient quand des aspects de la vie privée et de la vie culturelle-politique se détachent des « structures symboliques du monde vécu ». En d'autres termes, les effets pathologiques agissant sur nos sociétés dérivent de l'instrumentalisation des ressources structurées venant du monde vécu (Habermas, 1987, tome 2, p. 355). La perte de liberté observée par Weber correspond chez Habermas aux interférences des impératifs systémiques agissant au niveau de la sphère privée et de l'espace public. Ainsi, comme le pouvoir bureaucratique de Weber se vide de son propre sens civique et de ses attaches à la morale, de la même façon, pour Habermas, la domination bureaucratique des processus spontanés de formation de l'opinion et de la volonté implique la possibilité de mobiliser d'une manière planifiée les masses en absence d'une légitimation venue des contextes de vie concrets. La souveraineté légale assume donc une nature technique et repousse les questions pratiques de l'équité matérielle (Habermas, 1987, tome 2, p. 358). Au processus de réification ici décrit, Habermas ajoute également un processus d'appauvrissement culturel qui, selon Max Weber est dû à la professionnalisation et à la différenciation des domaines de la science, de la morale et de l'art. Dirigés par des spécialistes, ces sphères de la culture humaine vont incrémenter les exigences systémiques et renoncer à leur objectif principal de compréhension du monde et de soi. Habermas reprend cet argument en précisant que la professionnalisation toute seule n'explique pas le processus d'appauvrissement culturel car celui-ci résulte lié principalement au détachement des discours des experts des contextes de l'agir communicationnel courant. Mais le modèle d'Habermas ne se limite pas à un constat simpliste sur les conditionnements systémiques qui se déploient sur l'agir orienté à l'intercompréhension, le philosophe entrevoit, dans la rationalisation de la société moderne, un aspect paradoxal. En effet, la réification de la pratique communicationnelle courante n'empêche pas aux sphères du monde vécu de rester en partie dépendantes de l'intercompréhension, mécanisme essentiel de coordination de l'action (Habermas, 1987, tome 2, p. 362-364). Ainsi, la critique de la raison instrumentale qui traverse tous les penseurs post-marxistes, de Lukacs à Adorno, est complétée par Habermas par le concept de « rationalité communicationnelle ». À l'intérieur d'un système qui, par le biais du processus totalisant de la réification, se reproduit à l'infini et amène à une pacification des conflits de classe, Habermas place la « rationalité communicationnelle » qui seule peut conférer une logique interne à la résistance contre la colonisation et la médiatisation du monde vécu. Si, selon Habermas, la rationalité instrumentale ne peut pas devenir absolue, le concept de « rationalité

communicationnelle » semblerait assumer alors la même fonction de résistance que la « conscience de classe » revêtait chez Marx. En réalité, Habermas arrive à un dépassement de la notion de conflit de classe à travers une critique et une complexification du modèle matérialiste de Marx. En effet, Habermas accuse Marx d'avoir négligé le niveau de différenciation et de spécialisation du système et l'incidence que l'appareil administratif a sur le processus de réification. Selon Habermas, en basant sa critique de la société sur la théorie de la valeur et donc sur le passage du travail concret au travail abstrait, Marx ne voit pas que l'aliénation moderne n'a pas seulement ses origines dans le système d'exploitation économique mais que, au contraire, l'individualisation et la perte de liberté dérivent de l'action conjointe des deux sous-systèmes (économique et étatique) agissant à la fois sur la sphère privée et publique. Dans cette nouvelle perspective, État et Marché agissent mutuellement mais il ne représentent pas un seul canal de domination. Selon Habermas, le réductionnisme économique de Marx lui empêche d'évaluer correctement les conséquences du modèle de capitalisme avancé, le rôle de l'État social et les aspects paradoxaux de la démocratie de masse où la décision de vote « est soustraite à l'emprise d'une formation discursive de la volonté » (Habermas, 1987, tome 2, p. 381). Ainsi, Habermas souligne que la composition de l'inégalité dans les sociétés capitalistes avancées se diversifie et le processus de domination, ne se référant plus seulement à la structure des classes, agit surtout au niveau des sphères d'action structurées par la communication.

En effet, le compromis de l'État social modifie les quatre types de relations qui s'instaurent entre le système et le monde vécu (sphère privée et espace public) et qui se cristallisent dans les quatre rôles sociaux représentés par le salarié et le consommateur, d'une part, et le client et le citoyen, de l'autre. C'est-à-dire que, dans l'État social, légitimé par la démocratie de masse, la différenciation des rôles des travailleurs est normalisée et elle est rendue plus acceptable et légitime par le biais des sécurités garanties par le droit. Dans cette perspective, Habermas élabore une théorie post-marxiste de l'espace public dans laquelle le processus de réification de la sphère du travail s'élargit aux sphères du monde vécu post-traditionnelles (Habermas, 1987, tome 2, p. 384). Si, à travers le système d'indemnisation de l'État providence, les structures de classe sont refoulées, c'est surtout au niveau politique qui se déclenche une forme d'aliénation. En effet, le citoyen, en adhérant à un système légitimiste et centré autour de la mobilisation de la loyauté des masses, est coupé de tout mécanisme participatif et décisionnel au sein de la société. Les procédés de légitimation et d'intériorisation du système ne passent plus par les appareils idéologiques mais ils posent sur l'incapacité de la conscience courante de formuler une synthèse du savoir. En ce sens, Habermas offre une critique radicale de la modernité caractérisée par une « conscience éclatée » et fragmentée qui remplace la notion marxiste de « conscience de classe ». Toutefois, la théorie de l'agir communicationnel permet au philosophe d'échapper tant à une vision idéaliste de l'action sociale qu'à une vision pessimiste qui avait caractérisé la théorie adornienne des industries culturelles. En effet, son interprétation de la société, fondée essentiellement sur l'opposition du système et du monde vécu, lui permet d'aborder tous les phénomènes à travers une perspective dialectique. Si la culture de masse véhiculée par les industries culturelles était conçue par Adorno et Horkheimer comme un artifice de nature idéologique voué à réprimer toute forme de résistance, Habermas voit dans les médias un double potentiel autoritaire et d'émancipation. Si, d'un côté, les *mass-media*, favorisant une condensation des processus de communication, sont certainement susceptibles d'intensifier le niveau du contrôle social, de l'autre côté, la variété des contextes de production et de réception, la pratique courante de la communication et la présence d'acteurs responsables, impliquent toujours la possibilité de produire des contenus ou des lectures critiques (Habermas, 1987, tome 2, p. 430). De la même façon, le processus de colonisation du monde vécu ne se traduit pas par une forme répressive et autoritaire de domination de la part des appareils étatiques et économiques mais assume encore une fois un caractère ambivalent. La sphère privée et l'espace public constituent un domaine rationalisé « où des impératifs du système se heurtent violemment à des structures

communicationnelles résistantes » (Habermas, 1987, tome 2, p. 431). En effet, la pacification apparente des conflits de classe n'implique pas la fin de la protestation. De nouveaux conflits, indépendants des sphères de la reproduction matérielle et des organismes institutionnels, émergent dans les domaines de la vie culturelle, de la socialisation et de l'intégration sociale. Il s'agit de formes de protestation infra-institutionnelles et extraparlimentaires qui, ne trouvant plus un espace d'expression dans les canaux formalisés de la communication et du champ politique, essaient de renouveler la « grammaire des formes de vie » (Habermas, 1987, tome 2, p. 431-432). En lieu des revendications centrées sur la redistribution et sur la sécurité économique et sociale, le philosophe annonce l'incursion d'un ensemble hétéroclite et changeant de groupes protestataires. Composés par des membres qualifiés, ces mouvements sont porteurs d'une « nouvelle politique » et de nouveaux thèmes tels que la qualité de la vie, la réalisation de soi ou les mécanismes de la participation citoyenne. Ces nouveaux mouvements agissent sous la forme de contre-institutions et visent à créer des espaces d'intercompréhension et de participation limitant la dynamique de contrôle des systèmes d'action économique et politico-administratif (Habermas, 1987, tome 2, p. 436). La colonisation du monde vécu ainsi que les rôles de travailleur, de consommateur, de client et de citoyen, imposés et fabriqués par la rationalité instrumentale, deviennent alors les cibles de la nouvelle contestation.

Aujourd'hui, l'enjeu est celui de limiter, sur la base des exigences de rationalité venant du « monde vécu », les impératifs de maintien et de reproduction du système (Habermas, 1987). En d'autres termes, dans le cadre de l'État social, la sphère publique ne peut se reconstituer qu'en « obéissant à un processus d'auto-crédation » en concurrence avec les forces qui essaient d'en « désamorcer le potentiel critique » (Habermas, 1992, p. 173). En effet, dans « Théorie de l'agir communicationnel », Habermas distingue le système d'action de l'État et de l'Économie (l'agir instrumental orienté vers le succès) de l'agir communicationnel (le processus de négociation discursive des normes et des valeurs fondé sur l'intersubjectivité et la compétence linguistique et culturelle). Le processus d'intercompréhension fondant « l'agir communicationnel » présuppose que locuteur et auditeur partent de leur monde vécu et se rapportent à une réalité, à la fois subjective et objective, afin de négocier des définitions communes (Miège, 2010). Ainsi, le concept de « rationalité communicationnelle », en impliquant les possibilités discursives d'émancipation des sujets, réhabilite l'agir politique et permet au philosophe de sortir de l'impasse de la société adornienne conçue comme un système totalitaire qui se reproduit à l'infini (Miège, 2010). Cela implique que les acteurs sociaux ne sont plus seulement prisonniers des normes sociales mais ils peuvent construire leur monde vécu et leurs identités d'une manière autonome (Miège, 2010).

Selon P. Dahlgren, « [d]u point de vue des médias, la perspective de l'action communicationnelle est une passerelle qui permet de mettre en question les représentations offertes par les médias » (Dahlgren, 2000, p. 169). Les regards et les discours critiques des citoyens peuvent, en effet, démasquer le caractère stratégique des contenus médiatiques. Ainsi, dans l'environnement d'Internet, l'action communicationnelle inter-subjective théorisée par Habermas cohabite avec la communication instrumentale liée à la logique de l'économie et du pouvoir politique. « Bien que toute interaction discursive ait des limites structurelles et contextuelles, le fait qu'une forme de communication non contrôlée existe bel et bien sur quelques espaces du net constitue une pierre angulaire pour son rôle dans l'espace public » (P. Dahlgren, 2000, p. 178). En ce sens, le net objective et donne une visibilité à l'un des éléments fondateurs de l'espace public qui est la possibilité de problématiser autour de toute sorte de question et de construire discursivement des solutions. Dans cette perspective, Internet encourage un processus de redéfinition constante du débat public et donc du champ politique dans son ensemble.

Trente ans après, Habermas même prend conscience du fait que sa théorie de l'espace public ne prenait pas en compte le potentiel critique d'un public de masse pluraliste et différencié qui « déborde les frontières de classe dans ces habitudes culturelles » (Habermas,



1992, p. 174). Il reconnaît, à ce moment là, que les frontières entre culture ordinaire et culture haute sont perméables et qu'on peut observer l'émergence d'une « nouvelle intimité entre politique et culture » (Habermas, 1992, p. 174). En effet, à *posteriori*, Habermas conçoit l'espace public comme une myriade d'espaces communicatifs à la fois distincts et entrelacés. Ces réflexions sont certainement liées à l'évolution du contexte historique et scientifique par rapport à celui dans lequel son premier ouvrage est apparu. Lors de la publication de sa thèse doctorale, la télé était seulement à son début en Allemagne et les recherches de Lazarsfeld sur ses effets sociaux étaient très critiquées en raison de sa conception individualiste et béhavioriste. Successivement, la recherche en communication s'est centrée sur le cadre institutionnel des médias et sur le contexte culturel de la réception. En particulier, les premiers travaux des *Cultural Studies* de Birmingham montrent bien le changement de perspective qui a été engagé à partir des années 1970. En ce sens, l'étude de S. Hall sur le codage et le décodage rompt définitivement avec le paradigme du public passif et conçoit la culture et l'environnement social des récepteurs comme des moyens de résistance aptes à pallier les stratégies persuasives de l'industrie culturelle (Hoggart, 1970 ; Hall, 1973).

Toutefois, le discours d'Habermas reste partiellement pertinent et nous permet de ne pas tomber dans les dérives des *Nouveaux Cultural Studies* qui, en se focalisant uniquement sur le versant de la réception, semblent avoir abandonné toute perspective critique et, chose encore plus grossière, toute connexion entre les contextes de la réception et les facteurs macro-économiques moulant le secteur des médias. En ce sens, Habermas nous éclaire sur une distinction fondamentale entre « des processus de communication publique autonomes et ceux qui sont vassalisés par le pouvoir » (Habermas, 1992, p. 175). L'auteur précise que, dans les démocraties de masse de l'État social, il faut tenir compte du fait que les opinions informelles du « monde vécu sont court-circuitées par les flux des opinions produites par les mass-médias » sur lesquelles l'économie et l'État agissent comme sur des éléments du système (Habermas, 1992, p. 175). Dans un tel contexte, une « publicité critique » peut se régénérer seulement à travers un processus de démocratisation interne aux groupes citoyens, aujourd'hui organisés au sein d'un espace militant polycentrique (Habermas, 1992, p. 175). Cette conception est très intéressante parce qu'elle pointe le caractère immanent des sociétés néolibérales et du système de marché face auquel les seules formes de résistance consistent dans la création d'espaces autonomes de délibération. Il s'agit alors d'un pouvoir avant tout communicationnel qui, tout en n'ayant pas accès au pouvoir décisionnel, peut, en quelque sorte, l'influencer et stimuler un processus de changement.

Tout en n'oubliant pas la portée critique et la puissance de la pensée d'Habermas, le développement des nouvelles pratiques info-communicationnelles nous invite à une actualisation de l'œuvre du philosophe allemand qui tienne en compte les contributions des différentes traditions faisant appel au concept d'espace public.

#### **2.4.2 Les traditions de l'espace public**

Si le travail d'Habermas constitue la contribution majeure à l'étude de l'espace public, il n'en a toutefois pas été le seul observateur ni le premier à s'y intéresser. Dans « L'espace public contemporain », Bernard Miège (Miège, 2010) distingue quatre affiliations principales du concept d'espace public : la pensée grecque, prolongée par H. Arendt et fondée sur le processus d'institution symbolique d'un espace d'appartenance, d'un lieu décisionnel commun (Arendt, 2001) ; la pensée des Lumières, représentée par l'approche d'Habermas (Habermas, 1997) ; la pensée libérale d'A. de Tocqueville théorisant la notion d'un « espace public médiatique » (de Tocqueville, 1986) ; et, enfin, la tradition d'O. Negt, axée sur la notion « d'espace public oppositionnel » (Negt, 2007).

Cette classification des principales traditions interprétant la notion d'espace public en montre clairement la complexité et la richesse précisément à partir de la diversité des approches et des composantes qu'il englobe.

Selon B. Miège, la première approche constitue une critique de la notion habermassienne car l'espace public n'est pas considéré seulement comme une « idéalité » normative et historique mais il est avant tout conçu comme une réalité phénoménologique qui, par le biais des pratiques sociales, se manifeste, donc, comme phénomène sensible (Miège, 2010).

La tradition libérale, représentée principalement par l'approche pionnière de Tocqueville, touche un autre point important parce que l'auteur met l'accent sur l'enjeu politique constitué par les médias, et, plus en particulier par la presse, au sein des sociétés démocratiques (de Tocqueville, 1986). Selon Tocqueville, les systèmes démocratiques sont caractérisés par une marche inéluctable vers l'égalisation des conditions sociales. Si, d'un côté, ce processus implique des conséquences positives, notamment en ce qui concerne l'élargissement de l'accès à l'instruction et au confort matériel, de l'autre côté, il engendre aussi une tendance au conformisme des opinions et à l'apathie civique. Confortés par un État tout puissant qui réglemente tous les aspects de la vie sociale et garantit l'égalité des citoyens devant la loi, les individus sont portés naturellement à se replier sur la sphère privée et à s'éloigner de la gestion de la *chose publique*. Ceux-ci sont appelés à s'exprimer seulement en occasion des consultations électorales où la décision est subordonnée à ce que l'auteur appelle la « tyrannie de la majorité » impliquant le silence et le renoncement des minorités à défendre des positions qui, puisque minoritaires, sont abandonnées automatiquement par ses mêmes adeptes (de Tocqueville, 1986). Ainsi, si la démocratie se définit avant tout à travers les concepts de liberté et d'égalité, c'est l'égalité qui l'emporte sur la liberté car cette dernière se traduit avant tout par l'égalité des droits civils et civiques. Toutefois, si de l'égalité ne découle pas forcément la liberté de l'individu, ce deuxième élément est indissociable du premier. En d'autres termes, nous ne pouvons pas être libres si nous n'avons pas préalablement acquis l'égalité des droits. Ce primat de l'égalité engendre néanmoins une trouble dans nos contemporains qui « sont incessamment travaillés par deux passions ennemies : ils sentent le besoin d'être conduits et l'envie de rester libres. » (de Tocqueville, 1986 t. II, IV<sup>e</sup> partie, Chap. VI). Si la première prérogative des sociétés démocratiques est l'égalité civique, Tocqueville affirme que les démocraties modernes tendent plutôt vers une formes d'égalisation et de moyennisation de la société. En effet, l'égalité des conditions implique l'absence de classes puisque tout le monde peut espérer d'évoluer indépendamment des conditions de départ, mais, au même temps, cette tendance à l'égalisation n'équivaut pas à la suppression de la hiérarchie sociale. L'égalité des conditions correspond donc à un principe abstrait, à une représentation sociale plus qu'à un état de fait. Cette impossibilité d'atteindre concrètement l'égalité dépend, d'une part, de l'inégalité naturelle des individus (A. de Tocqueville, 1986) et, d'autre part, du niveau d'adaptation de chaque individu au système méritocratique en place ayant le rôle de formaliser la distinction sociale. Or, cela ça veut dire que le système démocratique, garant de l'égalité, est en quelque sorte lui-même à l'origine des inégalités sociales. En effet, la démocratie est traversée par des tensions contradictoires : une aspiration égalitaire, correspondant aux pulsions vers le bien collectif, et une aspiration inégalitaire, correspondant aux stratégies individuelles de différenciation sociale. Cette dialectique débouche sur une situation paradoxale qui fait que l'égalité des conditions conduit à alimenter les inégalités économiques. Par conséquent, les inégalités se reconstituent sans cesse sans impliquer forcément l'émergence de conflits sociaux marqués.

En effet, la possibilité de se confier à la gestion étatique basée sur la souveraineté populaire induit à un renoncement à la liberté d'agir et d'exercer concrètement sa propre citoyenneté. L'individualisme, le conformisme et l'éloignement de l'espace public constituent donc les plus grandes dérives des systèmes démocratiques (A. de Tocqueville, 1986). À partir de ces constats, Tocqueville considère la presse comme une instance de médiation qui, donnant accès aux différentes opinions politiques, est indispensable au fonctionnement de la démocratie moderne. « Lorsqu'on accorde à chacun un droit à gouverner la société, il faut bien lui reconnaître la capacité de choisir entre les différentes opinions qui agitent ses contemporains et d'apprécier les différents faits dont la connaissance peut le guider. » (de Tocqueville, 1986,

Tome 1, p. 277). En mettant l'accent sur le rôle revêtu par le contexte politique dans l'apparition des médias, Tocqueville conçoit l'instauration de la démocratie comme un processus indissociable de l'affirmation du principe d'indépendance de la presse. La presse «[f]ait circuler la vie politique dans toutes les portions de ce vaste territoire. C'est elle dont l'œil toujours ouvert met sans cesse à nu les secrets ressorts de la politique, et force les hommes publics à venir tour à tour comparaître devant le tribunal de l'opinion. C'est elle qui rallie les intérêts autour de certaines doctrines et formule le symbole des partis. C'est par elle que ceux-ci se parlent sans se voir, s'entendent sans être mis en contact. » (A. de Tocqueville, 1986, Tome 1, p. 283). La presse se définit donc en tant que contre-pouvoir au service des citoyens, elle fonctionne comme une instance de médiation de l'espace public et, à travers la constitution de références communes, elle garantit le maintien du lien social et de l'intérêt vers la politique.

Cette réflexion demeure capitale pour l'étude de l'espace public et de ses relations avec la sphère médiatique. Aujourd'hui, les outils interactifs de l'Internet, en impliquant une ré-configuration du processus de médiation journalistique, participent d'une manière bien plus directe à la vie de l'espace public. Si la presse constitue une instance de médiation, les plateformes citoyennes représentent de véritables arènes publiques destinées à la confrontation directe des opinions. Internet n'est constituée pas seulement un moyen pour rester virtuellement en contact mais aussi un outil pour nourrir des échanges et pour développer des projets collectifs. Toutefois, la disponibilité de l'outil numérique n'implique pas l'effacement du phénomène du renoncement démocratique. Notre société apparaît encore traversée par les troubles dont parlait Tocqueville au début du XIX<sup>e</sup> siècle. En ce sens, la parcellarisation des espaces publics et la multiplication des niches d'opinion n'engagent pas automatiquement une disparition de l'apathie politique.

La quatrième tradition mentionnée par B. Miège est constituée par l'actualisation de la pensée d'Habermas opérée par l'approche d'Oskar Negt. Le penseur critique met au centre de sa réflexion l'aspect conflictuel de l'espace public, conçu comme un moyen de résistance à la crise sociale structurelle de notre temps. En se référant au phénomène durkheimien de l'anomie, Negt observe que notre société est caractérisée par un processus de perte des valeurs traditionnelles, d'affaiblissement des liens sociaux et de la dimension publique auxquels correspond la croissance exponentielle du pouvoir du marché. Ces facteurs ont déterminé l'effondrement de la couche moyenne et l'appauvrissement des dimensions idéologiques et culturelle indispensables à une gestion sociale de l'économie. Dans ce contexte, « l'espace public oppositionnel » représente un terrain de conflit où convergent les colères des marginalisés – comme les précaires, les sans papier, les chômeurs ou les étudiants - (Negt, 2007). L'espace public d'Oskar Negt, voué à recueillir et à sédimenter les expériences oppositionnelles, devrait donner lieu à une délibération permanente au sein des différentes sphères de la société. En prolongeant l'élan radical de la Théorie critique, Negt affirme la nécessité d'assurer la constitution d'un « espace public oppositionnel, à caractère plébéien, capable de fédérer les expériences vécues et de canaliser les problèmes substantiels d'aujourd'hui. Ceux-ci n'apparaissent « que de façon superficielle dans l'espace public bourgeois tel qu'il se manifeste » (Negt, 2007). En effet, cet espace doit être appréhendé à l'intérieur d'une dynamique conflictuelle vis-à-vis de la sphère publique bourgeoise d'Habermas représentant une entité officielle et vouée donc à répéter le langage et la symbolique de l'ordre économique (Negt, 2007). En proposant un face-à-face avec Habermas, Negt élabore la notion d'un contre-espace public doté de catégories et de pratiques propres.

En mettant en discussion le modèle du conflit politique de Tilly (Tilly, 1976), Negt souligne que l'objectif de cette nouvelle sphère n'est pas forcément l'accès au pouvoir mais plutôt de lui imposer une forme de pression notamment en coïncidence avec les périodes de développement des mouvements sociaux. En d'autres termes, cet espace ne se situe pas en opposition directe avec la sphère bourgeoise d'Habermas mais il a la fonction de la stimuler à travers le déclenchement du potentiel humain rebelle (Miège, 2010). En France, les révoltes

des banlieues représentent bien les moyens d'action potentielle de l'espace oppositionnel décrit par O. Negt. Cette démocratie *sauvage* permet « l'expression politique des formes qui peuvent échapper à la forme convenue de l'espace public habermassien » (Sagradini, 2009). Elle réinscrit dans le champ politique des pratiques marginales qui ne lui sont pas propres. En effet, la théorie d'Habermas n'est pas censée encourager la constitution d'un espace public prolétarien, son intérêt principal est constitué plutôt par le passage d'un paradigme matérialiste d'empreinte marxiste à un paradigme centré sur la communication et l'action discursive (Trom, 1989, p. 95-96).

L'analyse des pratiques discursives et informationnelles de l'Internet militant nous offre ainsi la possibilité de mettre à jour la pensée d'Habermas en considérant le caractère fluide des frontières de l'espace public contemporain, son fonctionnement souvent asymétrique (Miège, 2010) ainsi que le processus de négociation permanente auquel il est soumis (Dahlgren, 2000).

### **2.4.3 L'espace public d'Internet**

Depuis son essor, Internet a été conçu comme un objet privilégié pour la production de nouvelles d'utopies qui ont marqué la pensée contemporaine et qui continuent à animer les débats autour du potentiel innovateur de cette technologie. Le mot utopie, du grec « le bon lieu », nous renvoie, en effet, à l'idée d'un non-lieu où « des projections idéales sont possibles » (Sefarty, 1999). L'espace d'Internet devient alors un lieu propice à l'élaboration de mondes possibles et de nouveaux regards critiques sur la société. Cette idée a traversé les imaginaires qui se sont progressivement développés autour de la toile et qui ont déterminé la naissance de valeurs qui lui sont propres. Tout d'abord, l'idée d'un espace vierge nous renvoie au mythe des origines et nous transporte dans un espace permettant de repenser la vie en société à partir d'un lien renouvelé entre les êtres humains (Sefarty, 1999).

L'esprit d'Internet a été forgé également autour du principe de la communion et du partage des informations, des connaissances et des savoirs. Il ne s'agit pas en effet d'un lieu privatif mais d'un bien commun que tout le monde peut contribuer à créer et dont tout le monde peut bénéficier.

L'autre représentation idéaliste ayant contribué à construire l'imaginaire d'Internet est constituée par la mythologie qui a été développée autour de la possibilité de dépassement du rapport traditionnel au pouvoir. Cette utopie apparaît comme étroitement liée au principe du partage que nous venons d'énoncer. En effet, le développement d'Internet a été fortement influencé par la théorie cybernétique de Norbert Wiener pour lequel la libre circulation des flux informationnels est la condition nécessaire à tout savoir (N. Wiener, 1962). Le réel peut donc s'interpréter en termes de messages et de réseaux de médiations (Bougnoux, 1993). À partir de l'émergence de nouveaux modèles communicationnels horizontaux et décentralisés, les premiers utilisateurs ont perçu une possibilité de subversion des rapports verticaux et des formes de communication massifiées. L'utopie d'Internet incorpore alors un concept de société conçue comme égalitaire, horizontale et libertaire. L'absence apparente de contraintes sociales amène à une libération des blocages de l'individu qui peut se régénérer par le biais de la création de nouvelles identités choisies par lui-même et non plus imposées par son statut et la place qu'il occupe dans la société.

Ces utopies semblent aller à l'encontre des constats faits par Habermas sur le processus de « domestication » de l'espace public en acte dans les sociétés capitalistes avancées. En effet, la bureaucratisation croissante des appareils étatiques et l'écart qui s'est creusé progressivement entre le citoyen et la sphère publique ont amené le philosophe à décréter l'émergence d'un processus de *vassalisation* des sphères citoyennes. L'espace public deviendrait donc un espace de non communication régulé par les normes marchandes et influencé par le pouvoir politique (Habermas, 1997).

En effet, si certains pionniers avaient cru voir, dans l'Internet, une forme de matérialisation de l'espace public habermassien, en réalité, l'idéal-type de la sphère publique d'Habermas

semble pouvoir être appliqué uniquement à l'Internet de la première heure. L'usage d'Internet de la part de ses concepteurs était précisément fondé sur les principes de régulation de l'espace public d'Habermas. Il s'agissait, à ce moment là, d'une communauté homogène d'égaux (car tous appartenant au domaine de la recherche universitaire) qui collaborait à un projet commun en faisant utilisation de la raison et en disposant d'une égale liberté d'accès et de publication.

L'utopie sociale de l'Internet a été parallèlement construite dans des environnements sociaux et culturels autres que le domaine de la recherche. Dans le milieu de la contre-culture américaine, l'occupation de l'espace en ligne a été en effet vécue comme une sorte de révolution sociale. Mathew McClure, le premier directeur de la communauté WELL, déclarait viser à la construction d'un nouvel espace public. Toutefois, bien que Rheingold ait décanté le caractère soudé et les liens émotionnels caractérisant cette communauté (Rheingold, 1996), les personnes véritablement actives dans le WELL étaient une minorité - Marc Smith a calculé que, en 1992, 1% des participants (70 personnes) produisait la moitié des messages - (M. A. Smith, 1992). Malgré cette fracture participative, l'utopie autour de la réalisation d'un nouvel espace public a contribué à forger l'imaginaire et les usages d'Internet (Flichy, 2001). Cette relation intime liant l'utopie d'Internet à ses usages a été soulignée par grand nombre d'observateurs. En développant une idée proche de celle de Patrice Flichy, Dominique Cardon affirme que la rencontre du monde de la recherche et de la contre-culture californienne a profondément marqué la forme et les pratiques solidaires du réseau.

Toutefois, si l'utopie d'une régénération de la société par le bas a influencé tant les *start-up* de la nouvelle économie que, plus en général, les usages d'Internet, l'émancipation sociale préconisée est loin d'être acquise. En ce qui concerne les tentatives de ré-structuration de l'espace public des Lumières, la seule véritable manifestation d'un espace public idéal est donc liée à un cas unique, correspondant avec les échanges internes au milieu universitaire où s'est produit un « équilibre surprenant entre imaginaire-technique-usage » (Flichy, 2001). Aujourd'hui, la théorie normative formulée par Habermas et impliquant l'égalité dans l'accès à l'espace public et dans l'usage de la raison universelle, est donc invalidée par l'émergence d'espaces numériques asymétriques, permettant une interaction partielle et caractérisés par une forme d'inégalité dans la participation et dans les statuts des internautes (Miège, 2010). Ce manque d'équilibre est lié tout d'abord à la maîtrise inhomogène de l'outil numérique et des compétences discursives des participants. En outre, même parmi les individus connectés, il y a des divergences dans les statuts et les modalités d'interaction auxquelles ils ont accès. En ce sens, comme Bernard Miège a pu le souligner à plusieurs reprises, les espaces publics actuels sont caractérisés par des formes interactionnelles asymétriques et partielles (Miège, 2010).

En élaborant une théorie de l'espace public fondée sur les échanges en face-à-face, Habermas ne prend pas en compte le processus d'élargissement des modalités d'interaction. Cet aspect concerne non seulement la présence d'échanges médiatisés par l'ordinateur mais aussi les formats du contenu échangé. Dans le contexte actuel, les interactions en face-à-face ne sont plus les seuls canaux de la délibération et le contenu multimédia enrichit et accompagne les échanges langagiers. Plus en générale, l'entrée du paradigme numérique, en renforçant la tendance à l'individualisation des pratiques info-communicationnelles et culturelles, engendre des transformations importantes au niveau de la conception et de l'approche du débat public.

Ainsi, la variété des espaces de débat disponibles sur le web nous impose une nouvelle réflexion autour des processus d'élargissement, de fragmentation et de mutation de l'espace public. En effet, dans les réseaux télématiques, les lieux de débat se morcellent en engendrant un phénomène d'interpénétration des sphères de la vie publique avec celles de la vie professionnelle ou privative. Les formes de la sociabilité privée se mélangent avec les formes du débat public en accentuant le processus de radicalisation de l'individualisme contemporain (Cardon, 2010). La complexité et la diversification des lieux et des typologies d'échange qui contribuent à animer le débat public déterminent l'activation d'une multiplicité d'« espaces

publics partiels» (Miège, 2010). En d'autres termes, les lieux voués aux échanges interpersonnels ou professionnels peuvent être utilisés pour soulever des thèmes d'intérêt général et proposer des analyses et des solutions utiles à la collectivité. De la même façon, à l'intérieur de la sphère publique institutionnelle, nous pouvons retrouver des espaces ouverts au débat et à la collaboration avec les citoyens. Fondé sur l'interactivité et la production individualisée de contenu, Internet contribue à accentuer cet aspect hybride et encourage une création permanente de nouveaux espaces partiels. Ainsi, malgré la présence de hiérarchies et d'asymétries dans les modalités de participation à la discussion en ligne, le site d'un journal ou d'une administration peuvent héberger des espaces de débat où les internautes échangent des idées d'une manière désintéressée et agissent dans l'intérêt commun et en dehors de toute logique instrumentale ou propagandiste.

À l'intérieur de ce paradigme de la communication généralisée, nous assistons à une prolifération de débats sur des questions sociétales où les contenus et les modalités interactionnelles flirtent en permanence avec les frontières de la sphère privée. En se focalisant sur la dimension discursive et politique, Habermas ne considère pas l'incidence que les interactions de la vie quotidienne et les possibilités offertes par l'espace médiatique peuvent avoir sur le processus de transformation de l'espace public (Miège, 2010).

En considérant le rôle que les nouvelles formes de « publicisation » des échanges numériques peuvent jouer dans la construction du bien commun, une approche info-communicationnelle pourrait servir à combler ces lacunes. Sur Internet, les conversations entre les différents réseaux d'internautes peuvent avoir une visibilité plus large ce qui implique une interaction constante, et cette fois mutuelle, entre le « monde vécu » et le système. C'est à partir de ce constat que Chantal Mouffe conçoit son approche agonistique de l'espace public selon lequel l'ensemble des positions des sujets interconnectés dans la toile des relations sociales, long temps considérées comme apolitiques, sont devenues des lieux de conflit et de mobilisation (Mouffe, 1999).

Un autre aspect controversé de la théorie d'Habermas concerne la valeur universelle qu'il attribue aux propositions et aux arguments développés dans l'espace public. En revisitant le concept de conscience de classe de Marx, Habermas affirme que les individus, à travers un processus de délibération collective, acquièrent une conscience et une réflexivité critique qui peut donner lieu à un projet commun résultant de l'échange rationnel entre individus éclairés (Habermas, 1997). Le bien commun est conçu par Habermas en tant que principe universel. En d'autres termes, l'utilisation de la raison implique l'aboutissement à des propositions « universalisables ». Or, le processus d'individualisation de l'agir communicationnel constitue une grosse barrière à la délibération et à la défense de valeurs universelles. En désavouant le principe de l'universalité de l'idéal du bien commun, nous pouvons remarquer que les groupes actifs dans le débat en ligne ont souvent un caractère sectaire ou de niche et leur action est fréquemment orientée vers des objectifs très spécifiques. Tout en constituant l'outil de la communication globale par excellence, Internet, en présupposant un accès individualisé à la connaissance, encourage également la défense des particularismes et des identités locales.

Au-delà de l'aspect hétérogène des débats hébergés sur Internet, le concept même de valeur universelle nous apparaît comme très discutable. En effet, les valeurs sont indissociables du contexte culturel et social qui les a produites. En ce sens, même les valeurs démocratiques, qui en Occident sont généralement conçues comme universelles, ne sont pas en réalité généralisables à la totalité de la planète ou alors elles peuvent faire référence à des principes divergents. Ainsi, la raison occidentale ne correspond pas avec celle du reste du monde ou alors elle peut donner lieu à des applications et à des appropriations très différentes. La perpétuation de conflits de civilisation constitue d'ailleurs une preuve éclatante du relativisme des valeurs. Cette réflexion implique que le « bien commun » peut correspondre à des intérêts particuliers et que les valeurs universelles constituent en réalité des représentations sociales contextuelles, construites et sédimentées à travers un lent processus d'évolution historique, politique et culturelle. De cette manière, notre éthique de la discussion, notre rationalité et nos

arguments seront toujours encadrés culturellement et valables uniquement dans un espace-temps donné. Dans cette perspective, l'espace public n'a jamais été une sphère complètement autonome mais elle a toujours hébergé la dialectique interne à toute société : celle entre la structuration culturelle et sociale dominante et le refus de ses contradictions. C'est pour cela que, comme a pu être souligné par Charles Tilly, chaque forme contestataire est fille de son temps et est appelée à trouver un compromis entre les contraintes de l'ordre social et les exigences de changement (Tilly, 1976). L'espace public constitue donc le point où convergent et s'exercent conjointement les forces de légitimation et de dé-légitimation du système.

Ainsi, de la même façon que la presse du XVIII<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui, la communication numérique demeure centrale pour la compréhension des mutations de l'espace public contemporain, apparemment dépouillé de la rhétorique et de l'éthique de la raison habermassiennes. En effet, l'espace public embrasse de multiples lieux où l'on discute, de façon raisonnée ou émotionnelle, toute sorte de problèmes publics et privés (Miège, 2010). Le nouvel espace public ne se réduit donc plus au concept d'« espace public politique » mais il englobe la diversité des pratiques communicationnelles et sociales (Martin-Barbero, 2002).

Il émerge donc la nécessité d'adapter les discours autour du concept d'espace public au paradigme info-communicationnel contemporain. À ce sujet, les contributions des observateurs sont multiples et parfois contradictoires. Si la plupart des spécialistes reconnaît l'importance de l'entrée du numérique dans la communication moderne, leurs positions sont partagées entre une théorie de la rupture et une théorie plus modérée qui tend à souligner l'interpénétration de différents modèles de la communication.

Parmi les prophètes de la révolution numérique, nous pouvons mentionner Alvin Toffler qui propose une vision plutôt simpliste et bipolaire selon laquelle la « Troisième vague » impliquerait le dépassement de toutes les catégories du passé et entraînerait un passage de l'âge de la matière, du conformisme, de la division du travail et de la démocratie représentative à l'âge de l'information, de la diversité et de la démocratie directe. Selon Toffler, la dé-massification des médias implique également une dé-massification des consciences et encourage le transfert du pouvoir vers le bas, au bénéfice des entités locales, et, parallèlement vers le haut, au bénéfice d'organismes transnationaux (Toffler, 1988). Si Toffler pointe des facteurs de changement importants, son analyse de l'évolution du processus démocratique apparaît toutefois contradictoire. Non moins idéaliste et utopique, la thèse de Negroponte se fonde sur les effets prétendument révolutionnaires de l'émergence du paradigme numérique. La numérisation impliquerait un bouleversement du temps, de l'organisation économique et des hiérarchies. Le numérique se fonderait sur le refus de la médiation et permettrait aux créateurs de court-circuiter le système de production (Negroponte, 1995). Bien que fascinantes, ces prophéties ne semblent pas pouvoir se réaliser et notre société semble avoir absorbé les nouveautés de l'Internet tout en gardant ses piliers : la démocratie représentative et le système du marché néo-libéral. Même McLuhan, l'initiateur du déterminisme technologique, n'était pas allé aussi loin dans ses prévisions et s'était limité à affirmer que le changement technologique agit sur nos sens et sur notre perception du monde sans pour autant entraîner un changement immédiat et radical de l'ordre politique et économique (McLuhan, 1994).

Afin de comprendre comment les médias interagissent avec les changements sociaux, nous devons donc adopter une perspective sociologique. Dans cette optique, nous pouvons affirmer que les médias ne créent pas des nouvelles sociétés car ils constituent toujours un reflet, plus ou moins fidèle, de la société qui les a conçus. Dans son analyse de l'espace public contemporain, Bernard Miège tend à confirmer cette perspective en offrant une interprétation bien moins enthousiaste par rapport au courant des « futurologues ». D'une manière plus lucide, Miège essaie de comprendre l'évolution des modèles communicationnels et leur impact sur l'espace public. Puisqu'aucun ancien média a été automatiquement substitué par le nouveau, l'auteur considère l'action conjointe des différentes modalités communicationnelles qui contribuent à forger l'espace public. Il distingue alors quatre modèles principaux de

l'action communicationnelle : la « presse d'opinion du XVIII<sup>e</sup> siècle », dans laquelle s'inscrit l'approche d'Habermas ; la « presse commerciale de masse de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle » ; les « médias audiovisuels de masse » parmi lesquels, la télé, en fixant les thèmes du débat, revêt une place très importante dans l'activation de l'espace public ; et, enfin, les « relations publiques généralisées », amplifiées par le Web et correspondant par exemple aux campagnes et aux actions des entreprises, des collectivités publiques et territoriales ou encore des organisations de la société civile (Miège, 2010). Bien que chaque époque soit marquée par un modèle communicationnel donné, en réalité, les phénomènes de convergence médiatique, encouragés en particulier par les nouveaux médias, stimulent l'action simultanée des différents modèles. Ces modèles déterminent donc une multiplicité de typologies d'échange (interpersonnel, *one-to-many* ; *many-to-many* etc...), de destinataires, de forces hégémoniques, de codages ou de registres (Miège, 2010). Bien que, dans l'idée de Miège, le modèle dominant soit encore celui des *mass-media*, les nouvelles technologies de la communication y apportent une série de variations non négligeables.

En effet, l'auteur souligne que les nouveaux médias sont caractérisés par une plus grande facilité d'accès et liberté d'expression ; ils entraînent une multiplication des occasions de contact, de mobilisation et de mise en commun ; ils favorisent l'élargissement des possibilités et des lieux d'expression ; ils encouragent le déploiement de l'argumentation et la réduction des inhibitions (Miège, 2010). Ces facteurs engendrent des mutations dans les différentes formes de la relation sociale qui vont des relations interpersonnelles aux rapports professionnels, de la communication publique aux formes de l'associationnisme et du militantisme. Patrice Flichy définit cette nouvelle forme de la relation sociale à travers la notion d'« individualisme connecté » où l'individu choisit ses modalités d'action tout en restant toujours en contact avec les autres (Flichy, 2008). Cette notion s'applique aussi bien au cadre supérieur, qu'à l'adolescent ou au militant. Tout en reconnaissant les nouvelles opportunités de débat et d'expérimentation politique offertes par Internet, Flichy arrive à des conclusions proches de celles de Miège. Malgré sa nouveauté et son potentiel participatif, Internet semble donc en partie reproduire les modèles des médias précédents, ce qui expliquerait le phénomène de concentration de l'audience dans une poignée de sites grand public (Flichy, 2008). En effet, l'éclatement des sources d'information, qui se produit d'ailleurs même au niveau des autres moyens de communication, n'implique pas un changement radical des habitudes et des pratiques informationnelles des internautes.

Mitiger l'enthousiasme qui s'est généralisé autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication est très important pour pouvoir isoler les avantages effectifs qu'Internet peut apporter au fonctionnement de l'espace public et de la démocratie. En effet, si Internet contribue à l'extension de la prise de parole et de l'expression publique, il est tout aussi vrai que les internautes véritablement actifs restent une minorité, le plus souvent engagée également en dehors de l'espace numérique. Le renforcement de la participation démocratique n'est donc pas assuré et il ne peut certainement pas être considéré comme une conséquence directe des usages d'Internet.

La sphère communicationnelle d'Internet agit en concomitance avec les autres sphères qui se nourrissent et s'influencent mutuellement. Si le modèle des médias audiovisuels reste dominant, au moins en référence à une partie de la population, il reste néanmoins soumis à de nombreuses variations notamment en ce qui concerne la diversité des interactions avec les publics, l'entrée de nouveaux acteurs et les nouvelles dimensions de publicisation des vies ordinaires (Miège, 2010). Ces mutations dérivent des impacts du nouveau « modèle des relations généralisées », certainement plus sociétal, hétérogène et fragmenté, et de sa capacité de stimuler des nouvelles pratiques (Miège, 2010). En ce sens, l'espace public est conçu en tant que « lieu d'un mouvement historique de fragmentation et de constitution d'espaces partiels » (Miège, 2010). Les nouveaux contextes de formation des espaces publics sont donc caractérisés par un processus d'individualisation des pratiques informationnelles, communicationnelles et sociales. En ce sens, l'« individualisme connecté » de Flichy (Flichy, 2008) ou la « Mass-self



communication » de Castells (Castells, 2009) sont des appellations différentes pour indiquer le même phénomène d'hybridation des différents modèles, formats et acteurs de la communication.

Cette complexification des modèles de l'action communicationnelle implique également des contradictions systémiques qui sont au cœur du débat sur la modernité. Le processus d'individualisation des pratiques culturelles et sociales qui devrait correspondre à un processus d'émancipation des individus est en réalité fortement affaibli par l'emprise des logiques marchandes. Tout type d'information circulant sur le réseau est en effet insérée dans le système de marché et l'utilisateur, non plus cible anonyme parmi d'autres, constitue un profil de consommateur riche et articulé. Comme il a été souligné par Patrice Flichy, Internet, initialement conçu à partir d'une logique non marchande et développé au sein de contextes très spécifiques, correspondant aux milieux informatiques, académiques et de la contre-culture californienne, a été progressivement conquis par le marché (Flichy, 2001). Ainsi, si aujourd'hui l'espace de la communication libre et conviviale existe encore, il est au même temps exploité par les magnats de la *Net economy* qui ont fait de la communication privée et de la recherche d'information les nouveaux produits de pointe du capitalisme informationnel. En dénonçant cette forme de colonisation de l'espace civique d'Internet, les marxistes canadiens Arthur Kroker et Michael Weinstein s'attaquent à cette nouvelle « classe informatisée » qui se nourrit idéologiquement de l'utopie d'Internet pour dissimuler la domination du marché (Kroker et Weinstein, 1994).

La récupération de l'éthique d'Internet de la part du marché a été facilitée par le processus d'hybridation des sphères sociales encouragé par les usages sociaux du Net. Dans ce nouveau cadre de la communication, les échanges privés se mêlent aux échanges publics et les activités liées au travail, aux relations interpersonnelles et aux loisirs deviennent la matière brute pour le développement de l'espace marchand. Le risque, comme il a été montré par le développement de *Google*, est qu'un seul acteur puisse aligner les différents usages à son profit en éliminant les concurrents et en impliquant une dépendance de plus en plus marquée des espaces civiques vers les sites marchands. Toutefois, ces risques sont contrebalancés par l'extrême hétérogénéité d'Internet et par sa capacité de se régénérer constamment en assurant aux internautes les plus engagés une marge de liberté assez large. Ainsi, si, d'un côté, le projet initial a été détourné par les grandes entreprises (Flichy, 2001), de l'autre côté, de nouveaux espaces collaboratifs et de débat, parfois clairement en conflit avec les logiques de domination, ont pu émerger.

Le « système », appréhendé dans l'acception habermassienne, s'approprie donc des nouveaux médias en les vidant en partie de leurs potentialités. Toutefois, dans cette réalité complexe, l'« agir communicationnel » d'Habermas est caractérisé par des nouvelles liaisons et par des nouvelles dynamiques de l'intercompréhension. Ainsi, son espace d'action s'élargit à d'autres sphères intermédiaires et à des modalités d'interaction partielles (Miège, 2010). Le mythe d'Internet, exploité et détourné par la logique commerciale, continue donc à stimuler l'univers de la critique sociale, à encourager la création de nouvelles identités collectives et à en valoriser les ressources.

Le lien que les nouveaux collectifs contestataires entretiennent avec la culture d'Internet nous amènent donc vers une réflexion sur les nouveaux modes organisationnels, les nouvelles performances et les nouveaux mécanismes de construction de l'identité. Les rencontres et les échanges en ligne s'ajoutent aux relations en face-à-face en encourageant de nouvelles modalités de mobilisation et d'action informationnelle. Le réseau des activistes s'ouvre aux autres réseaux d'internautes en impliquant une diversification des manières dont on acquiert le « capital social ».

Ces potentialités ont été soulignées par différents auteurs qui ont abouti à des positions divergentes. Si, pour certains, Internet, en pouvant rétablir le sens de la communauté, peut contribuer à consolider le capital social (voir par exemple Mattos, 2009), selon d'autres, au contraire, les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent

accentuer l'isolement social de l'individu (Putnam, 2001). D'autres observateurs encore mettent l'accent sur les mutations des conditions historiques pour l'existence d'un espace public. Parmi eux, Peter Dahlgren se focalise sur un ensemble de facteurs macro-sociaux. La crise de l'État, la fragmentation des publics et l'émergence des nouveaux mouvements sociaux auraient contribué à replacer l'espace public dans une zone liminale située entre les médias dominants et les mouvements sociaux, entre le public fragmenté des grands médias et les espaces alternatifs émergents (Dahlgren, 2009).

De nombreuses contributions à l'étude du rôle du web dans l'espace public (Lecomte, 2009 ; Aubin, 2006) semblent s'accorder sur les bénéfices apportés par l'émergence de nouvelles formes de débat et d'activisme en ligne et par l'entrée de nouveaux acteurs. En parvenant à la même conclusion, Dominique Cardon souligne que, malgré l'influence des médias traditionnels dans la définition des thèmes du débat public, l'émergence de sites d'auto-publication, de médias alternatifs et d'une blogosphère journalistique et politique favorisent l'entrée d'acteurs non-professionnels dans la sphère publique.

Les nouveaux moyens dont disposent les acteurs pour acquérir une visibilité, une légitimité ou, pour utiliser la définition d'H. Honneth, pour obtenir la reconnaissance sociale, semblent constituer un point central pour les recherches futures. Toutefois, dans l'idée d'Axel Honneth, la reconnaissance sociale peut représenter également un frein, un contre-poids à l'ouverture de l'espace public à des nouveaux acteurs. En problématisant autour du concept universaliste de l'espace public démocratique, Honneth souligne que les contextes de l'expérience et les milieux culturels de la reconnaissance sont souvent particuliers et certainement limités par le capital social et économique à disposition (Honneth, 2000). Or, ces facteurs, qui conditionnent fortement les échanges discursifs en ligne, démontrent la prégnance et l'éternelle actualité du phénomène de la « reproduction sociale » pointé par Pierre Bourdieu. En d'autres termes, la question de la reconnaissance sociale rend manifeste la limite élitiste de la théorie d'Habermas à laquelle Negt avait répondu à travers son concept d'« espace public oppositionnel » (Negt, 2007). Si, comme il a été démontré par l'affirmation sociale de certains blogueurs, l'ouverture aux nouveaux acteurs non professionnels est un fait, le risque est constitué par le fait que ces acteurs auraient probablement eu les mêmes chances de s'affirmer dans des contextes sociaux « traditionnels ».

En s'inscrivant dans ce cadre théorique découpé et contradictoire, Bernard Miège essaie de proposer une solution intermédiaire qui puisse considérer les éléments de nouveauté tout en gardant un certain esprit critique vis-à-vis du rôle joué par les industries culturelles dans la définition de l'espace public contemporain. Dans cette optique, l'auteur conclut qu'Internet encourage la définition de nouvelles normes de l'action sociale qui se construisent d'une manière plus transversale aux différentes sphères (privée, publique, sociale), qui dépendent des nouveaux réseaux des relations et qui apparaissent de plus en plus centrées sur la gestion de l'information et la mise en œuvre de projets collectifs (Miège, 2010). Bien qu'on puisse lui reprocher de ne pas avoir pris un peu plus de risques, sa conclusion, lucide et stimulante, constitue certainement un bon compromis entre des positions qui, en ce qui concerne les enjeux concrets de l'Internet pour l'espace public, se limitent souvent à l'enthousiasme injustifié ou au passéisme nostalgique.

À l'issue de cette réflexion théorique, nous pouvons affirmer avec certitude que l'idée d'un seul espace public ne correspond certainement plus à la variété croissante des formes de délibération et de participation politique émergeant dans notre société.

#### **2.4.4 Le débat sur Internet : une délibération impossible ?**

La liberté d'expression dont bénéficient les espaces en ligne avait amené les premiers observateurs de l'Internet à identifier une connexion entre les conversations informelles des cafés et celles des espaces en ligne (Rheingold, 1996). En effet, la vocation solidaire qui a caractérisé le début de la communication électronique a induit ses pionniers à croire dans l'émergence d'un espace civique libre et autonome du pouvoir qui, en tant que tel, aurait pu reproduire le fonctionnement de l'espace public des Lumières. Cette idée a été exposée brillamment par Rheingold selon lequel « [l]a force politique de l'informatique communicante vient de sa capacité à concurrencer le monopole de la hiérarchie politique existante sur les puissants médias de masse et peut-être à revitaliser la démocratie de base » (Rheingold, 1996). Internet permet de communiquer directement, rapidement, de façon personnelle et fiable, de confronter les sources et de créer des communautés à distance.

Malgré cet énorme potentiel, le débat en ligne semble toutefois être marqué par de nombreuses inégalités dans le statut, l'accès et les modalités d'interaction et de participation à la discussion. En ce sens, si la théorie d'Habermas semble posséder en soi des traits trop idéalistes et normatifs, elle résulte être d'autant plus inadaptée à décrire le déroulement des échanges en ligne.

Mis à part les inégalités dans l'accès et dans la prise de parole, l'élément qui semble créer le plus de problèmes dans l'analyse des espaces en ligne est constitué par le processus délibératif, aspect crucial de la théorie normative d'Habermas. En effet, la rencontre d'arguments rationnels et orientés vers l'idéal du bien commun devait amener à la définition de solutions démocratiques universalisables et bénéfiques pour l'ensemble de la collectivité. Dans l'idée d'Habermas, la délibération était possible seulement parce que la sphère publique était constituée par une classe plutôt homogène qui partageait un ensemble de valeurs démocratiques et qui respectait l'éthique de la discussion mise à jour par les philosophes. Si, à partir des activités de collaboration et d'auto-gestion en ligne, la construction d'une vision commune reste envisageable, de nombreuses études expliquent que ce processus présente des difficultés. Tout d'abord, la rhétorique et l'éthique des philosophes ne représentent plus des principes d'auto-régulation partagés. Chaque espace en ligne est soumis à une nétiquette plutôt simple où les seuls comportements discursifs punis sont ceux jugés comme offensifs pour la dignité de la personne (tout propos sexiste, raciste et ne respectant pas les droits constitutionnels est interdit), ainsi que tout propos diffamatoire, agressif ou, tout simplement, impoli. La liberté qu'en découle est très large surtout si on pense que la déférence liée aux marqueurs de classe ou aux situations d'interaction en face-à-face disparaît presque complètement dans l'environnement numérique. La valeur de la liberté d'expression est ressentie donc comme très importante et semble souvent avoir la priorité sur les procédés collaboratifs et délibératifs.

Ensuite, la rationalité, constituant, dans l'absolu, un élément bien trop subjectif pour être considéré un concept universel, ne fonctionne pas comme principe de sélection des idées et des arguments.

L'autre élément qui cloche avec le modèle d'Habermas est constitué par le ton de la discussion qui, en ligne générale, est très informel, convivial et souvent orienté vers l'ironie, le sarcasme ou le divertissement.

Ces impressions sont corroborées par de nombreuses études portant sur le fonctionnement des communautés en ligne. Beth Kolko et Elizabeth Reid affirment que les communautés en ligne, loin de représenter l'agora de la Grèce ancienne, ont beaucoup de mal à élaborer des compromis pour l'autogestion du groupe. Au contraire, il semble que les individus, afin de s'affirmer dans un espace interactif donné, élaborent très rapidement une opinion dont ils ne veulent plus démordre. Cette attitude cause souvent des conflits (les « flame wars ») qui

amènent les internautes à abandonner leur identité pour se représenter au groupe sous un nouveau pseudonyme (Kolko et Reid, 1998). Ce phénomène a été étudié en profondeur par Sherry Turkle et semble être l'une des causes majeures à la base de cette difficulté des communautés en ligne de construire une vision commune (Turkle, 1996). En ce sens, il semblerait que les groupes en ligne favorisent la multiplicité de points de vue rigides plutôt que l'ouverture, la négociation et la concertation. Cette tendance pourrait être encore plus accentuée dans les espaces politiques où les participants, poussés par une démarche et une approche individualisée au débat, risquent de radicaliser et de raidir encore plus leurs idées à la place d'accepter la confrontation et l'échange rationnel. Même l'historien Mark Poster arrive à des conclusions similaires. Selon cet auteur, Internet permet un débat entre égaux mais ne donne pas lieu à un échange argumenté. La création d'identités floues et mobiles encouragée par Internet, fait pencher le débat vers une multiplication de positions rigides contradictoires. En ce sens, les esprits informatiques seraient incapables de reproduire un débat démocratique et délibératif (Poster, 1995). Les principaux risques dérivés de nouvelles formes d'action politique sur Internet sont donc constitués par les tendances à la formation sectaire de sites et blogs d'opinion uniforme (Cardon, 2010).

Contrairement aux enthousiasmes qui proclamaient l'entrée dans une nouvelle ère de la participation citoyenne, Internet, tout en s'étant révélé un outil indispensable pour l'émergence de positions critiques, semble au même temps inapte à revivifier le débat démocratique. Mais si l'agir communicationnel en ligne apparaît à première vue incompatible avec la notion d'Habermas, ce constat n'implique pas non plus une négation définitive du potentiel démocratique d'Internet. En effet, les indéniables difficultés délibératives des communautés en ligne cachent probablement l'émergence de nouvelles modalités de débat et de participation à la vie civique. En effet, face au processus d'individualisation de la société et d'érosion de la confiance dans la classe politique, Internet peut constituer un moyen pour reconstruire le lien social, impliquer les citoyens dans le débat public et encourager de nouvelles formes d'engagement. Les discours des internautes, leurs critiques, leurs parodies et leurs évaluations sur la classe politique déterminent l'émergence d'une forme de contestation fluctuante et disséminée. Il s'agit de ce que Rosanvallon appelle « vigilance publique » (Rosanvallon, 2006) qui, tout en n'étant pas formellement partisane, peut être interprétée comme le signe d'un renouveau de l'activisme. L'action des partis et des mouvements extraparlimentaires, les luttes des syndicats et, en générale, toutes les formes traditionnelles de militantisme sont renouées à travers de nouvelles formes de participation et d'action collective. Dans le cadre de ce nouveau militantisme informationnel, l'action est constituée par la libre circulation des discours politiques et par la constitution de réseaux d'opinions. Internet constituerait, en ce sens, non pas le moyen pour une nouvelle forme de démocratie directe, mais plutôt « un espace de veille et d'évaluation du monde » (Rosanvallon, 2006).

La question est celle de savoir si cette « démocratie critique » peut prendre corps dans un groupe défini, si les actes politiques disséminés sur la toile peuvent converger dans un projet politique concret ou si alors sont destinés à fluctuer et à se multiplier dans l'espace d'Internet sans trouver un débouché dans l'action militante. Selon Rosanvallon, la « contre-démocratie » se situe entre l'action militante et le dispositif constitutionnel et se caractérise par son instabilité (Rosanvallon, 2006). Toutefois, ces organisations militantes non partisans, souvent déconnectées des clivages politiques traditionnels, constituent un vrai défi pour le renouvellement du champ politique précisément en raison de l'entrée dans l'espace public de contributions profanes, désintéressées et éloignées des sphères du pouvoir.

L'idée qu'Internet entraîne une mutation du champ politique et militant est défendue également par Dominique Cardon. Dans son analyse de la « démocratie Internet », l'auteur explique que la toile fonctionne comme un laboratoire planétaire d'alternatives à la démocratie représentative (Cardon, 2010). Tout en soulignant le mélange de logiques commerciales et solidaires, Cardon croit dans le potentiel politique d'Internet, dans ses pratiques d'auto-organisation, de socialisation du savoir et des compétences et, surtout, dans la

possibilité de favoriser un processus de délibération élargie. Dans cette nouvelle perspective, Internet n'apparaît pas comme l'espace de la « contre-démocratie » mais comme un lieu d'expérimentation démocratique et de débat dans lequel les sites d'auto-publication et la blogosphère politique et journalistique jouent un rôle majeur.

L'élargissement de l'espace public sur Internet passe à travers trois processus principaux : la disparition des *gate-keepers* traditionnels, en lieu desquels nous retrouvons les principes de réputation et de hiérarchisation de Google ; l'*open publishing*, permettant de diffuser librement l'information en dépassant les barrières du marché médiatique ; et, enfin, l'absence de filtres en amont des activités de publication, démontrée par le fonctionnement des sites collaboratifs ou du journalisme citoyen, dont *Wikipedia*, *Agoravox* et *OhmyNews* représentent des cas d'école (Cardon, 2010).

L'émergence de nouvelles pratiques informationnelles qui accompagnent et examinent l'activité des professionnels contribue certainement à une démocratisation de la prise de parole dans l'espace public et à la valorisation de compétences spécifiques. Ces pratiques ont également eu un impact fort sur les métiers journalistiques et sur la manière dont l'information est conçue, repérée, fabriquée et présentée. Ces pratiques ne concernent pas toutefois la majorité de la population numérique. Bien que l'accès à une information plurielle et indépendante soit essentiel pour la formation de consciences mures et autonomes, la distribution inégale des capitaux socio-culturels pèse encore dans l'espace d'Internet et encourage une généralisation de modalités de participation et de consommation massifiées, représentées par exemple par le système du vote des internautes. La blogosphère et l'ensemble du web social constituent donc des lieux potentiels de débat citoyen mais, au même temps, seulement dans des rares occasions, ces coopérations faibles donnent naissance à des vrais collectifs d'action dans le monde matériel (Cardon, 2010).

Si le potentiel militant de l'Internet n'a pas encore explosé d'une manière frappante, la sphère politique traditionnelle semble avoir déjà compris comment détourner l'effervescence du web social à son avantage. En ce sens, la campagne menée par Obama en 2008 représente le premier cas de compénétration de la communication institutionnelle avec les pratiques du web social. Pour la première fois, le peuple d'Internet a été considéré en tant que base sociale active pour la mobilisation politique. Cet événement a montré également toute la force du réseau en tant qu'espace voué à la construction d'imaginaires collectifs et à la formation de l'opinion public.

L'histoire d'Internet semble donc être destinée à se répéter : les groupes périphériques expérimentent et renouvellent les usages de l'outil numérique et puis le marché et l'État s'en inspirent pour développer des formules de communication innovantes. Le cas français d'Étienne Chouard et de la mobilisation autour du traité sur la Constitution Européenne est, en ce sens, emblématique. À cette occasion, la blogosphère et les collectifs numériques, en défiant le pouvoir communicationnel des principaux médias et de presque l'ensemble des appareils étatiques, s'étaient mobilisés pour stimuler le débat public autour des faiblesses du traité européen. La victoire du « Non » au référendum sur le traité européen en 2004 a décrété l'entrée officielle d'Internet dans la « politique du conflit » ainsi que son incidence sur la formation de l'opinion publique. Bien qu'il se soit agi d'un cas isolé qui n'a pas pour autant conditionné la politique « européenne » de la France, les mêmes expériences ont été reproduites avec succès dans d'autres pays. En Italie, la blogosphère et les collectifs citoyens en ligne ont eu un poids déterminant sur la victoire du « Oui » lors d'un référendum qui, en juin 2011, a sanctionné les projets de loi du gouvernement Berlusconi.

Mais même les succès de « l'Internet militant » présentent toujours des aspects paradoxaux. En effet, la forme politique d'Internet semble être intimement liée à la communication *main stream*. En d'autres termes, les internautes s'engagent véritablement dans l'action numérique et contestataire seulement en correspondance avec le déploiement d'une action médiatique intense. Par conséquent, non seulement l'espace d'Internet risque d'être colonisé par les logiques de l'audience mais ses thèmes et ses actions semblent être en partie influencés par

*l'agenda setting* des médias de masse.

Les processus de convergence médiatique constituent donc une thématique centrale dans l'étude de la communication numérique où l'on peut identifier la présence constante de deux tensions opposées : l'une qui rame pour l'engagement informationnel d'un public autonome et critique et, l'autre, qui pousse vers l'uniformisation et la massification des usages. Mais Internet, pour son extrême diversité, reste un multiplicateur de créativité et de « prises de parole qui prolifèrent dans tous les sens, humbles ou capitales, graves ou ironiques - mais toujours profondément libres » (Cardon, 2010, p. 102).

#### **2.4.5 Internet entre ouverture et contrainte**

La notion d'espace public, en tant que sphère intermédiaire située entre l'État et la société civile, constitue une approche théorique essentielle à l'étude de l'action collective. En effet, les transformations historiques et culturelles de l'espace public et la manière dont il est vécu et interprété au sein de la société, conditionnent l'évolution des formes de l'action citoyenne. Ainsi, les mouvements sociaux, en tant qu'acteurs non systémiques agissant dans l'intérêt de la collectivité, contribuent à reconfigurer et à animer cet espace de délibération citoyenne qui est essentiel pour le fonctionnement de la démocratie.

Ce lien étroit entre la pensée d'Habermas et la sociologie des mouvements sociaux est particulièrement évident dans l'approche de certains sociologues allemands. Parmi ces derniers, Offe interprète l'action des nouveaux mouvements sociaux comme une forme de résistance à « la colonisation du monde vécu » (Offe, 1997). Mais au-delà des références explicites, le concept d'espace public est un outil théorique indispensable pour pouvoir réfléchir aux rapports complexes qui lient la sphère citoyenne, la sphère politique et celle médiatique. Les médias, et plus en particulier Internet, offrent de lieux ouverts au débat public, diffusent des informations, imposent des thèmes et, plus en général, contribuent à la création des cadres culturels. Si l'ensemble du système médiatique contribue à alimenter la culture civique et participe à la définition de l'espace public, Internet, par le biais de son potentiel participatif et proactif, semble pouvoir occuper une place particulière dans ce processus.

En effet, si le travail d'Habermas se fonde sur une critique radicale de la société capitaliste qui passe par l'idéalisation de la sphère littéraire bourgeoise du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, la naissance d'Internet, en tant qu'espace vierge de communication et d'interaction, a revitalisé le discours d'Habermas dans une logique inversée. Si Habermas avait dénoncé une forme de colonisation de la vie sociale de la part de l'État et du Marché, à laquelle les médias de masse avaient participé massivement, certains « futurologues » et d'autres personnalités du milieu alternatif ont salué les nouveaux médias comme une chance de réappropriation de cet espace.

Ainsi, tandis que les démocraties occidentales stagnent et l'arène de la politique officielle ne suscite plus les enthousiasmes du passé, il émerge d'autres formes d'engagement civique et politique extra-parlementaire pour lesquelles Internet constitue un espace, relativement libre, de création et d'échange. Les outils numériques, à travers l'impulsion qu'ils donnent à la création de niches, de groupes d'intérêts ou de pression, participent fortement à revitaliser la sphère culturelle et à encourager ce qu'on appelle « la politique du style de vie » (Dahlgren et Relieu, 2000, p. 179). Toutefois, les nombreux avantages impliqués par la généralisation des pratiques de l'Internet, sont contrebalancés par différents aspects problématiques et contradictoires.

Premièrement, il faudrait réfléchir à la prégnance des valeurs démocratiques universelles et à leur compatibilité avec un outil fondé sur l'accès individualisé à l'information et à la culture. Selon des analyses récentes, Internet serait « loin de l'idéal démocratique de l'universalisme » (Dahlgren et Relieu, 2000, p. 160) sur lequel s'appuie la pensée d'Habermas.

Deuxièmement, la critique formulée par l'École de Francfort et son alarme lancé sur le processus de neutralisation des conflits et de l'esprit critique peut être adressée également à

l'environnement numérique. Internet est devenu en effet un instrument et une nouvelle arène pour déployer des stratégies néolibérales (Schiller, 1999). Nous avons en outre l'action d'autres facteurs liés au processus de dépolitisation des sociétés occidentales. En effet, il a été observé un primat du social sur le politique, tendance qui est absolument cohérente avec la « perte de volonté politique » dont souffre notre société (Beaud, 1997, p. 237).

Les discours néolibéraux auraient produit un sentiment d'impuissance politique devant la course irrépensible de l'économie mondiale face à laquelle les individus se sentent submergés et démunis. La démobilitation du mouvement altermondialiste, unique force qui s'est levée contre l'avancée aveugle du marché, a contribué à accentuer l'apathie politique générale. En prenant en considération l'ensemble de ces facteurs, Internet, peut-il constituer un moyen adapté et efficace pour revitaliser la passion de la politique ? La question est très difficile car, comme nous l'avons vu, Internet transporte avec lui les univers sociaux de ses usagers et réfléchit donc les tendances à la dépolitisation de la société. En plus, la propension à l'engagement est souvent déterminée par des facteurs culturels, économiques et sociaux qui concernent avant tout la sphère des interactions en face-à-face.

Toutefois, il est probable que les usages qui font du numérique les groupes militants peuvent encourager des nouvelles approches et des nouvelles pratiques de la politique qui ne sont pas forcément assimilables au militantisme traditionnel. Ainsi, si Internet ne transforme pas les citoyens éloignés de la politique en militants radicaux, la quasi totalité de ses observateurs concorde sur le fait qu'il encourage une redéfinition des frontières de l'espace public (Miège, 2010 ; Cardon, 2010).

Ce phénomène est lié à la nature multidimensionnelle de l'outil numérique qui intègre la totalité des modalités de la communication humaine. En ce sens, Internet peut constituer une chance pour la valorisation des savoirs citoyens et pour leur entrée dans le débat public national et international. En d'autres termes, Internet donne une visibilité et objective les échanges du « monde vécu » en transportant dans l'espace public la myriade de conversations et d'interprétations de la réalité qui jusqu'à là restaient reléguées dans la sphère privée. Cependant, ces caractères potentiels doivent correspondre à une volonté concrète de la part des internautes de participer à la construction d'un nouveau projet de société active et engagée.

Malgré la présence de bon nombre d'exceptions (comme il a été montré par les études portant sur l'Internet italien), en ligne générale, les usages du Net ne semblent pas aller dans cette direction. Ce qui encourage Dahlgren et Relieu à affirmer que « si le marché du Net semble robuste, en expansion et idéologiquement ascendant, les forces luttant pour étendre l'espace public semblent en comparaison plutôt frêles, sur une pente descendante et sur la défensive. » (Dahlgren, Relieu, 2000, p. 174). Les débats actuels autour de la régulation du réseau démontrent d'ailleurs cette centralité de la lutte pour la définition de l'avenir d'Internet. En outre, bien qu'Internet favorise le caractère pluriel et polymorphe de l'espace public (Dahlgren, Relieu, 2000, p. 174), le profil sociologique des usagers-militants semble correspondre aux classes moyennes instruites.

Cet aspect problématique donne consistance aux idées critiques sur Internet qui considèrent son entrée dans la vie politique des citoyens comme une barrière ultérieure à l'implication des classes sociales plus démunies. Toutefois, nous ne savons pas si ces barrières continueront à perdurer dans l'avenir car les nouvelles générations manifestent une capacité croissante de se déplacer dans les différents espaces communicationnels et d'opérer des sélections raisonnées parfois indépendamment de leur milieu d'appartenance. Il ne faut pas non plus oublier que le relatif anonymat de la communication en ligne encourage non seulement le caractère artificiel et construits des échanges mais aussi un dépassement des contraintes et des marqueurs sociaux.

Au-delà des problèmes relatifs à l'accès et à la participation aux plateformes numériques, le risque semble plutôt celui de la constitution de groupes ultra-spécialisés et aux opinions semblables. Ce phénomène contreviendrait à la nécessité de l'échange discursif entre

arguments rationnels différents qui est à la base de la notion d'espace public et de la recherche même de la connaissance. Toutefois, bien que souvent balkanisés et renfermés sur eux-mêmes, les nouveaux collectifs numériques représentent un défi, plus au moins explicite, pour l'espace public dominant. Malgré l'inefficacité politique de nombreux mouvements contemporains, Internet pourrait constituer une véritable chance pour le déploiement de pratiques résistantes et pour la création d'espaces contestataires où l'on peut expérimenter de nouvelles façons de vivre la citoyenneté.



## **Deuxième Partie**

### **Des États-Unis à l'Italie**

#### **Du militantisme d'appareil au militantisme auto-organisé**



## 2.1 Des États-Unis à l'Italie : du militantisme d'appareil au militantisme auto-organisé

L'enquête de terrain, menée à partir de l'observation et de l'analyse de différentes plate-formes numériques, a constitué un travail intense qui, s'il nous a logiquement permis de récolter un nombre important de données, nous a surtout amené à choisir définitivement le cadre théorique le plus pertinent pour analyser l'évolution des formes de mobilisation. Considérant la multitude des outils de communication auxquels nous avons affaire (allant de la télévision de rue aux différentes plate-formes interactives) et les différentes manières possibles dont ces mêmes outils peuvent être encadrés par l'action militante, il nous fallait en effet choisir un angle sous lequel aborder et traiter notre problématique.

Pour le dire d'emblée, cet angle a été celui des *pratiques info-communicationnelles*. Pourquoi celui-ci plutôt qu'un autre ? Pourquoi ne pas parler plutôt du point de vue des *usages* par exemple ? Si nous avons privilégié le terme de *pratique* au détriment de celui d'*usage*, ce choix n'a pas pour autant constitué un *a priori* mais s'est en un sens presque imposé à nous, une fois effectuée l'observation de terrain. En effet, cette dernière nous ayant amené à constater l'émergence d'une homologie entre certaines pratiques de l'information et de la communication<sup>27</sup> et les nouvelles modalités d'engagement citoyen, il nous a semblé que centrer notre approche sur les pratiques était plus judicieux.

Par définition, les pratiques ne se rapportent pas à un outil précis ou à un cadre social et culturel large et défini d'une manière stable (ce qui est par contre le cas des « usages »<sup>28</sup>) mais relèvent plutôt des approches, à la fois formelles et informelles, que les sujets, ancrés dans leurs contextes spécifiques, peuvent manifester à l'égard des processus informationnels. En d'autres mots, le concept de « pratique » permet plus aisément de se focaliser sur la valeur, politique, culturelle ou sociale, que le sujet attribue aux actions produites dans l'espace informationnel. Cet aspect apparaît être fondamental pour interpréter le rôle que l'information revêt dans le processus d'émancipation des citoyens. En effet, l'analyse des outils, des échanges et du contenu créé au sein des nouveaux espaces militants semblait montrer que l'acte de produire, partager et discuter autour de l'information journalistique devenait de plus en plus un moyen de s'investir dans la société ; d'y apporter un regard critique et, donc, aussi, de résister aux dispositifs politiques et symboliques qui freinent le changement social.

Une approche centrée sur les « pratiques » plutôt que sur les « usages » nous a alors permis d'englober dans la recherche des activités et des outils multiples et de nous concentrer sur le rôle joué par les représentations et les valeurs élaborées par les militants dans le développement de ces mêmes pratiques<sup>29</sup>. La pratique concerne en effet plutôt un regard sur l'homme, sur la signification et l'évolution du sens attribué à ses actions (Chaudiron et Ihadjadene, 2010). L'observation des différentes communautés a démontré que ces pratiques,

27

Le concept de « pratique info-communicationnelle » excède le concept de « comportement informationnel »

(« information behaviour ») et celui d'usage de l'information « information seek and use ».

<sup>28</sup> Selon J. Perriault, l'usage correspond à une « utilisation stabilisée d'un objet, d'un outil, pour obtenir un effet » (Perriault, 1989). Selon Philippe Breton et Serge Proulx, le terme d'usage est employé pour décrire le cadre social large qui englobe les interactions entre les humains et les machines (Breton et Proulx, 2006). Dans les deux cas, l'usage renvoie à un cadre culturel et à des relations stables qui s'inscrivent dans la temporalité et qui lient un sujet collectif ou individuel à un dispositif technique.

<sup>29</sup> La différence entre l'approche des usages et l'approche des pratiques ne concerne pas uniquement l'objet d'étude mais surtout le regard sur cet objet. À ce propos, il est important de souligner que le modèle des usages vise à enquêter la manière dont on utilise un dispositif en relation avec le cadre socio-professionnel, culturel ou politique, tandis que celui des pratiques se focalise sur les modes d'action individuelles ou collectives, les représentations et les attitudes humaines (Chaudiron et Ihadjadene, 2010, p. 4).

parmi lesquelles nous pouvons retrouver aussi bien les tentatives d'appropriation des formats télévisuels que la simple création de contenu sur les blogs et les réseaux sociaux, ne constituent pas uniquement des actions routinières mais des actes réfléchis, conscients et militants. Cette même approche à l'information a été identifiée dans des cadres politiques et géographiques différents.

La structure binaire de l'enquête, présentant un premier volet consacré à la première campagne présidentielle de B. Obama et un second comprenant trois études de cas portant sur l'Internet contestataire en Italie, reflète cette différenciation des contextes dans lesquels nous avons opéré.

Si *a priori* ces deux objets de notre investigation ne semblent pas avoir de lien forcément logique entre eux, la mise en relation que nous en faisons n'est pas pour autant forcée dans la mesure où chacun d'eux reflète une dimension distincte de l'action politique : la modalité systémique, intégrée dans les appareils politiques officiels et la forme protestataire, se déployant au niveau de « l'espace des mouvements sociaux »<sup>30</sup>. Cette distinction entre action systématique (représentée par l'étude de la campagne d'Obama) et action protestataire (représentée par les trois études sur les mouvements contestataires italiens) est à notre sens indispensable dans la mesure où, à partir des années 1970, les mouvements sociaux ont progressivement marqué une rupture de plus en plus nette avec la sphère politique traditionnelle. Ce processus d'émancipation a déterminé l'émergence d'un univers propre qui, par le biais même de cette autonomie, s'impose comme principal acteur collectif du changement. Toutefois, malgré la revendication d'un statut différent, les influences réciproques exercées par chacune des deux sphères l'une sur l'autre sont nombreuses. La sociologie des mouvements sociaux a ainsi élaboré le modèle de la « structure des opportunités politiques »<sup>31</sup> dont l'un des intérêts est de comprendre les modalités à travers lesquelles les fluctuations du contexte politique ont un impact sur le développement des mouvements sociaux. Ce modèle, trop mécaniste et unidirectionnel, ne prend pas en compte les influences que les mouvements sociaux exercent sur le contexte de la politique officielle. L'étude de la campagne menée par Obama en 2008 aura pour fonction de montrer plus clairement cette forme de contamination à l'envers.

Aux États-Unis, c'est le parti démocrate qui a décidé de stimuler la formation d'une communauté de cause pour élargir la popularité de son candidat. Nous allons donc montrer comment l'équipe du candidat a pu s'inspirer du fonctionnement du « mouvement de cause », normalement associé à la sphère des associations et des mouvements sociaux, afin de favoriser l'efficacité et l'esprit solidaire des volontaires. Les rapprochements entre les mécanismes activés dans la campagne d'Obama et ceux propres au champ des mouvements sociaux n'ont pas concerné uniquement la stratégie de mobilisation mais ont également été visibles au niveau de la construction du message. Pour stimuler la participation et l'identification à sa cause, Obama a ainsi choisi d'actualiser un symbole important pour le front contestataire américain : la lutte pour les droits civiques<sup>32</sup>.

Pour cette raison parmi d'autres, la campagne américaine de 2008 a donc constitué un événement charnière qui nous a permis d'identifier le potentiel de l'Internet en tant que médium politique. En effet, l'utilisation massive des nouvelles technologies et l'introduction de

---

<sup>30</sup> Avec cette expression, Lilian Mathieu conçoit l'univers contestataire comme un lieu caractérisé par des pratiques propres (L. Mathieu, 2007). Cette notion est proche des concepts de « arène » (Giugni, Passy, 1997), de « champ des mouvements sociaux » (Crosley, 2003 ; Mauger, 2003) ou de « champ militant » (C. Péchu, 2006).

<sup>31</sup> Tilly et Tarrow ont proposé de décomposer la SOP en six éléments correspondant à la multiplicité des centres de pouvoir indépendants ; au degré d'ouverture aux nouveaux acteurs, à la disponibilité d'alliés importants ; à l'instabilité des alignements politiques et à la propension du régime à réprimer ou à faciliter l'action collective (C. Tilly et S. Tarrow, 2008) Le modèle de la SOP a été décrit et discuté dans le paragraphe « Approche critique à la SOP » de la première partie de la thèse.

<sup>32</sup> L'étude de McAdam sur le mouvement américain pour les droits civiques constitue un travail capital qui jette les bases pour une analyse systématique des mouvements sociaux à partir de leur ancrage dans le contexte historique et politique national (McAdam, 1982). L'égalisation des droits civiques a constitué également une composante essentielle du discours politique élaboré par Obama en 2008.

modalités communicationnelles et organisationnelles fondées sur la délégation ont mis en évidence une nouvelle manière de concevoir et de gérer la communication politique. À partir de l'analyse du site de campagne, nous avons reconstitué la stratégie de mobilisation, identifié les pratiques, la structure des liens avec les autres espaces numériques ainsi que la réponse apportée par les internautes. Grâce à la variété des plate-formes et des outils mobilisés dans la campagne, cette étude nous a permis d'établir une sorte de paradigme de la mobilisation numérique. La sphère numérique constituée par l'équipe d'Obama disposait d'un noyau central, le site du candidat, relié à l'espace des médias traditionnels et amplifié par le web social. Le site favorisait en outre la formation de groupes d'activistes dont les pratiques se déployaient à la fois dans l'espace numérique et sur le terrain. Le web a donc été exploité à partir de sa vocation initiale : favoriser la socialisation, l'échange et le partage d'informations entre individualité distantes.

La forte implication des militants obanistes avait eu l'effet de renouveler le débat autour des enjeux démocratiques représentés par l'Internet. En effet, en plus d'avoir contribué à l'entrée d'une nouvelle figure politique à la Maison Blanche, la logique de décentralisation de la campagne avait également créé de grosses attentes quant à l'activation de dynamiques participatives au sein du processus politique. En réalité, l'adoption d'une éthique de la participation, tout en ayant favorisé la création d'un large consensus autour de la candidature d'Obama, n'a pas eu d'impacts effectifs sur les processus démocratiques. Et pourtant, derrière le succès d'Obama de 2008, nous retrouvons l'espoir des nombreux partisans qui, en contribuant à son élection, ont cru également s'engager dans un projet de changement. Conformément aux mécanismes qui peuvent être identifiés au niveau de l'Internet marchand, les pratiques solidaires et collaboratives des internautes ont été donc soumises à des logiques purement commerciales dans le but de légitimer, par le biais même de la participation, l'émergence d'un nouveau « produit » politique. En ce sens, la rhétorique autour du changement se retrouve avilie par une stratégie qui, tout en interceptant le potentiel d'émancipation des outils numériques, n'a toutefois pas l'intérêt ni l'objectif de l'intégrer dans le système de gestion du pouvoir.

La campagne d'Obama de 2008, pour des raisons instrumentales plus qu'émancipatrices, avait tout de même consacré un nouveau modèle de la mobilisation numérique. En l'exploitant comme une sorte de cadre analytique, nous avons ensuite suivi le développement des collectifs protestataires italiens qui, chacun à leur manière, semblaient converger vers ce nouveau mode de fonctionnement de l'action militante.

Si l'appareil du parti démocrate américain constitue l'objet d'étude idéal pour appréhender l'évolution de la communication institutionnelle, l'Italie, pays extrêmement fragmenté, historiquement très politisé et présentant un certain nombre d'anomalies par rapport aux autres puissances occidentales, constitue un cas tout aussi intéressant pour observer les dynamiques de l'action contestataire. En effet, l'Italie est caractérisée par une grande variété de spécificités culturelles et linguistiques qui se présentent au niveau des identités régionales et même municipales. La grosse fracture économique qui sépare le Nord du Sud du pays contribue à accentuer ces distinctions et à complexifier le système de fonctionnement de la représentativité de l'État. En ce qui concerne les clivages idéologiques, l'Italie a connu une période caractérisée par des forts conflits politiques dont les tenants et les aboutissants restent encore aujourd'hui enveloppés de mystère. Il s'agit de la période comprise entre 1969 et 1980, définie par les historiens comme la période des « Années de plomb ». Ces années ont été caractérisées par une radicalisation de la dialectique politique et par sa généralisation à tous les niveaux de la société. Ce conflit a été exacerbé par la constitution de nombreux mouvements issus de la gauche extraparlamentaire dont les affrontements avec les groupuscules d'extrême droite ont créé un véritable climat de guerre civile. Comme l'a montré Sidney Tarrow dans son étude sur le cycle de la mobilisation italienne, cette vague protestataire a abouti, d'un côté, à une institutionnalisation partielle des revendications portées par les groupes contestataires et, de l'autre, à l'intensification de la lutte armée de la part des mouvements qui refusaient toute

forme d'intégration et de médiation avec le pouvoir (Tarrow, 1989). Enfin, l'Italie se distingue des autres pays occidentaux pour l'existence de fortes entraves à liberté de la presse. Dans le rapport sur la liberté de la presse fourni par l'organisation *Freedom House* en 2013, l'Italie est définie comme un pays partiellement libre et n'occupe que la 69<sup>ème</sup> place du classement. La cause de cette anomalie italienne est essentiellement due à la concentration propriétaire des médias et à la persistance d'un cadre juridique inadapté et incapable de sauvegarder le pluralisme et l'indépendance de l'information<sup>33</sup>. Ces facteurs, ajoutés aux grosses défaillances structurelles (corruptions, mafias, évasion, lourdeur bureaucratique) face auxquelles la classe politique s'est trop longtemps révélée inefficace, voire complaisante, ont contribué à renforcer un sentiment de défiance citoyenne à l'égard des institutions. Paradoxalement, ces anomalies semblent avoir également constitué dans le même temps un moteur pour l'expérimentation de nouvelles formes d'appropriation des moyens de la communication<sup>34</sup>.

Avec le début de la généralisation des technologies de l'Internet, de nombreuses initiatives de réappropriation médiatique ont ainsi vu le jour en Italie. L'une des plus représentatives est le mouvement des *Telestreet*, un réseau de micro-télé pirates apparu au début des années 2000. Exploitant sans aucune permission les cônes d'ombre des chaînes officielles, la raison d'être de ce mouvement est de résister symboliquement au flux de la télévision généraliste. Pour les acteurs du projet, faire sa propre télé signifie avant tout arrêter d'être un téléspectateur et s'impliquer dans la vie du quartier. La diffusion de ces télé de rue sur la quasi totalité du territoire italien a créé un espace médiatique propre où la production d'information locale s'est affirmée comme moyen de réinvestir l'espace public. Un autre exemple de contestation active a vu le jour en 2009, à l'occasion du rejet de la proposition de loi sur l'immunité parlementaire<sup>35</sup> de la part de la Cour Constitutionnelle. Enflammant le débat sur Internet, les échanges autour de cette décision politique controversée a débouché sur la création d'un groupe Facebook réclamant la démission du Président du Conseil de l'époque, Silvio Berlusconi. Cette initiative, presque ludique au départ, a eu un effet de résonance énorme puisque la mobilisation de centaines de milliers d'internautes a finalement donné vie à un mouvement de masse, le *Peuple des Violettes*, qui a été à l'origine d'une manifestation populaire monstre à Rome le 5 décembre 2009. Enfin, la même année, une autre initiative importante a vu le jour : le blogueur Beppe Grillo créa son contre-parti numérique, le *Mouvement 5 étoiles*. En s'appuyant essentiellement sur la plate-forme du blog comme moyen d'échange, de socialisation et de délibération, le mouvement a obtenu un résultat inespéré aux élections législatives de 2013 au point de constituer actuellement la principale force d'opposition du pays.

Dans les trois cas, l'action contestataire se déclenche à partir de la création d'espaces informationnels autonomes reproduisant, cette fois dans une logique essentiellement citoyenne, les mécanismes de participation que nous avons observé au sein de la communauté d'Obama. Construits en dehors des logiques commerciales ou étatiques, ces lieux deviennent de nouveaux laboratoires de la critique sociale. Dans le deuxième volet de l'enquête, nous allons donc analyser le fonctionnement de ces nouveaux espaces de l'action militante, les pratiques qui s'y développent ainsi que le potentiel d'émancipation sociale dont ils sont porteurs. Bien que toutes les initiatives protestataires que nous avons décrit n'aboutissent pas à des projets efficaces et durables<sup>36</sup>, elles sont tout de même peut-être le signe qu'un processus de

---

<sup>33</sup> Ces spécificités seront approfondies dans le chapitre « Le contexte des médias en Italie » inclus dans le deuxième volets de l'enquête.

<sup>34</sup> À ce propos, Olivier Blondeau affirme que l'enjeu de l'activisme italien n'est pas uniquement d'opposer une contre-hégémonie au discours médiatique des classes dominantes mais d'accélérer le processus de déstructuration du système médiatique (Blondeau, 2007). Déstructurer ici veut dire lui permettre de s'adapter et de s'harmoniser aux exigences des contextes politiques et technologiques contemporains.

<sup>35</sup> Le « Lodo Alfano » a introduit l'immunité parlementaire pour les quatre principales charges publiques (le Président de la République, le Président du Conseil et les Présidents de la Chambre des députés et du Sénat).

<sup>36</sup> Les *Telestreet* ont été en effet amenées à fermer ou à convertir leur statut et l'action du *Peuple des violettes* s'est épuisée dans l'organisation d'un rassemblement de rue.

renouvellement des formes d'engagement est en cours.

Ces initiatives, tout en portant encore en elles les contradictions et les ambivalences propres à la communication numérique, essaient d'animer le débat public et de l'ouvrir aux citoyens ordinaires. Ainsi, les internautes qui peuplent la blogosphère et le Web social sont appelés à produire de l'information, à formuler des revendications et à élaborer des solutions collectives. Pour les activistes qui militent au sein de ces espaces, ces activités, que nous avons défini auparavant comme « pratiques info-communicationnelles militantes », semble constituer l'essence même de l'action protestataire. Conçus en opposition aux organisations politiques et au modèle des médias traditionnels, les projets contestataires italiens sont donc emblématiques d'une époque de la méfiance<sup>37</sup>.

Nous allons alors observer comment, face à la crise généralisée de la politique et à la progressive désaffection de la société civile à l'égard des institutions, les espaces numériques peuvent représenter non seulement un nouvel enjeu pour l'exécutif mais surtout un moyen efficace pour se révolter contre ses instances.

---

<sup>37</sup> Pierre Rosanvallon développe le concept de contre-démocratie pour décrire ce sentiment de défiance de la société civile à l'égard des élites. Dans ce cadre de la défiance, Internet contribue à encourager les actions de vigilance des citoyens qui, disséminée et dissimulée, peut toutefois provoquer des changements majeurs (Rosanvallon, 2006, p. 45).

**Chapitre 3**  
**La révolution du militantisme d'appareil :**  
**la mobilisation des militants de Barack Obama durant la**  
**campagne de 2008**





## **La mobilisation des militants de Barack Obama durant la campagne de 2008**

### **3.1 Cadre et objectifs de l'étude**

Les élections américaines de 2008 ont eu l'effet de réanimer le débat autour du potentiel et des enjeux politiques de l'Internet. Au lendemain de la victoire d'Obama, les politologues et la presse spécialisée du monde entier se sont ainsi focalisés sur le rôle que les nouvelles technologies de l'information et de la communication étaient censées avoir eu dans la victoire du sénateur de l'Illinois. La thèse principale qui ressortait des nombreux articles consacrés au sujet suggérait que le candidat démocrate, disposant au départ d'un poids électoral plutôt faible, n'aurait pas pu emporter l'élection sans l'appui du réseau Internet. Les arguments en faveur de cette thèse apparaissaient toutefois se fonder essentiellement sur des postulats techno-déterministes qui ne considéraient alors pas à sa juste valeur l'influence du contexte géopolitique mondial sur la prise de décision finale des électeurs.

En fait, il semble clair aujourd'hui que le candidat Obama a d'une certaine manière profité de la conjoncture politique et historique. En 2008, le bilan du double mandat de Bush était désastreux et la crise financière mondiale battait son plein. En cela, la sphère politique américaine avait besoin d'acquiescer une nouvelle légitimité internationale. Si on considère rétrospectivement le contexte de départ et le statut de l'*homo novus* dont Obama bénéficia tout au long de sa campagne, notamment du fait de ses origines mais également du fait de sa non-appartenance initiale à l'*establishment*, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'opinion publique américaine et mondiale adhéra massivement à sa figure. Mieux que quiconque, Obama était en effet en mesure d'incarner l'homme du changement. Dans un contexte de crise généralisée, son histoire personnelle se révélait symboliquement forte et sa personnalité charismatique semble avoir su réenchâter bon nombre d'électeurs déçus ou qui avaient depuis longtemps déserté les urnes. Comme on a pu le souligner à plusieurs reprises dans la première partie de ce travail, le manque de charisme s'accompagne bien souvent d'une perte de reconnaissance de la légitimité des hautes sphères du pouvoir dans les pays développés. En ce sens, l'apparition d'une nouvelle figure de leader incarnant le *soft power*<sup>38</sup>, le multiculturalisme et le changement a sans doute eu la fonction de répondre à ce vide de représentativité. Tandis que les couches sociales instruites, et plus particulièrement les jeunes, se détachaient de plus en plus des organisations politiques traditionnelles, Obama semble avoir su inverser cette tendance en 2008 en répondant à une demande globale de représentation.

Dans son livre sur Obama, Giuliano da Empoli explique comment le sénateur de Chicago a incarné par rapport aux autres candidats la même différence qui existe entre les marques *Apple* et *General Motors* (Da Empoli, 2008). En ce sens, d'un point de vue stratégique, Obama a donc aussi permis aux Etats-Unis de renouveler son image et son mythe de l'*American dream*, à la fois cause et condition de perpétuation de sa suprématie culturelle sur les consciences mondiales.

Si considérer l'influence que le contexte politique et historique a pu avoir sur l'émergence d'un nouvel acteur politique<sup>39</sup> tel qu'Obama ne peut que nous être utile pour mener à bien

---

38

Le concept de « soft power » a été introduit par Joseph S. Nye dans son ouvrage « Bound to Lead: The Changing Nature of American Power » pour décrire la capacité du pouvoir américain à obtenir des résultats favorables sans l'utilisation de la coercition mais à l'aide de moyens de persuasion touchant la sphère culturelle et le système de valeurs.

<sup>39</sup>Selon la théorie de la SOP (« Structure des Opportunités Politiques ») formulée par Charles Tilly et Sidney Tarrow (C. Tilly et S. Tarrow, 2008), l'entrée des nouveaux sujets politiques dépend d'un ensemble de facteurs politiques (comme par exemple le degré d'ouverture/fermeture de l'État ou les changements des alignements politiques). Ce modèle, considéré par de nombreux observateurs comme trop mécaniste, doit toutefois être intégré avec d'autres facteurs comme l'incidence des crises économiques, le flux de l'actualité et toute une série de

notre travail de recherche, nous limiter à cette seule approche ne nous permettra par contre pas de comprendre dans son ensemble le processus qui a amené en quelques mois un sénateur, presque inconnu au départ, à monopoliser l'espace public et médiatique mondial. L'une des principales difficultés réside dans le fait que l'élection d'Obama n'a répondu à aucune logique des mécanismes traditionnels de la sélection politique. Du coup, nous nous sommes alors interrogés sur la nature et le fonctionnement de ces nouveaux mécanismes qui ont amené un sénateur mérité à franchir le seuil de la Maison Blanche. Il nous a tout d'abord semblé évident que son statut d'*outsider* ainsi que sa confrontation lors des primaires avec Hillary Clinton, une candidate fortement ancrée dans le paysage politique du pays, ont pu inciter son équipe de campagne à mobiliser de nouvelles ressources, à diversifier et à élargir la base des sympathisants. Comme le néo-président lui-même le déclara par la suite, pour rejoindre cet objectif, l'équipe avait fait appel à un raisonnement très basique : « *il faut aller là où les gens se trouvent et aujourd'hui les gens sont sur Facebook, sur Twitter ou sur Myspace* ». Cette affirmation, aussi simple soit-elle, se révèle tout de même à rebours très importante car elle sous-entend le ciblage de catégories socio-professionnelles spécifiques, actives dans les différents espaces du web social et considérées comme potentiellement plus sensibles au message véhiculé par Obama. Ces nouveaux soutiens, qui se sont au final révélés fondamentaux pour la réussite de la campagne<sup>40</sup>, ont été repérés à partir de la mobilisation des plate-formes du web collaboratif. Dans un premier temps, l'équipe d'Obama a donc décidé d'investir principalement (bien que non exclusivement) dans l'outil numérique. Dans un deuxième temps, une fois acquise une certaine notoriété, le recours simultané à toutes les formes et tous les supports de la communication a généré l'une des campagnes les plus médiatisées de l'histoire. Nous avons alors assisté à une campagne cross-médiatique et totale visant à occuper tous les espaces et tous les supports à disposition.

Toutefois, une question reste toujours sans réponse : comment Obama a-t-il pu en arriver à gagner ? Selon les évaluations des spécialistes, l'un des secrets de la campagne a été le choix d'une modalité communicationnelle non plus articulée autour de la diffusion du message électoral mais fondée sur la participation. L'accent a été mis sur la création d'outils qui ont permis de déléguer aux militants les activités de diffusion de l'information et de coordination de la campagne.

Selon une enquête de *Wired*, publiée en mars 2008 (soit huit mois avant la date des élections), depuis son lancement, le site de campagne comptait déjà 500 000 profils créés par les militants dont 30 000 avaient déjà organisé des événements de campagne<sup>41</sup>. À la fin de la campagne, l'enquête menée par la fondation *Terranova* identifia dans ce modèle organisationnel de l'action militante et dans l'élaboration d'un message de cause les vrais ingrédients de la réussite d'Obama. Cette étude révéla que les stratégies mises en place par l'équipe aboutirent à l'inscription de dix millions de personnes sur le site dont trois millions firent des donations en ligne tandis qu'1.2 millions militèrent activement sur le terrain en ayant un contact direct (par téléphone ou par porte-à-porte) avec 68 millions d'américains. Comme la fondation elle-même le souligna à l'époque, ces chiffres étaient cinq à dix fois supérieurs à toutes les campagnes antérieures, ce qui nous fait comprendre le caractère exceptionnel de la campagne menée en

---

facteurs plus conjoncturels et même casuels qui peuvent avoir un impact sur les fluctuations de l'opinion publique.

<sup>40</sup> Les résultats des urnes, caractérisés par une forte incidence du vote des jeunes et des communautés d'immigrés dans la victoire d'Obama, prouvent que ce pari de départ a donné ses fruits. En effet, en ce qui concerne la géographie du vote du quatre novembre 2008, il est important de rappeler l'action conjointe de différents facteurs : l'enracinement dans les zones métropolitaines, la percée dans les régions tertiaires et post-fordistes, le vote des jeunes, l'apport des différentes composantes ethniques et culturelles, l'attention d'une partie non marginale de la *moral majority*, le retour au vote des ouvriers et des employés et la forte présence de la composante féminine.

<sup>41</sup> L'article de Sarah Lai Stirland "Inside Obama's Surging Net-Roots Campaign" publié le 03/03/2008 peut être consulté à la page [http://www.wired.com/print/politics/law/news/2008/03/obama\\_tools](http://www.wired.com/print/politics/law/news/2008/03/obama_tools) (dernière consultation 27/07/2013).

2008<sup>42</sup>.

Derrière l'élargissement du consensus autour d'Obama, semblait donc y avoir l'adoption d'une fine stratégie de mobilisation numérique qui avait permis de « contaminer » le réseau Internet. A partir des discours qui ont circulé après la victoire d'Obama, il nous semblait évident au début de notre enquête de penser que l'utilisation du réseau Internet avait pu favoriser la mobilisation des couches urbaines, des minorités ethniques et des jeunes d'autant qu'en regardant de plus près la répartition des votes entre les deux candidats (tableau 1 ci-dessous), ces catégories coïncident avec les groupes sociaux qui ont déterminé la victoire d'Obama en 2008.

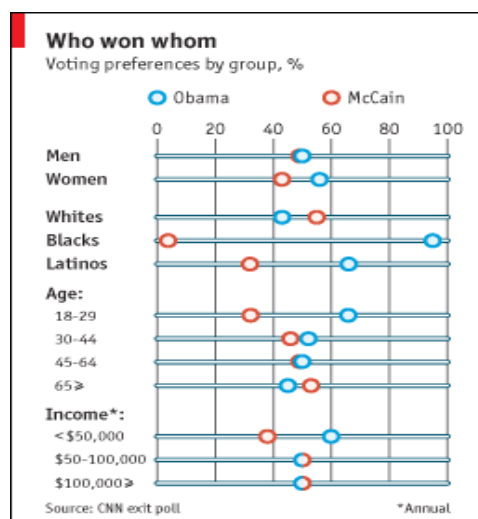


Tableau 1 : Les préférences de vote en relation au sexe, à la communauté ethnique d'appartenance, aux groupes d'âge et aux revenus etc.

Sources : CNN – Consulté le 15 décembre 2008.

Toutefois, l'idée de cibler d'autres sympathisants potentiels à travers l'Internet ne nous semblait pas constituer une réelle nouveauté. Afin de comprendre le secret de la campagne, nous avons besoin de comprendre quels outils avaient été conçus et comment ils avaient été utilisés par les militants. En d'autres mots, il fallait s'interroger sur la nature des pratiques que l'équipe d'Obama avait voulu encourager et intégrer dans la campagne. Il nous semblait en effet logique de penser que le désir d'élargir la base militante, en faisant appel aux plateformes du web collaboratif, répondait surtout à l'intérêt stratégique d'en exploiter le potentiel communicationnel.

Ces suppositions trouvaient une première confirmation dans la constitution d'une équipe issue de la culture numérique et dont faisaient partie des personnalités comme le PDG de Google Eric Schmidt et l'architecte de Facebook Chris Hughes. En 2008, le site officiel de campagne ([www.barackobama.com](http://www.barackobama.com)<sup>43</sup>), conçu par le fondateur de Netscape Marc Andreessen, représentait le modèle le plus avancé de communauté politique en ligne.

Notre premier objectif a consisté à analyser cet outil, son architecture, sa philosophie ainsi que la réaction provoquée auprès de la communauté des usagers. Afin de comprendre le rôle que le réseau Internet avait eu dans la réussite de la campagne, il était nécessaire de trouver des moyens pour mesurer les impacts (en termes qualitatifs ou quantitatifs) que les pratiques

<sup>42</sup> L'enquête de Terranova « Moderniser la vie politique : innovations américaines, leçons pour la France » est consultable à la page <http://www.tnova.fr/essai/moderniser-la-vie-politique-innovations-am-ricaines-le-ons-pour-la-france> (dernière consultation 27/07/2013).

<sup>43</sup> L'ancien domaine <http://ww25.myobama.com/> est aujourd'hui en vente et l'ancien site a été substitué par le nouveau site de campagne disponible à la page <http://www.barackobama.com/> (dernière consultation 22/07/2013).

des internautes avaient eu dans la production et la gestion des informations concernant le candidat.

Nous avons alors commencé par un travail de reconstitution de la stratégie numérique d'Obama afin d'identifier l'*Obama-sphère*, cet espace virtuel élargi qui aurait permis au candidat de gagner sa popularité. L'étude des stratégies de campagne d'Obama a été menée dans le cadre d'un travail de recherche dirigé par Michele Mezza, chargé du cours « Théories et techniques des nouveaux médias » à l'Université de Pérouse. Le travail d'un groupe d'étudiants impliqués dans le projet a été coordonné par trois tuteurs : le Prof. Mezza, l'intervenant Rocco Pellegrini et moi-même. Les résultats de la recherche ont été présentés dans l'ouvrage universitaire *Obama.net - New Media, New Politics ? Politica e comunicazione al tempo del networking*<sup>44</sup>.

L'objectif principal était donc de comprendre quel avait été le rôle des pratiques info-communicationnelles des internautes dans la création du consensus autour du candidat. D'une manière plus générale, nous avons voulu comprendre comment les nouveaux médias peuvent fonctionner pour favoriser une mobilisation politique. En effet, en se confiant aux mécanismes de la « communication de masse individualisée »<sup>45</sup> (Castells, 2006), l'équipe d'Obama a stimulé la création de dynamiques collectives tout en s'adressant et en agissant à travers l'individu. Les processus d'individualisation de la campagne ont été visibles à deux niveaux : le premier, concernant le message, a abouti à une focalisation sur la personnalité du candidat et non sur le parti politique<sup>46</sup> ; le second, se référant aux modalités de diffusion du message, a impliqué une intégration des dynamiques de communication unidirectionnelle avec le modèle de la « communication généralisée »<sup>47</sup>. En ce qui concerne le premier niveau d'individualisation, nous avons pu observer comment, à partir de son récit biographique et familial, Obama a su fabriquer une forme de légitimité aux yeux de la nation et forgé son discours politique<sup>48</sup>.

---

<sup>44</sup> *Obama.net - New Media, New Politics ? Politica e comunicazione al tempo del networking*, sous la direction de Michele Mezza, Morlacchi Editore, Pérouse, 2009.

<sup>45</sup> Dans l'article « Émergence des médias de masse individuels » paru dans le *Monde diplomatique* en 2006, M. Castells définit la « les médias de masse individuels » (« mass-self communication ») comme un phénomène constituant « une nouvelle forme sociale de communication certes massive, mais pourtant produite, reçue et ressentie individuellement ». In M. Castells (août 2006), « Émergence des médias de masse individuels », *Le Monde Diplomatique*, Paris, n°629, pp. 16-17.

<sup>46</sup> La personnalisation de la politique, encouragée par la généralisation des stratégies du marketing politique américain, peut être désormais considérée comme un trait distinctif des campagnes électorales contemporaines.

<sup>47</sup> Les « relations publiques généralisées », concept développé par B. Miège et Y. Haye, constituent le quatrième modèle de l'action communicationnelle. Apparu à partir des années 1980, ce modèle repose sur toutes les actions et les campagnes des entreprises, des communautés territoriales, des collectivités publiques ou des organisations de la société civile. Ce nouveau modèle communicationnel généralisée est amplifié par les nouvelles technologies de l'information et de la communication mais il agit d'une manière simultanée aux modèles émergés dans le passé et encore présents aujourd'hui correspondant à la presse d'opinion, la presse commerciale de masse et aux médias audiovisuels de masse (Miège, 1997, 2010). En s'inspirant du concept de B. Miège et de Y. Haye, avec l'expression de « modèle de la communication généralisée », nous voulons donc indiquer un modèle de communication complexe, fragmenté et multi-nodal.

<sup>48</sup> L'élaboration de ce récit (qui doit être interprétée dans le sens de l'activité de « storytelling » décrite par Salmon en 2008) débuta en 2004 quand le sénateur de l'Illinois tint un discours à Boston en occasion de la convention des démocrates qui amena John Kerry à l'investiture pour les élections de cette année-là. C'est à cette occasion qu'Obama raconte pour la première fois l'histoire de sa famille, d'un père kenyan qui a quitté son village pour réaliser les rêves de son propre père, un humble cuisinier au service des anglais. À partir de ce discours, il devient évident que son histoire personnelle n'est pas seulement une stratégie pour émouvoir l'électorat mais elle correspond également à un projet politique précis. La vie d'Obama est politique parce qu'elle touche les points névralgiques d'un débat encore irrésolu aux États-Unis : une mère progressiste post-soixante-huitarde, un père noir qui n'a jamais réalisé ses rêves, une grand-mère qui habite dans un village dévasté par la malaria et la pauvreté. Obama constitue l'emblème des deux Amériques : celle d'Harvard et celle des quartiers les plus délabrés de Chicago. Il incarne la fragmentation, la diversité et, pourquoi pas, le paradoxe des États-Unis d'Amérique. Lors de cette convention de 2004, il exprima également son opposition à la guerre en Irak, thème qui deviendra l'un de ses chevaux de bataille lors de la présidentielle de 2008. La transcription du discours de la convention des démocrates de Boston est disponible sur le site du *Washington Post* à la page <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A19751-2004Jul27.html> (dernière consultation 22/07/2013).

En se rattachant à son parcours personnel, Obama représentait l'essence même du rêve américain et sa concrétisation<sup>49</sup>. Conscient de la force symbolique de la vie d'Obama, David Axelrod, le chef de campagne, a su convertir la biographie du candidat en un produit marketing global. Cette stratégie, fondée principalement sur la personnalisation du message et l'élaboration d'une narrativité puissante développée autour des concepts de changement et d'espoir, n'avait pourtant rien de nouveau. Dans son ouvrage paru en 2008, Salmol décrit l'émergence de stratégies fondées sur l'utilisation du récit (le *storytelling*) dans le domaine du marketing politique<sup>50</sup>. L'aspect le plus intéressant ne concernait donc pas tant le processus d'élaboration du message de la part de l'équipe de campagne mais la recherche de nouveaux émetteurs qui auraient dû l'intérioriser et le restituer. Le réseau Internet semblait donc avoir été appelé à se joindre aux autres médias et à devenir un sujet de la communication à part entière et non plus uniquement la cible. Conscients des nombreuses ambivalences auxquelles donne lieu la question épineuse de l'autonomie de l'utilisateur<sup>51</sup>, ce discours initial autour de la rupture a fonctionné, toutefois, comme une sorte de provocation intellectuelle qui nous a permis d'aller chercher les innovations stratégiques proposées par l'équipe d'Obama.

En assumant cette posture initiale, nous avons sondé les mécanismes, les idées, les relations et les modèles d'organisation qui, tout au long du temps d'incubation de la candidature, ont permis la réalisation du projet Obama. Afin de comprendre pourquoi l'attention des internautes s'était concentrée massivement sur le sénateur métis<sup>52</sup>, nous nous sommes alors penchés sur l'analyse du site de campagne du candidat (les outils, la structure des liens et le trafic) et sur la réponse apportée par le réseau Internet (analyse du trafic des plate-formes qui pointaient vers le site du candidat). Cette enquête nous a permis d'identifier une sorte de paradigme de la mobilisation en ligne et les pratiques qui lui sont propres. Elle a également fait émerger le potentiel politique d'Internet, sa capacité d'optimiser et d'amplifier un projet collectif, de faire converger une infinité de contributions et de savoirs pour une même cause. Toutefois, ne soyons pas naïfs car il est évident que si les usages « engagés » et « solidaires » des NTIC sont potentiellement émancipateurs, ce même potentiel est le plus souvent récupéré et orienté à des fins plus « commerciales ». L'analyse des pratiques développées par les militants

---

<sup>49</sup> De père kenyan et de mère américaine, Obama représente autant la communauté afro-américaine que celle des blancs. Son activisme dans les quartiers difficiles de Chicago démontre son empathie à l'égard des couches les plus démunies tandis que ses brillantes études à Harvard récompense l'intellect des plus érudits. En 1990, Obama devient le premier directeur noir de la "Harvard Law Review". Toutefois, quand la maison d'édition *Time Books* lui propose de publier un livre autour des questions raciales aux États-Unis, Obama n'y arrive pas. Il choisit, par contre, de re-parcourir l'histoire de sa propre vie, de suivre les traces d'un père qu'il n'a rencontré qu'une seule fois quand il était enfant. Quelque temps après, il publie *Les rêves de mon père*, livre dans lequel il raconte, d'une manière sincère et épurée de lyrismes, les souvenirs de son enfance passée entre les plages de Hawaii et Djakarta et puis son parcours universitaire à l'Université de Columbia.

<sup>50</sup> Selon l'analyse de Salmon, le discours politique contemporain s'éloigne de plus en plus de l'univers idéologique et se rattache à celui de la fiction. En effet, il ne s'agit plus de créer une contre-réalité afin d'orienter l'opinion publique mais de coudre un univers narratif où s'affrontent des héros et des anti-héros et dans lequel le citoyen est appelé à participer (Salmon, 2008).

<sup>51</sup> Dans les années 1990, il émerge l'approche dite de la « socio-politique des usages » où l'usage des TIC est encadré, voir limité, par des contraintes techniques (l'architecture des outils prédispose son usage) ; par une logique de l'offre (la logique du profit est antérieure au processus d'appropriation) et par une logique sociale (statut social et compétences de l'utilisateur). La problématique des usages est donc replacée au carrefour de différentes logiques (Vedel et Vitalis, 1993). Ces thématiques sont partiellement reprises par l'approche socio-économique soulignant l'emprise des logiques marchandes et la nécessité d'ancrer les usages dans leurs contextes sociaux. Dans cette perspective, B. Miège développe la théorie de « l'ancrage social » selon laquelle l'innovation technique doit être conçue comme une conséquence des flux informationnels déterminés par le marché (ce qu'il appelle le processus de « l'informationnalisation » et comme un produit social (Miège 2007).

<sup>52</sup> Comme les résultats des urnes l'ont montré, dans certaines couches sociales et zones métropolitaines, le consensus autour d'Obama a rejoint des niveaux quasi plébiscitaires. À titre d'exemple, lors de sa première élection, Obama a remporté 95 % des votes dans la ville de Washington.

d'Obama en 2008 doit donc être également comprise selon une logique instrumentale qui opère bien antérieurement à l'usage et qui, donc, conditionne les pratiques militantes présentées comme spontanées et émancipées de toute influence.

Or, si la participation et l'engagement du citoyen profitent uniquement au pouvoir, il devient difficile de parler d'émancipation ou d'*empowerment* au sens propre car au final la véritable logique opérante, certes plus subtile et voilée, est une logique de consommation<sup>53</sup>.

---

<sup>53</sup> Ces mêmes contradictions traversent d'ailleurs l'ensemble du web collaboratif où derrière le potentiel de démocratisation de la prise de parole, opère souvent une nouvelle forme « participative » de production de la valeur. Dans l'ouvrage *Le Web collaboratif. Mutations des industries de la culture et de la communication*, Bouquillion et Matthews abordent le web collaboratif selon la logique économique qui lui est propre et, de cette manière, rompent avec la vision presque utopique que cet univers, fascinant et dense de contradictions, peut dégager (Bouquillion et Matthews, 2010).

### 3.2 TIC et politique : une union sacrée pour l'Amérique

Les États-Unis ont toujours été un pays précurseur dans l'utilisation des nouvelles technologies de la communication. C'est essentiellement là-bas qu'à partir de son ancêtre, l'Arpanet, fut conçu et réalisé le projet du réseau Internet. Ce primat technologique concerne également le domaine de la communication institutionnelle. Dans le champ politique, le premier à innover fut certainement Franklin Delano Roosevelt qui, à partir de 1933, instaura les « *fireside chats* » (littéralement : « conversations au coin du feu de cheminée »), des allocutions radiophoniques directes à la nation abordant les thèmes politiques chers à son époque<sup>54</sup>. Les « *fireside chats* » lui permettaient non seulement d'expliquer des choix impopulaires ou de résoudre des controverses mais elles encourageaient une relation intime avec les citoyens. Si cette réduction de la distance entre sphère publique et sphère privée a constitué un changement important dans l'approche de la communication politique, cette initiative de Roosevelt n'était qu'un début, au point de sembler aujourd'hui banale et désuète. Dans les années 1960, avec l'arrivée de la télévision dans les foyers, John Fitzgerald Kennedy inaugurerait quant à lui l'époque de la visibilité et du voyeurisme permanents en sachant occuper le petit écran.

Dans les années 1970, le scandale du *Watergate* marqua un tournant important dans le système de relations liant la Maison Blanche aux médias. À partir de cette date, les efforts visant à occuper un espace dans la sphère médiatique et, surtout, à prévenir les risques de messages critiques, devinrent des tâches essentielles pour la gestion du pouvoir. Au-delà des efforts pour capter l'attention des médias et, donc, de l'électorat, le gouvernement américain prit également conscience de l'importance de se doter d'outils de communication propres, aptes à fonctionner même en dehors des périodes de campagne. Dès 1969, sous l'administration Nixon, le gouvernement inaugura le « White House Office of Communication », chargé de développer et de promouvoir l'agenda du président auprès des médias. Mais l'attention portée aux stratégies communicationnelles devint véritablement une composante essentielle de l'action politique sous la présidence de Ronald Reagan. Les responsables de la communication présidentielle étaient en effet chargés d'élaborer quotidiennement une ligne éditoriale et des messages institutionnels appropriés qui devaient ensuite être diffusés autant que possible par la presse. Cette stratégie avait la fonction d'orienter les discours des médias et de prévenir la diffusion de contenus dérangeants. Le travail d'anticipation permettait ainsi au gouvernement d'avoir toujours le premier mot, d'éviter les critiques et d'élaborer une communication efficace en fonction de l'agenda législatif.

L'entrée de l'Internet à la Maison Blanche a eu lieu durant la présidence Clinton. En 1994, le président inaugura le premier site web de la Maison Blanche et obligea toutes ses administrations à se connecter au réseau Internet. Toutefois, il s'agissait encore d'expériences « primitives » qui n'avaient pas encore réellement réussi à modifier les modèles communicationnels de l'exécutif. La même évaluation peut être faite au sujet des nouveautés introduites pendant les deux mandats de Bush. Au début de son premier mandat, Bush promit que son site aurait transformé la Maison Blanche en une « maison de verre ». Cependant, alimenté en contenus par seulement six rédacteurs, le site n'a en fait été utilisé que comme moyen secondaire de communication.

Si l'introduction des nouveaux outils technologiques n'a pas produit de changements significatifs immédiats, la stratégie communicationnelle dans son ensemble a quand même évolué au fil du temps. Entre Reagan et Clinton - et le phénomène s'accroît encore plus suite aux attentats du 11 septembre - la vieille logique des *spin doctors* s'est progressivement vu remplacer par une approche de plus en plus narrative (Salmon, 2008). Cette inversion de

---

<sup>54</sup> À la page <http://www.presidency.ucsb.edu/fireside.php> (dernière consultation 22/07/2013), il est possible de consulter les transcriptions de l'ensemble des *fireside chats* du président Roosevelt.



tendance doit être aussi interprétée en relation avec un processus plus général de « spectacularisation » de la politique (Castells, 2009). Dans ce nouveau cadre communicationnel, l'arène électorale n'est plus seulement un lieu de confrontation idéologique mais se transforme de plus en plus en une mise en scène de la politique. Mais en quoi alors l'équipe d'Obama se différencie-t-elle des « spin doctors » de la tradition américaine ? L'utilisation du web 2.0 suffit-elle pour affirmer le passage à une nouvelle époque de la communication institutionnelle ? Obama n'a pas été le premier à expérimenter le potentiel de la toile en période électorale. En 2000, le réseau Internet s'était déjà fortement mobilisé en faveur d'Al Gore contre Bush mais alors cette mobilisation n'avait pas été couronnée de succès. Après lui, en 2004, à l'occasion des primaires du parti démocrate, Howard Dean décida lui aussi d'exploiter, d'une manière stratégique et consciente, les potentialités du web dans l'élaboration de sa campagne. Passé à l'histoire comme le candidat né sur Internet, il créa une plate-forme numérique vouée à la communication, à la participation et à la récolte de fonds<sup>55</sup>. Même si sa stratégie n'a pas produit les résultats espérés puisqu'il perdit les primaires contre John Kerry, le soutien des réseaux *Drupa* et *MeetUp* dans l'organisation du travail des volontaires ainsi que l'efficacité du système des donations en ligne avaient déjà donné une impulsion importante à l'entrée du web dans les campagnes présidentielles. Quatre ans plus tard, cette phase d'expérimentation a explosé dans un flux incessant de messages provenant de Twitter et des téléphones portables et dans la tempête de vidéos postées sur Youtube.

Ainsi, considérant l'ancienneté des liens entre les TIC et la politique américaine, il n'a pas été facile d'identifier l'arme secrète d'Obama, son élément distinctif. Cependant, notre enquête semblait être justifiée par l'émergence d'une nouvelle philosophie de la communication visant non plus à utiliser le réseau comme raccourci pour rejoindre un public plus vaste mais avant tout comme un moyen pour faire dialoguer les gens entre eux sans qu'ils s'aperçoivent de la présence des processus de médiation.

### 3.3 La mise à jour des outils de campagne traditionnels

Will Straw, collaborateur du *think tank* progressiste du *Center for American Progress*, affirme qu'Obama a réussi à battre Hillary Clinton grâce à son choix de décentraliser sa campagne ce qui a consenti aux comités locaux de développer et de gérer en autonomie des stratégies adaptées à chaque contexte territorial (Straw, 2008). En rejoignant l'idée de Will Straw, Ben Brandzel, le directeur de la campagne en ligne de la Caroline du nord, souligne que la connaissance profonde des dynamiques démographiques, socio-économiques et culturelles de chaque comté et district électoral est un aspect essentiel pour la planification d'une stratégie électorale efficace. Sans connaître la carte politique de la région, il est impossible d'établir des objectifs réalistes afin d'obtenir la victoire. Le cas de la Caroline du nord est emblématique. L'Etat, traditionnellement conservateur et où d'ailleurs George W. Bush avait facilement gagné en 2000 et en 2004, a vu en 2008 la victoire des démocrates avec un peu plus de 13 000 votes d'écart. Il s'agit de l'un des *red states* emportés par Obama et dont la conquête a été déterminante pour le résultat final. La capacité du candidat à concentrer les efforts sur les circonscriptions urbaines (de Raleigh, Charlotte, Greensboro et Fayetteville) a été décisive. En effet, c'était seulement parmi l'électorat urbain que le parti démocrate pouvait espérer obtenir le consensus d'un Etat traditionnellement républicain et où le deux tiers des districts ont supporté McCain. L'action de l'équipe d'Obama, en se concentrant sur les couches électorales les plus prédisposées à croire dans son message, comme les jeunes, les femmes et les minorités, a réussi à creuser un écart suffisant pour voler l'Etat au « Big Old Party ». Ce schéma, consistant à laisser une grande liberté tactique et organisationnelle aux comités électoraux locaux, a permis à Obama de gagner dans pratiquement tous les *swing states* où Bush l'avait

---

<sup>55</sup> Une version mise à jour de la plateforme d'Howard Dean est disponible à la page <http://democracyforamerica.com/> (dernière consultation 22/07/2013). L'expérience de Dean est décrite dans un article de Wired disponible à la page <http://www.wired.com/wired/archive/12.01/dean.html> (dernière consultation 22/07/2013)

emporté en 2004. Mis à part les Etats du Sud inexorablement conservateurs, McCain n'a réussi qu'à défendre le Missouri.

En exploitant le potentiel des nouveaux médias dans le filtrage, la diffusion et le stockage d'informations, les organisateurs de la campagne d'Obama ont su tirer profit de la mise à jour continue des bases des données alimentées par les volontaires sur la totalité du territoire national. Il y a eu un engagement constant voué à accroître le nombre des militants à travers la récolte capillaire des adresses électroniques et des numéros de téléphone des citoyens actifs. Du virtuel au réel, l'objectif était de créer un réseau de militants motivés et capables d'exploiter la pointe des technologies de la communication pour convaincre leurs *cercles sociaux* (Simmel, 1996). Le travail des militants a aussi été fondamental pour inciter les électeurs tièdes ou indécis à se rendre aux urnes le jour des élections. Les électeurs de cette catégorie, identifiés généralement à travers les registres de campagne, recevaient des visites directes, en porte-à-porte, ou des appels téléphoniques en coïncidence avec les rendez-vous électoraux. Le kit du militant, contenant les coordonnées des électeurs potentiels, était téléchargeable en ligne dans la section dédiée à la communauté (l'espace *myobama.com*). Au cours des dernières années, le progrès technologique a permis la mise en place de bases de données très détaillées et la constitution d'un véritable registre électoral recensant des millions de citoyens. Ces données ont permis aux analystes et aux « *spin doctors* » de construire des campagnes *ad hoc* et des messages finement personnalisés.

En 2004, Karl Rove avait démontré une capacité magistrale dans la lecture et l'emploi de ces données pour convaincre les évangélistes à voter en masse pour Bush. David Plouffe et David Axelrod, respectivement le « *campaign manager* » et le « *chief strategist* » d'Obama, ont fait de même, à la différence que, cette fois, les efforts se sont dirigés surtout vers ceux qui n'avaient jamais voulu ou pu s'inscrire sur les listes électorales auparavant (les jeunes âgés de moins de 25 ans ou les minorités afro-américaine et hispanique). Pour repérer ces jeunes, les volontaires ont d'abord quadrillé l'ensemble du territoire, en se rendant par exemple dans les bars ou sur les campus ; puis, par le biais de SMS et de mails, ils ont diffusé les renseignements sur les initiatives de la campagne au niveau local. Cette nouvelle forme de coordination du travail des volontaires s'est au final imposée comme l'un des secrets du succès de la triade Obama-Plouffe-Axelrod. Gérés d'une façon efficace et extrêmement économique, grâce au système informatique nommé *The Donkey*, les volontaires ont été contrôlés en permanence, évalués et motivés à travers les événements sur le terrain. Dès les primaires, le système a permis de repérer les sujets les plus actifs et les plus talentueux dans la mobilisation du consensus et la récolte des fonds. La sélection des volontaires s'est déroulée selon la logique des *caucus*, des assemblées électives directes. Les supports en ligne ont contribué à optimiser l'activité des militants. Grâce aux outils disponibles dans l'espace *myobama.com*, les activistes ont pu créer des groupes et impliquer leurs réseaux de connaissances dans la campagne.

La question consistant à savoir si c'est le cadre symbolique ou l'aspect organisationnel qui a été la clé de voûte de la victoire d'Obama en 2008 reste cependant ouverte.) Tenant d'une position cognitiviste, Brandzel affirme que le résultat des élections présidentielles de 2008 a été principalement influencé par la puissance du message et par l'engagement avec lequel un grand nombre de collaborateurs, d'activistes et de volontaires a contribué à le diffuser. Il est fondamental selon lui « *d'oublier le mythe de la prépondérance de l'instrument technologique sur la substance politique* ». A ses yeux, l'aspect culturel a beaucoup compté dans cette élection. Les gens ont été convaincus par une narrative, une histoire fascinante capable de conjuguer les caractères typiques du rêve américain avec les moments les plus symboliques de la lutte pour les droits civils aux États-Unis. L'utilisation consciente des technologies, de l'e-mailing, des SMS, des réseaux sociaux, des appels téléphoniques et de la récolte des données n'a eu, selon lui, qu'un rôle secondaire par rapport aux contenus. À ses yeux, réveiller l'enthousiasme et la participation autour d'idées fortes a constitué une tâche beaucoup plus compliquée. Si nous reconnaissons l'importance de l'aspect symbolique et de la puissance de la narrative construite autour d'Obama, nous pensons aussi qu'un bon programme et une excellente rhétorique ne

sont peut-être pas suffisants pour gagner une élection présidentielle aux États-Unis. Nous allons alors montrer comment l'intégration de stratégies traditionnelles avec des techniques innovantes et la connexion entre les deux niveaux de la mobilisation, en ligne et hors ligne, ont été décisives pour accroître la popularité du candidat. L'action des militants, certes motivés par un discours convainquant, s'est basée sur une intensification des pratiques info-communicationnelles visant à rejoindre, renseigner et persuader chaque électeur potentiel parmi les amis, les connaissances et les usagers du web. Nous allons donc voir comment le Parti démocrate a su interpréter la portée et le rythme de la révolution numérique et l'intégrer dans la machine du parti traditionnel.

### 3.4 : Le système de financement

Pour solliciter les dons de campagne auprès des particuliers, l'équipe d'Obama a mis en place un système d'e-mailing qui s'est révélé pour le moins efficace puisque la somme finale récoltée a constitué le record absolu de toute l'histoire des présidentielles américaines : plus de 639 millions de dollars furent récoltés dont une grosse partie correspondait à de petites donations privées effectuées sur Internet<sup>56</sup>. L'attention dédiée à la génération Internet ainsi que l'intuition, réellement révolutionnaire, de se concentrer, au moins en ce qui concerne les primaires, sur les petits donateurs plutôt que sur les grands, plus enclins à soutenir Hillary Clinton, ont joué un rôle décisif dans la course pour la présidence. La stratégie de la personnalisation du message a également défini le système de financement. À l'occasion de chaque rencontre publique, les participants étaient invités à fournir leurs coordonnées ce qui a permis la constitution d'une base de données de donateurs potentiels, sollicités ensuite périodiquement en ligne. Les appels au don eurent toujours lieu à des moments clés de la campagne : les primaires, les congrès du parti démocrate ou les débats télévisés. En outre, les demandes de contribution étaient toujours liées à des objectifs spécifiques (comme par exemple l'achat d'espaces publicitaires à diffuser dans les *swing states* décisifs ou la formation des jeunes organisateurs des communautés locales) et vérifiables par les donateurs.

En améliorant le système déjà mis en place par Howard Dean auparavant, le fonctionnement vertical des financements a été intégré à un système ouvert aux privés et rendu, stratégiquement, participatif. La donation est de la sorte devenue un moyen d'adhérer à la cause d'Obama, une manière de se sentir part active d'un mouvement social très large. Si sur le plan des financements la stratégie numérique d'Obama s'est montrée d'une efficacité redoutable, il convient néanmoins de rappeler, qu'à la fin de la campagne, les dépenses télévisuelles d'Obama ont représenté la part la plus importante des investissements globaux consacrés à la promotion médiatique (309 millions de dollars investis à la télévision contre quatorze millions pour les médias numériques).

Dans le tableau ci-dessous, il est possible de consulter les investissements effectués par les deux candidats dans les différents types de médias.

---

<sup>56</sup> Selon la fondation Terra Nova, plus de trois millions de citoyens ont soutenu économiquement le sénateur de l'Illinois. L'enquête de Terranova « Moderniser la vie politique : innovations américaines, leçons pour la France » est consultable à la page : <http://www.tnova.fr/essai/moderniser-la-vie-politique-innovations-am-ricaines-le-ons-pour-la-france> (dernière consultation 27/07/2013).

**Tableau 2 : Investissements du candidat Obama dans les différents médias**

<b>Media</b>	<u>Broadcast Media</u>	\$308,964,991
	<u>Print Media</u>	\$15,355,720
	<u>Internet Media</u>	\$14,037,426
	<u>Miscellaneous Media</u>	\$1,237,317
	<u>Media Consultants</u>	\$214,001

**Tableau 3 : Investissements du candidat McCain dans les différents médias**

<b>Media</b>	<u>Broadcast Media</u>	\$63,491,897
	<u>Miscellaneous Media</u>	\$50,059,497
	<u>Internet Media</u>	\$4,654,183
	<u>Media Consultants</u>	\$625,741
	<u>Print Media</u>	\$5,117

Source : [www.opensecrets.org](http://www.opensecrets.org)

Le montant astronomique consacré à la télévision par Obama indique que, malgré l'importance de l'Internet dans la constitution de la notoriété du candidat, les médias traditionnels ont finalement conservé le premier rôle dans le domaine de la communication politique. Ce constat objectif ne peut donc qu'amener à relativiser l'enthousiasme de bon nombre de commentateurs de l'époque qui avaient alors cru voir dans la campagne d'Obama une matérialisation de la révolution 2.0. Si l'usage du numérique en tant qu'outil de mobilisation a indéniablement participé à la victoire de l'alors sénateur, son apport n'a pas pour autant été l'élément décisif ou déterminant de cette victoire. Mais n'étant encore d'une certaine manière qu'à la préhistoire du numérique, il est évident que la tendance ne fera que s'accroître au fil du temps. En cela, il est intéressant d'analyser la campagne d'Obama comme étant la première à avoir rationalisé un usage stratégique de l'Internet et du numérique en général.

## 3.5 : La stratégie de mobilisation

### 3.5.1 : Méthode

Le site officiel de campagne ([www.barackobama.com](http://www.barackobama.com)) a représenté un outil essentiel pour la compréhension des stratégies électorales mises en place par l'équipe du candidat démocrate. L'analyse du site a été conduite à travers l'adoption de deux méthodes principales : l'observation participante de la communauté politique (bien évidemment adaptée à l'environnement numérique) et différents outils d'analyse du trafic. En première instance, nous avons donc effectué une inscription sur la plate-forme, pris connaissance des thèmes, des contenus, des initiatives et des activités des groupes qui s'étaient formés à partir de cet espace. En devenant membre de la communauté, nous avons alors eu la possibilité de consulter les *mailing lists* et l'ensemble des communications adressées aux usagers par l'équipe de campagne. La méthode de l'observation participante a été ensuite complétée par une analyse stratégique effectuée à l'aide de trois outils informatiques : la suite des logiciels *Micro-Sys*, le moteur de recherche *Compete* et les services en ligne mis à disposition par *Alexa* et *Google*.

La plate-forme *Micro-Sys* donne accès à une suite de logiciels payants et gratuits conçus spécifiquement pour l'optimisation des sites web. En utilisant la suite des logiciels gratuits<sup>57</sup>, il est possible de générer la cartographie d'un site, de repérer les mots-clés relatifs à son contenu ou encore d'effectuer des analyses approfondies sur la configuration des liens. Le moteur de recherche *Compete*<sup>58</sup>, utilisé généralement par les entreprises pour optimiser leurs opérations de marketing en ligne, nous a permis d'obtenir des informations détaillées sur le trafic des différentes ressources du site de campagne. Les services en ligne offerts par *Alexa*, permettant d'identifier d'une manière immédiate le *page rank* et les informations de base concernant le trafic, ont constitué un outil d'analyse supplémentaire qui nous a permis de réaliser des comparaisons entre les différentes sources de données.

À l'aide de ces supports, nous avons pu reproduire la structure et la cartographie du site d'Obama montrant l'ensemble des liens entrants et sortants.

Une fois repérées les informations concernant la stratégie du site de campagne, nous nous sommes intéressés à la réponse que le réseau Internet avait donné à l'appel du candidat en 2008. Outre les données concernant le trafic interne du site, nous avons aussi inclus dans l'enquête d'autres plate-formes numériques. À ce propos, l'opération principale que nous avons effectué a consisté dans la recherche du nombre de messages contenant le nom d'« Obama » dans les différents réseaux sociaux mobilisés dans la présidentielle de 2008. Afin de pouvoir quantifier correctement la présence d'Obama sur le réseau, nous avons effectué les mêmes opérations pour les deux autres candidats principaux, John McCain et Hillary Clinton. Cette deuxième partie de l'enquête nous a permis de quantifier la réponse des internautes (en termes de nombre de contenus générés par les usagers) aux campagnes des différents candidats. La méthodologie de cette étude sera détaillée au fur et à mesure que nous procéderons à la présentation et à l'analyse des données relatives aux différentes ressources numériques.

### 3.5.2 : Analyse du site de campagne : la structure et les outils

Le principal outil de gestion et de coordination de la mobilisation en ligne a été le site officiel de campagne ([www.barackobama.com](http://www.barackobama.com)). En effectuant l'inscription au site et en créant un compte (ce qui a demandé l'insertion d'une adresse postale aux États-Unis), il a été possible d'en observer le fonctionnement et les outils mis en place.

Conçu par Marc Andreessen et développé par Chris Hughes, ce site (voir Image 1) se présente comme une version optimisée de la plate-forme créée par l'équipe d'Howard Dean en 2004 (voir Image 2). L'accent sur la section de la récolte des fonds (« Please donate » sur le

---

<sup>57</sup> La suite des logiciels est disponible à l'adresse <http://www.microsystools.com/products/> (dernière consultation 22/07/2013).

<sup>58</sup> L'adresse officiel de ce moteur de recherche est disponible à la page <https://www.compete.com/> (dernière consultation 22/07/2013).



site d'Obama et « Contribute » sur celui de Dean), marquée en rouge dans les deux sites et disposée en haut à droite de la page d'accueil, est très similaire. Dans le menu principal de la page d'accueil d'Obama, nous pouvons aussi observer la présence de la rubrique « Media » (à laquelle correspondait sur le site de Dean l'onglet « Press Room ») qui contenait tous les fichiers relatifs à la presse avec une section spéciale dédiée aux téléchargements. Toutefois, dans la version d'Obama, on remarque la présence du sous-onglet « Mobile », absent sur le site de Dean, et permettant aux usagers de recevoir les mises à jour directement sur leur téléphone portable.

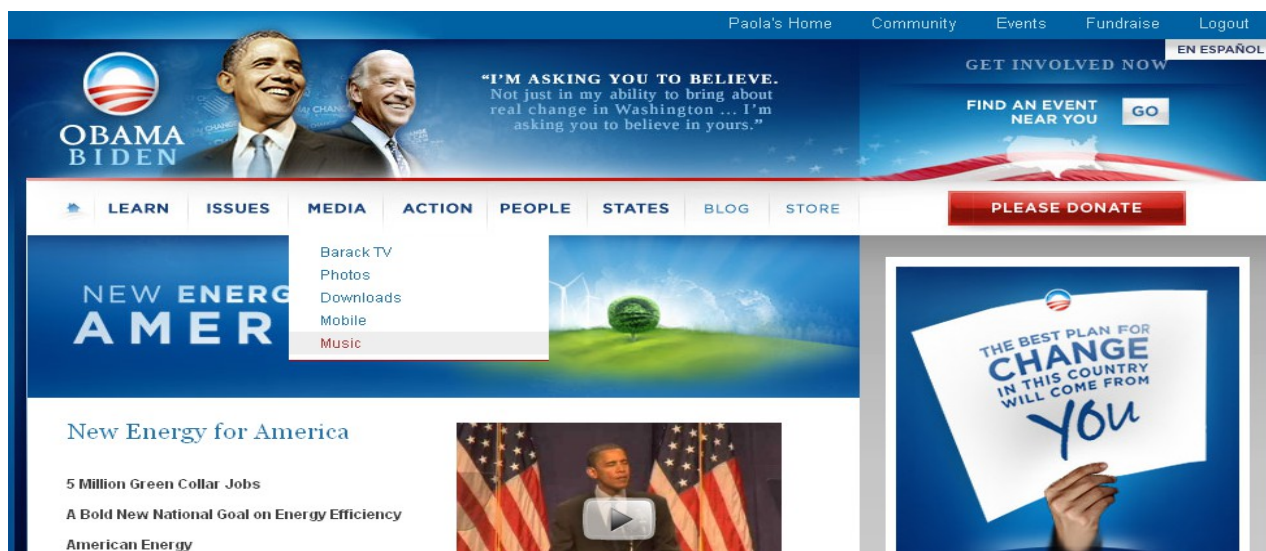


Image 1 : Copie d'écran de la page d'accueil du site d'Obama – 20 octobre 2008.



Image 2 : Copie d'écran de la page d'accueil du site Democracy for America qui avait hébergé la campagne d'Howard Dean – 20 octobre 2008.

Dans la page d'accueil du site d'Obama, nous pouvons également remarquer la présence de liens pointant vers seize différents réseaux sociaux alors que la page d'Howard Dean n'en proposait que six.

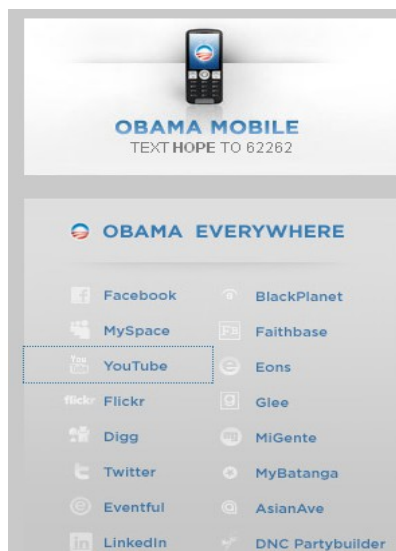


Image 3 : Copie d'écran de l'application de gestion de la campagne destinée à la plate-forme mobile et permettant de visualiser la liste des réseaux sociaux qui pouvaient être liés au compte myobama - 25 octobre 2008.

Comme le montre l'image 3 ci-dessus, les mises à jours des comptes Obama dans les différents réseaux sociaux étaient également visibles sur la plate-forme mobile. Cette densité des plate-formes et des supports utilisés dans la campagne témoigne, d'une part, de la recherche d'une synergie avec l'hémisphère du web social et, d'autre part, de la volonté de favoriser l'intégration entre les différents médias et supports de la communication.

Sur le site d'Obama, nous pouvons remarquer une division spatiale nette entre l'espace voué à la communication médiatique officielle (situé en haut à gauche et comprenant les rubriques « *Issues* » et « *Media* ») et l'espace de la participation (situé à droite et permettant de s'engager : « *Get involved now* »), de trouver un événement dans son territoire (« *find an event near you* ») et d'effectuer une donation : « *Please donate* »). Il s'agit donc d'un espace complexe fonctionnant à la fois comme un outil classique d'information et comme un moyen individualisé de participation politique. Dans la section de gauche, le site contenait les 25 thèmes (« *Issues* ») que l'équipe d'Obama a affronté pendant la bataille présidentielle. Chaque thématique était analysée et reliée aux trois objectifs principaux que le candidat se proposait de réaliser une fois gagnées les élections. Les liens aux vidéos, aux opinions des experts et aux comparaisons avec le programme républicain étaient nombreux. À l'intérieur de cette rubrique thématique, l'électeur pouvait échanger avec l'équipe de campagne en présentant son point de vue personnel.

L'aspect le plus intéressant est toutefois constitué par le fonctionnement de l'espace dédié à la communauté. Son originalité est constituée avant tout par sa capacité d'interagir avec l'ensemble des espaces (numériques et physiques) mobilisés par la campagne. En effet, les concepteurs du site ont réussi à produire une convergence efficace entre différentes plate-formes (blogs, *focus groups*, réseaux sociaux et micro-blogging) et différents appareils technologiques (ordinateur, téléphone portable et iPhone). En d'autres termes, l'équipe d'Obama a réussi à tenir tête au rythme frénétique de la « révolution numérique ». L'écart entre le nombre des réseaux sociaux mobilisés dans la campagne de Dean et d'Obama nous donne un aperçu de la vitesse à laquelle les nouvelles plate-formes sont intégrées dans la vie sociale. Twitter, par exemple, créé seulement en 2008, n'a logiquement pas pu être exploité dans la campagne d'Howard Dean. Or, le nouveau système de *micro-blogging* s'est affirmé comme un outil clé pour répondre aux exigences organisationnelles des volontaires. Au-delà



de l'évident charisme d'Obama, nous pouvons donc supposer que l'utilisation d'une stratégie orientée vers la participation ainsi que la grande variété de plate-formes mobilisées dans la campagne ont constitué des facteurs décisifs pour accroître la popularité du candidat. « *This is your campaign* », le premier post publié par Joe Rospars (le directeur des nouveaux médias) sur son blog le jour du lancement de la campagne, est révélateur d'une stratégie essentiellement construite sur les mécanismes de la délégation. Les messages visualisés en haut à droite de la copie d'écran (Image 1) sont cohérents avec cette philosophie de l'*empowerment* et de la décentralisation<sup>59</sup>. Le concept était simple et immédiat : il s'agissait d'encourager une nouvelle forme de porte-à-porte électronique qui pouvait bénéficier du potentiel de diffusion viral d'Internet. Dans la page d'accueil du site, l'onglet « *Join the movement* » était mis en évidence. Suite à la création d'un compte *myobama*, l'utilisateur venait immédiatement informé des initiatives et des comités actifs dans son territoire et pouvait recevoir des mises à jour et des invitations personnalisées. Les nouveaux membres avaient ainsi la possibilité d'adhérer et de contribuer aux projets en place, de participer aux débats ou de créer de nouveaux groupes locaux. En effectuant l'inscription au site et en contactant les usagers de sa propre ville, de son quartier ou milieu professionnel, tout le monde avait la possibilité de gérer sa propre campagne pour Barack Obama. L'espace *myobama.com* était également doté d'une « digital toolbox » complète permettant aux volontaires de participer à l'organisation de la campagne, de planifier des événements ou de récolter de fonds en autonomie. Une fois qu'il avait adhéré au mouvement, chaque nouveau volontaire avait à disposition des numéros de téléphone à appeler, un kit pour le porte-à-porte, une liste de personnes à contacter qui pouvait contenir jusqu'à quarante-huit informations sur chaque électeur potentiel. Outre ce système de délégation des activités de campagne, les militants pouvaient décider de lier leur blog ou leur site web au compte *MyBo* (*myobama.com*) ou de créer un lien avec leurs profils sur les différents réseaux sociaux. De cette manière, toutes les activités enregistrées sur le site d'Obama étaient automatiquement visibles sur les murs Facebook des militants et notifiées à leurs contacts. En considérant que chaque compte Facebook possède en moyenne 120 contacts, la capacité de diffusion et d'amplification du message d'Obama était potentiellement énorme. De la même façon, les mises à jour des comptes *myobama* sur Twitter étaient notifiées à tous les *followers* et envoyées également sur leur téléphone portable. Ce système permettait donc de relier les membres de la communauté politique d'Obama soit à leurs cercles sociaux virtuels, soit à leurs comités de campagne locaux. Aucun politicien avant lui n'avait mis à disposition des militants des outils aussi avancés et en accord avec les rituels info-communicationnels des internautes.

Les usagers pouvaient donc faire campagne via les réseaux sociaux, les blogs et les pages personnelles ou directement à travers l'espace de la communauté Obama. Ce système d'autogestion simple et efficace a favorisé la multiplication des volontaires.

Dans le même temps, l'équipe de campagne utilisait tous les potentiels de l'Internet en tant que média de communication de masse personnel. Par exemple, les courriers électroniques envoyés par les équipes de campagne invitaient les citoyens à participer aux événements organisés près de chez eux, à contribuer aux discussions hébergées sur le site et à effectuer des donations pour des objectifs spécifiques. Mais si la stratégie de communication était construite sur la personnalisation du message, l'atmosphère générale était celle d'une communauté solidaire et collaborative. L'impression de faire partie d'un mouvement important en soutenant Obama a poussé les gens à participer aux débats en ligne, à se rendre aux rencontres, à mobiliser ses proches à travers les réseaux sociaux. Le candidat est devenu progressivement un objet symbolique fluide, un message universel qui pouvait être constamment adapté par les émetteurs en relation avec les récepteurs et les contextes de réception. Dans les derniers

---

<sup>59</sup> Le premier est situé en haut de la page d'accueil : « I'm asking you to believe. Not just in my ability to bring about real change in Washington. I'm asking you to believe in yours » est un message du candidat direct à l'électeur pour lui demander non pas uniquement de croire dans la capacité d'Obama d'amener un changement à Washington mais surtout de croire en sa capacité de changement. Le deuxième, situé à droite de la page : « The best plan for change in this country will come from you » - et qu'on peut traduire par : « le meilleur projet de changement pour le pays viendra de toi » – a la fonction de renforcer le premier message.

slogans de campagne, le nom d'Obama s'est effacé en laissant la place aux concepts clés de changement et d'espoir (« Vote for change », « Vote for hope »). En ce sens, du premier niveau d'individualisation (celui concernant la construction d'un message centré autour de la personnalité du candidat), la stratégie semble s'être déplacée principalement vers le deuxième niveau d'individualisation (concernant les modalités de communication et de diffusion du message). En effet, les concepts d'espoir et de changement sont assez généraux et universels pour laisser une place importante à la personnalisation et à la diffusion individualisée du message d'Obama. En ce sens, l'ensemble des outils mobilisés avaient tous comme but d'encourager l'utilisateur à développer ou à intensifier ses propres pratiques info-communicationnelles d'une manière individualisée et personnalisée. À travers cette stratégie, la campagne a été partout <sup>60</sup> là où il y avait quelqu'un disposé à ouvrir un *thread*, à publier un post, une vidéo, une photo ou une chanson pour manifester son soutien à la cause du changement.

---

<sup>60</sup> La campagne d'Obama a prévu la création et l'animation de pages sur Facebook et MySpace et l'utilisation avancée de Twitter. En suivant les tendances du web, Barack Obama a choisi Youtube comme nouvelle plateforme destinée à héberger les « *fireside chats* » inaugurées par Roosevelt. Sur sa chaîne [www.youtube.com/barackobama](http://www.youtube.com/barackobama), les citoyens avaient la possibilité de voter des propositions et d'envoyer des commentaires ou des vidéos. Après son élection, Obama a également lancé une nouvelle chaîne sur Youtube ([www.youtube.com/ChangeDotGov](http://www.youtube.com/ChangeDotGov)) qui aurait dû lui permettre de maintenir un dialogue avec les citoyens. Il a également acheté des espaces publicitaires dans des jeux vidéo comme *Madden NFL 09* et *Burnout Paradise*. L'intégration de la téléphonie mobile a contribué également à amplifier une campagne essentiellement basée sur la proximité, le contact direct et la participation. Ainsi, la vitesse et la convivialité de Twitter, les SMS, les appels téléphoniques des volontaires, les messages sur les murs de Facebook, les vidéos sur Youtube, la chanson « Yes we can », tout a été orienté vers la création d'un lien direct, presque intime, avec l'électeur.

### 3.5.3 Discussion

L'analyse des outils disponibles sur le site officiel de campagne a mis en relief la présence de trois volontés stratégiques : la volonté de créer un lien avec la sphère du web social, d'amener les usagers à gérer individuellement la campagne et, dans une optique plus générale, la volonté de créer une communauté politique active autour de l'idée de changement.

Cette première phase de l'analyse du site nous permet également d'identifier deux modes opératoires : le premier, fondé, comme nous l'avons dit, sur la communication individualisée et, le deuxième, axé autour du concept de « mouvement » et non de parti politique. Bien conscient de la méfiance de la société civile à l'égard de la politique politicienne, la stratégie d'Obama a consisté à créer des mécanismes et des pratiques plus proches du domaine des mouvements sociaux que de celui de la politique institutionnelle. L'objectif était alors d'amener les gens à se sentir directement impliqués dans le mouvement, de prendre part à la construction d'un sujet collectif porteur de changement. En effet, face à la présence d'une fracture de plus en plus nette entre les citoyens et l'exécutif, Obama a décidé de déplacer la rhétorique électorale vers une rhétorique de cause. Afin de favoriser l'identification avec la communauté et sa cause, l'équipe d'Obama a essayé de doter chaque militant et chaque sympathisant des outils pour agir et militer, à la fois individuellement et collectivement, tant dans l'espace numérique que dans l'espace physique. Cet objectif a été rejoint à travers la mise en place d'outils capables d'intégrer dans les activités de campagne une variété de pratiques info-communicationnelles simples (c'est-à-dire censées être faisables et accessibles à la plupart des usagers). D'ailleurs, la plupart des outils du site ont été conçus dans le but que les pratiques info-communicationnelles des militants (diffusion des informations de campagne, organisation et promotion des événements, récolte des fonds) correspondent à leurs habitudes quotidiennes sur l'Internet (mise à jour des profils des réseaux sociaux, publication de contenus sur les différentes plate-formes collaboratives et sur les pages personnelles). En ce sens, le site n'avait pas uniquement la fonction de communiquer avec l'électorat mais aussi celle de permettre aux internautes militants de gérer la campagne de manière personnelle. Nous retrouvons alors dans la stratégie du site le double processus d'individualisation dont nous avons parlé plus haut. Ce processus d'hyper-personnalisation a impliqué, en effet, la création d'un message de cause construit autour de la figure d'Obama (individualisation du message politique et possibilité de personnalisation de la part de l'internaute lambda) ; et la mise en place d'un système d'accès individuel aux outils de gestion de la campagne<sup>61</sup> (individualisation des modalités de diffusion du message).

L'objectif dans le fond n'était pas tellement de convaincre les individus singulièrement mais de créer un réseau, un véritable mouvement voué à la cause d'Obama où chaque individu pouvait militer en autonomie. Ce but a été poursuivi à travers une forme de contrôle des points névralgiques de la communication politique et sociale de l'Internet (mobilisation des plate-formes les plus populaires du web social) et la stimulation de dynamiques propres au fonctionnement des réseaux sociaux (possibilité de générer un profil pour chaque volontaire, de créer et de joindre des groupes et de coordonner des projets collaboratifs).

L'équipe de campagne du candidat ne s'est donc pas uniquement concentrée sur la fabrication du *brand* Obama mais elle a surtout conçu une stratégie qui permettait aux militants de se sentir part active dans le processus de l'action politique. En ce sens, la participation aux événements de campagne, la publication de contenus sur les différentes plate-formes numériques, la donation ou encore le porte-à-porte virtuel et physique représentaient différentes modalités de s'investir dans la cause d'Obama.

---

<sup>61</sup> Allant de la Digital Toolbox » au kit pour le porte-à-porte.

L'autre point intéressant qui émerge de l'analyse de la structure et des outils du site est l'intégration réussie entre différents modèles de production et de diffusion de l'information : l'un, celui du parti, centralisé et vertical, et l'autre, celui du contenu généré par l'utilisateur, décentralisé et « rhizomatique »<sup>62</sup>.

Le site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com), en tant que destination principale de tous les contenus de campagne, a également contribué à fragiliser la distinction entre les apports des professionnels et les contributions amateurs. Déjà à ce premier niveau de l'analyse du site, on commence à identifier un environnement informationnel complexe, fragmenté et multi-nodal qui tend à reproduire les traits de la « mass-self communication » théorisée par Manuel Castells (Castells, 2006) et des « relations publiques généralisées » de Bernard Miège (Miège, 2010). Le site montre, en effet, le fonctionnement d'un espace qui, tout en restant intégré avec le modèle de la communication de masse (l'équipe de campagne contactait ponctuellement les usagers du site), finit par être élargi et amplifié par le modèle de la « communication généralisée ».

L'équipe d'Obama semblait donc avoir fait un pari sur une nouvelle approche info-communicationnelle, intériorisée avant tout par les catégories sociales actives sur Internet et par une génération qui, non seulement s'informe dorénavant principalement sur Internet mais qui, de plus en plus, manifeste une volonté de participer au processus de création des contenus.

## 3.6 Cartographie du site d'Obama

### 3.6.1 Méthode

La première étape que nous avons accompli pour analyser le trafic d'Internet a été de nous identifier à un usager quelconque et d'insérer dans différents moteurs de recherche le nom *Barack Obama*.

Cette recherche basique nous a toujours amené à la page d'accueil du site de campagne (<http://www.barackobama.com/index.php>) qui apparaissait toujours parmi les premiers résultats. Nous avons donc identifié cette ressource comme le point névralgique des contenus produits autour de la campagne de 2008.

Dans un deuxième temps, nous avons procédé à la reconstitution manuelle de la cartographie du site. Cette opération a été rendue nécessaire du fait que nous avons découvert que le site d'Obama présentait une anomalie structurelle par rapport à la plupart des sites web. En effet, contrairement à l'identification courante des différentes pages d'un même site, obtenue à travers l'adjonction à l'URL du symbole « / » suivi par les mots qui identifient et distinguent les différentes ressources d'un même site web, nous avons repéré dans le site quarante versions différentes d'URL correspondant à des sections différentes du site. Nous avons donc affaire à différents blocs cohabitant ensemble plutôt qu'à une entité unique. Ce phénomène était visible uniquement sur le plan technique car le moteur de recherche *Compete*<sup>63</sup> indexe séparément chacune des différentes versions du site en fournissant des données détaillées sur le trafic des différentes ressources. Tout en n'ayant aucune influence sur la navigation et la perception de l'internaute, ce choix est important parce qu'il facilite le processus d'analyse des données concernant le trafic pour les administrateurs.

À l'aide de différents logiciels libres<sup>64</sup> permettant de générer une cartographie complète des sites web, nous avons procédé à l'analyse du site de Barack Obama précisément à partir de

---

<sup>62</sup> Dans « Mille Plateaux », Gilles Deleuze et Félix Guattari empruntent à la botanique le concept de « rhizome » indiquant par là un système multi-centre et anti-hiérarchique où chaque élément peut influencer la structuration de la pensée sans devoir dépendre d'un centre, d'une structure profonde (Deleuze et Guattari, 1980). Ce concept philosophique qui est censé refléter le mieux le fonctionnement de la pensée et du savoir semble correspondre aussi à une certaine interprétation du réseau Internet conçu selon une logique multi-nodale et décentralisée.

<sup>63</sup> <http://compete.com/> .

<sup>64</sup> Nous avons utilisé la suite des logiciels Micro-Sys disponibles à l'adresse <http://www.microsystools.com/products/> .

l'URL de la page d'accueil ([www.barackobama.com/index.php](http://www.barackobama.com/index.php)).

### 3.6.2 Analyse des données

À travers la reconstitution de la cartographie du site d'Obama, nous avons identifié 229 224 liens externes pointant vers 298 sources différentes avec une moyenne de 7 693,21 liens par source. Cette liste de liens comprend également les liens internes (les URL qui amènent au site d'Obama) qui, pour les raisons exposées précédemment, sont identifiés en tant que liens externes. Nous avons donc opéré une distinction entre les quarante sources <sup>65</sup> qui se présentaient sous la nomenclature *nom.barackobama.com* et qui totalisaient 200 732 liens, la racine principale (*my.barackobama.com*) qui se présente comme le premier en termes absolus avec 152 733 liens (et avec une moyenne lien/source qui monte jusqu'à 5018,3) et les liens restants qui constituent les vrais liens externes (28 492 avec un rapport lien/source qui descend à 95,61).

Parmi les liens externes, les sites d'information constituent la ressource principale puisqu'ils représentent 209 sources différentes, 655 liens totaux et un rapport lien/source de 3,13. Toutefois, ces sources comprennent également les sites comme Msnbc, Google et Yahoo qui ne produisent pas directement de l'information mais qui se limitent à diffuser les contenus des autres médias.

Les blogs sont 17 avec 40 liens et une moyenne de 2,35. Ces blogs sont également liés aux principaux quotidiens en ligne tels que le *New York Time* et le *Washington Post* et sont donc également compris dans les 209 sources journalistiques déjà mentionnées.

Les réseaux sociaux sont 19, produisent 27 562 liens avec une moyenne lien/source très élevée correspondant à 1 450,63. Cependant, il faut préciser que la moitié des réseaux sociaux produisent presque, d'une manière très équilibrée, la totalité des liens. Parmi les sources externes, nous retrouvons aussi 15 sites institutionnels produisant 1 847 liens et une moyenne de 123,13. La plupart de ces liens (1836) ramènent au site officiel du parti démocrate <sup>66</sup> et pointent vers des sections spécifiques du site de campagne liées en général à l'activité des mouvements ou à des causes précises.

---

<sup>65</sup> Les blocs du site *mybarackobama.com* sont quarante en plus de celui constitué par la racine principale *ww.barackobama.com* et ses "dérivés".

<sup>66</sup> [www.democrats.org](http://www.democrats.org)

---

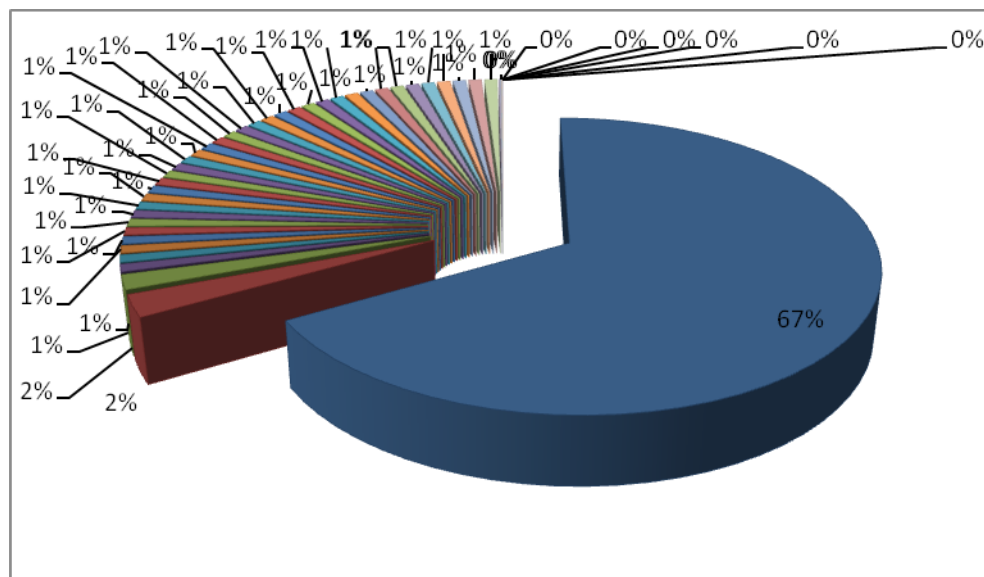
**Tableau 4****Les cinquante premières sources liées au site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com)**

1	<a href="http://my.barackobama.com">http://my.barackobama.com</a>	152733
2	<a href="https://donate.barackobama.com">https://donate.barackobama.com</a>	5555
3	<a href="http://store.barackobama.com">http://store.barackobama.com</a>	3689
4	<a href="http://www.youtube.com">http://www.youtube.com</a>	1851
5	<a href="http://go.barackobama.com">http://go.barackobama.com</a>	1844
5	<a href="http://students.barackobama.com">http://students.barackobama.com</a>	1844
6	<a href="http://aapi.barackobama.com">http://aapi.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://abroad.barackobama.com">http://abroad.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://action.barackobama.com">http://action.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://africanamericans.barackobama.com">http://africanamericans.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://enviros.barackobama.com">http://enviros.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://faith.barackobama.com">http://faith.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://latimesblogs.latimes.com">http://latimesblogs.latimes.com</a>	1843
6	<a href="http://pride.barackobama.com">http://pride.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://tribes.barackobama.com">http://tribes.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://veterans.barackobama.com">http://veterans.barackobama.com</a>	1843
6	<a href="http://women.barackobama.com">http://women.barackobama.com</a>	1843
7	<a href="http://arabamericans.barackobama.com">http://arabamericans.barackobama.com</a>	1840
7	<a href="http://disabilities.barackobama.com">http://disabilities.barackobama.com</a>	1840
7	<a href="http://factcheck.barackobama.com">http://factcheck.barackobama.com</a>	1840
7	<a href="http://gop.barackobama.com">http://gop.barackobama.com</a>	1840
7	<a href="http://jewishamericans.barackobama.com">http://jewishamericans.barackobama.com</a>	1840
7	<a href="http://kids.barackobama.com">http://kids.barackobama.com</a>	1840
7	<a href="http://labor.barackobama.com">http://labor.barackobama.com</a>	1840
7	<a href="http://seniors.barackobama.com">http://seniors.barackobama.com</a>	1840
8	<a href="http://www.flickr.com">http://www.flickr.com</a>	1837
9	<a href="http://presby.facebook.com">http://presby.facebook.com</a>	1836
9	<a href="http://www.asianave.com">http://www.asianave.com</a>	1836
9	<a href="http://www.democrats.org">http://www.democrats.org</a>	1836
9	<a href="http://www.digg.com">http://www.digg.com</a>	1836
9	<a href="http://www.eons.com">http://www.eons.com</a>	1836
9	<a href="http://www.eventful.com">http://www.eventful.com</a>	1836
9	<a href="http://www.faithbase.com">http://www.faithbase.com</a>	1836
9	<a href="http://www.glee.com">http://www.glee.com</a>	1836
9	<a href="http://www.linkedin.com">http://www.linkedin.com</a>	1836
9	<a href="http://www.migente.com">http://www.migente.com</a>	1836
9	<a href="http://www.mybatanga.com">http://www.mybatanga.com</a>	1836
9	<a href="http://www.myspace.com">http://www.myspace.com</a>	1836
9	<a href="http://www.twitter.com">http://www.twitter.com</a>	1836
10	<a href="http://www.brightcove.com">http://www.brightcove.com</a>	215
11	<a href="http://www.washingtonpost.com">http://www.washingtonpost.com</a>	64
12	<a href="http://www.nytimes.com">http://www.nytimes.com</a>	40
13	<a href="http://www.boston.com">http://www.boston.com</a>	37

1	<a href="http://www.unionleader.com">http://www.unionleader.com</a>	37
3		
1	<a href="http://iowa.barackobama.com">http://iowa.barackobama.com</a>	30
4		
1	<a href="http://www.desmoinesregister.com">http://www.desmoinesregister.com</a>	26
5		
1	<a href="http://www.seacoastonline.com">http://www.seacoastonline.com</a>	15
6		
1	<a href="http://www.breitbart.com">http://www.breitbart.com</a>	11
7		
1	<a href="http://www.concordmonitor.com">http://www.concordmonitor.com</a>	11
7		
1	<a href="http://tx.barackobama.com">http://tx.barackobama.com</a>	10
8		

Dans le tableau ci-dessus, nous pouvons visualiser les principales sources liées au site d'Obama et le nombre de liens produits par chacune d'entre elles. Cette liste nous permet de comprendre la structure des liens élaborée par l'équipe d'Obama et donc aussi les plate-formes (les cibles numériques) qui ont été mobilisées pour la campagne de 2008. La première place est occupée par l'adresse [my.barackobama.com](http://my.barackobama.com) qui représente 67 % des liens globaux. En comprenant dans le calcul les autres liens internes (les URL appartenant au site [barackobama.com](http://barackobama.com)), nous pouvons observer que les différentes ressources du site officiel totalisent 87 % des liens dans leur ensemble. La forte concentration des liens internes est un phénomène naturel car, afin qu'un site soit navigable, la structure des renvois internes doit présenter une densité plutôt élevée. En effet, l'objectif du webmaster est celui de faciliter l'exploration du site et d'en limiter la sortie. En revanche, ce qui apparaît plus intéressant est le fait que l'utilisateur soit clairement « poussé » à s'inscrire et à s'impliquer dans la campagne.

**Tableau 5**  
**Graphique de la distribution des liens internes dans le site**  
*www.barackobama.com*



Normalement, un réseau de ce type présente une disposition de liens graduelle où les nœuds les plus datés ont un nombre de liens plus important que les nouveaux. Dans le réseau constitué par les liens du site d'Obama (tableau 5), nous pouvons observer une division en trois blocs : un nœud fortement connecté, un groupe central bien connecté avec un nombre de liens identique (à l'exception des sections « store » et « donate » présentant de deux à trois fois le nombre des liens des autres nœuds) et, enfin, un petit groupe de nœuds accessoires connecté à un nombre maximal de 10 liens. En ce qui concerne le deuxième bloc, nous pouvons observer une division par catégories telles que par exemple les vétérans, les femmes, les sud-américains ou les homosexuels. Ce nœud, en redessinant la fragmentation transversale de l'électorat visé, avait donc l'objectif de donner un espace et une visibilité à des catégories socio-culturelles précises. Quant au troisième groupe, il contenait les espaces connectés aux territoires (parmi lesquels on retrouvait notamment onze états).



Le tableau 6 ci-dessous détaille la distribution des liens du site d'Obama dans les blogs et les sites d'information. Le nombre le plus important de liens est constitué par les sources d'information officielles dont en tête de liste le *New York Times* et le *Washington Post* suivis du journal de Boston ainsi que de celui du New Hampshire (*Union Leader*). Les sites et les blogs d'information indépendante sont pratiquement absents.

**Tableau 6**  
**Distribution des liens du site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com) dans les blogs et les sites d'information**

1	<a href="http://www.washingtonpost.com">http://www.washingtonpost.com</a>	54
2	<a href="http://www.nytimes.com">http://www.nytimes.com</a>	40
3	<a href="http://www.boston.com">http://www.boston.com</a>	37
3	<a href="http://www.unionleader.com">http://www.unionleader.com</a>	37
4	<a href="http://www.desmoinesregister.com">http://www.desmoinesregister.com</a>	26
5	<a href="http://www.seacoastonline.com">http://www.seacoastonline.com</a>	15
6	<a href="http://www.breitbart.com">http://www.breitbart.com</a>	11
6	<a href="http://www.concordmonitor.com">http://www.concordmonitor.com</a>	11
7	<a href="http://blog.washingtonpost.com">http://blog.washingtonpost.com</a>	10
8	<a href="http://www.thestate.com">http://www.thestate.com</a>	9
9	<a href="http://www.abcnews.go.com">http://www.abcnews.go.com</a>	8
9	<a href="http://www.indystar.com">http://www.indystar.com</a>	8
10	<a href="http://online.wsj.com">http://online.wsj.com</a>	7
10	<a href="http://seattlepi.nwsourc.com">http://seattlepi.nwsourc.com</a>	7
10	<a href="http://www.ajc.com">http://www.ajc.com</a>	7
10	<a href="http://www.lvrj.com">http://www.lvrj.com</a>	7
10	<a href="http://www.qctimes.com">http://www.qctimes.com</a>	7
10	<a href="http://www.time.com">http://www.time.com</a>	7
10	<a href="http://www.msnbc.msn.com">http://www.msnbc.msn.com</a>	7
12	<a href="http://www.press-citizen.com">http://www.press-citizen.com</a>	6

Les réseaux sociaux ont été célébrés par de nombreux observateurs comme les vrais protagonistes de la campagne américaine de 2008. Dans le tableau 7, nous pouvons visualiser la liste des réseaux sociaux que l'équipe d'Obama a, volontairement et activement, choisi d'impliquer dans la campagne.

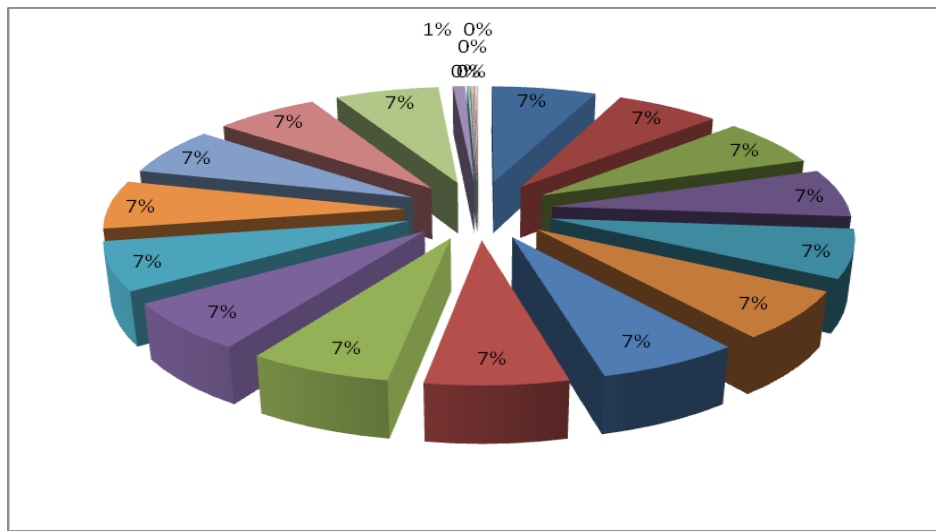
**Tableau 7**  
**Distribution des liens du site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com) dans les réseaux sociaux**

1	<a href="http://www.youtube.com">http://www.youtube.com</a>	1851
2	<a href="http://www.flickr.com">http://www.flickr.com</a>	1837
3	<a href="http://presby.facebook.com">http://presby.facebook.com</a>	1836
3	<a href="http://www.asianave.com">http://www.asianave.com</a>	1836
3	<a href="http://www.blackplanet.com">http://www.blackplanet.com</a>	1836
3	<a href="http://www.digg.com">http://www.digg.com</a>	1836
3	<a href="http://www.eons.com">http://www.eons.com</a>	1836
3	<a href="http://www.eventful.com">http://www.eventful.com</a>	1836
3	<a href="http://www.faithbase.com">http://www.faithbase.com</a>	1836
3	<a href="http://www.glee.com">http://www.glee.com</a>	1836
3	<a href="http://www.linkedin.com">http://www.linkedin.com</a>	1836
3	<a href="http://www.migente.com">http://www.migente.com</a>	1836
3	<a href="http://www.mybatanga.com">http://www.mybatanga.com</a>	1836
3	<a href="http://www.myspace.com">http://www.myspace.com</a>	1836
3	<a href="http://www.twitter.com">http://www.twitter.com</a>	1836
4	<a href="http://click.icptrack.com">http://click.icptrack.com</a>	2
4	<a href="http://dyn.politico.com">http://dyn.politico.com</a>	2
5	<a href="http://marcambinder.theatlantic.com">http://marcambinder.theatlantic.com</a>	1
5	<a href="http://www.mydd.com">http://www.mydd.com</a>	1

En ce qui concerne le rôle des réseaux sociaux dans les stratégies de campagne, les résultats apparaissent comme très nets. Notre enquête a montré clairement la volonté de l'équipe d'aller chercher l'attention d'un nombre de réseaux sociaux important. Dans le tableau 7, nous pouvons distinguer différents types de réseaux sociaux : les réseaux principalement dédiés à la communication interpersonnelle ou communautaire comme *Facebook*, *Asianave* (dédié aux minorités asiatiques), *Blackplanet* (dédié aux afro-américains), *Glee* (dédié à l'univers des gay et des lesbiennes), *Migente* (fréquenté par les sud-américains), *Mybatanga* (généraliste et totalement en espagnol) ; les réseaux de partage d'intérêts comme *Eons*, *Faithbase* (le réseau des chrétiens) et *Digg* ; les réseaux professionnels et promotionnels comme *LinkedIn* ou *Myspace* et, enfin, les réseaux où les services offerts ont plus d'importance que la dimension interpersonnelle comme *Youtube*, *Flickr*, *Eventful* (organisation collaborative d'événements) et *Twitter*.

**Tableau 8**

**Graphique de la distribution des liens du site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com) vers les réseaux sociaux**



Dans le tableau 8, nous pouvons remarquer que la distribution des liens dans les principaux réseaux sociaux est parfaitement équilibrée ce qui démontre le déploiement d'une stratégie extrêmement raisonnée. Les trois premières catégories de réseaux sociaux ont été mobilisées avec l'objectif de rentrer en contact avec un public jeune et des communautés ethniques ou d'intérêts spécifiques, cibles considérées par l'équipe de campagne comme plus sensibles au message d'Obama. La dernière catégorie de réseaux sociaux (comprenant les réseaux de services) a rempli une fonction plus stratégique et organisationnelle. Cet usage des réseaux sociaux a donc eu une double utilité dans la mesure où s'il a permis d'instaurer avec des cibles électorales définies une relation directe, il a également servi de coordonner plus efficacement les événements de campagne. Des interfaces comme *Twitter* et *Youtube*, en permettant de nouer un contact immédiat avec une large partie de la population en ligne, ont ainsi trouvé une nouvelle place dans le domaine de la communication institutionnelle.

En essayant ensuite d'analyser les connexions externes présentes dans les URL du type nom.barackobama.com (c'est-à-dire les pages qui composent la structure interne du site), nous avons repéré les mêmes sources correspondant aux 16 principaux réseaux sociaux mobilisés dans la campagne.

**Tableau 9**

**Liens externes présents dans les sections [nom.barackobama.com](#)**

1	<a href="http://presby.facebook.com">http://presby.facebook.com</a>
2	<a href="http://www.asianave.com">http://www.asianave.com</a>
3	<a href="http://www.blackplanet.com">http://www.blackplanet.com</a>
4	<a href="http://www.democrats.org">http://www.democrats.org</a>
5	<a href="http://www.digg.com">http://www.digg.com</a>
6	<a href="http://www.ons.com">http://www.ons.com</a>
7	<a href="http://www.eventful.com">http://www.eventful.com</a>
8	<a href="http://www.faithbase.com">http://www.faithbase.com</a>
9	<a href="http://www.flickr.com">http://www.flickr.com</a>
10	<a href="http://www.acle.com">http://www.acle.com</a>
11	<a href="http://www.linkedin.com">http://www.linkedin.com</a>
12	<a href="http://www.migente.com">http://www.migente.com</a>
13	<a href="http://www.mybatanga.com">http://www.mybatanga.com</a>
14	<a href="http://www.myspace.com">http://www.myspace.com</a>
15	<a href="http://www.twitter.com">http://www.twitter.com</a>
16	<a href="http://www.youtube.com">http://www.youtube.com</a>

Ces données montrent comment non seulement le site a été conçu sur le modèle du réseau social (en particulier en ce qui concerne le fonctionnement de la section myobama.com) mais comment il était aussi censé communiquer constamment, par le biais même des renvois, avec cet univers.

Malheureusement, nous n'avons pas pu conduire la même analyse sur la structure du site de John McCain<sup>67</sup>. En effet, au moment où nous avons effectué l'analyse des données, le site présentait uniquement une poignée de pages visibles reportant un message de remerciement du candidat. Bien que l'*Internet Archive*<sup>68</sup> permette de consulter le site dans sa version originelle, le règlement ne donne pas accès aux téléchargements des documents présents dans la base des données.

<sup>67</sup> Le site de campagne de McCain [www.johnmccain.com](http://www.johnmccain.com) n'est plus en ligne.

<sup>68</sup> <http://www.archive.org/index.php>

### 3.6.3 Discussion

L'élaboration de la cartographie des liens du site de campagne d'Obama nous a permis d'identifier une stratégie communicationnelle principalement construite sur le principe de la participation. En effet, loin de représenter une vitrine pour le parti ou pour le candidat, le site avait avant tout la fonction de stimuler l'implication directe des usagers dans la campagne. Cette volonté a été démontrée par le fait que *my.barackobama.com* (l'espace géré par la communauté) représentait 67 % des liens globaux présents dans le site. Cela signifie qu'il y a eu un effort significatif pour inciter l'utilisateur à ouvrir un compte *myobama* et à s'engager directement dans la campagne. Plus généralement, la distribution des liens internes du site est représentative du modèle de mobilisation développé par l'équipe d'Obama. Le premier bloc est constitué, comme nous l'avons dit, par les liens produits par *mybarackobama.com*. Le deuxième bloc représente la stratification sociale, culturelle ou professionnelle des cibles de la campagne tandis que le troisième, le moins connecté, était essentiellement dédié aux territoires. L'action politique sur le terrain était donc stimulée à travers la création de groupes d'activistes en ligne disposant d'un accès individuel aux contenus et aux outils de campagne et capables d'agir et de se coordonner en autonomie.

L'engagement numérique avait ensuite des répercussions positives sur les différents contextes géographiques en se traduisant notamment par une véritable action sur le terrain. Le site faisait donc office de relais entre l'espace virtuel et l'espace physique. Il constituait le lieu où des groupes locaux pouvaient échanger et se coordonner et où des nouveaux collectifs pouvaient se former. Cet espace a donc encouragé un processus circulaire d'amplification de la campagne. D'un côté, les messages et les initiatives lancées sur Internet prenaient forme sur le territoire et, de l'autre, la participation aux événements amplifiait l'enthousiasme en provoquant des retentissements positifs sur la sphère d'Internet. Ce processus bi-directionnel a stimulé une forte participation aux événements de campagne tandis que de leur côté les républicains peinaient à mobiliser leurs troupes<sup>69</sup>. Internet a donc fonctionné comme multiplicateur de la cohésion et de l'engagement du mouvement pro-Obama.

L'analyse des liens sortants a également été révélatrice d'une stratégie réfléchie. Tout d'abord, nous avons remarqué que, contrairement à l'espace de liberté offert aux militants, les liens vers les blogs et les sites d'information indépendants étaient pratiquement nuls, aussi grande que soit leur audience. En effet, la plupart des liens sortants qui ont été repérés renvoie à la sphère de l'information officielle (13 liens sur 17 concernent ainsi la presse traditionnelle).

Aux voix indépendantes, Obama a donc préféré les mécanismes individualisés des réseaux sociaux. L'architecture du site confirme d'ailleurs cette volonté de déléguer la diffusion des informations de campagne aux principaux réseaux sociaux et communautaires. En décidant de laisser volontairement de côté les esprits trop autonomes, l'équipe d'Obama a d'abord voulu éviter tout risque de filtrage critique des messages pour privilégier à la place une logique de la proximité et de la communication directe. Dans cet optique, les réseaux sociaux constituaient bien évidemment l'environnement idéal. Par le biais de contacts directs avec le web social, Obama a ainsi pu démarcher plus facilement des cibles bien définies à l'avance (communautaires, générationnelles, professionnelles ou d'intérêt) et en exploiter les potentiels communicationnels et organisationnels. En retour, l'adhésion massive des usagers des réseaux sociaux à sa candidature semble avoir contribué à modifier non seulement la stratégie (de la personnalisation du message à la personnalisation des modalités communicationnelles) mais

---

<sup>69</sup> Au cours de la semaine de campagne dans le Missouri, McCain a tenu trois meetings auxquels ont participé 12 000 personnes. Pendant la même semaine, Obama a tenu quatre meetings et parlé à plus de 150 000 personnes. Chaque manifestation a été coordonnée à travers l'usage des SMS, de l'e-mailing et de différents réseaux sociaux comme *Eventful*, *Twitter* ou *Facebook*. Le 5 novembre 2008, suite à sa victoire, Obama a parlé à plus d'un million d'américains. L'énorme différence d'affluence aux meetings républicains et démocrates était sans nul doute le signe d'une forte envie de changement au sein de la population mais selon nous également du pouvoir de diffusion virale des réseaux sociaux.

aussi le cheminement de l'information de campagne. De la sorte, de base émettrice de l'information, le site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com) s'est progressivement transformé en base de réception, le point névralgique vers lequel les contributions éparpillées de la toile ont convergé avant de se traduire en action politique.

Ce à quoi notre enquête a abouti à l'identification d'un espace médiatique élargi, construit autour de la personnalité du candidat et non autour du parti, très intégré avec la sphère médiatique traditionnelle mais au même temps amplifié par le processus d'individualisation de masse. Le site a en effet permis au candidat de créer une cible de sympathisants potentiels qui étaient appelés à contribuer individuellement à la campagne à partir des espaces qui leur étaient familiers (à la fois leur propre sphère sur le web social et sur le territoire). La stratégie de mobilisation a reposé donc essentiellement sur la délégation individuelle et la décentralisation des activités de campagne, tant numériques que physiques, d'où la conception d'un site qui permette de relier l'individu à la collectivité et l'espace virtuel au réel.

### **3.7 La réponse d'Internet à la stratégie de mobilisation : analyse du trafic**

#### **3.7.1 Méthode**

Afin de comprendre comment le peuple d'Internet a réagi à la stratégie de la campagne en ligne, nous avons utilisé les outils d'analyse de Google et d'Alexa permettant d'identifier le nombre de sites ayant ajouté un lien à celui d'Obama. Nous avons ensuite adopté le même mode opératoire pour le site de campagne de Hillary Clinton et de John McCain. Afin de pouvoir vérifier la présence des trois candidats sur Internet, nous avons utilisé le moteur de recherche de Google<sup>70</sup>. Après avoir sélectionné un panel de plus de 100 sites web, choisis parmi la liste des sites pointant vers la page [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com), nous avons calculé le nombre d'occurrences des noms des trois candidats. Afin de nous assurer de la fiabilité des résultats, nous avons répété l'opération en nous basant sur un nouveau panel de 100 sites, sélectionnés, cette fois, parmi la liste des sites qui pointaient vers le site de campagne de McCain. Nous avons ensuite identifié les sites qui avaient enregistré le nombre majeur d'occurrences du nom Obama.

Dans un deuxième temps, afin de quantifier la popularité du candidat sur les principaux réseaux sociaux mobilisés par l'équipe de campagne, nous nous sommes servis des outils d'analyse des moteurs de recherche *Google* et *Compete* permettant de tracer les documents produits par les différentes sources sélectionnées. Les données concernant le trafic des réseaux sociaux ne tiennent pas compte des messages des *chats* qui ont certainement eu un rôle important dans la montée en puissance du phénomène Obama. La seule exception est constituée par *Twitter* qui, par sa nature, se situe à mi-chemin entre messagerie, *chat* et *blogging*. Les messages de *Twitter* sont en effet indexés par les moteurs de recherche en permettant d'effectuer des analyses du trafic approfondies.

#### **3.7.2 Analyse des données**

Selon l'analyse offerte par Google, 12 700 pages web ont créé un lien vers le site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com) tandis qu'Alexa relève un nombre de 8 921 sites connectés à celui d'Obama. En calculant la moyenne des résultats fournis par ces deux sources, nous avons obtenu un nombre de 1,43 documents par chaque site web contenant un lien vers le site de campagne. En effectuant la même opération pour McCain, nous avons obtenu 5 880 documents liés par 4 487 sites web (moins de la moitié par rapport au nombre des sites liés à

---

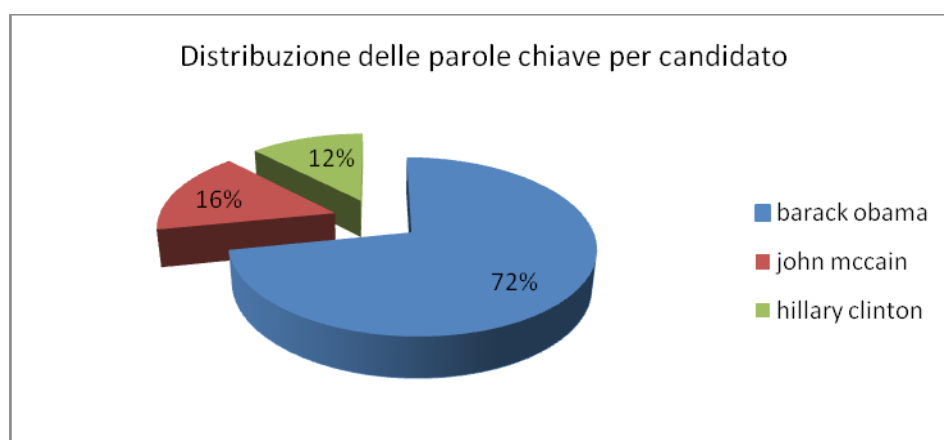
<sup>70</sup> La méthode utilisée ne permet pas d'identifier avec précision les nombre de documents ou de pages où la combinaison des mots recherchée est présente mais uniquement le nombre d'occurrences des mots concernés sur la totalité d'un site web.

barackobama.com) avec une moyenne de 1,31 documents pour chaque site. Au site de campagne de Hillary Clinton ont été liés 3 330 documents provenant de 5 077 sites avec une moyenne de 0,66 documents par site. Il est intéressant d'observer que les données concernant Hillary Clinton sont très proches de celles du candidat républicain.

En ce qui concerne la présence des trois candidats sur Internet, quantifiée à travers le nombre des citations des trois noms repérées dans le panel d'environ 100 sites web qui pointaient vers le site d'Obama, nous avons relevé que le nom Obama était majoritairement présent sur 102 sites (90,3%), celui de McCain sur 8 (7,8%) et celui de Hillary Clinton sur 3 (1,9%). Dans le tableau 10 présenté ci-dessous, nous pouvons visualiser les pourcentages globaux pour chaque candidat.

---

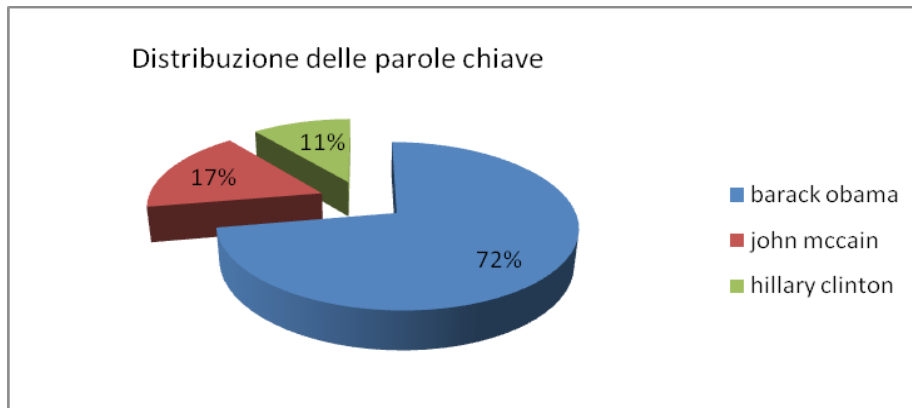
**Tableau 10**  
**Distribution des mots-clés par candidat dans un panel de 100 sites qui ont créé un lien vers [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com)**



Sur un nombre total de presque seize millions d'occurrences, plus de onze millions se référaient à Barack Obama. En effectuant la même opération sur le panel de cent sites qui pointaient vers le site de McCain, mise à part une légère variation dans les pourcentages qui concernent Clinton et McCain, nous avons obtenu des résultats presque identiques. Les pourcentages globaux des mots-clés distribués dans le panel de sites de McCain peuvent être visualisés dans le tableau 11 présenté plus bas. Cela indique que tous les sites impliqués dans la campagne présidentielle ont repris majoritairement les contenus concernant Obama. Toutefois, il faut considérer que le candidat républicain ne semble pas avoir misé sur Internet pour accentuer sa notoriété sur Internet. Plus qu'elle ne constitue une erreur stratégique de la part du comité de campagne de McCain, cette absence de stratégie de mobilisation virtuelle s'explique surtout par le profil socio-culturel radicalement opposé des électeurs républicains.

**Tableau 11**

**Distribution des mots clés dans le panel des sites connectés à [www.johnmaccain.com](http://www.johnmaccain.com)**



L'ensemble des données récoltées ne laissent donc aucun doute : la toile s'est littéralement focalisée sur Barack Obama. Afin d'obtenir des informations supplémentaires quant à la réponse des internautes à la stratégie de campagne, nous avons identifié les sources qui ont enregistré un nombre de citations plus important. Le tableau 12 ci-dessous présente les quinze premiers sites qui ont totalisé le plus grand nombre d'occurrences.

**Tableau 12**

**Nombre d'occurrences par candidat sur les quinze premiers sites du panel**

	Barack Obama	John McCain	Hillary Clinton
<a href="http://www.huffingtonpost.com">http://www.huffingtonpost.com</a>	4.990.000	750.000	518.000
<a href="http://www.facebook.com">http://www.facebook.com</a>	783.000	289.000	81.100
<a href="http://www.youtube.com">http://www.youtube.com</a>	750.000	357.000	171.000
<a href="http://twitter.com">http://twitter.com</a>	616.000	23.500	23.300
<a href="http://www.guardian.co.uk">http://www.guardian.co.uk</a>	475.000	80.500	31.200
<a href="http://www.myspace.com">http://www.myspace.com</a>	463.000	22.600	17.600
<a href="http://www.amazon.com">http://www.amazon.com</a>	455.000	224.000	533.000
<a href="http://www.washingtonpost.com">http://www.washingtonpost.com</a>	392.000	69.500	37.000
		141.000	
<a href="http://www.foxnews.com">http://www.foxnews.com</a>	355.000	0	101.000
<a href="http://digg.com">http://digg.com</a>	257.000	64.200	37.300
<a href="http://www.flickr.com">http://www.flickr.com</a>	225.000	15.500	13.200
<a href="http://www.20minutos.es">http://www.20minutos.es</a>	161.000	1.240	1.630
<a href="http://www.blogcatalog.com">http://www.blogcatalog.com</a>	139.000	74.300	30.700
<a href="http://www.metacafe.com">http://www.metacafe.com</a>	93.800	32.900	22.100
<a href="http://www.nytimes.com">http://www.nytimes.com</a>	89.400	55.600	29.600
	10.244.200	2.059.846	1.647.730



---

Ce que nous pouvons également remarquer à partir du panel de sites que nous avons sélectionné est que 13,2 % des sites web a généré 87,5 % des contenus politiques en ligne. Ce résultat apparaît parfaitement cohérent avec les études menées sur le trafic du réseau Internet où il est généralement possible de repérer un petit groupe de *hubs* hyper-connectés qui génèrent 80 à 90 % du trafic total. Le seul site de l'*Huffington Post* a généré 29,28 % du trafic. Un autre élément intéressant qui émerge de cette liste est la présence d'un système circulaire de renvois de l'information de campagne. En effet, les dix premiers sites de cette liste sont également présents dans les liens sortants du site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com).

Ces constats nous amènent à atténuer l'enthousiasme technophile qu'a généré le « phénomène » Obama, notamment en ce qui concerne le véritable rôle des internautes dans la production et la diffusion des contenus de campagne. Malgré le développement d'un modèle de mobilisation individualisé promouvant la participation par le bas, l'information en ligne semble en fait avoir été surtout produite par une poignée d'acteurs dont la plupart ont été sélectionnés par l'équipe de campagne. En outre, la moitié des sites compris dans la liste renvoie à des organes de la presse en ligne professionnelle tandis que l'autre moitié est constituée par les réseaux sociaux. La diffusion de l'information de campagne a donc été gérée à travers un système qui visait une forme d'équilibre entre les sources officielles et les plateformes les plus populaires du web social.

Parmi les différentes plate-formes impliquées dans la campagne, *Facebook* (figurant à la deuxième place des sources qui ont majoritairement repris la campagne d'Obama) a eu certainement un rôle de protagoniste.

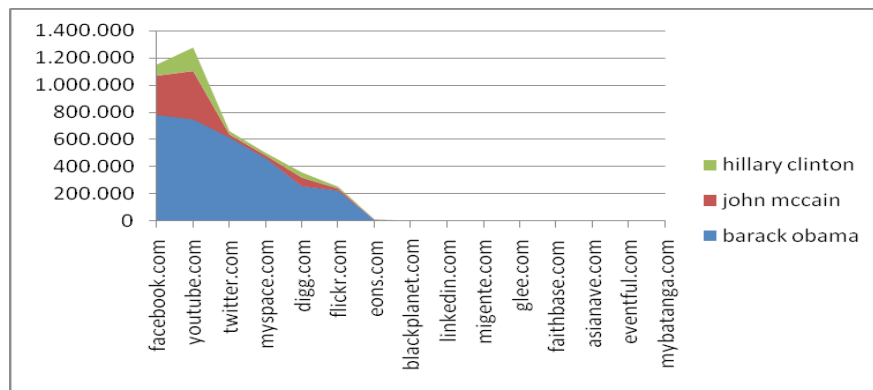
Dans la période comprise entre 2006 et 2008, plus de 27 000 pages de commentaires ont été écrites sur le mur du candidat démocrate. Dès le départ, les partisans d'Obama, parmi lesquels bon nombre d'étudiants, manifestaient leur bonne appréciation vis-à-vis de la personnalité du candidat. Toutefois, et cette précision est importante pour comprendre l'évolution ascendante de la campagne, même ses plus fervents « supporters » apparaissaient sceptiques quant à ses véritables chances de pouvoir gagner les élections <sup>71</sup>.

---

<sup>71</sup> Nous reportons la transcription d'un post publié sur le Facebook du candidat en 2006 : « *Senator, I have a great deal of respect for the bridges you build, the respect you command and deserve, and your stances on the issues. I also believe that you are one of the greatest orators of our time. I do not, however, believe that you are ready to run for President. Two years ago you were a state senator from Illinois. You have never held an executive position at that level. I would encourage you to run for Governor of Illinois in 2010.* »

**Tableau 13**

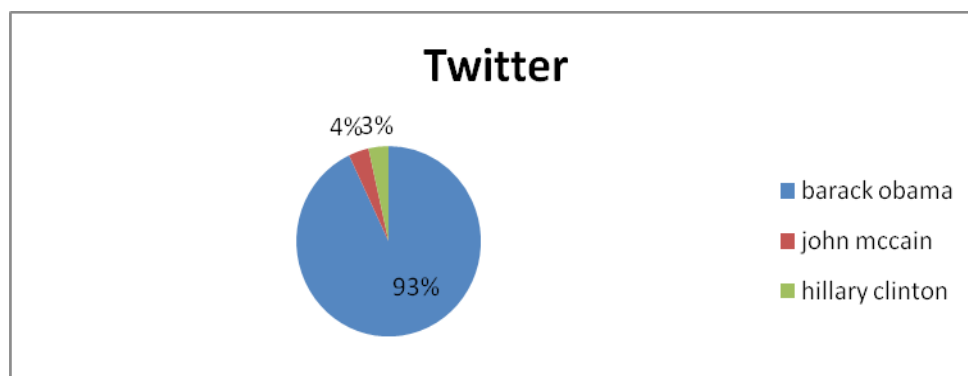
**Distribution du trafic concernant les trois candidats sur les différents réseaux sociaux**



Le tableau 13 ci-dessus montre clairement que le réseau social qui a répondu le plus positivement à la campagne, en termes de nombre d'éléments tracés, a été *Facebook* (68% Obama, 25% McCain, 7% Clinton). Dans les autres réseaux sociaux, le consensus autour d'Obama atteint des niveaux presque plébiscitaires. En ce qui concerne *Flickr*, Obama est l'objet de 89 % du trafic contre 0,6 % pour McCain et 5% pour Clinton) ; sur *Myspace*, Obama totalise 92 % des occurrences contre 4 % pour les deux autres candidats ; sur *Twitter* (voir ci-dessous le tableau 14), Obama provoque 93 % du trafic contre 4 % pour McCain et 3 % pour Hillary Clinton.

**Tableau 14**

**Analyse du trafic de Twitter**



Contrairement aux tendances relevées au niveau des réseaux généralistes, les résultats issus de l'analyse du trafic de certains réseaux sociaux communautaires sont très décevants. La mobilisation de communautés telles que *Blackplanet* ou *Asianave* ont abouti à un nombre dérisoire de documents tracés pour les trois candidats. Il est même nécessaire de préciser que sur certaines plate-formes (comme dans le cas de *Eventful* ou de *Mybatanga*), aucune occurrence n'a été relevée. Cette anomalie nous fait supposer l'existence d'une forme d'incompatibilité entre les méthodes d'indexation des moteurs de recherche et l'architecture des sites en question

car il semble improbable que personne sur ces sites n'ait parlé des élections. Le même problème a pu donc se présenter sur *Blackplanet* et *Asianave*. Dans le cas de *Eventful*, par exemple, nous avons même repéré différents articles de la presse américaine qui évoquaient l'utilisation de l'interface par les militants d'Obama. En ce qui concerne les autres réseaux, la pénurie d'occurrences pourrait être liée à une prédominance de l'utilisation de l'*instant messaging* sur les autres formes de communication plutôt qu'à un manque d'intérêt total de la part des usagers.

### **3.7.3 La *twitterisation* de la campagne**

L'équipe d'Obama a aussi innové en utilisant fréquemment Twitter et les nouveaux outils de la mobilité comme moyens d'agrégation et de direction des militants. En rendant continu le flux de communication, ils ont notamment permis de créer un rythme de campagne fluide et rapide et de mobiliser aux moments opportuns un grand nombre de partisans.

La *twitterisation* de la campagne américaine s'est principalement manifestée à travers trois processus principaux correspondant à la variété des approches informationnelles offertes par l'outil : les systèmes de communication (à travers la création d'un profil du candidat) ; la couverture journalistique (à travers les récits et les compte-rendus fournis par les professionnels) ; l'aspect organisationnel et analytique (par le biais de la coordination des événements en temps réel et la possibilité d'agréger les données) et la participation (incarquée par les tweets des électeurs et des sympathisants). Twitter s'est révélé un outil puissant dans les mains des candidats qui ont pu, grâce à lui, bénéficier d'une large visibilité. Toutefois, l'aspect le plus intéressant est l'usage qu'en ont fait les citoyens. Twitter a été essentiel dans le processus de mobilisation, d'organisation et de coordination des événements. Pendant la campagne de 2008, nous avons assisté à la création de PoliTweets (un site web fournissant un espace de discussion autour des présidentielles et une mise à jour en temps réel des tweets se référant aux candidats) et de « Twitter Vote Report », un projet de géolocalisation du vote fonctionnant à travers l'analyse des tweets des citoyens qui s'étaient rendus aux urnes. Twitter a donc démontré tout son potentiel de diffusion capillaire, immédiate et conviviale de l'information. Sa grande versatilité, permettant de créer des contenus et des services capables de satisfaire les besoins informationnels d'une manière efficace et personnalisée, en a fait un concurrent dangereux pour les médias traditionnels.

## **3.8 Analyse de l'audience : le trafic du site d'Obama**

### **3.8.1 Méthode**

L'analyse du trafic du site d'Obama a été effectuée principalement à l'aide des services en ligne offerts par *Alexa* et *Compete* permettant de repérer le nombre des visiteurs uniques journaliers dans des axes temporels définis, les sections les plus visitées du site, les pourcentages du trafic journalier...

Afin de quantifier la popularité du candidat sur Internet, nous avons également compté les citations concernant Obama sur les blogs et les forums dédiés au président et calculé le nombre de sympathisants sur les principaux réseaux sociaux. Pour avoir un terme de comparaison, l'audience numérique de Mc Cain a également été mesurée.

### **3.8.2 Analyse des données**

Les deux graphiques compris dans le tableau 15 ci-dessous nous permettent de visualiser respectivement le pourcentage des usagers globaux qui ont visité le site d'Obama entre mai 2007 et janvier 2009 et le nombre effectif d'usagers qui ont visité le site entre novembre 2007 et novembre 2008 <sup>72</sup>.

---

<sup>72</sup> L'absence d'homogénéité au niveau de l'axe temporel considéré est due à l'utilisation de deux outils, *Alexa* et

## Tableau 15

### Graphiques sur le trafic journalier du site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com)

Traffic History Graph for barackobama.com

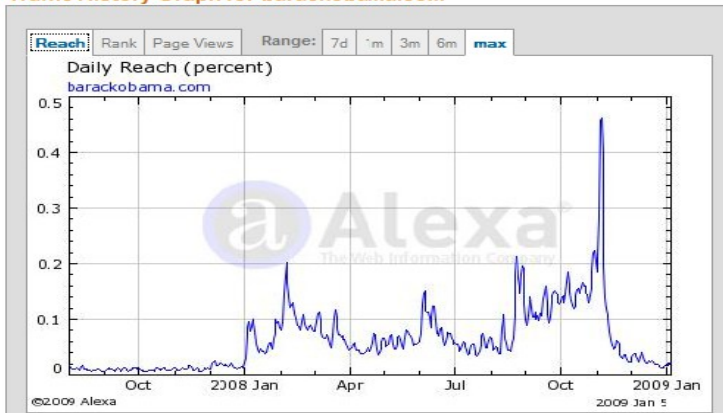


fig. a.

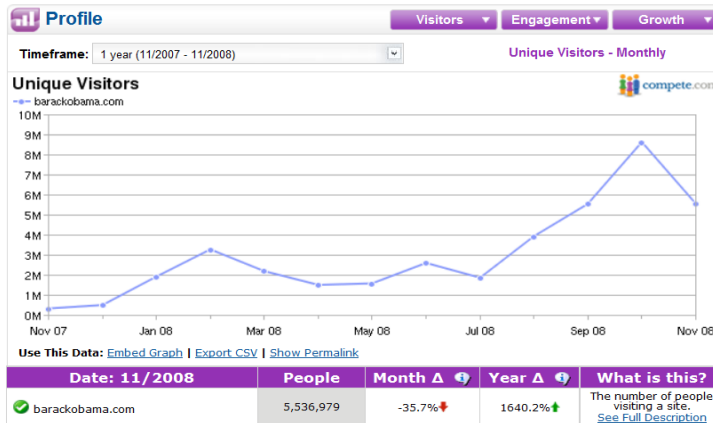


fig. b.

Les deux graphiques démontrent la présence d'un pic dans le trafic du site en novembre 2008, soit au moment des élections. En soi, rien de surprenant. Ce qui l'est en revanche est qu'en octobre 2008, le site a été visité par 8,5 millions d'utilisateurs uniques, chiffre qui, selon les données fournies par Alexa, représente un internaute sur mille par rapport au nombre total d'utilisateurs connectés à Internet durant la même période. Bien que les élections américaines correspondent à un événement d'intérêt global, l'audience du site a néanmoins rejoint des proportions surprenantes.

Cette forte participation a été également relevée sur d'autres plate-formes. À la fin de la campagne, nous avons ainsi pu compter 500 millions de citations concernant Obama dans les blogs et les forums dédiés au nouveau président. Rien que sur la chaîne IRC, 137 chats ont été ouverts au sujet du candidat démocrate<sup>73</sup>.

Dans le tableau 16 présenté plus bas, nous pouvons consulter, pour la période allant des mois d'octobre à décembre 2008, les pourcentages des usagers globaux d'Internet qui ont consulté le site (0,1179 %, soit plus d'un usager sur 1000), le *traffic rank* d'Alexa obtenu en combinant les données relatives aux pages visitées et au nombre d'utilisateurs (une moyenne de 707 dans les trois derniers mois) et la moyenne du nombre de pages visitées quotidiennement par un usager unique (3,24).

Compete, présentant des modalités de publication des données différentes.

<sup>73</sup> La liste des chats peut être consultée à la page <http://irc.netsplit.de/channels/?chat=obama&num=0> (dernière consultation 27/07/2013).

## Tableau 16

Pourcentages du trafic journalier sur le site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com) – au 12 janvier 2009

### Reach for Barackobama.com: ?

Percent of global Internet users who visit this site

Yesterday	1 wk. Avg.	3 mos. Avg.	3 mos. Change
0.023%	0.0294%	0.1179%	▲ 50.5%

### Traffic Rank for Barackobama.com: ?

Alexa traffic rank based on a combined measure of page views and users (reach)

Yesterday	1 wk. Avg.	3 mos. Avg.	3 mos. Change
4359	3369	707	▼ 429

### Page Views per user for Barackobama.com: ?

The number of unique pages viewed per user per day for this site

Yesterday	1 wk. Avg.	3 mos. Avg.	3 mos. Change
2.5	2.53	3.24	▼ 7.2%

Dans le tableau 17 présenté ci-dessous, nous pouvons comparer le trafic généré par le site d'Obama avec celui de McCain.

## Tableau 17

Comparaison du trafic journalier entre le site d'Obama et celui de McCain



Le tableau 17 montre que le site de McCain a eu moins de 300 000 visiteurs dans la période des élections. Dans l'axe temporel compris entre novembre 2007 et novembre 2008, les visiteurs du site de McCain ont été 56 441 contre les 5 536 979 d'Obama. Ces données montrent que le candidat républicain, ciblant avant tout une population adulte, n'a pas investi beaucoup d'énergie dans les nouvelles technologies en menant une campagne traditionnelle

qui a fait appel aux médias de masse et aux grands investisseurs. En effet, les résultats électoraux de 2008 révèlent que McCain a obtenu des résultats supérieurs à Obama uniquement dans le groupe d'âge correspondant aux individus âgés de plus de 65 ans <sup>74</sup> où on enregistre un écart de 10 % en sa faveur.

**Tableau 18**  
**Analyse du trafic de deux éléments du type nom.barackobama.com**

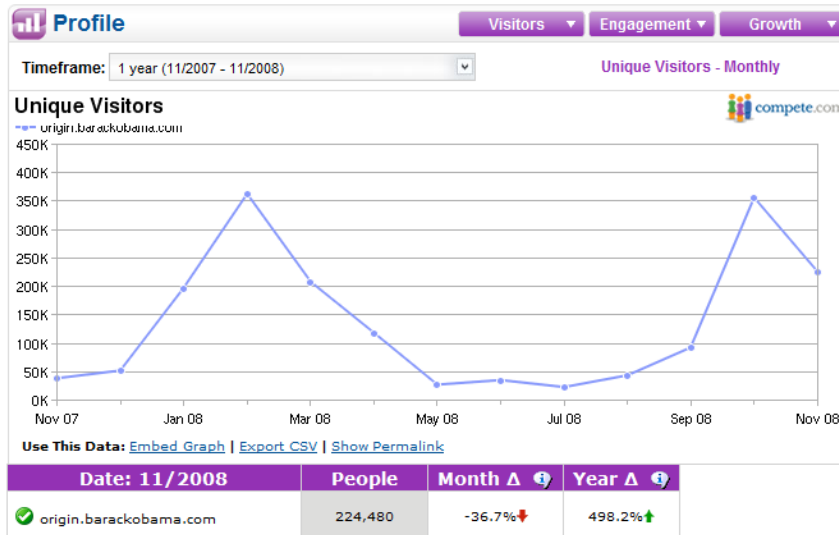


fig. a



fig. b.

Dans la figure b du tableau 18, nous pouvons observer que la section my.barackobama.com, la communauté interne au site, a été visitée par plus de 6 millions d'utilisateurs pendant les jours qui ont précédé les élections. La forme du graphique qui monte constamment, indépendamment des périodes cruciales de la campagne, démontre un processus progressif de fidélisation des utilisateurs. Les données sur le trafic montrent donc clairement que, conformément aux stratégies mises en place par l'équipe de campagne, le site d'Obama a été utilisé avant tout comme un moyen pour communiquer avec les autres, pour

<sup>74</sup> À la page de CNN <http://edition.cnn.com/2008/POLITICS/11/04/exit.polls/> (dernière consultation 27/07/2013), il est possible de consulter les sondages organisés par tranches d'âge.

constituer des groupes géographiques ou thématiques de militants et pour participer activement à la campagne.

Nous avons déjà remarqué la présence d'un nombre élevé de liens internes qui renvoyaient avant tout à la section [my.barackobama.com](http://my.barackobama.com). Pour éclaircir cet aspect, nous proposons également le tableau 19, publié par Alexa, à travers lequel nous pouvons consulter les sections internes du site d'Obama où le trafic s'est le plus concentré.

---

**Tableau 19**  
**Préférences de navigation à l'intérieur du site [www.barackobama.com](http://www.barackobama.com)**

**Where people go on Barackobama.com: ?**

- [my.barackobama.com](http://my.barackobama.com) - 57.3%
- [barackobama.com](http://barackobama.com) - 25.2%
- [donate.barackobama.com](http://donate.barackobama.com) - 9.6%
- [store.barackobama.com](http://store.barackobama.com) - 5.8%
- [origin.barackobama.com](http://origin.barackobama.com) - 0.7%
- [action.barackobama.com](http://action.barackobama.com) - 0.3%
- [enviros.barackobama.com](http://enviros.barackobama.com) - 0.1%
- [taxcut.barackobama.com](http://taxcut.barackobama.com) - 0.1%
- [faith.barackobama.com](http://faith.barackobama.com) - 0.1%
- [ga.barackobama.com](http://ga.barackobama.com) - 0.1%

---

Ce tableau 19 confirme une fois de plus la centralité de l'espace dédié à la communauté interne au sein du site d'Obama. Selon cette source, 57,3 % du trafic s'est concentré sur la section [my.barackobama.com](http://my.barackobama.com). Ce pourcentage doit être mis en relation avec le pourcentage relatif aux autres sections du site. La deuxième section la plus consultée, [barackobama.com](http://barackobama.com), proposant les thèmes de campagne et les articles de la presse, totalise 25,2 % du trafic. Cela signifie qu'un quart des visiteurs du site d'Obama en a fait un usage consultatif classique tandis que plus de la moitié a été intéressé avant tout par la dimension participative. L'analyse de ces données est extrêmement importante parce que la mise en place d'une stratégie de campagne centrée sur la participation n'implique pas forcément une réaction positive de la part des usagers. Le cas d'Obama montre, au contraire, que les internautes ne se sont pas limités à consulter des informations et à suivre l'actualité de la campagne mais qu'ils ont voulu en devenir des acteurs. La troisième section par nombre de visiteurs a été la section dédiée aux donations en ligne où nous retrouvons 9,6 % du trafic global. Cela confirme que la donation, de la même manière que la participation à la communauté du site, a représenté un autre moyen important d'adhésion à la cause et au mouvement qui s'est créé autour de la candidature d'Obama. En ce qui concerne la popularité du candidat démocrate sur les différents réseaux sociaux, l'écart avec le candidat républicain apparaît flagrant.

**Tableau 20 Nombre des sympathisants <sup>75</sup> d'Obama et de McCain sur les réseaux sociaux**

Réseau social	Nombre des sympathisants d'Obama	Nombre des sympathisants de McCain
Facebook	2 379 102	620 359
Myspace	833 161	217 811
Youtube	114 550 et 18 413 110 visualisations	28 419 et 2 032 993 visualisations
Twitter	112 474	4 603

Le tableau 20 rapporte le nombre de sympathisants inscrits sur les profils des principaux réseaux sociaux des deux candidats. Dans période post-électorale, Obama disposait de plus de deux millions d'amis sur Facebook contre les six cent mille de McCain et 18 400 000 visualisations sur Youtube contre seulement deux millions pour le candidat républicain.

### 3.9 Discussion

L'analyse du trafic montre clairement que l'Internet a répondu positivement à la stratégie participative mise en place par l'équipe d'Obama et développée avant tout à partir du site de campagne. La mobilisation des plate-formes numériques et l'intégration des dynamiques propres au web social se sont traduites par un succès et par la construction d'une e-notoriété bien plus large que celle de son adversaire. Sur un nombre total de presque seize millions d'occurrences, repérées dans le panel des 100 sites qui pointaient vers le site du candidat démocrate, plus de onze millions se référaient à Barack Obama. Le même résultat a été obtenu sur le panel de 100 sites qui pointaient vers le site du candidat républicain.

La stratégie visant à mobiliser les principaux réseaux sociaux et à en intégrer les pratiques dans la campagne s'est donc avérée gagnante. En effet, sur ces plate-formes, le consensus autour d'Obama a été presque plébiscitaire : sur Facebook, 68 % des éléments tracés concernaient Obama, 25 % McCain et 7 % Clinton ; sur Flickr, Obama a obtenu 89 % contre 0,6 % pour McCain et 5 % pour Clinton ; sur Myspace, Obama a totalisé 92 % des occurrences contre 4 % pour les deux autres candidats ; sur Twitter, Obama a atteint les 93 % contre 4 % pour McCain et 3 % pour Hillary Clinton.

D'une manière plus générale, la campagne d'Obama semble avoir contribué à intensifier l'utilisation de l'Internet tout court. Cette affirmation se voit confirmée par d'autres analyses portant sur l'usage de l'Internet dans la période électorale. Sur la base des statistiques publiées par *Internet World Stats*, dans la période comprise entre 2000 et 2008, l'utilisation d'Internet a enregistré une augmentation de 130,9 %<sup>76</sup>. Selon la recherche conduite par le blog *Web Strategy*<sup>77</sup> et portant sur les résultats de la campagne électorale de 2008 en termes de présence des deux candidats sur les différents médias sociaux, l'activité des militants d'Obama au sein du web social a été largement dominante par rapport à l'activité, très faible, des partisans

<sup>75</sup> Les données ont été relevées en 2008 durant la période post-électorale.

<sup>76</sup> Les données sur la pénétration et l'utilisation d'Internet aux États-Unis peuvent être consultées à la page <http://www.internetworldstats.com/stats14.htm> (dernière consultation 27/07/2013).

<sup>77</sup> La recherche peut être consultée à la page <http://www.web-strategist.com/blog/2008/11/03/snapshot-of-presidential-candidate-social-networking-stats-nov-2-2008/> (dernière consultation 27/07/2013).



républicains.

En confirmant ces tendances, notre enquête relève qu'en octobre 2008, le site a été visité par 8,5 millions d'utilisateurs uniques correspondant à un utilisateur sur mille du nombre total d'utilisateurs connectés à Internet durant la même période.

L'analyse de l'audience menée sur les sites des deux candidats a montré que, dans la période comprise entre novembre 2007 et novembre 2008, les visiteurs du site de McCain ont été 56 441 alors qu'ils ont été 5 536 979 sur le site d'Obama. Après les élections, Obama disposait de plus de deux millions d'amis sur Facebook quand McCain n'en avait que six cent mille et sa chaîne Youtube avait été regardée plus de dix-huit millions de fois contre seulement deux millions pour celle du candidat républicain.

L'analyse du trafic des différentes sections du site d'Obama a encore mis en valeur l'importance cruciale de l'espace dédié à la communauté des militants. En effet, la communauté hébergée par le site de campagne a été visitée par plus de six millions d'utilisateurs pendant les jours qui ont précédé les élections. Selon Alexa, 57,3 % du trafic total s'est concentré sur cette section suivie par l'espace [barackobama.com](http://barackobama.com), proposant les thèmes de campagne et les articles de la presse (25,2% du trafic), et par la section dédiée aux donations en ligne (9,6% du trafic global). Ces données montrent que plus de la moitié des utilisateurs a exploité le potentiel participatif du site, qu'un quart en a fait une utilisation consultative et enfin qu'un utilisateur sur dix a souhaité l'utiliser pour effectuer des donations.

L'enthousiasme provoqué par la forte participation des utilisateurs se voit toutefois atténué par les données concernant la typologie et le faible nombre de sources ayant contribué à la création des contenus. Parmi les sites qui ont assuré la couverture de la campagne, nous retrouvons quinze sources principales distribuées équitablement entre la sphère de l'information traditionnelle et la sphère du web social (représentée essentiellement par les réseaux sociaux dont Facebook, le deuxième de la liste, occupe une position de premier plan).

L'enquête a en outre révélé que 13,2 % des sites web a généré 87,5 % des contenus politiques en ligne et que le seul site de *Huffington Post* a généré 29,28 % du trafic global. La rareté des sources qui ont produit les contenus de campagne démontre la permanence du paradigme de la communication de masse qui se voit toutefois adossé au nouveau modèle de l'individualisation de masse (déterminé par l'entrée massive des réseaux sociaux dans le circuit de production de l'information politique).

L'identification d'un système circulaire de renvois de l'information montre que ce modèle communicationnel hybride a été le résultat d'une stratégie réfléchie. Les dix premiers producteurs du contenu qui ont créé un lien avec le site de campagne sont en effet également présents dans les liens externes du site. Ce constat représente une importance capitale dans l'enquête parce qu'il implique une forme de contrôle du système de production et de gestion des contenus de la part de l'équipe de campagne. En ce sens, si les réseaux sociaux n'ont pas interféré avec les sources accréditées par le parti, ils ont par contre répondu promptement à sa stratégie.

L'enquête a donc abouti à l'identification d'un espace médiatique constitué de liens avec les principaux médias traditionnels et les plateformes les plus populaires du web social (jamais les médias alternatifs et indépendants) ainsi qu'avec les groupes organisés de la société américaine (communautaires, religieux ou professionnels). En structurant efficacement la relation entre l'espace réel et l'espace virtuel, ce site a constitué le lieu central voué à la socialisation politique, à la formation de communautés de volontaires et à la gestion décentralisée de la campagne. Pour la première fois, l'objectif principal n'a pas été uniquement de communiquer avec les internautes mais d'encourager ceux-là mêmes à communiquer entre eux afin de stimuler des dynamiques organisationnelles et militantes par le bas. Cette nouvelle stratégie a encouragé la création d'une sorte d'Obama-sphère déterminée à partir d'une fine stratégie numérique et caractérisée par un modèle individualisé de communication de masse. Cette sphère a capturé l'attention d'une audience large qui s'est à son tour mobilisée en obscurcissant le candidat républicain. Cette e-notoriété s'est au final traduite par une affirmation politique

d'Obama dans les urnes.

La participation et l'engagement, informationnel et physique, des militants d'Obama ont donc été les résultats d'une stratégie de mobilisation innovante. L'entrée du modèle du contenu généré par l'utilisateur dans la campagne n'a cependant pas été le résultat de mécanismes spontanés mais a en fait constitué plutôt un projet de marketing en ligne réussi où le citoyen était à la fois producteur et consommateur de « participation ».

### **3.10 Ce qu'Obama n'a pas pu changer**

Si les réseaux sociaux ont eu un rôle important dans la stratégie de mobilisation de l'équipe d'Obama, les médias traditionnels ont gardé une position dominante dans la production du contenu politique. En effet, les onze sites de news qui ont été identifiés dans le panel des sources qui pointaient vers le site d'Obama ont produit 64,66 % des occurrences totales. Malgré l'entrée fracassante de la sphère du web social dans l'arène politique, les médias traditionnels représentent donc encore la source d'information politique principale.

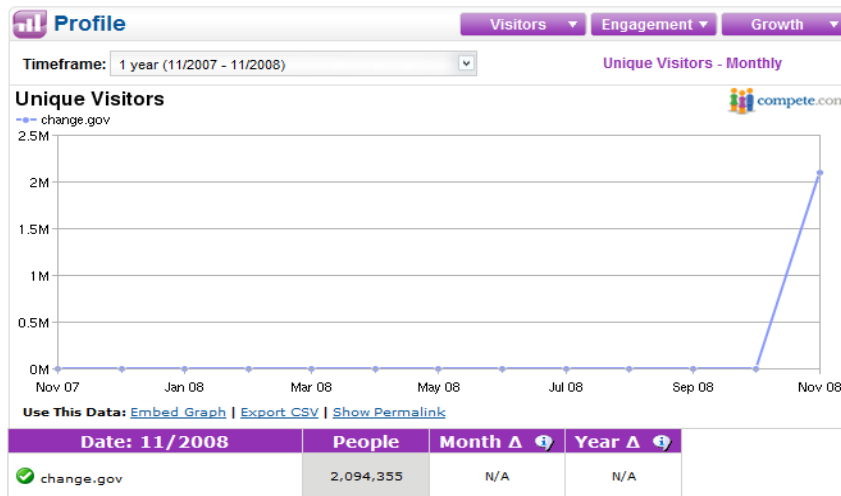
Le processus de dé-massification de l'information est donc loin d'être accompli. En effet, il ne suffit pas que de nouvelles pratiques se développent parmi les usagers les plus actifs. Pour faire évoluer les mécanismes de production et de gestion de l'information, il faut d'abord faire basculer les systèmes économiques et politiques qui les encadrent. En ce sens, l'Internet doit être considéré comme un canal d'accès à une variété d'approches et de formats informationnels où, toutefois, le modèle des médias *main stream* semble encore occuper une place dominante.

Au-delà du cadre informationnel, l'élection d'Obama a généré également beaucoup d'attentes sur le plan politique. En effet, l'inauguration des mécanismes participatifs pendant la campagne semblait être liée à la promesse d'une mutation significative du système de prise des décisions. En réalité, les processus d'innovation se sont surtout concentrés sur l'activation de dynamiques de militantisme local pendant la période électorale et n'ont pas donné lieu à un changement effectif dans le processus législatif.

Comme a pu l'affirmer Manuel Castells, le pouvoir des technologies consiste aussi à concevoir les nouvelles technologies du pouvoir (Castells, 2009). Cette observation subtile nous amène dans le projet politique d'Obama à voir un élément paradoxal en cela que la participation par le bas et la promotion d'un modèle de mobilisation calqué sur les réseaux sociaux semblent avoir simplement constitué une belle façade et une stratégie pour finalement redonner une légitimité aux sphères du pouvoir à l'échelle mondiale. Si l'échange attention/participation proposé par l'équipe de campagne a eu un retour positif en termes de mobilisation, cela n'a pas impliqué pour autant une révolution de la politique. On peut même se demander si la politique participative inaugurée durant la campagne de 2008 a vraiment jamais eu des chances concrètes d'être prolongée au-delà de la campagne.

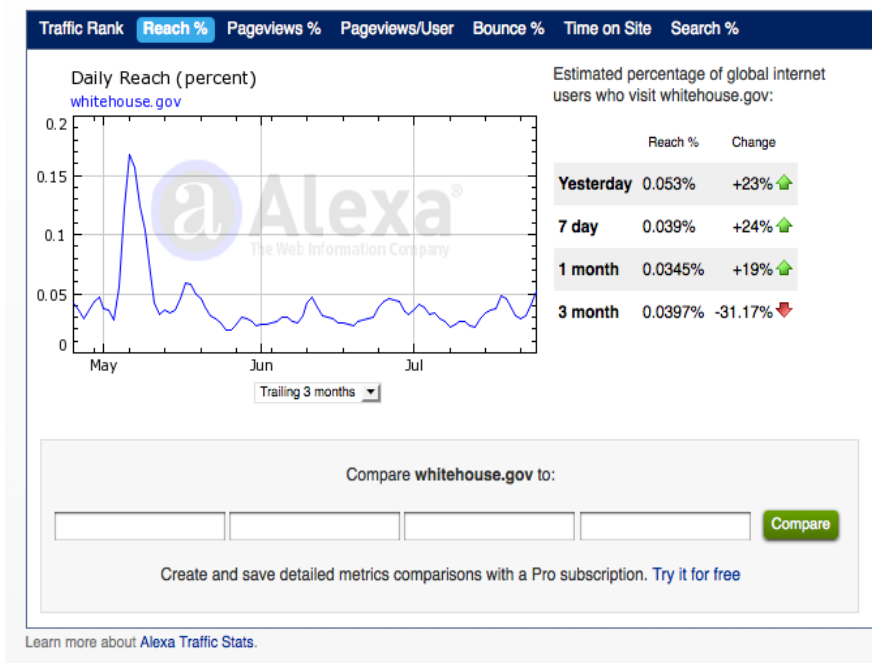
Pourtant, lancé par Obama seulement vingt-quatre heures après son élection, le site [www.change.gov](http://www.change.gov) avait été officiellement conçu selon une logique de co-gestion du pouvoir. Censé servir à récolter les suggestions des citoyens pour identifier les thèmes sensibles et préparer l'agenda politique, le site a bénéficié d'un certain succès initial puisqu'en novembre 2008, il avait reçu plus de 2 millions de visiteurs.

**Tableau 21**  
**Usagers uniques du site [www.change.gov](http://www.change.gov)**



Afin de comprendre si ce projet de gouvernement participatif a réellement abouti, nous avons consulté le pourcentage d'usagers d'Internet qui ont récemment visité le nouveau site de la Maison Blanche ([whitehouse.gov](http://whitehouse.gov)). Comme nous pouvons constater à partir du tableau 22 fourni par Alexa, mis à part un gros pic dans les visites correspondant à la période de mai 2013, les données sur le trafic sont plutôt décevantes par rapport à celles que nous avons récoltées lors du lancement du site. Le nombre d'usagers a significativement baissé par rapport au nombre d'internautes qui s'étaient rendus sur *change.gov*, ce qui implique une probable faillite du projet de démocratie participative annoncé en 2008.

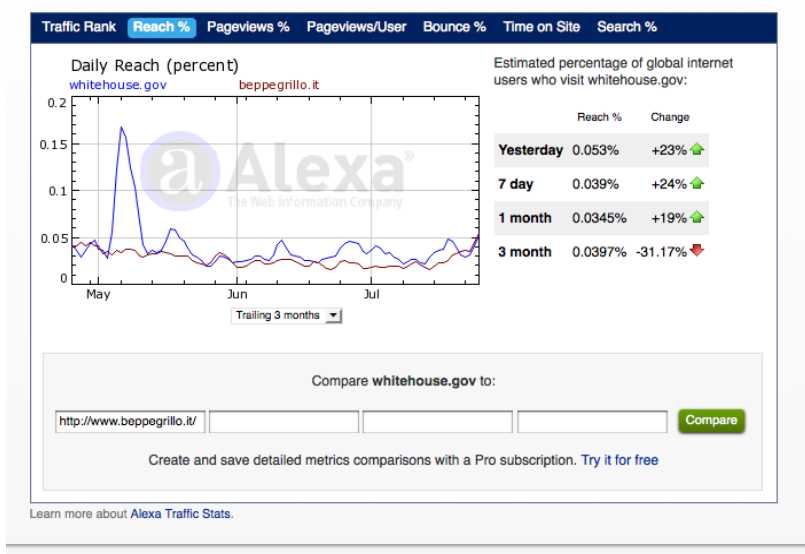
**Tableau 22**  
**Pourcentage des usagers globaux d'Internet qui ont visité le site <http://www.whitehouse.gov/> au cours des derniers trois mois. Analyse consulté le 20 juillet 2013.**



Afin de mieux interpréter les données sur le trafic, nous avons demandé à Alexa de produire une comparaison entre le trafic du site de la Maison Blanche et celui du blog de l'activiste italien Beppe Grillo. Le graphique peut être consulté sur le tableau 23 reporté ci-dessous.

### Tableau 23

**Comparaison entre le pourcentage des visiteurs globaux d'Internet qui ont visité le site <http://www.whitehouse.gov/> et ceux qui ont visité le site [www.beppegrillo.it](http://www.beppegrillo.it)**  
**Analyse effectuée le 20 juillet 2013**



Nous avons été surpris de constater que, dans la période comprise entre juin et août 2013, le pourcentage d'utilisateurs globaux qui ont visité les deux sites est presque le même, soit environ 0,05 % des internautes mondiaux. En considérant l'énorme différence entre les deux pays en termes de population et de pouvoir, ce graphique montre clairement l'échec du projet Obama. Nous traiterons plus loin dans les détails le modèle de militantisme développé par Grillo.

Pour l'instant, cette comparaison nous sert uniquement à ramener à des justes proportions les enthousiasmes que l'entrée d'Obama à la Maison Blanche a pu créer dans le monde et surtout à ré-encadrer sa stratégie de mobilisation dans son propre champ d'action : celui de la communication institutionnelle visant à légitimer et à promouvoir l'appareil politique. Dans cette perspective, une campagne électorale innovante n'a pas le pouvoir, ni d'ailleurs l'objectif, de transformer les équilibres politiques et de révolutionner le fonctionnement du pouvoir.

La campagne de 2008 restera toutefois un cas d'école, une expérimentation exemplaire qui a permis de montrer l'énorme potentiel d'Internet dans l'amplification et la coordination des dynamiques collectives.

### 3.11 Les acquis de la campagne d'Obama

L'étude de la campagne menée par Obama en 2008 a démontré clairement les enjeux de l'Internet en tant que moyen de mobilisation politique. L'aspect véritablement innovateur qui a émergé de l'enquête a été l'adoption d'une stratégie fondée sur le processus d'intégration des pratiques info-communicationnelles de l'Internet dans la campagne. En effet, dans une atmosphère conviviale et communautaire, les internautes ont été amenés à s'engager dans le projet d'Obama précisément à partir de leurs rituels communicationnels et dans les espaces de rencontre qui leur sont propres. Cette incorporation des pratiques du *social networking* dans la campagne a toutefois aussi entraîné un système d'optimisation de l'appareil électoral qui a abouti à la plus vaste opération de *micro-targetting* politique de l'histoire. Cet élément renforce l'idée selon laquelle ce qui a poussé Obama et son équipe à développer une campagne focalisée sur la participation concerne avant tout des motivations de nature stratégique.

Toutefois, le choix de construire une campagne électorale sur les dynamiques de la mobilisation citoyenne montre également que la politique institutionnelle, pour se renouveler, aspire les nouveautés de l'Internet militant et se nourrit de ses pratiques. De cette manière, elle essaie d'en neutraliser le potentiel contestataire afin de le traduire en consensus.

L'émergence de cette nouvelle stratégie politique dévoile l'existence d'un rapport complexe qui lie le domaine de la politique institutionnelle au champ militant et qui ne peut pas être expliqué uniquement à partir d'un système de conditionnement unidirectionnel et mécaniste<sup>78</sup>.

Le parti démocrate a su optimiser un modèle de mobilisation qui avait déjà été exploité par d'autres groupes d'activistes. Le vrai pionnier dans l'usage politique de l'Internet a été certainement le mouvement altermondialiste qui, dix ans plus tôt, avait expérimenté les outils numériques pour échanger et diffuser l'information militante et pour coordonner la mobilisation des contre-sommets internationaux. En 2008, Obama met à jour ces stratégies et les transmute en un modèle systématique de la mobilisation numérique.

En re-parcourant l'analyse que nous avons conduit sur la campagne présidentielle de 2008, nous pouvons constater la création d'un noyau central de la mobilisation représenté par l'espace [mybarackobama.com](http://mybarackobama.com). En tant que point de départ de la campagne numérique, cet espace a constitué le lieu de formation de l'identité politique et a hébergé un nouveau modèle de campagne auto-gérée. C'est à partir de cette section du site qu'une communauté vouée à la cause d'Obama a pu se développer et mener son action. En faisant office de relais entre la sphère virtuelle et la sphère locale, cet espace a également permis aux internautes de décentraliser la campagne et de s'organiser en groupes thématiques, géographiques ou d'intérêts.

Dans le cadre de ce modèle, les pratiques info-communicationnelles des militants<sup>79</sup> ont constitué une partie intégrante de la stratégie de campagne. En effet, c'est à partir du déploiement de ces mêmes pratiques que les militants se sont constitués en groupes d'activistes et ont élaboré des stratégies de terrain. Pendant la campagne de 2008, les logiques de la

---

<sup>78</sup> Sidney Tarrow conçoit le degré d'ouverture et de fermeture des institutions politiques, le niveau de stabilité ou d'instabilité des alignements politiques, la présence ou l'absence d'alliés influents et l'existence de conflits entre les élites comme des variables importantes pour le développement de l'action contestataire (S. Tarrow, 1994, p. 85-89). Kiriesi développe un modèle encore plus mécaniste où il prend en compte la structure formelle de l'État, les procédures informelles, les stratégies politiques dominantes et la configuration du pouvoir dans le système des partis (Kiriesi, 1995). Plus récemment, Tilly et Tarrow ont proposé de décomposer la structure des opportunités politiques en six éléments qui correspondent à la multiplicité des centres de pouvoir indépendants, au degré d'ouverture aux nouveaux acteurs, à la disponibilité d'alliés importants, à l'instabilité des alignements politiques et à la propension du régime à réprimer ou à faciliter l'action collective (C. Tilly et S. Tarrow, 2008).

<sup>79</sup> La mise à jour des profils dans les réseaux sociaux, la publication de contenus sur les blogs, la consultation et l'échange de l'information de presse ou encore la participation au débat en ligne constituent des pratiques info-communicationnelles routinières qui ont joué un rôle important dans l'élargissement du consensus autour d'Obama.

propagande politique traditionnelle et le système unidirectionnel de la communication de masse ont côtoyé les pratiques d'une communauté politique hétérogène.

Ainsi, des mécanismes de participation par le bas peuvent se développer à partir d'une stratégie numérique et de la nouvelle cible médiatique qu'elle arrive à créer. Les avantages apportés par cette hybridation des modèles communicationnels ont été énormes car les collectifs pro-Obama remaniaient le discours politique, l'adaptaient à leur environnement et le diffusaient, volontairement et gratuitement, à leurs réseaux de connaissances. Ainsi, si notre enquête a démontré que le système de production et de diffusion de l'information politique répond encore largement à une logique propriétaire et verticale, elle a également rendu compte du rôle grandissant joué par les sphères du web social dans la formation de l'opinion publique. Cette évolution des modèles info-communicationnels entraîne, d'une part, une redéfinition de la sphère médiatique (les médias traditionnels sont traversés par le paradigme numérique) et, de l'autre, une forme d'interdépendance des différents moyens de la communication (tandis que les anciens médias imposent les thèmes du débat public, les nouveaux médias contribuent à amplifier l'action des anciens en lui donnant une nouvelle impulsion). En ce sens, cette enquête démontre également que le phénomène de la convergence des médias répond avant tout à un principe économique<sup>80</sup>.

Cette forme de prédétermination des logiques de l'offre commerciale par rapport aux pratiques qui se développent au sein des communautés d'utilisateurs n'implique pas pour autant un effacement des enjeux sociaux liés à l'usage de la technique. Ainsi, si la prédominance de la logique marchande a été soutenue à juste titre par bon nombre d'observateurs<sup>81</sup>, l'ensemble des représentations et des valeurs qui se construisent socialement autour des objets techniques constituent néanmoins une source génératrice de pratiques citoyennes<sup>82</sup>. Dans cette perspective, l'ensemble des usages et des pratiques de l'information et de la communication doivent être interprétés en tant que construction sociale. Cette dernière, encadrée par une logique systémique (due à l'emprise exercée par les concepteurs et le marché), reflète tout de même une manière de se rapporter aux autres et au monde. En ce sens, les nouvelles technologies correspondent à l'une des nombreuses formes de médiation de la réalité qui permettent à l'homme de s'exprimer et d'agir à l'aide de différents moyens symboliques<sup>83</sup> et dans différents contextes sociaux, politiques ou professionnels. Ainsi, bien que l'autonomie de l'utilisateur se soit avérée une illusion, des groupes d'individus peuvent décider de s'affranchir des logiques marchandes et de promouvoir des pratiques émancipatrices au sein même des plateformes qui régissent l'économie numérique. Ces pratiques ne se fondent pas forcément sur un

---

<sup>80</sup> Bernard Miège parle d'informationnalisme pour décrire le principe, à la fois technique et économique, qui régleme les flux d'informations dans la société contemporaine (Miège, 2007).

<sup>81</sup> Pour Bouquillion et Matthews, la naissance du web 2.0 est liée aux exigences de transformation et de valorisation du capital. En ce sens, les discours utopiques qui ont émergé au cours de la dernière décennie constitueraient une forme de légitimation idéologique aux mutations en acte au sein des industries culturelles.

<sup>82</sup> Tout en précisant l'emprise du marché sur l'environnement numérique, Patrice Flichy démontre comment l'imaginaire qui s'est construit autour Internet a eu une influence tant sur ses concepteurs que sur l'évolution des pratiques auxquelles il a donné lieu (Flichy, 2001).

<sup>83</sup> Dans le premier tome de *L'ère de l'information*, Manuel Castells conçoit l'esprit humain comme force de production directe. Ce processus est encouragé par l'émergence d'une relation étroite qui lie les processus sociaux de création et de manipulation des symboles – incarnant la culture de la société – à la capacité de produire et de distribuer des biens et des services – indiquant les forces de production – (Castells, 2001, p. 57). Bien qu'encadrée dans une logique basée sur la rupture d'époque, le concept de « culture de la virtualité réelle », selon lequel les médias peuvent être interprétés comme une sorte de métaphore de la culture et de l'esprit humain, présente un grand intérêt. L'aspect problématique du discours de Castells reste toutefois la construction, certes involontaire, d'un cadre idéologique qui, dans les faits, contribue au développement et au renforcement du marché néolibéral. Ainsi, l'Internet reste un espace en tension entre deux logiques principales : un système fondé sur le libre échange d'informations entre pairs et une infrastructure économique fondée sur les rapports marchands. Cette contradiction a été intégrée correctement dans le discours de Bernard Miège selon lequel « l'informationnalisme » constitue un processus en cours dont l'aboutissement est encore incertain. En ce sens, les mutations socio-techniques sont conçues comme des *potentialités contradictoires* et non comme des conséquences automatiques d'une évolution linéaire (Miège, 2007).

processus de « détournement » de l'outil technique mais elles peuvent être constituées par des activités rituelles, déjà ancrées dans certaines catégories sociales<sup>84</sup>. Contrairement à ce qui a émergé de l'analyse de la campagne d'Obama, ce basculement des pratiques quotidiennes vers le champ militant correspond à un acte délibéré, spontané et surtout indépendant des impératifs systémiques. Le caractère militant de ces pratiques, qui demeure essentiel pour pouvoir se rattacher à l'univers des mouvements sociaux, nous permettra également d'inscrire les phénomènes informationnels et communicationnels dans le plus large processus d'évolution des valeurs démocratiques et sociales. Dans cette perspective, le mouvement social, en tant que sujet collectif anti-système<sup>85</sup> et générateur de pratiques libératrices<sup>86</sup>, s'impose comme l'un des principaux moteurs du changement social.

---

<sup>84</sup> Des activités telles que l'échange et le partage d'information, la production de documents journalistiques amateurs ou l'écriture de commentaires dans un blog constituent des pratiques routinières pour un grand nombre d'internautes. Toutefois, dans un contexte politique donné, ces pratiques peuvent s'intensifier, être encadrées dans une logique militante et donner vie à un projet protestataire.

<sup>85</sup> La première tentative de définition systématique du champ des mouvements sociaux a été élaborée dans le cadre des théories du « comportement collectif ». En gardant une perspective proche de la psychologie des foules, Blumer identifie les comportements collectifs avec certains types de processus sociaux qui émergent d'une manière spontanée afin de réagir à un mauvais fonctionnement de l'ordre social. Si la plupart des groupes sont une expression des normes et des règles préétablies dans la société, les comportements collectifs, au contraire, se situent en dehors de cette zone de prescription culturelle et encouragent la naissance de nouvelles formes d'interactions non systémiques - « undefined or instructured situations » (Blumer, 1951, p. 129-130). Bien que les mécanismes irrationnels prêtés à l'action collective aient été largement dépassés par un nouveau paradigme de l'action rationnelle dont Mancur Olson est l'initiateur (Olson, 1978), l'idée centrale développée par les théories du comportement collectif reste pertinente et actuelle. En effet, cette approche souligne le rôle central joué par les mouvements sociaux dans le processus d'évolution des valeurs sociales (perspective qui sera reprise beaucoup plus tard par le paradigme de l'analyse des cadres). En outre, en considérant la volonté des collectifs contemporains de se démarquer de plus en plus de la sphère de la politique officielle, son actualité consiste aussi dans la distinction que les interactionnistes opèrent entre le domaine institutionnel (caractérisé par des modèles d'interactions systématiques) et le champ des mouvements sociaux (donnant lieu à des formes d'interaction non conventionnelles).

<sup>86</sup> Les pratiques info-communicationnelles de l'Internet, permettent à l'individu d'échanger avec les autres, de produire de l'information « engageante » et de refuser un statut de consommateur peuvent encourager un processus d'émancipation sociale et devenir un moyen pour élaborer des nouvelles catégories politiques.





**Chapitre 4**  
**S'informer donc résister : trois études de cas**

## Introduction aux nouvelles formes de mobilisation dans l'Internet italien

Ce deuxième volet de l'expérimentation de terrain présente le contenu de l'enquête sur l'« Internet militant » en Italie. Ce concept s'est développé à partir de la fin des années 1990 avec l'émergence de nombreux groupes contestataires qui ont profité des nouveaux outils de communication numérique pour porter leurs revendications, coordonner des actions collectives et acquérir une visibilité sur le plan national ou international. Du Chiapas aux États-Unis, de l'Espagne à la Tunisie, le réseau Internet s'est de la sorte progressivement imposé comme le terreau privilégié pour la création de projets sociétaux alternatifs. Souvent concentrés sur des actions éphémères et voués à l'obsolescence, ou tout du moins contraints de rester politiquement inoffensifs, ces nouveaux mouvements semblent avoir intégré l'éthique et les pratiques de l'Internet tant dans leur modes organisationnels que dans leurs cadres contestataires. Pour autant, de là à dire qu'ils sont une émanation directe de la culture d'Internet, il y a un pas que nous ne franchirons pas car ce serait tomber dans le piège du déterminisme technologique qui bien souvent prend l'effet pour la cause et inversement. En fait, comme a pu l'expliquer Granjon dans son ouvrage *L'Internet militant, Mouvement social et usage des réseaux télématiques* (Granjon, 2001), les implications et les changements apportés par l'entrée de l'Internet dans le champ militant semblent bien plutôt correspondre à un processus de mutation des formes de l'engagement<sup>87</sup>.

L'émergence d'une thématique de recherche articulée autour du concept de l'Internet militant a ainsi permis une synergie entre les études des usages des NTIC et les travaux récents consacrés aux mouvements sociaux<sup>88</sup>. En rapprochant les travaux des deux domaines, les observateurs ont identifié une correspondance entre l'usage intensif des nouvelles technologies et l'émergence d'une forme de « militantisme par projet »<sup>89</sup> fondé sur des actions intermittentes et à court terme et coordonné à travers l'expertise citoyenne (Granjon, 2001 ; Ion, 1997). Et pourtant, comme a pu le souligner Granjon, les militants ont toujours fait preuve d'une volonté de s'approprier des médias, de créer des canaux et des formes d'expression alternatives ou souterraines (Granjon, 2001 ; Granjon et Cardon, 2010). L'utilisation de l'Internet devrait donc être encadrée dans une logique linéaire et évolutive de l'action militante et non pas dans une logique de la rupture. C'est en vertu de ce constat que nous avons préféré parler de pratiques info-communicationnelles (focalisées sur le sens et la

---

<sup>87</sup> Voir aussi Ion, Franguiadakis, Viot, 2005 et Fillieule, Agrikoliansky, Sommier, 2010.

<sup>88</sup> Les sociologues impliqués dans l'observation des nouvelles formes de militantisme soulignent l'émergence d'un modèle d'engagement « distancié » ou « affranchi », lié aux différents intérêts et permettant une approche intermittente à la cause (Ion, 1997). Ces nouveaux modèles semblent également être de plus en plus fondés sur l'action (souvent ponctuelle) plutôt que sur l'adhésion idéologique et la dimension du militant total qui avait caractérisé les luttes ouvrières (Ion, Franguiadakis, Viot, 2005 ; Fillieule, Agrikoliansky, Sommier, 2010). La dimension totalisante du militantisme, impliquant l'incorporation d'un rôle social et d'un positionnement politique et idéologique précis, semble donc être destinée à un déclin progressif.

<sup>89</sup> Le concept de « militantisme par projet » qui a émergé dans le cadre de notre réflexion sur les formes de l'engagement contemporain nous apparaît comme particulièrement intéressant car il renferme à la fois le concept de « militant distancié » élaboré par Jacques Ion et le concept de « cité par projet » élaboré par Luc Boltanski et Eve Chiapello dans « Le nouvel esprit du capitalisme ». Selon les deux auteurs, après le cycle des contestations de mai 1968, l'émergence d'un discours managérial centré autour des concepts de réseau, de coordination horizontale et d'organisation par projet a déterminé l'intériorisation, de la part de la société, d'une nouvelle forme de justification sociale qu'ils appellent la « cité par projet ». Les auteurs en concluent que le capitalisme, en se nourrissant de la critique qui lui avait été adressée au cours des années 1960 et 1970, a élaboré un nouveau discours construit principalement sur l'imaginaire du réseau (Boltanski et Chiapello, 1999). La force du discours des deux auteurs réside dans la notion totalisante qu'ils attribuent au mode de production capitaliste précisément parce qu'il engage l'esprit d'une société, d'une époque, et, en tant que tel, il implique également la construction d'une ossature idéologique et sociale. Ce processus d'intériorisation de l'idéologie s'effectue d'une manière inconsciente mais comporte des changements significatifs au niveau de la constitution des formes de la vie sociale et des ses approches.

dimension qui est attribuée à l'usage plus que sur l'interaction avec le dispositif technique). Malgré l'ancienneté des initiatives de médiactivisme (le cinéma ouvrier en France ou l'explosion des radios libres à la fin des années 1970 en sont des exemples), l'émergence d'une thématique de recherche centrée sur l'Internet militant reste néanmoins une approche pertinente pour appréhender l'évolution de l'action contestataire. Ce caractère exceptionnel de l'Internet par rapport aux médias qui l'ont précédé est justifié par son essence duale impliquant une relation intime entre son potentiel technique et la dimension idéologique à laquelle il renvoie. Ainsi, bien que les usages de l'Internet soient largement déterminés par des stratégies géo-économiques et géo-politiques (A. Mattelart, 2006), cet outil continue à représenter également une véritable chance pour l'élargissement de la prise de parole et l'affirmation du droit à la liberté d'expression. Et c'est précisément à partir de sa propension technique à la démocratisation que les usages militants de l'Internet continuent à se développer dans des formes et des contextes très différents.

Bien que l'adoption d'une approche fondée sur les « pratiques »<sup>90</sup> implique un regard différent sur les phénomènes info-communicationnels, notre perspective intègre toutefois en partie la thématique de l'Internet militant ainsi qu'elle a été formulée par Fabien Granjon. Ce choix dépend en effet de l'influence que le discours sur l'Internet exerce sur l'univers des représentations des militants.

Tandis que la thématique de l'Internet militant essaie de trouver une légitimité théorique et empirique au milieu de la vague de contenus déterministes qui s'agitent autour du concept de « révolution numérique », les sociologues de la mobilisation essaient depuis longtemps de cerner les mutations qui traversent le champ des mouvements sociaux. En effet, à partir des années 1960, les chercheurs se sont intéressés à l'étude des facteurs macro-économiques, politiques et sociaux qui auraient favorisé le déclin du modèle de la lutte de classe et l'émergence d'une forme de militantisme moins idéologique et plus sociétal. Alain Touraine a été l'un des premiers à s'être engagé dans cette voie. Selon le sociologue, qui peut être considéré comme le père de la théorie des nouveaux mouvements sociaux, le mouvement social est un sujet collectif qui perturbe l'ordre social, qui souligne les faiblesses des institutions en opposant la spontanéité de ses revendications aux mécanismes de contrôle et de domination<sup>91</sup> (A. Touraine, 1993). Selon Touraine, le mouvement social trouve son modèle et son expression la plus aboutie dans le mouvement ouvrier qui a constitué pendant longtemps le principal vecteur du combat social.

L'émergence d'un nouveau cadre de l'action contestataire apparaît donc étroitement liée au processus de déclin du mouvement ouvrier. L'auteur met alors en relation ce phénomène avec des facteurs macro-économiques et sociaux qui auraient impliqué le passage de la société industrielle à la « société post-industrielle »<sup>92</sup> (A. Touraine 1969). Ces changements majeurs auraient amené à une institutionnalisation progressive du mouvement ouvrier et à une fragilisation de sa conscience de classe. Les nouveaux mouvements seraient donc le résultat d'un processus de déconstruction de la conscience ouvrière<sup>93</sup> (Touraine, 2000). En effet, les

---

<sup>90</sup> Certains auteurs qui s'inscrivent dans le courant des pratiques informationnelles pensent que les réelles différences entre le concept de « pratique » et d'« usage » ne concernent pas tellement les objets d'étude et les activités auxquelles les deux termes se réfèrent mais plutôt l'approche, la manière d'observer et de se rapporter aux phénomènes info-communicationnels. Cette distinction déterminerait donc l'émergence de deux modèles distincts : l'un, celui des usages, visant à enquêter la manière dont on utilise un dispositif en relation avec le cadre socio-professionnel, culturel ou politique, et l'autre, celui des pratiques, focalisé sur les modes d'action individuelles ou collectives, les représentations et les attitudes humaines (Stéphane Chaudiron et Madjid Ihadjadene, 2010, p. 4).

<sup>91</sup> Cette définition nous renvoie à la formulation de Blumer selon lequel le terrain des mouvements sociaux se situe en dehors de la zone systémique et institutionnelle (Blumer, 1951, p. 129-130).

<sup>92</sup> La société post-industrielle se caractérise par le primat des activités culturelles sur celles matérielles qui avaient été au cœur du modèle fordiste. L'érosion du mouvement ouvrier se présente donc comme une conséquence logique du déplacement de l'objet central des conflits sociaux du travail et de son organisation vers la consommation culturelle et son contrôle de la part des technocrates.

<sup>93</sup> La spécialisation et l'individualisation du travail ouvrier a amené à une décomposition de la conscience ouvrière qui, n'étant plus caractérisée seulement par un rapport univoque à la production et à la hiérarchie

collectifs contemporains sont caractérisés par une composition plus hétérogène et par un activisme de cause qui semble avoir supplanté la dialectique et l'idéologie du mouvement ouvrier. Ces facteurs se traduisent dans la plupart des cas par une difficulté à mener des campagnes durables et à constituer des identités politiques définies.

Le travail d'Alain Touraine a stimulé le développement d'une riche littérature centrée autour du concept de « nouveaux mouvements sociaux ». L'appellation « nouveaux mouvements sociaux » est historiquement liée à la naissance des mouvements étudiants, pacifistes et écologistes des années 1960 et 1970. En 1980, en arrière-plan des processus de globalisation, Alberto Melucci perçoit l'émergence d'un nouveau paradigme de l'action contestataire non plus fondé sur le conflit politique et la conquête du pouvoir (Tarrow et Tilly, 2008) mais sur le processus de construction de l'identité collective (Melucci, 1982 ; 1988 ; 1996).

Cette posture impliquait une rupture des fondements mêmes de la discipline qui s'étaient essentiellement axés sur le modèle du processus politique et de la politique du conflit (Tilly, 1976 ; Tarrow, 1994 ; McAdam, Tarrow et Tilly, 1995 et 2001).

Toutefois, si la volonté de comprendre comment le cadre macro-économique et macro-politique contribue à restructurer l'action sociale présente un grand intérêt, le paradigme des nouveaux mouvements sociaux présente néanmoins des points problématiques. Différents travaux récents ont montré en effet la persistance des revendications matérielles et d'une approche politisée à la contestation (Van Dyke, Soule and Taylor, 2004 ; Mathieu, 2011). À nos yeux, l'élément le plus ambivalent dans la théorie des nouveaux mouvements sociaux réside dans la confusion entre la posture anti-politique des nouveaux activistes et le caractère a-politique qui leur est prêté. En réalité, le caractère anti-système de l'action contestataire contemporaine n'implique pas l'absence d'une dialectique politique avec le pouvoir, ni la disparition des revendications matérielles ou de classe. Tout en montrant une certaine méfiance vis-à-vis de *la* politique, les mouvements sociaux contemporains ne semblent donc pas avoir perdu leur ancrage et leur intérêt pour *le* politique.

La vraie question qui se pose est donc plutôt celle qui consiste à savoir si les nouveaux collectifs conservent la dimension historique qu'Alain Touraine attribue au mouvement ouvrier ou si, au contraire, ils constituent des formes élémentaires du mouvement social<sup>94</sup>. Il est indéniable qu'il n'y a pas aujourd'hui un sujet unique en avant-garde du combat social. À la place du mouvement ouvrier, nous sommes confrontés à une constellation d'initiatives contestataires qui, même quand elles arrivent à s'internationaliser et à créer des représentations fortes, semblent tout de même être vouées à une existence éphémère.

Bien que produisant des campagnes déterminées dans le temps, ces mouvements semblent toutefois afficher une dimension historique qui s'affirme par le biais même de leur vocation émancipatrice. L'univers idéologique de la gauche ouvrière semble en cela avoir été supplanté par un ensemble de valeurs démocratiques et/ou libertaires.

Le besoin de se situer dans un terrain anti-institutionnel<sup>95</sup> n'est donc pas la conséquence

---

politique, se stratifie et se fragmente donnant lieu à ce que Touraine appelle la « situation de classe » déterminée par une pluralité de rapports professionnels et sociaux (Lebel, 2012). Au sein des nouveaux groupes contestataires, la conscience de classe est substituée donc par une sorte de « conscience citoyenne » liées à une diversité de relations et d'intérêts qui ne concernent plus uniquement la dimension du travail.

<sup>94</sup> Selon Alain Touraine, les mouvements élémentaires sont de trois types : les groupes de pression qui, basés sur le principe de l'identité et se limitant à la défense de leurs intérêts, ont une influence limitée sur le changement historique ; les forces de protestation qui, se référant au principe d'opposition dans des circonstances précises, finissent par avoir une existence fragile ; et, enfin, les mouvements d'idées sociales reposant sur le principe de totalité et se référant aux valeurs générales de la civilisation industrielle (A. Touraine, 2000, p. 161-162) .

Chez Touraine, ces trois principes déterminent également la formation de la conscience collective dans le sens où le principe d'identité permet au mouvement de se reconnaître en tant que sujet politique, le principe d'opposition lui permet d'identifier ses opposants et le troisième définit, en termes plus larges, le champ du conflit social à l'intérieur de la société. Un mouvement social acquiert pleinement une dimension historique quand les trois principes sont réunis (A. Touraine, 2000, p. 161-162).

<sup>95</sup> À la suite du cadre théorique tracé par Habermas, certains sociologues ont essayé de définir les nouveaux espaces de l'action citoyenne. Dans cet objectif, Offe parle alors de la création d'un « nouveau paradigme

d'un réel abandon du conflit politique mais pourrait être bien plutôt interprété comme une réaction au lent processus d'aliénation politique qui caractérise les sociétés capitalistes <sup>96</sup>. En ce sens, la dialectique proposée par Habermas, seule capable de concilier une critique radicale du système capitaliste avec une vision éclairée du potentiel communicationnel humain, nous permet de poser clairement la question autour du statut et des enjeux représentés par les mouvements contemporains. Selon le philosophe allemand, la sphère privée et l'espace public constituent désormais un domaine rationalisé « où des impératifs du système se heurtent violemment à des structures communicationnelles résistantes » (Habermas, 1987, tome 2, p. 431). Le conflit politique ne peut pas s'épuiser car la fragilisation de la conscience ouvrière et la pacification apparente des conflits de classe n'impliquent pas la fin de la protestation. De nouveaux conflits, indépendants des sphères de la reproduction matérielle et des organismes institutionnels, émergent alors dans des nouveaux contextes normalement dédiés à la communication sociale.

Ainsi, face à cet état de fermeture ou, comme le dirait Habermas, de domestication des espaces de participation citoyenne, les plate-formes numériques, et les pratiques militantes qui s'y développent, pourraient être considérées comme des moyens *potentiels* de combler l'absence *effective* de possibilités délibératives. Dans cette perspective, l'univers des représentations associées à l'Internet militant, par le biais même des pratiques qui lui sont associées, amène au dépassement de la logique instrumentale (adoptée par le marché et intériorisée par l'utilisateur) par l'adoption d'une logique résistante. Ici réside toute l'ambivalence de l'Internet qui, largement dominé par la logique marchande, arrive tout de même à être conçu et utilisé comme un laboratoire démocratique (Cardon, 2010) ou, mieux encore, comme le lieu de formation d'une nouvelle démocratie protestataire (Mathieu, 2011).

C'est précisément animés par cette volonté de constituer un espace autonome de démocratie citoyenne que les trois mouvements italiens se sont formés et ont mené leur action. La première étude présente le phénomène des télévisions de rues italiennes. Nées en même temps que la généralisation des usages de l'Internet, les *Telestreet* étaient un réseau de télévisions pirates de quartier qui exploitaient les cônes d'ombre des chaînes officielles en offrant une programmation alternative à la télévision généraliste. Le projet des *telestreetaires*, fondé sur une logique anti-commerciale, visait à revitaliser l'espace public à travers l'implication des citoyens dans le processus de production de l'information.

La deuxième monographie est constituée par une enquête sur l'organisation du *NoBDay*, une manifestation entièrement organisée et promue sur Facebook réclamant la démission de Silvio Berlusconi, le Président du conseil de l'époque.

Le troisième cas sélectionné concerne l'analyse du blog d'information politique de Beppe Grillo qui a donné naissance au *Mouvement 5 étoiles*, un nouveau sujet politique représentant actuellement la principale force d'opposition au parlement italien.

Dans le cadre de ces nouveaux projets protestataires, la production d'information indépendante, véhiculée à travers différents canaux de communication (la télévision analogique, dans le cas des *Telestreets*, et l'Internet, dans les deux autres), semble représenter une composante essentielle de l'action militante. En d'autres mots, dans les trois cas, la critique du système passe à travers la stimulation de pratiques de l'information et de la communication (création de formats télévisuels amateurs, participation au débat en ligne, critique de l'information officielle). C'est donc l'approche à l'information et non pas l'outil technique utilisé qui semble pouvoir engendrer la création d'espaces protestataires. Dans ces lieux, qui peuvent aussi bien correspondre à un espace du web social (un blog ou un groupe Facebook)

---

politique » tandis que Beck, en adoptant le vocabulaire d'Habermas, le définit dans les termes d'un espace « infra-politique » situé entre la sphère privée et la sphère publique mais ayant un impact sur les dynamiques du pouvoir (Beck, 2003a).

<sup>96</sup>Selon Habermas, le système d'indemnisation de l'État providence a amené à un refoulement des structures de classe en conséquence duquel c'est surtout au niveau politique qui se déclenche une forme d'aliénation. En effet, le citoyen, en adhérant à un système légitimiste et centré autour de la mobilisation de la loyauté des masses, se retrouve coupé de tout mécanisme participatif et décisionnel au sein de la société (Habermas, 1987, tome 2).

qu'à un plateau télévisé amateur (la télé de rue), l'engagement s'exprime par le biais des activités de création, d'échange et de traitement de l'information.

Ces nouveaux militants qui, par définition, se distinguent de la masse des consommateurs d'information, agissent dans l'espace public par le biais d'actes de résistance symbolique (faire sa propre télé implique l'acte d'éteindre la télévision généraliste), à travers la manifestation de rue (comme dans le cas du *No Berlusconi Day*) ou la constitution d'un non-parti politique (comme dans le cas du *Mouvement 5 étoiles*).

Bien qu'avec des outils, des finalités ou des temporalités distinctes, les trois mouvements italiens ont tous réussi à incarner le sentiment de défiance citoyenne à l'égard des institutions et des médias et à le traduire en activisme politique. À la différence de la plupart des médiactivistes, les trois mouvements ont réussi à créer des représentations frappantes, à stimuler une large participation par le bas et, en ce qui concerne le *Peuple des violets* et le *Mouvement 5 étoiles*, à déclencher une mobilisation de masse.

Une micro-télé, un groupe Facebook ou un blog peuvent donc fonctionner de la même manière à partir du moment où ils deviennent des espaces informationnels autonomes finalisés à encourager une forme de participation civique par le bas. Nous allons donc montrer comment, face à une crise politique chronique et à la persistance de graves anomalies dans le système de l'information, les pratiques info-communicationnelles qui se développent au sein des contextes militants peuvent devenir un moyen puissant de résistance, de contestation ou de construction politique.

## 4.1 : Le contexte des médias en Italie

### 4.1.1 Les anomalies du marché télévisuel italien

L'analyse de la composition du paysage médiatique italien, de ses spécificités et de son lent processus d'évolution, constitue un passage essentiel pour pouvoir appréhender les conditions de naissance des trois mouvements protestataires faisant l'objet de cette enquête.

Comme l'ont souligné différentes organisations non gouvernementales<sup>97</sup>, l'Italie présente un certain nombre d'anomalies par rapport à la plupart des autres pays occidentaux. Ces anomalies concernent avant tout le système des médias audiovisuels.

En effet, le marché télévisé italien présente un degré de concentration très important qui se répercute tant sur le système de la vente publicitaire qu'au niveau de la production des contenus. Les deux principaux opérateurs, la RAI (la télévision publique) et Mediaset (le groupe privé géré par la famille Berlusconi) détiennent une quote-part de marché très élevée et, pendant longtemps, ont agi dans le secteur en situation de duopole. Cette configuration propriétaire a déterminé une propension très basse au changement et à l'innovation et l'absence de pluralisme tant au niveau interne (une concurrence presque inexistante entre les différents acteurs) qu'au niveau externe (induite par l'existence de grosses barrières dressées devant l'entrée d'investisseurs potentiels).

Le duopole télévisé italien a pu se maintenir intact pendant des décennies à cause de l'inefficacité des législateurs qui ont laissé perdurer une condition de déréglementation et d'indifférence devant la loi du plus fort.

La persistance de cette anomalie justifie en partie le choix original de la part des producteurs des *Telestreet* de s'approprier la technologie analogique précisément au moment où l'usage d'Internet se généralisait. Toutefois, si l'aversion vers la programmation homologuée de Rai et Mediaset justifie l'envie de créer une alternative, l'attention de ces *mediactivistes* vers le petit écran a peut-être aussi des racines plus profondes. En effet, en Italie, la télévision a toujours été la reine des médias. Les italiens accordent beaucoup d'importance à l'image dans toutes ses déclinaisons : l'image en tant qu'apparence physique, en tant que mode, sensualité, voyeurisme, expressivité ou excentricité. Mais c'est aussi parce que, plus qu'ailleurs, au cours des années 1960 et 1970 la télé a eu un rôle déterminant dans la constitution d'un imaginaire collectif national et dans l'unification de la langue italienne face à une variété de dialectes et de cultures locales.

Cet état de fragmentation culturelle et identitaire est d'ailleurs à l'origine d'une prolifération de chaînes locales. Selon Giacomo Properzj<sup>98</sup>, en 1978, seulement deux ans après la libéralisation du secteur télévisé local, on comptait plus de 1500 télévisions. En 2009, le cadastre des fréquences télévisées italiennes a recensé 629 émetteurs dont seulement 10 disposaient d'un multiplex pour multiplier leurs fréquences lors du passage au numérique<sup>99</sup>.

---

<sup>97</sup> Dans le rapport sur la liberté de la presse fourni par Freedom House en 2013, l'Italie figure comme le seul pays occidental à être considéré « partiellement libre ». Le classement 2013 de Freedom House peut être consulté à la page <http://www.freedomhouse.org/sites/default/files/Global%20and%20regional%20tables.pdf> (dernière consultation 10/06/2013).

<sup>98</sup> Giacomo Properzj est le fondateur de « Milano 2 », une TV diffusant dans un immeuble de Milan qui a ensuite donné naissance à « Canale 5 » du groupe Mediaset. Il est très intéressant de remarquer que l'une des principales chaînes généralistes italiennes est née d'un projet de *Telestreet*. Dans un interview de Riccardo Esposito, Properzj déclare qu'en 1978, l'Italie était le premier pays au monde pour le nombre d'émetteurs télévisés qui, à cette époque-là, avait rejoint le record historique de 1 500 télés. L'interview est disponible à l'adresse <http://www.tvlocali.tv/voce/properzj.htm> (dernière consultation le 05/06/2013).

<sup>99</sup> Information reportée par « Il Sole 24 Ore » du 04/06/2009. L'article est disponible à l'adresse <http://www.ilsole24ore.com/art/SoleOnLine4/Tecnologia%20e%20Business/2007/06/catasto-tv.shtml?uuid=7cfd9c84-12b5-11dc-9aa7-00000e251029&DocRulesView=Libero> (dernière consultation le 05/06/2013).

Sur la base des informations contenues dans le cadastre des fréquences<sup>100</sup>, « Affari e Finanza », le supplément économique du quotidien « La Repubblica », recensait 584 télévisions locales dans tout le pays dont 115 étaient des émetteurs à but non lucratif (des télévisions associatives) et 469<sup>101</sup> des télévisions commerciales. Selon la FRT<sup>102</sup> (Fédération radios et télévisions), les chaînes télévisées italiennes dépassent le nombre de 600. À la concentration propriétaire du secteur télévisé national correspond donc une autre spécificité constituée par le phénomène de prolifération de petits émetteurs locaux. Le site d'information « Società Civile » souligne que l'Italie héberge un cinquième des chaînes analogiques mondiales (dont le nombre total s'élève à 2500)<sup>103</sup>. En effet, à partir de la réforme de 1976 qui mettait fin au monopole public et ouvrait le marché aux opérateurs locaux, l'explosion des petites chaînes a rétabli le poids que les particules locales (la région, la ville ou même le quartier) ont dans la vie sociale et culturelle des italiens. Chaque petite entité urbaine ou paysanne en Italie est dotée d'une charge identitaire très forte qui se reflète dans le nombre de chaînes locales présentes sur le territoire. Ces télévisions, couvrant l'information de proximité, ont récemment dû affronter la transition vers la plate-forme numérique qui s'est accomplie en 2012 pour la totalité des régions. Ce changement a nécessité de gros investissements pour s'adapter aux nouveaux standards technologiques et à la production des nouveaux contenus éditoriaux. Encore une fois, au lieu de favoriser l'accès aux nouveaux opérateurs du secteur, la transition a par principe avantagé les acteurs déjà dominants. Le phénomène des *Telestreet* qui a explosé précisément au cours de cette période de transition technologique est donc lié à cette culture du territoire si importante dans un pays aussi riche de particularismes. En sortant d'une logique purement commerciale et en déprofessionnalisant les activités et les formats de la production télévisuelle, les *Telestreet* ont fourni des informations qui provenaient directement des territoires, des quartiers et même des rues. Ce réseau de petites entités capillaires et fortement communautaires a donc à sa manière essayé de combler l'absence de pluralisme et de sens civique des chaînes de télévision nationales.

Le projet des *Telestreet* peut donc être considéré comme l'équivalent non marchand des petites chaînes commerciales à la diffusion locale. Ces deux types d'émetteurs ont par contre dû s'adapter à l'évolution technologique qui a traversé le marché audiovisuel. Ces contraintes techniques expliquent en partie la difficulté rencontrée par les télévisions de rue à acquérir un statut et une place au sein du paysage médiatique contemporain. En effet, aujourd'hui, le secteur audiovisuel est caractérisé par une large diversification des plate-formes technologiques de diffusion (le numérique, le satellite et le nouveau IPT *Internet Protocol Television*).

En Italie, le segment du marché satellitaire est actuellement occupé par Sky qui agit en régime de monopole effectif. Cet opérateur, tout en offrant un service payant, se trouve en position de concurrence directe avec les anciens opérateurs de l'analogique (Rai, Mediaset, L'Espresso et Telecom), passés aujourd'hui sur le « digital terrestre » mais en service gratuit. L'image 1 présente les opérateurs les plus influents selon leur mode de diffusion (analogique terrestre, « TV numérique », satellite et IPTV). Dans la colonne du haut, nous pouvons recenser les chaînes gratuites (« in chiaro ») tandis que dans la colonne du bas se situent les chaînes payantes. Si le passage au « digital terrestre » est l'assurance de plus de concurrence entre les opérateurs, il n'assure toutefois pas la résolution du problème des positions dominantes.

---

<sup>100</sup> L'AGCOM (l'Agence des garanties de la communication) a rendu disponible le cadastre des fréquences du « digital terrestre » à l'adresse <http://213.175.5.7/catasto/pubblico> (dernière consultation le 05/06/2013).

<sup>101</sup> « Affari Finanza », le supplément du quotidien la Repubblica du 23-03-2009, p. 1. Disponible à la page [http://www.frt.it/index.php?q=node/22&pagina\\_visualizzazione=8&filtro\\_data1=&filtro\\_data2=&id=125](http://www.frt.it/index.php?q=node/22&pagina_visualizzazione=8&filtro_data1=&filtro_data2=&id=125) (consultée le 05/06/2013).

<sup>102</sup> Le site officiel est disponible à l'adresse <http://www.frt.it/?q=node/11> (dernière consultation le 05/06/2013).

<sup>103</sup> Article disponible à l'adresse [http://www.societacivile.it/focus/articoli\\_focus/tv\\_italia.html](http://www.societacivile.it/focus/articoli_focus/tv_italia.html) (dernière consultation 05/06/2013).



## Image 1 - La répartition des opérateurs télévisés italiens sur les différentes plate-formes de diffusion.

Source : Université IULM de Milan

	TV ANALOGICA TERRESTRE	TV DIGITALE TERRESTRE	TV DIGITALE SATELLITARE	TV DIGITALE VIA INTERNET (IPTV)
IN CHIARO				
A PAGAMENTO				

\* Solo simulcast di canali in chiaro, anche attraverso piattaforme pay.

Dans le tableau 1, nous pouvons observer que le nombre de téléspectateurs des nouvelles plate-formes (spécialement en ce qui concerne la télé payante sur satellite) est en hausse depuis 2007. Cette tendance a été confirmée et accentuée au cours des années successives en s'estompant seulement en 2012<sup>104</sup>. Selon *IT Media Consulting*, le marché publicitaire, où Mediaset, Rai et Sky occupent 93 % du marché total, constitue encore la ressource essentielle pour le secteur télévisé. Toutefois, on enregistre également des faits nouveaux, notamment l'affirmation de Sky comme l'un des principaux acteurs du marché télévisé et le transfert des ressources vers les autres opérateurs qui, entre 2012 et 2014, sont censées connaître une hausse annuelle de 17 %.

**Tableau 1 : Nombre des spectateurs par plate-forme de diffusion**

Source : Censis 2007

NUMERO SPETTATORI PER PIATTAFORME TRASMISSIVE			
	2005	2007	var. %
tv tradizionale	97,2%	92,1%	-7,9%
tv satellitare	15,8%	27,3%	72,8%
tv digitale terres	5,8%	13,4%	131,0%
Iptv	2,1%	6,1%	190,5%

En d'autres termes, le passage à la télévision numérique et le développement de nouvelles plate-formes télévisées de plus en plus *customisées* est en train de révolutionner, non pas la configuration du marché qui, comme nous l'avons remarqué, reste dominé par les mêmes acteurs, mais surtout l'approche des usagers à la consommation des produits audiovisuels.

<sup>104</sup>Source : IT Media Consulting ITMedia Consulting, "Il mercato televisivo in Italia: 2012 - 2014" <http://www.digital-sat.it/ds-news.php?id=31818> (dernière consultation 05/06/2013).

En considérant le taux de pénétration de la télévision en Italie qui, comme le montre le tableau 2 présenté ci-dessous, atteignait 83 % en 2003, une offre plurielle et une situation de concurrence loyale deviennent des conditions essentielles à la croissance culturelle et à la sauvegarde des processus démocratiques de formation de l'opinion publique.

**Tableau 2 – Taux de pénétration des médias en 2003**

Tv (a)	Quotidiens (b)	Magazines (b)	Radio (c)
83,2%	39,3%	66,8%	68,3%

(a) Source *Auditel* : pourcentage des téléspectateurs (échantillon : individus âgés de plus de 3 ans)

(b) *Fonte Audipress* : pourcentage des lecteurs (échantillon : individus âgés de plus de 13 ans)

(c) *Fonte Audiradio* : pourcentage d'auditeurs (échantillon : individus âgés de plus de 10 ans)

Comme le montre le tableau 3 présenté ci-dessous, la position dominante de la télévision par rapport aux autres médias est liée à une troisième anomalie du marché télévisuel italien : le primat de la télévision dans la vente des espaces publicitaires.

**Tableau 3 - Dépense publicitaire sur les différents médias dans les principaux pays européens**

%	Italy	Germany	France	Spain	Great Britain	USA
Newspapers	<b>18,4</b>	<b>43,7</b>	<b>27,1</b>	<b>27,1</b>	<b>38,9</b>	<b>29</b>
Magazines	<b>14,7</b>	<b>17,9</b>	<b>21,1</b>	<b>9,9</b>	<b>15,2</b>	<b>10,5</b>
Directories	<b>14</b>	<b>7,2</b>	<b>10,4</b>	<b>8,4</b>	<b>9,7</b>	<b>9,2</b>
Television	<b>48,5</b>	<b>26,6</b>	<b>33,3</b>	<b>45,2</b>	<b>32,2</b>	<b>39,8</b>
Radio	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>8,1</b>	<b>9,3</b>	<b>4</b>	<b>11,5</b>
Total classic	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Figure 4 Source : European Advertising and Media, 2007

La figure 2 présentée ci-dessous montre dans quelle mesure la répartition des quotas dans le marché publicitaire national a eu une incidence sur le développement et la consolidation du duopole télévisé Rai-Mediaset. En 2003, alors qu'exploitait le phénomène des *Telestreet*, le marché publicitaire, réparti principalement entre les deux groupes nationaux Rai et Mediaset, présentait un taux de concentration très élevé.

## Figure 2 - Répartition des quotas dans le marché publicitaire national en 2003

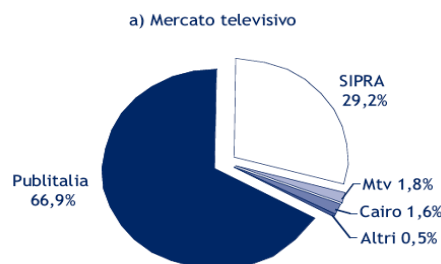


Figure 5 Source : Nielsen Media Research

Publitalia et Sipra correspondent respectivement aux concessionnaires de publicité de Mediaset et de la RAI.

Sur la base de l'analyse menée par l'Université IULM de Milan<sup>105</sup> et par les autres instituts de recherche, nous pouvons affirmer que, malgré les innovations technologiques, la présence de barrières dressées à l'entrée du marché pour les opérateurs potentiels constitue encore un problème majeur. Le segment le plus accessible semble être le secteur de l'Internet. Bien que ce type de *business* ait un rendement relativement bas, de nouveaux opérateurs ont plus de chance de rentrer dans le marché et d'être compétitifs.

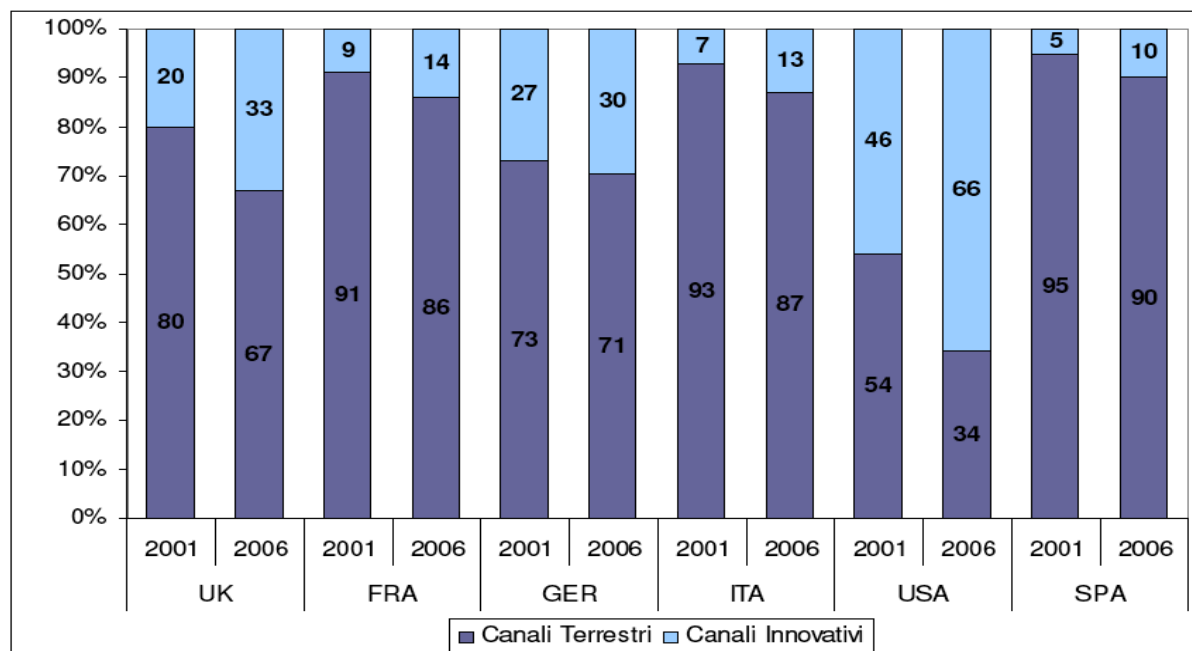
Comme l'illustre la figure 3 présentée ci-dessous, bien que les anciennes chaînes analogiques restaient un point de référence pour l'information au niveau national, entre 2001 et 2006, les plate-formes alternatives commençaient à prendre de l'épaisseur dans tous les pays d'Europe. Le *share*<sup>106</sup> des nouvelles chaînes présentait déjà des taux d'augmentation significatifs.

<sup>105</sup>Université IULM de Milan «Il mercato televisivo in Italia». Document disponible à la page <http://www.slideshare.net/GiuseppeEmme/analisi-del-mercato-televisivo-italiano> (dernière consultation 09/06/2013).

<sup>106</sup> Pourcentage des téléspectateurs sur un programme par rapport à l'audience totale.

### Figure 3 - Comparaison internationale entre le *share* des chaînes traditionnelles et des nouvelles

Figura 2 - Share dei canali terrestri e dei nuovi canali. Un confronto internazionale 2001- 2006  
Valori percentuali



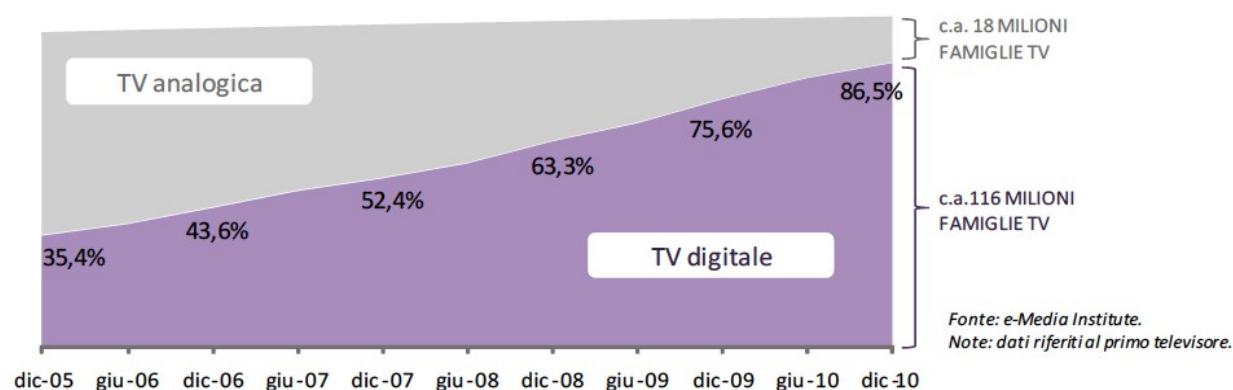
Fonte: Elaborazione ISIMM su dati Ofcom 2007.

Figure 3. Source : ISIMM sur la base des données Ofcom 2007

Une enquête de *e-Media Institute* publiée en 2011 montre que le passage au numérique s'est accéléré en Italie <sup>107</sup>. À la fin de l'année 2010, la diffusion de la plate-forme numérique en Italie correspond ainsi à un pourcentage supérieur à 90 %. Toujours en 2010, les abonnés à la télévision payante en Italie, en Espagne, en France et au Royaume-Uni ont augmenté de 10 % par rapport à l'année précédente. La figure 4 qui suit nous montre dans un laps de temps de cinq années l'évolution de la transition de la télévision analogique à la télévision numérique dans ces pays. Nous pouvons observer qu'au cours de l'année 2010, 116 millions de familles ont eu accès à la TV numérique alors qu'elles n'étaient plus que 18 millions à être restées sur la télévision analogique.

<sup>107</sup>Les résultats de l'enquête sont disponibles sur le site de l'institut de recherche à la page <http://www.e-mediainstitute.com/it/press/nuovomercatoaudiovisivorete.content> (dernière consultation 09/06/2013).

Figure 4 – La transition de la télévision analogique vers le numérique en France, en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni.



Source : e-Media Institute. Le graphique est disponible à la page [http://www.e-mediainstitute.com/static/upl/c/e-Media%20Institute\\_Press%20release\\_210311c.pdf](http://www.e-mediainstitute.com/static/upl/c/e-Media%20Institute_Press%20release_210311c.pdf) (dernière consultation 09/05/2013)

Si le passage au numérique s'est bien accompli, l'enquête de l'Université IULM de Milan précise tout de même que la fin de l'analogique ne pourra être exploitée que par les opérateurs qui auront su proposer une offre de personnalisation et d'achat de contenus payants, limitant ainsi les risques inhérents à tout changement technologique.

Cette transition constitue donc un défi pour tous les moyens et petits opérateurs qui, dans le futur, pourront sortir de la situation difficile dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui si et seulement s'ils parviennent à proposer une offre différenciée capable de gommer une partie des distorsions actuelles qui caractérisent le secteur télévisuel italien.

Le marché est donc en pleine mutation, non seulement du côté de l'offre mais aussi du côté de la demande. En effet, sous l'influence de ces mutations du paysage audiovisuel, les familles ont très rapidement modifié leurs régimes télévisés et leurs manières de consommer le médium. Selon un autre rapport de l'*e-Media Institute*<sup>108</sup>, en 2002, les familles qui étaient abonnées à la télévision payante correspondaient seulement à 11 % de la population ; en 2007, elles étaient environ 29 % ; en 2012, la barre des 50 % fut franchie. Cette augmentation est due à la croissance des abonnés au satellite et à la qualité des offres proposées par la télévision numérique et la bande large.

En ce qui concerne la télévision sur le web, le rapport de l'Université IULM de Milan remarque que les revenus publicitaires sont encore limités et doute de sa capacité à court-terme de dépasser les autres plate-formes. En effet, le modèle du *contenu généré par le producteur* doit encore trouver son marché dans un contexte dominé par le modèle du *contenu généré par l'utilisateur* et la philosophie du gratuit. Toutefois, une recherche conduite par le bureau légal *DLA Piper* et *e-Media Institute*<sup>109</sup> souligne que les quatre secteurs de l'audiovisuel (télévision, *Home Video*, Services via Internet et via mobile) tendront de plus en plus à s'intégrer et à confluer dans le macro-secteur des « services des médias audiovisuels », réglementé par la directive européenne de 2007 (2007/65/CEE). Selon les prévisions formulées par cet institut

<sup>108</sup>E Media Institute, *Il Mercato televisivo – Tendenze in Europa e in Italia* – juillet 2008, consultable à la page <http://www.e-mediainstitute.com/it/press/nuovomercatoaudiovisivorete.content> (dernière consultation le 06/06/2013).

<sup>109</sup>Les résultats de l'enquête sont résumés à la page : [http://www.e-mediainstitute.com/it/press/audiovisivirete2\\_it.content](http://www.e-mediainstitute.com/it/press/audiovisivirete2_it.content) (dernière consultation 09/06/2013).

de recherche, dans la période comprise entre 2008 et 2014, les services audiovisuels via web et mobile enregistreront les taux de croissance les plus élevés avec une augmentation annuelle de 65 % pour le web et de 18 % pour le secteur mobile. Toutefois, malgré la croissance des plateformes néo-télévisuelles, l'appareil télévisé est destiné à garder son primat. La vraie révolution concernera par contre la redistribution des profits car, d'ici 2014, les profits des éditeurs des services de la TV payante devraient dépasser les profits liés à la vente d'espaces publicitaires.

En attendant que le marché du futur se stabilise, le pays est cependant encore traversé par de nombreuses polémiques concernant le droit de la presse, la liberté d'expression et le pluralisme. La concentration du capital symbolique italien n'est pas seulement déplorée par les simples citoyens et les activistes mais également par les organisations non gouvernementales et les professionnels du secteur des médias. À ce propos, il est intéressant de consulter les rapports annuels sur la liberté de la presse élaborés par l'organisation non gouvernementale américaine *Freedom House*<sup>110</sup>. En 2009, cette organisation signala une aggravation de la condition de la liberté de la presse en Italie. Avec une forte concentration propriétaire des médias et de nombreuses interventions législatives au détriment des journalistes, l'Italie était le seul pays occidental à être considéré comme partiellement libre (« partly free »). Selon le rapport publié en 2009, l'Italie occupait la 73ème place mondiale. Au niveau européen, elle occupait l'avant-dernière place (la 24ème) suivie uniquement par la Turquie. Sur la base d'une grille de notation qui va de 0 point, pour le pays les plus libres, à 100 points pour les moins libres, l'Italie avait obtenu 32 points, soit la pire note parmi les pays occidentaux<sup>111</sup>.

L'organisation américaine affirmait clairement que la condition de la presse en Italie s'était aggravée à cause du conflit d'intérêt concernant Silvio Berlusconi qui, à ce moment là, contrôlait, plus ou moins directement, la quasi totalité des chaînes télévisées nationales et une bonne partie de la presse papier. Aujourd'hui, malgré la nomination du nouveau Président du conseil Enrico Letta à la tête du gouvernement d'union nationale, la situation de la presse n'a pas réellement évolué depuis 2009. Dans le rapport de 2013 fourni par *Freedom House*<sup>112</sup>, l'Italie reste un pays partiellement libre et occupe la 69ème place dans le classement. La cause de cette anomalie italienne par rapport aux autres pays occidentaux est liée au phénomène de la concentration propriétaire dont nous avons déjà parlé mais aussi à un système juridique inadapté et incapable de défendre la liberté et le pluralisme de l'information. Au-delà des conséquences du « berlusconisme », nous pouvons mentionner, par exemple, la querelle quant à la légitimité de l'*Ordine des Journalistes* dont la survivance est un paradoxe juridique en matière de droit à l'information. Héritage de la législation fasciste et réformé uniquement en 1968, l'*Ordine*, composé d'anciens journalistes, régule les modalités d'accès aux métiers du journalisme et constitue un système nébuleux de contrôle et de sélection des nouveaux professionnels. À l'heure d'Internet et de l'explosion du journalisme citoyen et amateur, ce cadre législatif apparaît d'autant plus désuet. Mais si la difficulté de l'Italie à se réformer constitue une spécificité nationale, on retrouve dans d'autres pays, en apparence plus libres, certaines de ses défaillances systémiques. En effet, les problèmes liés à la concentration presque monopolistique du marché des médias représentent un phénomène très répandu dans le monde entier. Les résultats de l'enquête « *Who owns the media ?* », menée en 2001 et portant sur la structure propriétaire de 97 pays du monde entier, confirment largement cette tendance. Les auteurs de cette enquête relèvent que les oligopoles familiaux contrôlent 57 % de la presse

---

<sup>110</sup>Le site officiel de l'organisation non gouvernementale Freedom House est accessible à la page : <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=1> (dernière consultation 10/06/2013).

La carte de la liberté de la presse de 2010 est disponible à la page web :

[www.freedomhouse.org/images/File/fop/2010/MOPF2010.pdf](http://www.freedomhouse.org/images/File/fop/2010/MOPF2010.pdf) (dernière consultation 10/06/2013).

<sup>111</sup>Les contenus du rapport publié par *Freedom House* en 2009 ont été publiés par les principaux quotidiens en ligne dont cet article de *Repubblica* publié le 1er mai 2009 et disponible à la page suivante :

<http://www.repubblica.it/2009/04/sezioni/esteri/rapporto-freedomhouse/rapporto-freedomhouse/rapporto-freedomhouse.html> (dernière consultation 10/06/2013)

<sup>112</sup>Le classement 2013 de Freedom House peut être consulté à la page :

<http://www.freedomhouse.org/sites/default/files/Global%20and%20regional%20tables.pdf> (dernière consultation 10/06/2013).

mondiale et 34 % des chaînes télévisées. Mais la propriété publique et étatique, qui est bien rarement un gage d'indépendance des lignes éditoriales, même dans les pays libres, présente également des taux de concentration très élevés en s'élevant à 29 % pour les journaux, à 60 % pour la télévision et à 72 % pour la radio dans les pays concernés par l'enquête<sup>113</sup>.

Comme nous l'avons montré dans notre analyse, l'État italien possède presque 50 % du marché télévisé. En ce qui concerne la situation de la télévision privée, l'Italie représente encore une fois une anomalie dans le paysage des pays occidentaux. La configuration propriétaire de la presse n'est pas moins inquiétante : l'enquête révèle également l'existence d'une relation malsaine entre la presse italienne et les gros groupes industriels. Si, dans la moyenne internationale, la présence des intérêts industriels dans les cinq premiers journaux tourne aux alentours de 30 %, elle s'élève en Italie à 100%, un pourcentage qu'elle partage seulement avec le Chili et Singapour. Pour ce qui est du marché publicitaire, l'Italie représente toujours une exception par rapport à la situation des autres pays. Bien que sa structure industrielle soit extrêmement fragmentée, le marché publicitaire se révèle fortement concentré. Les cinq premiers annonceurs couvrent 21 % du marché total tandis que la moyenne internationale est de 15 %<sup>114</sup>. Il est évident que plus la concentration du marché publicitaire est importante, plus faible sera l'indépendance des médias par rapport aux majeurs groupes industriels.

Notre enquête montrera par la suite comment ces anomalies ont en réaction encouragé un processus d'appropriation des moyens expressifs de la part des usagers actifs. La concentration du marché médiatique italien et l'ingérence, certes variable, mais toujours très présente, de la classe politique sur le système de l'information ont eu l'effet paradoxal de stimuler la recherche et la création d'espaces informationnels alternatifs, facilitant l'accès aux points de vue critiques et encourageant une redéfinition des principes et des missions du journaliste.

---

<sup>113</sup>Cette enquête a été publiée dans la revue *Journal of Law and Economics* (Djankov, Simeon, Caralee McLiesh, Tatiana Nenova and Andrei Shleifer. "Who Owns The Media?", *Journal of Law and Economics*, 2003, vol. 46, pp. 341-382) et a été citée par de nombreux travaux portant sur les médias. Le papier est consultable à la page : [http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2001/07/28/000094946\\_01070604285972/Rendered/PDF/multi0page.pdf](http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2001/07/28/000094946_01070604285972/Rendered/PDF/multi0page.pdf) (dernière consultation 10/06/2013).

<sup>114</sup> Sources : Adage Global, November 2000, "The World's Marketing Elite" based on data from ACNielsen; World Press Trends 2002, publié par World Association of Newspapers.



#### 4.1.2 La consommation de la presse en Italie

La satisfaction des besoins informationnels des citoyens devrait être assurée par le complexe des médias nationaux et internationaux à disposition. Les études sur les comportements informationnels se sont en effet concentrés sur les activités de recherche de l'information et sur la relation des usagers avec leur environnement social, culturel ou économique. Toutefois, suite à l'explosion d'Internet, les comportements informationnels contemporains couvrent à présent un faisceau de procédés très large qui ne se limite plus aux activités de recherche et de consultation des sources informatives mais qui s'est élargi à la production, l'évaluation, l'échange et le débat autour de l'information.

Un facteur important qui a déterminé l'explosion du mouvement des *Telestreet* et des autres initiatives contestataires sur lesquelles nous nous pencherons a été la reconnaissance d'une faille au niveau du système de l'information nationale. En effet, les trois groupes d'activistes (le réseau des *Telestreet*, le *Peuple des violets* et le *Mouvement 5 étoiles*) revendiquent tous la nécessité de pouvoir produire et d'avoir accès à une information libre, approfondie et utile pour la collectivité. Ces prérogatives sont généralement satisfaites par la presse traditionnelle. Cette dernière, plus particulièrement dans ses antennes locales, est ancrée dans le territoire, a une vocation communautaire et lui donne la possibilité, par la nature même du *medium*, d'approfondir des thèmes pertinents pour les publics concernés. Afin de comprendre les phénomènes de l'« Internet militant » italien, nous nous sommes donc également intéressés à la consommation de la presse italienne.

Selon les données diffusées en 2009 par la FIEG (Fédération Italienne des Éditeurs des Journaux)<sup>115</sup>, sur une population italienne de 60 millions d'habitants, seulement un peu plus de 5 millions de copies de la presse nationale et locale sont vendues chaque jour. Au Royaume-Uni, sur une population supérieure à 60 millions, le nombre de ventes monte à 15 millions de copies par jour. En Allemagne (80 millions d'habitants), la diffusion moyenne journalière est de 20 millions tandis qu'en France (75 millions d'habitants) les ventes ne s'élèveraient qu'à 7 millions de journaux par jour.

La diffusion des quotidiens est contrôlée par l'association professionnelle ADS<sup>116</sup> dont le but est précisément de collecter directement les données fournies par les éditeurs (nombre de copies vendues, abonnements, distribution gratuite). Dans le tableau 4 présenté ci-dessous, il est possible de voir le classement des quotidiens nationaux par rapport au nombre moyen de journaux vendus chaque jour sur la période qui va du mois d'août 2008 au mois de juillet 2009.

---

<sup>115</sup>Les rapport peut être consulté sur le site officiel de la Fieg <http://www.fieg.it/index.asp?home=0> (dernière consultation 11/06/2013).

<sup>116</sup> Le sigle ADS signifie "Accertamenti Diffusione Stampa" (Vérifications Diffusion Presse). Le contenu du site web officiel est réservé aux usagers enregistrés et est accessible à la page <http://www.adsnotizie.it/> (dernière consultation 11/06/2013)



**Tableau 4 – Evolution de la vente journalière des quotidiens nationaux entre 2009 et 2013**

<b>Quotidien</b>	<b>Moyenne de ventes quotidiennes en 2009</b>	<b>Moyenne de ventes quotidiennes en 2013</b>
Corriere della Sera	577364	406706
La Repubblica	501317	350438
La Gazzetta dello Sport	350358	230099
Il Sole 24 Ore	313956	224221
La Stampa	307541	225697
Il Giornale	176886	117988
Libero	116831	90895
Il Fatto quotidiano	113 000 *	53387
Avvenire	105643	118960
Italia Oggi	73763	<b>66045</b>
L'Unità	50879	25351
Il Tempo	46162	41711
Il Manifesto	23588	13556

\* Donnée estimée par l'ADS car « Il Fatto quotidiano » ne fournit pas ses données.

Source : Ads

Si la baisse exponentielle de la vente de journaux touche une grande partie des pays occidentaux, selon les données fournies par l'*Economist*<sup>117</sup>, l'Italie n'est en termes de diffusion qu'à la 29<sup>ème</sup> place dans le monde et à la 22<sup>ème</sup> en Europe et la tendance ne semble pas devoir s'inverser.

En effet, le rapport de la FIEG publié en 2012 à ce sujet n'a rien de réconfortant<sup>118</sup>. Lors des cinq dernières années, les quotidiens italiens ont ainsi vendu 22 % de copies en moins, ce qui autrement dit signifie que plus d'un million de personnes ont arrêté d'acheter un journal. Il s'agit de la cinquième année d'affilé que le secteur de la presse subit de grosses pertes. Les quotidiens ont enregistré une baisse de leur vente de 6,6 % en moyenne ; les hebdomadaires de 6,4 % et les mensuels de 8,9 %. Mais la donnée la plus inquiétante concerne la diminution du nombre de lecteurs de presse. Si, au cours des dernières années, une partie de la population avait arrêté d'acheter le journal tout en continuant à le lire par ailleurs, le dernier relevé d'*Audipress* (Audipress 2013/I) souligne qu'en l'espace d'un an, on enregistre une baisse des lecteurs habituels correspondant à 9,7 %.

Cette tendance à la baisse de la diffusion des journaux n'est pas sans conséquences. Elle s'accompagne notamment d'un effacement particulièrement important du marché publicitaire, bien plus important que celui que subit le secteur télévisuel ce qui a pour conséquence d'accentuer encore plus l'anomalie du marché publicitaire italien. La FIEG souligne en effet que l'Italie est le seul pays parmi les pays développés à être caractérisé par une suprématie absolue du secteur télévisuel dans la vente d'espaces publicitaires. Cette anomalie est due à la présence d'une faille dans la réglementation du secteur audiovisuel qui se révèle très souple en matière de limitation des espaces publicitaires. En revanche, les données concernant la presse en ligne sont bien plus réconfortantes. Les profits des journaux en ligne enregistrent une croissance régulière et, dans les grands groupes éditoriaux, leur incidence sur le chiffre d'affaires total a dépassé le seuil de 5,5 %. Les derniers relevés sur la vente des copies numériques montrent une croissance significative. Le rapport de la FIEG souligne aussi un autre aspect important : la population lectrice de la presse papier et celle de la presse numérique ne coïncide pas. Deux tiers des usagers des journaux en ligne demandent des formats, des contenus et des services différents par rapport à l'offre du journal papier. Ce constat est extrêmement intéressant pour notre enquête parce qu'il démontre une évolution significative des comportements et des usages et de l'information de presse.

Une autre donnée intéressante à analyser est l'identification des comportements informationnels à partir des différentes tranches d'âge.

En nous appuyant sur les analyses du *Censis*<sup>119</sup>, nous avons relevé un pourcentage de lecteurs très bas dans la catégorie des adolescents (20 %). Le pourcentage croît progressivement à l'âge adulte (43 % des 18-29 ans, 55 % des 30-44 ans et 59 % des 45-64 ans) tandis qu'il redescend à 44 % pour les personnes âgées de plus de 65 ans. Toutefois, il y a une catégorie de personnes âgées avec une forte propension pour la lecture constituant une minorité qui varie entre 15 % et 25 %. Le pourcentage des lecteurs des hebdomadaires est plus important que celui des quotidiens parmi les adolescents (42 %), les jeunes âgés entre 18 et 29 ans (51 %) et les personnes de plus de 65 ans (45 %) mais il est plus bas dans les tranches d'âge comprises entre 30 et 44 ans (47 %) et entre 45 et 64 ans (49 %). Enfin, le taux de lecture de la presse périodique est lui-même supérieur à celui des hebdomadaires. Le désir d'approfondir, de mieux comprendre les sujets et d'accéder aux informations qui ne trouvent pas d'espace à la

---

<sup>117</sup> Les données proviennent du rapport sur la promotion de la lecture en Italie produit par le gouvernement et accessible à la page : [http://www.governo.it/DIE/attivita/rapporto\\_promozione\\_lettura.pdf](http://www.governo.it/DIE/attivita/rapporto_promozione_lettura.pdf) (dernière consultation 11/06/2013).

<sup>118</sup> Le rapport « La stampa in Italia (2010-2012) » de la FIEG est disponible à la page : <http://www.fieg.it/upload/salastampa/LA%20STAMPA%20IN%20ITALIA%202010-2012.pdf> (dernière consultation 11/06/2013).

<sup>119</sup> L'Institut italien de Recherche socio-économique : <http://www.censis.it/1>

télévision semble donc être un trait commun à toutes les tranches d'âge. L'attention aux images est relativement haute parmi les adolescents (presque 20 %) alors qu'elle diminue à l'âge adulte (moins de 13 % pour les personnes âgées de plus de 65 ans). Les niveaux d'insatisfaction et de lecture oppositionnelle sont plus élevés parmi les jeunes que parmi les personnes âgées qui semblent s'aligner plus facilement à la culture dominante. Afin d'avoir un cadre complet sur les habitudes des lecteurs, il faut toutefois consulter les données qui concernent la consommation de la presse en ligne. À ce propos, en octobre 2009, *Audiweb*<sup>120</sup> relève que le site web de « Repubblica »<sup>121</sup> a été le site le plus visité en termes de visiteurs uniques journaliers en dépassant de peu le site du « Corriere della Sera »<sup>122</sup> qui a enregistré 1 025 000 contacts. Le face-à-face des deux titres pour la place de journal le plus vendu d'Italie se prolonge donc numériquement. Nous retrouvons ensuite « La Gazzetta dello sport » avec 582 000 visites quotidiennes, « Il Sole 24 Ore » avec 243 000 contacts, « La Stampa » avec 210 000, « Il Giornale » avec 151 000, « Il Messaggero » avec 102 000 et « l'Unità » avec 81 000 visiteurs uniques par jour. En ce qui concerne les portails italiens offrant une variété de services dont l'actualité en temps réel, Audiweb relève qu'en octobre 2009, le portail le plus populaire était *Virgilio*<sup>123</sup> avec 2 534 000 visiteurs uniques quotidiens, suivi par *Libero*<sup>124</sup> avec 2 516 000 usagers, *Yahoo*<sup>125</sup> avec 2 189 000 et, enfin, *Tiscali*<sup>126</sup> avec 707 000 visites quotidiennes.

L'information en ligne est également offerte par les sites des principales télévisions nationales. En récoltant les chiffres de fréquentation de ces sites, nous avons constaté une correspondance presque parfaite entre le nombre de visiteurs uniques se rendant sur les sites des chaînes de télévision et le niveau d'audience télévisuelle. En tête du classement, nous trouvons le site de *Mediaset* (pour rappel, propriété de la famille Berlusconi) avec 737 000 visiteurs uniques quotidiens. Suit le site de la *RAI* avec, par contre, moitié moins de visites (332 000 visites) puis viennent respectivement avec 202 000 et 22 000 visites quotidiennes chacun le site de *Sky* et de *La7*. Ces données nous montrent clairement que la toile répète les équilibres et les logiques de la communication de masse. En d'autres termes, les magnats du papier et de l'audiovisuel sont tout aussi « massivement » présents sur le marché numérique. Un tel constat fragilise à lui seul l'espoir d'une circulation plus libre de l'information grâce à l'outil Internet. Si le web représente donc un moyen possible de multiplier les sources et les points de vue, les usages actuels démontrent que ce n'est pas encore forcément le cas pour la plupart des internautes qui, d'une certaine manière, répètent en ligne les usages passifs auxquels la télévision les a éduqués ou, point de vue plus pessimiste, dans lesquels ils se complaisent. Cette concentration de l'audience sur un nombre restreint de sites grand public<sup>127</sup> constitue une barrière non négligeable qui freine les dynamiques de démocratisation de la prise de parole. En ce sens, il est important d'opérer une distinction entre les usages « de masse » et les usages « engagés » de l'outil Internet, usages souvent élitistes ou limités aux groupes sociaux les plus instruits.

---

<sup>120</sup> [Le site officiel est accessible à la page www.audiweb.it](http://www.audiweb.it) (dernière consultation 11/06/2013)

<sup>121</sup> <http://www.repubblica.it/>

<sup>122</sup> <http://www.corriere.it/>

<sup>123</sup> Le portail <http://www.virgilio.it/> offre un moteur de recherche, des multiples services d'information et l'accès à la boîte mail.

<sup>124</sup> <http://www.libero.it/>

<sup>125</sup> <http://it.yahoo.com/>

<sup>126</sup> <http://www.tiscali.it/>

<sup>127</sup> Cet aspect a été souligné par Patrice Flichy dans l'article « Internet, un outil de la démocratie ? », *La Vie des idées*, 14 janvier 2008. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Internet-un-outil-de-la-democratie.html> (dernière consultation 12/09/2013).

### 4.1.3 Pénétration de l'Internet et de l'information en ligne

Si, d'un côté, la présence des colosses de la communication sur le Net et le phénomène de concentration de l'audience numérique limitent fortement le potentiel critique de l'Internet, d'un autre côté, la familiarité d'un nombre de plus en plus important d'utilisateurs avec les outils du web collaboratif semble pouvoir contre-balancer cette tendance de massification des usages. En effet, si la généralisation des usages de l'Internet n'a pas impliqué un changement radical des pratiques informationnelles des individus, il est toutefois important de souligner les aspects évolutifs ainsi que l'incidence des facteurs générationnels dans la diversification des approches à l'information. Selon les relevés statistiques d'*Audiweb*, les données concernant le type d'activité et le temps passé sur Internet par les utilisateurs sont très encourageantes. Au cours du mois d'octobre 2009, les utilisateurs de l'Internet italien ont été 31,5 millions dont presque 11 millions ont été des utilisateurs actifs (le nombre d'utilisateurs actifs s'élève à 14,8 millions en mars 2013<sup>128</sup>) avec une présence quotidienne d'une heure trente par utilisateur et une moyenne de 158 pages visitées chaque jour. *Audiweb*, en collaboration avec l'institut de recherche *Doxa*<sup>129</sup>, a récemment diffusé un compte-rendu sur la pénétration d'Internet en Italie<sup>130</sup>. Ce dernier montre qu'au cours du premier trimestre de l'année 2013, 80,2 % des personnes âgées de 11 à 74 ans (soit 37,8 millions d'Italiens) déclare avoir accès à Internet. La plupart des Italiens dispose d'une connexion à leur domicile mais les connexions depuis les *smartphones* ou les tablettes continuent d'augmenter. Si les statistiques générales sur l'accès à Internet montrent une tendance ascendante progressive, le nombre moyen de pages visitées enregistre en revanche une baisse sensible (de 158 pages en octobre 2009 à 142 en mars 2013). Cette baisse n'est toutefois pas assez importante, ni un indicateur très fiable dans le sens où elle peut dépendre d'une stabilisation des habitudes de navigation ou de l'entrée de nouveaux utilisateurs moins à l'aise avec la pratique de la *navigation*. La capacité de connexion à Internet, indépendamment du lieu et de l'instrument, est bien représentée dans le profil démographique pris en examen et elle est homogène parmi les femmes (59,7 %) et les hommes (66,6 %), particulièrement élevé parmi les très jeunes de 11 à 17 ans (81,4 %) et les jeunes de 18 à 34 ans (76,5 %). Internet apparaît beaucoup plus utilisé par les classes moyennes-hautes de la société : la pénétration est de 94,9 % parmi les diplômés, 96,8 % pour les universitaires, 94,1 % parmi les entrepreneurs et 94,1 % parmi le corps enseignant et les employés. Ainsi, si les statistiques sur la consommation de la presse papier sont inquiétantes, les activités de recherche et de consultation de l'information en ligne s'intensifient de plus en plus surtout au sein des catégories sociales mentionnées. La stabilisation de l'Internet en tant que principal moyen d'information pour les jeunes a été confirmée également par l'*Observatoire sur le Capital Social des Italiens* de Demos-Coop<sup>131</sup>. Selon l'enquête de l'observatoire, les jeunes lisent moins les journaux que les adultes mais s'informent tout autant. Leur usage de l'Internet ne se limite pas aux chats, aux blogs, aux réseaux sociaux et aux téléchargements de musique. Ces nouveaux *infonauts* utilisent le web d'une manière active pour s'informer au quotidien. Dans le rapport de 2009 portant sur l'information en ligne<sup>132</sup>, il apparaît que 74 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans (19 % en plus par rapport à 2007) et 63 % des jeunes âgés de 25 à 34 ans déclarent utiliser Internet tous les jours pour s'informer. Le réseau semble donc être devenu le principal point d'accès aux différentes sources d'information pour une bonne partie de la population. Le profil type de l'*infonaute* semble coïncider avec celui des jeunes hommes diplômés, des étudiants, des

<sup>128</sup> Les résultats de la dernière enquête peuvent être consultés à la page : [http://www.audiweb.it/cms/view.php?id=6&cms\\_pk=285](http://www.audiweb.it/cms/view.php?id=6&cms_pk=285) (dernière consultation 12/06/2012).

<sup>129</sup> Site officiel <http://www.doxa.it/> (dernière consultation 12/06/2012).

<sup>130</sup> Une synthèse de l'enquête peut être consultée à la page : [http://www.audiweb.it/cms/view.php?id=6&cms\\_pk=285](http://www.audiweb.it/cms/view.php?id=6&cms_pk=285) (dernière consultation 12/06/2012).

<sup>131</sup> Une synthèse de l'enquête est accessible à la page : <http://www.demos.it/a00361.php> (dernière consultation 12/06/2013)

<sup>132</sup> Le rapport est accessible à la page : [http://www.demos.it/2010/pdf/1438report-focus\\_internet.pdf](http://www.demos.it/2010/pdf/1438report-focus_internet.pdf) (dernière consultation 12/06/2012).

cadres ou des jeunes employés généralement orientés à gauche sur l'échiquier politique. Un autre point intéressant qui émerge de cette enquête est le lien entre les comportements informationnels des *infonantes* et les valeurs attribuées à l'outil Internet. La plupart des citoyens interrogés associent l'indépendance et la liberté d'information à l'Internet (le pourcentage s'élevait à 35 % en 2009 et à 40,4 % en 2011). En ce qui concerne la télé, le tendance est nettement inversée : si, en 2009, 25 % des interrogés associaient la liberté de la presse à l'outil télévisé, en 2011, on passe à 21,2 %. Le pourcentage relatif aux quotidiens reste assez stable et s'élève à environ 20 % .

La confiance dans les *talk-shows* et dans les autres émissions d'approfondissement est en baisse depuis l'année 2007. Selon l'institut, la présence du conflit d'intérêt représente l'un des principaux facteurs de désaffection à l'égard du petit écran<sup>133</sup>. Si le contexte politique a certainement joué un rôle majeur dans ce processus de détachement, la généralisation d'Internet et l'évolution des pratiques informationnelles des internautes peuvent également avoir eu une incidence dans la perte de légitimité des sources d'information traditionnelles. Malgré la présence d'une forme de mécontentement et de défiance de la part d'une partie de la population italienne, la télévision continue à représenter le principal outil de consolidation du sens commun. En 2011, 83,6 % des italiens déclaraient utiliser la télévision quotidiennement pour s'informer contre 38,7 % pour l'Internet.

La position dominante qu'occupe encore aujourd'hui la télévision peut toutefois être expliquée démographiquement. L'Italie est un pays qui vieillit et qui connaît une chute vertigineuse de son taux de natalité. En 2012, l'Istat a révélé que le nombre de décès avait dépassé au cours de l'année le nombre de naissances (différentiel de 78 697), un pic négatif jamais enregistré dans le passé<sup>134</sup>. Si donc on considère le vieillissement de la population italienne, le fait qu'en 2011 l'Internet représentait le deuxième outil le plus utilisé pour s'informer prend une dimension bien plus positive. Bien que la télévision ait encore un rôle dominant, la majorité de la population italienne déclare que l'Internet est le moyen d'information le plus fiable et le plus libre. Cela signifie qu'on peut continuer à regarder la télévision tout en s'en méfiant mais peut-être aussi parce que dans le fond le téléspectateur se complait avec plaisir et indolence dans sa passivité. Les différentes statistiques démontrent en outre que l'émergence du numérique a provoqué une accélération dans l'évolution du paysage médiatique mais aussi dans les comportements informationnels de certaines catégories d'utilisateurs. Ceux-ci modifient très rapidement leurs habitudes de consommation, développent de nouvelles pratiques et affichent une attitude de plus en plus entreprenante dans leurs activités de recherche, de production et d'échange de l'information en ligne.

---

<sup>133</sup>Les résultats de l'enquête sur la confiance dans les émissions télévisées est disponible à la page <http://www.demos.it/a00662.php> (dernière consultation 12/06/2013).

<sup>134</sup>Les données de l'institut ISTAT peuvent être consultées à la page : <http://www.istat.it/it/archivio/demografia> (dernière consultation 13/08/2013).

## 4.2 L'espace de la résistance : le mouvement des *Telestreet*

### 4.2.1 La construction d'un réseau analogique alternatif : contexte et histoire

L'histoire des médias en Italie, leur concentration propriétaire et le lien inhabituel qu'ils entretiennent avec le pouvoir politique expliquent en grande partie la naissance des nombreuses initiatives de déstructuration et d'appropriation citoyenne des médias qui se sont succédées dans le pays à partir des années 1970.

En effet, malgré les anomalies représentées par l'« allotissement »<sup>135</sup> au sein de la télévision publique et l'inadéquation du cadre législatif en matière de communication<sup>136</sup>, l'Italie a été l'un

---

135

Le phénomène connu sous le nom de « lottizzazione » (allotissement) implique un rapport très ambivalent entre le gouvernement et les dirigeants de la télévision publique, la RAI. Ces derniers, en tant que membres de la Commission de Surveillance de la RAI, sont directement nommés par la majorité parlementaire. Les origines de cette pratique sont à rechercher dans le passé politique du pays. L'Italie a été pendant un certain temps gouvernée par un ensemble de forces politiques nommé le « penta-parti ». À travers un accord entre le secrétaire de la Démocratie Chrétienne, Arnaldo Forlani, et celui du Parti Socialiste Italien, Bettino Craxi, et avec l'approbation du « divo » Giulio Andreotti, la DC (Démocratie Chrétienne) accorda un rôle aux partis laïcs faisant partie de la majorité du gouvernement (le Parti Socialiste, le Parti Socialiste Démocrate, le Parti Libéral Italien et le Parti Républicain). Cette coalition gouverna le pays pendant 12 ans, de 1980 au 1992, jusqu'à ce que l'enquête judiciaire *Mains Propres* révélasse la corruption de la classe politique de l'époque. Plusieurs représentants importants des partis au pouvoir parmi lesquels Bettino Craxi et Giulio Andreotti furent entraînés en justice. Pendant la gestion du « penta-parti », afin de garantir une communication appropriée à chaque courant politique, les trois chaînes publiques furent partagées et directement contrôlées par les principaux partis. La pratique de la « lottizzazione » démarra officiellement en 1975 au moment d'une importante réforme de la RAI. Cette réforme fit passer le contrôle de la télévision publique du gouvernement au Parlement afin que même les forces politiques ne faisant pas partie du gouvernement pussent avoir accès aux moyens de communication. Cette pratique créa un climat de concurrence interne à la RAI. Ainsi, la première chaîne (RAI Uno) était attribuée au plus grand parti des dernières cinquante années, la Démocratie Chrétienne, la deuxième (RAI Due) était contrôlée par le Parti Socialiste et la troisième (RAI Tre) par le Parti Communiste Italien. Même si cette pratique était certainement en contradiction avec le principe de l'indépendance et de la liberté de l'information, le pluralisme des différentes idées politiques du pays était, au moins sur le papier, respecté. Le basculement à un modèle politique bipolaire a rompu cet équilibre et a posé à nouveau le problème du pluralisme de la communication audiovisuelle en Italie.

<sup>136</sup> Le cadre législatif du secteur radiotélévisé subit une évolution importante en 1976 quand, avec la sentence 202/76 b, la Cour Constitutionnelle établit le droit de diffuser localement pour de nouveaux opérateurs mettant ainsi fin au monopole d'État. Par contre, la RAI gardait son monopole sur la diffusion radiotélévisée au niveau national. Il s'agit d'une sentence historique qui coïncida avec le mouvement des radios libres parmi lesquelles *Radio Alice*, la plus connue, qui commença à diffuser illégalement cette année-là. Mais cette sentence ne pouvait pas suffire à reformer un secteur en évolution, ni à garantir la liberté d'expression et le pluralisme rêvé par les activistes des radios libres. En effet, le monopole national de la RAI se termina de manière sauvage avec le lancement par Silvio Berlusconi de trois chaînes privées. Au cours des années 1980, le *tycoon* italien avait pourtant commencé à diffuser abusivement sur le territoire national. Sous la pression de la Cour Constitutionnelle qui dénonçait l'illégalité des chaînes privées, leur droit de diffusion sur le territoire national fut finalement légitimé par le décret du 16 octobre 1984, plus connu comme « Decreto Berlusconi », personnellement défendu par le Président du conseil de l'époque, le socialiste Bettino Craxi. Ce décret, apparu presque 10 ans après la loi de réforme de la RAI, devint loi en 1985 et annula l'ordonnance d'obscurcissement que la Cour Constitutionnelle avait requise contre les chaînes pirates de Berlusconi. Cet état de *far west* législatif, comme les spécialistes des médias italiens ont souvent défini la période, se prolongea jusqu'à la loi Mammì, du nom du législateur Oscar Mammì, approuvée en 1990. Cette loi, qui aurait enfin dû réglementer le secteur et garantir la liberté d'accès au marché, se contenta, dans les faits, de légaliser la configuration existante qui faisait de *Mediaset* l'unique acteur du secteur télévisuel privé. Une autre étape législative à signaler est la loi n° 249 du 31 juillet 1997 (la loi Maccanico) qui institua une Autorité *ad hoc* qui a encore comme principal objectif de sauvegarder la concurrence du marché et d'interdire les positions dominantes. Malgré les bonnes intentions, la question de l'attribution des fréquences resta, et reste encore, irrésolue. Toutefois, au cours des dernières années, nous avons assisté à des changements

des pays pionniers dans l'appropriation d'espaces informationnels libertaires. Il suffit de penser à l'explosion des radios libres dans les années 1970 et au rôle important que ce mouvement a eu dans l'accélération de l'évolution du cadre juridique pour comprendre comment l'usage « résistant » des médias peut provoquer des changements importants au niveau des pratiques et des représentations de la société. En Italie, l'excessive concentration du marché médiatique, la pénurie de pluralisme et l'absence d'une réglementation équilibrée en matière de télécommunications a paradoxalement été un moteur pour le développement d'initiatives politiques et communicationnelles indépendantes. C'est dans cette optique qu'Olivier Blondeau affirme que l'enjeu de l'activisme italien n'est pas uniquement d'opposer une contre-hégémonie au discours médiatique des classes dominantes mais d'accélérer le processus de déstructuration du système médiatique (Blondeau, 2007). Déstructurer ici veut dire lui permettre de s'adapter et de s'harmoniser aux exigences des contextes politiques et technologiques contemporains. Des médias communautaires aux communautés d'Internet, des radios libres aux *Telestreet*, ces projets sont nés à partir d'un besoin d'informer et d'être informés en dehors du discours politique dominant et du flux des médias officiels. Et c'est exactement ce lien paradoxal entre le verrouillage du système informatif et la vivacité des tentatives d'appropriation des espaces de communication qui nous a incités à travailler sur les pratiques des militants italiens. Le processus progressif de politisation des pratiques de l'information et de la communication trouve ces racines dans l'histoire contemporaine du pays. En retournant en arrière dans le temps, on s'aperçoit que la relation entre le champ des mouvements sociaux et les pratiques liées aux technologies de l'information et de la communication a commencé à se construire bien avant la naissance de l'Internet. Dans les années 1970, l'envie de rompre avec la génération des parents, la bien-pensance bourgeoise et le paternalisme moralisateur de la télévision publique avaient provoqué l'explosion d'un fort conflit social<sup>137</sup> et la création de nombreuses radios libres dans tout le pays. Les radios libres, en baignant dans l'atmosphère de la contestation ouvrière et juvénile, interféraient avec la programmation de la télévision d'État.

---

importants provoqués par le développement de plate-formes de diffusion alternatives à l'analogique comme le numérique, le satellite et le câble. La multiplicité des moyens technologiques représente aujourd'hui une occasion importante de créer enfin une véritable concurrence en multipliant les chaînes et les contenus télévisés sur les différents réseaux. Même si ce processus n'a pas encore atteint un niveau satisfaisant, la télévision a déjà entrepris un chemin intéressant d'hybridation. Cependant, l'action du législateur en matière de communication continue à générer de vives polémiques dans le pays. En 2004, la loi n° 112 (la loi Gasparri) a été approuvée avec l'apparente intention de résoudre le problème épineux de l'oligopole. Cette loi a établi la date du passage définitif de l'analogique au numérique. Toutefois, elle a attiré vers elle de féroces critiques de la part des opérateurs du secteur radiotélévisé car leurs attentes principales ont été encore une fois déçues. Puisque le passage au numérique fixé pour 2006 n'était pas réalisable pour la totalité des émetteurs, la loi Gentiloni a renvoyé la date de la conversion définitive au numérique au 30 novembre 2012. Les téléspectateurs ont donc dû se munir d'un décodeur pour pouvoir accéder à la télévision numérique. Cette évolution technologique devrait assurer la compétition de plusieurs opérateurs et la diversification de l'offre télévisée. Toutefois, puisque la généralisation des nouveaux réseaux de transmission ne s'est pas encore accomplie, la controverse du duopole RAI-Mediatset reste encore d'actualité. En effet, précisément en raison d'un nombre de fréquences plus élevé, la position dominante des opérateurs préexistants se renforce en constituant encore une fois un frein à l'entrée de nouveaux opérateurs dans le secteur audiovisuel.

<sup>137</sup> Les années 1970 (comprises dans la période des « Années de plomb ») ont été caractérisées par une radicalisation de la dialectique politique en Italie. Le conflit a été exacerbé par la constitution de nombreux mouvements de la gauche extraparlamentaire qui s'opposaient violemment aux groupes d'extrême droite en créant une véritable atmosphère de guerre civile. Les années 1970 ont fait également l'objet de l'étude de S. Tarrow sur le cycle des protestations en Italie. Selon le sociologue, un cycle de protestation se déclenche quand des luttes apparaissent au sein des différentes catégories sociales. Cette vague protestataire a abouti, d'un côté, à un processus d'institutionnalisation des revendications et, de l'autre, à l'explosion de la lutte armée de la part des groupes qui refusaient toute forme d'intégration avec le pouvoir (les Brigades Rouges ont représenté les principaux acteurs du terrorisme de gauche italien). Cette période, et les événements tragiques qui l'ont accompagnée, donnent encore lieu à des interprétations différentes : certains observateurs se focalisent sur le terrorisme rouge, d'autres sur celui de droite et d'autres encore sur ce qu'on appelle le terrorisme d'État ou la « Stratégie de la tension ». Cette confusion dérive de l'incertitude et des résultats partiels du processus judiciaire autour des véritables mandataires des actes de terrorisme. Entre 1968 et 1974, la « stratégie de la tension » s'est traduite par plus de 140 attentats qui ont fait plusieurs centaines de victimes.

Leur style, leurs idées et leur ouverture au public d'auditeurs ont sans doute influencé la radio et la télévision généralistes et ont contribué à définir les stratégies des médias de masse contemporains. Toutefois, de nombreuses radios libres ont modifié radicalement leur démarche initiale pour devenir des radios à vocation purement commerciale. La dépolitisation du discours originaire des radios libres s'accompagne aussi d'une démobilisation progressive des groupes contestataires actifs dans les années 1970. En effet, la déception des espoirs de mai 1968 avait provoqué une généralisation du mécontentement et une exaspération des clivages politiques. Déjà en 1968, l'action conjointe des revendications étudiantes et ouvrières avait jeté les bases pour la création de nouvelles formes d'action sociale détachées des identités de classe et des partis traditionnels. Ce processus de transformation de l'action contestataire avait concerné tout le monde occidental. Toutefois, en Italie plus qu'ailleurs, la stagnation du pouvoir politique avait provoqué une atmosphère de guerre idéologique dans laquelle des activistes d'extrême gauche s'affrontaient avec des groupes néofascistes sous les coups répressifs de l'État. Cette confrontation n'a pas trouvé son expression seulement dans les manifestations de rue mais elle a aussi débouché dans la lutte armée et le terrorisme rouge et noir. À cette situation de tension, le gouvernement de l'époque, composé par cinq partis<sup>138</sup> de centre et de centre-gauche et par l'apport externe du Parti Communiste Italien, répondit avec une limitation des libertés constitutionnelles. Les événements de cette période, définie par les historiens avec l'expression « les Années de plomb », restent encore en grande partie enveloppés de mystère. À partir de la bombe de la *piazza Fontana*<sup>139</sup> en 1969, les actes de terrorisme se succédèrent jusqu'à l'attentat particulièrement meurtrier de la gare de Bologne en 1980 qui marqua la fin de ce cycle de violence. Les mandataires de la plupart des actes de terrorisme des « Années de plomb » restent encore inconnus. La version officielle donne la responsabilité aux groupes actifs dans la lutte armée qui ne croyaient plus dans la contestation pacifique et dans le processus politique. Mais cette version de plus en plus vacille. De nouvelles pistes s'ouvrent à mesure que les langues se délient mais elles sont multiples et encore embrouillées. La stratégie de la tension aurait ainsi pu être une initiative de l'État pour légitimer, en discréditant la contestation, un tournant autoritaire. Les enquêteurs ont également souligné une manipulation potentielle de services secrets étrangers (les États-Unis étaient par exemple plus qu'inquiets d'une possible avancée du communisme en Italie). Dans tous les cas, la plupart des analystes sont d'accord pour trouver le rôle de l'État italien dans ces événements plus qu'ambigu, notamment en ce qui concerne l'assassinat d'Aldo Moro, le secrétaire de la Démocratie Chrétienne enlevé et officiellement assassiné par les Brigades Rouges en 1978. D'autres encore soulèvent le problème lié au phénomène de collusion des institutions avec la mafia sicilienne qui semblerait avoir constitué une sorte de bras armé de l'État dans différentes circonstances. Tous ces épisodes et l'absence de réponses officielles ont contribué à créer un vide informatif mais aussi une perte de confiance irréparable. Au cours des années 1980, cette vague contestataire s'est estompée jusqu'à disparaître complètement. Mis à part quelques attentats isolés de groupuscules révolutionnaires anachroniques (comme l'assassinat de Marco Biagi en 2002), les formes d'action directe et violente ont à présent pratiquement disparu. En ce sens, nous pouvons affirmer que cette vague contestataire doit être considérée comme une contingence historique, un cycle de protestations qui a répondu à une conjoncture politique et sociale précise. Le travail de disqualification de la contestation des « Années de Plomb » a été intense et il a été réalisé en opérant un nivellement des différences entre les nombreux groupes de pression qui se constituèrent au cours de cette

---

<sup>138</sup>Le « pentapartito » était constitué par une alliance entre la Démocratie chrétienne, le Parti Social-démocrate, le Parti Républicain, le Parti Libéral et le Parti Socialiste. Cette coalition est restée au pouvoir de 1980 à 1992 sous la direction de la Démocratie chrétienne qui était le parti le plus populaire de l'époque. L'union du parti chrétien avec les partis laïques de centre-gauche avait la fonction de garder le Parti Communiste loin du gouvernement. La fin du « pentapartito » a marqué également le déclin de la Première République en Italie.

<sup>139</sup>L'attentat de la *piazza Fontana* est un attentat à la bombe qui s'est produit à Milan le 12 décembre 1969 faisant 16 morts et 88 blessés. Il constitue aussi l'un des facteurs qui ont encouragé la naissance des Brigades Rouges et le passage de certains militants de l'extrême gauche italienne à la lutte armée. Cet événement est le principal point de départ des « Années de plomb » et demeure un point controversé de l'histoire contemporaine de l'Italie.



période. Aujourd'hui, l'héritage de ces années agit à travers une sorte de modèle contestataire dormant dont les expériences et les passions continuent probablement d'alimenter les nouvelles formes de l'action protestataire en répondant aux nouvelles exigences du contexte politique et économique. Dans la recherche menée autour de la contestation sociale en Italie sur la période comprise entre 1965 et 1975, Sidney Tarrow propose d'intégrer le concept de « structure des opportunités politiques » avec une perspective diachronique des cycles de protestation (Tarrow, 1989). Ce modèle présuppose une évolution régulière des cycles de contestation qui, en débutant par le biais d'une intensification des clivages politiques traditionnels, se caractériserait ensuite par l'entrée de nouveaux acteurs politiques, bénéficiaires des ouvertures déterminées par les tensions structurelles. Ces nouvelles figures, moins expérimentées et souvent plus déterminées dans la confrontation, proposent des formes d'action collective innovantes (S. Tarrow, 1989). La fin d'un cycle peut être provoquée par différents facteurs comme le processus de démobilisation générale, l'obtention d'une forme de satisfaction des revendications des groupes, l'apparition de contre-mouvements efficaces ou par une répression très dissuasive de la contestation. La phase descendante d'une vague de contestation implique donc un retour à une configuration stable et fermée des opportunités politiques. En Italie, la répression, d'une part, et les dérives de l'action révolutionnaire des groupes armés, de l'autre, ont favorisé le processus de démobilisation et le retour à une forme d'équilibre apparent. Si l'action des mouvements contestataires analysés dans ce travail ne peut pas être comparée aux phénomènes observés par Sidney Tarrow, la conjoncture de la crise économique globale et les rebondissements actuels (notamment en ce qui concerne le passage du *Mouvement 5 étoiles* du champ militant à celui de la politique institutionnelle) nous suggèrent néanmoins l'émergence d'une phase politiquement significative pour le pays. Ainsi, le processus de démobilisation ayant débuté dans les années 1980 n'a pas amené uniquement à une accentuation du sentiment de défiance à l'égard de la politique mais il a progressivement évolué dans la recherche de nouvelles formes contestataires plus centrées sur les pratiques informationnelles que sur l'action militante au sens traditionnel. À partir du début du XXI<sup>ème</sup> siècle, dans un contexte politique et social radicalement différent de celui des « Années de plomb », le mouvement des *Telestreet*<sup>140</sup> fut lancé à Bologne par un groupe d'anciens fondateurs de *Radio Alice*<sup>141</sup>. La forte fragmentation culturelle et linguistique du pays a sans doute joué un rôle dans la naissance de ce nouveau type de média de rue. Centrées essentiellement sur un processus de redéfinition de la sphère des identités locales, les *Telestreet* revendiquent également leur attache à la dimension nationale et, dans une moindre mesure, mondiale. Comme pour le mouvement des radios libres, dans le projet des *Telestreet*, les niveaux médiatique, politique et social sont intimement entrelacés et interagissent dans le cadre d'un nouveau laboratoire d'idées et d'outils informationnels. Les *Telestreet*, en tant que petits émetteurs « pirates » qui exploitent les cônes d'ombre des autres chaînes, ont comme premier effet celui d'interférer avec le flux des contenus homologués de la télévision généraliste nationale. Pour parvenir à cette fin, elles n'ont pas utilisé l'espace ouvert d'Internet, comme la plupart des mouvements actuels, mais ont exploité la même technologie du duopole RAI-Mediaset<sup>142</sup> : l'analogique. L'idée arriva presque 15 ans après l'explosion du conflit d'intérêt

---

<sup>140</sup> Les *Telestreet* sont des émetteurs télévisés bon marché diffusant dans un rayon limité, un quartier ou même une rue.

<sup>141</sup> Radio Alice est l'une des plus célèbres radios libres italiennes. Fondée en 1975 par un groupe d'étudiants de Bologne, elle a été fermée pour des accusations infondées en 1977 par une intervention policière qui a abouti à l'arrestation de toutes les personnes présentes et la destruction du matériel. Souvent considérée comme la radio d'« Autonomie ouvrière », un mouvement regroupant les courants de la gauche extra-parlementaire et révolutionnaire générés par la dissolution de « Lotta Continua » (Lutte Continue) et « Potere Operaio » (Pouvoir Ouvrier), elle a en réalité été le porte-voix d'une nouvelle formule communicationnelle ouverte aux contributions amateurs, à l'expérimentation et à l'hybridation des formats.

<sup>142</sup> La RAI (Radio Audiovisivi Italiane) est le groupe télévisé public et dispose de trois chaînes: Rai Uno, Rai Due et Rai Tre. Mediaset est le groupe télévisé privé contrôlé par la famille Berlusconi et il est composé de trois autres chaînes, Rete 4, Canale 5 et Italia 1. Les autres opérateurs nationaux sont Telecom Italia Media, MTV Networks Europe et le nouveau Groupe L'Espresso. Cependant, les deux groupes, en contrôlant presque la

concernant Silvio Berlusconi qui, devenu le leader de l'un des principaux partis politiques italiens en 1994, a gouverné le pays pendant trois législatures interrompues uniquement par deux brefs gouvernements de l'*Ulivo* (coalition de centre-gauche) de Romano Prodi, avant de passer le témoin au gouvernement technique de Mario Monti en 2012. Aujourd'hui, son parti (« Il Popolo della Libertà ») compose, avec le Parti Démocrate, l'actuelle *union nationale*<sup>143</sup>. L'activité politique de Berlusconi a été et est encore en conflit avec le contrôle, plus ou moins direct, qu'il continue à exercer sur son empire médiatique allant de la télévision à la presse en passant par le domaine de l'édition. Cette fusion du pouvoir médiatique et politique a été aussi à l'origine de nombreuses polémiques et d'épisodes de censure au sein de la télévision publique<sup>144</sup>. Au niveau national, les *Telestreet* réagissent donc à un cadre législatif inadapté, à quinze ans de conflits d'intérêt irrésolus et au contrôle des chaînes publiques de la part des forces politiques au pouvoir. Au niveau international, l'émergence du phénomène des *Telestreet* a été accompagnée par l'explosion généralisée du *médiactivisme* (Cardon, Granjon, 2010). Ce n'est certainement pas un hasard si l'une des premières *Telestreet*, Tele Monte Orlando<sup>145</sup>, vit la lumière en 2001, au moment du G8 de Gênes qui marqua un tournant important dans l'affirmation des pratiques du journalisme amateur.

#### 4.2.2 La *Telestreet* : un laboratoire médiatique, politique et social

Les *Telestreet*, des petits émetteurs télévisés diffusant dans un rayon restreint à travers l'exploitation des cônes d'ombre des émissions télévisées officielles, sont donc apparues dans le paysage médiatique italien au début des années 2000.

Ces télévisions communautaires exploitent les fréquences électromagnétiques libres qui peuvent être captées grâce à la présence d'obstacles naturels ou urbains, comme une montagne ou un immeuble, empêchant à certains signaux de passer<sup>146</sup>. Ces fréquences sont appelées cônes d'ombre. Nous pouvons les reconnaître parce que le signal de certaines chaînes télévisées ne se capte pas et produit de la neige sur l'écran. Ces fréquences deviennent donc libres l'espace de quelques centaines de mètres ou même de kilomètres. Avec un équipement minimal composé d'une antenne émettrice avec une puissance inférieure au watt (moins qu'un

---

totalité des investissements publicitaires, étaient considérés les patrons de l'analogique. Même après le passage à la plate-forme numérique accompli en 2012, RAI et Mediaset représentent les principaux opérateurs du secteur télévisé analogique et numérique gratuit et limitent encore fortement l'entrée de nouveaux sujets dans le marché.

<sup>143</sup> À partir des élections législatives de février 2013, l'entrée du *Mouvement 5 étoiles* dans l'échiquier politique national a provoqué une réorganisation tripartite des forces politiques italiennes. Après une période de stagnation due à l'absence d'une majorité au Sénat, la réélection du Président de la République sortant, Giorgio Napolitano, a encouragé la formation d'une *union* des deux forces politiques traditionnellement rivales dans un gouvernement dit de responsabilité nationale. En ayant montré au début de nombreuses réticences à un possible accord avec la coalition de centre-gauche, Le *Mouvement 5 étoiles* (qui avait été le parti hors coalition le plus voté au Parlement) s'est retrouvé, plus ou moins volontairement, à l'opposition.

<sup>144</sup> En 2002, lors d'une conférence de presse à Sofia, le Président du conseil Silvio Berlusconi déclare que les journalistes Enzo Biagi et Michele Santoro ainsi que l'auteur satirique Daniele Luttazzi ont fait une « utilisation criminelle de la télévision publique » et il souhaite que la nouvelle classe dirigeante de la RAI s'engage à éviter que des choses similaires puissent se répéter. Daniele Luttazzi n'est plus apparu sur les écrans de la télévision italienne sauf pour une poignée d'interviews, Michele Santoro a été remercié par la RAI alors que ses audiences étaient excellentes tandis qu'Enzo Biagi, après une série de controverses, a été amené à ne pas renouveler son contrat avec la RAI à partir de 2002. Les deux journalistes et le comique dont le seul tort avait été de critiquer ouvertement Berlusconi ont tous gagné les poursuites judiciaires qui avaient été lancées contre eux à travers l'Autorité Garante pour la Communication (AGCOM).

<sup>145</sup> « Tele Monte Orlando » est la *Telestreet* de la ville de Gaeta. En constituant une exception dans le paysage des *Telestreet* italiennes, cette petite télé continue à diffuser dans la ville de Gaeta via la télévision numérique et en streaming sur Internet à l'adresse : <http://www.livestream.com/telemonteorlando> (page consultée le 05/06/2013).

<sup>146</sup> Sur le site de *Teleosservanza*, une télévision de rue religieuse, sont présentées d'une manière exhaustive les informations concernant le fonctionnement des *Telestreet*. Le contenu est disponible à la page :

[http://www.teleosservanza.it/index.php?option=com\\_content&view=article&id=13&Itemid=129](http://www.teleosservanza.it/index.php?option=com_content&view=article&id=13&Itemid=129)  
(dernière consultation 12/06/2013).

talkie-walkie), un modulateur de fréquence, un dvd/magnétoscope et une caméra normale, le tout pour un coût total d'environ mille euros, tout le monde peut faire sa propre télé!<sup>147</sup> Bien que leur légalité ait été à plusieurs reprises mise en discussion par le législateur, du point de vue constitutionnel, ces TV ne devraient pas poser de problèmes. Sur la base de l'article 21 de la Constitution italienne, tout le monde a le droit de s'exprimer à travers la presse ou les autres moyens de communication. En définitive, au regard de la loi, ces chaînes n'occupaient pas les fréquences des autres chaînes mais utilisaient des fréquences libres se trouvant dans l'air.

Le mouvement des *Telestreet* a été supporté par des initiatives hétérogènes partant du bas et souvent connectées au tissu des associations et des organisations à but non lucratif du pays.

Comme dans le cas du mouvement des radios libres<sup>148</sup>, la ville de Bologne a été à l'origine de ce nouveau laboratoire médiatique. En juin 2002, un groupe d'amis (parmi lesquels nous retrouvons le philosophe proche de Gilles Deleuze, Stefano Bonaga, le philosophe militant Franco Berardi – dit Bifo - et les médiactivistes Giancarlo Vitali, Ciro D'Aniello et Vilma Mazza) décida de constituer la rédaction d'*Orfeo TV*. Ainsi, la première *Telestreet* italienne au sens propre commença à transmettre le 21 juin 2002 en exploitant un cône d'ombre de la chaîne 51 de MTV. Hébergée à l'intérieur d'un petit magasin accessible par une vitrine qui constituait un gage de transparence, d'ouverture et de libre accès à la production, cette petite rédaction, dont la capacité de diffusion se limitait à une rue, est vite devenue l'instigatrice d'un mouvement national. En lançant sa devise « *À la place de regarder la TV, fais ta propre TV!* », *Orfeo TV* s'affichait en tant qu'outil d'information citoyen à la disposition de tous ceux qui voulaient réagir à la paralysie du système informatif italien. Par le biais d'Internet, la rédaction d'*Orfeo TV* incitait les gens à éteindre la télévision généraliste, à arrêter d'être des spectateurs passifs pour devenir des sujets actifs dans la production d'information. Apparues en plein climat de contestation du conflit d'intérêt de Silvio Berlusconi, les *Telestreet* se situent non seulement en opposition avec le pouvoir politique en place mais surtout avec la logique commerciale du duopole Rai-Mediaset. En effet, au-delà des motivations politiques qui ne concernent d'ailleurs pas la totalité des petits émetteurs italiens, de nombreuses télévisions de rue manifestent un état d'insatisfaction à l'égard du système informatif, de son lien avec les pouvoirs forts et des fausses valeurs qu'il véhicule. L'explosion de ce phénomène peut donc certainement être interprétée comme une conséquence du besoin d'une information libre, à vocation citoyenne et civique et marquée par le territoire. Ainsi, entre 2002 et 2005, période coïncidant au pic de prolifération des télévisions de quartiers, plus d'une centaine de *Telestreet* ont diffusé leurs émissions via la technologie analogique dans de nombreux quartiers, villages, villes ou vallées, en mobilisant les associations, les opérateurs sociaux, les fondations ou les établissements scolaires. Tous ces activistes bénévoles ont offert une contribution concrète à la croissance culturelle et sociale des communautés d'appartenance. À travers la diffusion des informations sur Internet et la création de forums et de *mailing lists* dédiés aux *Telestreet*, *Orfeo TV* a joué un rôle central dans la propagation du phénomène. Le 14 décembre 2002, dans le « Teatro Polivalente Occupato », le squat mythique de Bologne, a eu lieu « Eterea », la première rencontre entre les représentants des télévisions de rue existantes et les promoteurs des nouveaux projets. Selon Giancarlo Vitali d'*Orfeo TV*, « 500 personnes sont restées le cul collé à leurs chaises pendant 12 heures »<sup>149</sup>. Lors de cette rencontre, les participants ont discuté du projet d'un réseau des *Telestreet* allant de Turin à Palerme et diffusant sur une chaîne satellitaire unique qui serait accessible même en Europe.

---

<sup>147</sup> Cet article contient la liste détaillée des composants techniques nécessaires pour la création d'une *Telestreet* : [http://www.traterraeciolo.it/old/leggi\\_articolo.php?id=432](http://www.traterraeciolo.it/old/leggi_articolo.php?id=432) (dernière consultation 02/07/2013).

<sup>148</sup> Certains fondateurs de Radio Alice participèrent également au projet d'*Orfeo TV*.

<sup>149</sup> Cette déclaration a été reportée dans un article de Stefano Benfenati « *Telestreet, l'informazione di quartiere sul satellite. Una televisione alternativa alla Rai e a Mediaset* » du 28 janvier 2003 consultable à la page : [http://www.uniurb.it/giornalismo/duc\\_articoli/archivio\\_altrianni/gennaio2003/telestreet.htm](http://www.uniurb.it/giornalismo/duc_articoli/archivio_altrianni/gennaio2003/telestreet.htm) (dernière consultation 14/06/2013).

Giancarlo Vitali raconte également que cette idée est née à l'occasion d'une collaboration entre *Orfeo TV* et *Telefabbrica*<sup>150</sup> quand les deux rédactions soutinrent la journée contre la guerre en diffusant ensemble sur une chaîne satellitaire louée pour l'événement par *NoWarTV*. Cette dernière avait déjà promu un marathon de 10 heures de transmission pour apporter un regard critique sur l'occupation militaire en Irak. S'inspirant de l'initiative de *NoWarTV*, le 22 février 2003, le réseau des micro-téles organisa le « D-day des Telestreet »<sup>151</sup> consistant dans la diffusion simultanée de la part de vingt *Telestreet* d'un montage de vidéos sur la guerre en Irak réalisé par *Orfeo TV*<sup>152</sup>. Cet événement a marqué une étape importante dans la naissance et le développement du circuit des *Telestreet*. Moins productif au niveau de l'élaboration du projet, la deuxième grosse rencontre des producteurs-militants eut lieu en mars 2004 à Senigallia, la ville qui a donné naissance à la *Telestreet* « Disco Volante ». Fermée par le Ministère des Télécommunications juste avant le déroulement de « Eterea 2 », *Disco Volante* est devenue le symbole de la lutte des *Telestreet* contre le monopole des fréquences. Même si le projet d'une chaîne satellitaire unique n'a pas abouti et que les *Telestreet* ont été amenées à évoluer ou à mourir, ces rencontres montrent l'importance des dynamiques de groupe et la volonté de réaliser un projet réticulaire ambitieux. Le 6 avril 2008, *Teleosservanza* de Cesena (Emilia Romagna) et *TelePulce* de Acerra (Campania) ont organisé une troisième rencontre des *Telestreet* afin de recenser les téles de rue encore actives et pouvoir discuter ensemble des possibilités d'intégrer d'autres technologies dans le projet<sup>153</sup>. Il s'agit de la dernière rencontre officielle des téles de rue dont nous avons trouvé trace sur Internet. En réalité, malgré cette tentative de coordonner la conversion du réseau, l'enquête a montré que la mutation technologique des *Telestreet* s'est déroulée d'une manière fragmentaire et désordonnée. La diversité des exigences et des vocations des micro-téles a donc prévalu sur l'idée initiale d'un réseau unitaire. Ce processus de désagrégation du circuit des *Telestreet* marque également la tendance générale vers l'individualisation de la communication médiatisée. Outre la vocation territoriale et communautaire de nombreux émetteurs, l'abandon du projet national est dû aussi à l'absence de cadrages normatifs et d'un statut juridique capable d'encourager et de valoriser la télé de rue. Cette situation a contribué à alimenter la nature militante de ces médias de quartier.

En ce qui concerne leur statut, les *Telestreet* peuvent être considéré comme des médias alternatifs locaux. Ces mini-téles autogérées et indépendantes étaient vouées à stimuler le sens d'appartenance à une communauté et une forme de citoyenneté active. En s'opposant radicalement à la logique commerciale des émetteurs privés, les téles de rue italiennes constituèrent un succédané communautaire et amateur des chaînes publiques. En adoptant donc une démarche et une éthique anti-commerciales, le mouvement s'est répandu dans tout le pays, de la Lombardie à la Sicile. Les principes lancés par *Orfeo TV* ont donc progressivement été adaptés aux différents contextes géographiques, culturels et sociaux.

---

<sup>150</sup> *Telefabbrica* est la *Telestreet* de l'usine FIAT de Termini Imerese fermée quelques mois après le début des émissions.

<sup>151</sup> L'information autour de cet événement a été diffusée sur le site officiel des *Telestreet* ([www.telestreet.it](http://www.telestreet.it) actuellement en construction), sur la plate-forme NGV (<http://www.ngvision.org/mediabase/129>) et sur d'autres sites d'information dont *Millecanali* ou *Radio K centrale* et le quotidien *L'Unità*.

Les articles peuvent être consultés aux pages [http://www.millecanali.it/domani-venti-telestreet-escono-allo-scoperto/0,1254,57\\_ART\\_104213,00.html](http://www.millecanali.it/domani-venti-telestreet-escono-allo-scoperto/0,1254,57_ART_104213,00.html).

<sup>152</sup> L'expérience, ayant eu lieu le 22 février 2002, a été racontée par Ciro D'Aniello dans un entretien réalisé dans le cadre de la thèse de l'Université de Bologne « Il futuro delle Telestreet : sviluppo o decadenza ? » de Davide Amadei. La thèse est consultable à l'adresse <http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Tesi%20-%20II%20futuro%20delle%20telestreet.%20Sviluppo%20o%20decadenza.pdf> (dernière consultation 18/06/2013).

<sup>153</sup> Le prospectus de l'événement est consultable à la page : <http://www.teleosservanza.it/dmdocuments/locandinameetingvdistrada.pdf> (dernière consultation 04/07/2013). Une vidéo du meeting est disponible à la page <http://www.youtube.com/watch?v=REIKd8Tp9yc> (dernière consultation 04/07/2013).

Selon certains observateurs, plus d'une centaine de *Telestreet* ont vu la lumière sur la quasi totalité du territoire italien<sup>154</sup>. Toutefois, il est vraiment difficile de faire une estimation précise du nombre de *Telestreet* car leur statut juridique ambigu (en principe, selon la loi Mammì, la *Telestreet* ne disposait pas d'une licence permettant de transmettre via l'analogique dans un rayon aussi restreint) a causé des fermetures et de réouvertures fréquentes. Ainsi, certaines *Telestreet* ont définitivement fermé et d'autres, contraintes d'abandonner l'analogique, sont passées sur d'autres plates-formes, constituées, en général, par le web, le satellite ou la télévision numérique. À première vue, les *Telestreet* peuvent être considérées comme des télévisions communautaires. Toutefois, dans le cas italien, le concept de télévision communautaire est bien différent de celui développé dans d'autres pays européens. En effet, par ce concept, la loi italienne désigne normalement un émetteur télévisé qui s'engage à limiter l'espace publicitaire à un maximum de 5 % de la programmation globale. Au contraire, dans d'autres pays, comme la Hollande et l'Allemagne, ou encore le Canada et les États-Unis, une télé communautaire est un espace ouvert permettant aux citoyens d'accéder à la production de contenus. Ce type d'émetteur est donc absent en Italie où la logique commerciale a envahi tous les espaces de communication. En effet, en vertu de la violation de l'article 195 du « Codice Postale » et de la « loi Mammì », les *Telestreet* étaient considérées comme des émetteurs illégaux, des télé pirates. La loi Mammì, approuvée en 1990 et en vigueur lors de l'explosion des *Telestreet*, établissait qu'afin de pouvoir diffuser sur la plate-forme analogique, les télévisions devaient recevoir une autorisation délivrée par l'État leur permettant d'occuper une fréquence. L'appel d'offre pour la distribution des fréquences avait lieu tous les quatre ans. Toutefois, la concentration propriétaire qui a marqué le secteur privé à partir des années 1980 et la permanence de la diffusion illégale de la chaîne « Rete 4 », l'une des chaînes appartenant au groupe Mediaset, rendait difficile et paradoxale l'application de la loi<sup>155</sup>. Cette condition d'illégalité a comporté la fermeture d'un certain nombre de *Telestreet* et la mobilisation des groupes d'activistes en défense du droit à la libre expression. Comme nous l'avons déjà dit auparavant, la naissance de ces espaces d'information alternatifs peut donc être interprétée comme une réaction aux anomalies produites par la législation italienne en matière d'audiovisuel. En effet, un système de concurrence directe avec le groupe privé Mediaset oblige la télévision publique à se plier à la logique commerciale en lui empêchant de remplir correctement les missions du service public. C'est pour cela que les deux groupes se poursuivent sans cesse en répliquant les mêmes langages et les mêmes formats télévisés. En ce sens, les *Telestreet* ont essayé de combler les lacunes du service public et de transformer la télé en un espace de participation. L'occupation et l'appropriation d'un espace communicationnel et informationnel autonome avaient en effet l'objectif de revitaliser la participation à la sphère publique. En comprenant le potentiel émancipateur et démocratique du projet, certaines administrations locales (comme celle de Bologne ou celle de Peccioli en Toscane) ont décidé d'appuyer ces initiatives ou, encore mieux, d'utiliser ces espaces pour l'expérimentation de formes de démocratie participative. Si, à première vue, une *Telestreet* peut ressembler à une télé communautaire, en réalité, son statut juridique et organisationnel est très différent. Tandis que les télé communautaires s'intègrent dans un projet médiatique et dans un cadre institutionnel précis qui en définit le statut et les missions, en Italie, les *Telestreet* ont constitué une réponse abusive à l'absence d'un espace de communication citoyenne.

---

<sup>154</sup> 135 sont les *Telestreet* recensées dans l'enquête de Giacomo Andreucci (Andreucci, 2006) tandis que la *Telestreet* napolitaine Insu^TV a publié une liste des adhérents au circuit des *Telestreet* composée de 122 micro-TV. La liste est consultable à la page <http://www.insutv.it/index.php?sz=6> (dernière consultation 19/06/2013).

<sup>155</sup> La querelle autour du système d'attribution des fréquences a généré de nombreux articles et discussions sur le web comme il a été montré par le contenu de cette page rédigée par un utilisateur qui présente les problématiques et les contradictions de la loi Mammì : <http://www.conna.it/telestreet/telestreet.htm> (dernière consultation 30/06/2013).



Afin de combler ce vide, le 22 janvier 2003, un groupe de parlementaires de centre-gauche sensible aux thèmes soulevés par le mouvement des *Telestreet*, présenta un projet de loi<sup>156</sup> pour la réglementation des télévisions de rue à travers la réutilisation des zones d'ombre des répéteurs télévisés. Toutefois, en 2006, une fois passé de l'opposition à la tête du gouvernement, le centre-gauche italien présenta le projet de loi Gentiloni où n'apparaissait aucune trace d'un statut particulier prévu pour la *Telestreet*. Méfiants à l'égard de l'ensemble de la classe politique, les promoteurs des *Telestreet*<sup>157</sup> ont donc élaboré eux-mêmes un projet de loi pour « la sauvegarde, le soutien et la valorisation des télévisions de rue » qui aurait dû suivre le parcours de la loi populaire. Malgré l'engagement des promoteurs<sup>158</sup>, la création d'un statut pour les télévisions de rue, considérée à tort comme dépassée par l'évolution technologique et le passage à la télévision numérique, ne s'est donc pas concrétisée. Ainsi, leur statut contestataire et l'absence d'un cadre juridique approprié justifient en partie le lien étroit qui s'est créé au fil du temps entre les télévisions de quartier et le réseau Internet. En effet, en s'appuyant sur le potentiel de création et de diffusion de l'Internet, les *Telestreet* ont constitué un riche laboratoire audiovisuel imprégné de la culture du numérique et indissociable du domaine de la « politique contestataire ».

Parallèlement à la généralisation d'Internet et à l'émergence des médias alternatifs dont *Indymedia* constitue le modèle principal, une variété de groupes et d'associations locales décidèrent d'aller à contre-courant en développant un réseau de télévisions analogiques de rue. Le choix de l'analogique peut être interprété comme une démarche politique précise, comme une volonté délibérée d'interférer avec le flux informationnel du duopole. En constituant la technologie du pouvoir par excellence, l'analogique pouvait être chargé d'une dimension, à la fois symbolique et contestataire, très forte. Ce constat renforce l'importance qui doit être attribuée aux pratiques info-communicationnelles des usagers et non pas aux aspects technologiques en tant que tels. En d'autres termes, le potentiel participatif et horizontal n'est pas lié à l'essence technologique des médias mais surtout aux représentations, aux motivations et aux usages que les gens se font d'eux. En ce sens, l'évolution des pratiques informationnelles doit être considérée avant tout comme un phénomène social et non pas comme une conséquence directe du changement technique. En effet, au-delà des motivations politiques, la technologie analogique semblait répondre également à des exigences sociales. La vocation communautaire des *Telestreet* et leur volonté de renforcer le lien social dans les quartiers a poussé les producteurs à réhabiliter et à réinventer ce médium qui, profondément enraciné dans la culture italienne et touchant différents types de public, pouvait mieux répondre aux objectifs du projet. À travers la création d'un réseau de petites télévisions pirates disséminées dans les différentes régions italiennes, les producteurs ont pu ainsi toucher le même public que les télévisions généralistes et occuper symboliquement le même espace informationnel. Ce choix permettait également de développer un sens communautaire fort et de créer une dynamique intergénérationnelle et non pas uniquement centrée sur les catégories sociales informatisées. En effet, l'objectif des *Telestreet* était de pousser tous les gens des quartiers à participer activement au projet. Puisqu'une partie de la population n'était pas encore familiarisée avec les outils d'Internet, le médium télévisé permettait un accès universel à la consommation et à la réalisation de produits audiovisuels.

Toutefois, malgré le choix militant de s'appuyer sur l'analogique, cette initiative a constitué

---

<sup>156</sup> Le titre du projet de loi est "Modifiche all'articolo 3 della legge 6 agosto 1990, n. 223, in materia di tutela delle televisioni di strada". Cette initiative n'a pas abouti et le texte du projet n'est plus disponible sur le site officiel de la Chambre des députés.

<sup>157</sup> La définition et le perfectionnement du projet de loi a été le fruit d'une collaboration entre *TMO* de Gaeta, *Orfeo Tv* de Bologne, *Insu^Tv* de Naples, *Telestreetbari*, *UniversiTv* de l'Université 3 de Rome, *Tv Formia* et *Disco Volante* de Senigallia. La présentation officielle du projet de loi a eu lieu le 30 novembre à Bologne lors du séminaire sur la télévision de rue.

<sup>158</sup> Ce reportage de *TMO* documente l'engagement de la parlementaire Emilia De Biasi dans la tentative d'annexer l'amendement élaboré par le circuit des *Telestreet* à la loi Gentiloni de 2006 : <http://www.youtube.com/watch?v=PaI8BQzCkgI> (dernière consultation 04/07/2013).

également une expérimentation cross-médiatique. En baignant dans la culture de l'échange libre, les *telestreetaires* ont utilisé le web pour communiquer entre eux, pour résoudre des problèmes techniques et pour partager les contenus. C'est à travers Internet que les *Telestreet* ont pu se multiplier dans le pays, échanger et contribuer à la création d'un projet inter-local. Par le biais d'Internet, les différentes télés de rue ont pu constituer une initiative unitaire, réfléchir et définir leurs missions et élaborer une philosophie propre. En ce sens, comme l'avait précisé l'équipe d'*Orfeo TV* lors du lancement du projet, les *Telestreet* italiennes n'ont pas constitué des initiatives isolées mais un véritable réseau qui, tout en étant basé sur l'analogique, s'est inspiré et s'est nourri de l'éthique et des valeurs propres à l'Internet. Conformément à la logique basée sur l'échange, le don et la gratuité, les *Telestreet* ont préconisé un statut de spectateur-producteur de contenus et promu un modèle de programmation ouvert, casuel et quasi entièrement dépendant de la fréquence des contributions volontaires. En tant que médias communautaires faits par les gens et pour les gens, la nature et la qualité des contenus proposés variait en fonction de la communauté spécifique de bénévoles qui avait fondé la chaîne. Cette hétérogénéité se reflète dans la diversité des groupes qui se sont mobilisés autour de ce projet. En effet, nous avons assisté à la création de *Telestreet* religieuses (comme *Tele Osservanza* de Cesena<sup>159</sup>), d'autres gérées par les handicapés (comme *Disco Volante* de Senigallia<sup>160</sup>), d'autres encore créées par des établissements scolaires (comme *Teleipsia* de Monza ou *VttV* de Carrara).

Ainsi, bien que toutes fondées sur une volonté de réappropriation de l'espace info-communicationnel, chaque *Telestreet* avait une âme et portait une revendication particulière.

L'apport des contributions amateurs et les innovations concernant les formats et le modèle de programmation nous renvoient à l'expérience des radios libres. En effet, *Radio Alice* est née au début des années 1970 avec l'objectif de contraster le monopole public et de la même façon, *Orfeo TV* est née en 2002 avec l'intention d'interférer avec la programmation du duopole télévisé Rai-Mediaset et de réagir à la « loi Gasparri ». En outre, d'un point de vue technique, les *Telestreet*, comme les radios libres, étaient des émetteurs pirates. Toutefois, si nous avons l'impression d'être en présence d'une prolongation du mouvement des années 1970 et 1980, les revendications, l'esprit participatif et la logique en réseau qui animent les *Telestreet* nous resituent immédiatement à l'intérieur du paradigme contemporain. *Radio Alice* contribua certainement à la diffusion des radios libres et à l'évolution du contexte médiatique et législatif de l'époque. Cependant le projet de départ d'*Orfeo TV* était encore plus ambitieux : établir une démocratie de la communication qui part du bas à travers un réseau d'émetteurs de quartier qui collaborent et qui mettent en commun leurs ressources. L'idée était donc celle de créer une collaboration horizontale entre des médias dispersés et périphériques. Une grande partie des plates-formes numériques actuelles, de Wikipedia à Youtube, est centrée autour du même modèle, le *contenu généré par l'utilisateur*, alimenté par les pratiques de contribution, de partage et de mise en commun des ressources individuelles. Cet aspect a été souligné à plusieurs reprises par les fondateurs du projet. Par exemple, Valerio Minnella<sup>161</sup>, l'un des créateurs d'*Orfeo TV*, déclare que le but n'était pas tant celui d'accéder au marché télévisé mais de proposer une nouvelle façon de concevoir et de faire la télé. Minnella parle d'une forme de « télé à l'envers, sans structure hiérarchique lourde et qui permet à des milliers de gens de créer et de produire des vidéos d'une manière autonome ». L'idée est celle de proposer une télévision sociale faite par et pour les voisins et les connaissances du quartier, basée sur une logique de flux et non sur le modèle de la programmation télévisée traditionnelle. En faisant référence à l'explosion du journalisme amateur sur le web et à une période culturellement propice, Minnella précise que le défi était à la fois politique et culturel. En s'inspirant ouvertement du modèle de l'*Open source*,

<sup>159</sup>*Teleosservanza* est encore active. Sur son site web : <http://www.teleosservanza.it/> (dernière consultation 13/06/2013), il est possible d'accéder à une partie des contenus et de voir la chaîne en streaming.

<sup>160</sup>*Disco Volante* est devenue une web TV. Le streaming est disponible sur le site : <http://www.livestream.com/discovolante> (dernière consultation 13/06/2013).

<sup>161</sup>L'interview de Max Franceschini à Valerio Minnella est accessible à la page : <http://www.altrocinema.it/archivio/archivi/telestreet.htm> (dernière consultation 13/06/2013).

la rédaction d'*Orfeo TV* avait conçu un «réseau de micro-transmetteurs, fortement interconnectés entre eux et opérant dans une logique ouverte <sup>162</sup>». Les coûts de gestion et de production et la concurrence directe entre Rai et Mediaset obligent les télévisions généralistes à adopter une logique commerciale qui dépend des annonceurs et de l'audience. Ce que les *médiactivistes* ont voulu faire a été donc de créer une structure qui pouvait être gérée avec leurs propres forces. La contestation passe donc par la démassification de l'espace informationnel et par l'appropriation des moyens, des formats et même des langages de la communication officielle. En préconisant un modèle de récepteur actif dans la production des contenus, les producteurs des *Telestreet* ont trouvé dans l'Internet et dans ses pratiques l'une des principales sources d'inspiration. Suite à la fondation d'*Orfeo TV*, la rédaction lança un appel sur le web, sous forme de forum et de *mailing list*, afin d'inciter les usagers et les *vidéastes* indépendants à s'engager dans le projet. Un site de référence <sup>163</sup> a été créé pour faciliter l'extension du réseau et fournir les informations pratiques. Toutefois, la proximité avec la culture de l'Internet ne concerne pas uniquement les notions de participation et de collaboration mais elle se reflète également dans les formats, les contenus et l'organisation du travail des petits émetteurs. En effet, au niveau organisationnel, les *Telestreet* ont pu s'appuyer sur NGV (New Global Vision), une plate-forme numérique de partage des contenus vidéo créée précisément pour animer la programmation des petits émetteurs <sup>164</sup>. L'autre lien évident avec le web est constitué par une conception fortuite de la programmation et du public. Dans l'esprit de ce mouvement, la télé ne doit pas être conçue comme un médium statique mais comme un espace d'information et de communication communautaire et évolutif. La *Telestreet* doit récolter les idées et les opinions des citoyens et encourager ceux-ci à discuter et à élaborer des contenus. Ainsi, aux produits stéréotypés et aux représentations fixes de la société italienne proposés par la télé commerciale, les *telestreétaires* opposent un nouvel espace de négociation du sens qui rapproche le citoyen de sa propre réalité et l'incite à s'investir dans la vie du quartier.

Sergio Zotto, un syndicaliste créateur de *Mosaico TV* à Milan, raconte comment le web a été aussi le moyen à travers lequel il a pu tester la faisabilité du projet et recruter des futurs collaborateurs <sup>165</sup>. Il raconte que la télé est née à travers la participation à un forum de *Telestreet* où un groupe de pseudonymes sans visage semblaient avoir les compétences et l'envie de faire une télé sur le modèle d'*Orfeo TV* de Bologne. La télé a été appelée *Mosaico* précisément parce que sa naissance a été marquée par la rencontre entre différentes âmes : le syndicaliste, apportant sa vocation sociale, et les autres personnalités venues du réseau Internet, apportant leurs savoirs techniques. Il apparaît donc évident que l'organisation et le processus de production des contenus des *Telestreet* sont indissociables du mouvement des vidéos amateurs et, plus généralement, de l'ensemble des pratiques info-communicationnelles de l'Internet. De la création d'une plate-forme numérique de partage de vidéos, aux forums et à la mise en ligne de sites amateurs et des blogs des producteurs, les *Telestreet* se sont appuyées sur une variété de pratiques de l'Internet qui étaient en train de se développer au moment même de la naissance du projet. L'objectif devenait donc progressivement celui d'intégrer des formes et des codes différents, de les faire dialoguer entre eux et de les diffuser sur plusieurs plates-formes. La

---

<sup>162</sup>Citations extraites d'un interview à Max Franceschini.

<sup>163</sup> Le site de référence [www.telestreet.it](http://www.telestreet.it) est actuellement en maintenance.

<sup>164</sup>L'adresse de la plate-forme est <http://www.ngvision.org/> (dernière consultation 13/06/2013). Il s'agit d'une plate-forme ouverte qui permet de charger et de télécharger des vidéos et de rédiger des commentaires. Elle héberge de nombreuses vidéos pour la plupart traitant l'actualité locale, nationale et internationale qui vont de la chute du maire de Bologne à la crise en Palestine. Les contenus ont été réalisés par des vidéastes indépendants, des associations ou des collectifs de différentes natures. L'utilisation du matériel est réglé par la licence *Creative Commons*. Tous les utilisateurs peuvent charger leurs vidéos ou les télécharger librement pour les publier sur d'autres plateformes en gardant les nom de l'auteur et le serveur d'origine. Actuellement il n'est pas possible d'accéder au contenu. Toutefois, les contenus sont organisés en catégories thématiques et sont accompagnés par une description détaillée qui permet de repérer les vidéos sur Youtube ou directement sur le web.

<sup>165</sup>L'interview à Sergio Zotto de Mosaico TV est disponible à la page :

<http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/10.%20ZOTTO%2030-32.pdf>  
(dernière consultation 13/06/2013).



condition de praticabilité d'une *Telestreet* dépendait donc des possibilités de faire interagir ce médium avec les phénomènes du journalisme amateur et du vidéo-activisme qui ont trouvé dans l'Internet leur raison d'être. La télé de rue est donc centrée autour des pratiques de création de l'information et non pas sur le concept traditionnel d'audience. L'intention était ainsi de donner une voix aux rues, aux quartiers, aux églises, aux associations, qui devenaient donc des centres créatifs dynamiques et non plus seulement des espace métropolitains habités par des consommateurs anonymes. La télé, considérée par certains comme le dinosaure des médias, démontrait donc enfin toute sa richesse, son potentiel et sa capacité d'absorber et d'intégrer différents formats, langages et usages. Du statut de médium de masse, véhiculant une pensée unique, la télé conçue par les *telestreetaires* est devenue un médium de la diversité et du particularisme de la même manière que les blogs thématiques ou les sites de contre-information qui commençaient à habiter l'espace de l'Internet. La diffusion des contenus et des revendications des *Telestreet* sur le web est d'ailleurs devenue une prérogative de la quasi totalité des promoteurs. Qu'il soit abouti ou plutôt basique, presque chaque petite télé possède un *alter ego* numérique. Si faire la *Telestreet* est important pour amener les gens à éteindre la télé commerciale et les impliquer dans les problèmes de la communauté, la création des sites web et la publication des vidéos en ligne étaient des activités fondamentales pour garder un lien avec la dimension nationale et se rattacher aux projets de ses homologues. Certaines *Telestreet* sont ainsi plus connues pour leur activité en ligne que pour leur programmation analogique. À ce propos, la TV *Teleimmagini* ? de Bologne, engagée depuis sa création dans la diffusion de documents journalistiques indépendants sur son site web<sup>166</sup>, en constitue certainement un exemple emblématique. Pour cette télévision, l'usage du web sert à créer un lien entre la dimension locale et la dimension internationale (notamment en ce qui concerne les collaborations avec l'Amérique Latine), à générer de nouveaux espaces de communication partant du bas et à promouvoir une rencontre, culturelle et politique, entre différentes minorités actives. Un autre exemple est constitué par le réseau des *Telestreet* siciliennes *Astuta TV*<sup>167</sup>. Avec l'objectif de proposer une information dérangeante, le réseau d'*Astuta TV* a créé un portail constituant le lieu de rencontre et d'échange pour l'ensemble des petits émetteurs siciliens. L'activisme des *telestreetaires* a été accueilli avec enthousiasme par les internautes qui ont promu leurs initiatives, diffusé les informations et soutenu leur combat.

---

<sup>166</sup>Le site d'information de *Teleimmagini* est encore actif. À l'adresse <http://www.autistici.org/teleimmagini/> (dernière consultation 14/06/2013) il est possible de consulter la filmographie complète du groupe de médiactivistes et les projets audiovisuels réalisés en collaboration avec différents pays de l'Amérique Latine.

<sup>167</sup>La particularité d'*Astuta TV* est qu'elle ait pu occuper une chaîne complètement libre sans interférer avec le signal des autres télévisions. L'antenne a été installée dans un endroit stratégique qui permettait de couvrir 80 % du village sicilien Castelbuono, dans la province de Palerme. La diffusion sur la plate-forme analogique, débutée en 2004, s'est achevée en janvier 2005. [Le portail des télés de rue siciliennes ne semble plus être actif. Le site web d'Astuta TV est encore en ligne à l'adresse : http://giucas.altervista.org/](http://giucas.altervista.org/) (dernière consultation 14/06/2013).

## 4.2.3 Analyse des *Telestreet*

### 4.2.3a Histoire des *Telestreet* les plus connues <sup>168</sup>

#### **Orfeo TV - Bologne**

Née à Bologne grâce à l'idée de deux des fondateurs de *Radio Alice*, *Orfeo TV* est généralement considérée comme la première *Telestreet* au sens propre ainsi que l'initiatrice du mouvement. *Orfeo TV* a, en effet, défini le manifeste de la télé de rue et elle a lancé le réseau des *Telestreet* en Italie. L'activité d'*Orfeo TV* a débuté en juin 2002 sur le cône d'ombre de la chaîne 51 de MTV et sur une zone d'environ 200 mètres de la rue *Orfeo* qui a donné le nom à la télévision. Bien que l'audience ne fasse pas partie des prérogatives des producteurs, à partir des informations reçues par les gens du quartier, Giancarlo Vitali a déclaré que le public d'*Orfeo TV* était composé d'environ 2000 personnes<sup>169</sup>. La durée des transmissions était de quelques heures par jour. Le premier service passé à l'antenne a été un interview du propriétaire d'un bar de Bologne où avaient lieu les réunions de la rédaction. En l'absence d'une programmation fixe, les émissions étaient constituées par des documents produits par des bénévoles : reportages sur des thèmes locaux et internationaux, services de journalistes amateurs sur la vie de la ville, vidéos tournées au G8 de Gênes, courts-métrages, interviews et vidéos repérées sur Internet<sup>170</sup>. La télé a soutenu de nombreuses initiatives civiques et publiques de la ville de Bologne, comme le projet « Il punto dell'Informazione » qui vise à impliquer les écoles, les associations et, en général, tous les citoyens de la ville dans la création d'une télé civique. En 2005, elle a gagné le *Prix Ars Electronica* de Linz et elle a été invitée à participer à l'initiative « Satellite of Love » de l'*International Film Festival Rotterdam – Exploding Television*. L'idée était d'infiltrer la programmation des télévisions commerciales avec du matériel auto-produit. *Orfeo TV* a été transmise quatre mois après sur la chaîne publique hollandaise VPRO sous la forme de deux émissions de 50 et 20 minutes. À travers le projet *Meta-Medium*, *Orfeo TV* a en outre tourné des images dans les rues de Rotterdam en impliquant les quartiers et les citoyens dans une sorte de laboratoire télévisé *grassroot* où le matériel vidéo était mixé et proposé en temps réel en streaming à l'intérieur des structures du festival. En 2008, Ciro d'Aniello (*deus ex machina* du projet) et ses collaborateurs ont signé une convention avec le quartier Santo Stefano de Bologne en donnant naissance à un *media center*, une sorte de laboratoire pour la création d'une télévision civique. Selon la logique ouverte d'*Orfeo TV*, tout le monde pouvait participer au projet en mettant à disposition ses capacités techniques, artistiques ou simplement sa propre voix. La rédaction d'*Orfeo TV* s'est animé jour après jour, en constituant une fenêtre ouverte sur la réalité du quartier. Les volontaires, caméra à la main, se sont immergés dans les questions soulevées par les citoyens. En opposition à la mise en scène de la réalité et les modèles culturels artificiels proposés par la télé généraliste, *Orfeo TV* a promu une nouvelle perspective sur l'information conforme à la sensibilité et au regard des gens du quartier. Aujourd'hui, elle continue à promouvoir le vidéo-activisme à travers des compétitions de journalistes et de vidéastes amateurs.

#### **Teleimmagini? - Bologne**

Cette télé est née en 2000 de l'initiative d'un collectif de média-activistes bolognais. Elle est la *Telestreet* du quartier métissé de « La Bolognina » qui propose un médium à la portée de tout le monde et des formations ouvertes et gratuites portant sur l'utilisation des médias. *Teleimmagini?* collabore avec l'ONG colombienne *International Peace Observatory* (IPO) à laquelle elle a fourni un canal de communication pour documenter son travail sur le terrain et dénoncer les crimes subis par la population colombienne. Le collectif est engagé dans les thématiques sociales de l'intégration et du multiculturalisme et tisse des collaborations fructueuses avec d'autres productions indépendantes, en Italie, en Europe et en Amérique Latine. L'esprit de la chaîne est contestataire et provocateur et le style et le format des reportages sont typiques du domaine de la contre-information. Contrairement à la plupart des autres télé de rue, la production de *Teleimmagini?* se distingue pour la qualité des images et du montage et pour sa veine artistique<sup>171</sup>.

<sup>168</sup>Les logos des *Telestreet* ont été repérés grâce à un forum de discussion autour des *Telestreet* où l'un des usagers a posté les logos retrouvés sur Internet. La discussion est consultable à la page : <http://sceltatv.forumfree.it/?t=3298721> (dernière consultation 19/06/2013).

<sup>169</sup>L'interview de Giancarlo Vitali est disponible à la page : <http://www.altrocinema.it/archivio/archivi/telestreet.htm> (dernière consultation 14/06/2013).

<sup>170</sup>Le contenu des émissions de *Orfeo TV* est décrit dans l'article de Maurizio Gatto « TV di strada : lotta per la sopravvivenza » publié le 8 octobre 2003 par le site d'information indépendante *Peacelink* et consultable à la page <http://www.peacelink.it/cybercultura/a/1785.html> (dernière consultation 19/06/2013).

<sup>171</sup>Les vidéos de *Teleimmagini?* peuvent être consultées à l'adresse : <http://www.autistici.org/teleimmagini/>. Nous pouvons visionner des reportages, des documentaires ou des courts-métrages auto-produits d'une qualité surprenante. Les thèmes sont très proches des revendications des squats italiens.

### **Teleipsia - Monza**

*Teleipsia* était une *Telestreet* scolaire qui transmettait dans une partie de la ville de Monza et qui a été activée en tant que laboratoire pour l'étude des radios, des télécommunications et du langage télévisé. Le matin, elle diffusait via l'analogique tandis que, le reste de la journée, les émissions étaient converties en Dvd. Le projet aurait dû passer sur la télévision numérique et impliquer d'autres établissements scolaires de la ville afin d'expérimenter les potentialités et les possibilités technologiques mais aussi les différents formats proposés. L'objectif était donc la création d'un service public, d'une forme de chaîne faite par les écoles de la ville. Le site web de *Teleipsia* est toutefois resté à un état expérimental. Mis à part un article sur un journal local donnant la nouvelle du passage de *Teleipsia* sur la plate-forme numérique, il n'y a pas beaucoup d'autres traces attestant de la création d'une véritable chaîne diffusant sur la télévision numérique.

### **Giovanni Paolo TV - Parme**

Suite à l'expérience d'*Orfeo TV* de Bologne, cette *Telestreet* est née en 2004 grâce à l'idée d'un prêtre, Don Francesco Rossolini. Les deux hommes ont suivi les conseils de la rédaction d'*Orfeo TV*. Dans un interview<sup>172</sup>, Don Francesco reconnaît l'importance des échanges d'informations entre les différentes TV de rue. *Giovanni Paolo TV* est financée avec l'argent de la paroisse et diffuse actuellement dans toute la ville de Parme. La TV avait comme objectif initial de fournir de l'information sur les activités de la paroisse et de sensibiliser les gens aux activités de la *Caritas* afin d'aider les chômeurs dans la recherche d'un emploi et les personnes désavantagées en général. La TV s'est aussi engagée dans la création de débats publics en invitant des experts à intervenir dans des sujets sociaux ou culturels. Cette *Telestreet* a essayé de donner une voix aux différentes catégories sociales et de transmettre des valeurs négligées par la TV commerciale. Bien que télévision religieuse, les initiateurs sont partis d'un discours contestataire à l'égard de la logique commerciale télévisuelle et ont essayé de créer un médium qui puisse dépasser les inégalités d'accès aux moyens de communication. Alors qu'au début ils transmettaient uniquement la messe et quelques événements locaux, à partir de 2006, ils ont réussi à constituer une rédaction de 10 jeunes proches de la paroisse qui ont réalisé de A à Z un JT transmis tous les dimanches avant d'être mis en ligne sur le site <http://www.parrocchiasanpaoloparma.it> (dernière consultation 17/06/2013). Aujourd'hui, les émissions de la TV sont diffusées sur la télévision numérique grâce aux collaborations avec les chaînes locales.

### **Teleosservanza - Cesena**

Cette télévision religieuse est née en 2006 et a diffusé dans un rayon d'un kilomètre autour de l'église. Il s'agissait d'un service de la paroisse ouvert à des collaborations externes. Sa programmation prévoyait la messe journalière, le JT de la paroisse et les annonces locales. *Teleosservanza* dispose encore d'un site web actif où il est possible de visualiser les contenus produits et d'un espace pour le direct diffusé en streaming bien qu'en phase d'expérimentation.<sup>173</sup> Cette télé a eu un rôle important dans la promotion et le développement du réseau des *Telestreet* et a été l'initiatrice de la réunion nationale des micro-téles qui eut lieu le 6 avril 2008 à Cesena.

### **Mosaico TV - Milan**

Née en 2003, elle a été l'une des premières *Telestreet* de Milan. Elle transmettait au cœur de la ville. *Mosaico TV* est née à partir de l'idée du secrétaire général d'une organisation syndicale (la UILtucs Lombardia) et, successivement, elle s'est ouverte à différentes collaborations avec de nombreuses catégories sociales dont les étudiants, les professionnels et les employés du marché privé et public.

### **VttV - Carrara**

Le projet de *VttV* est né en 2003 au sein du Département d'Arts Multimédia de l'Académie des Beaux-Arts de Carrara à l'initiative du Professeur Tommaso Tozzi. Le projet s'inspire non seulement du réseau des *Telestreet* mais aussi d'autres initiatives artistiques et multimédia du Département qui encourageaient une forme d'interactivité entre le médium et son public à travers une gestion horizontale et communautaire de l'espace télématique. Son objectif<sup>174</sup> principal était de promouvoir l'art et la communication à travers la télévision et les réseaux télématiques, de proposer des nouveaux langages et une réflexion critique autour de ces thèmes. Ici la réflexion sur l'art est intimement connectée avec la réflexion sur la société dans son ensemble, l'art est donc

---

<sup>172</sup>« Esperienze di Telestreet parrocchiali : Giovanni Paolo. TV Telestreet di Parma », Avril-Juin 2006, p. 58. L'article est consultable à la page : <http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/18.%20AA.VV%2058-65.pdf> (dernière consultation 30/06/2013).

<sup>173</sup>Le site web de *Teleosservanza* est consultable à la page : <http://www.teleosservanza.it/> (dernière consultation 17/06/2013). Le site contient les émissions diffusées jusqu'à l'année 2008 tandis que les plus récentes ont été chargées sur la plate-forme Youtube.

<sup>174</sup>La note d'intention de Tommaso Tozzi est disponible dans l'article de la rédaction de *VttV* « Esperienze di Telestreet scolastiche, Redazione di VttV – VttV: La Telestreet degli studenti dell'Accademia di Belle Arti di Carrara - Enquête avril-juin 2006, p. 66.

conçue en tant qu'art-vie, en tant qu'art total. La télé a commencé à diffuser en 2005 à travers un cône d'ombre de *Rete 4* dans un rayon de quelques centaines de mètres en plein centre historique de Carrara. La rédaction était composée d'étudiants volontaires qui changeaient en permanence en modifiant le ton et le style des transmissions. La télé a soutenu le projet des télés de rue italiennes et a promu des journées d'information et des ateliers sur la création des *Telestreet*<sup>175</sup>. Elle est aujourd'hui disponible sur le web<sup>176</sup> où il est possible de visionner les transmissions en streaming.

### **Disco Volante - Senegallia**

*Disco Volante* est une télé de rue qui a été fondée en 2003 par « Studio Zelig », une association de Senegallia qui s'occupe de l'accès aux moyens d'expression des personnes handicapées. Elle a commencé à diffuser en 2003 en utilisant un cône d'ombre de la chaîne *Canale 5* de Mediaset. Le Disque Volant, explique Enea Discepoli, l'un des fondateurs de l'association à l'origine du projet, transporte par définition les extraterrestres, l'autre, l'étranger, le monstre et donc il fait peur en tant qu'élément déstabilisateur et porteur de critique<sup>177</sup>. Le 19 septembre 2003, la *Telestreet* a été fermée par le Ministère des Télécommunications à cause de l'absence d'une concession légale de la part de l'État. Après la fermeture, la rédaction a néanmoins continué son activité de production audiovisuelle en distribuant ses réalisations en ligne sur le site : [www.viveresenigallia.it](http://www.viveresenigallia.it). En juin 2004, la télévision a gagné le prix journalistique *Ilaria Alpi* dans la section dédiée aux télés locales et régionales. Il s'agit d'une grosse reconnaissance pour une petite télé comme *Disco Volante*. Ce prix redonna courage aux activistes qui, en 2005, obtinrent l'annulation du jugement lui interdisant de transmettre. La stratégie et le fort engagement des producteurs ont contribué à sensibiliser la population et les professionnels au cas de *Disco Volante*. L'histoire de cette *Telestreet* a fait l'objet d'une émission diffusée sur la chaîne publique « Rai Tre »<sup>178</sup> et a stimulé l'intérêt de la presse internationale comme le prouve un article publié dans l'*International Herald Tribune* en octobre 2005<sup>179</sup>. Une fois l'activité reprise, la télé a soutenu d'importantes initiatives civiques comme le projet *Teleschool*. Le projet consistait dans l'activation d'une télé faite par les étudiants qui diffuserait ses contenus sur le web en promouvant donc un échange de connaissances et d'expériences entre les différents établissements ayant adhéré au projet. *Disco Volante* a aussi organisé des cours de vidéo-journalisme portant sur les différentes étapes d'élaboration et de production de l'information. Les institutions locales ont reconnu l'importance de l'activité de cette *Telestreet* et lui ont aussi permis de tourner des images à l'occasion des conseils municipaux. Aujourd'hui, la TV est passée définitivement sur le web et diffuse en streaming à l'adresse <http://www.livestream.com/discovolante><sup>180</sup>.

### **Insu^Tv de Naples**

Née en 2003 dans le quartier malfamé de Forcella (Naples), elle est liée à un projet plus vaste qui vise à la création de médias indépendants. La première réalisation a été une série auto-produite où les personnages représentaient des points de vue critiques à l'égard de la guerre en Irak. La programmation a surtout consisté en reportages, en documentaires auto-produits, docu-fictions, films, dessins animés et émissions de plateau autogérées. Le groupe s'est aussi engagé à former aux techniques audiovisuelles et à collaborer au mouvement des logiciels libres. Ces recherches ont produit des applications importantes pour la gestion de la programmation de la *Telestreet*. La télévision a réussi à diffuser dans la totalité du centre de Naples en créant des JT pour les migrants et d'autres magazines pour la population napolitaine. Cette télé a eu un rôle crucial dans la promotion et la coordination du mouvement des *Telestreet* en Italie et à l'étranger (à Bilbao, Insu^Tv a aidé un groupe de jeunes à ouvrir la première télévision de quartier basque ; de la même manière, les *Telestreetaires* italiens ont collaboré avec l'Université de Naplouse au projet d'une *Telestreet* palestinienne. Aujourd'hui, ce collectif continue à alimenter un site de contre-information où l'on peut visionner une bonne partie du matériel produit<sup>181</sup>.

---

<sup>175</sup>Il est possible de consulter le programme d'un événement promu par la télé à la page <http://lists.peacelink.it/news/msg08116.html> (dernière consultation 30/06/2013).

<sup>176</sup>Le dernier projet de la rédaction est une interview publiée en 2010. L'activité actuelle de la TV n'est donc pas certaine. Toutefois, le site est riche de matériel et présente une charte graphique moderne et riche outre que de nombreux documents textuels et visuels.

<sup>177</sup>Massimo Bassi et Giacomo Andreucci, « Telestreet, dis-abilità e super-abilità - Il caso Disco Volante, Telestreet di Senigallia (AN) » avril-juin 2006, p. 70.

<sup>178</sup>Le cas de la télé de rue *Disco Volante* a été présenté par le programme « L'Elmo di Scipio » sous la direction d'Enrico Deaglio et diffusé sur « Rai Tre » en janvier 2004.

<sup>179</sup>Povoledo Elisabetta, « Street tv persists as it fights Rome », *International Herald Tribune*, 23 octobre 2005, p. 10. Consultable aussi à la page du *New York Times* :

<http://www.nytimes.com/2005/10/23/business/worldbusiness/23iht-tv24.html?pagewanted=1& r=1> (dernière consultation 17/06/2013).

<sup>180</sup>Le streaming est accessible à la page <http://www.livestream.com/discovolante> (dernière consultation 17/06/2013). Toutefois, il faut remarquer que la chaîne est souvent hors ligne et il est difficile d'identifier les créneaux de diffusion des émissions.

<sup>181</sup>Le site web de Insu^tv est accessible à la page <http://www.insutv.it> (dernière consultation 17/06/2013).

### **TMO TeleMonteOrlando - Gaeta**

Née en 2001 à Gaeta grâce à l'exploitation de la zone d'ombre du mont Orlando, elle est l'une des premières télévisions de rue italienne ainsi que l'une des expériences les plus réussies. Comme *Orfeo TV*, son siège initial était une sorte de boutique qui donnait sur la rue et qui proposait des émissions en direct ouvertes à la participation de tous les citoyens. Sa programmation était variée et fortuite : on pouvait assister à des cours d'histoire, à des promenades ou à des discussions avec des personnes communes. En 2003, TMO a déménagé sur un vrai plateau télévisé et a assuré des directs nocturnes. Son objectif était d'offrir aux citoyens un espace pour le débat public et de favoriser le processus d'autodétermination. La télé offrait des émissions d'information sous la forme de conversations qui traitaient des problèmes de la ville, de la politique, du sport et que le public pouvait commenter au téléphone ou directement sur le plateau. En juillet 2006, la télé a été fermée parce que l'émetteur était situé dans une zone de propriété de l'Etat. Une pétition de trente mille signatures a réussi à relancer le signal de la TV, désormais devenue un symbole de la ville de Gaeta. TMO a été aussi l'une des rares *Telestreet* à avoir réussi à définir une programmation semi-stable avec des directs, des rediffusions et une connexion avec *Rai Edu 2*, une chaîne satellite publique sans publicité. En tant que télé analogique, elle était visible par 14 000 habitants. Aujourd'hui, elle diffuse à travers la télévision numérique et est également accessible en streaming sur le web<sup>182</sup>.

### **TeleFabbrica - Termini Imerese (Palerme)**

Il s'agit d'une petite télé de quartier née à Termini Imerese le 30 novembre 2002 pendant les luttes des ouvriers FIAT et tout de suite fermée après quelques journées de diffusion<sup>183</sup>. Telefabbrica utilisait la fréquence Uhf 31, une chaîne libre de Termini Imerese, diffusait sur un rayon de quelques centaines de mètres et fonctionnait à travers le travail des bénévoles. L'objectif était de documenter les expériences quotidiennes des ouvriers de l'usine en dehors d'une logique médiatique qui s'y était intéressée seulement en occasion d'événements particuliers et qui avait progressivement abandonné cette réalité. Malgré les difficultés déterminées par la fermeture, Telefabbrica ressaya de reprendre l'activité. L'expérience s'est conclue définitivement après une brève période de rediffusion.

### **Astuta Tv - Castelbuono (Palerme)**

*Astuta TV* est née en 2004 à l'initiative du photographe Giuseppe Castagna, déjà engagé dans le mouvement des radios libres dans les années 1970, et diffusait à Castelbuono, une petite ville de 10 000 habitants. La télévision proposait une programmation variée : des courts-métrages, des dessins animés, la transmission des événements sportifs et des directs. Les ressources étaient auto-produites et fruit du travail volontaire des citoyens. Son activité semble s'être terminée avec le passage à la télévision numérique<sup>184</sup>.

### **Gea TV - Spadola (Vibo Valentia)**

Fondée par Don Bruno La Rizza et Nicola Garcea (technicien électronique), elle est l'une des rares *Telestreet* ecclésiastiques qui tente de réfléchir à un nouveau rapport entre l'église et les moyens de la communication sociale. La télé est née en 2004 et, comme la plupart des *Telestreet*, s'est inspirée de l'expérience d'*Orfeo TV*. Elle couvre Spadola et les villages alentour pour un total de 2700 habitants dont de nombreuses personnes âgées. Les producteurs n'ont jamais essayé de mesurer leur audience mais, à partir des contacts avec les gens, ils déclarent avoir eu au moins 450 téléspectateurs par jour. Il s'agit de personnes qui ne sont pas à l'aise avec les nouvelles technologies et pour lesquelles la télévision constitue l'outil le plus avancé dont ils peuvent se servir. La télé a servi, en outre, une zone défavorisée où l'ADSL est arrivé très tardivement par rapport à d'autres régions italiennes.

---

<sup>182</sup>Le streaming de TMO est disponible à l'adresse <http://www.livestream.com/telemonteorlando> (dernière consultation 17/06/2013).

<sup>183</sup>Il est possible de consulter la brève histoire de *Telefabbrica* à l'adresse : <http://www.storiaradiotv.it/TELEFABBRICA.htm> (dernière consultation 17/06/2013). Dans cette page, nous pouvons également écouter les interviews réalisés par Indymedia aux promoteurs de l'initiative.

<sup>184</sup>Le site <http://giucas.altervista.org/> (dernière consultation 17/06/2013) présente la *Telestreet* et ses contenus.



### **Telestreet Bari**

Née en 2005, elle a été la première télé de rue de la ville de Bari. Son créateur, Sebastiano Gernone, a été aussi engagé dans un projet qui visait la construction d'un réseau de *Telestreet* des Pouilles et du Sud de l'Italie<sup>185</sup>. Il est intéressant de remarquer que, malgré les problèmes relatifs à la fracture numérique, l'activité des *Telestreet* dans les Pouilles a été très intense tant en termes de nombre de *Telestreet* créées qu'en relation à l'engagement des producteurs locaux<sup>186</sup>.

### **TeleLiberaMaglie – Maglie (Lecce)**

TeleLiberaMaglie est née à Maglie, dans le Pouilles. Le projet affichait son attachement à la philosophie de la télé pionnière *Orfeo TV* et son opposition au cadre législatif de la loi Mammì et à l'hégémonie des colosses Rai et Mediaset. Créée en 2003 par un professeur de lettres classiques, elle est la troisième *Telestreet* implantée sur le territoire italien. Ce petit émetteur entendait devenir un point de référence pour les citoyens du *Salento* (la région de Lecce) à travers la réalisation de programmes journalistiques et des spectacles animés par des gens ordinaires. La diffusion dura six mois car, en janvier 2004, la Police confisqua l'émetteur.

### **TeleAut - Rome**



Elle est devenue le porte-parole de la contestation du football moderne. Selon la philosophie de ses initiateurs, le sport, en tant que moment de socialité et de culture populaire, doit être rendu aux gens qui peuplent les tribunes tandis que le spectacle crypté contribue à un appauvrissement progressif du football moderne. Ce spectacle doit être donc restitué au public même qui contribue activement à le générer. En septembre 2003, à l'occasion du match Juventus-Rome, les promoteurs des *Telestreet* romaines ont décidé de transformer la *Telestreet* en un décodeur de quartier et de diffuser la partie en clair dans le quartier de S. Lorenzo. D'autres *Telestreet* comme *Spegni la tv* (Roma), *Ant Tv* (Roma), *Orfeo Tv* (Bologna) ainsi que le site *guerrigliamarketing.it* ont adhéré à l'initiative.

Aujourd'hui, *Teleaut* est active sur le web à travers un compte Twitter et un blog d'information indépendante<sup>187</sup>.

#### *4.2.3b D'autres expériences de télévisions du bas*

### **Arcoiris TV**

Elle est née suite à la dissolution du projet initial *NoWarTV*, né en 2003 pour contester la guerre en Irak. Les créateurs de la télé la définissent comme une « télé des minorités » traitant une information indépendante et déconnectée des logiques politiques ou commerciales. Son fonctionnement se base sur un réseau de médiactivistes dans de nombreuses villes italiennes. Cette web télé est récemment passée sur satellite. Sa production a constitué aussi une source alternative pour dépanner les *Telestreet* en cas d'absence de matériel à diffuser.

### **Videocommunity - Turin**

*Videocommunity*<sup>188</sup> est une expérience de télé engagée sur le territoire, constituée par un réseau d'associations, d'opérateurs sociaux et de professionnels de l'audiovisuel qui distribuent des programmes dans la région de Turin. Il s'agit d'un système de télé ouverte à gestion horizontale. *Videocommunity* est encore très active dans la promotion des vidéastes indépendants et du journalisme citoyen.

#### *4.2.3c Les télévisions des immeubles*

<sup>185</sup>Un communiqué de presse rédigé par Sebastiano Gernone décrit et justifie le projet d'un réseau des *Telestreet* des Pouilles. Le communiqué est disponible à la page : [http://www.eleaml.org/sud/telestreet/teles\\_01bari.html](http://www.eleaml.org/sud/telestreet/teles_01bari.html) (dernière consultation 17/06/2013).

<sup>186</sup>En septembre 2005, le quotidien *Repubblica* a publié un article concernant la présence des *Telestreet* dans la ville de Bari. Page : <http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2005/09/02/tv-di-quartiere-invadono-bari-carrassi-nell.html> (dernière consultation 17/06/2013).

<sup>187</sup>Le blog est accessible à la page <http://teleaut.blogspot.fr/> (dernière consultation 18/06/2013).

<sup>188</sup>Les détails sur la naissance et le projet de *Videocommunity* peuvent être consultés à la page <http://www.meetingpuntoit.it/protagonisti/videocommunity> (dernière consultation 07/07/2013).

### **Corviale Network - Rome**

*Corviale Network* fait partie de « Nuovi Committenti », un projet de recherche sociale et artistique très vaste promu par la fondation Olivetti. Corviale est un gros immeuble des années 1970 qui héberge 6000 personnes et qui, pour son état de dégradation, est considéré comme le Bronx de la ville de Rome. Le projet a été défini par l'exigence des habitants de modifier l'image stéréotypée de leur banlieue. Cette tentative de changer l'imaginaire négatif des romains a été à la base du projet télévisé. A la différence des autres *Telestreet*, l'accord avec les institutions a été central dans le développement de l'initiative ainsi que la synergie avec *Roma Uno*, une chaîne qui transmet sur satellite. La rédaction, composée par des volontaires, a suivi et documenté les autres initiatives du projet et a proposé des rubriques et des services spécifiques. La télé a vécu tout de suite une surexposition médiatique et a réussi dans son intention de changer l'image de la banlieue. L'expérience a été très importante surtout en termes d'une réappropriation d'un espace et d'une identité que la télévision généraliste avait sali. Les renversements du système médiatique de masse a donc conduit à un réaménagement de l'espace physique et symbolique.

### **TeleTorre19 - Bologna**



Il s'agit d'un projet de télé de copropriété qui a commencé à diffuser en 2001 dans un bâtiment de la ville de Bologna. La copropriété s'est dotée d'une télé interne au bâtiment où des jeunes et des adultes ont collaboré ensemble à la définition d'une programmation personnalisée. Ils ont produit une liste de films de 1000 titres, un JT de la ville ainsi que des vidéos courtes sur les expériences de vie de la copropriété destinées à la RAI.

## 4.2.4 Analyse de contenu

### 4.2.4a Méthodes

L'étude sur les *Telestreet* s'est appuyée essentiellement sur l'analyse de deux corpus de documents multimédia. L'analyse a été structurée en deux parties dont la première a pris en compte un corpus de sites web liés aux phénomènes des télévisions de rue tandis que la deuxième a concerné l'analyse d'un corpus audiovisuel composé d'un panel de vidéos produites par les *Telestreet*. La composition du corpus numérique a été possible grâce aux activités de diffusion des contenus sur Internet dans lesquelles se sont engagées les producteurs. De nombreuses *Telestreet* se sont en effet dotées d'un espace web dédié à la diffusion des informations relatives à la télévision et à ses contenus. Dans certains cas, le site a constitué un canal essentiel pour la diffusion du matériel audiovisuel produit par les activistes. Internet a donc joué un rôle important dans la propagation du mouvement mais aussi dans l'accès et l'échange des contenus produits par les différentes *Telestreet*. En l'absence d'un espace créé directement par les promoteurs de l'initiative, il a été possible de repérer des informations sur la presse en ligne locale et nationale, sur les blogs, sur les sites d'information indépendante, sur les forums ou sur les sites des autres *Telestreet*. Cette enquête a donc fonctionné comme une sorte de mise en abîme où les pratiques informationnelles des producteurs des petites télévisions ont été analysées précisément à partir de la variété des pratiques, formelles et informelles, qui se sont développées autour du phénomène des *Telestreet*. Si ce choix implique l'exclusion automatique des micro-télévisions absentes sur Internet, il contribue néanmoins à donner une consistance à l'enquête (portant sur les pratiques info-communicationnelles à l'heure d'Internet) et à mieux souligner la nature cross-médiatique des télévisions de rue italiennes. La méthode empirique justifie en effet la sélection d'un mouvement qui, en principe, s'est développé à travers la technologie numérique.

L'analyse croisée des différentes sources numériques<sup>189</sup> nous a amené à recenser 164 *Telestreet* dont, pour les deux tiers (109 télévisions), il a été possible de repérer des documents fiables attestant de leur activité. Le pari de départ a donc bien fonctionné dans le sens où la plupart des *Telestreet*, tant par le biais de leurs initiateurs qu'à travers les informations fournies par les simples usagers, ont laissé une trace sur le réseau Internet. Pour chaque télévision recensée, une recherche sur Google a été effectuée en testant différents mots-clés composés généralement par le nom de la télévision associé, par la suite, à la région ou à la ville ainsi qu'au nom « *Telestreet* ». En procédant de la même manière pour les 109 télévisions de rue recensées, nous avons construit notre premier corpus de documents numériques composé d'un ensemble de sites web amateurs, d'articles de presse en ligne et de contenus générés par les usagers (plates-formes de partage et forums). La sitographie ainsi organisée est consultable dans la section de la bibliographie dédiée aux études de cas. L'analyse de contenu a donc été menée en deux temps et a produit deux outils de travail principaux. Le premier a été la création d'une grille des *Telestreet* classées à partir de leur catégorie, de leur condition de naissance, de leur démarche,

---

<sup>189</sup>L'enquête sur les *Telestreet* dirigée par Giacomo Andreucci (« Storia e geografia delle Tv di strada in Italia », a cura di Giacomo Andreucci, Bari, Dedalo, 2006, 144, Inchiesta, a. 36, n. 152, avril-juin 2006) a relevé la création (pas forcément simultanée) de 135 *Telestreet* distribuées d'une manière assez homogène entre Nord et Sud (avec la seule exclusion du Molise, de l'Ombrie et de la Val d'Aoste) et avec une forte concentration dans les régions de l'Emilie-Romagne, la Lombardie, le Lazio et la Campanie. Dans sa reconstruction du circuit des *Telestreet*, la TV de rue napolitaine *Insu^TV* recense 122 *Telestreet* et indique, pour chacune, la chaîne de diffusion et le contact du promoteur/responsable. Sur la base des recherches menées en ligne, cette deuxième liste nous semble assez fiable et représentative du nombre effectif des télévisions de rue qui ont, même pour une courte période, transmis des émissions télévisées sur les cônes d'ombre des chaînes officielles. La liste des *Telestreet* fournie par *Insu^TV* est disponible sur le site d'information indépendante de ce collectif à la page : <http://www.insutv.it/index.php?sz=6> (dernière consultation 19/06/2013). Ces deux recensements ont été intégrés avec d'autres listes des *Telestreet* repérées en ligne. Pour chaque micro-télévision, nous avons effectué une recherche approfondie en testant le moteur de recherche Google avec différents mots clés.



de leur type de contenu et enfin de leur évolution. Le deuxième outil se réfère à l'analyse du contenu audiovisuel d'un panel de 34 *Telestreet* où les différentes catégories identifiées sont représentées d'une manière proportionnelle à l'incidence de chaque catégorie dans l'ensemble des micro-téles recensées. Pour que le corpus puisse être considéré comme le plus possible représentatif de la diversité du matériel audiovisuel produit, une fois confirmée la disponibilité de matériel en ligne, les téles ont été sélectionnées également en relation avec le rôle qu'elles ont revêtu à l'intérieur du mouvement et leur popularité. Le corpus final, composé de 63 vidéos, est consultable dans la section «Corpus Audiovisuel» de la sitographie dédiée aux *Telestreet*. Pour chaque vidéo, nous avons relevé le titre, la durée, le lien sur le web, le format, le thème, la qualité et, si possible, le cadre contestataire. L'analyse du matériel audiovisuel nous a permis d'identifier les thématiques et les formats utilisés et de formuler des hypothèses sur les besoins informationnels auxquels les *Telestreet* ont essayé de répondre.

Le choix d'un corpus multimédia nous a donc amené à contourner les contraintes liées à l'impossibilité d'accéder à la diffusion analogique des programmes, accessibles pour la plupart des cas, dans la période comprise entre 2002 et 2006 et exclusivement sur des rayons très restreints. Un autre problème rencontré a concerné, en effet, la brièveté des périodes de transmission de certaines *Telestreet* (due à des contraintes d'ordre technique, organisationnel ou légal) et le déclin du phénomène à partir de l'année 2005 (Andreucci, 2006)<sup>190</sup>.

Une approche essentiellement qualitative (puisque les données sur l'audience et sur la quantité de matériel produit et diffusé ne sont pas accessibles) nous a donc guidé dans la reconstitution de l'histoire des plus importantes *Telestreets* et dans l'identification de la philosophie et de l'éthique sous-jacentes ainsi que des pratiques info-communicationnelles que ces réseaux de producteurs militants ont encouragé.

---

<sup>190</sup>L'enquête sur les *Telestreet* dirigée par Giacomo Andreucci («Storia e geografia delle Tv di strada in Italia / a cura di Giacomo Andreucci, Bari, Dedalo, 2006, 144, Inchiesta, a. 36, n. 152, avril-juin 2006, p. 121) relève un pic dans l'explosion des *Telestreet* en 2003 et en 2004 et identifie une phase significative de déclin à partir de 2005. Toutefois, comme le précise lui-même Andreucci, la période comprise entre 2000 et 2004 a été caractérisée par une euphorie générale qui a amené de nombreux groupes à essayer d'entreprendre cette initiative sans forcément la porter à terme. De nombreux projets sont restés en effet à une phase embryonnaire.

#### 4.2.4b Typologie des *Telestreet*

L'explosion des *Telestreet* a eu un fort retentissement sur le web, ce qui nous a permis d'avoir accès à une quantité importante de documents en ligne. Toutefois, il faut préciser qu'un certain nombre de sites actifs lors du début de ce travail de recherche (en 2009) ne sont actuellement plus accessibles. Les pages qui ne sont plus disponibles correspondent en général aux sites amateurs créés par les producteurs. Le corpus multimédia définitif a donc été sensiblement modifié sans en compromettre toutefois la représentativité (comme le démontre notre riche sitographie, le matériel en ligne est encore plutôt consistant). Cette évolution dans la sitographie dédiée aux *Telestreet* nous a interpellé sur la nature extrêmement mouvante et transitoire du web et donc sur l'importance de répertorier et de garder des traces des documents historiques qui puissent aider les chercheurs à identifier les transformations des usages de l'Internet. En effet, si aujourd'hui, de nombreuses pratiques liées à la création de contenus sur le web apparaissent encadrées et formatées par des plates-formes de référence telles que Joomla ou Blogger, seulement pour en citer quelques unes, lors de l'explosion des *Telestreet*, la création de pages web s'avérait encore une activité laborieuse et plutôt artisanale. Moins standardisées et normalisées, les pages web créées par les *telestreetaires* nous ramènent aujourd'hui à une autre époque du web où l'on commençait à découvrir les potentialités de diffusion et d'expression de la toile et où on essayait d'insérer des contenus militants ou décalés à partager avec un entourage restreint sans la prétention de pouvoir réellement toucher un auditoire significatif. Comme dans le cadre de la création des vidéos auto-produites par les télés de quartier, l'objectif de ces pratiques n'était pas celui de se faire connaître par un large public mais plutôt de s'expérimenter, de se mettre en jeu. Le moment créatif est donc à concevoir comme un but en soi, une nouvelle manière de tisser des relations et de se rapporter à sa réalité locale. Cet esprit a accompagné la naissance de nombreuses micro-télés distribuées d'une manière plutôt homogène dans les différentes régions du pays. En effet, si les régions les plus développées, comme la Lombardie, l'Émilie-Romagne ou la Toscane, ont présenté une forte concentration de *Telestreet*, certaines régions du Sud (notamment la Campanie, les Pouilles ou la Sicile), présentant parfois des retards dans l'accès à Internet et des situations économiques et sociales problématiques, ont eu un rôle très actif dans le développement et la propagation du mouvement<sup>191</sup>. Notre enquête a relevé la présence (pas de manière simultanée) de 164 *Telestreet*, disséminées donc sur la quasi totalité du territoire italien. Si de nombreuses *Telestreet* sont nées dans les gros centres urbains (comme Milan, Rome, Naples ou Bologne), les petites villes et des villages parfois isolés ont aussi participé à la dynamique. Le mouvement des *Telestreet* n'est donc pas à considérer comme un phénomène de militantisme urbain mais plutôt comme une forme d'activisme citoyen qui s'adapte à des contextes très différents et qui a pour objectif la valorisation de communautés locales très hétérogènes. En partant d'un principe très simple, « éteins la télé pour faire ta propre télé », le focus n'est pas mis sur la zone de diffusion ou les contenus à véhiculer mais précisément sur l'acte de produire et donc sur le processus même d'appropriation d'un espace et d'un moyen de communication. Parmi les 164 TV recensées, il n'a été possible de repérer des informations sur leur histoire et leur activité que dans deux tiers des cas (109 télés), tandis que pour les autres (55 télés), le web n'a conservé que des traces attestant de leur existence passée.

En premier lieu, nous avons identifié cinq catégories de télés de rue correspondant aux *Telestreet Pures* (des émetteurs conçus sur le modèle d'*Orfeo TV*, exploitant les cônes d'ombre des autres chaînes et diffusant sur des rayons inférieurs à un kilomètre) ; les *Telestreet Associatives* (pour lesquelles une association préexistante a orienté l'activité et l'identité de la télé) ; les *Telestreet Étudiantes* (nées de l'initiative d'un professeur ou d'un groupe d'étudiants, financées par l'établissement de référence et orientées vers l'expérimentation et l'apprentissage) ; les *Telestreet*

---

<sup>191</sup>De la même manière qu'*Orfeo TV* à Bologne, *In^su TV* à Naples et *Astuta TV* à Palerme sont à considérer comme des initiateurs du mouvement des *Telestreet*.

*Religieuses* (nées à l'intérieur des églises et encourageant la participation à la vie de la paroisse) et, enfin, les *Telestreet Atypiques* (présentant des modèles hybrides où les principes des *Telestreet* ont été exportés sur d'autres plates-formes : web, câble, TV à circuit fermé ou TV locale). Les *Telestreet Atypiques* peuvent être constituées par des projets précurseurs (comme dans le cas de *Minimal TV* de Vinci ou de *Candida TV* de Rome), par des initiatives hybrides contemporaines à l'explosion des *Telestreet* (comme dans le cas de TMO diffusant sur la totalité de la ville de Gaeta et proposant une programmation semi-stable) ou par des projets postérieurs au déclin des *Telestreet* qui ont voulu adapter le modèle de la télé de quartier lancé par *Orfeo TV* au cadre technologique et juridique actuel.

Comme le montre le tableau ci-dessous, sur les 109 *Telestreet* répertoriées, 60 (66 % du total) sont des *Telestreet Pures*, 14 sont *Associatives*, 5 *Étudiantes*, 5 *Religieuses* et 25 sont *Atypiques*.

**Tableau 1 - Les différentes typologies des *Telestreet***

<u>Catégorie</u>	<u>Pourcentage sur le total</u>
60 <i>Telestreet Pures</i>	66%
25 <i>Telestreet Atypiques</i>	27,2%
14 <i>Telestreet Associatives</i>	15,2%
5 <i>Telestreet Étudiantes</i>	5,4%
5 <i>Telestreet Religieuses</i>	5,4%

La *Telestreet religieuse* a été considérée comme une typologie spécifique de *Telestreet* car, tout en adhérant aux principes de base du mouvement sur l'importance de la création d'un espace participatif et sur l'esprit collaboratif et ouvert qui doit animer la production, elle est principalement orientée par le désir de trouver d'autres canaux pour relier la paroisse à sa communauté. Ainsi, à différence de la plupart des *Telestreet*, la télé de rue religieuse vise un public précis coïncidant idéalement à la communauté des fidèles du quartier concerné. Avec un raisonnement similaire à celui qui a été fait pour les télés religieuses, les télés étudiantes, tout en promouvant des initiatives cohérentes avec la philosophie des *Telestreet Pures*, ont été distinguées parce que leur environnement de création et leur système de financement sont reliés au cadre institutionnel et ne correspondent donc pas à un espace purement citoyen. En ce sens, leur démarche est plus axée sur l'apprentissage et l'expérimentation de formats et de langages audiovisuels que sur la constitution d'une nouvelle forme d'engagement citoyen.

#### 4.2.4c Composition des sources numériques

L'autre élément qui a éveillé notre attention a été l'incidence des différentes sources de contenu dédiées au phénomène des *Telestreet* dans la composition du corpus numérique. Parmi les 109 *Telestreet* pour lesquelles il a été possible de repérer des informations pertinentes, 61 disposent encore d'une plate-forme en ligne (site web, plate-forme de streaming ou blog) permettant d'identifier l'histoire, la philosophie et les thèmes traités par la télé. Ces plates-formes ont constitué un outil précieux pour identifier la démarche et l'évolution des micro-TV. Les autres sources, composées par la presse officielle en ligne (nationale et locale), la presse indépendante ou citoyenne et les plates-formes de contenu généré par l'utilisateur (comprenant les sites amateurs, les blogs, les plates-formes de partage et les forums), nous ont permis de compléter le travail de recensement du contenu des *Telestreet*. Parmi les différentes sources qui composent notre corpus multimédia, 51 liens sont reconductibles à la presse officielle, 39 à la presse indépendante ou citoyenne, 134 liens (qui ne comprennent pas les 61 liens aux sites officiels des *Telestreet*) se réfèrent aux contenus générés par les usagers (66 pages web amateurs ; 26 forums et 42 liens aux différentes plates-formes de partage). Les vidéos disponibles sur le web ont été visionnées et triées dans l'objectif de composer un corpus distinct qui a été exploité pour l'analyse de la programmation, des thèmes et des formats élaborés par les *telestreetaires*. La composition des sources numériques est donc révélatrice d'une activité informationnelle très intense qui s'est déclenchée autour du mouvement des *Telestreet* et qui a intéressé avant tout les internautes actifs. En coïncidence avec une période d'exploration de l'Internet et, malgré une indéniable attention au phénomène de la part de la presse officielle en ligne<sup>192</sup>, les projets éditoriaux indépendants et la production de contenus générés par les usagers ont eu un rôle central dans la diffusion des informations concernant le mouvement. En dehors des contextes spécifiques de création des télé de quartier, ce réseau, prônant la démassification et l'appropriation citoyenne des moyens de communication, a donc encouragé l'intensification des pratiques info-communicationnelles sur le web et généré un fort enthousiasme.

---

<sup>192</sup>Les 49 articles qui composent notre corpus ne correspondent pas avec le nombre total d'articles dédiés aux *Telestreet* mais seulement à ceux permettant de repérer des informations pertinentes et utiles pour notre enquête. En effet, en rédigeant le mot « *Telestreet* » sur le moteur de recherche des principaux journaux nationaux en ligne, nous avons obtenu 187 articles contenant l'occurrence « *Telestreet* » sur le site de *Repubblica*, 45 sur *L'Unità* et 13 sur « *Il Corriere della Sera* ». (La dernière recherche a été conduite le 10/07/2013). La presse orientée à gauche a clairement donné plus de visibilité au phénomène.

## 4.2.5 : La démarche idéologique des *Telestreet*

### 4.2.5a : Méthode

Afin d'identifier les valeurs qui ont animé les différentes *Telestreet*, nous avons procédé par différentes étapes. Tout d'abord, pour chaque *Telestreet* classée dans sa catégorie respective, nous avons pris note des informations, des revendications et des motivations fournies par les promoteurs des *Telestreet* et par les autres sources disponibles, en essayant de rester fidèles le plus possible aux intentions et même au vocabulaire utilisé par les *médiactivistes*. Pour éviter de déformer la pensée originelle des producteurs, nous avons retranscrit les citations, les extraits des interviews ou les informations contenus dans les sites officiels des *Telestreet*. Ensuite, en parcourant ces annotations, nous avons remarqué que les mêmes termes revenaient souvent. Nous avons alors associé à chaque annotation une définition plus large qui pouvait nous permettre d'extrapoler une valeur générale. Afin d'éviter de réduire ou de simplifier la richesse et l'hétérogénéité des différentes approches du médium, nous avons respecté le plus possible l'idée de base des *telestreetaires* et nous avons créé des étiquettes même quand elles pouvaient être associées à un nombre plutôt restreint d'occurrences. Ce travail a été très laborieux car, dans certains cas, plusieurs étiquettes pouvaient être associées au même projet. Nous avons donc essayé de croiser les informations provenant des différentes sources afin de retrouver la valeur qui était principalement mise en avant par chaque télé.

#### 4.2.5b : Les valeurs des *Télestreet*

Dans le tableau 2 présenté ci-dessous, nous pouvons consulter les sept valeurs principales qui ont émergé de l'analyse du contenu numérique. Chacune est associée au nombre d'occurrences et à leur distribution sur les différentes catégories des *Télestreet*.

**Tableau 2 : Les objectifs/valeurs des *Télestreet* et leur distribution dans les différentes catégories**

<b>Démarche</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Distribution sur les catégories</b>
Communication/ Participation citoyenne par le bas	33 occurrences : 35,9%	Dominante dans les <i>Télestreet religieuses</i> (5 occurrences sur 5) et dans les <i>Télestreet pures</i> (20 occurrences sur 60) mais également quoique dans une moindre mesure dans les télé <i>atypiques</i> (6 occurrences sur 25) et <i>associatives</i> (2 sur 14).
Valorisation de l'identité locale	23 occurrences : 25%	Présente dans les télé <i>pures</i> (15 occurrences sur 60) et <i>atypiques</i> (8 sur 25).
Encourager la production de la contre-information	13 occurrences : 14,1%	Présente dans les télé <i>pures</i> (7 sur 60) ; <i>associatives</i> (2 sur 14), <i>étudiante</i> (1 sur 5) et <i>atypiques</i> (3 sur 25).
La télé de rue comme moyen pour véhiculer des revendications	12 occurrences : 13%	Présente dans les télé <i>pures</i> (6 sur 60), <i>associatives</i> (4 sur 14) et, dans une moindre mesure, dans les télé <i>atypiques</i> (2 sur 25).
La télé de rue comme laboratoire des formes culturelles	12 occurrences : 13%	Dominante dans les télé <i>étudiantes</i> (4 occurrences sur 5) et faiblement présente dans les télé <i>pures</i> (4 sur 60), <i>atypiques</i> (3 sur 25) et <i>associatives</i> (1 occurrence).
La télé de rue comme laboratoire de relations sociales	7 occurrences : 7,6%	Présente dans les télé <i>pures</i> (4 sur 60) et <i>associatives</i> (3 sur 14).
Valorisation de la différence	3 occurrences : 3,2%	Faiblement présente dans les télé <i>associatives</i> (2 occurrences) et <i>pures</i> (1).

La « participation citoyenne par le bas » s'est révélée être la principale valeur véhiculée par le réseau des *Telestreet*. Affichée explicitement par 33 *Telestreet* sur 109, ce principe constitue en réalité une sorte de *leitmotiv* du mouvement. La télé de rue est donc conçue par ceux qui la font plus comme un moyen de stimuler la communication et la participation citoyenne que comme un simple producteur et diffuseur de contenus. Ainsi, la réalisation de projets audiovisuels et l'expérimentation des pratiques journalistiques de la part des non-professionnels a été avant tout animée par une logique militante et émancipatrice. Bien que ce principe ait été souligné avant tout par les *Telestreet pures*, il était présent en filigrane dans tous les projets italiens de télé de rue. En effet, la promotion de la participation a conditionné la structure et le fonctionnement de la totalité des petits émetteurs qui étaient organisés essentiellement autour d'une structure collaborative et horizontale se nourrissant quasi exclusivement de contributions volontaires.

L'analyse a également montré que le besoin de participation affiché par les *Telestreet* était toujours associé à des besoins informationnels. En effet, la revendication portée par la plupart des petits émetteurs correspondait à la volonté et à la nécessité de donner voix aux catégories sociales qui sont écartées de la communication *mainstream* ou dont les propos et les caractères y étaient traités de manière stéréotypée et déformée. En ce sens, l'occupation des fréquences analogiques permettait à ces activistes de véhiculer une critique du système des médias pliant la sélection et le traitement de l'information à des logiques purement commerciales. L'information est donc conçue comme un bien collectif essentiel pour la croissance culturelle et l'émancipation de la société. Dans cette perspective, la participation à la création des contenus de la part des citoyens actifs avait l'objectif d'atténuer les distorsions de la communication de masse et de répondre à un ensemble de besoins en information. Ainsi, chaque valeur peut être associée à la fois à une critique de l'information officielle et à la réponse apportée par les télés de rue. Face à l'uniformisation des formats et des contenus, les *Telestreet* demandent une information qui puisse valoriser les identités locales, qui soit libre et engageante, capable de contribuer à la croissance culturelle de la population, de renforcer le lien social dans le respect des diversités culturelles. Afin de respecter ces valeurs, la confrontation, le débat et le partage des expériences et des savoirs devaient remplacer les lois du marketing et encourager un processus de « démédiatisation » de la réalité. Du principe de la participation découlent donc naturellement toutes les autres valeurs affichées par les *telestreetaires*. En effet, en refusant le statut de spectateur, les citoyens s'engageaient dans l'élaboration d'un nouveau modèle de l'information et de la communication fondé essentiellement sur le concept de citoyenneté. Cette nouvelle posture du citoyen face à la communication médiatique doit donc être interprétée comme une démarche avant tout politique bien que pas forcément politisée. Suite à la prise de conscience des dégâts causés par la gestion presque monopolistique de la télévision italienne, les activistes identifiaient des besoins informationnels et essayaient d'amener les gens à les satisfaire par eux-mêmes. L'acte de fonder une *Telestreet* impliquait donc une dimension résistante qui se traduisait par des actions concrètes vouées à désertir l'espace médiatique officiel et à recréer les conditions nécessaires au développement d'un esprit critique.

Le caractère militant du projet se construit donc à travers les différentes représentations élaborées par les activistes qui, comme nous l'avons dit, sont associées aux besoins informationnels spécifiques mis en avant. Ainsi, la valorisation de l'identité locale, partant d'un besoin d'information à vocation territoriale, s'inscrit dans une optique d'opposition aux images stéréotypées et fictionnelles des médias de masse et à leur promotion de points de vue rigides. La mise en réseau des dimensions locales des *Telestreet* est un thème central précisément parce que, contrairement aux simplifications culturelles et sociales de la télévision généraliste, elle permet une multiplication et une diversification des regards sur la réalité quotidienne. En ce sens, les pratiques informationnelles des *telestreetaires*, impliquant une réappropriation

communautaire de l'espace symbolique, constituent un acte d'engagement. C'est en racontant le territoire, en rencontrant ses habitants et en échangeant les expériences que les gens peuvent mieux prendre conscience des problèmes locaux et s'impliquer pour les résoudre.

En dehors des revendications spécifiques lancées par les *Telestreet* et concernant tant les mouvements ouvriers (comme dans le cas de *Telefabbrica*) que les mouvements pacifistes, écologistes ou altermondialistes (comme dans le cas de *NoMadeTV*, de *Ola Channel* ou de *Hub TV*), la création d'un espace communicationnel et informationnel autonome et accessible constitue donc la matrice contestataire de toutes les revendications. Une fois créé, cet espace a été interprété et utilisé différemment par les producteurs. Certains activistes ont mis l'accent sur les pratiques journalistiques et la production de la contre-information (c'est le cas de *Tilt TV*, de *TelePorto 50*, de *Delira TV* ou de *Videocommunity*). D'autres se sont focalisés sur l'élaboration de nouveaux langages et de nouvelles formes culturelles (c'est le cas des *Telestreet étudiantes* comme *Telecitofono* et *VttV* ou encore de *Candida TV*). Ces dernières se sont engagées dans une réflexion sur la fonction sociale de l'art et ont formulé des propositions alternatives à la communication médiatique traditionnelle. Dans tous les cas, la création de nouveaux formats et modèles de la communication était encadrée par un processus de renversement de la logique producteur-spectateur où, de la consommation, l'attention se déplaçait vers les processus de création, seuls capables de défier les paradigmes sociaux dominants (correspondant aux principes prônés par *Candida TV*<sup>193</sup>) et de réinventer un espace public participatif (revendication de *Telecitofono*). D'autres encore ont conçu la *Telestreet* comme laboratoire de relations sociales visant à encourager la découverte et l'intégration de cultures différentes. En effet, certaines télé de rue toscanes, comme *RagnaTele TV*, *TeleTovaglie* ou *Gli Anelli Mancanti*, se sont concentrées sur la promotion du multiculturalisme et la réflexion autour des processus de changement du territoire. Les mêmes mécanismes ont été repérés dans d'autres télé associatives comme *Rosa Ghetto TV* et *SNK TV*. La télé de quartier peut donc être conçue également comme un espace de rencontre et de socialisation stimulant la connaissance et la compréhension de l'altérité. Pour certaines *Telestreet* historiques comme *Zorro TV* ou *Disco Volante*, la valorisation de la différence, ici appréhendée en son sens large et pas seulement dans son acception culturelle, a constitué une sorte de marque de fabrique.

En ce qui concerne la distribution des valeurs sur les différentes catégories des *Telestreet*, nous pouvons remarquer que, en dehors du cas des télé *religieuses*, se focalisant principalement sur le concept de participation citoyenne, et des télé *étudiantes*, centrées quasi exclusivement sur l'expérimentation de nouvelles formes culturelles, les autres types de *Telestreet* ne semblent pas pouvoir être associés à une démarche définie. Cela montre non seulement que le caractère militant des *Telestreet* peut s'exprimer par le biais de différentes approches à l'information et à la communication mais également que ce sont avant tout les pratiques qui se développaient au sein de chaque projet qui définissaient progressivement la fonction et le potentiel d'un médium.

---

<sup>193</sup>L'éthique de *Candida TV* est exposée dans la page web consacrée à la TV : [http://www.candidatv.tv/index.php?option=com\\_content&view=frontpage&Itemid=4](http://www.candidatv.tv/index.php?option=com_content&view=frontpage&Itemid=4) (dernière consultation 15/07/2013).



## 4.2.6 : Analyse de la programmation des *Telestreet*

### 4.2.6a : Une télé à l'envers

Le 29 août 2005, à l'occasion de la présentation publique de *Tele Carrassi* de Bari, Valerio Minnella, l'un des fondateurs de *Orfeo TV*, a affirmé qu'une *Telestreet* ne peut pas et ne doit pas penser pouvoir rentrer en compétition avec les télévisions généralistes mais doit, au contraire, s'enraciner dans le territoire afin que les gens puissent la percevoir comme la leur et devenir des sujets actifs de la communication. Afin qu'elle puisse survivre, une *Telestreet* ne peut pas être l'émanation d'un sujet extérieur mais elle doit garantir la correspondance entre les personnes qui financent le projet et les personnes qui sont activement engagées dans la production du matériel audiovisuel. Deuxièmement, pour que la diffusion des programmes soit assurée, il est nécessaire de prédisposer des outils de collaboration et d'échange de matériel permettant d'équilibrer le rapport entre les heures de travail et les heures de diffusion<sup>194</sup>. Le principe de base de la *Telestreet* est donc nettement opposé au modèle de fonctionnement des télévisions commerciales. Ces dernières, souvent financées par de gros groupes privés, à leur tour liés à des annonceurs, sont gérées essentiellement par des professionnels de la communication et ont besoin de toucher une audience assez large pour générer des profits. Au contraire, les *Telestreet* sont nées avec des finalités sociales, culturelles ou politiques et font abstraction de l'effective popularité de leurs revendications ainsi que du nombre de personnes qui reçoivent le signal. Cet aspect a été souligné à plusieurs reprises par les initiateurs du mouvement. Enea Discepoli, le fondateur de *Disco Volante*, précise que cette télévision est née pour donner une voix aux handicapés ; Antonio Ciano de *Tele Monte Orlando* insiste sur la nécessité de créer une télé qui ne soit pas liée aux pouvoirs forts et qui peut donc se focaliser sur l'histoire et les problématiques du « Mezzogiorno<sup>195</sup> ». Un public large n'est pas une prérogative de la *Telestreet* car dans le fond il est plus utile de faire une télé plutôt que de la regarder. Les *telestreetaires* prônent donc la création d'un médium télévisuel « à l'envers », auto-financé, indépendant des intérêts commerciaux et diffusant une programmation ouverte et gratuite. Le mode de fonctionnement et les principes qui animent les *Telestreet* ont donc influencé directement la typologie du contenu produit ainsi que les modalités de transmission. La programmation des *Telestreet* est principalement le fruit de contributions volontaires venant des membres des rédactions ou de simples citoyens. Même en ce qui concerne la programmation, la nature bénévole de cette activité et la démarche non lucrative des producteurs impliquent une sorte de renversement des principes constitutifs du médium télévisé. En effet, à la place d'une programmation au flux continu, les *Telestreet* ne diffusaient souvent que quelques heures par jour ou par semaine. Les programmes pouvaient être stables ou changer à partir de la nature des vidéos produites par les collaborateurs. Ainsi, en opposition à la télé de flux, les *telestreetaires* proposaient un modèle de « télé-événement » où, comme aux premiers temps de la télévision, des spectacles étaient transmis de manière ponctuelle et suivis parfois collectivement<sup>196</sup>. Toutefois, ce retour au pouvoir magique et hypnotique de la télévision est seulement apparent. Derrière le projet des *Telestreet*, il y a une démarche visant précisément à la démassification des usages des médias, une démarche, donc, qui oblige à se tourner vers le futur. Si ce sont les gens eux-mêmes qui réalisent les programmes, ils peuvent alors se rendre compte d'une manière instinctive que la télé n'est pas la réalité mais uniquement une construction de celle-ci. Ils réalisent également que la télévision généraliste n'est pas le seul modèle de télé concevable et

<sup>194</sup>Les déclarations de Minella ont été tirées de l'article : « Telestreet in altre parti d'Italia » - Sebastiano Gernone *Telestreet Bari*, Inchiesta Aprile-Giugno, 2006, p.49, article consultable à la page : <http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/15.%20AA.VV.%2049-50.pdf> (dernière consultation 16/07/2013).

<sup>195</sup>Avec l'expression « Mezzogiorno » (Midi), on indique les régions du Sud d'Italie caractérisé par une situation de sous-développement par rapport au Nord du pays.

<sup>196</sup>En effet, les écrans placés sur la voie publique par les *Telestreet Anelli Mancanti*, *TeleLouvre* ou encore par *Minimal TV* nous renvoient directement à la première époque de la télévision.

que, finalement, la télé dépend de qui la fait. Nous apprenons aussi que la télé peut être appréhendée comme un moyen pour donner voix à la différence et à une pluralité de points de vue. En ignorant et en renversant tous les principes liés au *newsmaking*<sup>197</sup> et à l'*agenda setting*<sup>198</sup>, les promoteurs des *Telestreet* ont défié toutes les conventions normalement associées aux médias de masse.

#### 4.2.6b Les pratiques info-communicationnelles encouragées par les *Telestreet*

En donnant la voix aux personnes et aux réalités négligées ou déformées par les médias traditionnels, les *telestreetaires* ont proposé une programmation variée et intimement liée aux quartiers et aux territoires. Puisque le statut et l'identité de l'émetteur sont équivalents à ceux du récepteur, les formats et les langages audiovisuels sont constamment réinventés dans le cadre d'un laboratoire médiatique et social. Mais, au-delà du bouleversement de la logique émetteur-récepteur, les *Telestreet* ont également créé des formats propres à la télé de rue en proposant des rubriques originales, des émissions auto-produites et une infinité de documents journalistiques amateurs. En effet, sur les 109 *Telestreet* recensées, 34 ont réalisé des formats télévisés originaux dont, parmi les plus célèbres, nous pouvons évoquer par exemple l'émission « Barrières » créée par *Disco Volante* de Senigallia sur les obstacles urbains empêchant aux handicapés de circuler sans encombre. Un rôle de premier plan a été donné à l'information journalistique : sur les 109 télés composant notre liste, nous avons relevé que 56 *Telestreet* ont réalisé des enquêtes, des reportages, des interviews ou des documentaires journalistiques amateurs. Parmi celles-ci, 20 ont proposé des formats de JT alternatifs conçus et animés par les gens du quartier. Les JT proposaient essentiellement une information de proximité (comme dans le cas de la *Telestreet Tesino*, de *TeleTorre 19* ou de *Giovanni Paolo TV*) mais ils pouvaient aussi créer un lien entre la dimension locale et internationale (comme dans le cas de *Teleimmagini*?) ou bien encore jouer avec la temporalité et la sémantique en mélangeant des thématiques contemporaines et historiques (comme dans le cas de *TeleLouvre*) ou des domaines traditionnellement distincts (comme dans le cas de *TeleTovaglie*). Toutefois, en ce qui concerne les données exploitées dans l'enquête, il faut préciser que pour 33 *Telestreet* qui apparaissent dans le classement en appendice il n'a pas été possible de repérer des informations quant à leur programmation. Le nombre des *Telestreet* qui se sont intéressées à l'actualité et qui ont produit des contenus à caractère journalistique est donc certainement beaucoup plus élevé. Si l'attention portée à l'actualité était commune à l'ensemble du réseau télévisé, les thèmes et les domaines traités par les *telestreetaires* étaient toutefois très divers. Puisque la typologie du

---

<sup>197</sup>Le *newsmaking* est un concept qui a émergé à partir d'un ensemble d'études anglo-saxonnes qui, menées à partir de l'observation participante à l'intérieur des rédactions journalistiques, ont révélé le rôle joué par les routines productives dans le travail de sélection, de traitement et de présentation des nouvelles. Ces études ont aussi souligné la présence d'un mécanisme de « distorsion involontaire » qui pousse naturellement les professionnels à présenter une version altérée de la réalité. Selon Mauro Wolf, ce qui est susceptible de faire nouvelle correspond avec ce qui peut être travaillé sans entraîner une altération significative des routines productives (Wolf, 2001, pp. 191). En adoptant la même approche analytique, les activistes des *Telestreet* identifient dans la logique commerciale ainsi que dans l'ingérence du pouvoir politique les principaux facteurs de distorsion de l'information journalistique. Donner un nouveau cadre « citoyen » aux pratiques journalistiques implique donc l'élimination des principales distorsions que provoquent les médias de masse.

<sup>198</sup>Développée par Maxwell McCombs et Donald Shaw dans les années 1970, la théorie de l'*agenda setting* souligne l'influence des médias dans la sélection des thèmes qui deviennent pertinents tant au niveau de l'activité politique qu'au niveau de l'opinion public (McCombs et Shaw, 1972). Cette théorie, présupposant un modèle des effets des médias sur les gens encore mécaniste, a été largement critiquée et modifiée. Le modèle de l'*agenda building* proposé par Lang et Lang et soulignant la présence d'un processus collectif dans lequel les médias, le gouvernement et les citoyens s'influencent mutuellement, avait l'intention de corriger les distorsions de la première définition (Lang et Lang, 1981). Le phénomène des *Telestreet* démontre que cette théorie reste pertinente pour l'analyse des médias. En effet, le processus de prise de conscience du fonctionnement du système de l'*agenda setting* de la part des activistes a été démontré par leur volonté de l'ignorer et de rétablir les priorités citoyennes.

contenu produit variait en fonction de la raison d'être des micro-télévisions, la programmation était extrêmement hétérogène. Nous avons repéré des télévisions focalisées sur les événements locaux et les manifestations paysannes (comme *Albornoz TV* et *TeleEubea*), les problématiques sociales et liées à l'immigration (comme pour *Gli Anelli mancanti*), la politique, les mafias, le sport ou encore l'environnement.

Comme nous l'avons déjà remarqué, la programmation des *Telestreet* s'est concentrée presque exclusivement sur la production d'information journalistique. Sur la base de l'analyse du corpus audiovisuel constitué de 34 *Telestreet* (19 Pures, 7 Atypiques, 4 Associatives, 3 Étudiantes et 1 Religieuse) et 63 vidéos, nous avons relevé que 55,55 % du contenu était constitué par des formats journalistiques classiques (le reportage, l'interview ou le documentaire) ou par des formats hybrides ; 25,39 % était composé par des formats auto-produits (émission culturelle, spot publicitaire émancipateur, *talk-shows* politiques réalisés par les gens ordinaires) visant à renverser les codes télévisuels dominants et 6,34 % étaient des couvertures d'événements ou de spectacles vivants (concerts, meetings politiques ou fêtes paysannes). Une partie non négligeable, 15,87 % du contenu visionné, concernait des formats plus cinématographiques comme la docu-fiction, le documentaire historique ou le court-métrage. Le rôle central des pratiques journalistiques est évident également au niveau des télévisions des immeubles fonctionnant à circuit fermé. Un exemple emblématique est certainement celui de *Teletorre 19* de Bologne. Gabriele Grandi, son créateur, explique que la réalisation d'un JT local avec toutes les informations afférentes à l'immeuble, au quartier mais aussi à la ville a été extrêmement efficace pour renforcer le sens d'appartenance à la communauté<sup>199</sup>.

#### 4.2.6c : La création de formats propres à la télé de rue

Une autre expérience intéressante en matière de programmation est constituée par le cas de *Videocommunity* de Turin. Ce réseau de vidéastes est engagé dans le développement d'une programmation polymorphe et multi-format. Les concepteurs visent à faire coexister des formats et des thèmes différents ou alors à créer un fil conducteur entre des vidéos traitant des thèmes similaires mais venant des différentes forces productives. En termes de nouveaux formats, *Videocommunity* a expérimenté la réalisation de *talk-shows* participatifs à travers un emplacement multi-caméra installé dans des endroits d'agrégation sociale comme les cafés, les places ou les centres sociaux pour les jeunes. Avec la multiplication des activités et des expériences liées à la production audiovisuelle, *Videocommunity* a commencé à revisiter le concept même de format et à le manipuler comme un véritable outil d'action sociale. Conformément à la nature du projet de *Videocommunity*, centré sur la rencontre et la collaboration entre différents acteurs enracinés dans le territoire, les programmes sont le résultat de compétences et regards différents visant à recréer un langage et une modalité d'échange « télévisible »<sup>200</sup>. L'exemple de *Videocommunity* est emblématique d'une approche propre aux *Telestreet* pour lesquelles l'absence d'une programmation rigide contribue à la stimulation et à la prolifération de pratiques expressives et résistantes essentiellement centrées autour des exigences de la communication sociale.

Certaines *Telestreet* (comme *Delira TV* ou *Telefermento*) ont créé des formats publicitaires anti-commerciaux et émancipateurs promouvant souvent une démarche militante et une place active des individus dans la production du contenu et dans les activités de contrôle du pouvoir.

---

<sup>199</sup>"Altre esperienze di TV dal basso, Gabriele Grandi, 'TeleTorre 19 (Bologna): la televisione dei condomini' Enquête avril-juin 2006, pp. 87-89.

L'article est disponible à la page : <http://www.teleoservanza.it/biblioteca/Inchiesta/24.%20GRANDI%2087-89.pdf> (dernière consultation 17/07/2013).

<sup>200</sup>Massimo Arvat, "Altre esperienze di TV dal basso, Videocommunity, une TV per la comunità, Enquête 26, avril-juin 2006, p.93-96. Consultable à la page <http://www.teleoservanza.it/biblioteca/Inchiesta/26.%20ARVAT%2093-96.pdf> (dernière consultation 17/07/2013).

D'autres, comme *Candida TV*, ont encouragé un mélange entre la docu-fiction, le court-métrage et le format publicitaire. Se présentant sous la forme d'une série de courts-métrages thématiques, ces vidéos avaient pour fonction de dénoncer les contradictions du système juridique et politique à travers la narration d'expériences directes. D'autres encore (comme *Gli Anelli mancanti*) ont élaboré des formats propres à la télé de rue en proposant un modèle de *talk-show* fait par les gens et entre-coupé par des extraits de fictions auto-produites. Même sur le plan des pratiques journalistiques nous pouvons constater l'existence d'expérimentations. Le cas le plus représentatif est celui de *Candida TV*. Cette télé romaine a élaboré un format de reportage-fiction inédit pour rapporter les faits du G8 de Gênes. D'autres *Telestreet* ont choisi de rester plus fidèles aux formats télévisés traditionnels comme les émissions culturelles réalisées par *Esperia* et *TeleTorre19* par exemple, centrées autour de l'histoire et des traditions locales. Même quand elles s'inspirent des modèles de la TV généraliste, ces émissions constituent toujours une sorte de laboratoire civique où, d'une manière souvent artisanale et amateur, les habitants du quartier se racontent et ré-élaborent le passé et le présent de leur territoire.

Un cas atypique est toutefois constitué par la programmation de TMO (*TeleMonteOrlando* de Gaeta). En transformant l'espace télévisé en une tribune pour la revendication historique et politique de la cause méridionale, Antonio Ciano, son fondateur, a réussi à réaliser une programmation semi-stable qui, au moins en ce qui concerne la fréquence et la répétition des formats, se rapproche le plus de la temporalité des chaînes télévisées traditionnelles. Toutefois, comme dans la plupart des télé prises en examen, ce sont les racines et l'identité locale qui constituent l'âme et le moteur de TMO ainsi que la source d'inspiration pour des contenus et des formats télévisés originaux. Parmi les différentes émissions, nous pouvons citer les cours d'histoire citadine dispensés par une professeure de Gaeta ou l'émission en direct « Diretta 22 » où un spécialiste explique, crayon à la main, le nouveau plan urbanistique de la ville. Dans une logique hyper-locale, cette télé, encore active sur le web et sur la télévision numérique, renforce le sens d'appartenance, elle est proche des traditions et de l'identité du territoire. Même dans le cas de TMO, le cœur de la programmation reste donc l'information locale et le débat sur les thèmes qui concernent la ville. Financée directement par les habitants de Gaeta, TMO est très marquée par son identité municipale et a toujours été très indépendante des autres émetteurs du réseau des *Telestreet*.

Outre les JT alternatifs et les vidéo-reportages amateurs, le documentaire a également été un format très exploité par les *Telestreet*. En matière de documentaires, les travaux réalisés par *Teleimmagini?* de Bologne peuvent être considérés comme les plus aboutis. Si, jusqu'à présent, nous avons été confrontés à des produits très artisanaux, *Teleimmagini?* démontre qu'une *Telestreet* est capable de produire du contenu à la fois original et de qualité<sup>201</sup>. Dans le documentaire « Speculazione Tossica »<sup>202</sup> par exemple, nous pouvons suivre le déroulement d'une action collective visant à nettoyer symboliquement le quartier de la *Bolognina* qui héberge la *Telestreet*. Le collectif, habillé du même style que les *black blocs*, a nettoyé un espace public laissé à l'abandon et envahi par seringues et déchets. Après avoir nettoyé le quartier, le collectif, muni de fumigènes, a défilé dans les rues de la ville de Bologne en montrant aux gens ce qui avait été trouvé dans un espace public où auraient dû pouvoir jouer les enfants. Les slogans affichés sont contestataires et polémiques car la dégradation de l'espace urbain reflète celle du gouvernement et de la politique en général. L'action de nettoyage de l'espace de la ville, victime de la spéculation urbanistique, ainsi que sa diffusion médiatique, symbolisent la démarche même du réseau des *Telestreet*, c'est-à-dire la réappropriation d'un espace de communication et de résistance symbolique.

---

<sup>201</sup>L'analyse du contenu audiovisuel a démontré que, malgré une plus grande incidence de produits amateurs (58 % du contenu visionné), la présence de contenu présentant une qualité bonne ou moyenne constitue 30 % du corpus pris en examen.

<sup>202</sup>Le documentaire peut être consulté à la page [http://www.archive.org/details/Speculazione\\_Tossica\\_XM24](http://www.archive.org/details/Speculazione_Tossica_XM24) (dernière consultation 17/07/2013).

Une démarche proche à celle de *Teleimmagini* ?, bien qu'aboutissant à des produits bien plus artisanaux, a été relevée dans d'autres micro-téles comme le montre le cas de *Insu^TV* de Naples. Cette *Telestreet*, comme d'ailleurs d'autres émetteurs du réseau, s'est focalisée également sur les thématiques liées à l'immigration<sup>203</sup> et au multiculturalisme. À ce propos, la télé de Naples a conçu un JT réalisé par les immigrés visant à donner une voix aux catégories exclues par le processus du *gatekeeping*. Un autre exemple attestant de l'engagement de la *Telestreet* de Naples est constitué par le reportage portant sur le problème des déchets en Campanie<sup>204</sup>. Il s'agit d'une véritable enquête journalistique comprenant des témoignages et des interviews de citoyens et d'acteurs impliqués. *Insu^TV* est également l'une des rares *Telestreet* à avoir expérimenté le format de la docu-fiction comme le prouve la réalisation du *soap-opera* « 4 Stagioni », produit par une coopérative sociale de Naples.

Outre l'occupation pirate d'une fréquence analogique et la prolifération de pratiques expressives partant du bas, la création de nouveaux formats télévisuels constitue donc un autre moyen de résistance symbolique.

#### 4.2.6d Un modèle organisationnel improvisé

En ce qui concerne la fréquence et l'organisation des diffusions, la plupart des *Telestreet* déclarent n'avoir jamais eu de programmation stable. Don Bruno de *Gea TV* explique par exemple que la TV fonctionnait soit à travers des rendez-vous fixes, comme la transmission quotidienne de la messe, soit d'une manière improvisée et liée à l'inventivité du moment.

Un contre-exemple est représenté par le cas de *Giovanni Paolo TV*, la *Telestreet* religieuse de la ville de Parme. Cette petite télé a impliqué une dizaine de jeunes dans la réalisation d'un JT hebdomadaire. Les jeunes rédacteurs s'occupaient de sélectionner les nouvelles, de réaliser et monter les reportages ainsi que de présenter le journal diffusé dans la totalité de la ville de Parme. Contrairement à la plupart des téles de rue, l'engagement des gens externes à la paroisse a permis à *Giovanni Paolo TV* d'aboutir à une programmation stable diffusée du lundi au vendredi de 8h30 à 19h30.

Une solution différente a été envisagée par la *Telestreet* associative *Tesino TV* qui, à cause de limitations techniques, n'a jamais pu transmettre de directs et diffusait donc l'émission d'information locale « 7G » en boucle durant toute la semaine. Les contenus étaient réalisés par une vingtaine de personnes parmi lesquelles il y avait autant des jeunes que de personnes âgées, tous originaires des trois villages où la télé diffusait son signal. L'émission hebdomadaire « 7G » faisait donc converger le travail de trois rédactions. Chaque rédaction proposait des sujets concernant des événements publics ou des faits locaux. Outre l'émission d'actualité, il y avait des rendez-vous fixes constitués par la revue de presse et d'autres rubriques historiques (« Me ricordo che ... »), de cuisine (« Tradizione in cucina »)... Les rubriques n'étaient pas toujours traitées d'une manière scientifique mais plutôt conçues et élaborées avec les tons informels de l'anecdote, de la représentation théâtrale ou de la fiction télévisée. Un autre format original conçu par la *Telestreet Tesino* est la télévision parlée. Adressée plus particulièrement aux personnes âgées ou à ceux qui allument la télé seulement pour avoir un bruit de fond, ce format était une sorte d'hybridation entre télé et radio. Afin de pouvoir rejoindre d'autres catégories d'audience (les jeunes, les immigrés etc...), *Tesino TV* s'efforçait, et s'efforce encore, de publier les émissions sur son site web<sup>205</sup>.

---

<sup>203</sup>Un certain nombre d'extraits du JT des immigrés peuvent être regardés à la page : <http://www.insutv.it/migranti/> (dernière consultation 17/07/2013).

<sup>204</sup>Le reportage peut être vu à l'adresse : <http://www.insutv.it/index.php#top> (dernière consultation 17/07/2013).

<sup>205</sup>L'ancien site [www.tesinotelestreet.it](http://www.tesinotelestreet.it) a été remplacé par le site : <http://www.tesino.tv/> qui est encore actif (dernière consultation 17/07/2013).

#### 4.2.6e : Les thèmes traités par les *Telestreet*

À partir de l'analyse du corpus audiovisuel, nous avons identifié les thèmes abordés et nous les avons associé au nombre décroissant de documents produits dans chaque catégorie thématique.

**Tableau 3 : Les thèmes des *Telestreet***

(sur la base de l'analyse de 63 vidéos produites par un panel de 34 *Telestreet*)

<b>Thèmes</b>	<b>Nombre des documents</b>
Médias	12
Histoire et traditions	7
Environnement	6
Immigration et multiculturalisme	6
Travail	5
Politique	5
Art et Culture	5
Le social	5
Espaces auto-gérés et contre-culture	3
Faits divers	3
Guerre	2
Religion	1
Anti-prohibitionnisme	1
Satire	1
Santé	1

Les thématiques liées aux médias et comprenant des sujets relatifs aux enjeux des *Telestreet* elles-mêmes ainsi que les thématiques portant sur la liberté d'expression, sur la censure et sur les anomalies du système médiatique italien occupent la première place. Ce constat renforce la double nature, informationnelle et résistante, des pratiques encouragées par les *Telestreet* ainsi que la double critique qu'elles véhiculent : à la fois vers le système de l'information et vers les institutions qui en ont généré l'anomalie. L'autre réflexion importante concerne les associations qui peuvent être faites entre les valeurs véhiculées et les thèmes traités par les petites télés. En effet, l'importance de la valeur de la participation par le bas, véhiculée par 35,9 % des télés recensées, correspond à l'importance de la thématique des médias. La participation est donc conçue dans les termes d'une activité créative qui passe par l'appropriation citoyenne d'un espace d'information et de communication. À l'importance de la valorisation de l'identité locale ( véhiculée par 25 % des télés recensées) correspondent les thèmes liés à l'histoire et à la tradition. L'accent mis sur le sens communautaire implique lui aussi une dimension résistante parce que, dans le cadre du projet des *Telestreet*, la multiplication des points de vue sur la réalité a la fonction de favoriser la démassification et la déstructuration de l'espace médiatique. Nous retrouvons ensuite un mélange de thématiques protestataires

sociétales et plus traditionnelles où les thèmes liés à l'environnement, à l'immigration, au travail, à la politique et à la culture présentent une fréquence de traitement quasi équivalente.

En ce qui concerne la dimension géographique des sujets traités, les résultats de l'analyse confirment les tendances déjà soulignées précédemment et situe l'information locale à la première place avec un nombre de 37 occurrences, suivie par les sujets d'intérêt national (14 occurrences) et les sujets internationaux (8 occurrences). Nous retrouvons ensuite quatre vidéos présentant une claire hybridation des différentes dimensions géographiques. Cet aspect est intéressant parce que l'angle d'observation avec lequel sont présentés les différents thèmes, implique presque toujours un croisement entre les différentes dimensions. En particulier, dans le cadre de la *Telestreet*, les sujets internationaux sont souvent abordés à travers les regards et les impressions des gens des quartiers. De la même manière, des sujets locaux sont parfois mis en relation avec des problématiques de portée nationale ou internationale. En ce sens, la sphère informationnelle des *Telestreet* se manifeste en tant qu'espace inter-local où les thèmes liés aux processus de globalisation peuvent être réélaborés et réinterprétés selon les différents contextes territoriaux.

**Tableau 4 : Dimension géographique**

<b>Dimension géographique</b>	<b>Nombre d'occurrences</b>
Locale	37
Nationale	14
Internationale	8
Nationale et Internationale	2
Locale et nationale	1
Locale et internationale	1



#### 4.2.7 Discussion des résultats

L'analyse des *Telestreet* nous a permis de mettre à jour le concept de médiactivisme et d'identifier l'évolution de ses pratiques suite à l'émergence du paradigme numérique. Les *Telestreet* se situent en effet à mi-chemin entre les médias alternatifs et les médias communautaires mais aussi entre la communication traditionnelle (représentée par l'utilisation de la technologie analogique) et la communication numérique. Apparues en plein essor des outils de l'Internet collaboratif, les *Telestreet* ont en effet constitué un important laboratoire technologique où l'on essayait de réinventer la télé d'un point de vue technique et philosophique. Les initiateurs ont en effet essayé d'activer une dynamique multi-plate-forme et multi-supports (en exploitant à la fois l'analogique et le numérique) et d'élaborer un médium participatif, ouvert et communautaire. La télé de rue a donc opéré une rencontre avec l'Internet à travers la création de sites web amateurs, de plates-formes de partage ou de blogs. Le mouvement a utilisé Internet pour se structurer en réseau, pour partager les contenus, les expériences et les savoirs acquis dans les territoires. Toutefois, en marquant leur distance des initiatives contestataires numériques, les activistes des télé de rue italiennes ont choisi l'analogique dans le but de donner une dimension politique et sociale à leur projet. Si les modalités organisationnelles s'appuyaient sur un modèle de télé *open source* et sur l'éthique du don/contre-don (les télé de rue fonctionnaient essentiellement à travers des contributions volontaires), l'analogique lui permettait également de garder le sens de la communauté et de la proximité et de s'adresser à un public extrêmement hétérogène. La *Telestreet*, en dépassant le modèle du médium alternatif, souvent élitiste et adressé à un groupe idéologiquement pré-composé, a donc décidé de devenir une expérience de citoyenneté active. Ainsi, à la place du journalisme collaboratif réalisé par une poignée d'usagers éclairés, la télé de rue s'ouvre aux collaborations les plus insolites en impliquant les gens des quartiers, les immigrés, les étudiants, les enseignants ou les personnes âgées.

Les activistes italiens ont donc créé un médium propre, capable à la fois de véhiculer une critique radicale de la société de masse (précisément à partir de ses moyens de communication) et de proposer des réponses adaptées aux spécificités italiennes. C'est essentiellement dans le modèle des *Telestreet pures* que nous pouvons retrouver toute la complexité de ce médium et la richesse de ses dimensions technologiques, politiques et sociales. En renversant les principes de la télévision traditionnelle, la *Telestreet* a mis l'accent sur la production de l'information et non sur sa réception. Les pratiques de la *Telestreet*, englobant une variété d'activités allant de la réalisation de produits journalistiques à la conception et à l'animation d'émissions télévisées, ont constitué du même coup des pratiques de résistance symbolique et politique. Produire de l'information signifiait donc avant tout participer à la vie de la communauté et y contribuer activement.

Les *Telestreet* se révèlent donc comme un important laboratoire médiatique et politique où la centralité du processus de création implique une réflexion sur le rôle que les pratiques informationnelles peuvent avoir dans les nouveaux modèles de l'engagement citoyen. En ayant contribué à l'expérimentation de nouvelles pratiques expressives et résistantes et à une accélération des mécanismes de démassification de l'information, les *Telestreet* constituent une étape fondamentale du processus de transformation des formes de la participation citoyenne. En développant des pratiques info-communicationnelles originales, elles se sont affirmées comme des moyens pour véhiculer une critique radicale des défaillances du système des médias et des institutions qui les ont générées.

Toutefois, l'utopie sociale des *Telestreet* a vite été étouffée par le processus de transformation technologique et par l'indifférence de la politique et du marché. En ne réussissant pas à obtenir un cadre institutionnel ou à prendre une décision unitaire pour réaliser une conversion technologique du projet, les *Telestreet* ont commencé à progressivement disparaître. En tant que



téles analogiques communautaires, les *Telestreet* demandaient beaucoup plus d'engagement personnel, de travail et de solidarité que la plupart des activités info-communicationnelles qui se développaient dans le même temps dans l'espace numérique. La logique Internet du contenu généré par l'utilisateur a donc supplanté définitivement la créativité, l'expérimentation et la richesse des pratiques qui s'étaient développées au sein des téles de rue. Les *Telestreet* doivent donc être considérées comme une étape de la contestation italienne qui semble s'être achevée pour laisser la place à des modèles contestataires qui reposent essentiellement sur les outils de l'Internet.

## 4.2.8 : Bilan et perspectives

### 4.2.8a : Enquête sur le déclin des *Telestreets*

Comme il a été montré dans notre étude, le phénomène des *Telestreet* a connu son pic dans la période comprise entre 2002 et 2004 (43,6 % des télévisions recensées sont nées dans cette période). Successivement, le mouvement a vécu une chute progressive marquée par une période de stagnation dans la naissance de nouvelles micro-télévisions (seulement 6 en 2005 et 3 en 2006) et une accélération du processus de fermeture ou de conversion des télévisions de rue encore actives. Les facteurs à la base du déclin du phénomène sont multiples. Tout d'abord, le fait que le mouvement des *Telestreet* a commencé à se propager au moment du passage de l'analogique au numérique a certainement découragé bon nombre de projets qui auraient été voués à disparaître rapidement. L'autre frein au développement du mouvement a certainement été le statut mi-pirate mi-légal des micro-télévisions qui n'était pas fait pour rassurer les producteurs potentiels. En effet, l'enquête a révélé que huit *Telestreet* (parmi lesquelles on retrouve des véritables symboles du mouvement comme *Telefabbrica*, *Disco Volante*, *TMO* ou *Peccioli TV*) ont été fermées par la police. Si, d'un côté, l'acharnement judiciaire subi par les petits émetteurs était une preuve de la force idéologique du mouvement et de ses revendications, de l'autre, l'absence d'un statut capable de valoriser et de protéger le travail bénévole des activistes a sans nul doute eu l'effet de décourager l'engagement dans ces activités informationnelles non lucratives et d'affaiblir l'ancrage de la culture de la télévision de rue en Italie. Les promoteurs du mouvement étaient bien conscients de ces problématiques et ont essayé de se mobiliser pour trouver une solution. Les réunions organisées autour de la question du statut des *Telestreet*, la rédaction collective d'un projet de loi et, plus tardivement, les réunions visant à s'interroger sur les possibilités d'exploitation de nouvelles plates-formes technologiques ont toutes été de vaines tentatives pour tenter de sauvegarder le projet. Malgré cet engagement, la classe politique n'a pas su ou voulu donner des réponses concrètes au phénomène des télévisions de rue communautaires. Ainsi, l'enthousiasme initial s'est progressivement éteint et les *telestreetaires* ont été peu à peu contraints de renoncer au projet ou à le modifier significativement.

Au-delà des soucis juridiques, les *Telestreet* étaient également exposées à des problèmes de nature technique. En effet, plusieurs producteurs (comme ceux de *Mosaico TV*, *Isola TV* ou *Ombra TV*) soulignent le fait que diffuser sur un cône d'ombre n'est pas aussi simple et que le support fourni par le réseau des micro-télévisions n'était pas toujours en mesure de résoudre les problèmes qui se présentaient. La création d'une *Telestreet* nécessitait en effet d'avoir déjà certaines compétences techniques. Les télévisions de rue italiennes ont donc constitué également une expérience intense du point de vue de l'expérimentation technologique et de l'acquisition de compétences. Cet aspect a été souligné en particulier par la rédaction de *Orfeo TV* selon laquelle la plupart des savoirs techniques et audiovisuels ont été appris sur le terrain. Toutefois, si l'utilisation de l'analogique était très importante d'un point de vue symbolique et militant, la réalisation pratique de ce projet s'est démontrée plutôt complexe. Parmi les 109 télévisions recensées, 4 sont restées à l'état de projet à cause de l'impossibilité de résoudre les problèmes liés à la diffusion. D'autres ont dû fermer par manque de financement ou de volontaires. L'ensemble de ces facteurs justifie la présence d'un nombre assez élevé de *Telestreet* atypiques (25) qui, par scrupule ou par choix rationnel, ont décidé dès le départ de trouver des solutions aux contraintes juridiques et techniques. Nous ne savons pas comment le phénomène aurait pu évoluer s'il avait bénéficié d'une reconnaissance concrète de sa valeur et de son utilité civiques. Ce point nous semble d'ailleurs très problématique car si les télévisions de rues étaient partiellement protégées par l'article 21 de la Constitution italienne portant sur la liberté d'expression, l'absence d'un cadre institutionnel a laissé ces initiatives dans une zone de flou juridique et de clandestinité ce qui a sans doute accentué leur caractère partisan. Finalement, nous sommes confrontés à un véritable paradoxe : le réseau des *Telestreet*, en tant que mouvement social,

s'affichait comme entité autonome, militante et nettement séparée de la sphère institutionnelle et commerciale mais, en même temps, afin de pouvoir s'implanter sur le territoire et survivre, il aurait eu besoin d'être supporté juridiquement et éthiquement par l'État. La création d'un statut juridique pour les télés de rue aurait toutefois pu dénaturer l'esprit participatif et contestataire du mouvement même. Peut-on vivre de contributions amateurs en l'absence d'un cadrage institutionnel ?

Certains producteurs déclarent en outre que la plus grosse contrainte à laquelle ils ont été confrontés a été la difficulté de trouver des contributeurs volontaires pour pouvoir assurer une programmation sur le long terme. Malgré la création d'une plate-forme d'échange (NGV), les *médiactivistes* se retrouvaient assez souvent face à la pénurie de matériel auto-produit disponible pour les transmissions. Cela montre que l'animation d'une *Telestreet* est un travail plutôt intense et que le projet ne peut pas fonctionner sans une participation importante de la part de la population concernée. Les tableaux ci-dessous montrent l'évolution des *Telestreet* ; dans le tableau 5, celle-ci a été analysée en relation aux différentes catégories tandis que, dans le tableau 6, elle a été considérée sur le nombre total des *Telestreet*. Nous pouvons remarquer que parmi les 109 *Telestreet* recensées dans notre étude, 56 sont actuellement inactives dont la presque totalité (40) est constituée par des *Telestreet pures* tandis que le reste est équitablement distribué entre la catégorie *associative* et *atypique*. Il est intéressant de souligner que, parmi les télés qui ont survécu, une majorité (31) a choisi le modèle de la Web TV, considéré comme le plus à même de préserver l'esprit des *Telestreet* analogiques. Les autres conversions concernent des projets éditoriaux sur le web (8 ont choisi la création de sites web, blogs ou magazines d'information indépendante) ; 5 chaînes sont passées sur la télévision numérique, 3 sur le satellite, une télé diffuse actuellement via câble et une dernière possède une chaîne sur Youtube. Une autre étude sur l'évolution des *Telestreet* par *Orfeo TV* en 2005 présente des résultats assez proches de notre enquête. Parmi les 107 télés interrogées, seulement 27, soit environ 20 % des *Telestreet*, ont répondu au questionnaire d'*Orfeo TV*. Les autres ne transmettaient déjà plus pour diverses raisons de nature humaine ou technique. Selon cette enquête d'*Orfeo TV*, seulement 12 % des télés de rue ont réussi à garder une programmation constante au fil du temps<sup>206</sup>. Notre étude, en bénéficiant d'un axe temporel d'observation plus long, nous a permis d'identifier les modalités de reconversion du projet des *Telestreet* et ses impacts sur le domaine du médiactivisme et des mouvements sociaux.

---

<sup>206</sup>L'enquête d'*Orfeo TV* avait été publiée sur le site officiel du mouvement des *Telestreet* ([www.telestreet.it](http://www.telestreet.it)) qui, à l'état actuel, n'est plus actif. L'évolution du phénomène des *Telestreet* a été également traitée par l'enquête dirigée par Giacomo Andreucci : "Spunti per una storia e una geografia delle TV di strada in Italia", enquête 30, p. 116-123,. L'article est disponible à la page <http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/30.%20ANDREUCCI%20116-123.pdf> (dernière consultation 17/07/2013).

**Tableau 5 : L'évolution des *Telestreet* par catégorie**

<b>Catégories</b>	<b>Situation actuelle</b>
Telestreet Pures	40 sont inactives dont 3 sont restées à l'état de projet 10 sont devenues des web TV 4 animent des sites web ou des blogs d'information indépendante 1 est passée sur satellite, 2 sont passées sur la télévision numérique
Telestreet Atypiques	7 sont inactives 10 sont devenues des web TV 3 sont devenues des web TV et diffusent également sur la télévision numérique 1 anime un site web d'information indépendante 2 sont passées sur satellite 1 est passée sur la télévision numérique 1 diffuse via câble
Telestreet Associatives	8 sont inactives dont 1 est restée à l'état de projet 5 sont devenues des web TV 1 est active sur Youtube
Telestreet Étudiantes	1 est devenue une web TV 2 animent des sites d'information indépendante 1 gère un magazine en ligne 1 est passée sur la télévision numérique
Telestreet Religieuses	1 est inactive 1 est devenue une web TV et diffuse sur la télévision numérique 1 est devenue une web TV 1 possède une plate-forme de streaming en phase d'expérimentation 1 est passée sur la télévision numérique

**Tableau 6 : la situation globale des *Telestreet***

Toutes les catégories de <i>Telestreet</i>	Situation actuelle <sup>207</sup>
Sur les 109 <i>Telestreet</i> recensées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 56 sont inactives</li> <li>- 31 sont devenues des web TV dont 4 diffusent également sur la télévision numérique</li> <li>- 8 animent des sites web, blogs ou magazines d'information indépendante</li> <li>- 5 sont passées sur la télévision numérique</li> <li>- 3 sont passées sur le satellite</li> <li>- 1 diffuse <i>via</i> le câble</li> <li>- 1 est active uniquement sur Youtube</li> </ul>

#### 4.2.8b : La conversion au numérique

La spécificité du mouvement des *Telestreet* est qu'à la différence du mouvement des radios libres ou d'autres initiatives de médiactivisme, les *Telestreet*, marquées par le passage de l'analogique au numérique et par la généralisation des usages de l'Internet, ont constitué un projet cross-médiatique. Leur technologie et leur mode de fonctionnement ont évolué avec l'Internet et ont été encadrés par les nouvelles pratiques qui se développaient dans l'espace numérique. Davide Paselli<sup>208</sup>, l'un des créateurs de la chaîne de rue bolognaise *Albornoz TV*, confirme cette idée. Paselli avait déclaré que le passage à la télé numérique aurait pu rendre le projet encore plus intéressant justement en vertu du caractère cross-médiatique des *Telestreet*<sup>209</sup>.

Toutefois, si l'Internet a facilité la réalisation de ce projet, sa pénétration rapide dans la vie quotidienne a également contribué à en accélérer le déclin. La facilité d'accès de ses nombreux outils de partage et de libre publication des contenus, comparés à l'engagement et au travail demandés par le maintien d'une télé de rue, ont fait basculer les producteurs vers des solutions moins contraignantes.

En ce sens, les premières *Telestreet* ont constitué un médium *sui generis*, un choix qui répondait à la volonté de créer une dynamique de participation dans l'espace local et qui assumait, pour cette raison, une dimension politique et civique précise qui peine à émerger dans les sphères du web social. En impliquant un processus de socialisation interne à la communauté de référence, la création d'une *Telestreet* encourageait aussi une manière active de vivre sa propre citoyenneté qui se traduisait par une forme de politisation du territoire. Au contraire, dans les blogs, les réseaux sociaux ou les sites de partage en ligne, la dimension politique de la

<sup>207</sup>Pour 4 *Telestreet* il n'a pas été possible de repérer des informations fiables sur leur évolution. Cela explique pourquoi la somme des *Telestreet* présentée dans ce tableau est de 105 télés et non de 109 télés.

<sup>208</sup>Paselli a travaillé pour améliorer le système de partage de contenus NGV (*New Global Vision*). Son objectif était l'implémentation de fonctions avancées de streaming et de *juke-box* afin de permettre à chaque *Telestreet* de planifier la programmation à travers des *playlist* provenant du serveur et de transmettre le flux de streaming directement dans l'éther. Malheureusement, il n'a pas été facile de trouver des figures professionnelles disposées à travailler au projet gratuitement et cette idée de portail est restée dans une phase d'expérimentation. Toutefois, son travail prouve que le potentiel d'évolution des *Telestreet* dépend de la capacité des vidéastes qui ont adhéré au projet de suivre le rythme du réseau Internet, d'en exploiter les accès et les différents moyens de production et de diffusion du contenu.

<sup>209</sup>L'interview avec Davide Paselli est contenue dans l'enquête de Giacomo Andreucci, « *Telestreet in Emilia Romagna, Davide Paselli - Da Albornoz Tv a Comunicaree: un percorso di riflessione sul medium televisivo* », avril-juin 2006, p. 21.

communication est souvent effacée par une approche plus individualisée et par l'excessive personnalisation des contenus. Si, sur Internet, une grande partie des internautes est engagée dans la recherche narcissique d'une forme de reconnaissance numérique, dans le cadre de la télé de rue, les producteurs étaient tournés vers le renforcement du lien social et vers la réaffirmation des identités culturelles.

Le mouvement des *Telestreet* a donc véhiculé une double critique des médias. La première, plus évidente et revendiquée, a été adressée en direction du système télévisé national tandis que la seconde, plus subtile et voilée, consistait plus en une remise en question de la tournure que prenait l'Internet. En correspondance avec l'explosion des réseaux sociaux, les *Telestreet* ont donc essayé de proposer un nouveau concept de médium à la fois déprofessionnalisé et dé-individualisé. En épousant une logique *bottom-up*, les *Telestreet* ont refusé la création d'espaces informationnels de niche afin d'encourager les particules d'audience des médias de masse à devenir un sujet actif de la communication. C'est en cela que les *Telestreet* ont démontré tout leur potentiel contestataire et se sont différenciées, précisément en vertu de leur ancrage dans le territoire et de leur fonctionnement anti-élitiste, du modèle de médiactivisme élaboré par Indymedia.

Si les *Telestreet* se sont proposées de dépasser certaines limites de l'Internet, elles y ont néanmoins trouvé un espace important d'expression ainsi que le principal canal pour survivre et évoluer. À partir des résultats de notre enquête et sur la base des informations fournies par les observatoires, nous pouvons affirmer que le web est devenu le nouveau conteneur des projets de micro-télé. En absence d'une réforme accomplie du système de distribution des fréquences, l'Internet s'est révélé l'outil idéal pour héberger les télé-citoyennes. En 2004, à Bologne, Giampaolo Colletti fonda *Altra TV*, le premier observatoire des Web TV italiennes et des médias numériques locaux. Aujourd'hui, un groupe de chercheurs italiens et étrangers lié à l'activité de *Altra TV* continue à analyser l'évolution du journalisme citoyen et de la citoyenneté active en ligne<sup>210</sup>. Selon les analyses d'*Altra.tv*<sup>211</sup>, le nombre de web TV locales ou hyper-locales a doublé à partir de 2003. À partir de cette année, ont été créées 42 web TV dont 22 sont apparues entre 2006 et 2008, précisément en coïncidence avec la phase de déclin du mouvement des *Telestreet*. Ce constat fait présumer l'existence d'un lien fort entre la démobilisation des activistes des *Telestreet* et l'explosion des micro-TV sur le web. Cette relation se trouve également confirmée par le phénomène de migration de certaines *Telestreet* sur le web (comme le montrent les cas de *Disco Volante* de Senigallia, de *Tele Monte Orlando* de Gaeta ou de *TeleOsservanza* de Reggio Emilia). En octobre 2008, lors du premier meeting des web TV citoyennes, sur les 40 télé-participantes, 16 étaient des *Telestreet* qui figurent également dans notre classement<sup>212</sup>. Actuellement, *Altra TV* recense 584 web TV (elles étaient 642 en 2011), 32 médias universitaires et 766 médias numériques locaux<sup>213</sup>. À travers la carte de géolocalisation disponible sur le site d'*Altra TV*, il est possible de naviguer et de consulter les médias locaux italiens présents sur Internet. En 2013, pour la première fois depuis le début du projet, *Altra TV* enregistre une baisse dans le taux de croissance des web TV qu'elle relie au processus de diversification de l'offre télévisée.

---

<sup>210</sup>D'autres informations sur le projet de *Altra TV* peuvent être consultées à la page <http://www.altratv.tv/progetto> (dernière consultation 16/07/2013).

<sup>211</sup>Les données fournies par *Altra TV* ont été commentées par le journal de l'École de journalisme d'Urbino à l'adresse <http://ifg.uniurb.it/informazione/ducatto-online/boom-di-micro-web-tv-nella-provincia-italiana/> (dernière consultation 16/07/2013).

<sup>212</sup>La liste des *Telestreet* qui ont adhéré à cette manifestation peut être consultée à la page <http://www.monitor-radiotv.com/phoenix/html/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=787&mode=thread&order=0&thold=0> (dernière consultation 16/07/2013).

<sup>213</sup>La cartographie des médias locaux en ligne peut être consultée à la page <http://www.altratv.tv/altratv-mappe-network> (dernière consultation 16/07/2013). Le rapport « Netizen » de 2013 peut être téléchargé à la page <http://www.altratv.tv/ricerche> (dernière consultation 16/07/2013).

Les anomalies qui caractérisent le monde de l'information en Italie continuent donc à stimuler la créativité et la naissance de nouvelles formes d'engagement informationnel.

Une autre expérience est représentée par le projet d'*Arcoiris TV*. Née à partir de la dissolution du projet de *NoWarTV*, la plate-forme réunissant différents émetteurs qui s'étaient mobilisés contre la guerre en Irak, *Arcoiris TV* est un modèle de web TV ouverte disposant de différentes rédactions situées dans plusieurs grandes villes italiennes. Dans une logique indépendante et anti-commerciale proche du réseau des *Telestreet*, cette web TV veut donner un canal d'expression aux voix qui ne trouvent pas d'espace dans les chaînes traditionnelles<sup>214</sup>. En novembre 2009, en lien avec l'activité d'*Altra TV*, a été constitué la *Femi* (Fédération des médias numériques indépendants) avec l'objectif de réunir et de structurer les différentes âmes du journalisme indépendant et citoyen. La *Femi* encourage une vision libre et plurielle du réseau Internet et stimule la création et le développement d'une culture de la citoyenneté numérique active<sup>215</sup>.

Ainsi, si le circuit des *Telestreet* n'a pas pu remplir les objectifs ambitieux qui avaient été fixés par *Orfeo TV*, à partir de son déclin, nous avons assisté à une multiplication d'initiatives éditoriales et politiques indépendantes qui, comme nous le montrerons dans les deux travaux de recherche qui suivront, se sont appuyées essentiellement sur les outils numériques du web social.

#### **4.2.9 : La *Telestreet* comme outil de la démocratie**

Tout en partageant les idées des activistes du Net sur les abus du droit d'auteur, de la censure et des monopoles et sur l'importance de la participation citoyenne dans la création des contenus, les *Telestreet* ont donné une contribution importante au développement de l'idée de démocratie participative et de son application non élitiste. En effet, la limite principale des projets de *médiactivisme* sur le web, initiés par l'engagement précurseur d'Indymedia, est constituée par le fait qu'ils s'adressent souvent à une niche de personnes politiquement engagées. Au contraire, le choix de la télé analogique et l'affirmation d'une vocation territoriale et communautaire a permis aux promoteurs du réseau des télé de rue de dépasser les barrières de la fracture numérique et de contribuer concrètement à l'élargissement de la sphère publique.

Au-delà du nombre effectif de personnes touchées par le mouvement, la nouveauté des *Telestreet* réside dans la stimulation de nouvelles pratiques expressives dans une logique territoriale, communautaire et inter-générationnelle. Faire une *Telestreet* correspondait à une nouvelle forme de participation politique par le bas fondée sur un mode d'engagement volontaire et non lucratif. La TV de quartier a en effet l'objectif d'amplifier la voix du citoyen et de le rendre protagoniste de sa propre quotidienneté. L'intérêt des *Telestreet* en tant qu'outils de la démocratie participative a été démontré par l'enthousiasme avec lequel ce projet a été accueilli par certains élus comme Donato Cipponi, conseiller de la mairie de Bari, ou encore par le cas de *Peccioli TV*, la seule *Telestreet* à s'être implantée à l'intérieur d'une mairie. Mais les tentatives de réalisation d'une forme de démocratie directe sont avant tout évidentes au niveau de l'action concrète des *Telestreet* sur le territoire. Luigi Dovidio, l'un des fondateurs de *Giovanni Paolo TV*, affirme que faire une télé de rue signifie vivre le quartier, l'observer, le critiquer et donc le changer. Un exemple emblématique montrant l'impact des *Telestreet* dans la vie civique des quartiers et des villes où elles se sont implantées est certainement représenté par le travail de Franco Civelli, le créateur de *Disco Volante* de Senigallia. Grâce aux informations contenues

<sup>214</sup>Les objectifs du projet peuvent être consultés à la page <http://www.arcoiris.tv/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=12> (dernière consultation 16/07/2013).

<sup>215</sup>Le manifeste de la Femi peut être consulté à la page <http://www.femivt.tv/manifesto/> (dernière consultation 16/07/2013).

dans son émission « Barriere », au sujet des barrières architecturales de la ville, l'administration locale est intervenue pour éliminer une partie de ces obstacles et a proposé à Civelli de rentrer dans la commission de construction de la mairie. Une autre initiative intéressante vouée à encourager la participation à la vie publique à travers l'usage de la télévision de rue est constituée par le projet « Punti dell'Informazione<sup>216</sup> » exploitant l'espace de *Orfeo TV*. L'objectif est d'éradiquer dans le territoire métropolitain de Bologne des pratiques de partage des technologies et des connaissances ainsi que des points d'accès à la production médiatique. Le projet est dirigé par une rédaction stable et d'autres collaborateurs qui travaillent d'une manière occasionnelle et volontaire. Le projet « Punti dell'informazione » a également encouragé la collaboration avec les étudiants qui, de cette manière, pouvaient acquérir des compétences et s'ouvrir à une vision critique des médias. *Orfeo TV*, outre à son activité de télé de rue, a donc également offert un espace pour la réalisation d'une TV civique. En l'absence des TV communautaires et d'une législation favorisant la participation du public à la création des contenus médiatiques, la *Telestreet* de Bologne a donc su offrir une agora *sui generis*, un lieu de débat et d'échange mais aussi un espace d'expérimentation technologique, informationnelle et sociale. Il est intéressant de remarquer que ce projet de TV civique est né à l'intérieur de l'espace du promoteur du mouvement des *Telestreet*. En effet, dans l'esprit de *Orfeo TV*, mais aussi de celui de la plus part des *Telestreet*, la production télévisée devient avant tout un outil important pour participer à la vie publique locale. Faire la télé devient alors synonyme d'engagement dans les activités sociales et culturelles du territoire, un moyen pour se regarder et évoluer plus qu'un moyen pour communiquer et convaincre. Éteindre la TV généraliste pour créer une télé communautaire devient donc un geste initiatique correspondant au dépassement du statut de spectateur et au passage à celui d'un sujet informationnel et communicationnel actif et acteur du changement social. La pratique audiovisuelle locale, comme d'ailleurs la production des contenus sur le web, devient donc un moyen pour exister dans une communauté spécifique, sortir de l'anonymat et remplir l'agora d'idées, images et suggestions.

Le simple fait de disposer d'une télé de rue change aussi la perspective du quartier sur ses potentialités créatrices et de mobilisation. Gabriele Grandi, le créateur de la télé de l'immeuble *Teletorre 19* de Bologne, a signalé le changement d'attitude des habitants de l'immeuble à l'égard des initiatives de mobilisation. Quand la télé a réalisé une enquête sur l'état des routes du quartier, les habitants ont participé en masse à la récolte des signatures et le quartier a finalement obtenu une réponse favorable de la part de la mairie<sup>217</sup>.

Malgré son inévitable déclin, le plan ambitieux des *telestreetaires* a en effet été bloqué par l'indifférence ou l'impuissance de la classe politique face à la prépotence des logiques du marché. L'expérience des *Telestreet* démontre donc également comment, aujourd'hui, les mécanismes de participation, en étant de plus en plus liés aux pratiques expressives auxquelles les individus ont accès, sont encadrés également par une logique de l'offre. Les *Telestreet*, à travers le déploiement de pratiques informationnelles citoyennes visant à déstabiliser l'ordre symbolique dominant et à repenser les modèles de l'information et de la communication, ont essayé de résister à cette logique et ont perdu. En ce sens, les technologies de l'information évoluent sans cesse et les usagers développent des pratiques info-communicationnelles spécifiques aux contextes d'usage en jonglant constamment entre les espaces de liberté et les contraintes imposées par les concepteurs, les gouverneurs et le marché.

---

<sup>216</sup> «Telestreet in Emilia Romagna, Ciro D'Aniello, Orfeo TV, Punti dell'Informazione a Bologna», Enquête 4, avril-juin 2006, p. 8-11.

L'article est consultable à la page <http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/4.%20D%27ANIELLO%208-11.pdf> (dernière consultation 17/07/2013).

<sup>217</sup> «Altre esperienze di TV dal basso, Gabriele Grandi, TeleTorre19 di Bologna, la TV dei condomini», enquête 24, avril-juin 2006, p. 87-89. L'article est consultable à la page <http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/24.%20GRANDI%2087-89.pdf> (dernière consultation 17/07/2013).



#### 4.2.10 La création d'un espace de résistance

Malgré l'originalité du projet et ses spécificités (les *Telestreet* sont nées pour s'opposer à la monopolisation de l'espace informationnel en Italie), l'analyse de ce mouvement a constitué une étape importante pour mener une réflexion plus générale autour du lien de plus en plus serré qui est en train de se créer entre l'univers des pratiques info-communicationnelles et la mobilisation sociale. Aujourd'hui, il semblerait que les mouvements contestataires ont besoin de reconstituer des nouveaux espaces pour pouvoir ré-penser l'action collective.

L'expérience des *Telestreet* nous permet donc d'appréhender les mécanismes de mobilisation en relation à une symbolique de l'espace. Pour les promoteurs des télé de rue, la création d'un espace médiatique autonome, s'interposant au flux télévisé domestique, constitue une forme de résistance à la fois symbolique et politique.

La dimension symbolique a été interprétée par Franco Berardi, l'un des fondateurs de *Orfeo TV*, selon lequel les *Telestreet*, tout en n'ayant pas provoqué un bouleversement de la pensée dominante, ont néanmoins engendré la production d'imaginaires non homologués. En effet, centrées sur les thématiques concernant l'évolution des médias et le rôle de l'utilisateur dans le système de production de l'information, les télé de rue italiennes doivent être conçues dans le cadre d'un processus de « prolifération » et de « pulvérisation du médium télévisé »<sup>218</sup>. Situées entre le paradigme des *mass-media* et le paradigme numérique, les *Telestreet* constituent une forme de « technologie de masse individualisée » qui s'est développée en coïncidence avec la généralisation des usages de l'Internet.

En ligne avec le processus d'individualisation de la communication (Castells, 2006), les *Telestreet* apparaissent comme très marquées par la subjectivité de l'émetteur tout en essayant de reconstituer une subjectivité sociale, et non individuelle, plus ample. En ce sens, la dimension symbolique-résistante passe également à travers le processus d'hybridation technologique dans lequel les producteurs se sont engagés en développant des nouveaux savoirs et en adaptant les anciens aux nouvelles possibilités de l'Internet. La création d'une plate-forme d'échange créée *ad hoc* pour les *Telestreet*, la mise en ligne de sites web amateurs ainsi que l'élaboration de nouveaux formats télévisés démontrent cette volonté d'expérimenter, de manipuler l'outil technologique pour le transmuter en un moyen de résistance et d'action citoyenne.

Si la dimension symbolique de la résistance se construit à travers l'occupation d'une ressource hautement contrôlée par l'État et l'appropriation des symboles, des formats et des langages de la communication, sa dimension politique se constitue par le biais des pratiques qui se développent au sein du nouvel espace médiatique. L'aspect politique découle donc presque naturellement de l'aspect technico-symbolique que nous venons d'exposer. La *Telestreet*, en tant que générateur de pratiques à la fois info-communicationnelles et sociales, stimule la production de nouveaux formats journalistiques, pousse les gens à produire, à discuter et à échanger des informations sur la réalité politique, économique et sociale. Or, l'activation de l'ensemble de ces pratiques, qui se sont développées au sein de contextes sociaux très différents (allant de l'environnement de la contre-culture et des squats aux contextes associatifs, religieux et étudiants) stimule la formation d'une conscience citoyenne critique. C'est à partir de la création d'un espace dialectique et de négociation du sens que le sujet,

---

<sup>218</sup>Selon Franco Berardi, tout en ayant pas réussi à produire un détournement de la machine imaginative collective, la télé de rue a engendré néanmoins la production d'un imaginaire qui s'éloigne de l'homologation dominante. Franco Berardi, «Riflessioni varie», enquête 29, p. 110-115. L'article est disponible à l'adresse <http://www.teleoservanza.it/biblioteca/Inchiesta/29.%20BERARDI%20110-115.pdf> (dernière consultation 17/07/2013).

individuel et collectif, se reconstruit en opposition à l'espace dominant<sup>219</sup>. Dans cette optique, l'espace médiatique de la *Telestreet* devient un espace de résistance et de revendication sociale.

La fragmentation des particules télévisées sur les territoires et le refus de subir la communication normalisatrice des chaînes généralistes sont à interpréter comme des tentatives de reconstruction d'un espace citoyen où l'on ré-élabore l'idée même de démocratie. Notre enquête a révélé que la valeur dominante affichée par la plupart des *Telestreet* (soient-elles pures, associatives, atypiques ou religieuses) se fondait sur le concept de participation citoyenne par le bas. Les *Telestreet*, par le biais d'un discours autour de l'élargissement de l'accès à la production médiatique, avaient donc l'ambition de devenir un outil de la démocratie. En effet, au-delà des nombreux facteurs contraignants (les limites techniques et juridiques et l'énorme engagement demandé par l'animation d'une télé de rue), le vrai succès des *Telestreet* a été d'avoir réussi à créer une dynamique sociale, d'avoir stimulé, bien que dans un espace-temps déterminé, l'engagement de citoyens ordinaires.

Toutefois, la fermeture des *Telestreet* pures et la conversion des autres dans des projets plus commerciaux nous obligent à faire face à l'emprise des contraintes économiques et institutionnelles dans le développement des projets citoyens. Si l'opposition à la sphère marchande constitue un trait distinctif de la démarche des *telestreetaires*, leur capacité effective de ré-orienter les tendances du marché télévisé et de stimuler d'autres pratiques s'est révélée trop faible. Ainsi, l'efficacité et la continuité des projets non lucratifs semblent être constamment fragilisées par une logique de l'offre qui oriente et prédétermine l'usage des technologies. Après les *Telestreet*, les nouveaux promoteurs des micro-téles ont donc déménagé sur le web en adhérant, d'une certaine manière, à la logique de la convergence technologique de l'offre télévisée vers laquelle tend le marché.

Ainsi, si la naissance de nouveaux réseaux numériques de micro-téles montre une continuité avec le projet des *Telestreet*, surtout dans leur volonté de concevoir la télévision comme un service public, local et décentré où l'on exerce un pouvoir ouvert et disséminé (Gubitosa, 2002), la dimension sociale des *Telestreet* pures se retrouvent affaiblie. En effet, dans le projet des *Telestreet* pures, le contact de la télé avec les territoires était fondamental pour renforcer le lien et le sens communautaire et palier, ainsi, l'individualisme de la société contemporaine<sup>220</sup>. Cette mission est plus complexe à réaliser dans le cadre des micro-TV diffusant uniquement sur le web. C'est pour cette raison que les *Telestreet* étaient porteuses d'un message politique beaucoup plus fort par rapport aux réseaux des web TV qui se sont constitués par la suite.

Bien qu'affectant une partie restreinte de la population, le développement de pratiques info-communicationnelles au sein des téles de rue a démontré toute son efficacité en tant que moyen pour ré-socialiser les gens avec la politique. Les *Telestreet* ont essayé de rompre avec l'apathie sociale et politique et de transformer la TV, d'un émetteur de message à diffuser, en un nouvel espace social. C'est en cela que les *Telestreet* ont marqué une étape importante dans l'évolution des formes contestataire précisément parce qu'elles ont été capables de ré-créeer les

---

<sup>219</sup>Comme souligné par Michel Foucault, les espaces, soit-ils virtuels ou physiques, contribuent à la définition et à la construction de la subjectivité (Foucault, 1998). La thématique de l'espace a été développée par Annalisa Pelizza. Selon cette chercheuse, dans le cadre du phénomène des *Telestreet*, la revendication du soi-émetteur passe à travers l'occupation spatiale d'une ressource qui, en général, est très contrôlée et limitée par l'État. La *Telestreet* s'interpose et se mêle au flux télévisé domestique en proposant un espace de négociation du sens mais aussi un espace dialectique où le message normalisateur du duopole est interrompu et mis en discussion. Elle se situe à la frontière entre le familier et l'inconnu mais aussi entre le privé et le publique. Le contenu de la télé de rue résulte donc être très marqué par son émetteur et ses interactions avec l'environnement dans lequel il est immergé. « Telestreet in Emilia Romagna, Annalisa Pelizza, Orfeo Tv. Comunicare l'Immediatezza. Una televisione di strada a Rotterdam », enquête 5, avril-juin 2006, p. 12-18. L'article est disponible à la page <http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/5.%20PELLIZZA%2012-18.pdf> (dernière consultation 17/07/2013).

<sup>220</sup>Antonella Mezzina, "Telestreet, Esperimenti di comunicazione partecipativa", enquête 31, p. 124-125. L'article est disponible à la page [www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/31.%20MEZZINA%20124-125.pdf](http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Inchiesta/31.%20MEZZINA%20124-125.pdf) (dernière consultation 17/07/2013).

conditions sociales pour la formation de nouveaux sujets contestataires. Cet aspect peut en partie expliquer le phénomène d'amplification médiatique que les *Telestreet* ont généré tant sur l'Internet que sur les médias traditionnels. Ce qui est étonnant est que, même si la réception des contenus des *Telestreet* sur la plate-forme analogique a été très limitée (le réseau a couvert environ 0,6 % de l'audience nationale !), les *Telestreet* ont réussi à déranger le pouvoir. La fermeture de *Disco Volante* et de *Telefabbrica* (deux symboles de la lutte des *Telestreet*) ainsi que l'attaque judiciaire de la société *Trenitalia* contre *Teleimmagini*?<sup>221</sup> constituent seulement quelques exemples des réactions démesurées du pouvoir étatique face à l'action de dénonciation des micro-TV. Les *Telestreet* sont donc devenues une sorte de manifeste pour une télé ouverte et horizontale dont les bénéfices en termes de participation et de mobilisation citoyenne pour les communautés intéressées ont été amplement démontrés.

En faisant abstraction de l'effectif poids que les petits émetteurs ont eu dans le paysage médiatique italien, l'analyse du phénomène des *Telestreet* nous a permis de mieux comprendre les transformations de l'engagement en Italie et, plus en général, les possibilités d'hybridation et de rencontre entre les pratiques info-communicationnelles de l'Internet et les nouveaux modèles de militantisme. Les *Telestreet* constituent, en effet, un mouvement hybride, non seulement dans leur approche cross-médiatique à la communication mais également en ce qui concerne le modèle d'action contestataire qu'elles ont développé. Promu par un groupes d'activistes bolonais qui avaient participé à l'expérience des radios libres des années 1970, le mouvement des *Telestreet* ré-élabore le cadre contestataire qui avait caractérisé ces années-là (notamment en ce qui concerne son opposition à la culture dominante et l'émergence de revendications centrées autour des processus participatifs et délibératifs). Cette ré-élaboration se fonde précisément sur la conception d'un médium qui peut fournir les outils pour expérimenter les mécanismes de la participation citoyenne. La *Telestreet* réinvente, donc, à partir du symbole même de l'homologation de masse, un médium participatif et horizontal. Ce besoin de réinventer les modèles de la communication dépend des changements sociaux et politiques qui ont marqué une distance avec le domaine contestataire des années 1970<sup>222</sup>. Ainsi, si la radio libre avait constitué l'outil idéal pour véhiculer les messages de la lutte étudiante et ouvrière, au début des années 2000, le processus de fragilisation des clivages traditionnels et de désaffection citoyenne à l'égard des institutions, avaient amené les activistes bolonais à repenser les modèles de la communication précisément afin de pouvoir repenser le modèle de l'action politique. Les *Telestreet* marquent donc une étape importante de l'évolution des modèles contestataires et du rôle joué par les pratiques info-communicationnelles dans ce processus. Ce réseau de micro-téles a montré que, à partir d'une représentation forte (la construction d'un espace de participation par le bas), associée à un acte de résistance (l'occupation des fréquences télévisées), il est possible d'encourager un ensemble de pratiques informationnelles partant du bas capables de stimuler à nouveau un regard « politique » sur la réalité. La *Telestreet*, à différence de la radio libre, n'est pas un outil militant, véhiculant des revendications nées dans d'autres contextes du combat social, mais il est un outil qui permet de reconstituer les bases sociales mêmes de l'action militante. Cette évolution graduelle des modèles du militantisme, incarnée par l'approche hybride de la *Telestreet*, démontre que les mouvements contemporains ne peuvent pas être encadrés dans une nouvelle ère de la contestation mais qu'ils s'inscrivent dans un processus de continuité historique par rapport à

---

<sup>221</sup>La *Telestreet* bolonaise *Teleimmagini* ? a réalisé un documentaire sur la TAV (projet de ligne à haute vitesse entre Turin et Lyon). Le cas judiciaire de *Trenitalia* a été traité par un article de *Repubblica* disponible à la page [temi.repubblica.it/micromega-online/300409-teleimmagini-contro-la-tav/](http://temi.repubblica.it/micromega-online/300409-teleimmagini-contro-la-tav/) (dernière consultation 17/07/2013).

<sup>222</sup>Selon Tilly, les phénomènes collectifs sont intimement liés aux facteurs macro-structurels du changement social (Tilly, 1976). De nombreux observateurs des mouvements sociaux essaient donc de comprendre l'évolution de l'action collective en relation avec les changements économiques et politiques qui se sont produits à l'échelle mondiale. La fin du XX siècle a été effectivement marquée par une vague de changements majeurs qui vont de l'accélération du processus d'internationalisation politique et financière, au déclin du modèle de l'État-nation jusqu'à l'émergence de nouvelles technologies de la communication permettant l'interconnexion et l'échange rapide des informations au niveau planétaire.

leurs prédécesseurs.

Le modèle de la *Telestreet* a été écrasé par les changements techniques et les nouvelles logiques du marché télévisé mais son approche au médium reste intéressante et pertinente puisque, comme nous l'avons vu, elle s'inscrivait déjà dans le nouveau cadre de la *communication de masse individualisée* (Castells, 2006).

À partir de l'expérience des *Telestreet*, il faut donc réfléchir à l'importance du processus de construction du sens qui est attribué aux pratiques des médias et non pas forcément à leurs caractéristiques propres, à l'intensité de leurs usages ou aux publics qui peuvent être rejoints. Nous allons donc observer l'attitude des mouvements sociaux italiens qui ont succédé au réseau des *Telestreet* afin de comprendre comment ils ont approché les outils techniques et quelles pratiques ils ont su développer pour pouvoir mener une action contestataire.

Après l'occupation des cônes d'ombre, ce sont les espaces numériques, comme les blogs, les réseaux sociaux et les projets éditoriaux indépendants, à avoir offert un nouveau cadre pour le développement des pratiques info-communicationnelles des nouveaux activistes. Nous allons donc voir comment d'autres groupes contestataires se sont servis des différents outils du Web social en essayant de conquérir un espace d'action au sein même des plates-formes dans lesquelles se déploient les nouvelles stratégies du capital.

### 4.3 L'espace de la contestation : l'organisation du *NoBerlusconiDay*



#### 4.2.1 L'Italie : un contexte propice à la contestation

Le cinq décembre 2009, une année après la campagne électorale de Barack Obama, un groupe d'internautes italiens, constitué spontanément sur Facebook et autoproclamé le *Peuple des violets*, organisa une manifestation populaire réclamant la démission du Président du conseil de l'époque, Silvio Berlusconi. Le *No Berlusconi Day*, qui ne sera au final que la seule action consistante du mouvement, se révéla un véritable succès en termes de mobilisation et d'affluence. À cette époque, le climat politique italien était alors enflammé par le débat autour de la loi sur l'immunité parlementaire (le « Lodo Alfano »). Entrée en vigueur en août 2008, pendant le gouvernement dirigé par Silvio Berlusconi<sup>223</sup>, cette loi venait d'être déclarée non conforme aux principes de la Constitution par la Cour Constitutionnelle italienne. L'illégitimité du Président du conseil Berlusconi devenait donc de plus en plus flagrante, non seulement du fait des différents procès judiciaires dans lesquels il était impliqué mais aussi en raison du conflit d'intérêts<sup>224</sup> qui, depuis sa descente dans l'arène politique en 1994, n'avait cessé de s'aggraver. Il va de soi que la vague contestataire italienne des dix dernières années est intimement liée à ce cadre politique et médiatique et explique la grande attention que les nouveaux mouvements ont porté aux processus informationnels. Par exemple, le Mouvement des *Telestreet* que nous venons d'analyser est né en 2002, précisément à l'époque de la réélection de Berlusconi à la tête du gouvernement. Le *Peuple des violets* s'est quant à lui constitué en 2009, pendant le quatrième et très probablement dernier mandat de Berlusconi. Ce mouvement numérique a donc vu le jour dans un cadre politique détérioré, amplifié par les médias nationaux et internationaux et vécu alors jusque là presque avec résignation par une bonne partie de la population italienne. Cette année-là, en 2009, Berlusconi fut d'abord impliqué dans un scandale pour sa participation à la fête d'anniversaire d'une fille âgée de dix-huit ans. Juste après, une *escort-girl* apporta la preuve qu'il payait grassement ses services. Puis il fit

<sup>223</sup>Le « Lodo Alfano » (du nom du Ministre de la Justice de l'époque, Angelino Alfano) garantissait l'immunité parlementaire pour les quatre principales charges publiques (le Président de la République, le Président du conseil et les Présidents de la chambre des députés et du Sénat). Le 7 octobre 2009, cette loi, qui aurait dû lui accorder l'immunité pour la durée de son mandat, a été déclarée comme anticonstitutionnelle par la Cour Constitutionnelle italienne.

<sup>224</sup>Comme on l'a expliqué dans le chapitre « Le contexte des médias en Italie », Berlusconi contrôle un empire médiatique propriétaire des principales chaînes télévisées privées et de la plus grosse entreprise de vente d'espaces publicitaires *Publitalia*. Cette configuration propriétaire déterminait une forme d'incompatibilité (due à la présence d'un fort conflit d'intérêts) entre le rôle d'éditeur et la fonction publique. Ce conflit s'est aggravé tout au long de la carrière politique de Berlusconi, élu tout de même trois fois à la tête du gouvernement italien, dans la mesure où la majorité parlementaire nomme directement les membres du Conseil d'administration de la télévision publique, ce qui impliquait un contrôle plus ou moins direct de Berlusconi sur la quasi totalité des chaînes généralistes nationales.

encore la une dans la presse internationale suite à la condamnation d'un juge dont il avait acheté le faux témoignage en sa faveur au cours d'un procès à charge contre lui. Ce fut donc à un moment où sa figure et sa bonne moralité étaient déjà mises à mal que tombait, telle la dernière goutte qui fait déborder le vase, la décision de la Cour Constitutionnelle de considérer comme anticonstitutionnel le « Lodo Alfano ». Ce fut précisément au lendemain de cette décision que quelques voix commencèrent à s'élever sur Internet. Quatre ans après, ce débat est encore d'actualité puisqu'en septembre 2013, suite à sa condamnation à titre définitif dans le procès Mediaset<sup>225</sup>, le parlement italien a été appelé à voter pour décider si lui interdire définitivement ou non la possibilité d'être investi de charges publiques.

L'« antiberlusconisme », qui est le trait commun des trois mouvements contestataires qui font l'objet de notre enquête, est ici à concevoir comme une catégorie culturelle élargie. Cela signifie qu'il ne s'agit pas d'une opposition purement politique mais d'une approche qui renvoie à des valeurs générales fondées sur la justice, la transparence et l'exemplarité des institutions ou encore la libre circulation de l'information. Dans cette perspective, la présence d'une figure caricaturale qui rend évident et même éclatant le dysfonctionnement des institutions italiennes a engendré une énorme vague de contestation qui a fini par aboutir à la constitution de mouvements sociaux de défense des institutions. En d'autres termes, si la présence de Berlusconi au pouvoir a été néfaste sur bien des points, en un sens elle a également amené bon nombre de citoyens à ne plus considérer la démocratie parlementaire comme un système acquis et figé mais aussi comme un terrain de lutte où l'enjeu constant est la sauvegarde de l'esprit des lois. Les mouvements sociaux italiens qui ont vu le jour au cours des dernières années se sont donc construits en opposition à une configuration politique et médiatique représentant une menace pour la démocratie et le fonctionnement correct des institutions. Logiquement, ces mouvements ont alors été amenés à créer un espace informationnel « oppositionnel »<sup>226</sup> qui, dans le cas des *Telestreet*, a correspondu à un espace médiatique *sui generis* tandis que, dans le cas du *Peuple des violets*, l'espace de débat est apparu directement au sein du web social. À la grande différence des *Telestreet*, où rien que le fait de créer une télé *ex nihilo* constituait déjà en soi un acte de résistance, l'espace du débat (Internet) choisi par le *Peuple des violets* était déjà pré-formaté et prêt à l'usage. En outre, si les *Telestreet*, par le biais même des ses fondateurs<sup>227</sup>, avaient gardé un lien étroit avec le mouvement des radios libres et le milieu de la gauche extra-parlementaire qui avait poussé à son paroxysme le combat social dans l'Italie des années 1960 et 1970, le *Peuple des violets* affichait une volonté claire de se démarquer des clivages politiques traditionnels. Pour marquer leur indépendance, les internautes contestataires choisirent d'ailleurs la couleur violette, couleur neutre d'un point de vue politique, comme symbole du mouvement.

---

<sup>225</sup>Berlusconi a été condamné pour fraude fiscale dans l'achat des droits télévisés de Mediaset.

<sup>226</sup>Le concept d'espace informationnel oppositionnel est calqué sur le concept d'« espace public oppositionnel » d'Oskar Negt. En se positionnant dans une perspective dialectique par rapport au concept habermassien de « sphère bourgeoise », Negt a élaboré un nouveau concept d'espace public voué à recueillir et à sédimer les expériences oppositionnelles et à donner lieu à une délibération permanente au sein des différentes sphères de la société. Bien que la notion d'espace public de Negt renvoie à une sphère qu'il définit de « plébéienne » et qui est composée par des catégories sociales marginales, la monopolisation des espaces médiatiques italiens justifient le besoin de retrouver un nouvel espace de la médiatisation refusant de s'aligner au paradigme des médias dominants. Bien que Negt ne parle pas de l'espace médiatique, sa notion de contre-espace public doté de catégories propres s'adapte bien aux univers contestataires créés par les activistes italiens.

<sup>227</sup>Parmi les fondateurs de *Orfeo TV*, la *Telestreet* qui a lancé le manifeste du mouvement, il y avait des anciens fondateurs de Radio Alice, une radio libre bolonaise qui, suite à sa fermeture, devint le symbole de la lutte étudiante et ouvrière.



Nous nous sommes donc intéressés à cette nouvelle forme de l'engagement *format Facebook* qui, malgré de nombreuses différences, semblait tout de même partager un certain nombre de valeurs et de revendications avec les *telestreetaires*. Comme nous l'avons déjà souligné, les *Telestreet* ont incarné ce passage de la lutte politisée des années 1970 à la lutte anti-politique des années 2000. Bien que les fondateurs de *Orfeo TV* aient été politiquement marqués, ils ont volontairement opéré une distinction entre l'esprit des radios libres et le projet communicationnel et social de *Orfeo TV*. Ils ont en outre recentré la thématique de la lutte autour des modèles info-communicationnels qui, dans l'esprit de la télé de rue, constituaient à la fois l'objet et le principal moyen de revendication. C'est en cela que les deux mouvements se rejoignent et représentent différentes expressions et modèles d'un même combat revendiquant le droit à communiquer, à s'exprimer et à produire de l'information par le bas. Comme pour les *Telestreet*, le *Peuple des violets* voit dans la participation au processus de création de l'information le seul moyen de s'émanciper, de prendre conscience de la réalité politique et d'agir. Les logos, les images et les messages véhiculés par ce mouvement engagent toujours le domaine de l'information et de la communication. Le logo du NoBDay, une télé violette renfermant Berlusconi, semble suggérer que les contestataires l'ont encerclé et que lui et son principal vecteur du pouvoir, la télévision, sont désormais tombés sous le strict contrôle de la toile. À travers ces messages, les internautes ont essayé de créer une identité reconnaissable et d'élaborer de nouvelles représentations collectives : le violet comme signe de l'anti-politique, Facebook comme signe de jeunesse et d'une nouvelle approche à la communication et l'« anti-berlusconisme » comme un cadre contestataire et culturel élargi. Le *Peuple des violets* s'est donc emparé du terrain politique traditionnellement lié à la gauche institutionnelle et l'a transformé en un terrain de luttes citoyennes. Dans le cadre contestataire dessiné par les *violets*, Berlusconi n'est pas attaqué en tant que personne, ni en tant que leader du principal parti de la droite italienne mais en tant que représentant malade et décadent d'un système qui l'a placé au pouvoir et l'y a maintenu pendant presque vingt ans. En représentant Berlusconi comme un symbole caricatural des défaillances institutionnelles et médiatiques italiennes mais pas forcément comme l'unique cause, le *Peuple des violets* est arrivé à proposer une critique efficace en l'orientant vers l'ensemble des sphères du pouvoir. L'opération *format Facebook* s'est donc révélée une réussite et, malgré le fait que la Rai (la télévision publique) ait refusé de retransmettre la manifestation en direct, l'événement s'est tout de même traduit par un succès tant humain que médiatique.

Afin de comprendre et d'interpréter ce nouveau phénomène par rapport aux études que nous avons déjà mené, nous nous sommes alors interrogés sur l'identité des instigateurs de cette initiative, sur les stratégies communicationnelles et organisationnelles déployées et sur la nature des pratiques développées par les internautes sympathisants. Nous avons donc essayé d'identifier les changements engendrés par l'intégration des pratiques info-communicationnelles de Facebook dans l'action militante. S'agissait-il du nouveau modèle de militantisme « post-it » décrit par Jacques Ion (Ion, 1997) ? À la différence du cas des *Telestreet*, nous faisons ici face à l'émergence de nouveaux mécanismes compulsifs de construction identitaire et d'adhésion. Etant donnée la rapidité à laquelle en l'espace de deux mois se sont enchaînées la mobilisation numérique puis l'organisation physique d'un rassemblement de masse, ce phénomène apparaît comme très difficile à cerner. Nous avons pour notre part suivi les événements en direct, assisté aux échanges en ligne et observé la stratégie organisationnelle développée par les militants. Une fois la manifestation terminée, nous sommes allés rechercher les traces que les contestataires avaient laissé dans le réseau afin de reconstituer la brève histoire du *Peuple des violets* et identifier les traits de ce qui se présentait comme un nouveau militantisme à l'action éphémère.



### 4.2.2 Méthode

En interrogeant directement le réseau, en lisant la presse, les interviews, les blogs et tous les documents en lien avec la manifestation, nous avons pu reconstituer la genèse du mouvement et en retracer la chronologie. Nous avons ensuite identifié dans le groupe Facebook créé par les instigateurs du mouvement le noyau à partir duquel l'initiative fut coordonnée. Recherchant ensuite d'autres sources indépendantes qui auraient pu participer à la diffusion du contenu, nous nous sommes aperçus que les militants avaient également créé un site web dédié au *NoBerlusconiDay*<sup>228</sup>. Du coup, en nous aidant des outils d'analyse du réseau d'Alexa, nous avons essayé de comprendre quel fut précisément son rôle dans la diffusion des contenus concernant la manifestation. En effet, parmi nos objectifs de départ, il n'y avait pas uniquement l'intention d'identifier les modèles organisationnels et le cadre contestataire du mouvement mais également une volonté de comprendre comment l'information avait pu circuler, être repérée et partagée par les sympathisants potentiels.

### 4.3.3 Naissance d'un mouvement numérique

L'idée de rassembler les *anti-berlusconiens* numériques pour demander symboliquement la démission du Président du Conseil est née de l'initiative d'un groupe de blogueurs italiens en octobre 2009. Le site "*noberlusconiday.org*" a été enregistré le 27 octobre 2009 par Franca Corradini<sup>229</sup>, l'une des blogueuses à la tête du mouvement. Le 9 octobre 2009, une vingtaine de jours avant la création de ce site, le comité organisateur de l'événement avait créé un groupe satyrique sur Facebook réclamant la démission de Berlusconi<sup>230</sup>. En moins d'un mois, ce groupe comptait déjà plus de 200 000 adhérents. La page invitait les sympathisants de l'initiative à créer d'autres groupes locaux pour gérer l'organisation de l'événement sur tout le territoire italien et à l'étranger. Ce qui s'est produit puisque le jour J, l'événement s'est déroulé simultanément dans une centaine de villes italiennes et dans trente-huit villes du monde entier. Parmi les organisateurs, apparaissaient les noms de Giuseppe Grisorio (26 ans), Franca Corradini (jeune blogueuse), San Precario<sup>231</sup> (pseudonyme du blogueur qui signifie « Saint-Précaire », allusion à la situation des nombreux travailleurs précaires en Italie), Freek (une association de blogueurs), Massimo Malerba, Franz Mannino et d'autres internautes. Ces personnes étaient d'illustres inconnus qui se caractérisaient tous par une intense activité sur le web. Presque tous avaient un blog où ils postaient des articles et des réflexions sur l'actualité politique. Il s'agissait en somme d'internautes actifs et engagés, de citoyens qui ne voulaient pas se taire et qui croyaient fermement que la libre circulation d'opinions pouvait faire évoluer la situation politique du pays. Mais ils faisaient avant tout partie de ces personnes qui pensaient que la personnalisation de la politique dans la figure de Silvio Berlusconi était nocive et que le Premier Ministre aurait dû se faire juger comme n'importe quel citoyen.

---

<sup>228</sup>Le site <http://www.noberlusconiday.org/> (dernière consultation 17/09/2013) est encore actif. À travers cet outil, le *Peuple des violets* continue à diffuser l'information militante et à proposer des initiatives contestataires. Parmi les dernières actions collectives, nous pouvons évoquer la manifestation qui s'est déroulée à Rome le 7 septembre 2013 pour défendre la constitution italienne. Le *Peuple des violets* revendique les mêmes valeurs que défend le *Mouvement 5 étoiles* qui est d'ailleurs devenu son principal référent politique mais aussi un nouvel objectif pour continuer à militer.

<sup>229</sup>La blogueuse Franca Corradini anime le blog d'information politique : <http://laconoscenzarendeliberiblog.wordpress.com/page/3/> « La connaissance rend libres » (dernière consultation 17/09/2013).

<sup>230</sup><http://www.facebook.com/no.berlusconi.day?ref=ts> Le groupe est encore actif et compte plus de quatre cent mille membres (dernière consultation 17/09/2013).

<sup>231</sup>Le blog de San Precario: <http://precariosan.blogspot.com/> (dernière consultation 17/09/2013).

Tout a donc commencé en octobre 2009 sur Facebook, deuxième site le plus visité en Italie après le moteur de recherche de Google selon le *traffic rank* d'Alexa<sup>232</sup>. De nombreux groupes anti-berlusconiens existant déjà sur le réseau social, personne ne prêta vraiment attention à la création du groupe « Una manifestazione nazionale per chiedere le dimissioni di Berlusconi » (soit : « Une manifestation nationale pour demander la démission de Berlusconi »)<sup>233</sup>. Mais contrairement aux initiatives précédentes plus ou moins similaires, cette fois-là, les adhésions en ligne se multiplièrent à une vitesse impressionnante. Certes, les manifestations n'ont rien de surprenant en Italie. Le syndicat de la CGIL ou le Family Day de la partie catholique du pays ont déjà enregistré des affluences importantes dans les rues. Mais il y avait alors eu mobilisation parce qu'avait été enclenchée la mécanique des partis et des organisations institutionnelles, seules capables, pensait-on, à rassembler les foules. Il s'agissait toutefois d'une logique verticale, dirigée par le haut. La mobilisation du 5 décembre a obéi pour sa part à une logique horizontale, sans centre, ni chef. Elle s'est révélée en cela comme le fruit de l'interconnexion momentanée de milliers d'utilisateurs de Facebook. L'envoi de l'invitation aux amis et aux amis des amis du Net a rapidement contaminé le réseau. Ce mécanisme a envahi les autres réseaux et les nombreux groupes de jeunes italiens enregistrés sur Facebook. Toutefois, si la création du groupe apparaissait presque comme une opération satyrique, les déclarations des instigateurs du mouvement nous ont éclairés sur la motivation de départ, sur l'élément déclencheur qui a amené ce groupe d'internautes à demander la démission du Président.

Au cours d'un interview qu'il donna à Agoravox peu avant le *NoBerlusconiDay*, le blogueur San Precario expliqua que juste après le rejet du projet de loi *Alfano*, bon nombre de citoyens s'étaient attendus à des conséquences politiques significatives. Or, à l'inverse, rien ne se passa, pas même l'opposition ne sembla avoir de réaction immédiate, comme si la tentative du président de modifier la loi pour pouvoir échapper à la justice était normale. Pendant que la presse internationale tapait sur le président jusqu'à considérer l'Italie comme une république bananière, la presse et l'opinion publique italiennes semblaient désormais résignées, accoutumées aux abus de pouvoir. Face à cet état de somnolence, un petit groupe de personnes décida de se mobiliser sur Facebook. Tout au long de l'interview, le blogueur insista sur l'importance qu'a eu l'absence de réaction de la presse dans le déclenchement de l'action militante. Les blogueurs, insatisfaits pas la manière dont le rejet de la Cour Constitutionnelle avait été traité par la presse officielle, décidèrent donc de réagir en lançant aux autres internautes un appel provocateur à se mobiliser. Le débat autour de l'information de la presse politique a donc été d'une certaine manière le vrai point de départ de ce nouveau mouvement numérique.

---

<sup>232</sup>Ici, il est possible de consulter le classement d'Alexa <http://www.alexa.com/topsites/countries/IT> (dernière consultation 17/09/2013).

<sup>233</sup>Le groupe Facebook est consultable à la page <http://www.facebook.com/no.berlusconi.day?ref=ts> (dernière consultation 17/09/2013).

#### **4.3.4 L'organisation de la manifestation : de Facebook à la rue**

L'indignation de ce petit groupe éveilla très vite l'intérêt de la toile. Le groupe reçut ainsi des centaines de milliers de pouces levés. Devant tant de succès et d'adhésion, ce qui n'était au départ que l'expression d'un ras-le-bol se transforma vite en mouvement organisé actif, coordonnant les ressources en ligne et diffusant de l'information militante. Cette page n'eut pas de coûts de gestion : son contenu reflétait le formatage de l'information qui caractérise le réseau social et incarne en cela une nouvelle pratique de communication à coût zéro qui avait déjà été exploitée pendant la campagne d'Obama. À gauche de la page, cent trois liens pointaient vers les pages des comités locaux du mouvement portant le nom des différentes villes italiennes où aurait lieu le *NoBDay*. Un peu plus bas, se trouvait la liste des liens ajoutés par les résidents à l'étranger, de Madrid à Amsterdam, de Londres à Dakar. Tout le monde se limitait à participer à travers les formes consenties par le réseau social. Nous avons donc pu voir des centaines de « J'aime » pour exprimer une appréciation sur les posts, les photos, les liens vers des articles et les vidéos. La totalité de l'information reliée à l'événement, produite en ligne et hors ligne, tant en Italie qu'à l'étranger, a été affichée sur le mur de ce groupe<sup>234</sup>.

L'idée d'organiser une manifestation de rue n'a pas été établie depuis le départ mais elle a émergé au fil du temps, au fur et à mesure que le soutien des internautes augmentait. « Au début, nous pensions uniquement mener une journée d'action sur la toile, avec par exemple des opérations de bombardements de mails », explique le néo-diplômé en droit Giuseppe Grisorio au journaliste français de *Libération*. « *La mobilisation a débuté en septembre, en réponse à la tentative de Silvio Berlusconi de s'octroyer une immunité judiciaire. Le projet s'est diffusé notamment à travers Facebook et des centaines de milliers de citoyens nous ont soutenus.* » Cette déclaration nous fait réfléchir sur l'importance qui revêt encore la rue pour les groupes contestataires contemporains. Si l'Internet devient de plus en plus un lieu de socialisation politique, l'occupation de la rue, en tant qu'espace public matériel et spéculaire au réseau, est fondamentale pour affirmer la présence des activistes, orienter l'attention publique sur des thèmes sensibles et, plus en générale, pour perturber l'ordre social.

La proposition de sortir de Facebook pour défiler dans les rues, de donner un corps et un visage à la « démocratie protestataire »<sup>235</sup> d'Internet, a généré beaucoup d'enthousiasme qui s'est traduit par la mobilisation de nombreux groupes qui se sont coordonnés en ligne et sur le terrain afin de récolter les fonds, diffuser l'information, organiser les transports et la logistique. Ainsi, à côté des posts politiques et des pouces d'appréciation, figuraient les informations pratiques sur les prix des tickets des autocars, sur le coût de l'essence ou encore sur la récolte des fonds gérée directement par le groupe à travers les plate-formes *PayPal* et *Postepay*. Sur le groupe Facebook, était visible le lien au site officiel du *NoBerlusconiDay* (<http://www.noberlusconiday.org/>) au sein duquel la structure communicative était encore plus claire et rudimentaire et où il était possible d'identifier les informations principales autour de l'événement sans avoir affaire aux activités organisationnelles qui étaient entièrement hébergées par le réseau social. De cette manière, l'ossature communicative et organisationnelle se fondait sur l'utilisation de deux outils numériques : un support organisationnel, représenté par le réseau Facebook, et un support purement communicatif, représenté par le site *noberlusconiday.org*. Si Facebook répondait aux exigences de stimuler la mobilisation, de coordonner les activités et de favoriser l'échange entre les militants, le site visait à fournir une couverture informationnelle de l'événement pour l'internaute lambda en évitant le recours

---

<sup>234</sup>Franca Corradini, l'une des instigatrices de l'événement, a regroupé sur le site du *NoBDay* tous les articles en ligne concernant la manifestation. La quantité de contenu est étonnamment importante. La revue de presse du *NoBerlusconiDay* peut être consultée à la page <http://noberlusconiday.wordpress.com/parlano-di-noi/> (dernière consultation 17/09/2013).

<sup>235</sup>Concept inspiré par l'ouvrage de Lilian Mathieu « La démocratie protestataire » (Mathieu, 2007).

obligé aux sources officielles et en échappant donc aux potentielles distorsions médiatiques. Sur le groupe Facebook, tout le matériel textuel, audio et vidéo était doté des outils qui permettaient leur insertion sur d'autres blogs ou sites web. Le tout était donc parfaitement adapté aux techniques de dissémination virale de l'information. Enfin, on trouvait également une section dans laquelle étaient visibles les logos des journaux, des organisations et des sites qui avaient supporté l'initiative. Il s'agissait en particulier de la presse indépendante ou de gauche (*Il Manifesto*, *L'Unità*, *La Repubblica*, *Carta*, *Il Fatto Quotidiano* et le mouvement citoyen *Libera Cittadinanza* qui a succédé au mouvement des farandoles de Nanni Moretti). Du fait de sa spécificité et de la rapidité de sa constitution, ce mouvement a eu une résonance médiatique importante tant sur le plan national que sur le plan international. Si le défilé a été transmis en direct sur le Web, il a également été suivi par les web TV de la *Repubblica* et du parti démocrate<sup>236</sup>. Pour l'anecdote, il fut également possible de manifester virtuellement sur *Second Life*. Des lois sur l'immigration au problème de la mafia et de la justice, en passant par le pluralisme et la liberté d'information, des dizaines d'orateurs se sont succédés sur la scène de la place San Giovanni à Rome pour « parler des vrais problèmes de l'Italie, qui n'ont rien à voir avec la volonté de la majorité de fabriquer une immunité pénale à Berlusconi »<sup>237</sup>. Aucune personnalité politique n'a été invitée à monter sur scène, même si une partie de l'opposition - de l'Italie des valeurs, parti fondé et présidé par Antonio Di Pietro, aux communistes et aux Verts - s'est jointe à la manifestation pour soutenir la contestation numérique. À la place des politiciens, la foule a assisté aux interventions de personnalités comme le prix Nobel de littérature Dario Fo ou le réalisateur Mario Monicelli.

Sur le plan tactique, ce mouvement, comparable en un sens à un gigantesque *flash mob*, a en grande partie reproduit la stratégie de communication que Grillo, depuis le début des années 2000, et Obama en 2008 avaient adoptée. L'organisation de groupes au niveau local et la diffusion virale d'informations militantes pour inciter les internautes à exprimer leur approbation ou leur désaccord semblent représenter les traits principaux de ce modèle de la mobilisation numérique. Dans les trois mouvements, l'espace info-communicationnel principal (le blog de Grillo, comme nous le verrons par la suite, la communauté pro-Obama et le groupe Facebook du NoBDay) a la fonction de favoriser la constitution d'une identité qui, généralement, s'avère plutôt fluide. Ce sujet collectif se construit à travers l'échange, le partage et la discussion autour de l'information politique. Le déploiement de ces pratiques info-communicationnelles a donc l'effet de responsabiliser les internautes, de les impliquer dans le projet et de les pousser à l'action sur le terrain. C'est par le biais de ces pratiques que les internautes s'organisent dans des collectifs locaux et essaient de jongler entre l'espace virtuel et l'espace physique.

Il est clair que le niveau d'engagement de la foule qui a participé à l'événement a été très variable. Certains internautes se sont limités à publier des informations et à les diffuser auprès de leurs réseaux de connaissances. D'autres ont voulu adhérer à des initiatives locales, créer des collectifs et disséminer l'action dans les territoires. D'autres encore, pris par un effet de mode, se sont faits transporter par le mouvement, sur Facebook comme dans la rue. Dans tous les cas, l'idée de passer à l'acte a largement contribué à accroître la popularité du collectif. L'action de terrain se démontre comme une étape encore essentielle pour donner une dimension pleinement politique aux pratiques numériques. C'est ce même constat qui a probablement poussé les *violetti* à sortir de Facebook pour défiler dans les rues des villes italiennes.

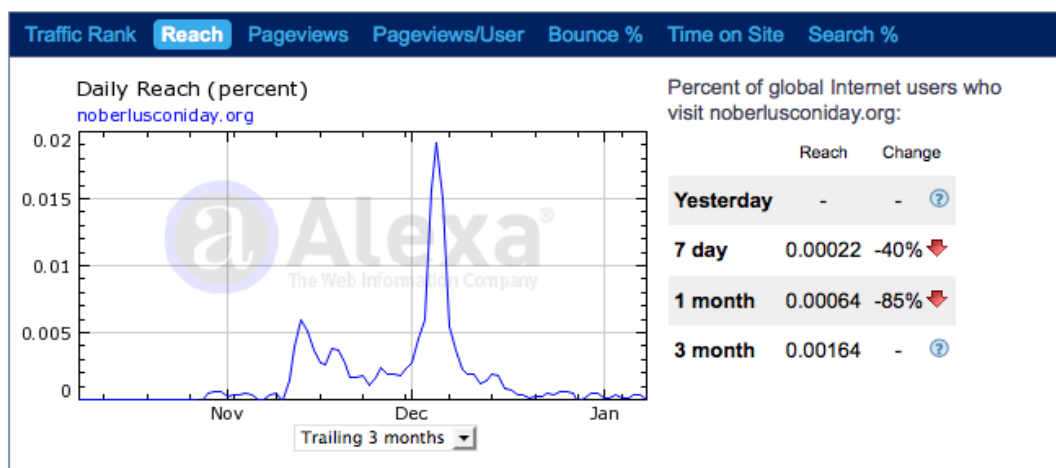
---

<sup>236</sup>La chaîne est disponible à la page <http://www.youDEM.tv/>

<sup>237</sup>Extrait d'un article publié sur Libération et consultable à la page [http://www.liberation.fr/monde/2009/12/05/du-blog-a-la-rue-l-effet-boule-de-neige-du-no-berlusconi-day\\_597481](http://www.liberation.fr/monde/2009/12/05/du-blog-a-la-rue-l-effet-boule-de-neige-du-no-berlusconi-day_597481)

### 4.3.5 Analyse du trafic du site noberlusconiday.org :

**Tableau 1 - Pourcentage des usagers globaux d'Internet qui ont visité le site noberlusconiday.org dans la période comprise entre novembre 2009 et janvier 2010.**



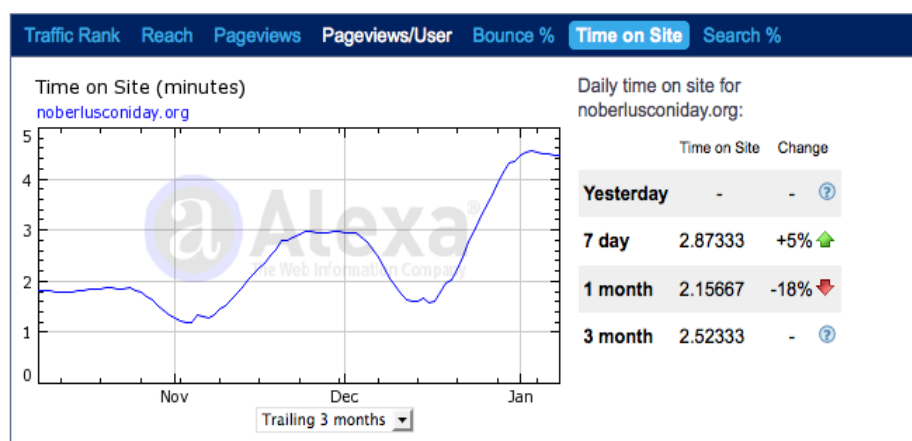
**Tableau 2 - Traffic rank d'Alexa pour le site noberlusconiday.org dans la période comprise entre novembre 2009 et janvier 2010.**



Comme nous pouvons l'observer à partir des graphiques fournis par Alexa, en janvier 2010, le *traffic rank* italien du site officiel de l'événement se situait à la 8 778ème position. Nous pouvons également observer un pic dans son développement journalier coïncidant à la période précédant l'événement. Cela montre que le nombre de personnes qui sont allées chercher les informations sur Internet a augmenté au cours de la première semaine de décembre tandis qu'il y a eu une chute décisive et en soi logique de la fréquentation dans les semaines qui ont suivi le *NoBDay*. Afin de comprendre quel avait été le rôle exact du site du mouvement par rapport à d'autres sources d'information citoyenne ou indépendante, nous sommes allés chercher le *traffic rank* d'autres sites d'information citoyenne. *Agoravox* Italie, une référence en matière d'information citoyenne, avait un *traffic rank* de 3995. Un écart de cinq

milles points n'était pas énorme si on considère qu'*Agoravox* est le premier site de journalisme citoyen en Europe et qu'il a été fondé par des spécialistes de la communication en ligne il y a déjà quelques années. Nous avons ensuite consulté le *traffic rank* du blog *La conoscenza rende liberi* qui avait été créé après la manifestation du 5 décembre et nous avons remarqué qu'Alexa ne pouvait pas fournir de données détaillées car le site n'était pas listé parmi les premiers cent mille sites italiens. Le même résultat a été obtenu pour le site du nouveau mouvement des farandoles *Liberacittadinanza.it*<sup>238</sup>.

Le fait que le site a commencé à être visité en coïncidence avec l'événement démontre que le succès de cette initiative, tout en restant lié à une intensification des pratiques info-communicationnelles sur le réseau Facebook, a dépassé les frontières du réseau social en stimulant la curiosité d'autres internautes occasionnels. Son *traffic rank* nous suggère, en effet, que les personnes intéressées sont allées chercher des informations pertinentes sur la toile. Il y a eu donc une production et une organisation réfléchie du contenu qui a répondu à une demande très forte en information indépendante. Il est intéressant de remarquer aussi, qu'au-delà du nombre de visiteurs et de pages visitées, le temps passé sur le site a augmenté dans la période qui a succédé la manifestation. Ce détail nous indique également que les internautes avaient envie d'approfondir, de comprendre les revendications et les motivations du mouvement qui, en considérant les caractéristiques du réseau Facebook n'était pas immédiatement extrapolables des nombreux contenus postés constamment sur le groupe.



Une autre donnée intéressante, toujours obtenue à travers la plate-forme d'Alexa, nous montre qu'au mois de décembre, la plupart des visiteurs du site *nobertusconiday.org* y arrivait à travers un moteur de recherche. Cette tendance s'accroît au mois de janvier. Cette information nous fait supposer, qu'au-delà des usagers de Facebook, pouvant accéder au site en cliquant directement sur le lien figurant sur l'interface du réseau social, d'autres internautes ont accédé à ce site à travers les moteurs de recherche. L'événement a sans doute été amplifié par les autres médias mais les usagers du Net ont apparemment suivi une démarche personnalisée pour repérer les informations.

En analysant les données fournies par Alexa, on s'aperçoit aussi que le site du *NoBDay* a constitué une sorte de vitrine clarifiant les intentions et l'idéologie du mouvement mais qu'il n'a pas été utilisé à des fins organisationnelles ou de mobilisation. L'interface privilégiée pour la promotion et la préparation de l'événement a été le réseau Facebook, démontrant par là encore une fois tout son potentiel dans l'agrégation des ressources citoyennes et l'organisation de l'action collective. Toutefois, son potentiel d'amplification et de coordination est contrebalancé par ses limites techniques. Conçu pour favoriser l'instantanéité des échanges et

<sup>238</sup>Ce site peut être consulté à l'adresse <http://www.liberacittadinanza.it/> (dernière consultation 10/09/2013).



le mouvement permanent des contenus, le réseau social ne permet notamment pas de pouvoir suivre un raisonnement, d'identifier clairement les arguments d'un débat et, donc, d'encourager la réflexion, l'élaboration et la construction politique. Cette plate-forme a simplement amplifié un sentiment partagé en Italie qui a explosé dans un contexte politique très précis et qui, par le biais de cet outil, s'est traduit par une volonté de politiser les pratiques info-communicationnelles propres aux réseaux sociaux. Ce n'est donc pas Facebook en soi qui a provoqué la montée de la contestation. Il a par contre offert la possibilité de créer et de diffuser des contenus très rapidement sans demander de compétences particulières. En ce sens, Facebook encourage une forme d'adhésion fondée sur l'instantanéité et sur des mécanismes d'émulation collective.

#### **4.3.6 L'identité du mouvement**

En regardant la vitesse avec laquelle les actions des militants se sont enchaînées sur le réseau, ce phénomène, qui s'est manifesté sous la forme d'un soulèvement spontané, semblait *a priori* incapable de produire des représentations politiques au sens propre. En fait, si cela s'est révélé en grande partie vrai, en allant creuser les informations autour des identités numériques des organisateurs, nous nous sommes aperçus que, derrière l'effet de mode, il y avait tout de même des revendications politiques autres que le refus de Berlusconi. À travers cette vague mauve, revendiquant l'absence d'un centre et de toute forme d'organisation verticale, nous avons alors entrevu le mécontentement du peuple des précaires, des intérimaires, des étudiants, des enseignants, des trentenaires comme des adolescents. Tant les organisateurs que les participants correspondaient enfin au prototype de l'utilisateur de Facebook. Ce groupe hétéroclite qui anime les pages du réseau social manifeste des opinions politiques bien définies même si elles ne sont pas encadrées dans une logique de parti. Pour ce groupe de jeunes internautes, la priorité absolue était de faire entendre une voix anti-politique qui d'en bas refusait, au nom de la justice, de se faire représenter par Silvio Berlusconi.

Certes, il ne s'agit pas d'une identité clairement définie mais plutôt d'une conscience politique éclatée, composée de différentes âmes qui peuvent adhérer par ailleurs à d'autres mouvements, générationnels, liés au marché du travail ou au système de l'éducation. Le mouvement constituait donc plus un rassemblement d'identités sociales et politiques qui partageaient le « macro-cadre » contestataire de l'anti-berlusconisme. À partir de l'échange et du partage d'idées, la généralisation de pratiques militantes en faveur du groupe Facebook des promoteurs a donné vie à une seule grande opération politique. Comme pour certains groupes de musique, ce mouvement n'a existé que le temps d'une seule performance. Cette forme d'action passagère est peut-être due à une volonté précise de ne pas transformer à terme le mouvement en une structure verticale. Les instigateurs du mouvement se sont d'ailleurs toujours auto-définis comme *intelligence collective*, terme qui est devenu désormais le mot passe-partout pour se référer à la philosophie d'Internet. Ce concept constitue également l'esprit de la proposition d'un manifeste que le *Peuple des violets* a publié sur le site officiel du mouvement le 9 décembre 2009. Dans le manifeste, nous avons remarqué une absence volontaire de points programmatiques et de projets concrets. Pour justifier ce choix, dans son interview, *San Precario* expliqua l'éthique du mouvement et son lien avec la culture de l'Internet. Le blogueur souligna que la toile représente « un pouvoir informe moléculaire qu'il n'est pas possible de coopter dans les vieilles logiques du pouvoir... ». Pour ne pas être encore ignorés, ces jeunes ont alors décidé de passer à l'action, de migrer de Facebook à la rue. Cette nécessité de devenir « réels » montre que les mouvements numériques perçoivent leurs pratiques comme si elles étaient dans un monde parallèle où ils peuvent parler librement sans pour autant arriver à produire de changements effectifs. Le *NoBDay* peut alors être interprété comme une réponse collective à cette forme de frustration. *San Precario* le déclara carrément dans la deuxième partie de l'interview : « La toile produit un travail moléculaire, réticulaire, elle est intelligence collective impalpable. L'expérience du parti des Pirates en Suède, de Grillo en Italie et, dans une

moindre mesure, d'Obama en Amérique nous a appris que la toile devient organisation seulement si elle arrive à s'implanter dans la réalité et dans les consciences... ». Le blogueur nous révèle donc clairement les expériences qui ont inspiré le mouvement. Si l'intelligence d'Internet veut être écoutée, elle doit se matérialiser sur le terrain.

L'aspect surprenant de ce mouvement a été le processus de création, à la fois frénétique et spontané, d'un sujet collectif qui a réussi à générer un mouvement de masse. Mis à part quelques porte-paroles, il n'a pas été possible d'identifier une quelconque structure verticale. Cette absence de leaders a été confirmée par les internautes qui ont répondu aux questions que nous avons posé sur la nouvelle page de Facebook dédiée au *post-BerlusconiDay*. Toutes leurs réponses manifestaient, par contre, une certaine incertitude en ce qui concernait le futur du mouvement. Ce qui apparaissait comme certain était le maintien d'une organisation horizontale et participative représentant l'essence même de leur démarche contestataire. Ainsi, le respect des mécanismes de participation et de délibération horizontale, constituant la seule forme idéologique de nombreux mouvements numériques, devient une sorte de prison conceptuelle qui les empêche de forger de nouvelles catégories politiques et d'avoir de réels impacts sur le processus de prise de décision. Le *Peuple des violets* a finalement été incapable de reformuler et de réinventer le vocabulaire de la contestation en dehors de l'adhésion, souvent a-critique, à une série de mythes de l'Internet. Comme l'a montré d'ailleurs par la suite la disparition du mouvement, ces techno-utopies se sont trop souvent révélées être au final des chimères<sup>239</sup>.

#### **4.3.7 Le Post-BerlusconiDay**

À la veille du *NoBDay*, le climat politique du pays était très tendu. La Rai, influencée par le gouvernement en place, décida de ne pas diffuser l'événement en direct. Le Parti Démocrate, principal parti de l'opposition, refusa de participer officiellement à la manifestation du peuple d'Internet. Mais les contestataires ne se firent pas intimider et Sky, la télévision de Murdoch, annonça les chiffres prévus pour la manifestation du lendemain : 350 000 adhésions, 700 autocars et un ferry au départ de la Sardaigne.

Au lendemain de la manifestation, la presse étrangère considéra le *NoBerlusconiDay* comme un succès<sup>240</sup>. À l'inverse, en Italie, la tension était encore palpable. Dans les jours qui suivirent l'événement, eut lieu une véritable guerre des chiffres entre les différentes sources officielles. Nous ne saurons jamais exactement combien de personnes se réunirent à Rome le 5 décembre 2009. Ce que nous savons, c'est que les manifestants furent très nombreux et qu'ils portaient des drapeaux mauves. Le 7 décembre 2009, le *Peuple des violets* déménagea sur une autre page Facebook<sup>241</sup>. Cette page, censée gérer l'après-NoBDay, compte aujourd'hui environ 450 000 membres. Tous les anciens militants ont donc migré sur la nouvelle page mais le mouvement n'a pas grandi. La page originale « restera ouverte comme document historique », c'est ce qui a été déclaré par les promoteurs dans un post qui invitait les sympathisants à migrer dans le nouvel espace. En l'état actuel, le groupe de l'après-NoBDay reste encore très actif. De nombreux posts politiques toujours en lien avec les thèmes de l'actualité sont publiés quotidiennement. Le résultat est un espace de débat politique ouvert dont le ton, toujours satirique et tranchant, est conforme avec l'esprit du réseau social. Les posts abordent des sujets

---

<sup>239</sup>Suite au *NoBerlusconiDay*, Berlusconi ne donna bien sûr pas sa démission. Il le fera par contre deux ans plus tard, en novembre 2011, submergé par les scandales, la crise économique et poussé par sa majorité devenue trop faible à la suite de scissions.

<sup>240</sup>À ce propos, il est possible de consulter *The Economist* et *Le Monde* en cliquant sur les liens suivants [http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story\\_id=15014270](http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story_id=15014270) [http://www.lemonde.fr/europe/portfolio/2009/12/05/succes-en-italie-pour-le-no-berlusconi-day\\_1276707\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/portfolio/2009/12/05/succes-en-italie-pour-le-no-berlusconi-day_1276707_3214.html) (dernière consultation 10/09/2013).

<sup>241</sup><https://www.facebook.com/popviola?ref=mf> (dernière consultation 10/09/2013).



politiques et proposent une critique ponctuelle de l'activité des législateurs. Le groupe est également organisé en petits comités locaux qui se réunissent physiquement et qui retranscrivent sur la page Facebook toutes les discussions et nouvelles décisions prises. Nombreuses sont aussi les discussions numériques hébergées directement sur le réseau social.

Au-delà de ces pratiques, le *Peuple des violets* semble avoir épuisé complètement son potentiel contestataire. Les instigateurs du mouvement l'avaient d'ailleurs précisé la veille de la manifestation avec un post publié sur Facebook : « Le rôle du Comité Promoteur du No Berlusconi Day atteint son objectif avec la manifestation de demain pour demander la démission de Berlusconi. Nous ne sommes pas un parti et nous refusons la logique du leader et de la personnalisation politique ». (« *Il ruolo del Comitato Promotore del No Berlusconi Day si esaurisce con il suo scopo, ossia con la manifestazione di domani per chiedere le dimissioni di Berlusconi. Non siamo un partito e ripudiamo la logica del leaderismo e della personalizzazione della politica* ».)

Ce collectif a tout de même eu le mérite d'avoir transmis un message important aux mouvements futurs. La principale mission politique des *violets* a en effet été de promouvoir un rapprochement entre le contenu de l'information politique et la vie quotidienne des citoyens. Comme il a été souligné par de nombreuses études sur le sujet (Buente et Robbin, 2008 ; Mossberger, 2009 ; Shelley, 2004 ; van Dijk, 2005), ces internautes ont mis l'accent sur l'importance du concept de « citoyenneté numérique » (*digital citizenship*) pour favoriser la libre formation et la circulation des opinions politiques et pour garantir la pertinence des contenus avec le vécu des citoyens. Cependant, l'analyse de cet événement a montré que la généralisation de ces nouvelles pratiques informationnelles est liée à une population bien définie qui, dans ce cas, correspond avec ce que nous pourrions définir comme la génération Facebook. Ce réseau social, qui encourage sans doute une libre circulation des idées, favorise aussi des phénomènes d'émulation et d'hystérie du clic qui n'avantagent pas forcément la formation d'une citoyenneté consciente et critique. Cette ambivalence de l'outil accentue l'écart qui sépare les idéaux affichés par les contestataires *violets* des pratiques effectives qui ont été encouragées par leur action.

Malgré la création d'un nouveau blog d'information, *Il viola Post*, et l'animation constante des pages Facebook, ce collectif, encore existant, n'a pas réussi à constituer un projet concret et à épouser une véritable identité politique. La participation au débat sur Internet peut-elle donc être considérée comme une arme à double tranchant ?

#### **4.3.8 Un espace de contestation temporaire : Réflexions conclusives**

Cette troisième étude renforce l'idée de l'émergence d'un nouveau modèle de la mobilisation numérique qu'on avait déjà commencé à deviner à l'issue de notre analyse de la campagne d'Obama. Si rapprocher un mouvement contestataire italien « anti-politique » d'une campagne présidentielle américaine, on ne peut plus politique, est un exercice périlleux et forcément limité tant les différences sont grandes, il faut tout de même reconnaître que les stratégies communicationnelles adoptées se sont révélées assez similaires. En soi, rien de surprenant dans la mesure où les instigateurs du *NoBDay* ont toujours reconnu s'être clairement inspirés de la première campagne du candidat démocrate. Le modèle de mobilisation tel qu'il a été conçu par le collectif italien, reposant essentiellement sur une structure organisationnelle souple et un espace informationnel autogéré par les militants et voué à stimuler la contribution de la part des autres internautes, a ainsi été calqué sur celui d'Obama. Cet espace, qui, dans le cas d'Obama, était intégré à la communication institutionnelle et qui, dans le cas du *NoBDay*, a pris les traits d'un « espace oppositionnel », constitue le noyau de l'action militante. C'est en son sein que l'information est produite, échangée et diffusée vers d'autres internautes qui, à leur tour, la partagent et se mobilisent pour la diffuser auprès de leurs réseaux. La manifestation du 5 décembre 2009 a donc été le fruit de cet enchaînement de pratiques info-communicationnelles. En ce sens, la dynamique collective est née de la rencontre d'un ensemble de pratiques individuelles, jusque là dispersées dans le réseau. Toutefois, contrairement au cas d'Obama, la mobilisation est partie ici d'une série d'actions qu'on peut définir comme spontanées, de la connexion presque fortuite entre des individualités qui partageaient une opinion politique et qui avaient juste besoin d'un cadre, d'une chance pour l'exprimer.

Ce constat renforce également notre conviction qu'en 2008, Obama a réussi à aspirer ce potentiel et à l'intégrer dans la logique électorale du parti. Sa stratégie a réussi à provoquer « volontairement » ce qui est arrivé spontanément en Italie. Dans les deux cas, le contexte politique a assumé une importance majeure dans le développement de l'action militante. Ce qui nous amène à penser en fin de compte que nous n'assistons pas à une « révolution numérique » mais plutôt à un ensemble d'initiatives ancrées dans des contextes historiques, politiques et sociaux particuliers qui trouvent, dans l'Internet, un espace dialectique, d'échange ou de rencontre. Ce qui est important dans ce processus est que les actions menées dans l'espace virtuel ne sont pas orientées par des aspects de nature technique mais plutôt par des représentations sociales qui s'avèrent fondamentales pour pouvoir convertir la pratique narcissique de Facebook en une pratique engagée. Dans son caractère puissant mais passager, le *Peuple des violets* ressemble aux nombreux mouvements sociaux qui ont choisi la toile comme base de recrutement et comme moyen de communication.

Cette expérience a révélé qu'Internet est devenu un lieu important pour la socialisation, le partage d'idées et l'énonciation de propositions politiques. Ce peuple met au centre du débat politique la vie et les aspirations des citoyens, il croit dans la mobilité des savoirs et surtout dans l'importance d'élaborer des nouveaux moyens délibératifs pour vivre la politique. Pendant que la presse papier ne cesse de perdre ses lecteurs, les internautes essaient de proposer de nouvelles formes, de nouveaux langages et savoirs qui pourraient enrichir la politique de demain. Le *NoBDay* a réussi à développer en très peu de temps des moyens communicationnels et organisationnels efficaces tout en devant se plier aux formats imposés par le réseau social Facebook. Toutefois, il a failli, peut-être presque volontairement, dans le processus de construction d'un projet politique durable. Cet aspect éphémère de l'action contestataire, le collectif italien le partage avec une multitude de mouvements nationaux et internationaux qui apparaissent et disparaissent, générant au début beaucoup d'enthousiasme mais, au final, souvent beaucoup de déception aussi. Le *NoBDay* est donc emblématique

d'une société fragmentée et individualisée qui, dans un contexte de crise idéologique, peine à retrouver le *sens* du combat. Passée la vague du *NoBDay*, cette communauté active et hétéroclite apparaît donc simplement comme un réseau d'intelligences sans parti. Cette conscience politique éclatée agit par tentatives, sait se mobiliser vite et massivement mais de la même manière peut aussi se retirer ; elle sait créer des espaces de contestation temporaires, militer à travers la production et l'échange d'information indépendante, expérimenter les outils, les formats et les langages médiatiques à disposition. Et, parfois, d'une manière surprenante, elle arrive à ouvrir des brèches dans les sphères du pouvoir.

En fait, pour *Le Peuple des Violets*, collectif emblématique d'une nouvelle forme de *militantisme par projet*, l'action prévaut sur l'idée de l'action (J. Ion, S. Franguiadakis, P. Viot, 2005). En effet, si ce groupe Facebook a réussi à fédérer les internautes et à les mobiliser dans un contexte politique particulier, il a en revanche failli dans la constitution d'un projet politique qui aurait pu ouvrir de nouveaux horizons à long terme. Si la généralisation des pratiques info-communicationnelles de l'Internet et le besoin d'échanger, de partager et de produire de l'information indépendante permet au nouveau militantisme de coordonner des événements d'une manière efficace, ces formes de mobilisation constituent souvent des expériences éphémères et ponctuelles. Est-ce le cas de tous les mouvements contemporains ? Il est encore difficile de le dire mais la suite de notre analyse, qui va consister à étudier le mouvement politique de Beppe Grillo né de l'activité de son blog, va montrer que certaines initiatives contestataires peuvent finalement aboutir à un projet politique durable et capable d'influencer la sphère politique officielle.

## 4.4 L'espace de la construction : Le blog de Beppe Grillo

### 4.4.1 Introduction au phénomène Grillo

Au cours des dernières années, la blogosphère italienne a connu une activité très intense au point de constituer progressivement une véritable alternative à la presse traditionnelle mais aussi aux organisations politiques du pays. Ainsi, en concomitance avec une période de forte instabilité politique, de nouvelles formes de débat et d'action contestataire ont émergé dans le pays. De l'explosion des tés de rue au début des années 2000 à la récente entrée au Parlement du *Mouvement 5 étoiles* fondé par Beppe Grillo, l'Internet protestataire a fait ses preuves et a réussi à s'imposer en tant que nouvel interlocuteur politique. Des actions de résistance symbolique à la création d'espaces de contestation temporaires, les nouveaux contestataires italiens ont expérimenté différentes approches militantes jusqu'à aboutir à la constitution d'un non-parti numérique engagé en première ligne dans le conflit politique. Ainsi, en démentant les théories selon lesquelles les nouveaux mouvements sociaux ne seraient plus intéressés à participer au processus politique (Melucci, 1982 ; 1988 ; Cohen, 1985 ; Touraine, 1981, Rucht, 1988), les collectifs contemporains se démontrent capables de défier les appareils des partis et d'élaborer des nouvelles formes de débat et de construction politique. En effet, le sentiment « anti-politique » qui est partagé par un grand nombre de groupes contestataires actuels a été à tort interprété comme un éloignement du domaine politique en sens large. En réalité, en continuant de s'adresser directement aux institutions et aux élites politiques conventionnelles (Van Dyke, Soule et Taylor, 2004), les mouvements sociaux restent ancrés dans le champ politique, considéré encore comme le terrain où se définissent les processus de changement social. Bien que la politique de l'État-Nation se fragilise progressivement face à l'emprise des marchés et des organisations internationales<sup>242</sup> (Della Porta et Tarrow, 2005), l'échec du mouvement altermondialiste semble avoir eu l'effet de recentrer les activités contestataires sur la politique nationale.

Ainsi, si le constat de désaffection citoyenne à l'égard de la politique peut être fait pour l'ensemble des sociétés occidentales, le contexte historique et politique italien a ceci de particulier que ce processus de désaffection se traduit paradoxalement par un regain d'intérêt pour la politique. Que ce soit la pauvreté du pluralisme des sources d'information ou la mainmise constante du pouvoir sur les *appareils* médiatiques, les causes de cette rupture ont toutes une partie de leurs racines dans les défaillances et la corruption de l'État italien. Si, face à cette situation, s'est généralisé un fort sentiment de méfiance vers l'action de la classe politique, d'un autre côté, elle a encouragé la recherche d'alternatives. La démocratisation d'Internet a permis une appropriation des moyens d'expression numériques de la part de la société active qui s'est traduite par une effervescence croissante de l'activisme en ligne. Seul à échapper au contrôle politique, l'*espace public* numérique est de la sorte devenu un moyen de mobilisation puissant et un terrain propice à la formation de nouveaux mouvements sociaux. Ainsi, plus la classe politique était délégitimée par les scandales judiciaires et l'état de la corruption, et plus les mouvements italiens essayaient de se démarquer de l'appareil d'État et d'élaborer des nouveaux modèles d'activismes.

C'est donc dans un contexte de forte défiance citoyenne à l'égard de la politique traditionnelle que maintes initiatives ont vu le jour au cours des dernières années dont certaines ont connu

---

<sup>242</sup> De nombreux chercheurs expliquent que le mouvement altermondialiste est le produit d'un ensemble de transformations macro-structurelles correspondant à la mondialisation économique, à la transformation des communications, au déclin de l'État-nation et à l'émergence d'une sphère publique transnationale (Della Porta et Tarrow, 2005; Sommier, Fillicule, Agrikoliansky, 2008). L'action conjointe de ces facteurs déterminerait le développement de ce que Della Porta et Tarrow définissent comme un système d'« internationalisme complexe » qui implique de nouvelles menaces mais aussi de nouvelles opportunités pour les acteurs collectifs (Della Porta et Tarrow, 2005).

un développement retentissant. Parmi tous ces mouvements<sup>243</sup>, émerge l'organisation politique liée au blog de Beppe Grillo. Né pour stimuler la participation politique par le bas, ce projet a montré sa capacité d'animer et élargir le débat public et de faire coïncider l'action informationnelle et militante sur le web avec la mobilisation de terrain.

En effet, le comique activiste a réussi à faire converger le désenchantement d'une large partie de citoyens vers la création d'un nouveau projet politique qui a élu la sphère d'Internet comme principal lieu de socialisation politique et d'élaboration de l'action collective.

Son projet de politique participative en ligne a débuté au début des années 2000 par le biais de la création de collectifs locaux (nommés « Les amis de Beppe Grillo » ou les « Grillini ») qui coordonnaient des événements protestataires à travers le réseau *MeetUp*. Ce réseau social, plus populaire aux États-Unis qu'en Europe, avait été également exploité dans la campagne d'Howard Dean pour favoriser l'organisation du travail des volontaires. L'action de ces collectifs numériques consistait à défendre l'environnement et les biens communs ainsi qu'à exercer un contrôle citoyen de l'activité des dirigeants politiques. Du virtuel au réel, l'objectif principal de Beppe Grillo a toujours été celui d'encourager les citoyens à participer à la gestion de la *chose publique* et à en dénoncer les abus. Ce projet commença à se préciser en 2005 à travers le lancement d'un blog satyrique devenu en quelques années l'un des blogs les plus lus au monde. En 2009, la constitution d'une communauté active autour du blog détermina la naissance d'un véritable mouvement social qui a très rapidement été capable d'accéder au pouvoir. En effet, les résultats des élections municipales du 6 et 7 mai 2012 qui avaient vu le mouvement de Grillo atteindre 8,2 % des votes, avaient officiellement inauguré l'entrée de l'organisation numérique dans la sphère politique italienne. Seulement quelques mois après, en février 2013, le *Mouvement 5 étoiles*, qui participait alors pour la première fois aux élections législatives, a obtenu le plus grand nombre de votes acquis individuellement par un parti à la Chambre des députés. Ce phénomène représente donc à la fois une nouveauté et une anomalie dans la sphère du militantisme en ligne.

Si les initiatives politiques en ligne apparaissent généralement liées à des causes spécifiques (comme la lutte contre les mesures d'austérité pour le mouvement des *Indignés* en Espagne) ou alors fondées sur des collectifs nettement séparés du système politique (comme les *Anonymous*), le mouvement de Grillo a réussi à développer un projet durable visant à déstabiliser les équilibres de pouvoir du pays.

En effet, pour ces nouveaux militants, il ne s'agit pas uniquement de désertir l'espace médiatique officiel (comme dans le cas du mouvement des *Telestreet*) ou d'encourager l'organisation d'événements ponctuels (comme dans le cas du *NoBDay*). Le mouvement de Grillo constitue bien plutôt une véritable organisation numérique et militante qui se projette dans l'avenir en visant à moyen terme la conquête du pouvoir politique. Bien que les autres mouvements n'aient pas abouti à la création d'une forme stable de militantisme citoyen, les mécanismes de mobilisation du mouvement de Grillo manifestent toutefois des similarités avec le modèle de mobilisation développé par le *Peuple des violets* et le réseau des *Telestreet*. Conformément aux autres cas pris en examen, le blog, en tant qu'espace info-communicationnel principal, revêt une fonction charnière : il rassemble les militants, leur donne les outils pour déployer une action informationnelle et favorise l'engagement au niveau local. En partant d'une description synthétique de la structure de la blogosphère italienne, nous allons donc procéder à la reconstitution du phénomène Grillo et de son modèle de mobilisation. L'analyse de cette organisation, représentant l'une des expériences militantes les plus abouties dans le cadre de l'Internet militant, nous permettra de mener une réflexion conclusive autour de l'émergence des nouvelles approches à la mobilisation politique.

---

<sup>243</sup> Au début des années 2000, nous avons assisté à l'explosion du phénomène des télés de rue, en 2009, *Le Peuple des violets*, un groupe créé sur Facebook, a été à l'origine du No Berlusconi Day. En juin 2011, la blogosphère et les collectifs citoyens en ligne ont eu un poids déterminant sur la victoire du « Oui » lors d'un référendum qui a sanctionné les projets de loi du gouvernement Berlusconi.

#### 4.4.2 Le rôle de la blogosphère dans le contexte informationnel italien

Beppe Grillo, l'un des blogueurs les plus célèbres au monde, occupe une place particulière à l'intérieur de la blogosphère italienne. Etant donnée la vitesse à laquelle son blog s'est imposé dans le contexte italien de l'information en ligne, nous avons voulu comprendre à quels besoins spécifiques le blog avait répondu et comment les italiens utilisent les différentes sources numériques pour s'informer au quotidien. Nous avons alors interrogé les observatoires de recherche pour comprendre le rôle occupé par la blogosphère italienne dans le contexte plus large de l'offre d'information politique en ligne. En première instance, il a été intéressant de consulter le bilan sur la blogosphère italienne publié dans la revue *Wired* par le blogueur italien Vincenzo Cosenza (Vincos)<sup>244</sup>.

Cosenza a utilisé le principe du *PageRank* de Google (permettant de mettre en évidence la typologie des blogs les plus visités) pour recréer la structure de la blogosphère italienne. Comme point de départ, Cosenza a utilisé le classement des 500 blogs les plus lus établi par *Blog Babel* en avril 2011 où Beppe Grillo occupait la première place. En repérant les liens entrants et sortants pour chaque blog, il a identifié 1980 blogs nodaux<sup>245</sup> qui ont été analysés et visualisés avec *Gephi*<sup>246</sup>. L'enquête lui a permis de classer les différents blogs par rapport au statut des éditeurs et au type de contenu publié. En ce qui concerne le contenu, Cosenza révèle que les blogs les plus nombreux (1448) correspondent à des pages personnelles. Ensuite, 194 blogs font partie du réseau nanopublishing (Blogo, Blogosfere, Nanopress, Isayblog!, etc...), 53 sont les blogs de professionnels hébergés dans les sites de leurs journaux (*L'Espresso*, *La Stampa*, *Il Sole 24 Ore*, etc...) et, enfin, 68 blogs sont liés à la presse en ligne. Parmi les blogs les plus cités, outre la plate-forme de Beppe Grillo, nous retrouvons *Il Post* (le premier blog italien d'actualité), *Tvblog*, *CineBlog*, *Wittgenstein* (maintenant intégré dans la plateforme de *Il Post*), *Piovono Rane* (lié à *L'Espresso*), *ManteBlog* (à contenu généraliste), *Giornalettissimo* (faisant partie du réseau *Liquida*). Un premier commentaire qui peut être fait de l'état de la blogosphère telle que Vincenzo Cosenza l'a photographiée concerne l'importance accordée à l'actualité, qu'elle soit politique, culturelle ou généraliste. L'actualité constitue, en effet, la thématique la plus recherchée et citée par les lecteurs des blogs. Un autre constat important concerne la primauté des nouvelles expériences éditoriales par rapport aux blogs reliés à la sphère des médias traditionnels. Mise à part la présence de quelques expériences réussies par les journaux, comme dans le cas de « Piovano rane » de *L'Espresso*, la plupart des blogs nodaux que nous avons cités plus haut est constituée par des initiatives indépendantes. Parmi ces nouveaux projets, deux blogs en particulier émergent du fait du nombre important de leurs lecteurs et de liens créés sur la toile. Il s'agit de *Il Post*, blog d'actualité créé par un groupe de jeunes diplômés, et *Manteblog*, animé par un intellectuel extérieur au monde de la presse.

Si, d'un côté, le réseau Internet reproduit les mécanismes de concentration de l'audience propres à la communication de masse, de l'autre, précisément à partir des nouvelles possibilités d'auto-publication, il encourage également un processus de morcellement des espaces informationnels et de multiplication des sources indépendantes et alternatives d'information. Or, dans des contextes politiques et culturels donnés, ces sources peuvent acquérir une dimension particulière, répondre à une demande citoyenne et donc rentrer en concurrence directe avec les sources officielles. Dans le cas de l'Italie, le degré de méfiance des italiens à l'égard de l'information officielle est à la hauteur de la popularité des blogs qui traitent l'actualité politique. Dans la cartographie présentée ci-dessous, nous pouvons remarquer que les blogs d'actualité politique (représentés par le point orange) constitue le nœud le plus connecté à l'intérieur de la blogosphère italienne. Puisque leur activité est essentiellement militante et pas seulement informative, l'univers du blogueur Beppe Grillo ainsi que celui

<sup>244</sup><http://vincos.it/2011/12/02/la-blogosfera-italiana-quinta-ed-ultima-parte/>

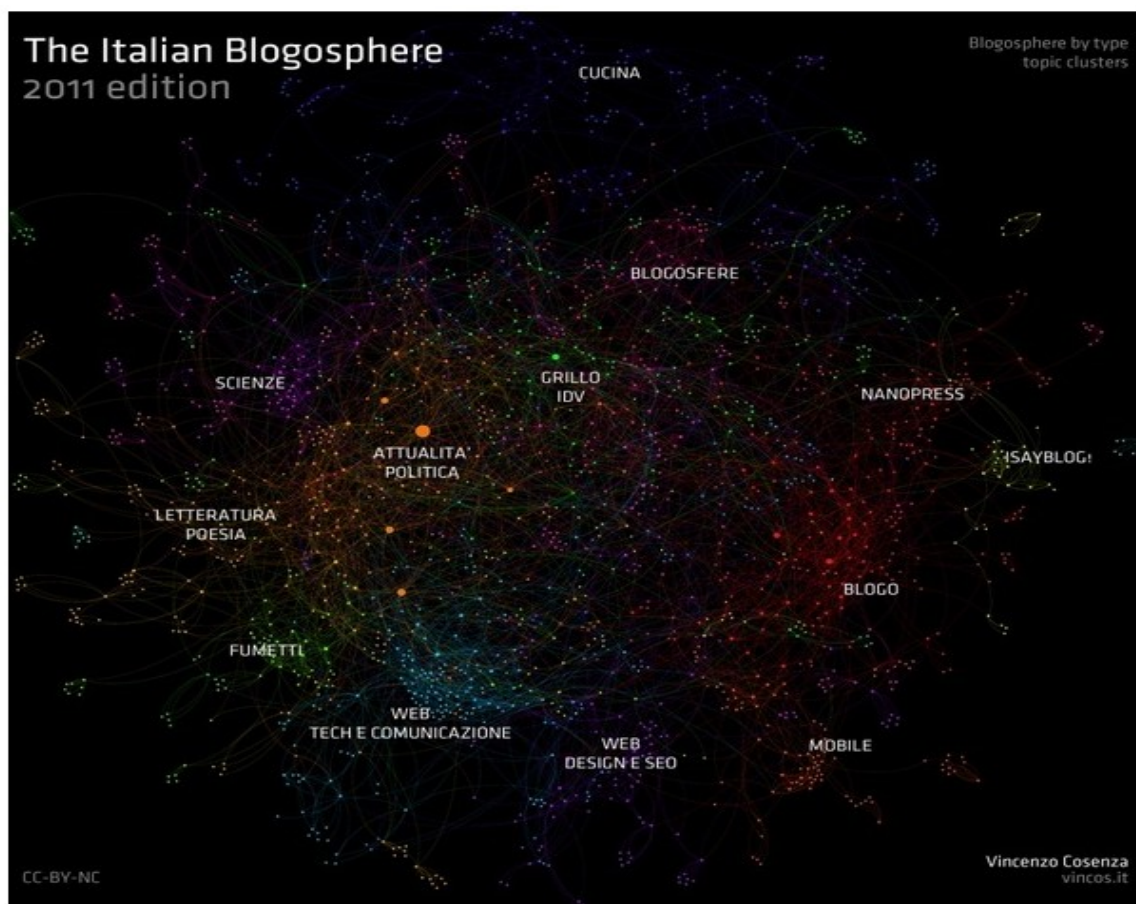
Version anglaise <http://vincos.it/the-italian-blogosphere/> (dernière consultation 02/08/2013).

<sup>245</sup> Parmi ces blogs, 217 étaient inactifs au moment de l'enquête.

<sup>246</sup> <http://gephi.org/>

d'Antonio Di Pietro (secrétaire du parti de « L'Italie des Valeurs ») ont été séparés des autres blogs et considérés comme une sphère *sui generis* (indiquée dans la carte par le point vert).

**Image 1 - Cartographie de la structure de la blogosphère italienne en 2011**

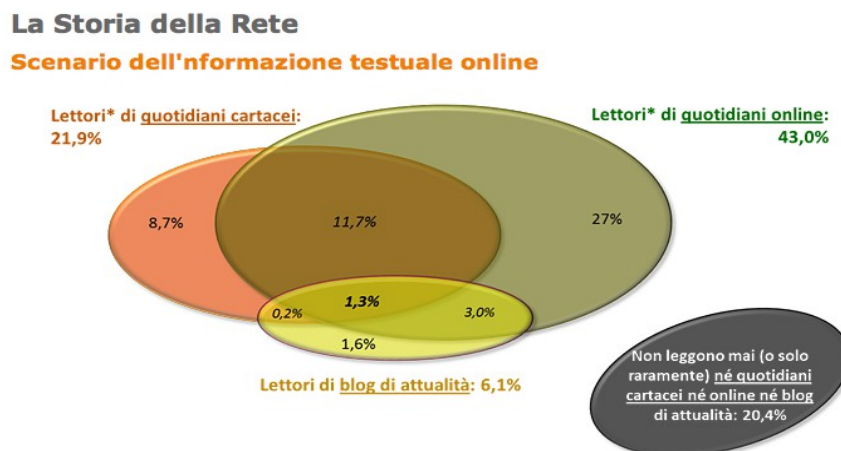


Source : Vincos.it

Ce besoin en information indépendante est confirmé également par d'autres travaux récents. Selon l'analyse commandée à *Human Highway*<sup>247</sup> par *Liquida*, en Italie, les lecteurs des blogs seraient à présent plus nombreux que les lecteurs de la presse papier.

<sup>247</sup>Cette enquête considère les lecteurs qui déclarent consulter la source en question au moins quatre fois par semaine. <http://www.humanhighway.it/>

**Image 2 - Répartition des consommateurs d'information entre les quotidiens papier, les quotidiens en ligne et les blogs d'actualité.**



Source : Human Highway (<http://www.humanhighway.it/page/prodotti/storiarete.html>)

Les résultats de cette enquête montrent que 43 % des lecteurs consultent des quotidiens en ligne alors qu'ils ne sont plus que 21,9 % à lire la presse papier. Les lecteurs des blogs d'actualité sont évalués à 6,1 % (en légère diminution par rapport aux années précédentes) tandis que les lecteurs des blogs en général correspondent à 23,4 % de la population en ligne qui s'élève, selon l'analyse de *Liquida*, à 25,5 millions d'individus (presque la moitié de la population totale du pays). Si le dépassement de la presse papier par la presse en ligne est devenu un lieu commun, la donnée importante à retenir ici est la supériorité du nombre de lecteurs de blogs (23,4%) par rapport à celui de la presse papier (21,9%). Ces résultats montrent que nous sommes à un tournant important dans l'évolution des pratiques informationnelles en Italie où, désormais, les communautés de la blogosphère semblent être plus nombreuses que les lecteurs de la presse papier. Au niveau des tendances plus générales, l'analyse de *Liquida* montre aussi que les internautes sont de plus en plus ouverts à l'information produite par les blogueurs, considérée souvent comme plus libre et indépendante.

Les théories sur le comportement informationnel suggèrent que la recherche d'informations est la conséquence d'un besoin préalable de l'utilisateur en sources d'information formelles ou informelles. Cette recherche d'informations pertinentes varie en raison de facteurs culturels, sociaux ou même politiques. L'ensemble de nos travaux montre que la multiplication des sources et des approches à l'information impose de nouveaux enjeux aux études des pratiques informationnelles, précisément en vertu de la complexité croissante de l'offre et des processus de production de l'information.

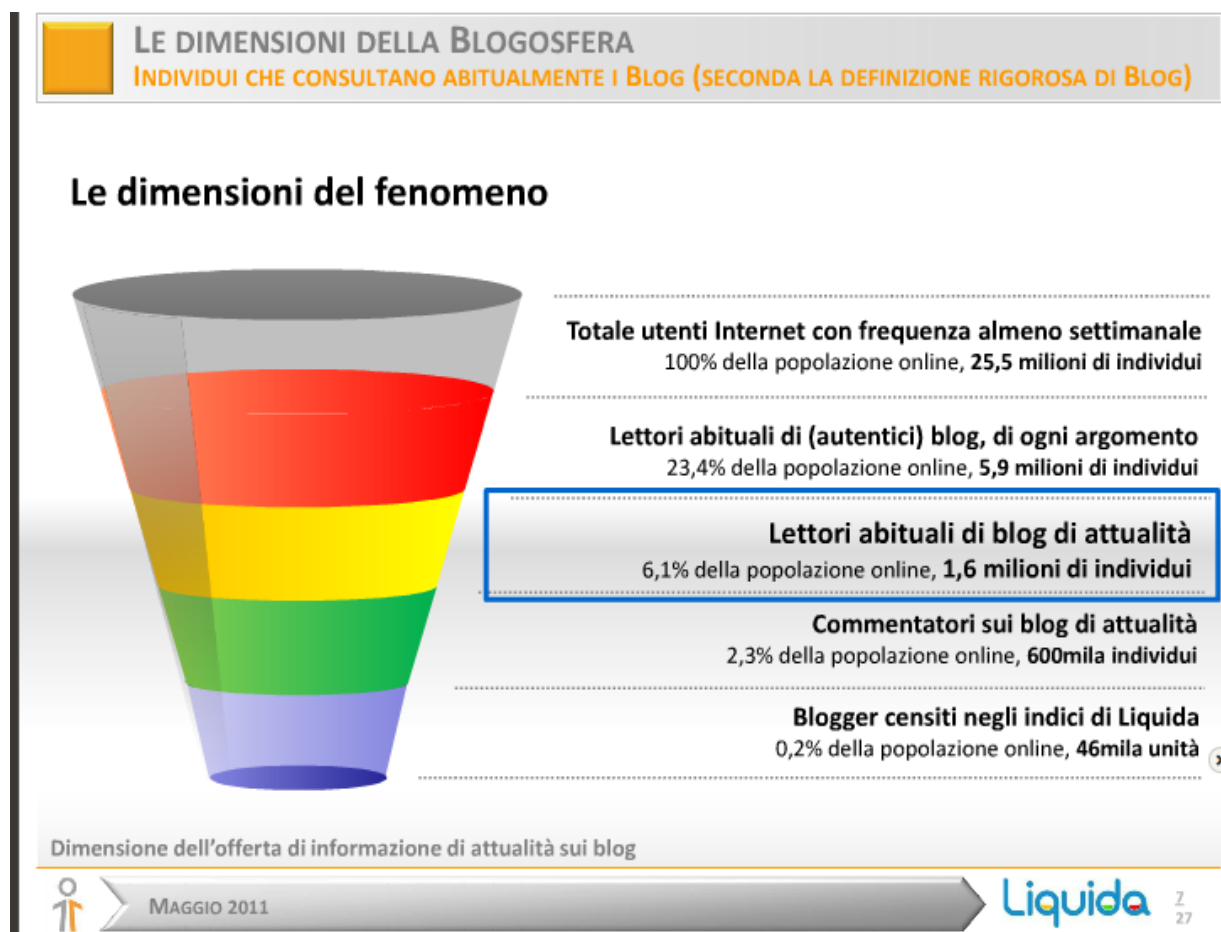
Les procédures et les moyens de communication qui encadrent l'information et le débat politique en Italie doivent alors être considérés comme des éléments qui caractérisent certaines communautés d'utilisateurs dans des contextes politiques précis. En effet, le réseau Internet ne se limite pas à offrir un nouveau cadre de production et de diffusion de l'information mais offre à ces nouveaux militants des arènes où ils peuvent déployer ce que Foucault appelle « les savoirs des gens » (Foucault, 1997). Ces savoirs et ces pratiques doivent être reliés à l'univers des valeurs du champ militant et ils ne peuvent pas être considérés comme des tendances générales. Les données qui concernent la participation active dans la création de contenus confirme cette spécificité des pratiques informationnelles des militants. Selon *Human Highway*<sup>248</sup>, en 2011, les internautes qui commentaient régulièrement les blogs représentaient

<sup>248</sup> L'enquête est consultable à la page <http://www.slideshare.net/sgulizia/analisi-informazione-onlineitalia2011>



2,3 % de la population en ligne, soit seulement six cent milles individus, tandis que les blogueurs recensés ne correspondaient que 0,2 % de la population en ligne. Cela veut dire que même des espaces ouverts à la discussion et à l'interaction ont tendance à reproduire une forme plutôt passive de consommation. Certes, les internautes peuvent envoyer les articles à leur réseau, les publier sur leur profil Facebook ou appuyer sur le bouton « J'aime » mais ces opérations, tout en facilitant la circulation de l'information indépendante, ne participent pas réellement à l'élargissement et à la revitalisation du débat public.

**Image 3 – Les usagers de la blogosphère : lecteurs habituels des blogs, lecteurs des blogs d'actualité, commentateurs des blogs d'actualités et blogueurs.**



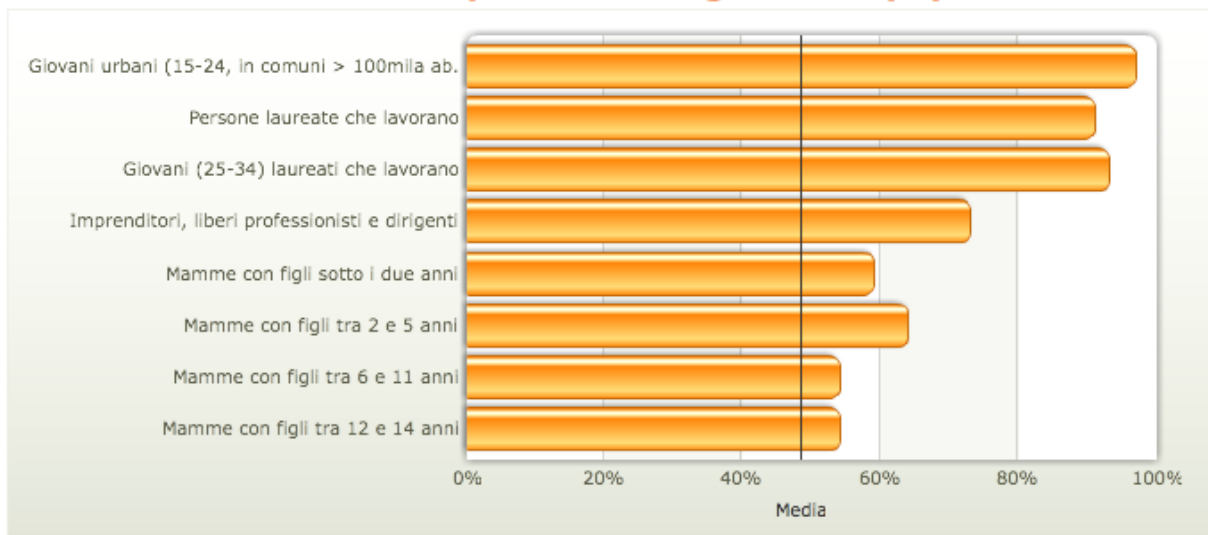
Source : Human Highway (<http://www.slideshare.net/sgulizia/analisi-informazione-onlineitalia2011>)

Bien que la pénétration d'Internet ait connu des vagues d'augmentation remarquables, ces données confirment aussi la présence d'une certaine fracture numérique concernant les différents usages (passifs ou actifs) des plate-formes interactives. Cette hybridation de modèles anciens et nouveaux a été brillamment décrite par Bernard Miège. Selon Miège, le modèle dominant reste celui des médias audiovisuels. Les internautes n'exploitent pas vraiment tout le potentiel interactif de la toile et suivent le module du lecteur-spectateur, aujourd'hui intégré dans un univers de pratiques individualisées et coopératives (B. Miège, 2010). Toutefois, la véritable fracture numérique concerne avant tout la différenciation des catégories sociales qui utilisent Internet. Comme montré par l'image 4 ci-dessous, la pénétration du réseau Internet est plus élevée parmi les jeunes urbains ayant entre 15 et 24 ans, les travailleurs diplômés, les jeunes diplômés sans emploi, les cadres, les entrepreneurs et les professions libérales.

**Image 4 – Pénétration d'Internet dans les différents segments de la population italienne**

**La Storia della Rete**

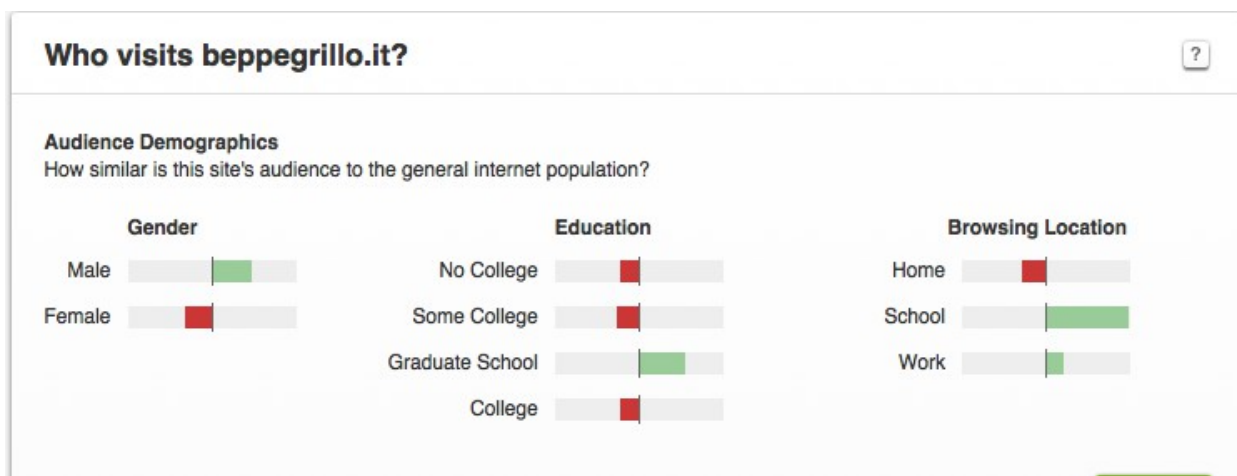
**Penetrazione della Rete in particolari segmenti di popolazione**



Source : Human Highway (<http://www.slideshare.net/sgulizia/analisi-informazione-onlineitalia2011>)

Comme le montre le tableau ci-dessus, la population active sur Internet n'est pas un reflet fidèle de la population générale en cela que les catégories sociales qui la constituent majoritairement sont au final peu nombreuses et spécifiques. En effet, cette « base sociale » de l'Internet se caractérise par un niveau d'éducation très élevé et un âge compris entre 25 et 45 ans qui correspond d'ailleurs également au profil des usagers du blog de Grillo fourni par Alexa.

**Image 5 – Informations démographiques sur l'audience du blog de Beppe Grillo**



Source : Alexa

D'autres enquêtes portant sur les catégories sociales des militants de Beppe Grillo confirment cette tendance. Selon une recherche conduite par un groupe de chercheurs et de doctorants de la Faculté d'Économie « G. Fuà » d'Ancone<sup>249</sup>, le militant « grillino » archétypique est plutôt jeune (37 % des militants ont entre 26 et 35 ans et 26,1 % ont entre 36 et 45 ans), de sexe masculin, hautement diplômé (29,4 % ont un master universitaire), bénéficie d'un niveau d'accès optimal à l'information (43,9 % lisent tous les jours la presse) et a une culture informatique conséquente. Sur le plan de l'engagement politique, cette enquête révèle également que la majorité des *Grillini* déclare n'appartenir à aucun parti (61,2 %) mais adhérer à des mouvements sociaux variés (21,2 %). Loin de la figure du militant soumis à l'autorité de son leader, 47,3 % des personnes interrogées considère que le « *leaderisme* » crée des entraves au développement d'une participation démocratique par le bas qui est considérée comme le principal objectif du mouvement. Le débat interne qui continue à enflammer le mouvement est en effet toujours axé sur l'ambivalence entre l'éthique de la participation et le modèle de leadership charismatique incarné par Grillo. Ce débat s'est intensifié récemment à la suite de récentes expulsions des membres du mouvement qui avaient osé s'opposer au « chef ». Bien que le blogueur ait récemment proposé de voter en ligne pour l'expulsion ou le maintien d'une élue *5 étoiles* qui avait critiqué ses méthodes, ce point reste très problématique et suscite encore l'inquiétude d'une partie de la base. Il est donc indispensable de s'interroger autour de la nature paradoxale de l'éthique de la participation ainsi qu'elle a été formulée par le *Mouvement 5 étoiles* et de l'effective compatibilité des outils numériques adoptés avec les mécanismes de délibération par le bas que ce nouveau sujet désire mettre en œuvre.

#### 4.4.3 Genèse et développement du phénomène « Grillo »

Avant son entrée fracassante dans le monde de la communication électronique, Beppe Grillo a été un comique italien qui s'est fait connaître grâce à la télévision. Connu pour ses satires politiques féroces et ses expressions grossières, il débuta sur les plateaux télévisés au cours des années 1970 et 1980 en participant aux émissions de pointe de la télévision publique.

Cependant, dans les années 1990, Grillo commença à se radicaliser : il passa du petit écran au théâtre et anima des spectacles très polémiques qui pointaient du doigt le désastre écologique et la corruption de la classe politique italienne. Suite à l'explosion du scandale judiciaire « Mains propres », le nouveau conseil d'administration de la Rai proposa de le réintégrer en lui donnant un espace télévisé où il pourrait s'exprimer librement dans des monologues criés. Le *Beppe Grillo Show*, qui révéla au grand public son nouveau personnage enragé, constitua également sa dernière apparition télévisée. Définitivement interdit d'antenne, Grillo lança en janvier 2005 un blog qui devint très vite une source incontournable dans le paysage de l'information politique du pays. Classé à la neuvième place des blogs les plus visités au monde en 2008 par *The Observer*, et à la septième en 2009 par *Forbes*<sup>250</sup>, il constitue aujourd'hui le « siège » officiel du *Mouvement 5 étoiles*. Le blog a obtenu plusieurs formes de reconnaissance numérique comme le prix de *Il Sole 24 Ore* (le quotidien économique le plus influent en Italie) qui, en 2005, l'a proclamé le meilleur site web italien dans la catégorie « News et informations ». La même année, le blog a été élu « héros européen » dans le domaine de la communication publique par l'édition européenne du *Time*.

<sup>249</sup> Le groupe de recherche a interrogé 142 *meet-up* de Grillo à l'aide d'un questionnaire posté en ligne.

<sup>250</sup> Les classements de *The Observer* et de *Forbes* peuvent être consultés respectivement à la page <http://www.guardian.co.uk/technology/2008/mar/09/blogs> et à la page [http://www.forbes.com/2009/01/29/web-celebrities-internet-technology-webceleb09\\_0129\\_land.html](http://www.forbes.com/2009/01/29/web-celebrities-internet-technology-webceleb09_0129_land.html) (dernière consultation 10/08/2013).

Alimenté quotidiennement par une équipe de professionnels, le blog traite de thèmes variés de l'actualité politique et économique. Toutefois, le blog de Grillo n'a pas uniquement un but informatif dans la mesure où il constitue l'instrument principal par lequel le comique-blogueur essaie de sensibiliser les citoyens autour de certains thèmes et d'encourager une forme de mobilisation par le bas. En effet, depuis le début de son expérience numérique, Grillo a manifesté une attention particulière aux problématiques liées à l'environnement, aux failles du processus représentatif, à la corruption de la classe politique et aux thèmes liés à la liberté de la presse.

Promoteur d'initiatives qui soutiennent une forme de démocratie directe, il utilise le réseau pour contourner le filtre des *gatekeepers* traditionnels et pour favoriser la mobilisation et le changement social. Dans sa vision de la société, la publication d'informations indépendantes sur le web et la promotion du savoir et du journalisme citoyen sont les seuls moyens de s'émanciper et d'avoir une prise sur la réalité. Son activité sur le blog a été accompagnée par la promotion de nombreux débats sur le réseau *Meetup* et par la création de mouvements locaux nommés *Gli amici di Beppe Grillo*, à travers lesquels Grillo a réussi à mobiliser un grand nombre de citoyens, à les faire échanger et à organiser des manifestations populaires. La déception provoquée par une classe politique fermée et auto-référentielle a amené le blogueur à s'engager de plus en plus dans l'activité politique en donnant vie au mouvement des *Grillini* et à de nombreuses listes civiques visant à faire court-circuiter le modèle représentatif par le biais de la promotion d'une forme de participation directe au processus décisionnel.

Le 8 septembre 2007, dans différentes villes italiennes et devant un certain nombre d'ambassades italiennes à l'étranger, eut lieu le *Vday* (*Vaffanculo Day*). Cet événement est considéré comme le premier cas de contestation politique développée et promue exclusivement à travers Internet. Comme nous l'avons déjà souligné, cette manifestation a inspiré les organisateurs du *NoBDay*. Pendant le *Vday*, le comique récolta 350 000 signatures pour la proposition de trois lois d'initiative populaire visant à interdire l'activité parlementaire pour les personnes ayant eu des condamnations judiciaires, à fixer la durée maximale du mandat parlementaire à deux législatures et à proposer une forme d'élection directe des candidats au Parlement. C'est à partir du *VDay* que les médias italiens ont commencé à s'intéresser au phénomène Grillo. En négligeant la portée politique du mouvement, les principaux médias se sont d'abord concentrés sur la description d'un phénomène presque folklorique dont ressortait avant tout le caractère exacerbé et grossier du personnage. Le directeur de *La Repubblica*, Eugenio Scalfari, dans un article publié en 2007 et intitulé « L'invasion barbare de Grillo » parlait du "Grillisme" comme d'une sorte de dictature du protagonisme. En utilisant des concepts tels qu'anarcho-individualisme ou encore des expressions plus classiques décrivant l'individu réduit et fusionné à la masse, l'idée finalement très patricienne de Scalfari se basait sur le refus que la plèbe puisse se substituer au processus politique et démocratique traditionnel<sup>251</sup>. Le traitement négatif des médias, se manifestant unanimement tant dans la presse de droite que dans la presse de gauche, peut s'expliquer par la nature anti-parti du mouvement de Grillo. Cette attitude de rejet à l'égard de la politique officielle s'est accentuée au fil du temps en déterminant ce que les journalistes ont défini comme l'émergence de l'anti-politique". Si dans l'évaluation du journaliste de *Repubblica* nous pouvons admettre un fond de vérité, son analyse ne prend toutefois pas en compte l'ensemble des facteurs qui, au-delà du phénomène Grillo, ont encouragé l'intensification de l'esprit anti-politique au sein de la société civile. Le succès de Beppe Grillo découle précisément de cette rencontre réussie entre son charisme et la soif de justice de citoyens devenus politiquement cyniques et de plus en plus méfiants à l'égard des institutions. En ce sens, c'est exactement ce phénomène de méconnaissance et de mépris pour le peuple plébéien, qu'il soit virtuel ou physique, de la part de la presse et des partis au pouvoir qui a enclenché l'émergence du *Grillisme*.

---

<sup>251</sup>L'article de Scalfari peut être consulté à la page (<http://www.repubblica.it/2007/08/sezioni/cronaca/grillo-v-day/invasione-grillo/invasione-grillo.html> (dernière consultation 10/08/2013).

Les avertissements et les critiques des médias et des représentants de la classe politique n'ont toutefois pas arrêté l'avancée du comique. Au contraire, plus le système de communication officiel le représentait comme un danger pour la démocratie, et plus sa démarche et ses actes étaient légitimés aux yeux des ses partisans. Le comique continua donc son activité jusqu'à la constitution d'un véritable projet politique voué à déstabiliser le système des partis. En effet, le 8 mars 2008, se déroula à Florence la première rencontre officielle des listes civiques qui aboutit à la rédaction de la « Charte de Florence », censée fixer les points du programme politique du mouvement. Le 12 juillet 2009, Grillo annonça sur le blog sa candidature aux primaires du parti démocrate (la principale force politique de la gauche italienne). En réponse, la Commission Nationale de Garantie du PD refusa l'inscription du blogueur au parti, condition nécessaire pour pouvoir se présenter aux primaires. En réalité, cette provocation a permis à Beppe Grillo de dévoiler la logique conservatrice et exclusive du PD qui, de son côté, considérait que le blogueur, se reconnaissant dans des mouvements ouvertement opposés au parti, était incompatible avec ses valeurs. L'impossibilité de participer au processus institutionnel l'amena à fonder son propre mouvement politique, *Il MoVimento 5 Stelle* (*Le Mouvement 5 étoiles*), présenté au public le 4 octobre 2009 au théâtre *Smeraldo* de Milan.

Dans un axe temporel de quatre ans, le mouvement numérique est donc passé du web aux hautes sphères du pouvoir politique. Le *Mouvement 5 étoiles* constitue aujourd'hui la principale force d'opposition au Parlement italien et essaie de continuer sa lutte, non sans contradictions, en agissant à l'intérieur du système.

Grâce à son succès et à la capacité de développer un projet qui résiste et évolue dans le temps, le phénomène Grillo est un cas presque unique dans le paysage du militantisme en ligne. Nous chercherons donc à comprendre les facteurs ayant favorisé la croissance du mouvement et les mécanismes qui ont permis son passage de la toile à la Cité et du champ militant à la sphère de la politique institutionnelle.

#### **4.4.4 Un projet éditorial militant : la montée en puissance du mouvement**

Le blog de Beppe Grillo constitue le principal outil communicationnel du réseau des militants et le lieu où convergent toutes les activités liées au mouvement. La société *Casaleggio Associati* est chargée de la gestion informatique et graphique du blog et de l'optimisation de la présence de Grillo dans les autres réseaux sociaux (Youtube, Facebook, Twitter et Google Plus). Le blog est donc le résultat d'un travail professionnel, clairement orienté par une équipe éditoriale, mais ouvert à tous. L'espace principal du débat se situe à gauche de la page où une moyenne de trois posts publiés quotidiennement dirigent les thèmes et le ton de la confrontation. Ces articles peuvent être signés par Grillo lui-même, par des spécialistes invités ou par de simples internautes dont l'équipe éditoriale a sélectionné les commentaires. La publication des posts et des vidéos est également visible sur la chaîne Youtube et sur les comptes des autres réseaux sociaux qui, en élargissant les modalités de débat et de diffusion de l'information, font office de caisse de résonance à l'espace principal. De nombreux militants et de simples sympathisants utilisent activement tous ces outils et passent du débat politique à l'action militante, de la critique sévère des institutions à la proposition de nouvelles formes de participation politique par le bas.

Contrairement aux sites des partis traditionnels, offrant une présentation du parti et de son programme et un espace distinct dédié à l'action des militants, sur le blog de Grillo, les commentaires des usagers constituent la source principale de production de contenu. De cette manière, la gestion verticale des contenus publiés par la rédaction se mêle avec des modalités de participation horizontale permettant à la communauté d'échanger des idées, de promouvoir des initiatives et de leur donner une visibilité.

## Image 6 – Copie d'écran du communiqué politique n° 20

# Comunicato politico numero venti



Copie d'écran du blog de Beppe Grillo [www.beppegrillo.it/movimento](http://www.beppegrillo.it/movimento) – 18/08/2013

La structure du blog permet de distinguer l'espace dédié à la discussion autour de l'actualité politique (espace central de socialisation et de fidélisation des militants) et l'espace dédié à la communication et à l'action militante (la section dédiée au *Mouvement 5 étoiles*).

À l'intérieur de cette deuxième section, nous avons accès aux communiqués politiques publiés généralement par le blogueur dans des moments cruciaux de la vie politique italienne. Cet espace constitue un élément précieux pour reconstituer l'histoire et le développement du mouvement. Les outils d'archivage mis à disposition dans le blog permettent de mener une variété d'analyses détaillées sur le contenu et le fonctionnement du blog. L'attention portée à la conservation historique des documents concernant le mouvement témoigne également d'une volonté précise de la part de ses créateurs de vouloir laisser des traces, de vouloir contribuer à écrire les pages de l'histoire de la contestation. Cette volonté est d'ailleurs partagée par les trois mouvements italiens.

En parcourant la totalité des communiqués politiques publiés dans le blog, nous avons pu reconstituer les étapes de l'activité politique du mouvement de ses débuts à nos jours. Entre 2008 et 2013, ont été publiés cinquante-trois communiqués politiques rédigés dans les moments-clés de l'activité du mouvement<sup>252</sup>. En avril 2008, les listes civiques soutenues par Beppe Grillo se sont présentées pour la première fois aux élections municipales. Dans le premier communiqué, Grillo rappelle les activités politiques conduites par le mouvement et ses objectifs principaux. Parmi les premières revendications, nous retrouvons les lois populaires visant l'introduction de limitations dans les critères d'accès à la fonction publique. Connues sous le nom de « Parlement propre », les propositions de lois du mouvement visaient à interdire définitivement les personnes condamnées judiciairement (notamment pour corruption) de se présenter aux élections législatives, à réduire l'activité politique à un maximum de deux mandats parlementaires pour qu'elle ne soit plus une carrière à vie et, enfin, à modifier la loi électorale pour donner la possibilité aux électeurs de choisir directement les députés de leur circonscription. Ces propositions de lois, ignorées pendant longtemps par le Sénat, furent signées par 350 000 italiens lors du premier V-day (*Vaffanculo*

<sup>252</sup>Les communiqués politiques peuvent être consultés à la page <http://www.beppegrillo.it/movimento/comunicati-politici.html> de l'espace du blog dédié au mouvement.



day). Suite à cette première action contestataire, Grillo s'est engagé dans d'autres initiatives touchant, cette fois, les thématiques liées à la liberté d'information. À ce sujet, il a proposé trois référendums visant l'abolition de l'ordre des journalistes, du financement public de la presse et du « Texte Unique » sur le système radiotélévisé (contenu dans la « loi Gasparri ») et qui, en citant ses propres paroles, « soumettait l'information aux intérêts des partis politiques et du groupe Mediaset ».

Dans ce premier communiqué, il annonce également le déroulement du *V2day* qui s'est tenu à Turin le 25 avril 2008. Nous retrouvons déjà ici l'objectif politique qui caractérisera toutes les batailles futures : la substitution des mécanismes de la représentativité par une forme de démocratie plus participative et l'importance accordée à l'indépendance de la presse pour la vie démocratique. En se révoltant contre les privilèges de la *caste*<sup>253</sup>, l'immunité parlementaire et les anomalies du système de l'information italien, Grillo annonçait que le changement pouvait venir uniquement par le bas et appelait tout le monde à s'informer et à s'activer pour le changement.

À travers l'outil du communiqué, Grillo affirme son leadership et revendique le fait que le mouvement soit le seul vecteur possible du renouvellement politique. En accompagnant ses mots de photo-montages forts qui le présentent comme un nouveau Gandhi, comme Martin Luther King, comme Robespierre ou, encore, comme un Che Guevara italien, Grillo exploite une stratégie populiste efficace vouée à réveiller le sens civique d'une large partie de citoyens déçus. À l'occasion des élections politiques de 2008, en dénonçant l'absence d'un réel processus démocratique (due principalement aux anomalies du « Porcellum »<sup>254</sup>), Grillo appelait les italiens à s'abstenir. En avril 2008, suite à la victoire de la coalition du centre-droit et à la nomination de Berlusconi à la tête du gouvernement, le comique mettait en garde les italiens sur les impacts que ce résultat aurait pu avoir sur la liberté et le pluralisme de l'information. Signalée plusieurs fois par l'organisation *Freedom House*, le contrôle de la quasi totalité des chaînes télévisées par un seul homme, de surcroît à la tête du pays, comportait en effet une concentration anti-démocratique des moyens d'information. Face à la mainmise des partis sur les moyens de communication, l'accent a été mis depuis le départ sur l'importance politique revêtue par les activités de contre-information. Grillo proclamait donc le réseau Internet comme le seul moyen disponible pour démonter les paradigmes culturels dominants et élaborer de nouvelles formes de participation politique par le bas. De cette manière, les informations fournies sur le blog dans cette période (et portant notamment sur le non-respect des résultats des référendums, sur les arrangements entre Berlusconi et l'opposition<sup>255</sup> ou, encore, sur les défaillances de l'action législative) n'avaient pas uniquement la fonction d'informer mais surtout de créer les bases pour une mobilisation de masse.

L'analyse des communiqués a donc rendu manifeste la synergie, encouragée dans le blog, entre des *pratiques informationnelles oppositionnelles* et la formation de l'engagement. Faire l'information en dehors des canaux officiels devient donc la principale activité militante du réseau des *Grillini*. En effet, la circulation et l'échange de l'information à l'intérieur de sphères autonomes du pouvoir devient un moyen de se confronter avec les autres et d'établir un

---

<sup>253</sup>« La casta » (« La caste ») est le titre d'un *best-seller* italien signés par deux journalistes du *Corriere della Sera* en 2007 et qui dénonçaient les mécanismes de cooptation et de corruption qui avaient fait de la classe politique italienne une classe d'intouchables. Sergio Rizzo et Gian Antonio Stella, *La casta, così i politici italiani sono diventati intoccabili*, Rizzoli, 2007.

<sup>254</sup>L'actuelle loi électorale a été définie comme la loi « Porcellum » par le politologue italien Giovanni Sartori. Elaborée par le ministre Calderoli de la Ligue du Nord et censée amener une certaine stabilité aux gouvernements italiens, l'actuelle loi électorale prévoit le « premio di maggioranza », un prix accordé à la coalition électorale la plus forte en termes de votes qui, dans les faits, peut déformer significativement les résultats des urnes. Cette loi est également très critiquée parce qu'elle ne permet pas d'exprimer des préférences. Les députés des différentes circonscriptions sont en effet nommés directement par les partis politiques, ce qui implique une sorte de distribution interne des charges publiques ainsi que la préservation des pouvoirs en place.

<sup>255</sup>En 2003, quand tomba le gouvernement Prodi, D'Alema, pourtant issu du centre-gauche, décida de sauver la chaîne Mediaset « Rete 4 » avec un décret. Un moment de fortes contradictions pour le centre-gauche qui avait fait du conflit d'intérêts de Berlusconi son principal cheval de bataille.

diagnostic critique sur la réalité pour ensuite élaborer des alternatives. Les évaluations du cadre politique italien que le blog a produit au fil du temps ont été tellement négatives et le vide de représentativité tellement marqué que le basculement dans une forme de démocratie directe est apparue comme la seule solution envisageable aux yeux de cette nouvelle communauté politique. L'affirmation de ce principe a progressivement été repris dans tous les documents publiés dans la section des communiqués politiques ainsi que, comme nous le verrons par la suite, dans tous les contenus postés dans l'espace principal. En d'autres termes, en partant de la contestation politique, le leader a adopté petit à petit les tons de la propagande interne.

Suite au processus d'institutionnalisation engagé par les anciens *outsiders* politiques comme « la Ligue du Nord » ou « l'Italie des Valeurs » et à la dissolution de l'extrême gauche<sup>256</sup>, Grillo s'est peu à peu affirmé comme la seule figure politique anti-système. Son projet apparaît alors de plus en plus clair : l'activisme informationnel et les mécanismes participatifs encouragés dans le blog avaient l'objectif de stimuler à nouveau l'envie de s'impliquer dans la *chose publique*. Dans cette optique, le système des listes civiques, consentant aux internautes militants de s'engager dans la politique locale, permettait de s'infiltrer dans les institutions et de commencer à les nettoyer de l'intérieur. Ainsi, le 11 juin 2009, Grillo annonçait que Sonia Alfano et Luigi Demagistris, des candidats indépendants soutenus et votés par le blog, avaient été élus au Parlement européen et que les listes civiques *5 étoiles* avaient réussi à rentrer dans trente mairies italiennes dont celle de Bologne, Ferrara, Reggio Emilia et Livourne. Grillo annonçait ensuite que les trente-six conseillers élus dans ces mairies auraient utilisé le blog pour communiquer avec les citoyens et proposer leurs projets pour la politique citadine. Il s'agissait donc de la première victoire électorale du mouvement.

Le 4 juillet 2009, Grillo présentait clairement aux sympathisants du mouvement l'objectif politique auquel il travaillait depuis le début : après les villes *5 étoiles*, le leader voulait maintenant que soient occupées les régions et, enfin, l'État. En septembre 2009, Grillo annonçait la naissance du *Mouvement 5 étoiles*, fondé le 4 octobre de la même année et ayant comme siège l'adresse même du blog. Le premier décembre 2009, Grillo confirmait son adhésion au *NoBerlusconiDay*. Le 19 décembre 2009, il intervenait encore auprès des militants pour annoncer la publication du programme et du non-statut ainsi que la création d'un nouvel espace sur le blog permettant d'effectuer l'inscription en ligne au *Mouvement 5 étoiles*. Le 29 janvier 2010, après avoir dressé le portrait d'un pays à genoux (destruction de l'État social, crise de l'économie et des exportations, hausse vertigineuse de la dette publique), Grillo présentait l'événement « *Firma Day* », visant à récolter les signatures nécessaires à la présentation de listes *5 étoiles* aux élections régionales en Vénétie, en Emilie-Romagne, en Lombardie, en Campanie et au Piémont.

Le 11 avril 2010, dans le communiqué politique numéro 33, Grillo expliqua le statut et la raison d'être du mouvement. En ce qui concerne le statut, le *Mouvement 5 étoiles* se distingue des partis traditionnels parce qu'il est autofinancé. Ce point est très important parce qu'en renonçant au financement public et en récoltant des fonds uniquement citoyens, le mouvement vise à se détacher totalement des intérêts politiques et économiques dominants. En effet, dans la logique du mouvement, le système de financement des partis, les riches rétributions dont bénéficient les sénateurs et les députés italiens ainsi que le cumul des mandats favorisent un mélange malsain entre pouvoir politique et pouvoir économique au détriment de l'intérêt collectif. Le mouvement vise donc à démontrer qu'il est possible de faire de la politique sans argent, sans privilèges et sans abandonner son métier de départ. Dans

---

<sup>256</sup> L'extrême gauche italienne, qui avait été représentée principalement par le parti *Rifondazione comunista* et qui avait toujours eu des rapports controversés avec les coalitions de centre-gauche, se fragmente jusqu'à sortir presque de la scène politique après la chute du dernier gouvernement de centre-gauche. Malgré la tentative de rassembler tous les courants, *Rifondazione* se décrédibilise et s'écroule électoralement quand le chef du parti, Bertinotti, accepte d'être nommé Président de la Chambre des députés. Aujourd'hui, l'extrême-gauche est représentée par le parti *Sinistra Ecologia e Libertà* de Nichi Vendola qui, comme son prédécesseur, jongle entre le discours anti-système et la stratégie de l'intégration institutionnelle.



cette optique, la politique doit être considérée comme une activité civique temporaire qui doit être menée avec transparence et qui ne doit pas signifier enrichissement personnel. La manière dont l'argent circule à l'intérieur de la sphère politique (par le biais des fondations bancaires et des financements publics et privés) est donc considérée comme l'un des facteurs à la base de la détérioration de l'activité politique et de sa vocation primaire. Il s'agit donc de problèmes de nature systémique qui, selon le mouvement, ne peuvent pas être résolus de l'intérieur. Le réseau des militants affirme donc que le modèle organisationnel et opérationnel du parti politique, désormais déconnecté des territoires et uniquement orienté à garder une place dans les institutions, est destiné à disparaître. La solution apportée par le mouvement est donc celle de constituer un non-parti citoyen où le débat démocratique est ouvert et égalitaire et se déroule en absence de toute forme de médiation. Le mouvement se situe également dans un univers post-idéologique où les clivages politiques de la droite et de la gauche sont substitués par un processus de confrontation des idées, orientées uniquement par l'intérêt collectif et formulées en dehors des catégories idéologiques traditionnelles. Le cadre idéologique du mouvement se construit donc progressivement autour du dépassement du concept de démocratie représentative. Les processus de délégation et de représentation devraient être substitués par un système permettant aux citoyens de rentrer directement dans les institutions et d'y rester pour la durée de deux mandats. Selon la philosophie du mouvement, ce système de renouvellement permanent, uni à l'élimination des remboursements électoraux, devrait amener à limiter l'inefficacité de l'appareil politique qui, dans l'état actuel des choses, se révèle trop coûteux et auto-référentiel. Afin de marquer une rupture nette avec le système de la *partitocrazia*, le mouvement a renoncé à 1 700 000 euros de remboursements électoraux pour les élections régionales de 2010. Le même acte symbolique a été accompli à chaque rendez-vous électoral auquel le mouvement a participé par la suite.

Le 25 et le 26 septembre 2010, le mouvement a organisé l'événement « Woodstock 5 stelle », une rencontre destinée à faire se rencontrer les sympathisants et à la consolidation de la communauté des *Grillini*. À ce moment, on comptait 100 000 inscrits au *Mouvement 5 étoiles*. Fort de ses succès, le mouvement a gagné en crédibilité et en continuant sans relâche sa bataille contre les partis et les journaux, accusés d'alimenter et de légitimer le pouvoir en place, n'a cessé de monter dans les sondages. Ainsi, tandis que dans la presse officielle les scandales sexuels de Berlusconi faisaient la une, sur son blog, Grillo continuait à parler du chômage des jeunes, des entreprises fermant tous les jours ou de l'état lamentable de l'école italienne. Le blog s'est donc engagé dans une activité constante et cohérente de contre-information visant à délégitimer tant le monde de l'information que la classe politique dans son ensemble.

Le 20 avril 2011, Grillo annonçait que les listes 5 étoiles se présenteraient dans soixante-dix villes italiennes pour des élections municipales partielles de 2011. Cette nouvelle politique du *franchising* a très vite donné ses fruits et, en l'espace d'une année, les listes civiques, cette fois créées directement à partir du blog, se sont multipliées. En juin 2011, Grillo répondit aux journaux qui l'accusaient d'être un populiste, dangereux pour la vie démocratique du pays. Cependant, plus la presse s'enflammait et accusait le comique, plus le blog répondait durement et s'insurgeait contre un système tenant le citoyen en dehors de toute prise de décision en lui cachant de surcroît les informations pertinentes. En août 2011, en pleine crise politique, le blog mettait en garde les italiens sur les conséquences sociales et économiques désastreuses qui auraient pu s'abattre sur le pays en cas d'élections anticipées. En réalité, Grillo prenait du temps : cette position de prudence apparente masquait en fait sa volonté de faire participer le mouvement aux législatives. Ce projet s'est concrétisé le 11 août 2011 quand dans le communiqué politique numéro 45 Grillo annonça officiellement la participation du mouvement aux élections législatives et en décrit les modalités. Tous les inscrits au mouvement ne recouvrant pas de charges publiques et n'ayant pas déjà assumé deux mandats électoraux pouvaient porter candidature lors de primaires virtuelles organisées au sein même du blog. Les candidatures devaient se présenter sous la forme de CV (textuel ou audiovisuel) et

de déclaration d'objectifs (qui, bien évidemment, se devaient d'être cohérents avec le programme du mouvement). Du côté des modalités de vote, chaque militant certifié<sup>257</sup> avait la possibilité d'exprimer trois préférences de candidats. Ce nouveau système électoral a comporté l'introduction de *candidatures format Youtube*. Tous les candidats ont ainsi réalisé des vidéos amateurs postées à la fois sur le blog et sur Youtube. Sur les vidéos, on voyait des gens ordinaires, ne disposant pas de moyens promotionnels et souvent incapables d'imiter la langue de bois et le style du politicien professionnel. Il va sans dire que parfois certaines présentations prirent malgré elles des traits parfois caricaturaux.

Avant même que les candidats fussent choisis par la base des militants, le mouvement décida que ceux qui allaient être élus réduiraient leur salaire à un maximum de trois mille euros et renonceraient à une bonne partie des avantages dont bénéficient normalement les parlementaires. Il fut également établi que les élus du mouvement formeraient un « non-groupe » parlementaire et refuseraient quoiqu'il arrive de s'allier avec d'autres forces politiques. Ils seraient également contraints d'interagir et d'informer les citoyens à travers Internet<sup>258</sup>. Enfin, il fut prévu que les porte-paroles du mouvement devraient changer en permanence pour éviter que se crée une dynamique de représentation verticale.

Le 8 septembre 2011, Grillo affirma que le mouvement était en train de s'accroître et que certains sondages estimaient à 6 % les intentions de vote. Suite au refus du Sénat de procéder à l'examen de la loi d'initiative populaire « Parlement propre », il annonça également une journée de contestation qui se déroula à Rome le 10 septembre 2011.

En mars 2012, pour répondre aux accusations des journaux qui soulignaient la contradiction du mouvement du fait de la persistance d'un leader charismatique comme Grillo, ce dernier précisa sa fonction à l'intérieur du mouvement. Il se présenta alors comme le garant des règles éthiques fixées par le mouvement et comme amplificateur de sa popularité et de sa visibilité médiatique. En mai 2012, le mouvement obtint 9 % des votes aux municipales et conquiert plusieurs mairies dont la plus importante fut celle de Parme. En octobre 2012, afin de ridiculiser le projet du gouvernement de construire un pont sur le détroit de Messine pour relier la Sicile au continent, le leader du *Mouvement 5 étoiles* arriva dans la ville de Messine à la nage et ouvrit officiellement sa campagne pour les élections régionales en Sicile. Le 28 octobre 2012, le mouvement obtint 14,9 % des votes et s'affirma comme la première force politique de l'île<sup>259</sup>. Les résultats des élections régionales siciliennes obligèrent le Parti Démocrate, dont le candidat devint le Président de région, à collaborer avec le *Mouvement 5 étoiles*. Assurer la gouvernance d'une région peuplée comme la Sicile constitua un véritable test pour le néo-parti numérique. Ces élections contribuèrent aussi à légitimer définitivement le mouvement de Grillo en tant que nouveau acteur politique.

---

<sup>257</sup>La certification consiste dans l'envoi de documents concernant l'identité et le casier judiciaire des inscrits. Les contrôles sont menés d'une manière peu transparente par le sommet de l'organisation.

<sup>258</sup>Le règlement, contenu dans le communiqué politique n° 45, est consultable à la page : [http://www.beppegrillo.it/2011/08/elezioni\\_on\\_lin.html](http://www.beppegrillo.it/2011/08/elezioni_on_lin.html) (dernière consultation 18/08/2013).

<sup>259</sup>Les résultats des élections régionales siciliennes sont consultables sur le site de la *Repubblica* à la page : <http://www.repubblica.it/static/speciale/2012/elezioni/regionali/sicilia.html> (dernière consultation 19/08/2013).

Le succès obtenu lors des élections siciliennes, d'autant plus surprenant si on considère que les élections ont toujours été pour l'île un moment crucial pour la préservation des intérêts mafieux, intensifièrent les espoirs et l'enthousiasme des *5 étoiles*. Le dernier communiqué politique, publié le 29 octobre 2012 et annonçant l'élection en ligne des candidats *5 étoiles* pour les législatives, dégageait toute l'émotion de celui qui croit participer à un événement historique. Dans les journées comprises entre le 3 et le 6 décembre, les membres du mouvement purent enfin voter sur le blog pour leurs trois candidats *5 étoiles* préférés de leur circonscription<sup>260</sup>. Les « *Parlamentarie* » du *Mouvement 5 étoiles* constituèrent le premier cas de primaires numériques de l'histoire. Toutefois, les résultats de cette expérience enflammèrent le débat au sein de la communauté du blog. Les votants (ceux qui étaient régulièrement inscrits et certifiés par le mouvement) furent 32 000 et générèrent, avec leurs trois préférences, 95 000 votes. Malgré la satisfaction du comique, une partie de la communauté s'insurgea contre son leader. Certains accusèrent Grillo d'avoir exclu des membres pour de simples problèmes d'ordre technique ou administratif. Du fait du faible nombre de votants effectifs, d'autres militants crièrent au scandale et à l'aberration » dans la mesure où quelques uns des candidats aux primaires qui se retrouvèrent candidat officiel du mouvement aux législatives ne l'avaient emporté qu'en ayant obtenu une trentaine de votes.

Si donc le projet de Grillo présente de nombreux points d'intérêt et a eu le mérite de faciliter l'entrée de citoyens ordinaires dans la sphère politique, certains choix, comme en témoigne l'organisation de ces primaires, aboutirent tout de même à des paradoxes par rapport à l'idéal de la participation par le bas. Car comment l'élu du Peuple peut-il légitimement lutter contre une élite quand lui-même a été élu par un nombre restreint de citoyens ? Au final, ce problème éthique d'une partie des militants ne refroidit l'enthousiasme général et n'empêcha pas le mouvement de poursuivre son ascension dans les sondages.

Les résultats des élections législatives du 25 février 2013 furent une consécration : le *Mouvement 5 étoiles*, avec 25,55 % des votes, devint le parti le plus voté à la Chambre des députés en dépassant de très peu le Parti Démocrate qui obtint 25,42 % des votes. Les urnes décidèrent donc d'une configuration politique inédite en Italie, composée de trois pôles mais surtout où les voix contestataires (représentées par les votes *5 étoiles* mais également par le fort taux d'abstention) constituaient la majorité de l'électorat<sup>261</sup>. Mais ce résultat eut l'effet pervers de créer une situation d'ingouvernabilité du fait de l'impossibilité pour chacun des trois pôles de constituer une majorité à lui seul. Au final, sous la pression des marchés exigeant un minimum de stabilité sous peine de faire couler le pays sous le poids de sa dette, le centre-gauche et le centre-droit décidèrent de constituer un gouvernement de coalition. Cette situation enflamma encore une fois les débats au sein du mouvement dans la mesure où certains ne comprirent pas la fin de non-recevoir que Grillo donna au chef de file du parti Démocrate lorsque ce dernier lui proposa une coalition gouvernementale. Au final, la partie radicale du mouvement l'emporta et dans le fond il faut bien admettre qu'une alliance avec un parti tel que le parti Démocrate, objet jusque là de toutes les critiques pour sa compromission permanente avec Berlusconi, aurait en effet signifié un abandon de l'éthique et de l'identité du *Mouvement 5 étoiles*.

---

<sup>260</sup> La liste complète contenait 1400 personnes qui avaient porté candidature aux élections législatives de 2013.

<sup>261</sup> Les résultats des élections législatives du 25 février 2013 peuvent être consultés sur le site officiel du Ministère de l'Intérieur à la page : <http://elezioni.interno.it/index.html> (dernière consultation 19/08/2013).

Le problème qui vit alors le jour à ce moment-là fut qu'en l'absence d'un système défini pour gérer ces conflits, Grillo assura en solo la continuité et la cohérence de la ligne politique du mouvement. Or cette unilatéralité évidente des prises de décision, signe du manque de démocratie interne, constitua au sein d'une partie de la base une nouvelle source de contestation. Au moment de son institutionnalisation, tous les contradictions internes du mouvement se retrouvaient donc amplifiées. Grillo parvint tout de même à calmer les esprits les plus critiques et, après avoir invité Bersani à renoncer aux remboursements électoraux, il lança un nouveau défi au centre-gauche avec les « Quirinaria », une nouvelle élection en ligne vouée à désigner le candidat *5 étoiles* à la présidence de la République. Cette fois, pas de primaires, chacun était libre d'exprimer ses préférences. Des noms de personnalités publiques émergèrent comme ceux de Milena Gabanelli (journaliste d'enquête de la Rai), Gino Strada (créateur de l'ONG *Emergency*) et Stefano Rodotà (personnalité de la gauche italienne et juriste reconnu au niveau international). Suite au refus de la part des deux premiers candidats (Gabanelli et Strada), Stefano Rodotà fut désigné comme le candidat officiel d'Internet. Outre le Mouvement 5 étoiles, la figure intellectuelle et indépendante de Rodotà, censée plaire à toute la gauche, ne fut finalement soutenue que par *Sinistra Ecologia e Libertà* (Gauche Écologie et Liberté), un parti membre à la base de la coalition de centre-gauche durant la course aux législatives puis passé à l'opposition.

Après une vague de contestation sans précédent au sein du mouvement, Grillo accepta *in extremis* le principe d'une coalition avec Bersani, le patron du parti Démocrate, mais à la condition que Rodotà soit élu par le Parlement à la Présidence de la République. Mais le refus de Bersani et la réunion qu'il eut peu après avec Berlusconi, précisément pour discuter de l'élection du futur Président, annihilèrent toute possibilité d'une coalition gouvernementale. En fin de compte, ce fut le Président sortant, Giorgio Napolitano, figure désormais systémique et appréciée tant à gauche qu'à droite, qui fut réélu et ce dernier décida d'instituer un gouvernement d'union nationale entre le centre-droit et le centre-gauche. Alors qu'une telle union contre-nature aurait en principe dû renforcer la popularité du mouvement dans les sondages, elle eut au contraire l'effet de l'affaiblir. Sans nul doute l'institutionnalisation du non-parti fut en partie à l'origine de cette perte de confiance citoyenne à l'égard du mouvement car elle remettait en question ses principes et son fonctionnement originels. En outre, la succession de querelles internes rendues publiques concernant la gestion des indemnités des élus, leur interdiction de participer aux talk-shows télévisés ou encore l'exclusion d'une parlementaire accusée d'avoir publiquement critiqué Grillo participa certainement à ce processus de décrédibilisation. Du coup, lors des dernières élections locales, en mai 2013, le mouvement s'est écroulé en perdant la moitié de ses voix<sup>262</sup>. Cependant, cette baisse peut aussi s'expliquer du fait que les élections municipales comportent une logique de vote différente par rapport aux élections nationales. Il est en outre important de préciser que l'Italie vit une période très difficile tant du point de vue politique qu'économique. Cette situation d'instabilité implique un mécanisme de basculement permanent des opinions et des positions politiques qui deviennent très dépendantes des fluctuations des événements et des informations que les médias décident d'amplifier. Le développement futur du mouvement reste donc encore très incertain. Le mouvement est traversé par des nombreuses polémiques internes qui pourraient l'affaiblir mais, dans le même temps, son rôle d'*outsider* pourrait jouer en sa faveur, surtout en cas d'une nouvelle crise de gouvernement.

---

<sup>262</sup>Les résultats des élections municipales de mai 2013 sont consultables à la page <http://www.polisblog.it/post/93047/elezioni-comunali-2013-il-crollo-del-movimento-5-stelle-video> (dernière consultation 19/08/2013).

#### 4.4.5 Méthodes

Le mouvement de Beppe Grillo ferme le cycle des enquêtes italiennes et constitue la forme de militantisme en ligne la plus aboutie. Le blog politique de Beppe Grillo, qui constitue l'espace informationnel principal voué à la formation de l'identité collective, à l'échange et au débat interne du mouvement, est l'objet central de cette étude.

La méthodologie de l'enquête a été centrée autour de l'analyse de contenu qui a concerné tant l'aspect structurel (description de l'architecture du site, des outils et des stratégies éditoriales) que les aspects relatifs au contenu (thèmes, rubriques, valeurs). Le rôle central joué par l'échange d'informations et d'idées entre les usagers du blog nous a également amenés à prendre en considération les données liées à l'interaction comme le nombre de discussions ouvertes, les votes des internautes ou le potentiel délibératif des échanges. Nous avons donc mené une enquête tant quantitative (qui considère le nombre de commentaires, de discussions et de posts) que qualitative (portant sur la description du cadre contestataire et sur l'évaluation du débat en ligne). Les données quantitatives ont été ensuite mises en relation avec les données qualitatives, ce qui nous a permis de comprendre quels thèmes et quelles sources de contenu généraient un nombre de commentaires plus élevé et étaient donc capables de stimuler davantage le débat à l'intérieur du blog. En considérant l'énorme quantité d'informations publiées tous les jours sur le site (surtout en termes de contenu généré par l'utilisateur), l'analyse du contenu a été conduite sur un axe temporel limité correspondant à une période d'un mois et allant du 15 février au 15 mars 2012.

Le mois d'observation a été sélectionné par rapport au contexte politique. En effet, bien que l'explosion du mouvement ait été accompagnée par une période d'instabilité politique (démission du Président du conseil Berlusconi, nomination du gouvernement technique et déroulement des élections municipales et législatives), l'axe temporel choisi correspondait à un moment de relative stabilité. Le gouvernement de Mario Monti était déjà en place et on commençait à rentrer dans la nouvelle routine administrative et journalistique. En outre, la campagne pour les élections municipales qui se déroulèrent en mai 2012 n'avait pas encore démarré. Ce choix nous a permis d'observer le fonctionnement habituel de la plate-forme et non pas les moments cruciaux où, en général, on enregistre des pics de participation. En effet, l'observation prolongée du blog et la consultation des données fournies par Alexa confirment que le nombre de commentaires a logiquement tendance à s'accroître significativement lors des périodes électorales ou lors des fréquentes crises politiques. La présence sur le blog d'un espace dédié aux archives offrant un accès (par date ou par thème) à la totalité des contenus publiés nous a permis de repérer et de consulter facilement les documents numériques dont nous avons besoin. Malgré l'existence de logiciels qui permettent d'aspirer les contenus des sites web et de les stocker sur son propre ordinateur, nous avons choisi de le faire manuellement. Si cette opération s'est révélée très longue, elle nous a néanmoins permis d'organiser le corpus en relation avec les objectifs de l'enquête. Nous avons donc organisé les contenus à analyser faisant attention à distinguer les sources (éditeur/utilisateur), à les trier par date de publication, à isoler les débats (les sections dédiées aux discussions) et à récolter séparément les données quantitatives (nombre de commentaires journaliers, nombre de votes ...). Si l'analyse détaillée du contenu a concerné uniquement la période décrite, la consultation du blog a été constante. En reliant le blog aux principaux réseaux sociaux et en effectuant l'inscription à la *newsletter*, il a été possible de recevoir les mises à jour du blog quotidiennement et sur différentes plate-formes. Comme dans le cadre de l'enquête de la campagne d'Obama, l'observation participante de la communauté des militants nous a permis de mieux cerner les stratégies communicationnelles et organisationnelles et d'observer le processus de formation et d'évolution du mouvement. Nous avons donc pu observer la nature complexe de cet espace qui fonctionne à la fois comme plate-forme de contre-information et d'échange mais aussi comme outil de mobilisation et d'action politique.



## 4.4.6 L'analyse du blog

### 4.4.6a La structure et les outils du blog

Le blog de Grillo se présente comme un projet éditorial professionnel proposant de nombreux outils participatifs et disposant d'espaces publicitaires concernant généralement des produits culturels portant sur la politique, l'actualité et l'activité du *Mouvement 5 étoiles*. Comme nous l'avons déjà dit dans l'introduction, le fonctionnement et le positionnement du blog sont gérés par la société *Casaleggio Associati* dont le fondateur, considéré par une partie de la base comme une figure ambivalente et autoritaire, est depuis longtemps le bras droit de Grillo. L'espace asymétrique du blog, car animé à la fois par une équipe éditoriale professionnelle à travers la publication d'une moyenne de trois posts journaliers et les membres du mouvement, débouche sur un espace chaotique où se déversent les commentaires des internautes.

[Www.beppegrillo.it](http://www.beppegrillo.it) Capture d'écran de la page d'accueil du blog de Grillo - 16 août 2013

Tout en haut, nous pouvons visualiser une bande grise comprenant un compteur des usagers du blog et des *followers* sur Twitter qui, le 16 août 2013, comptait 1,3 millions d'usagers et 1,2 millions de *followers*. Le compteur a la fonction de rappeler à l'utilisateur qu'il fait partie d'une communauté politique très large et en constante évolution. Entre juin 2012 et août 2013, nous avons ainsi relevé 400 000 nouvelles inscriptions au site. Cette bande contient également les liens pointant vers la *newsletter*, les sondages promus par le blog, les archives (disposant d'un moteur de recherche propre où il est possible d'effectuer des recherches périodiques et thématiques), l'espace dédié à l'accès et à l'inscription au blog et, enfin, aux versions en langue étrangère (anglaise et japonaise). La version anglaise présente un décalage temporel d'un jour par rapport à la version italienne tandis que la version japonaise est restée figée aux contenus publiés en 2011. Tous les *tweets* et les posts visibles sur Facebook sont disponibles également en langue anglaise ce qui favorise, tout du moins potentiellement, une large visibilité des contenus du blog. Les données concernant la distribution géographique de l'audience fournies par Alexa montrent toutefois que 87,5 % des usagers sont basés en Italie tandis que le restant est dispatché, d'une manière plutôt homogène, entre les États-Unis, l'Espagne, la France et le Brésil.

## Image 7 – Géographie de l'audience du blog



[www.alexa.it](http://www.alexa.it) Copie d'écran des données concernant la distribution géographique de l'audience - 16 août 2013

La partie centrale est consacrée à la publication des posts journaliers, organisés à l'intérieur de rubriques (Politique, Économie, Information...) qui peuvent être consultées singulièrement en cliquant sur le lien de la catégorie situé en bas de chaque post. L'internaute peut donc visualiser tous les posts concernant une rubrique spécifique et procéder à une consultation thématique du blog. Les posts peuvent être commentés (à travers la rédaction d'un texte de 2 000 caractères maximum ou l'envoi d'un vidéo-commentaire), écoutés, imprimés, envoyés aux connaissances par mail ou encore publiés sur les comptes Facebook, Twitter et Google Plus des internautes.

Le blog de Beppe Grillo refuse l'anonymat et oblige les usagers qui veulent envoyer un commentaire textuel ou vidéo à remplir une case où le nom, le prénom et l'adresse mail constituent des informations obligatoires. Il y a donc un système de participation qui favorise la prise de responsabilité de la part des personnes qui accèdent au débat et qui doivent donc répondre directement de leurs propos. Le prénom et l'initiale du nom de famille des auteurs sont en effet visibles sur chaque commentaire et accompagné par un symbole qui confirme que le commentaire en question provient d'un membre certifié.

## Image 8 : Signature des commentaires du blog

**Giuseppe M., Bolzano**  16.08.13 22:22|

[Vota commento](#) | [Segnala commento inappropriato](#) | [Rispondi al commento](#)

[www.beppegrillo.it](http://www.beppegrillo.it) Copie d'écran de la page d'accueil du blog – signature des commentaires - 16 août 2013

Dans l'espace principal, il est également possible de visualiser la section « Minipost ». Cette section correspond à une catégorie des contenus du blog assimilable aux autres rubriques journalistiques mais à laquelle la rédaction a décidé de dédier une visibilité particulière. Généralement, cette rubrique présente les contributions des internautes et des militants qui ont été sélectionnées par la rédaction. Comme pour les posts principaux, les *miniposts* peuvent être commentés, écoutés, envoyés par mail à un ami ou publiés sur les

comptes Facebook des usagers.

Le choix d'inclure ces articles dans la partie centrale du blog correspond à une stratégie précise visant à impliquer les internautes dans les activités rédactionnelles.

En bas de la section dédiée aux miniposts, il est possible de télécharger les contenus publiés sur le blog pendant la semaine et de participer ou consulter les résultats des sondages.

### Image 8 – Copie d'écran d'une partie de la page d'accueil



[www.beppegrillo.it](http://www.beppegrillo.it) Copie d'écran d'une partie de la page d'accueil du blog - 16 août 2013

Dans la partie droite de la page d'accueil, nous pouvons visualiser les autres plate-formes numériques mobilisées par le blog (voir la capture d'écran ci-dessus). La première icône est constituée par le site d'information *TzeTze* publiant les nouvelles sélectionnées par la toile. Les autres icônes permettent de suivre Beppe Grillo sur Twitter, Facebook, Google Plus, Youtube et sur la plate-forme mobile de l'I-Phone. Les deux dernières icônes permettent de contacter la rédaction et de consulter la liste des *Meetup* de Beppe Grillo. Nous trouvons ensuite la section dédiée au mouvement. En appuyant sur les deux liens relatifs au *Mouvement 5 étoiles*, il est possible de s'inscrire au mouvement ou d'en télécharger le programme politique. Comme le montre la capture d'écran ci-dessus, le blog donne également accès au streaming de la chaîne télévisée « La Cosa ». Née lors des élections législatives de février 2013 pour rendre compte de l'activité du *Mouvement 5 étoiles*, cette télé a l'objectif de garantir une couverture médiatique favorable au mouvement et de se superposer au flux des médias officiels. « La Cosa » s'occupe également de suivre l'activité des parlementaires *5 étoiles* en diffusant des compte-rendus hebdomadaires accessibles tous les vendredis en streaming. Toujours dans la colonne à droite, il est possible de consulter les articles d'actualité publiés par *TzeTze* et provenant généralement d'autres blogs ou de la presse numérique indépendante. L'impression générale est donc celle d'un espace informationnel et de débat autonome, critique envers les médias traditionnels et le pouvoir et volontairement connecté à l'univers des médias sociaux et de la contre-information.

L'espace dédié au *Mouvement 5 étoiles* constitue une section du blog autonome où les militants



peuvent créer des listes civiques, s'organiser en comités locaux, promouvoir et présenter des initiatives et contribuer (à travers l'utilisation d'un forum thématique) à l'élaboration de la proposition politique du mouvement.

**Image 9 – Copie d'écran de l'espace du blog dédié au Mouvement 5 étoiles**



[www.beppegrillo.it](http://www.beppegrillo.it) Copie d'écran de l'espace du blog dédié au Mouvement 5 étoiles - 16 août 2013

À partir de cette section du site, il est possible d'accéder aux documents politiques principaux (les communiqués politiques de Beppe Grillo, le non-statut du mouvement, le programme, le forum des militants et la présentation des listes civiques). Actuellement, la page d'accueil permet de vérifier l'activité des élus *5 étoiles* au Sénat et à la Chambre des députés et le code comportemental fixé pour eux par le mouvement.

Image 10 – Copie d'écran de l'espace du blog dédié au Mouvement 5 étoiles

The screenshot shows a web interface with a yellow and white color scheme. At the top, the title 'Gli eletti al Parlamento 2013' is displayed. Below it are two buttons for 'Senato' and 'Camera'. A central banner reads 'CODICE DI COMPORTAMENTO ELETTI MOVIMENTO 5 STELLE'. The left sidebar contains three sections: 'VOCI DAL MOVIMENTO' with three articles (e.g., 'NO TAP, A SAN FOCA...'), 'TEMI DAL FORUM' with one article ('BANCA DEL TEMPO...'), and a star icon. The right sidebar has three sections: 'ISCRIVITI AL MOVIMENTO' with a registration form (Name, Cognome, Iscriviti button), 'EVENTI A 5 STELLE' with a map of Italy and event locations, and 'ISCRIVIMI AGLI AVVISI DELLE LISTE CIVICHE DI QUESTO COMUNE' with an email registration form (Città, email field).

[www.beppegrillo.it](http://www.beppegrillo.it) Copie d'écran de l'espace du blog dédié au Mouvement 5 étoiles - 16 août 2013

Outre aux informations relatives aux élections législatives, nous pouvons visualiser les articles publiés par les activistes et les élus (consultables dans la section « Voci dal movimento » - « Les voix du mouvement ») et les dernières propositions postées sur le forum (« Temi dal forum » - « Thèmes du forum »).

D'un point de vue structurel, nous pouvons remarquer que l'espace informationnel du blog, lieu de socialisation et de formation de l'identité collective, conflue dans l'espace du mouvement, lieu en grande partie autogéré par les sympathisants et les militants actifs sur le terrain. À une gestion éditoriale centralisée et asymétrique, correspond donc une modalité décentralisée de l'action militante qui prend corps à travers la création des listes civiques et des collectifs locaux. La structure de la plate-forme du blog, où convergent finalement toutes les initiatives, reflète donc fidèlement le fonctionnement de l'organisation politique : l'espace principal du blog, lieu de réflexion et de confrontation, se fragmente en une multitude d'*espaces publiques politiques* (Miège, 2010) dont les acteurs agissent également sur le terrain. Comme dans le cas du site de campagne d'Obama, le blog fait donc office de relais entre la sphère virtuelle et l'espace physique.

La manière dont cet outil est conçu suggère également que l'engagement des militants de Grillo se développe à partir de la circulation de la contre-information produite par le blog. En effet, le blog qui encourage l'adoption d'une lecture critique de l'actualité revitalise le débat public et stimule la formation d'une conscience politique active. Dans cette perspective, l'aspect informationnel et l'aspect militant se confondent car c'est précisément à partir de la participation à l'élaboration de l'information indépendante que les internautes développent une sensibilité civique et contribuent collectivement à la construction du bien commun. L'espace informationnel, animé par une critique agressive du système politique, économique

et institutionnel, débouche en effet sur un espace plus proprement militant, consacré aux propositions, à l'élaboration politique et à l'action directe. Toutefois, le débat autour de l'actualité constitue le cœur de l'action protestataire du mouvement ainsi que l'activité dans laquelle les militants se dépensent le plus. En effet, à la vague de commentaires qui se déversent à tout moment sur l'espace principal du blog, correspond une activité décidément plus faible sur l'espace dédiée au mouvement.

#### **4.4.6b Analyse du contenu du blog**

À partir de l'analyse de contenu conduite pendant la période d'observation, nous avons pu constater que le blog présente un fonctionnement complexe selon lequel la diffusion de la contre-information accompagne constamment les dynamiques de la mobilisation politique. En effet, se présentant apparemment comme une plate-forme d'information satirique, le blog constitue en réalité un outil de mobilisation puissant. Les thèmes abordés se réfèrent toujours à l'actualité politique et se fondent constamment sur une critique sans concession adressée aux institutions italiennes. Tandis que la presse et les émetteurs télévisés commençaient à devenir plutôt indulgents avec le gouvernement technique de Mario Monti, le blog a préservé son rôle de « gardien » et, au contraire, a intensifié les publications portant sur les éléments défectueux de la réforme du travail et du plan d'austérité.

Les posts publiés dans cette période dressaient toujours une vision caricaturale et humoristique de l'activité politique du gouvernement et mettaient en évidence les anomalies institutionnelles et la persistance des inégalités sociales. Les plumes du blog adoptent un style très informel, un langage jeune et toujours teint d'ironie. L'élaboration d'un registre linguistique propre au blog (caractérisé par des surnoms donnés aux principaux leaders et partis politiques italiens) et employé régulièrement tant dans les posts principaux que dans les commentaires des usagers, renforce le sentiment d'appartenance à la communauté et marque une séparation nette entre la sphère de la politique officielle et le domaine contestataire.

En effet, les internautes actifs dans le blog sont persuadés que la *partitocrazia* italienne, répondant plus à des exigences d'auto-conservation qu'à la sauvegarde du bien commun, a définitivement épuisé sa fonction. Grillo essaie donc de combler ce vide de confiance en cherchant à exploiter le potentiel de la « démocratie protestataire » (L. Mathieu, 2011) pour le faire confluer dans son projet de démocratie directe. Dans cette démarche, l'incorporation dans le blog des nouvelles pratiques info-communicationnelles en ligne, encouragée par la connexion avec les médias sociaux, permet de passer au crible toutes les actions et les déclarations de la classe politique ainsi que les informations publiées dans les médias traditionnels.

En se situant donc en opposition tant au fonctionnement des partis de masse qu'au flux des médias *mainstream*, le blog s'implique dans la production et la diffusion d'une information libre, subjective et engageante. La création d'une information qu'on peut définir d'*oppositionnelle* constitue donc la première étape pour la formation d'une conscience politique active. Le déploiement des pratiques informationnelles encouragé dans le blog permet ainsi de faire émerger de la multitude des individualités compétentes qui peuvent rentrer en compétition avec les élites, comme le démontre d'ailleurs la rigueur des députés du mouvement. Dans la logique du *Mouvement 5 étoiles*, par le biais même de l'engagement informationnel, les citoyens prennent conscience de leur potentiel et contribuent à fragiliser les barrières qui séparent les gouverneurs des gouvernés. « Un vaut un », la devise du mouvement, prône la création d'un système de gouvernance qui se veut participatif, égalitaire et direct.

En bénéficiant de plus d'un million d'inscriptions et d'une moyenne de 967 commentaires postés chaque jour pendant la période d'observation, le site constitue la base sociale du mouvement ainsi que le lieu voué à la constitution de son identité collective.

Afin d'identifier la typologie du contenu publié sur le blog, nous avons classifié par thème la totalité des articles postés pendant le mois d'observation en les regroupant en huit rubriques

journalistiques qu'à partir du nombre décroissant de posts inclus, nous avons identifié comme correspondant aux étiquettes suivantes : « Politique », « Société », « Médias », « Mouvement 5 étoiles », « Économie », « Environnement », « Travail », « Justice » et « Culture ».

**Tableau 1 - Distribution des posts dans les différentes rubriques**

<b>Rubrique</b>	<b>Nombre de posts</b>
Politique	36 (38,7%)
Société	13 (13,9%)
Médias	10
M5S	9
Economie	8
Environnement	6 (6,4%)
Travail	5
Justice	5
Culture	1

Contrairement aux conclusions des initiateurs de la théorie des nouveaux mouvements sociaux (Touraine et alii, 1978 ; Melucci, 1980), la primauté absolue est donnée aux sujets politiques traditionnels (38,7 % du contenu global) par rapport aux sujets sociétaux (13,9 %), identitaires et culturels (presque absents dans le blog) ou liés à la qualité de vie et à l'environnement (6,4 %). Ceci étant dit sans considérer que les thèmes de chaque rubrique présentent de nombreuses implications politiques. En règle générale, les évaluations sur la mauvaise gestion de la *chose publique* constituent le plus vaste champ thématique du blog qui s'affirme de cette manière comme une sorte de « *chien de garde* » du processus législatif du pays. Ce constat de la primauté des sujets politiques se voit également confirmée par la distribution des commentaires dans les différentes rubriques. La rubrique « Politique » génère en effet la moitié du nombre total de commentaires.

Pour chaque article, nous avons en outre indiqué sa dimension (locale, nationale ou internationale).

**Tableau 2 - Distribution des post dans les trois niveaux local, national et international**

<b>Dimension</b>	<b>Nombre de Posts</b>
Local	14
National	66 (70,9%)
International	13

En ce qui concerne les dimensions « géographiques » auxquelles les posts renvoient, l'analyse a relevé que 70,9 % des articles sont liés à l'information nationale tandis que le reste est équitablement réparti entre la dimension locale et internationale.

Notre analyse a également pris en compte la différenciation des sources du contenu. À ce sujet, nous avons relevé que, parmi les quatre-vingt treize articles publiés, quarante-six ont été produits par la rédaction (ces articles comprennent aussi quatre interventions d'experts invités

à s'exprimer sur le blog) tandis que quarante-sept ont été sélectionnés parmi les commentaires des internautes. Il semblerait donc que l'équipe éditoriale vise le maintien d'un équilibre quasi parfait entre les deux sources de contenus. Cet équilibre est évident même si on considère la totalité des éléments textuels, visuels et audiovisuels publiés pendant le mois d'observation. En effet, l'enquête a révélé que 46 % des entrées ont été produites par l'équipe du blog qui fournit d'ailleurs la totalité des images tandis que 32,2 % du contenu multimédia est constitué par des articles et des vidéos amateurs fabriqués par les internautes. 18% du contenu audiovisuel est constitué par des extraits des principaux médias italiens postés sur Youtube. Seule une minorité (2,7 %) de ce contenu correspond à des vidéos produites par des sources d'information indépendante.

Malgré un équilibre en apparence parfait, nous devons toutefois remarquer que des inégalités apparaissent dans la répartition des producteurs au sein des différentes rubriques. Les thèmes liés à la politique nationale et au *Mouvement 5 étoiles* sont gérés quasi exclusivement par la rédaction tandis que les autres thèmes, comme les sujets sociétaux, économiques ou concernant les médias, sont laissés principalement aux usagers. Il y a donc, d'un côté, la tentative de monopoliser les communications politiques, d'impartir une ligne et une vision d'une manière verticale, et, de l'autre, celle de rester à l'écoute des internautes. Comme nous l'avons déjà remarqué, l'asymétrie dans la communication du blog est également visible au niveau de la distribution des commentaires car les rubriques gérées principalement par la rédaction génèrent la majorité des réactions du blog (les commentaires liés aux thèmes politiques nationaux et au *Mouvement 5 étoiles* constituent 65,5 % du nombre total de commentaires). Cette donnée nous incite également à penser que les internautes ont intériorisé une logique de consommation du contenu qui, pour susciter le débat, doit adopter le ton satirique propre au comique-blogueur. La logique verticale est donc dissimulée derrière une stratégie éditoriale fine et réfléchie. De cette manière, les avis divergents restent relégués dans l'espace chaotique du blog et peuvent être évalués et exploités par l'équipe de Grillo pour améliorer la communication et souder les différentes âmes du mouvement. En tous cas, mises à part certaines voix contestataires, la plupart des militants du blog semble partager la philosophie du projet et manifeste la volonté d'y contribuer par le biais de l'action informationnelle. L'équipe du blog, à son tour, s'engage dans la production de la contre-information et donne de la résonance aux voix négligées par les médias traditionnels. Un exemple emblématique est constitué par l'importance accordée à la contestation de la ligne à haute vitesse (TAV) en Piémont. Nous pouvons y retrouver les principes fondateurs du projet de Grillo comme la sensibilité écologiste, le respect de l'autonomie des communautés locales, la lutte contre la corruption et la mafia et la nécessité d'un dialogue entre les citoyens et la sphère institutionnelle. L'indignation provoquée par le traitement médiatique négatif de la contestation et le refus de dialogue du gouvernement Monti ont poussé les militants de Grillo à se mobiliser et à organiser deux journées d'information sur la TAV dans tout le pays. Cet épisode incarne très bien le rôle central du blog dans la stratégie d'action du mouvement : le blog donne d'abord voix à une mobilisation locale, puis le réseau des internautes se mobilise à son tour, enfin le blog fait office de relais en assurant le travail de promotion et de coordination de l'événement.

Cette unanimité dans le soutien du collectif NO TAV démontre que les militants partagent un cadre contestataire précis. Ce cadre se base sur le diagnostic négatif qui peut être fait sur l'état de la corruption et de l'inaptitude de la classe politique à défendre les intérêts des citoyens. Cette « caste » auto-référentielle et tournée uniquement vers sa propre préservation n'est pas capable de se renouveler de l'intérieur. Une seule solution devient alors envisageable : favoriser l'entrée de citoyens ordinaires dans la sphère politique afin de pouvoir se diriger progressivement vers une nouvelle forme de démocratie directe. À partir de l'analyse des réactions des usagers, nous avons essayé de connecter chaque post à une valeur générale. Nous nous sommes alors aperçus que presque chaque rubrique thématique pouvait être associée à un principe général partagé dans le blog.

**Tableau 3 - Les valeurs partagées par la communauté du blog**

<b>Valeur</b>	<b>Nombre des posts auxquels elle est associée</b>
Démocratie directe	39 (42 %)
Justice sociale	18 (19,3 %)
Indépendance de l'information	10 (10 %)
Transparence et légalité dans la gestion de la <i>chose publique</i>	7
Développement soutenable	7
Défense des droits et de la dignité des travailleurs	6
Égalité des citoyens devant la loi	5
Réglementation du marché économique et financier	2
Pacification des territoires occupés par les armées occidentales	1
Famille	1
Egalité homme-femme	1

Comme le montre le tableau 3, l'incidence de la rubrique « Politique » sur l'ensemble du contenu correspond à l'importance du principe de la *démocratie directe* qui peut être associé à 42 % des articles postés sur le blog. La valeur de la *justice sociale* peut être associée à 19 % du contenu, l'*indépendance de l'information* à 10 %, suivent la *transparence dans la gestion de la chose publique*, le *développement soutenable*, la *défense des droits des travailleurs* et l'*égalité des citoyens devant la loi* avec une incidence qui varie entre 7,5 % et 5,3 %.

Bien que ces valeurs puissent être aisément incluses dans le macro-cadre de la « justice globale » (Della Porta et Tarrow, 2005), en réalité, les revendications du mouvement sont indissociables du contexte politique italien. Que ce soit la corruption diffuse de la classe politique, incarnée notamment par les conflits d'intérêt de Berlusconi, l'utilisation de l'immunité parlementaire pour échapper à la justice ou le contrôle des moyens de l'information, très nombreux sont les facteurs qui ont causé dans l'opinion publique la perte de légitimité des institutions et l'émergence d'inquiétudes spécifiques au pays. L'élément nouveau ici est constitué par le rôle crucial des nouvelles pratiques info-communicationnelles dans le processus de formation de la conscience collective. En effet, c'est à travers le contrôle informationnel exercé sur les discours politiques et médiatiques dominants que le blog justifie et construit son cadre protestataire et son identité.

Ainsi, contrairement aux tendances soulignées par bon nombre d'observateurs, la dimension universaliste et transnationale de cet espace reste plutôt faible. Mis à part l'idéal général d'une forme de démocratie directe, la raison universelle d'Habermas disparaît complètement du débat dans la mesure où il est toujours centré sur les spécificités nationales. Ce constat renforce les nombreux doutes sur l'émergence d'une sphère publique transnationale et montre que les mouvements nationaux ont encore un rôle central dans la *politique du conflit* (Tilly et Tarrow, 2008). Si de nombreuses organisations ont de plus en plus tendance à s'internationaliser, leur impact sur la politique et les équilibres de pouvoir se révèle plutôt faible. La dimension globale

apparaît plus comme une catégorie économique et existentielle qui imprègne le local, sans générer pour autant des organisations politiques solides et dotées d'une cohérence programmatique. Ainsi, loin de proclamer l'émergence d'un nouveau paradigme international de la protestation, nous pouvons toutefois observer qu'il y a un fil qui relie les mouvements locaux et transnationaux contemporains. L'actuelle méfiance de la société civile vis-à-vis du processus décisionnel des organisations internationales démontre que le pouvoir agit de plus en plus dans une sorte d'*espace des flux* sans citoyens. Cette image du palais isolé de la société s'applique également aux sphères politiques nationales et correspond aussi parfaitement au portrait de la classe politique italienne dressé par les militants de Grillo.

#### **4.4.7 Le Mouvement 5 étoiles : Analyse de la communauté politique**

À partir de la large communauté qui s'est progressivement formée autour du blog et en vertu des principes établis dans la « charte de Florence »<sup>263</sup>, Beppe Grillo décida en 2009 de fonder un nouveau projet politique : le *Mouvement 5 étoiles*. En se distinguant des autres *contestataires par projet*, dont le *Peuple des violets* constitue le cas le plus emblématique, ce mouvement a réussi très rapidement à s'intégrer dans le cadre institutionnel du pays. Appelé le *Mouvement 5 étoiles* car déclinable en cinq projets distincts (l'eau publique, l'environnement, le développement, la connectivité et les transports) et basé essentiellement sur la constitution de listes civiques, ce mouvement a obtenu 9 % des votes et cinq mairies (dont la ville de Parme) à l'occasion des élections municipales de mai 2012 et presque 26 % des votes à la Chambre des députés lors des élections législatives de 2013.

L'entrée fracassante du *Mouvement 5 étoiles* dans la sphère politique italienne a provoqué un basculement du système représentatif, d'un bipolarisme traditionnel entre gauche et droite vers une nouvelle configuration politique autour de trois forces principales. Cette organisation politique a son siège et sa base sociale à l'adresse du blog de Beppe Grillo et prend appui sur ses outils informationnels et communicationnels. L'analyse de contenu du blog a contribué à faire émerger la nature complexe de cet espace qui fonctionne à la fois comme plate-forme d'information et d'échange mais aussi comme moyen de mobilisation et d'action politique.

Dans le statut publié dans la section dédiée au projet politique, le *Mouvement 5 étoiles* est défini comme *non-association*, il déclare refuser toute forme de structure et de hiérarchie et il ne semble pas épouser une forme organisationnelle précise. En effet, bien que le blogueur soit indéniablement le leader et dicte la ligne politique du mouvement, il n'y a pas de coordination verticale à proprement dit. Les listes civiques se constituent d'une manière indépendante, elles sont juste certifiées à distance et, dans la plupart des cas, les activistes locaux ne connaissent pas personnellement leur leader.

Le mouvement se place donc en dehors de la sphère d'influence des organisations politiques traditionnelles, refuse les liens associatifs des partis ou la médiation avec les organismes institutionnels et reconnaît à tous les usagers du réseau Internet le rôle normalement réservé à l'élite politique.

L'observation de l'activité du mouvement a démontré que l'Internet joue un rôle central dans la phase d'adhésion (à travers la modalité d'inscription en ligne), de consultation (à travers l'accès aux contenus sur le blog), de délibération (à travers le forum, les sondages et la participation au débat du blog) et d'élection politique (par le biais du vote numérique). L'inscription à la communauté politique est gratuite, s'effectue directement en ligne et elle est ouverte à tous les internautes majeurs qui n'ont pas adhéré par ailleurs à d'autres organisations politiques considérées comme incompatibles avec les principes du mouvement. Les militants ont la possibilité de s'exprimer librement, d'utiliser la plate-forme pour organiser des événements et se mobiliser sur le plan local et national.

La page officielle du *Mouvement 5 étoiles* est hébergée à l'adresse du blog de Beppe Grillo. Cet

---

<sup>263</sup>La charte de Florence est consultable à la page

[http://www.beppegrillo.it/listeciviche/documenti/carta\\_di\\_firenze.pdf](http://www.beppegrillo.it/listeciviche/documenti/carta_di_firenze.pdf) (dernière consultation 10/08/2013).

espace, autogéré par les membres du mouvement, contient les actualités politiques publiées par les élus (la rubrique « Voix du mouvement »), un forum réservé à la publication des propositions des internautes, le non-statut, le programme, les listes civiques, les événements et les communiqués politiques de Grillo. À l'intérieur de cet espace, nous avons également la possibilité de consulter les noms des élus et la totalité des listes civiques associées au logo du mouvement dont Grillo reste par contre le seul détenteur des droits d'utilisation. Chaque liste certifiée possède un lien à un espace numérique indépendant où les adhérents peuvent présenter les projets et les programmes politiques et promouvoir des initiatives locales.

Beppe Grillo reste toutefois le leader indiscutable du *Mouvement 5 étoiles* et il est seul chargé de certifier et approuver les listes civiques qui souhaitent se présenter aux élections. Pour obtenir la certification, le casier judiciaire des candidats doit être vierge et leur projet pour le territoire doit être cohérent avec les objectifs du mouvement. Bien que les représentants des listes civiques et les conseillers régionaux élus sous les couleurs du mouvement déclarent ne pas subir d'ingérence de la part de Grillo, ce système de contrôle centralisé apparaît en contradiction avec les valeurs défendues par le mouvement. Ce paradoxe a d'ailleurs émergé plusieurs fois d'une manière problématique dans le débat du blog notamment lorsque des décisions ont été prises unilatéralement par Grillo sans la consultation de la base. Face à ces décisions autoritaires, les usagers du blog ont fait part de leurs doutes sur le rôle que Beppe Grillo devrait endosser à l'intérieur du mouvement. En effet, la présence d'un chef qui exerce des pouvoirs et prend des décisions verticales pourrait vider de sens un projet censé représenter une alternative à la structure pyramidale des partis traditionnels. Ces contradictions peuvent toutefois être liées à la difficulté d'encadrer un système de participation horizontale en s'appuyant uniquement sur la structure du blog. En ce sens, le mouvement essaie de trouver des solutions, plus ou moins égalitaires, aux ambivalences données par la coexistence d'un leader-éditeur, dictant les règles et les principes de participation, et d'une volonté collective, contrainte de s'adapter aux outils qu'elle a à disposition. La vrai défi pour le mouvement constituera donc dans la recherche de solutions partagées pour corriger cette asymétrie de départ.

#### **4.4.8 Vers une nouvelle forme de « parti numérique » ?**

Les outils mis à disposition pour l'élaboration du programme politique constituent le principal élément innovateur du projet.

Bien que le leader ait un rôle important dans la construction de la ligne politique, des principes et du fonctionnement interne du mouvement, les militants ont des réelles possibilités de modifier les points du programme, d'en discuter les nœuds problématiques et, donc, de contribuer collectivement à définir la proposition politique du *Mouvement 5 étoiles*. Ainsi, malgré les limites de ce système, les modalités d'écriture du programme politique, accompagnées par l'inauguration des primaires en ligne, ont constitué une véritable révolution dans le modèle de délibération et d'élection politique contemporain.

Les inscrits au mouvement ont eu la possibilité de modifier le programme politique avant les élections. De cette manière, le résultat final est constitué par un travail dirigé à plusieurs mains, souvent trop fluide et général mais, en tous cas, beaucoup plus hardi et innovateur par rapport à n'importe quel autre programme élaboré au sein de la politique traditionnelle.

Les points du programme politique ont été définis au cours du temps à l'aide d'un forum où les militants et les élus peuvent intervenir sur les thèmes sensibles, lancer des nouveaux débats, présenter les projets des élus locaux ou proposer des solutions innovantes.

Le *Mouvement 5 étoiles* est donc avant tout le résultat de la rencontre entre la vision politique du blogueur et les sensibilités de ses militants mais il est également le fruit d'un long processus d'échange, de débat et de production de contenus de la part des nombreux internautes actifs dans le blog. La participation sur le blog demeure donc un aspect



fondamental pour le fonctionnement de ce modèle de militantisme. C'est par le biais de leurs pratiques info-communicationnelles (écriture de commentaires, publication de propositions, envoi de vidéos) que les militants adhèrent au cadre contestataire, l'adaptent à leur propre vision du monde, manifestent leur engagement et contribuent donc à la constitution d'une communauté politique active.

Le développement de ces pratiques à l'intérieur du blog correspond aussi à une nouvelle approche du débat politique qui, dans la logique du mouvement, doit se fonder sur la libre confrontation des idées et non sur des idéologies acceptées *a priori*. En ce sens, tout en possédant certains traits typiques de la gauche écologiste, ce mouvement refuse de se situer dans l'échiquier politique traditionnel et préfère épouser une démarche démocratique et libertaire. Ainsi, dans une réalité vassalisée par les concepts pragmatiques de « spread » et de dette publique, le populisme et l'idéalisme de Grillo ont réussi à réintégrer une dimension utopique dans le débat politique national. Face à la progressive rationalisation et spécialisation de la politique, ces nouveaux contestataires ont élaboré un concept de *politique bricolage*. Cette nouvelle approche, qui échappe aux points de repère idéologiques, reproduit, dans le champ politique, le débat et le bruit permanent de la toile. Mais cette mutation ne s'opère pas sans problèmes : en regardant le programme, nous sommes confrontés à une construction qui manque d'unité. Le texte est fragmenté dans une liste désorganisée de propositions. Chaque point du programme prévoit des changements radicaux dans le système de l'éducation, des transports ou de la justice sans toutefois indiquer les modalités, les coûts et le temps nécessaire pour réaliser des projets aussi ambitieux. Ces limites, qui sont encore une fois liées à une fusion, peut-être pas assez réfléchie, des pratiques du web collaboratif avec les pratiques spécialisées du domaine politique, pourraient sans doute constituer un obstacle non négligeable à la création d'un projet cohérent pour le pays.

Les innovations apportées par le *Mouvement 5 étoiles* ont tout de même le mérite de souligner une tendance générale des mouvements sociaux vers la désacralisation et la déprofessionnalisation de la politique. À ce propos, Bernard Miège parle d'une « politique des styles de vie », Axel Honneth d'une politique « de la reconnaissance », d'autres encore (Jacques Ion, Spyros Franguiadakis, Pascal Viot, 2005) de mouvements contestataires « post-it ». Toutes ces définitions suggèrent l'émergence d'un processus de dépassement du militantisme d'adhésion collective et de l'affirmation de nouvelles formes de militantisme basée sur l'action éphémère. Le *Mouvement 5 étoiles* semblerait donc être issu de ce terrain politique bien plus *sociétal*, proche des problèmes des citoyens et fondé sur l'utilisation des plate-formes collaboratives en ligne. Toutefois, son récent processus d'institutionnalisation le resitue dans le champ politique et le rapproche de la sphère des partis politiques officiels. Bien que revendiquant encore son statut autoproclamé de « non-parti », ce mouvement est dans les faits devenu une sorte de parti numérique doté d'un leader charismatique tout en s'appuyant sur une structure numérique souple et horizontale. Cette évolution, la continuité que le projet a réussi à conserver dans le temps et son indéniable succès électoral, font du *Mouvement 5 étoiles* une exception absolue dans le paysage des mouvements contestataires contemporains. En effet, s'il partage l'éthique participative des nouveaux collectifs, il a également décidé de se doter des outils info-communicationnels et délibératifs pour accéder au pouvoir. Cette spécificité l'a obligé à rechercher une identité reconnaissable par l'électeur, à ressembler ses

militants autour d'un programme partagé<sup>264</sup> tout en laissant aux listes civiques une certaine autonomie dans le développement des projets locaux.

Cette imbrication de modèles politiques du présent et du passé est confirmée par la coexistence d'éléments déjà consolidés dans la communication politique avec l'introduction d'autres pratiques émancipatrices et collaboratives. La satire, le spectacle et la critique voyagent à l'intérieur d'un espace de confrontation où le blogueur oriente et écoute à la fois ses partisans. La figure spectaculaire de Grillo, unie aux savoirs du marketing en ligne de Casaleggio, ont donc abouti à la création d'un produit contestataire de masse, savamment disséminé sur la toile et capable de redonner aux gens l'envie de s'impliquer à nouveau dans la *chose publique*.

#### **4.4.9 Débat public et délibération dans le blog de Beppe Grillo**

Si le potentiel politique du site est indéniable, l'extrême liberté dont bénéficie tout espace en ligne n'assure toutefois pas toujours un débat constructif. Comme il a été souligné par de nombreux observateurs des communautés en ligne (Jones, 1994 ; Turkle, 1997), en présence de divergences marquées, l'exacerbation des conflits est fréquente et les participants n'hésitent pas à s'insulter ou à s'insurger de manière agressive contre des propos qu'ils ne partagent pas. En cela, le blog est bien souvent un défouloir, le déversoir des positions de chacun où personne ne se soucie vraiment de celles des autres. Nous sommes donc très éloignés de l'idéal habermassien de la discussion mise au service du bien commun. La philosophie qui règne dans le blog est celle d'un esprit critique exacerbé pour lequel l'ironie, le sarcasme et les tons forts, propres à un environnement très informel comme celui d'Internet, constituent les composantes effectives de cette anti-éthique de la discussion.

Une autre limite est constituée par le fait que les modalités de participation conçues par le mouvement s'adressent à des catégories sociales précises. Les autres couches sociales sont mobilisées par le biais des opérations sur le terrain mais elles sont intégrées au mouvement uniquement lors des rendez-vous électoraux. En ce sens, le mouvement adopte une logique de participation avec les catégories instruites et actives sur la toile mais une logique de la communication de masse avec les couches défavorisées de la population italienne. Les informations sur le profil des usagers du blog fournies par Alexa et Google Trends ne laissent aucun doute : le blog répond plus aux exigences d'une sphère intellectuelle, bien que précarisée et fragilisée par le marché du travail actuel, qu'à une logique réellement populiste.

---

<sup>264</sup>Le programme, structuré en sept sections principales, (l'état et les citoyens, l'énergie, l'information, l'économie, les transports, la santé et l'éducation) est constitué par une liste de propositions isolées et parfois assez radicales qui ont été préalablement soumises à la discussion sur le blog. En ce qui concerne le premier volet, le mouvement veut réduire drastiquement les coûts de la politique, promouvoir la transparence du processus législatif, éliminer les risques du conflit d'intérêts en interdisant le cumul d'activités et en réduisant à deux mandats tout type de charge publique. La transparence des bilans et des couvertures financières des lois ainsi que la participation des citoyens au processus décisionnel doivent être garantis à travers la publication des projets de loi et la possibilité pour les citoyens de les commenter avant leur approbation, par l'obligation de la discussion et du vote parlementaire sur les lois d'initiative populaire et le renforcement de l'outil référendaire. Enfin, pour redonner une dignité aux institutions italiennes, les personnes condamnées ne devraient pas pouvoir accéder aux charges publiques. En ce qui concerne l'énergie, le programme présente des solutions détaillées qui font référence aux systèmes existants dans d'autres pays occidentaux et qui soutiennent l'économie d'énergie et la réduction de l'impact environnemental des centrales thermoélectriques. Le troisième volet, l'information, est un autre point crucial pour le mouvement. Nous avons à ce propos une série de propositions précises qui vont de la création d'une citoyenneté numérique à la défense du pluralisme à travers l'actionnariat diffus pour les émetteurs nationaux jusqu'à l'abolition de l'« Ordre des Journalistes » et à l'élimination des financements publics versés aux quotidiens. Le mouvement défend la gratuité et l'égalité de l'accès aux soins et soutient une intégration des différents transports publics sur le territoire. Un élément de faiblesse est par contre identifiable dans le projet économique et éducatif dont les propositions semblent plutôt vagues et confuses. Bien qu'il n'y ait pas de traces de son anti-européisme dans le programme, pendant la campagne, Grillo a plusieurs fois soulevé la possibilité d'une sortie de l'euro-zone en provoquant les réactions des médias et des partis politiques. Il y a certainement un écart important entre le personnage provocateur et agitateur qui hurle son dégoût du système sur les places publiques et l'homme politique engagé dans un projet d'émancipation sociale.

Cette fracture numérique, mais aussi et surtout informationnelle et culturelle, nous alerte sur la persistance des barrières sociales qui limitent l'ouverture du débat public dans les blogs politiques.

Ces phénomènes, reliés au processus d'embourgeoisement de la protestation décrit par différents observateurs contemporains<sup>265</sup>, ne doivent pas pour autant nous empêcher de reconnaître l'émergence de dynamiques d'ouverture. En effet, tout en actualisant certains mécanismes de la reproduction sociale, les espaces numériques présentent finalement de nombreux éléments de nouveauté. Premièrement, la facilité d'accès et de participation au débat en ligne peut favoriser l'échange entre différentes catégories socio-culturelles. Deuxièmement, la fragilisation des marqueurs sociaux et l'individualisation des échanges, encouragées par la communication numérique, permettent d'accueillir les contributions des individus qui ne souhaitent pas s'exposer dans l'espace physique. En conclusion, ces facteurs d'ouverture contribuent à la formation d'une sphère moins élitiste et homogène par rapport à l'espace public théorisé par Habermas.

Un autre aspect nous éloignant de l'idéal habermassien est représenté le fort ancrage local des valeurs et des représentations qui sont élaborées dans l'espace du blog. La raison universelle qui devrait guider le débat public est remplacée par une culture politique du territoire. En effet, nous avons remarqué que, contrairement à ce qui avait été affirmé par certains observateurs contemporains (Della Porta et Diani, 1999 ; Della Porta et Tarrow, 2005), la dimension universaliste et globale de cet espace est plutôt faible. Mis à part l'idéal d'une forme de démocratie directe, les valeurs universelles disparaissent complètement du débat dans la mesure où il est toujours centré sur les spécificités nationales ou locales. En un sens, c'est précisément cet ancrage de l'action politique dans la dimension locale qui a constitué le point de force du mouvement ainsi que l'ingrédient essentiel de sa réussite. Si de nombreuses organisations ont de plus en plus tendance à s'internationaliser (l'indignation espagnole est devenue globale comme l'était devenu précédemment le mouvement de Seattle), leur impact sur la politique et les équilibres de pouvoir se révèle plutôt faible. A l'inverse, comme l'ont montré les trois études de cas présentées dans ce travail, les mouvements numériques qui présentent un fort ancrage dans un territoire et une culture locale ou nationale arrivent à secouer l'ordre social et à imposer de nouveaux thèmes dans le débat public. À ce propos, nous pouvons rappeler le succès international du mouvement zapatiste du Mexique, l'efficacité des collectifs des *Nonistes* en France à l'occasion du référendum sur le traité de Lisbonne ou encore le potentiel de mobilisation du mouvement piémontais *No Tav* en Italie. Il est donc paradoxal que dans un monde qui reproduit la structure chaotique de domination décrite par M. Hardt et A. Negri (Hardt et Negri, 2000), l'action des *multitudes* transnationales s'avère très efficace du point de vue communicationnel mais, dans le même temps, très fragile d'un point de vue strictement politique.

Ces activistes essaient de combler ce vide de représentativité en déployant leurs savoirs, en diffusant des informations, en imposant des nouveaux thèmes dans le débat public. L'ensemble des pratiques info-communicationnelles qui se développent dans l'espace du blog doivent donc être appréhendées comme une réponse contestataire aux limites de la participation politique. C'est par le biais de ces pratiques que les militants essaient donc de recréer, non sans contradiction, des nouveaux espaces de délibération et de construction politique. Toutefois, si l'idéal de la participation pousse les militants à s'engager dans le processus d'élaboration des contenus politiques, les contraintes techniques et les dynamiques collectives qui se sont déclenchées à l'intérieur du blog ne permettent toujours pas le déroulement d'un débat constructif. Si, d'un côté, ces nouveaux espaces publics peuvent attirer des individualités d'horizons différents, en se démarquant du discours consensuel et professionnel des blogs des

---

<sup>265</sup>Dans « La révolte des élites », Christopher Lasch souligne les paradoxes d'une société où les classes qui sont au sommet dirigent le combat social à la place des masses. Si le mouvement de Grillo assume les tons du populisme, il n'arrive peut-être pas à en affirmer sa valeur historique la plus positive et aboutit à reproduire un système de mobilisation où les révoltés sont ceux qui ont les moyens de se révolter.

élus, d'un autre côté, elles ont aussi tendance à encourager un processus d'individualisation de la politique et de radicalisation des idées plutôt que d'ouverture. En effet, l'analyse de contenu a démontré que le blog fonctionne bien en tant que laboratoire politique et comme outil de mobilisation mais démontre aussi ses limites dans le déroulement des échanges argumentatifs et dans l'achèvement du processus délibératif. Les interventions des usagers constituent souvent des tentatives individuelles d'aligner les cadres politiques subjectifs au cadre contestataire du mouvement (Benford et Snow, 2000). Bien que de nombreuses interventions génèrent des discussions, ces espaces, composés par un nombre très restreint de commentaires portant pour la plupart les mêmes signatures, ne donnent presque jamais lieu à une réelle confrontation d'idées.

Afin de mettre en évidence les positions partagées par les internautes, le blog offre alors la possibilité de voter pour les commentaires et donne une visibilité importante, en les plaçant en haut de la page, aux interventions les plus votées. Mais cette pratique, très répandue parmi les internautes, génère un processus délibératif défectueux car les publications les plus votées ne correspondent pas forcément aux idées majoritaires ou aux arguments les plus forts mais plutôt aux positions les plus radicales et expressives. L'éthique de la discussion d'Habermas apparaît donc soumise à une logique de consommation qui n'est pas immédiatement identifiable dans le blog mais qui a été visiblement intégrée par les usagers. L'analyse du contenu des échanges du blog a montré en effet que les internautes réagissent massivement aux interventions politiques du leader en réservant une participation beaucoup plus tiède aux propositions avancées par leurs pairs. Cette logique est d'ailleurs aussi activée en amont par le biais de l'attrait suscité par une figure qui, pour le style de ses performances publiques et de ses écrits, reste encore liée au monde du spectacle.

En ce sens, le processus avec lequel les différentes idées des internautes sont élaborées, discutées et sélectionnées par l'équipe du blog reste ambigu, ce qui laisse supposer la persistance d'une modalité verticale de prise des décisions. Ainsi, bien que la philosophie du blog soit fondée sur un principe de communication horizontale, le *leadership* politique de Beppe Grillo apparaît clairement dans les choix éditoriaux qui ont tendance à mettre en avant les positions des internautes les plus enthousiastes. De manière ponctuelle, les internautes essaient néanmoins d'auto-réguler un débat constructif sur des thèmes politiques sensibles. C'est le cas de la discussion sur le système de chômage proposé par Grillo le 17 février 2012. Ce débat a généré une confrontation exceptionnellement plus structurée et régulée par une logique de réponse dans l'enchaînement des commentaires. Dans la même veine, les internautes ont échangé sur l'actuel contentieux autour de la remise en question de l'article 18 du code du travail italien, qui régleme les modalités de licenciement. Toutefois, malgré ces tentatives, les outils du blog ne permettent pas, dans leur état actuel, de formuler une synthèse du débat et de justifier les contenus du programme à partir des positions qui se sont montrées majoritaires au cours des débats. Pour autant, le défi reste lancé car si les propositions politiques du mouvement sont définies par le haut, elles restent tout de même inspirées par les idées qui émergent par le bas.

Les limites délibératives de cet espace communicationnel sont le miroir d'une contradiction plus générale qui concerne la cohabitation des valeurs de l'Internet participatif et libertaire avec la présence d'une figure charismatique, fondatrice du projet et gardienne de sa cohérence.

Grillo a montré que la coexistence d'une personnalité forte et d'une communauté active autour d'un blog engagé pouvait aller beaucoup plus loin par rapport au modèle de contestation « par projet » adopté par la plupart des collectifs contemporains, des *Indignés* au *Peuple des violets*. Mais ce modèle, tout en refusant la structure hiérarchique, perpétue malgré tout une forme d'autorité qui est induite par le charisme même du leader. La solution que le mouvement apportera à ces contradictions nous aidera à comprendre le potentiel innovateur des collectifs citoyens sur Internet et leur capacité à révolutionner un système séculaire en évitant de retomber dans le culte de la personnalité et dans l'autoritarisme populiste.

#### **4.4.10 Le paradoxe de la participation : réflexions conclusives**

La forte participation au projet promu par Beppe Grillo montre qu'à l'affaiblissement du militantisme traditionnel correspond une intensification de nouvelles formes d'engagement politique en ligne. Ainsi, si la confiance dans la politique est effectivement en déclin, le champ d'action du politique à l'inverse s'élargit et se régénère par le biais de ces nouvelles formes de mobilisation électronique. Bien que ces modalités protestataires intègrent les répertoires traditionnels (la manifestation de rue, la pétition ou le meeting politique), d'autres éléments, comme l'absence d'une structure et le processus d'individualisation des pratiques militantes, apparaissent comme purement innovants.

Dans le blog du mouvement, c'est par le biais de la participation aux débats sur l'actualité politique que les internautes arrivent à partager des valeurs, à formuler des revendications et à bâtir une nouvelle identité collective. C'est en stimulant ces mêmes pratiques que le comique a réussi à fidéliser les internautes et à constituer une base militante active. Cette base est engagée dans la diffusion et dans la création des contenus politiques et contribue donc à disperser la graine de la contestation dans le réseau. Dans ce nouveau mode protestataire, l'écriture d'un commentaire ou la publication d'une proposition sur le forum deviennent des actes fondamentaux pour adhérer et participer au combat social.

L'étude a toutefois montré que le débat numérique est orienté par une équipe de professionnels qui impose les thèmes et met en avant les voix des internautes les plus enthousiastes. La stratégie éditoriale du blog, à la fois asymétrique et ouverte à la participation, peut donc être conçue comme un moyen pour impartir une ligne politique précise au mouvement. Ces stratégies induisent une forme de consommation du produit contestataire qui est dissimulée derrière une éthique de la participation horizontale. Cette marchandisation du « produit Grillo » se produit soit en amont, à travers un modèle de communication influencé par les langages du spectacle, soit en aval, à travers les modalités sélectives de la participation militante. L'enquête a en effet relevé que les rubriques gérées par la rédaction génèrent la majorité des réactions du blog.

L'idéal de la participation horizontale dans la construction de la proposition politique du mouvement s'avère donc fortement limité par une reproduction des mécanismes propres à la sphère marchande.

Le mouvement de Grillo démontre également que le modèle du leadership n'a pas été dépassé, non seulement en raison de sa présence mais aussi par le biais des inégalités dans la maîtrise linguistique et communicationnelle limitant les modalités d'accès au débat. Les analyses d'Alexa nous montrent en effet un profil d'utilisateur bien précis correspondant à un individu de sexe masculin et ayant un niveau d'étude plutôt élevé (diplôme supérieur ou master)<sup>266</sup>.

Toutefois, paradoxalement, le maintien du leadership dans le cadre d'un mouvement social « participatif » a contribué à donner consistance, popularité et continuité au projet et à éviter un processus de démobilisation précoce qui, trop souvent, caractérise les organisations protestataires contemporaines. Toute l'ambivalence de ce projet contestataire réside en grande partie dans la complexité de la figure de son leader, à la fois comique et homme politique, représentant tant une condition de maintien du mouvement que sa principale force autodestructrice.

Les aspects les plus intéressants de ce projet concernent toutefois les tentatives de renouvellement des modalités du débat politique qui est produit essentiellement à travers les échanges en ligne. Nous avons pu constater le rôle que les pratiques de l'Internet revêtent dans la création de nouveaux liens sociaux dans une réalité de plus en plus individualiste et instrumentale. Si on considère généralement Internet comme un outil qui permet de dépasser

---

<sup>266</sup> Consulter l'Image 5 présentant la démographie de l'audience du blog de Beppe Grillo publiée par Alexa.

les barrières géographiques, paradoxalement, ce mouvement montre que le blog de Beppe Grillo encourage la discussion entre des citoyens qui sont physiquement assez proches. En ce sens, nous constatons que, d'une part, les affinités ne se basent plus seulement sur l'appartenance à un même milieu social et géographique, et de l'autre, que l'Internet prend tristement la place des lieux physiques de rencontre. Ces bases sociales, désenchantées de la politique, fragmentées et isolées par leur routine quotidienne, se retrouvent donc sur des plateformes électroniques où elles peuvent réinvestir l'*habitus* du citoyen.

Contrairement à cet esprit d'agrégation et de socialisation, les partis traditionnels continuent à proposer un débat encadré et figé. Les sites des partis officiels ne semblent pas être intéressés à utiliser Internet comme un espace de socialisation politique mais uniquement comme un outil puissant de communication ou, dans des circonstances particulières, de mobilisation.

L'objectif de Grillo est au contraire la création d'une base sociale et le développement d'un projet politique ouvert et dynamique. L'action conjointe du blog et des réseaux sociaux lui permet d'élargir le débat, d'optimiser la visibilité du mouvement et d'encourager la mobilisation.

Il y a eu donc une inversion par rapport au tableau du militantisme en ligne dressé par François Granjon. Ce dernier avait relevé la présence d'organisations protestataires s'identifiant de plus en plus à l'esprit d'Internet (Granjon, 2001). Les trois études de cas italiens montrent que si ces mouvements se créent de plus en plus sur Internet, c'est surtout pour agir sur le terrain. En ce sens, pour les militants de Grillo, les pratiques info-communicationnelles de l'Internet deviennent le moyen d'expérimenter une nouvelle forme de participation politique et une nouvelle manière de se rapporter à la citoyenneté<sup>267</sup>. Ainsi, la confusion du débat permanent de la toile se matérialise et se fragmente dans la dimension de l'activisme local.

Comme pour le mouvement des Telestreet, la forte vocation municipale et l'ancrage du mouvement dans la dimension locale représentent des éléments fondateurs. Ainsi, à partir d'un cadre partagé et fondé sur le concept de démocratie directe, la proposition politique du mouvement s'articule en cinq étoiles et donc en cinq projets distincts pour se fragmenter ultérieurement dans les différents projets municipaux et régionaux.

Dans ce processus, le point de départ correspond à un espace public et informationnel chaotique et fluctuant et le point d'arrivée est constitué par l'entité locale sous la forme d'une liste civique prête à intervenir sur le territoire. Ce ne sont donc pas des entités locales cohésives qui cherchent une légitimité dans le réseau mais, au contraire, c'est le réseau qui justifie la « grandeur » (L. Boltanski, 2009) des collectifs, qui leur fournit la matière première pour leur genèse et leur développement. L'identité communautaire ou de classe n'est donc plus forcément le point de départ de la mobilisation politique mais ce sont des individualités autonomes et solitaires qui cherchent, dans les nouveaux espaces info-communicationnels, un référent égal avec lequel se confronter.

Ce type de contestation ne consiste donc pas dans l'adhésion abstraite et passive aux valeurs du mouvement mais est constituée par l'action individuelle, le partage des savoirs citoyens et la production de contenu en ligne. Dans une logique proche de celle de l'entreprise, l'action correspond presque au développement de projets (Boltanski et Chapello, 1999) axés sur les performances individuelles.

L'analyse de cette communauté politique a fait également émerger les nombreuses contradictions dont ce mouvement est porteur. En effet, bien que le mouvement prétend agir dans un univers post-idéologique, le poids du charisme de Beppe Grillo perpétue malgré tout le traditionnel rapport au « chef ». L'autre source idéologique provient des imaginaires liés à l'objet technique. Les pratiques encouragées par le réseau Internet sont interprétées par les militants comme des actions émancipatrices. C'est à travers ces pratiques que les activistes de

---

<sup>267</sup>L'analyse des valeurs partagées dans le blog a révélé la centralité du concept de démocratie directe dans le cadre contestataire élaboré par les militants.

Grillo se construisent en opposition avec la pensée dominante incarnée par les médias et les partis. L'éthique « anti-politique » s'exprime donc par des actes info-communicationnels à travers lesquels le militant déserte l'espace du pouvoir et constitue une identité oppositionnelle. Qu'ils le veuillent ou non, l'influence idéologique est donc encore présente chez les activistes et oriente leur action. En ce sens, le développement de pratiques info-communicationnelles est considéré par le militant comme une source directe d'émancipation sociale. En réalité, si ces pratiques encouragent la constitution d'un esprit critique et autonome, les modalités discursives sur lesquelles repose le fonctionnement du mouvement n'aboutissent pas à une véritable délibération. L'analyse des échanges a en effet montré que les discussions ouvertes dans les blogs consistent souvent en des attaques personnelles et que cet espace favorise une forme de radicalisation des opinions politiques préalables plutôt qu'un processus de confrontation et d'ouverture.

Malgré les nombreux points problématiques, ce mouvement constitue dans tous les cas un moteur de renouvellement du système politique. Son intégration dans les institutions italiennes a en effet favorisé le changement générationnel et a introduit une forme de démocratisation des accès à la sphère politique.

Cette analyse a fait émerger le portrait d'un nouveau militant proche de la culture d'Internet qui prône la valorisation des compétences citoyennes et le contrôle des élites. Dans l'esprit de ces activistes, ces valeurs ne doivent pas rester reléguées à la sphère d'Internet mais doivent animer le débat public et amener à une évolution du processus décisionnel. Indépendamment des conséquences que ces initiatives auront sur le système, les enjeux restent essentiellement politiques. Le but n'est pas le sabotage des principes démocratiques traditionnels mais le développement d'une nouvelle catégorie politique (Offe, 1997) qui donne un sens au concept de souveraineté populaire. Après des siècles de repos sur les confort de la délégation, une nouvelle génération de militants veut véritablement exploiter sa liberté d'action pour changer la société et pas seulement pour la subir comme une donnée immuable. Si les dangers de la société démocratique sur lesquels nous avait alerté Alexis de Tocqueville se sont révélés fondés, il est possible qu'après une longue période de somnolence, nous assistions à une revitalisation des espaces publics, bien qu'imparfaits et fragmentés et, dans tous les cas, plutôt éloignés du modèle de la sphère bourgeoise d'Habermas.

Ces individualités actives ne se réfèrent plus aux axes idéologiques traditionnels mais elles essaient de construire des nouvelles représentations politiques en puisant dans l'imaginaire d'Internet et s'inspirant des principes démocratiques et libertaires. Ces valeurs orientent le débat en ligne et l'adhésion à des initiatives spécifiques. Cette thèse est d'ailleurs partagée par plusieurs sociologues contemporains, de M. Castells à L. Boltanski en passant par U. Beck. Ce dernier met en avant l'émergence d'une *société réflexive* qui devient un thème et un problème pour elle-même. Si dans son ensemble sa vision peut certainement être considérée comme trop idéaliste, son concept d'*individualisation réflexive*, qui a la fonction de résoudre la dialectique entre l'individualisme moderne et son esprit collaboratif, est utile pour mieux interpréter cette effervescence de l'activisme politique en ligne. Le web démontre, en effet, son potentiel dans le processus de socialisation dans une réalité de plus en plus individualisée et instrumentale.

Il y a donc eu une inversion par rapport au portrait du nouveau militantisme dressé par F. Granjon : des mouvements de terrain qui cherchent une reconnaissance et qui s'identifient à l'éthique d'Internet, on passe aux mouvements qui se forment sur Internet pour agir ensuite sur le terrain. L'approche à la politique qui découle de ce processus est certainement beaucoup plus individualiste. En effet, le blog canalise l'attention sur une critique subjective de la société incarnée par Grillo et exposée au jugement des autres individualités actives.

Contrairement au citoyen cosmopolite et éclairé idéalisé par U. Beck, en Italie, nous assistons à la création de liens de proximité, à la constitution de collectifs locaux qui utilisent la toile pour débattre mais la *cit* pour agir.

## **Conclusion**

### **L'information : objet, sujet et outil de la contestation**

#### **1. Pratiques info-communicationnelles et mobilisation : une approche critique**

L'idée que la contestation du système du pouvoir passe à travers la construction d'un espace informationnel qui se superpose à l'ordre symbolique dominant a été totalement intégrée par les nouveaux militants. En Italie, face à un État défaillant et à un système informatif verrouillé, les pratiques info-communicationnelles des internautes engagés ont constitué non seulement un canal pour contrôler l'information officielle mais aussi un moyen pour élaborer de nouvelles revendications politiques.

L'analyse de cette nouvelle facette de la mobilisation sociale nous a amené à faire un rapprochement entre deux champs traditionnellement distincts : la sociologie des mouvements sociaux et l'étude des pratiques informationnelles.

En effet, l'étude des mouvements contestataires contemporains a révélé que l'émergence d'une nouvelle approche à l'information constitue également une nouvelle forme expressive de la contestation et une nouvelle culture de l'engagement.

Comme l'ont souligné les sociologues des mouvements sociaux, la mutation des formes de mobilisation et le déplacement des terrains de la lutte sociale sont certainement une conséquence de changements macro-structurels (C. Tilly, 1976 ; Klandermans et Tarrow, 1988). Ces changements majeurs ont amené à un déclin du mouvement ouvrier en tant que sujet contestataire historique (Touraine, 1981) et à l'émergence d'une conscience politique éclatée qui, en procédant par tentatives, essaie de reconstruire les lieux et les moyens de l'action sociale.

Afin d'embrasser la complexité du cadre social et politique contemporain, nous avons parcouru les différentes approches sociologiques qui, à partir des modèles développés par Émile Durkheim et Max Weber, ont fourni différentes interprétations de la modernité. L'ensemble des approches théoriques analysées souligne l'action de trois processus principaux ayant contribué à caractériser et à structurer la modernité : le processus d'individualisation des sphères sociales et économiques (Touraine 1969 ; Giddens, 1994 ; Beck, 2003), le processus de rationalisation et de bureaucratisation de la vie sociale (Weber, 1947 ; Habermas, 1987 ; Giddens, 1987) et le processus d'internationalisation politique, économique et financière (Castells, 2001 ; Hardt et Negri, 2000 ; Tilly et Tarrow, 2008).

Ces facteurs de transformation ont engendré un affaiblissement progressif de la conscience de classe qui a eu l'effet de délégitimer les organisations traditionnellement vouées à la défense des intérêts collectifs. Si l'ensemble de ces processus n'a pas effacé les inégalités et les conflits de classe et encore moins mis fin à la protestation, il a néanmoins entraîné l'évolution des mécanismes de formation de l'identité protestataire et des modalités de son action.

Face à cette mutation des formes contestataires, les sociologues de la mobilisation ont essayé de construire de nouveaux cadres théoriques capables d'interpréter l'extrême variété des mouvements sociaux qui s'étaient développés à partir de la fin des années 1960. S'est alors imposé dans la discipline le concept de « nouveaux mouvements sociaux » (Melucci, 1996) conçus comme des organisations sociétales, plus souples et horizontales et revendiquant des valeurs culturelles, identitaires ou liées à la *reconnaissance* (Melucci, 1980 ; Offe, 1985 ; Pizzorno, 1978 ; Touraine, 1981 ; Brand, 1990 ; Honneth, 2000). L'émergence de cette nouvelle littérature des mouvements sociaux semblait indiquer un dépassement du modèle du conflit politique ainsi qu'il avait été théorisé par Charles Tilly (Charles Tilly, 1978). Suite à la naissance du mouvement altermondialiste de Seattle, les « nouveaux mouvements sociaux » ont été identifiés avec les mouvements internationaux précisément parce que leur caractère « transfrontalier » semblait justifier la notion de « nouveau » introduite par Alberto Melucci.



Ainsi, à partir des années 1990, les études sur les mouvements transfrontaliers, qui, dans les technologies de l'Internet, avaient trouvé un support communicationnel et organisationnel idéal, se sont multipliés jusqu'à faire penser à un véritable tournant international de la discipline. Toutefois, les mouvements contemporains démontrent une extrême souplesse, même en ce qui concerne leur temporalité, dans la mesure où à l'image des travailleurs précaires, ils sont eux aussi temporairement flexibles.

Ainsi, l'échec du mouvement altermondialiste et son faible impact politique comparé à sa résonance médiatique et sociale, replace la question des transformations des formes de l'engagement au centre du débat. S'il y a de quoi douter de l'émergence effective d'une sphère publique globale tel qu'un penseur comme Negri ne cesse d'évoquer, le mouvement de Seattle a tout de même marqué un passage crucial dans l'évolution des formes de l'action protestataire. Non tant parce qu'il a été porteur de valeurs globales (le mouvement était en réalité composé de différentes âmes fortement ancrées dans les contextes locaux respectifs et amenant une nuance différente aux thématiques de la globalisation) mais surtout parce que, pour la première fois, ce mouvement n'avait pas de structure ou d'organisation à proprement dit. Le changement ne consistait donc pas tant dans la nature des revendications (elles aussi très différentes à partir des pays et des collectifs spécifiques) mais plutôt dans l'émergence d'une forme fluide et polycentrique de communication et d'organisation contestataire. En raison de l'accroissement de la défiance citoyenne à l'égard des centres du pouvoir, les altermondialistes s'étaient engagés dans la création de moyens de communication et de gestion de l'information propres visant à s'émanciper du modèle communicationnel et politique dominants. C'était donc avant tout l'approche info-communicationnelle des militants qui avait évolué et qui avait assumé elle aussi une dimension critique<sup>268</sup>.

Pour comprendre l'évolution de l'action protestataire, il est alors nécessaire de s'interroger également sur les phénomènes info-communicationnels. Les travaux de recherche que nous avons présenté démontrent en effet que le vrai changement ne concerne pas tant la typologie des revendications, ni le déclin du modèle du conflit politique, mais plutôt un déplacement des contextes et des mécanismes de formation de la conscience protestataire. Tandis que l'usine, le syndicat ou le parti sont de moins en moins en première ligne du combat pour la défense des intérêts collectifs, les espaces de la sphère informationnelle acquièrent progressivement une dimension centrale dans le développement de la critique sociale. Cette recherche même de nouveaux espaces et des nouvelles modalités expressives assume en soi une valeur politique. L'émergence d'une thématique de l'espace, conçu tant comme espace de domination et de réification que comme espace libérateur et émancipateur, répète d'une certaine manière l'opposition entre les concepts habermassiens de « système » et de « monde vécu » à travers lesquels Habermas explique le fonctionnement des sociétés capitalistes avancées<sup>269</sup>. En partant des postulats de la Théorie critique de l'École de Francfort, le philosophe allemand affirme

---

<sup>268</sup>Manuel Castells souligne que « les réseaux militants basés sur Internet présentent trois niveaux critiques : stratégique, organisationnel et normatif » (Castells, 2009, p. 343). La complémentarité de ces trois dimensions implique une homologie importante entre les aspects organisationnels et les valeurs portées par les net-activistes. Ainsi, la création de médias alternatifs, comme dans le cas d'*Indymedia*, accompagne une volonté de défier la pensée dominante et de reconstruire les règles et les thèmes de l'espace communicationnel.

<sup>269</sup>Dans son ouvrage *Théorie de l'agir communicationnel*, Habermas propose de concevoir la société à travers le double concept de « monde vécu » (constituant le contexte de l'agir communicationnel appréhendé simultanément dans les trois dimensions objective, normative et subjective), et de « système », représenté par les appareils bureaucratiques et économiques (Habermas, 1987, Tome 2, p. 132-133). Le monde vécu est « représenté à travers un ensemble de modèles d'interprétation, transmis par la culture et organisés dans le langage » (Habermas, 1987, Tome 2, p.137). Il est le lieu transcendantal de l'intercompréhension où locuteur et auditeur échangent, à partir de leur monde commun, sur une réalité du monde objectif, social ou subjectif (Habermas, 1987, Tome 2, p. 139). L'agir communicationnel sert à transmettre et à renouveler le savoir culturel, à intégrer socialement, à établir des solidarités et à former des identités personnelles. À ces trois processus, correspondent les trois composantes structurelles du monde vécu : la culture, définie comme la réserve de savoir où les participants de la communication puisent pour s'entendre sur la réalité ; la société, se manifestant par le biais des ordres sociaux et des appartenances des participants ; et, enfin, la personne, disposant de compétences discursives et d'une capacité de parole et d'action (Habermas, 1987, Tome 2, p. 152).

que l'une des conséquences les plus inquiétantes engendrée par les transformations de la modernité correspond à l'accentuation d'une forme d'aliénation politique. L'influence croissante exercée par l'État et le Marché sur la vie des citoyens a provoqué la « dépolitisation des masses » et, donc, l'affaiblissement de l'espace public et de sa marge de manœuvre (Habermas, 1992). Ainsi, comme le pouvoir bureaucratique chez Weber se vide de son propre sens civique et de ses attaches à la morale, de la même façon, pour Habermas, la domination bureaucratique des processus de formation de l'opinion implique la possibilité de mobiliser d'une manière planifiée les masses en absence d'une légitimation venue des contextes de vie concrets (Habermas, 1987, tome 2). Toutefois, et c'est ici que le philosophe se détache du pessimisme adornien, Habermas reconnaît que le processus de formation de l'opinion publique, tout en restant un postulat de la théorie de l'État bourgeoise, manifeste une certaine indépendance vis-à-vis des organisations. Ainsi, l'autonomie de vote, contrairement à celle plus abstraite de la force travail, est rattaché au monde vécu et peut constituer ainsi une structure de résistance (Habermas, 1987, tome 2, p. 354). Ce passage est fondamental parce qu'il implique la possibilité de la part des individus d'autonomiser les mécanismes de formation de l'opinion publique des impératifs systémiques.

Ainsi, la création de sphères informationnelles autonomes et dirigées par le bas représente une forme de résistance aux processus de rétrécissement de l'espace public décrit par Habermas.

Les mouvements italiens montrent précisément cette volonté d'autonomiser les mécanismes de production de l'information hors de toute espèce d'influence provenant d'intérêts dominants. Les trois mouvements décrits, les *Telestreet*, le *Peuple des violets* et le *Mouvement 5 étoiles*, essaient de créer un contre-espace informationnel où le processus de formation des consciences individuelles et collectives se produit en opposition à la pensée dominante. Cette volonté de désert, de défier ou de se substituer au flux informationnel officiel (considéré comme vassalisé par le pouvoir) constitue en elle-même un acte politique. En ce sens, si les mouvements contemporains se démarquent des clivages politiques traditionnels et font appel à un ensemble de valeurs démocratiques ou libertaires, cette attitude *anti-politique* ne peut pas être confondue avec une approche *a-politique*. Dans cette perspective, la dépolitisation apparente de la société n'implique pas pour autant l'absence d'une dialectique avec le pouvoir. En couvrant un axe temporel de dix ans qui part de la naissance du réseau des *Telestreet* en 2002 jusqu'à la récente entrée du *Mouvement 5 étoiles* dans l'arène politique, nous avons pu constater que, en adoptant des stratégies et des approches différentes, tous ces mouvements continuent de s'adresser directement aux institutions et aux élites politiques conventionnelles (Van Dyke, Soule et Taylor, 2004). Le récent processus d'institutionnalisation du *Mouvement 5 étoiles* suffit à démentir la théorie de Melucci selon lequel les nouveaux mouvements sociaux ne seraient plus intéressés par la conquête du pouvoir (Melucci, 1996). Les mouvements analysés s'inscrivent donc clairement dans le cadre de la politique du conflit (Tilly et Tarrow, 2008) et ils traitent tant des thèmes relevant de la politique orthodoxe que des sujets plus sociétaux.

Mais si le modèle du processus politique (Tilly, 1976 ; Tarrow, 1994 ; McAdam, Tarrow et Tilly, 1995 ; 2001) reste le cadre de référence pour pouvoir appréhender les phénomènes de la mobilisation sociale, son caractère statique et unidirectionnel ne permet toutefois pas d'interpréter le système complexe d'influences réciproques qui lie la sphère politique au domaine contestataire.

À ce propos, en embrassant tant l'analyse des stratégies institutionnelles que l'observation des modèles développés par les mouvements sociaux, notre enquête a montré l'émergence d'un « modèle politique renversé ». Conformément au processus qui, selon l'analyse de Boltanski et Chiapello, a amené le capital à incorporer la critique qui lui avait été adressée par les mouvements soixante-huitards, les partis politiques, délégitimés aux yeux des citoyens, exploitent les valeurs développées au sein du champ contestataire. En ce sens, la stratégie d'Obama s'est révélée gagnante parce qu'elle a réussi à aspirer le potentiel participatif et solidaire des nouvelles pratiques de l'Internet et à le convertir en consensus. C'est en favorisant

la création d'un véritable mouvement fondé sur la défense des droits civiques et sur l'éthique de la participation qu'Obama a réussi à mobiliser le réseau Internet.

À son tour, le modèle de mobilisation expérimenté pendant la campagne d'Obama a inspiré les nouveaux mouvements. En 2009, les initiateurs du *Peuple des violets* déclaraient ainsi clairement avoir calqué sur le modèle d'Obama le système de décentralisation des collectifs citoyens et de coordination numérique de la manifestation. Toutefois, dans le cadre du *NoBerlusconiDay*, la mobilisation numérique avait un objectif opposé : au lieu de réconcilier les gens avec la sphère de la politique officielle, l'initiative du *Peuple des violets* cherchait à générer un espace de rupture avec les institutions.

Par définition, un mouvement social constitue une entité anti-système et non conventionnelle. Il émerge en présence d'une faille institutionnelle dans la gestion des conflits sociaux (Touraine, 1993) et encourage l'évolution des normes et des valeurs sociales. Pour ce faire, certains se concentrent sur des actes de résistance symbolique (comme les *Telestreet*) tandis que d'autres créent des « espaces de contestation temporaires » (comme dans le cas du *NoBDay*). D'autres encore visent la conquête du pouvoir (comme le *Mouvement 5 étoiles*).

En ce qui concerne l'approche à la politique, ces collectifs ne présentent donc pas de réelles nouveautés par rapport au statut et au fonctionnement des mouvements apparus à la fin des années 1960. En agissant en dehors du système des partis, ils sont orientés vers la création de nouvelles catégories politiques<sup>270</sup> (Offe, 1985; 1994) et vers la stimulation de dynamiques de participation par le bas (Della Porta et Diani, 1999).

En effet, de nombreux éléments de nouveauté apparus au cours des années 1960 et 1970 sont souvent à tort considérés comme une conséquence directe de l'émergence des nouveaux médias. En réalité, l'attention aux processus de communication et de participation était déjà présente au sein des mouvements ouvriers et étudiants des années 1970. L'usage des nouvelles technologies de la part des mouvements sociaux a donc simplement contribué à amplifier des transformations qui étaient déjà en cours.

La valorisation des compétences citoyennes, la dé-professionnalisation de la politique, la stimulation de formes de participation par le bas, le contrôle et la surveillance des élites ou la libre circulation des savoirs sont autant de thématiques qui ont émergé au fil du temps sans pour autant produire un type « nouveau » de mouvement social. L'esprit « anti-parti » (souvent interprété comme un nouveau phénomène de la part des journalistes italiens) n'est pas un trait distinctif du mouvement de Grillo mais s'inscrit au contraire dans le processus d'évolution de la gauche protestataire italienne, de l'opéraïsme<sup>271</sup> à nos jours. Par contre, ce qui apparaît comme nouveau est le déplacement des terrains de la lutte sociale. Ainsi, si dans l'Italie des années 1970, on commençait à parler d'« usine totale » pour suggérer une extension de la lutte à tous les niveaux de la société, aujourd'hui, ce sont les espaces numériques qui constituent des nouveaux laboratoires de la protestation et qui en alimentent l'imaginaire. En ce sens, les pratiques qui se développent à partir de ces espaces ne sont pas à concevoir comme une stratégie promotionnelle et organisationnelle mais comme des composantes essentielles de l'action protestataire. C'est à travers l'engagement informationnel (qui peut se traduire par la production d'information journalistique indépendante, la

---

<sup>270</sup>Comme l'a souligné Offe, les mouvements contemporains, même quand ils ne visent pas le contrôle de l'État, encouragent souvent l'émergence d'un nouveau « paradigme politique » (C. Offe, 1985). En s'inscrivant dans le courant habermassien, cet auteur affirme que les « nouveaux mouvements sociaux » visent un processus de politisation des pratiques de la société civile afin de s'émanciper du contrôle croissant de l'État sur les sphères intermédiaires de la vie sociale (Offe, 1994). Le terrain d'action des nouveaux mouvements sociaux correspondrait donc à un « terrain politique non institutionnel » situé à mi-chemin entre la sphère privée et la sphère publique. (Offe, 1994). Ce terrain de lutte non institutionnel recoupe la notion d'« espace « infra-politique » d'Ulrich Beck. Selon le sociologue allemand, à travers l'action des mouvements sociaux et culturels, cette sphère citoyenne politisée cherche à exercer une pression morale sur les institutions politiques (Beck, 1994, pp. 13-52).

<sup>271</sup>L'opéraïsme italien, fondé par Mario Tronti, était un courant autonome de la gauche extra-parlementaire visant à opérer une extension de la pensée marxiste du domaine économique au domaine social. À travers l'élaboration de concepts tels que « l'ouvrier social », ce mouvement voulait affranchir la lutte de l'hégémonie du Parti Communiste et de son sujet principal, l'ouvrier.

publication et la critique des contenus officiels ou encore la rédaction de commentaires sur les blogs) que les mouvements se constituent dans l'espace numérique et définissent leur cadre contestataire.

En ce sens, l'échange discursif et la production de contenus n'ont pas uniquement une finalité stratégique vouée à recruter des nouveaux adhérents (Snow et Benford, 1992) mais relèvent d'une nouvelle approche de l'activiste à l'engagement. Au lieu d'un univers pré-établi sur lequel le militant doit s'aligner, le cadre contestataire est donc conçu comme un terrain fluide que les échanges info-communicationnels en ligne contribuent constamment à définir. Ainsi, en ce qui concerne la question du déclin du « militantisme d'adhésion » (Ion, Franguiadakis, Viot, 2005), les quatre cas étudiés montrent que l'adhésion (parfois effectivement liée à des causes ou à des projets de court terme) se produit par le biais de la participation individuelle au processus de production du cadre contestataire. L'identité communautaire ou de classe n'est donc plus forcément le point de départ de la mobilisation politique mais ce sont des individualités autonomes qui, dans ces nouveaux espaces, cherchent des pairs avec qui se confronter.

Ce type d'action contestataire ne consiste donc pas dans l'adhésion abstraite et passive aux valeurs du mouvement mais elle est constituée par l'action individuelle, le partage des savoirs et la production de contenu en ligne. Dans une logique proche de celle de l'entreprise postfordiste, l'action est ici orientée au développement de projets (Boltanski et Chapello, 1999) et axée sur les performances individuelles. L'approche entrepreneuriale qui voyait, dans l'organisation, le principal vecteur de la contestation<sup>272</sup> (McCarthy et Zald, 1977) a donc été remplacée par un modèle décentralisé et fluide de coordination des compétences individuelles. Dans cette perspective, les militants-internautes, pouvant gérer en autonomie les ressources à disposition, ont la possibilité de s'émanciper de la structure professionnelle et de son système de médiation de la lutte. Ce nouveau modèle de la mobilisation numérique comporte des risques de démobilisation précoce qui peuvent généralement être limités par une organisation structurée et gérée par des professionnels. Cette absence de structure explique donc en partie le caractère éphémère de nombreux collectifs numériques.

Le caractère temporaire de nombreux mouvements contemporains n'affecte toutefois pas leur historicité<sup>273</sup>. En effet, même si ces mouvements ne sont pas toujours capables de produire des campagnes durables, ils manifestent néanmoins une volonté de s'inscrire dans le processus historique. Ainsi, à la place d'un sujet historique de la lutte identifié par Touraine dans le mouvement ouvrier, nous sommes aujourd'hui confrontés à une constellation de groupes contestataires. Si ces groupes ne reflètent pas les intérêts d'une classe, ils sont néanmoins une expression d'une fracture sociale, d'un conflit qui peut se générer à plusieurs niveaux, au sein des différentes classes de travailleurs, des différentes générations ou de groupes hétérogènes de citoyens. Le combat « citoyen » se développe alors à travers une sorte d'alliance entre plusieurs classes sociales (Offe, 1985 ; Melucci, 1982), qui, dans un cadre politique et économique spécifique, peuvent partager des valeurs et se mobiliser. Malgré leur identité beaucoup plus

---

<sup>272</sup>L'approche entrepreneuriale de McCarthy et Zald propose une résolution du paradoxe du « free riding » formulé par Mancur Olson. Selon Olson, les individus isolés, conscients de pouvoir bénéficier des résultats atteints par les autres, ont tout intérêt à maximiser leur fonction d'utilité et à éviter d'assumer les coûts de la mobilisation (M. Olson, 1978). Selon les deux auteurs, le concept d'organisation, capable de centraliser les ressources à disposition, permet de faire baisser les coûts individuels de la mobilisation et amène les acteurs à surmonter la logique du « free riding ». McCarthy et Zald sont considérés comme les initiateurs de l'approche de la mobilisation des ressources qui s'est progressivement affirmée en tant que paradigme dominant dans l'étude des mouvements sociaux. En supposant que, dans toutes les sociétés, il y a assez de mécontentement pour faire resurgir des mobilisations, la question centrale posée par les auteurs était celle de comprendre les facteurs qui déterminent l'émergence des organisations protestataires. Une prémisses importante est ici représentée par l'idée que, même si les couches sociales concernées ne sont pas en mesure d'assumer les coûts de la mobilisation, celles-ci peuvent être dirigées par des professionnels de l'action militante (McCarthy et Zald, 1977).

<sup>273</sup>Selon Alain Touraine, les mouvements historiques sont caractérisés par une double tendance à l'utopie et à l'idéologie dont la relation et l'opposition traduisent la dialectique du sujet historique (Lebel, 2012 p. 69).

fluide, ces collectifs sont capables de construire des représentations frappantes, de créer des ponts entre différentes catégories et de donner un nouvel élan au combat social.

L'enquête a en effet révélé la présence d'une continuité dans les valeurs, les stratégies et parfois les thèmes qui ont été soulevés par les trois mouvements italiens.

Leur sens de l'histoire se manifeste également par le biais des choix des répertoires. À ce propos, ces groupes combinent les nouveaux répertoires organisationnels de l'Internet avec les répertoires contestataires traditionnels (la manifestation de rue, la pétition, le meeting politique). La manipulation des répertoires de contestation assume une dimension à la fois historique et expressive (Tilly et Tarrow, 2008). En effet, la volonté d'associer les activités en ligne avec les répertoires classiques de l'action contestataire constitue un moyen pour se rattacher à l'histoire du combat social et pour inscrire son action dans le temps.

Les pratiques mises en place par les différents groupes d'activistes pour archiver et conserver les documents numériques ont le même objectif. Cette attitude caractérise même le *Peuple des violets* dont l'existence a été la plus éphémère. Le jour qui a suivi la manifestation, le collectif a invité les sympathisants à migrer dans un nouvelle page en précisant que la page qui avait hébergé l'organisation du *NoBDay* serait restée active en tant que document historique.

L'utilisation d'Internet n'implique donc pas l'absence d'une conscience historique, ni le renoncement à l'action de terrain. Au contraire, cette dernière demeure essentielle pour donner une dimension pleinement politique aux pratiques militantes qui se développent dans l'espace numérique. Toutes les plate-formes militantes observées étaient en effet conçues pour pouvoir assurer une connexion avec les territoires. Qu'il s'agisse des collectifs de la campagne d'Obama, des quartiers des télé de rue, des collectifs citadins du *NoBerlusconiDay* ou, encore, des listes civiques du *Mouvement 5 étoiles*, tous les espaces de mobilisation faisaient office de relais entre la sphère numérique et la sphère physique.

## 2. L'éthique de la participation

La participation par le bas apparaît comme une sorte de macro-cadre contestataire des mouvements contemporains. Cette centralité de l'éthique de la participation est démontrée par son caractère transversal : les quatre études de cas présentées dans ce travail prouvent qu'existe une continuité entre les représentations sociales élaborées par les nouveaux mouvements. Cette valeur, qui a émergé en même temps que le processus de détachement de la politique s'enclenchait dans les sociétés occidentales, relie les collectifs contemporains aux mouvements apparus au cours des années 1970.

Le premier volet de l'enquête, consacré à l'étude de la campagne menée par Obama en 2008, a décrit le fonctionnement d'une stratégie de mobilisation numérique essentiellement fondée sur la participation. L'analyse de la cartographie des liens a clairement montré que le site web du candidat avait pour fonction de stimuler la participation directe des usagers dans les activités de campagne<sup>274</sup>. En bénéficiant d'une plate-forme calquée sur le fonctionnement du réseau social, les internautes ont donc adhéré presque naturellement à la stratégie mise en place par l'équipe de campagne. Toutefois, la création d'un espace info-communicationnel autogéré par les militants n'a pas impliqué l'exclusion des principales sources de production de l'information politique. Cette étude a en effet révélé que 87,5 % des contenus politiques du site provenaient seulement de 13,2 % des sites cités. En d'autres termes, la conception du site d'Obama a favorisé la création d'un espace médiatique multi-nodal, intégré au système de la communication de masse mais amplifié par les réseaux sociaux. Dans cette logique, l'entrée des pratiques info-communicationnelles dans la campagne n'a pas été le résultat de mécanismes spontanés mais a été en réalité orchestrée et orientée par une stratégie numérique réfléchie où l'usager-citoyen était à la fois producteur et consommateur de « participation ».

---

<sup>274</sup>La seule section mybarackobama.com (l'espace autogéré par les volontaires) représentait 67 % des liens globaux du site de campagne. Cette stratégie a généré une concentration du trafic sur la section dédiée à la communauté pro-Obama. Selon les données publiées par Alexa, 57,3 % du trafic a concerné la section my.barackobama.com.

En intégrant les dynamiques de la mobilisation citoyenne dans les stratégies électorales, la sphère institutionnelle aspire l'élan de l'Internet solidaire et le traduit en consensus de masse. En conclusion, Obama a optimisé le modèle de l'activisme numérique (qui s'était développé au sein du mouvement de Seattle) pour en faire un modèle systématique de la mobilisation en ligne.

Si l'étude d'Obama a montré comment des pratiques info-communicationnelles par le bas peuvent se développer à partir d'une stratégie et de la nouvelle cible médiatique qu'elle arrive à créer, les travaux sur les mouvements italiens révèlent pour leur part les modalités avec lesquelles ces mêmes pratiques peuvent se déployer en dehors des logiques institutionnelles.

Contrairement à la campagne présidentielle d'Obama en 2008, les pratiques des militants italiens constituent des actes délibérés et émancipés des impératifs systémiques. Ce rapprochement entre les dynamiques de la mobilisation d'*appareil* et les dynamiques contestataires révèle le caractère ambivalent de l'éthique de la participation conçue tant comme un outil marketing que comme une composante essentielle de l'univers des représentations contestataires. C'est par le biais de cet univers que les pratiques activées dans les espaces contestataires assument une dimension politique. Ainsi, la « pratique info-communicationnelle » devient une « pratique militante » précisément en vertu de la valeur émancipatrice dont elle est chargée par l'activiste.

Dans le cas des *Telestreet* italiennes, l'éthique de la participation structure les modes organisationnels et les formats télévisés développés par les *telestreetaires*. Pour une *Telestreet* qui, par définition, se nourrit quasi exclusivement de contributions volontaires, la participation par le bas n'est pas seulement une philosophie ou une déclaration de principe mais avant tout une condition d'existence. En renversant les catégories de producteur et de récepteur, les télés de rue italiennes doivent être conçues comme un moyen pour stimuler la communication et la participation citoyenne et non en tant que simple producteur et diffuseur de contenu.

L'éthique de la participation traverse également les autres mouvements italiens présentés dans l'enquête. Dans le manifeste du *Peuple des Violets*, les promoteurs précisent que le groupe est régulé par une logique participative et horizontale, qu'il ne prévoit pas de chef, ni de structure précise. Comme pour les *Telestreet*, la participation est conçue avant tout comme une activité de production des contenus par le bas. Pour ces nouveaux activistes, le processus de création, d'échange et de partage de l'information politique apparaît comme le seul moyen à disposition pour s'émanciper, prendre conscience de la réalité et agir.

Enfin, le projet de Beppe Grillo repose entièrement sur le concept de participation politique par le bas. Le *Mouvement 5 étoiles* opère une véritable fusion de l'aspect informationnel et de l'aspect militant. En effet, c'est précisément à partir de la participation à l'élaboration de la contre-information politique que les internautes développent une sensibilité civique et contribuent à la construction d'un projet de démocratie directe. Cette fusion est incarnée par le double espace informationnel du site : l'un hébergeant une critique virulente du système médiatique et politique du pays et l'autre consacré aux propositions, à l'élaboration et à l'action directe dans les territoires. Toutefois, le débat autour de l'actualité constitue le cœur de l'action protestataire du mouvement ainsi que l'activité dans laquelle les militants se dépensent le plus. Comme pour les deux autres mouvements, c'est par le biais des pratiques info-communicationnelles (écriture de commentaires, publication de propositions, envoi de vidéos) que les militants adhèrent au cadre contestataire, l'adaptent à leur propre vision du monde et manifestent leur engagement. Toutefois, si les autres mouvements désirent rester à l'écart des mécanismes du conflit politique, le *Mouvement 5 étoiles* a décidé de s'engager dans la conquête du pouvoir. En ce sens, la participation au processus de création des contenus politiques devient non seulement un moyen de résistance au flux médiatique dominant ou pour contester le pouvoir mais elle a également tendance à influencer l'évolution des mécanismes démocratiques.

Le véritable changement de la lutte sociale ne s'opère donc ni au niveau des relations que les mouvements entretiennent avec le processus politique, ni au niveau des revendications dont ils sont porteurs mais concerne plutôt l'approche que les nouveaux activistes adoptent à l'égard des modèles info-communicationnels. Pour eux, repenser les modèles de l'information et de la communication est une manière de repenser le modèle de l'action politique. En effet, les espaces contestataires que nous avons analysés, de la *Telestreet* au blog de Beppe Grillo, ne se sont pas limités à reprendre des revendications qui seraient nées dans d'autres contextes du combat social mais ont en fait été dès le départ conçus avec l'objectif avoué de reconstituer les bases sociales mêmes de l'action militante. En ce sens, les activités de création des contenus journalistiques amateurs ou la participation au débat en ligne sur les thèmes d'actualité constituent un passage fondamental pour stimuler à nouveau un regard « politique » sur la réalité. La participation doit alors être conçue dans les termes d'une pratique informationnelle créatrice qui passe par l'appropriation citoyenne d'un espace d'information et de communication. C'est par le biais de ces espaces informationnels et des pratiques qu'ils génèrent qu'une nouvelle identité collective peut se former et investir l'espace public. L'enquête révèle donc un phénomène inversé par rapport à l'analyse conduite par François Granjon sur les usages de l'Internet de la part des groupes militants. Ce dernier avait relevé l'émergence d'organisations protestataires s'identifiant de plus en plus à l'esprit d'Internet en en faisant un usage massif (Granjon, 2001). Or les trois études de cas italiens montrent un processus inverse : si ces mouvements, toujours ancrés dans leurs contextes politiques et sociaux, se développent et se nourrissent des échanges en ligne, c'est à travers leurs pratiques numériques qu'ils essaient de justifier leur « grandeur » (L. Boltanski, 2009) pour pouvoir ensuite agir sur le terrain.

Ce nouveau processus de genèse de l'action contestataire, fondé sur l'idéal de la participation par le bas, n'est toutefois pas exempt de problèmes. L'ensemble des travaux que nous avons dirigés en montre en effet également l'aspect controversé. Le premier type d'ambivalence a été identifié dans l'intégration de cette logique dans la stratégie électorale d'Obama. Les mêmes contradictions peuvent toutefois être également repérées dans le champ des mouvements sociaux. En effet, le déclin des *Telestreet* a montré comment les usages des TIC sont partiellement prédéterminés par une logique de l'offre. Le changement technologique du marché télévisé et l'indifférence de la classe politique ont obligé les *Telestreet* à trouver d'autres plate-formes. Cette conversion les a forcées à renoncer à leur vocation initiale : s'introduire dans le flux médiatique domestique afin de créer un espace communautaire qui se superpose à la pensée dominante. Cette étude de cas a également montré comment les usagers développent des pratiques info-communicationnelles spécifiques aux contextes d'usage en jonglant constamment entre les espaces de liberté et les contraintes imposées par les concepteurs, les législateurs et le marché.

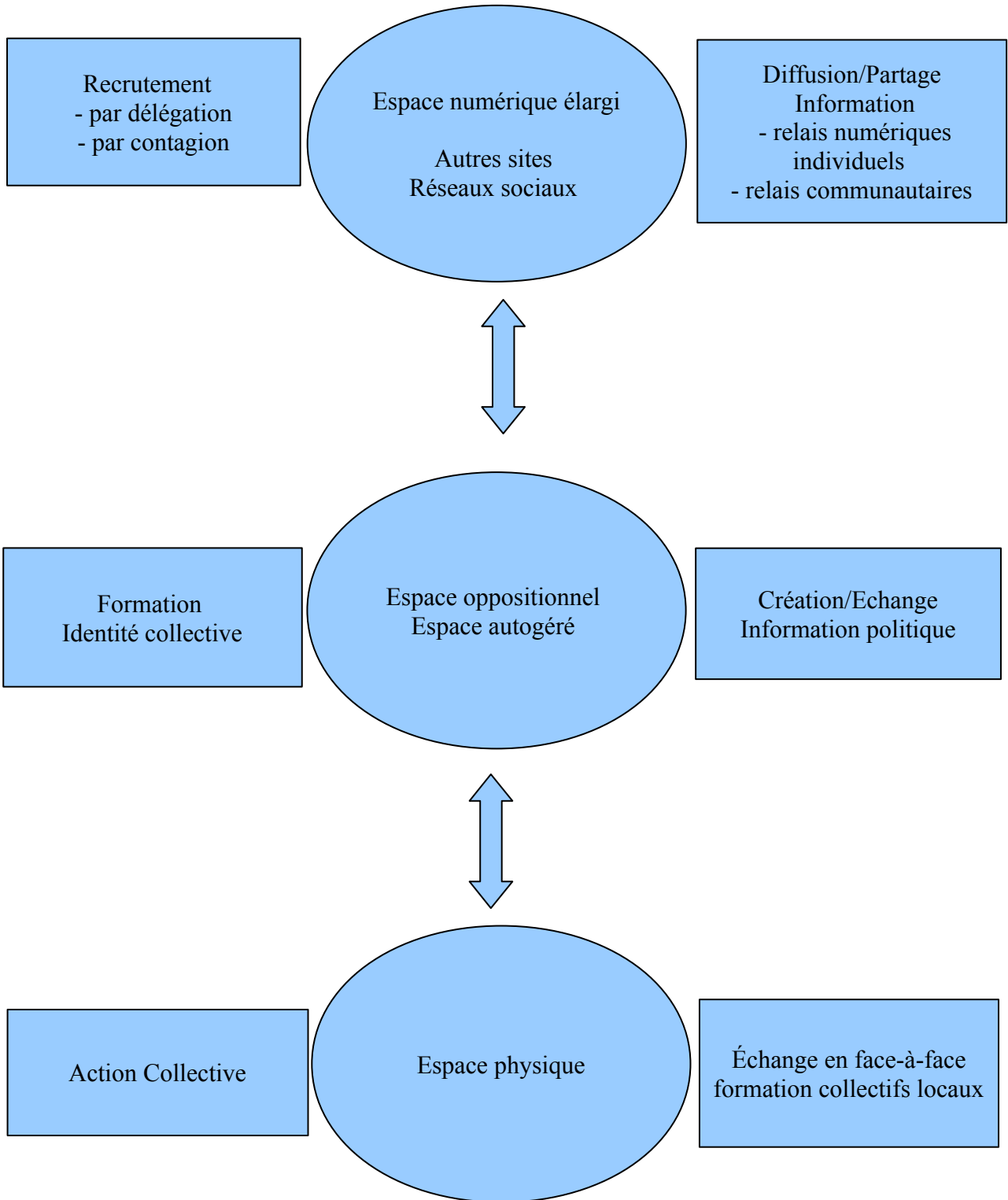
Les conséquences paradoxales de l'idéal de la participation sont également visibles au niveau du processus de développement de nouvelles catégories politiques. Pour le *Peuple des violets*, les mécanismes de participation sont devenus une sorte de prison conceptuelle qui a empêché le mouvement de se forger une identité politique définie et de réinventer le vocabulaire de la contestation.

Mais c'est au sein du Mouvement 5 étoiles que le concept de participation apparaît le plus dans toute son ambivalence. En effet, la persistance du modèle du leadership autour de la figure charismatique de Grillo qui a dans le fond les pleins pouvoirs et tendance à prendre des décisions unilatérales contredit l'esprit même du projet, censé tout de même représenter à la base une alternative à la structure pyramidale des partis traditionnels. Il est donc indispensable de s'interroger, d'une part, sur le manque d'efficacité relevé au niveau du modèle de délibération horizontal et, de l'autre, sur l'effective compatibilité des outils numériques adoptés jusque là avec les mécanismes de délibération que les nouveaux sujets politiques désirent mettre en œuvre.

### 3. Le modèle de la mobilisation numérique

#### Mobilisation

#### Pratiques info-communicationnelles





L'enquête nous a permis d'identifier un nouveau modèle de la mobilisation en ligne qui prend en considération l'influence des phénomènes info-communicationnels dans le processus de mobilisation.

La première étape de la mobilisation en ligne est constituée par la création d'un espace oppositionnel ou autogéré. La section mybarackobama du site de campagne, vouée à l'échange, à la constitution de groupes de militants et à la coordination des actions sur le terrain, rentre dans la catégorie des espaces autogérés. La possibilité pour les internautes d'accéder à cet espace a contribué à la formation d'un véritable mouvement dédié à la cause d'Obama.

L'espace oppositionnel peut constituer un espace de résistance (comme dans le cas des *Telestreet*), de contestation (comme dans le cas du NoBDay) ou de construction politique (comme dans le cas du *Mouvement 5 étoiles*). La symbolique de l'espace est très importante car c'est à partir de la création d'un lieu dialectique et de négociation du sens que le sujet se construit à son tour en opposition à l'espace dominant. En dehors des revendications spécifiques, la création d'un espace communicationnel et informationnel autonome et accessible aux citoyens constitue donc la matrice contestataire de toutes les revendications. En effet, l'acte de fonder une *Telestreet*, un blog de contre-information ou un groupe contestataire sur Facebook acquiert une dimension politique qui se traduit par une volonté de désertier l'espace médiatique officiel et de recréer les conditions nécessaires au développement d'un esprit critique. Les activités de création et d'échange d'informations sont alors vouées à reconstruire le processus info-communicationnel en partant du bas. C'est donc par le biais du contrôle que cet espace exerce sur la pensée dominante que les individus arrivent à partager un cadre contestataire et à construire une nouvelle identité politique. Les pratiques info-communicationnelles qui se développent à partir de la création de cet espace déclenchent donc le processus de formation de l'identité collective. La construction de l'identité est donc à considérer comme un produit des échanges d'information médiatisés. Les prérogatives et les missions fixées à l'intérieur de l'espace oppositionnel peuvent varier sensiblement en fonction du degré d'engagement du noyau des militants de départ. Il peut s'agir d'un projet isolé (comme dans le cas du *Peuple des violets*) voué à n'organiser qu'une seule action contestataire ou d'un projet complexe et durable amenant à la création d'un statut, d'un programme et d'un système de prise des décisions (comme dans le cas du *Mouvement 5 étoiles*). La vraie nouveauté apportée par ce modèle de la mobilisation est constituée par la typologie de l'espace et du processus à travers lesquels se forme l'identité collective. En effet, le sujet contestataire n'existe pas en dehors de ce qui est produit et échangé dans l'espace oppositionnel. Ainsi, au lieu d'un groupe social pré-défini et ayant instauré des relations préalables dans l'espace physique, ce sont les activités de création et d'échange de l'information qui vont contribuer à délimiter l'identité contestataire. Or, cet espace, initialement restreint, s'élargit par le biais de l'activation de pratiques info-communicationnelles visant à la diffusion des contenus dans d'autres sphères numériques. Ce processus d'amplification peut se produire par le biais d'un système centralisé et coordonné de diffusion de l'information (création d'autres sites web ou de profils dans les réseaux sociaux de la part des producteurs /éditeurs). Mais il peut aussi fonctionner à travers la délégation (les sujets individuels diffusent l'information sur des pages personnelles, l'envoient individuellement à leurs proches ou à leurs cercles de liens faibles). Ces activités donnent lieu à un espace numérique élargi qui contribue à renforcer l'espace oppositionnel principal. Les destinataires de l'information militante seront en effet amenés à visiter l'espace central et à contribuer à leur tour aux activités de création et d'échange de l'information.

Dans ce nouveau modèle de la protestation, la participation au débat ou l'écriture d'un commentaire deviennent des actes fondamentaux pour adhérer au projet. Ce cheminement circulaire de l'information est fondamental pour l'élargissement de la communauté d'activistes et donc pour son impact dans l'espace public. En effet, c'est à partir de ce nouveau processus

de socialisation politique que les participants arrivent à partager des valeurs et à créer des représentations collectives.

La communauté numérique ainsi constituée pourra se structurer dans des groupes thématiques et locaux et mener des actions collectives sur le terrain. La coordination des événements reprend le même schéma régulant le processus de socialisation initial : création de contenu et échange dans l'espace central et diffusion de l'information sur l'événement dans les autres sphères numériques. L'action sur le terrain déclenche un mécanisme traditionnel de socialisation et de recrutement direct de nouveaux adhérents qui ont un retour positif sur l'animation de l'espace médiatique.

Le lien avec les territoires s'est démontré comme un point fondamental pour les nouveaux projets contestataire. Valorisé principalement par le mouvement des *Telestreet*, la mise en réseau des dimensions locales encourage un processus de multiplication et de diversification des regards sur la réalité. La prise de responsabilité et l'engagement local des citoyens impliqués dans le mouvement de Grillo participent de la même logique : c'est à partir de la politisation de son propre lieu de vie, et non à partir du mythe de la citoyenneté globale, que des plus grandes transformations vont être possibles.

### **3.1. Les limites du débat politique en ligne**

Tout en encourageant un processus de participation politique par le bas, ce nouveau modèle de la mobilisation numérique présente donc également des points problématiques. Tout d'abord, la création d'un espace public oppositionnel n'amoindrit pas forcément l'influence que d'autres espaces, plus hégémoniques, continuent d'exercer sur la formation de l'opinion publique. En effet, comme Bernard Miège l'a souligné, en dehors des médias, l'éducation, l'économie globale, le marché du travail et l'ordre social dans son ensemble façonnent également l'espace public (Miège, 2010). Selon cet auteur, malgré son potentiel d'ouverture du débat public, l'Internet est caractérisé par un primat de la logique marchande.

Cette tension qui traverse la sphère numérique dans son ensemble est également visible au niveau des espaces protestataires. L'analyse du *Mouvement 5 étoiles* a fait émerger la présence d'un processus de marchandisation de la contestation. En effet, l'étude a montré que la création du « produit Grillo » répond à une stratégie éditoriale et politique qui est le résultat du travail professionnel de son bras droit, Gianroberto Casaleggio. La société *Casaleggio Associati* est en effet chargée d'optimiser la présence de Beppe Grillo dans les différentes sphères du web social. Toutefois, et c'est cet aspect qui est à nos yeux le plus intéressant, le processus de marchandisation est encouragé également par le bas. L'analyse du contenu des échanges du blog a montré que les internautes réagissent massivement aux interventions politiques du leader en réservant une participation beaucoup plus tiède aux propositions avancées par leurs pairs.

La consommation du produit contestataire se fait donc tant en amont, à travers un modèle de communication influencé par les langages du spectacle et par les outils du marketing en ligne, qu'en aval, à travers les modalités sélectives de la participation militante. L'idéal de la participation horizontale dans la construction de la proposition politique s'avère donc fortement limité par le caractère asymétrique de cet espace et par l'intériorisation d'automatismes propres à la sphère marchande de la part des usagers.

Au-delà de cette tendance à la « réification » des sphères de l'action sociale, d'autres limites émergent au niveau des conditions d'accès et de participation au débat sur Internet. Malgré l'émergence de dynamiques de démocratisation de la prise de parole (déterminées par l'explosion de plate-formes d'auto-publication et par la fragilisation des marqueurs sociaux), les conditions de participation au débat public en ligne restent néanmoins liées à la maîtrise des outils informatiques et aux compétences linguistiques et communicationnelles des usagers. L'importance revêtue par les capacités expressives des participants peut en ce sens engendrer des inégalités sociales encore plus marquées. L'analyse des échanges dans le blog de Beppe

Grillo a fait apparaître l'ensemble de ces éléments contradictoires. L'enquête a en effet démontré que finalement la communauté active du blog est finalement plutôt homogène (les usagers actifs sont constitués par les étudiants ou les jeunes cadres disposant d'un niveau d'éducation assez élevé). Bien que fragilisée par le marché du travail actuel, cette alliance de classes constitue une sorte de nouvelle *intelligentia informatisée* qui se présente en tant que porte-parole du mécontentement du peuple italien. Cette catégorie, plus élargie et composite par rapport à la sphère bourgeoise d'Habermas, se caractérise par des traits propres à notre époque : elle est très sensible aux thématiques liées à l'information et persuadée que l'appropriation d'espaces médiatiques autogérés constitue une étape obligatoire pour l'activation de formes de participation par le bas. Une autre contrainte à l'ouverture du débat public est constituée par la tendance des participants à radicaliser leurs opinions de départ plutôt qu'à s'ouvrir à l'échange et à la confrontation avec des idées dissemblables. Le risque est donc représenté par la formation d'un espace balkanisé qui se renferme sur lui-même au lieu de favoriser l'élargissement du débat.

Si l'entrée de l'Internet dans le processus de construction de l'espace public n'a pas effacé les inégalités économiques, sociales et culturelles, elle a tout de même déclenché de nouveaux mécanismes d'ouverture. En effet, les espaces numériques se fondent, au moins en principe, sur l'égalité du statut des participants et sur la liberté d'opinion. Cette liberté est encouragée par la possibilité de détacher les idées du contexte socio-économique des participants. L'absence corporelle des sujets est censée entraîner un affaiblissement de la volonté de préserver le « Self » dans le sens qui lui a été attribué par Erving Goffman (Goffman, 1959). Cependant, même ce mécanisme assume un caractère contradictoire car, dans l'espace numérique, la « célébration du soi » peut acquérir une dimension encore plus centrale par rapport aux échanges en face-à-face. À ce propos, Dominique Cardon parle du processus de « représentation de soi » dans les termes d'un projet réflexif et stratégique qui demande beaucoup d'énergie et d'engagement de la part des sujets (D. Cardon, 2010).

Ces activités, vouées à acquérir une forme de reconnaissance et de visibilité numériques, ne sont pas toujours compatibles avec l'exposition d'arguments rationnels et le développement d'un débat constructif. Les tendances narcissiques, qui devraient toutefois être moins accentuées dans les blogs à caractère politique (Cardon et Delaunay-Teterel, 2006), peuvent empêcher le déroulement d'un véritable débat d'idées entre les usagers. L'analyse du blog de Beppe Grillo a montré que cette plate-forme est bien souvent un défouloir, un espace pour se mettre en avant à travers des déclarations radicales et excessives.

Malgré les nombreuses limites que l'observation de terrain nous a permis d'identifier, il faut tout de même reconnaître que les mouvements numériques ont démontré une capacité à inventer de nouveaux modèles politiques ainsi que des représentations collectives fortes auxquelles ont adhéré activement de nombreuses consciences qui, jusque là, étaient condamnées à rester muettes ou non entendues. Ainsi, les limites qui caractérisent le débat politique en ligne ne doivent pas empêcher les observateurs de reconnaître les avantages dérivant de la multiplication des formats et des producteurs de contenu. En effet, ce processus progressif de dé-massification de l'information encourage la constitution d'une forme de contre-pouvoir citoyen qui commence à bâtir son chemin à l'intérieur même de la sphère publique politique.

### 3.2. Besoin informationnel et action contestataire

Les spécificités du contexte médiatique italien (la présence de forts conflits d'intérêts, la concentration propriétaire du marché des médias et la lente évolution du cadre législatif) ont favorisé une prise de conscience collective quant aux enjeux politiques liés à l'usage de l'information. Cette prise de conscience a poussé les activistes à constituer leur identité contestataire à travers la création de nouveaux espaces informationnels. Si ces lieux constituent des espaces « oppositionnels », c'est précisément en vertu de leur opposition à l'espace médiatique dominant. Dans cette logique, les pratiques de création, de diffusion, d'échange et de traitement de l'information ne se présentent pas que comme des moyens pour porter des revendications mais aussi et surtout comme l'objet et le mobile même de l'action contestataire. En ce sens, les pratiques info-communicationnelles des militants italiens (qui peuvent correspondre à la réalisation d'un JT amateur, à la publication de contenus sur Facebook ou à l'écriture de commentaires sur un blog) deviennent des nouvelles modalités de l'engagement citoyen. L'information ainsi que les modèles à travers lesquels elle est sélectionnée, traitée et présentée conditionnent les processus culturels d'émancipation de la société. La possibilité de gérer l'information en autonomie est donc conçue comme un procédé essentiel pour la formation d'un esprit critique.

L'analyse croisée des études sur les mouvements italiens a également montré que les revendications sont souvent formulées à partir de l'identification de besoins informationnels. Dans le cadre des *Telestreet*, la revendication portée par la plupart des petits émetteurs correspondait à la nécessité de donner voix aux catégories sociales écartées de la communication *main stream* ou dont les propos et les caractères étaient traités, quand ils l'étaient, de manière stéréotypée et déformée. Dans cette perspective, la participation à la création des contenus de la part des citoyens actifs avait l'objectif d'atténuer les distorsions de la communication de masse et de répondre à un ensemble de besoins en information. Suite à la prise de conscience autour des dégâts causés par la gestion presque monopolistique de la TV italienne, les activistes identifiaient des besoins informationnels et essayaient d'amener les gens à les satisfaire par eux-mêmes <sup>275</sup>.

En ce qui concerne le Peuple des violets, l'étude a démontré que la création du groupe Facebook réclamant la démission du Président du conseil a d'abord été une réaction au traitement médiatique de la situation politique nationale. En effet, suite au rejet du « lodo Alfano » de la part de la Court Constitutionnelle, les citoyens s'attendaient à des conséquences politiques significatives. Or la tiédeur et la complaisance avec laquelle cette nouvelle fut traitée à la fois par la presse et par la classe politique fut l'élément déclencheur du mouvement sur Facebook.

---

<sup>275</sup>L'importance revêtue par les inquiétudes informationnelles dans le développement des pratiques militantes a été confirmée par l'analyse de contenu. En ce qui concerne les *Telestreet*, sur le soixante-trois vidéos visionnées, treize traitent des thèmes liés aux médias. Le même constat a été fait sur le blog de Beppe Grillo où la rubrique « Médias » occupe la troisième place sur les neuf rubriques thématiques identifiées. En ce sens, le système info-communicationnel constitue à la fois le moyen et l'objet de la protestation.

### 3.3. L'évolution du concept de médiactivisme

L'analyse des mouvements sociaux italiens nous a également permis de mettre à jour le concept de médiactivisme. Si les noyaux d'activistes engagés dans le réseau des *Telestreet*, dans le *Peuple des violets* ou dans le projet de Beppe Grillo peuvent être considérés comme des médiactivistes, l'observation de terrain suggère que le concept de pratique info-communicationnelle est plus pertinent et intéressant que la notion de médiactivisme.

Encore une fois, le passage entre les deux concepts a été opéré par le biais du réseau des *Telestreet*. En effet, dans l'optique des *telestreetaires*, l'objectif n'était pas vraiment la création d'un médium alternatif proposant un contre-agenda par rapport aux médias traditionnels. Leur démarche consistait plutôt à faire irruption dans la zone de confort indolent des téléspectateurs pour les amener, à travers la télé de rue, à s'intéresser à la vie du quartier. Ainsi, à la place du journalisme collaboratif ou citoyen, réalisé généralement par une poignée d'utilisateurs éclairés, la télé de rue s'ouvrait aux collaborations les plus insolites en impliquant les gens des quartiers, les immigrés, les étudiants, les enseignants ou les personnes âgées. En ce sens, le médiactivisme politique de ces militants se distingue d'autres initiatives élitistes (comme par exemple le collectif *Critical Art Ensemble* ou le contre-journalisme d'*Indymedia*) parce qu'il promeut des pratiques qui peuvent potentiellement se généraliser à tous les niveaux de la société. L'objectif n'est pas de s'adresser à un groupe idéologiquement pré-composé mais de produire et de disséminer des expériences de citoyenneté active. Toutefois, ces télé analogiques et communautaires, demandaient beaucoup plus d'engagement personnel, de travail et de solidarité que la plupart des pratiques info-communicationnelles qui se développaient au même temps dans l'espace numérique. En devenant le réceptacle des projets contestataires, le système du contenu généré par l'utilisateur propre au web a donc peu à peu supplanté la créativité et la richesse des pratiques qui s'étaient développées dans le cadre des projets des télé de rue. En ce sens, le passage de la télé de rue au web social symbolise aussi le passage du concept de médiactivisme au concept de « pratique info-communicationnelle militante ». Si cette évolution des pratiques militantes engendre une uniformisation des cadres et des modèles de l'information et de la communication, elle représente en même temps une chance pour élargir la participation à la création de contenus politiques. Si créer une télé de rue exigeait un certain bagage de connaissances techniques, les bloggeurs à l'origine du *Peuple des violets* ne se distinguent pas vraiment de l'utilisateur type d'Internet. Pour organiser une manifestation contestataire, ces internautes ont utilisé deux outils simples et à la portée de tout le monde : le réseau social Facebook et une plate-forme gratuite pour la création de pages web.

Ce basculement du médiactivisme à la pratique info-communicationnelle est certainement aussi une conséquence de la généralisation des usages de l'Internet et de l'imposition du modèle du contenu généré par l'utilisateur comme principe fondamental de création de la valeur. Les logiques de l'offre conditionnent les usages des NTIC et contribuent donc également à restructurer les pratiques militantes. La loi du marché l'a donc définitivement emporté sur le projet des *telestreetaires* et a amené les activistes à se conformer aux pratiques qui se généralisaient au sein du web social.

Les premières *Telestreet* ont donc constitué un médium *sui generis*. En impliquant un processus de socialisation interne à la communauté de référence, la création d'une *Telestreet* encourageait aussi une manière active de vivre sa propre citoyenneté qui se traduisait par une forme de politisation du territoire. Au contraire, dans les blogs, les réseaux sociaux ou les sites de partage en ligne, la dimension politique de la communication est souvent affaiblie par la primauté des échanges interpersonnels sur les échanges de contenu.

Toutefois, si la typologie des usages et la conception des plate-formes du web social et du web collaboratif sont en grande partie déterminées par les exigences du marché, des pratiques

protestataires peuvent se développer au sein même des espaces qui régissent l'économie numérique. C'est le cas du *Peuple des violets* qui, par le biais de l'engagement et de l'imaginaire d'un groupe de bloggeurs, a réussi à convertir un outil emblème du narcissisme contemporain en un outil de contestation. Mais c'est aussi le cas du *Mouvement 5 étoiles* qui, à partir d'un blog de contre-information, a su constituer un nouveau sujet collectif qui s'est imposé dans le processus politique du pays.

#### **4. Perspectives de recherche**

La synergie entre le champ de la mobilisation sociale et les travaux portant sur les pratiques informationnelles de l'Internet ouvre une variété de pistes de réflexion pour la recherche future. En effet, les points de convergence qui ont été repérés dans ce travail sont censés stimuler le développement de nouvelles approches concernant tant les dynamiques de l'action collective que les phénomènes liés à l'information et à la communication. Si cette recherche a démontré que les pratiques info-communicationnelles des militants ont un rôle actif dans la constitution des cadres et des formes de l'engagement citoyen, les travaux sur les « comportements informationnels » se sont pourtant jusqu'à maintenant surtout concentrés sur l'identification des besoins (Taylor, 1962 ; Wilson, 1981) et sur l'influence de l'environnement social et culturel des usagers dans les activités de recherche et d'usage de l'information (Belkin, 1980 ; Taylor, 1991 ; Chatman, 1992 ; 1996), négligeant en cela les influences de ces dernières sur l'ensemble des pratiques sociales. Si certaines approches identifient un changement de l'univers cognitif de l'utilisateur intervenant à la fin du procédé informationnel (Dervin, 1983), les conséquences sociales et politiques du processus d'intériorisation de l'information restent toutefois très peu développées. De son côté, la sociologie des mouvements sociaux qui permet d'analyser le rôle des modèles organisationnels dans le processus de mobilisation (McCarthy et Zald, 1977 ; Gamson, 1990), les influences du contexte politique (Oberschall, 1973 ; Tilly, 1978 ; McAdam, Tarrow et Tilly, 2001) ainsi que le phénomène d'alignement des cadres contestataires (Benford et Snow, 2000), n'explique pas comment des individus dispersés arrivent à partager un diagnostic sur la réalité, à produire collectivement des valeurs et à se mobiliser. Le paradigme de la mobilisation des ressources, par exemple, considère la capacité des mouvements à produire, à valoriser et à mobiliser des ressources collectives comme un ingrédient essentiel pour la réussite de l'action protestataire. Toutefois, pour que les gens puissent partager des ressources, ils doivent préalablement avoir eu accès à des informations fiables sur l'analyse du problème et avoir pris conscience de la nécessité de mener une action contestataire. En ce sens, les pratiques info-communicationnelles doivent à notre sens être considérées en amont de la formation des mouvements sociaux et non pas seulement en tant que stratégies organisationnelles et communicationnelles. La centralité de ces pratiques dans le processus de formation du sujet contestataire et le fait qu'elles peuvent se développer en dehors d'une structure pré-existante sont le signe d'une tendance générale à la dé-professionnalisation des mouvements sociaux. Ces derniers ne doivent plus être conçus comme des organisations structurées mais plutôt en tant que constructions discursives fluides dont l'action est déterminée par une coordination auto-régulée des compétences individuelles. Ces transformations n'impliquent toutefois pas la disparition des formes d'engagement fondées sur l'adhésion idéologique, ni la conversion des modèles d'organisation hiérarchiques en des systèmes de coordination et de délibération parfaitement horizontaux.

Ce travail a souligné également le caractère paradoxal de l'éthique de la participation par le bas qui imprègne l'univers des représentations contestataires contemporaines. Ce point mériterait certainement d'être mis en question d'avantage à l'aide d'approches interdisciplinaires et avec l'appui de méthodologies empiriques adaptées au nouvel environnement numérique. La question autour de l'idéologie reste en outre un élément très problématique. Si l'ensemble des mouvements semblent se situer à l'écart des clivages

politiques de la droite et de la gauche historiques, ils semblent tout de même être porteurs de valeurs démocratiques et libertaires. En ce sens, la perte de confiance dans la sphère de la politique officielle pousse ces nouveaux activistes à se concentrer sur des valeurs générales ou sur les nouvelles utopies générées par l'objet technique. Dans cette perspective, les nouveaux mouvements essaient non seulement de réintégrer la dimension utopique dans un domaine de plus en plus dominé par la technocratie mais ils conçoivent parfois ces valeurs libertaires comme une sorte de nouveau *credo*.

Dans le cas du *Peuple des violets*, l'adhésion à une série de mythes de l'Internet a empêché au mouvement de forger de nouvelles catégories politiques et de réinventer concrètement le vocabulaire de la contestation. Le modèle proposé par le *Mouvement 5 étoiles* présente la même ambivalence. Si, d'un côté, ces internautes semblent représenter le modèle de *société réflexive* et écologiquement éclairée décrit par Ulrich Beck (Beck, 2003), l'importance et la centralité de la figure du chef (Grillo) indiquent que des éléments de la vieille politique perdurent au sein du mouvement dont la raison d'être est pourtant de réinventer la logique verticale de la représentativité. Ceci dit, le maintien de ce *leadership* a paradoxalement été la condition nécessaire pour donner consistance, popularité et continuité au projet politique et éviter un processus de démobilisation précoce qui, trop souvent, caractérise les organisations protestataires contemporaines. La question du leadership constitue donc un autre thème important à développer surtout en raison des tensions contradictoires qui traversent le champ contestataire.

Grillo a montré que la coexistence d'une personnalité forte et d'une communauté active autour d'un blog engagé pouvait aller beaucoup plus loin par rapport au modèle de contestation « par projet » adopté auparavant par la plupart des collectifs contemporains, des *Indignés* au *Peuple des violets*. Mais ce modèle, tout en refusant la structure hiérarchique, perpétue malgré tout une forme de populisme autoritaire. La solution que les mouvements futurs porteront à ces contradictions nous aidera à comprendre le potentiel innovateur des collectifs numériques et leur capacité à révolutionner un système séculaire en évitant de tomber dans le culte de la personnalité ou dans l'adhésion a-critique à l'utopie d'Internet.





## Bibliographie

### Communication et Nouvelles Technologies

- Beaud P., Flichy P., Pasquier D. et Quéré L., (1997), *Sociologie de la communication*, Paris : Réseaux/CNET.
- Bennett W. L., (2003), « Communicating global activism », in *Information, Communication, and Society*, vol. 6, n°2, pp. 143-168.
- Bentivegna S., (2005), *Politica e nuove tecnologie della comunicazione*, Bari : Laterza & figli.
- Berardi F., Jacquemet M. et Vitali G., (2003), *Telestreet. Macchina immaginativa non omologata*. Milan : Baldini Castoldi.
- Berardi F., (2001), *La fabbrica dell'infelicità, new economy e movimento del cognitariato*, Roma : DeriveApprodi srl.
- Blondeau O., (2007), *Devenir média : l'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Paris : Éditions Amsterdam.
- Bouquillion P. et Matthews J. T., (2010), *Le Web collaboratif. Mutations des industries de la culture et de la communication*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Breton P., (2008), *L'utopie de la communication, Le mythe du village planétaire*, Paris : La Découverte.
- Breton P. et Proulx S., (2006), *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris : La Découverte.
- Cardon D. et Delaunay-Téterel H., (2006), « La production de soi comme technique relationnelle, Un essai de typologie des blogs par leurs publics », in *Réseaux*, 2006/4 n° 138, pp. 15-71.
- Cardon D., (2010), *La Démocratie Internet, Promesses et Limites*, Paris : Seuil.
- Cardon D. et Granjon F., (2010), *Médiactivistes*, Paris : Presse de Science Po.
- Carey J., (1998-1999), « McLuhan, généalogie et descendance d'un paradigme », *Quaderni : McLuhan, trente après* (numéro dirigé par Pascal Durand), n° 37.
- Carlà F., (2001), *Vivere Internet, Simulmondo, la rivoluzione simulata: dai videogiochi alla finanza democratica*, Milano : Apogeo.
- Carlini F., (2002), *Divergenze digitali. Conflitti, soggetti e tecnologie della terza Internet*, Rome : Manifestolibri, Tempo e Democrazia.
- Casilli A., (2010), *Le liaisons numériques, Vers une nouvelle sociabilité ?*, Paris : Seuil.
- Castells M., (2009), *Communication Power*, Oxford : Oxford University Press.
- Castells M., (2001a), L'ère de l'information, tome 1, *La société en réseau*, Paris : Fayard.
- Castells M., (2001b), *La galaxie Internet*, Paris : Fayard.
- Castells M., (1999a), *L'ère de l'information*, tome 2, *Le pouvoir de l'identité*, Paris : Fayard.
- Castells M., (1999b), *L'ère de l'information*, tome 3, *Fin de millénaire*, Paris : Fayard.
- Certeau M. De., (1990), *L'invention du quotidien, tome 1 : Arts de faire*, Paris : Gallimard.
- Chazal G., (2003), « La mise en réseau des savoirs », in Musso P., *Réseaux et société*, Paris : PUF.
- Chomsky N., (2002), *Illusioni necessarie, mass media e democrazia*, Milan : Elèuthera.
- Da Empoli Giuliano., (2008), *Obama, La politica nell'era di Facebook*, Venezia : Marsilio Editori.
- Dahlgren P., (2009), *Media and Political engagement, Citizens, communication and democracy*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Dahlgren P. et Relieu M., (2000), *L'espace public et l'internet. Structure, espace et communication*, in *Réseaux*, vol.18 n°100, pp. 157-186.
- Eco U., (1964), *Apocalittici e Integrati*, Milano : Bompiani.
- Ellul J., (2004), *Le système technicien*, Le Cherche : Midi.
- Favier L., dirigé par, (2011), *La démocratie dématérialisée, Enjeux du vote électronique*,

- Paris : Seuil.
- Fiske J., (1990), *Introduction to communication studies*, London : Routledge.
  - Flichy P., (2008), « Internet, un outil de la démocratie ? », *La Vie des idées*, 14 janvier 2008. ISSN : 2105-3030.
  - Flichy P., (2001), *L'imaginaire d'Internet*, Paris : La Découverte.
  - Garnham N. et Gamberini M., (2000), « La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique », in *Réseaux*, 2000, vol. 18, n°101, pp. 53-91.
  - Gingras A., dirigé par, (2003), *La communication politique, états des savoirs, enjeux et perspectives*, Québec : Presses de l'Université du Québec.
  - Gubitosa C., (2002), *L'informazione alternativa*, Bologne : EMI.
  - Gulmanelli S. et Dagnino A., (2003), *PopWar: Il netattivismo contro l'ordine costituito*, Milan : Apogeo.
  - Hall S., (1982), « The rediscovery of ideology : return of the repressed in media studies », in Gurevitch M., Bennett B., Curon J. et Woolacott J., dirigé par, *Culture, Society, and the Media*, New York : Methuen, p. 56-90.
  - Hall S., (1973), *Encoding and decoding in television discourse*, Centre for Cultural Studies, Birmingham : University of Birmingham.
  - Hill K. A. et Hughes J. E., (1998), *Cyberpolitics : Citizen Activism in the Age of the Internet*, Lanham : Rowman and Littlefield.
  - Hirschman A. O., (1983), *Bonheur privé action publique*, Paris : Fayard.
  - Hoggart R., (1970), *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris : Minuit.
  - Horkheimer M. et Adorno T. W., (1983), *La dialectique de la raison*, Paris : Gallimard.
  - Jauréguiberry F. et Proulx S., (2003), *Internet, Nouvel Espace citoyen ?*, Paris : l'Harmattan.
  - Jones S., (1994), *CyberSociety: Revisiting Computer-Mediated Communication and Community*, New York : Sage Publications.
  - Katz E., (1957), « The two-step flow of communication : an up-to-date report on an hypothesis », *Public opinion quarterly*, n°21, pp. 61-78.
  - Katz E. et Lazarsfeld P. F., (1955), *Personal Influence : the part played by people in the flow of mass communication*, New York : The Free Press.
  - Klemens G., (1997), *L'avanguardia inaudita: comunicazione e strategia nei movimenti degli anni Settanta*, Milan : Costa&Nolan.
  - Kolko B. et Reid E., (1998), « Dissolution and Fragmentation : problems in on-line communities » in Steven Jones, *Cybersociety 2.0: Revisiting Computer-Mediated Community and Technology*, Newbury Park (CA) : Sage Publications.
  - Kroker A. et Weinstein M. A., (1994), « The political Economy of Virtual Reality : Pan-Capitalism », *CTheory*.
  - Lardellier P., (2007), *Le réseau pensant, pour comprendre la société numérique*, Dijon : Éditions universitaires de Dijon.
  - Lasswell D. H., Kaplan A., (1950), *Power and society : a framework for political Inquiry*, New Haven.
  - Lasswell H. D., (1936), *Politics : who gets what, when and how*, New York : Meridian Books.
  - Lazarsfeld P. F. et alii, (1948), *The people's choice : how the voter makes up his mind in a presidential election campaign*, New York : Columbia University Press.
  - Lecomte R., (2009), « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *tic&société*, vol. 3, n°1-2 (en ligne), mis en ligne le 12 janvier 2010, consulté le 04 février 2013. URL : <http://ticetsociete.revues.org/702>
  - Lévy P., (2001), *Cyberdémocratie*, Mayenne : Floch.
  - Lévy P., (1997), *Intelligence Collective, Pour une anthropologie du cyberspace*, Paris : La Découverte.
  - Maarek P.J., dirigé par, (2009), *La communication politique de la présidentielle de 2007, Participation ou représentation?*, Paris : L'Harmattan.
  - McLuhan M., (1994), *Understanding medias, the extentions of man*, Cambridge : The MIT Press.

- McQuail, D. (1972), *Sociology of Mass Communications: selected readings*. Harmondsworth: Penguin.
- Martin-Barbero J., (2002), *Des médias aux médiations : communication, culture et hégémonies*, Paris : CNRS Éditions.
- Marx L., (1964), *The Machine in the Garden*, NY/Oxford : University Press.
- Mattelart A., (2006), *Histoire de la société de l'Information*, Paris : La Découverte.
- Mattelart A., (2000), « L'âge de l'information : genèse d'une appellation non contrôlée », in *Réseaux*, vol.18, n°101, pp. 19-52.
- Mattos H., (2009), *Capital social et comunicação, Interfaces et articulações*, Sao Paolo : Summus Editorial.
- Mauss M., (1924), « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés primitives », l'Année Sociologique, seconde série, 1923-1924.
- McCombs M. E. Et Shaw D. L., (1972), «The agenda-setting function of mass media », in *Public Opinion Quarterly*, vol. 34, n°2.
- Mezza M., (dirigé par), (2009) *Obama.net New Media, New Politics ? Politica e comunicazione al tempo del networking*, Pérouse : Morlacchi Editore.
- Miège B., (2010), *Espace Public Contemporain*, Grenoble : PUG.
- Miège B., (2007), *La société conquise par la communication*, Tome III, *Les TIC entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble : PUG.
- Miège B., (2000), *Les industries du contenu face à l'ordre informationnel*, Grenoble : PUG.
- Millerand F., Proulx S. et Rueff J., (2010), *Web Social, Mutation de la communication*, Québec : - Presse de L'Université du Québec, Le Delta I.
- Mosco V., (2004) *The Digital Sublime*, MA : MIT Press.
- Mossberger K., (2009), « Toward digital citizenship », in Chadwick A. et Howard P. N., dirigé par, *Handbook of Internet politics*, New York : Routledge, pp. 173-185.
- Mouchon J., (2005), *Les mutations de l'espace public*, Paris : L'esprit du livre éditions.
- Mouffe C., (1983), « Socialisme, démocratie et nouveaux mouvements sociaux », in Buci-Glucksmann C., dirigé par, *La gauche, le pouvoir, le socialisme*, Paris : PUF, pp. 123-136.
- Mouffe, C., (1999), *Deliberative democracy or agonistic pluralism ?*, *Social Research*, n°66, pp. 745-758.
- Mounier, P., (2002), *Les maîtres du réseaux, les enjeux politiques d'Internet*, Paris : La Découverte.
- Musso P., (2003), *Réseaux et société*, Paris : PUF.
- Negroponte N., (1995), *L'Homme Numérique*, Paris : Robert Laffont.
- Nye D., (1994), *American Technological Sublime*, MA : MIT Press.
- Pasquinelli M., (2002), *Mediattivismo*, Rome : DeriveApprodi.
- Pasquinelli M., dirigé par, (2002), *Media-Activism, strategie e pratiche della comunicazione indipendente*, Rome : Derive e Approdi.
- Poster M., (1995), *The second media age*, New York : Blackwell.
- Proulx S., (2001), *Usages des technologies d'information et de communication : reconsidérer le champ d'étude ?*, conférence au XII Congrès national des sciences de l'information et de la communication UNESCO (Paris), 10-13 janvier 2001.
- Putnam R. D., (2001), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York : Touchstone Books by Simon & Schuster.
- Quéré L., (1992), « L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique », in *Quaderni*, n°18, pp. 75-92.
- Rheingold H., (1996), *Les communautés virtuelles*, Paris : Addison-Wesley France.
- Rheingold H., (2005), *Foules intelligentes, Une révolution qui commence*, Paris : MD1 Éditions.
- Rifkin J., (2005), *L'âge de l'accès, la nouvelle culture du capitalisme*, Paris : La Découverte.
- Rogers E. M., (1983) *Diffusion of Innovation*, 3rd ed. New York : The Free Press.
- Rosney J. De. et Revelli C., (2006), *La révolte du prolétariat, des masse médias aux médias des masses*, Paris : Fayard.
- Salmon C., (2008), *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à former les esprits*, Paris : La

Découverte.

- Shelley M., Thrane L., Shulman, S., Lang, E., Beisser, S., Larson, T. et alii., (2004), « Digital citizenship: Parameters of the digital divide », *Social Science Computer Review*, vol. 22 n°2, pp. 256-269.
- Schiller D., (1999), *Digital Capitalism*, Cambridge, MA : MIT Press.
- Sfez L., (1992), *Critique de la communication*, Paris : Le Seuil.
- Serfaty V., (1999), « L'Internet : fragments d'un discours utopique » In: *Communication et langages*, n°119, pp. 106-117. URL: [www.cairn.info/revue-multitudes-2009-4-page-205.htm](http://www.cairn.info/revue-multitudes-2009-4-page-205.htm).
- Smith M. A., (1992), *Voices from the WEL, The logic of virtual commons*, manuscrit non-publié, Los Angeles, UCLA.
- Thompson J. B., (1998), *Mezzi di comunicazione e modernità*, Bologna : Il Mulino.
- Toffler A., (1988), *Troisième vague*, Paris : Gallimard.
- Tozzi T. et Di Corinto A., (2002), *Hactivism. La libertà nelle maglie della rete*, Rome :Manifesto Libri.
- Turkle S., (1997), *Life on the Screen - Identity in the age of the Internet*, New York : Simon & Schuster.
- Turkle S., (1996), « Who Am We ? : We are moving from modernist calculation toward postmodernist simulation, where the self is a multiple, distributed system », *Wired Magazine*, Issue 401.
- van Dijk J. A. G. M., (2005), *The deepening divide : Inequality in the information society*, Thousand Oaks, Calif. : Sage Pub.
- Vedel T. et Vitalis A., (1993), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, Rennes : Apogée.
- Virilio P., (2010), *La bombe informatique*, Paris : Galilée.
- Wiener N., (1962), *Cybernétique et société*, Paris : Editions des Deux-Rives.
- Wolf M., (2001), *Teorie delle comunicazioni di massa*, Milan : Bonpiani.

## Pratiques informationnelles

- Bandura, A., (1977), « Self efficacy : towards a unifying theory of behavioural change », *Psychological Review*, n°84, pp. 191-215.
- Bates M. J., (2010) « Information Behavior », in *Encyclopedia of Library and Information Sciences*,  
3rd Ed. Bates M. J. et Maack M. N., Eds. New York : CRC Press, vol. 3, pp. 2381-2391.
- Belkin, N. J., (1993), « Interaction with texts: Information retrieval as information seeking behavior », in *Information Retrieval, Von der Modellierung zur Anwendung. Proceedings of the First Conference of the Gesellschaft fuer Informatik Fachgruppe Information Retrieval*, Konstanz : Universitaetsverlag Konstanz, pp. 55-66.
- Belkin N. J., (1980), « Anomalous state of knowledge as a basis for information retrieval », *Canadian Journal of Information Science*, vol. 5, pp 133-143.
- Borgers R., Mullen P.D., Meertens R., Rijken M., Eussen G., Plagge, I., Visser A.P. et Blijham G. H., (1993), « The information seeking behaviour of cancer outpatients : a description of the situation », in *Patient Education and Counselling*, n°22, pp. 35-46.
- Bunte, W. et Robbin, A., (2008), « Trends in Internet information behavior », 2000-2004, *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, vol. 59 n°1, pp. 1743-1760.
- Burnkrant R.E., (1976), « A motivational model of information-processing intensity », *Journal of Consumer Research*, n°3, pp. 21-30.
- Byström K. et Järvelin K., (1995), « Task complexity affects information seeking and use », in *Information Processing & Management*, vol. 31 n°2, pp. 191-213.
- Calhoun C., (1994), *Social Theory and the Politics of Identity*, Oxford : Blackwell.
- Chatman E. A., (1996), « The impoverished life-world of outsiders », *JASIS*, 47(3), pp. 193-206.
- Chatman E. A., (1992), *The information world of retired women*, Westport, CT : Greenwood Press.
- Chatman E. A., (1999), « A theory of life in the round », in *Journal of the American Society for Information Science*, vol. 50, n° 3, pp. 207-217.
- Chatman E. A., ( 1990), « Alienation theory: Application of a conceptual framework to a study of information among janitors », *RQ*, n°29, pp. 355-368.
- Chatman E. A., ( 1987), « Opinion leadership, poverty, and information sharing », *RQ*, n°26, pp. 341-353.
- Chaudiron S., et Ihadjadene M., (2010) « De la recherche de l'information aux pratiques informationnelles », *Études de communication [En ligne]*, n°35, mis en ligne le 01 décembre 2012, Groupe d'Études et de Recherche Interdisciplinaire en Information et Communication de l'Université Lille 3. <http://edc.revues.org> <http://www.revues.org> (consulté le 10 février 2013).
- Chaudiron S., et Ihadjadene M., (2001) « Introduction », *Études de communication [En ligne]*, n°35, mis en ligne le 28 janvier 2011, Groupe d'Études et de Recherche Interdisciplinaire en Information et Communication de l'Université Lille 3. URL <http://edc.revues.org/index2164.htm> (consulté le 10 février 2013).
- Chew F., (1994), « The relationship of information needs to issue relevance and media use », *Journalism Quarterly*, n°71, pp. 676-688.
- Choo C. W., (2006), *The knowing organization : how organizations use information to construct meaning, create knowledge, and make decisions*, 2e éd., New York : Oxford University Press.
- Connell C. M., et Crawford C. O., (1988), « How people obtain their health information : a survey in two Pennsylvania counties », *Public Health Reports*, n°103, pp. 189-195.
- Dervin B., (1997), « Given a context by any other name: Methodological tools for taming the unruly beast », in Vakkari P., Savolainen R. et Dervin B., dirigé par, *Information Seeking in Context*, London: Taylor Graham, pp. 13-38.

- Dervin B., (1983), « An overview of sense-making concepts, methods and result to dates ». Paper presented at International Communication Association Annual Meeting, May, Dallas, Texas.
- Ellis D., (1992), « The Physical and cognitive paradigm in information retrieval research », in *Journal of Documentation*, vol. 48, n°1, pp. 45-64.
- Ellis D., (1989), « A behavioural approach to information retrieval system design. *Journal of Documentation*, n°45, pp. 171-212.
- Festinger, L. (1957), *A Theory of Cognitive Dissonance*. Stanford : Stanford University Press.
- Fisher K. E., Erdelez S. et McKechnie L. E. F., (2005), *Theories of information behavior*, Medford, NJ : Information Today.
- Fleury L., (2006), *Sociologie de la culture et des pratiques culturelles*, Paris : Armand Colin.
- Folkman S., (1984), « Personal control and stress and coping processes: a theoretical analysis », *Journal of Personality and Social Psychology*, n°46, pp. 839-852.
- Gardiès C., Fabre I. et Couzinet V., (2010), « Re-questionner les pratiques informationnelles », *Études de communication* [En ligne], n°35, mis en ligne le 01 décembre 2012. URL : <http://edc.revues.org/index2241.html>
- Georges F., (2012), « Pratiques informationnelles et identités numériques », *Études de communication* [En ligne], 35 | 2010, mis en ligne le 01 décembre 2012. URL : <http://edc.revues.org/index2226.html> (page consultée le 12 mai 2013).
- GUYOT, B., (2001), « Une activité méconnue : l'activité d'information », Communication au colloque ICUST (France Telecom recherche), « penser les usages », Paris : ENST, 12-14 juin, 12 p.
- Harris, J. (1992), « You can't ask if you don't know what to ask: a survey of the information needs and resources of hospital outpatients », *New Zealand Medical Journal*, n°105, pp. 199-202.
- Ihadjadene M. et Favier L., (2009). « Pratiques informationnelles et pauvreté » in *Fractures, mutations, fragmentations. De la diversité des cultures numériques* (dir. A. Kiyindou), Hermès, Lavoisier 2009 pp.45-63.
- Ihadjadene M., (2009), « La dimension humaine de la recherche d'information : pour une épistémologie des pratiques informationnelles », Habilitation à diriger des recherches en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- Ihadjadene M. et Chaudiron S., (2008), « L'Étude des dispositifs d'accès à l'information : approches croisées, in Papy F., dirigé par, *Problématiques émergentes dans les sciences de l'information*, Paris : Hermès-Lavoisier, pp. 183-207.
- Ingwersen P., (1996), « Cognitive perspectives of information retrieval interaction: Elements of a cognitive IR theory », *Journal of Documentation*, vol. 52, n° 1, pp. 3-50.
- Ingwersen P. et Jarvelin K., (2005), « The turn, Integration of information seeking and retrieval in context », Berlin: Springer.
- Ippolito P., Murphy R.D. et Sant D., (1979), *Consumer responses to cigarette health information*, Washington, DC : Federal Trade Commission.
- Järvelin K. et Wilson T. D., (2003), « On conceptual models for information seeking and retrieval research », *Information Research*, vol. 9, n° 1.
- Järvelin K. et Repo A., (1984), « A taxonomy of knowledge work support tools », *Proceedings of the Annual Meeting of the American Society for Information Science*, n°21, pp. 59-62.
- Järvelin K. et Repo A., (1983), « On the impacts of modern information technology on information needs and seeking: a framework », in Dietschmann H.J., dirigé par, *Representation and exchange of knowledge as a basis of information processes* Amsterdam, NL : North-Holland, pp. 207-230.
- Johnson, J.D. et Meischke, H., (1991), « Women's preferences for cancer information from

- specific communication channels », *American Behavioral Scientist*, n° 34, 742-755.
- Kuhlthau C., (1993), *Seeking Meaning: a Process Approach to Library and Information Services*. New York : Greenwood Publishing.
  - Leckie G. J., Pettigrew K. E. et Sylvain C., (1996), « Modeling the information seeking of professionals : a general model derived from research on engineers, health care professionals, and lawyers », in *Library Quarterly*, vol. 66, n° 2, pp. 161-193.
  - Le Coadic, Y., (2001), *Usages et usagers de l'information*, Paris : Nathan.
  - Maurel D., (2010), « Sense-making : un modèle de construction de la réalité et d'appréhension de l'information par les individus et les groupes », *Études de communication* [En ligne], n°35, mis en ligne le 01 décembre 2012.  
URL : <http://edc.revues.org/index2306.html>
  - McKenzie P., (2003), « A model of information practices in account of everyday life information seeking », in *Journal of Documentation*, vol. 59, n° 1, pp. 19-40.
  - Morgan, C.T. and King, R.A., (1971), *Introduction to psychology*, 4th ed, New York : McGraw-Hill.
  - Murray K.B., (1991), « A test of services marketing theory: consumer information acquisition activities », *Journal of Marketing*, n° 55, pp. 10-25.
  - Parsons T., Edward S., (2001), *Toward a General Theory of Action: Theoretical Foundations for the Social Sciences*, Piscataway NJ : Transaction Publishers.
  - Perriault J., (1989), *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer*, Paris : Flammarion.
  - Saracevic T., (1999), « Information science », *Journal of the American Society for Information Science*, vol. 50 n°12, pp. 1051-1063.
  - Savolainen R., (2008), *Everyday information practices: A social phenomenological perspective*, Lanham, MD: Scarecrow Press.
  - Stigler G., (1961), « The economics of information », *Journal of Political Economy*, n°69, pp. 213-225.
  - Taylor, R. S., (1991), « Information use environments », in Dervin B. et Voigt M., dirigé par, *Progress in Communication Sciences*, Norwood, Ablex Publishing, n°10, pp. 217-255.
  - Taylor, R. S., (1986), *Value-added processes in information systems*, Norwood, NJ : Ablex Publishing.
  - Taylor, R. S., (1985), « Information values in decision contexts », *Information Management Review*, 1985 ; vol. 1, n°1, pp. 47-55.
  - Taylor, R. S., (1984), « Value-added processes in document-based systems, Abstracting and Indexing services », *Information services and use*, vol. 4 n°3, pp. 127-146.
  - Taylor, R. S., (1962), « The Process of Asking Questions » *American Documentation*, vol.13, n°4, pp. 391-396.
  - Thivant E. et Bouzidi L., (2005), « Les pratiques d'accès à l'information : le cas des concepteurs de produits de placements financiers », in *Revue électronique suisse de science de l'information*, n° 2, pp. 7-34.
  - Tiarniyu M.A., (1992), « The relationships between source use and work complexity, decision-maker discretion and activity duration in Nigerian government ministries », *International Journal of Information Management*, vol. 12, n°2, pp. 130-141.
  - Tuominen K., Talja, S. et Savolainen R., (2005), « The social constructionist viewpoint on information practices », in Fisher K., Erdelez S. et McKechnie L., dirigé par, *Theories of information behavior: A researcher's guide*, Medford, NJ : Information Today.
  - Van de Ven, A. et Ferry D., (1980), *Measuring and assessing organizations*, New York : Wiley.
  - Weick K. E., (1995), *Sensemaking in organization*, Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
  - Weights W., Widdershoven G., Kok G. et Tomlow P., (1993), « Patients' information seeking actions and physicians' responses in gynaecological consultations », *Qualitative Health Research*, vol. 3, pp. 398-429.
  - Wilson T.D., (2000), « Human information behavior », in *Informing Science*, vol. 3, n°2, pp.

49-55.

Wilson T.D., (1999) « Models in information behaviour research », *Journal of Documentation*, vol. 55, n°3, pp. 249-270. URL :

<http://informationr.net/tdw/publ/papers/1999JDoc.html> (Page consultée le 17 avril 2013).

- Wilson T.D., (1997), « Information behavior: An inter-disciplinary perspective » in Vakkari P., Savolainen R. et Dervin B., dirigé par, *Information Seeking in Context*, London : Taylor Graham, pp. 39- 50.



## Mouvement sociaux

- Agrikoliansky E., (2005), « Du Tiers-Mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », in Agrikoliansky E., Fillieule O. et Mayer N., dirigé par, (2005), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris : Flammarion, pp. 175-198.
- Allegri G., (2009) « Nuovi movimenti sociali e teorie critiche del costituzionalismo post-novecentesco oltre la New European Governance », in Blecher M. et alii, *Governance, società civile e movimenti sociali. Rivendicare il comune*, Roma : EdS, pp. 223-253.
- Aubin F., (2006), *La nouvelle résistance : les stratégies de publicisation déployées par les intellectuels critiques de la globalisation (1994-2005)*, Université du Québec, Montréal, Thèse de doctorat en Sciences de la communication.
- Bandy J. et Smith J., dirigé par, (2005), *Coalitions across Borders: Transnational Campaigns and the Neo-Liberal Order*, Lanham : Rowman & Littlefield.
- Benford R. D. et Snow D. A., (2000), « Framing processes and social movements : an overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, n°26, pp. 611-639.
- Bertram G. W., Celikates R., Laudou C. et Lauer D., dirigé par, (2007), *Socialité et reconnaissance*, Paris : L'Harmattan.
- Blumer H., (1951), *Collective Behavior* in Lee A. M., dirigé par, (1951), *Principles of Sociology*, New York : Barnes & Noble, pp. 67-121.
- Boucher J., (1990), « Les mouvements sociaux : réflexion à partir des théories de l'action collective et de la régulation », *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) Collection Études théoriques*, n° ET9003.
- Brand, K. W., (1990), *The strategies and action repertoires of new social movements*, in *Challenging the political order : New social and political movements in Western democracies*, in Russell J. D. et Kuechler M., Cambridge, UK : Polity Press, pp. 156-175.
- Burstein, P., (1998), « Interest Organizations, Political Parties, and the Study of Democratic Politics », in Costain A. N. et McFarland A. S., *Social Movements and American Political Institutions*, Lanham : Rowman & Littlefield, pp. 39-56.
- Chazel F., (1980), « La place du politique dans les mobilisations contestataires : une découverte progressive », in *Revue française de sociologie*, vol. 21 n°4, pp. 653-658.
- Chazel F., dirigé par, (1993), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris : PUF.
- Cohen R., et RAI Shirin M., (2000), « Global Social Movements - Towards a cosmopolitan politics », in COHEN Robin, RAI Shirin M., dirigé par, *Global social movements*, London : The Athlone Press, pp. 1-17.
- Cohen J. L., (1985), « Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements », in *Social Research: An International Quarterly Social Movements*, Arien Mack, Editor, vol. 53, n°1, pp. 663-716.
- Costain A. N., (1992), *Inviting Women's Rebellion : a Political Process Interpretation of the Women's Movement*, Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- D'Anjou L. et Van Male J., (1998), « Between old and new : social movements and cultural change, in *Mobilization* » in *An International Journal*, vol. 3, n°2, pp. 207-226.
- D'Anieri P., Ernst C. et Kier B., (1990), « New Social Movements in Historic », *Comparative Politics*, n°22.
- Della Porta D. et Tarrow S., (2005), *Transnational Movements and Global Activism*, New York : Rowman and Littlefield.
- Della Porta D., (2008), « L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions », *Cultures & Conflits* [En ligne], n°70, Centre d'études sur les conflits mis en ligne le 10 septembre 2008. URL : <http://conflits.revues.org/12293> (consulté le 20 janvier 2013).

- Della Porta D., (2007), *The Global Justice Movement in Cross-National and Transnational Perspectives*, Boulder : Paradigm.
- Della Porta D. et alii., (2007), *Global Movements and Transnational Protest*, Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Della Porta D. et Mosca L., (2006), *Organizational Networks. Democracy in Movement And The Mobilization of the Society*, Demos : Work Package 2 Research Report, Bruxelles, European Commission.
- Della Porta D. et Tarrow S., (2005), *Transnational protest and global activism*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2005.
- Della Porta D., (2005a), « Multiple Belongings, Flexible Identities and Construction of Another Politics: Between the European Social Forum and The Local Social Fora », in Della Porta D. et Tarrow S., dirigé par, *Transnational Movements and Global Activism*, New York : Rowman and Littlefield.
- Della Porta, D., (2005b), « Making the polis : Social forums and democracy in the global justice movement », *Mobilization*, vol. 10, n°, pp. 73–94.
- Della Porta D. et Diani M., (1999), *Social Movements and Organizational Form», Social Movements: An Introduction*, Oxford : Blackwell publishers.
- Diani M., (2005), *Cities in the world, Local civil society and global issues in Britain*, in Della Porta D. et Tarrow S., *Transnational protest and global activism*, Laham : Rowman & Littlefield, pp. 45-67.
- Farro A. L., (2000), *Les mouvements sociaux. Diversité, action collective et globalisation* ; Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Ferrarese E., (2009), *Qu'est-ce qu'une lutte pour la reconnaissance ? Réflexions sur l'antagonisme dans les théories contemporaines de la reconnaissance*, *Politique et Sociétés*, vol. 28, n° 3, pp. 101-116.
- Fillieule O., Agrikoliansky É. et Sommier I., dirigé par, (2010), *Penser les mouvements sociaux, Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris : La Découverte.
- Fillieule O., Mathieu L. et Péchu C., (2009), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris : Sciences Po Les Presses.
- Fillieule O. et alii, (2005), « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, n°68, pp. 13-48.
- Fillieule O. et Pechu C., (1994), « Lutter ensemble. Les théories de l'action collective », *Revue française de science politique*, vol. 44, n°2 pp. 336 – 339.
- Frey R. S., Dietz and Linda, (1992), « Characteristics of Successful American Protest Groups: Another Look at Gamson's Strategy of Social Protest », in *American Journal of Sociology*, Chicago: The University of Chicago Web, vol. 98, n°. 2, pp. 368-387.
- Fillieule O. et Pechu C., (2001), *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris : L'Harmattan.
- Fillieule O., dirigé par (1993), *Sociologie de la protestation, Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris : L'Harmattan.
- Fisher K., (1997), « Locating frames in the discursive universe », *Sociological Research Online*, vol. 2, n°3.
- Fraser N., (2012), « Opposer lutte des classes et revendication de la différence ? Égalité, identité et justice sociale », in *Le Monde diplomatique*, juin 2012.
- Fraser N., (2005), *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, Paris : La Découverte.
- Friedberg E., (1992), « Les quatres dimensions de l'action organisée », *Revue française de sociologie*, vol. 33, n° 4, pp. 531-557.
- Gamson, J., 1998, *Freaks talk back: Tabloid Talk Shows and sexual nonconformity*, Chicago : University of Chicago Press.
- Gamson, W. A., (1995a), « Constructing social protest», in Johnston H. et Klandermans B., dirigé par, *Social Movements and Culture*, Minneapolis : University of Minnesota Press , pp. 85-106.

- Gamson J., (1995b), « Must identity movements self-destruct, A queer dilemma », *Social Problems*, n°42, pp. 390-407.
- Gamson W. A., (1975), *The Strategy of Social Protest*, Belmont : Wadsworth Pub.
- Gamson W. A. et Modigliani A., (1989), « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, n° 95, pp. 1-37.
- Gamson W. A., (1988), « Le legs de Goffman ». In: *Politix*, vol. 1, n°3-4, pp. 71-80.
- Gamson W., Fireman B. et Rytina S., (1982), *Encounters with unjust authority*, Homewood : The Dorsey Press.
- Goldstone J. A., (1980) « The Weakness of Organization: A New Look at Gamson's The Strategy of Social Protest », *American Journal of Sociology*, Chicago : The University of Chicago Press, vol. 85, n°5, pp. 1017-1042.
- Granjon F., (2001), *L'Internet militant, Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes : Editions Apogée.
- Grillo B., (2007), *Tutte le battaglie di Beppe Grillo. www.beppegrillo.it*, Milan : Casaleggio associati.
- Halebsky S., (1976), *Mass society and political conflict. Toward a reconstruction of theory*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Holloway J., (2007), *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, traduit de l'édition espagnole (Mexique) par Sylvie Bosserelle, Paris : coédition Syllepse et Lux (Montréal).
- Hofstede, G., (1991), *Cultures and organizations: software of the mind, Intercultural cooperation and its importance for survival*, London: McGraw-Hill International (UK), Ltd.
- Hofstede, G., (1980), *Culture's consequences: international differences in work-related values*, Beverly Hills, CA: Sage.
- Ion J., Franguiadakis S. et Viot P., (2005), *Militar aujourd'hui*, Paris : Éditions Autrement.
- Ion J., (1997), *La fin des militants ?*, Paris : Éditions de l'Atelier.
- Koopmans R. (1995), *Democracy from Below. New Social Movements and the Political System in West Germany*, Boulder : Westview Press.
- Park R., Burgess E. W., (1969), *Introduction to the science of sociology*, New York : Greenwood Press.
- Giugni M., Bandler M. et Eggert N., (2007), « Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational », *Lien social et Politiques*, n° 58, pp. 41-55.
- Giugni M., (2001), « L'impact des mouvements écologistes, antinucléaires et pacifistes sur les politiques publiques. Le cas des États-Unis, de l'Italie et de la Suisse, 1975-1995 », in *Revue française de sociologie*, vol. 42 n°4, pp. 641-668.
- Goodwin J. et Jasper J., *Rethinking social movements : Structure, Meaning and Emotion*, Lanham : Rowman and Littlefield Publishers.
- Inglehart R., (1977), *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*, Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Johnston H. et Klandermans B., dirigé par, (1995), *Social Movements and Culture*, London : UCL Press.
- Juris J. S., (2008), *Networking futures : The movements against corporate globalization*, Durham, NC : Duke University Press.
- Kaldor M., (2003), *Global Civil Society. An Answer to Wars*, Cambridge : Polity Press.
- Katz R. S., Mair P. (2006), *Cambiamenti nei modelli organizzativi e democrazia di partito. La nascita del « cartel party »*, in Bardi L., dirigé par, *Partiti e sistemi di partito*, Bologna : Il Mulino.
- Kerr, C. et Siegel A., (1954) 'The Inter-Industry Propensity to Strike – An International Comparison', in Kornhauser A., Dubin R. et Ross A. M., dirigé par, *Industrial Conflict*, New York : McGraw Hill.
- Kornhauser W., (1959), *The Politics of mass society*, Illinois : The Free Press of Glencoe.
- Klandermans B. et Oegema D., (1987), « Potentials, Networks, Motivations, and Barriers:

- Steps Towards Participation in Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 52, n°4, pp. 519-531.
- Klandermans B. et Tarrow S., (1988), « Mobilization into Social Movements: Synthesizing European and American Approaches », in Klandermans B., dirigé par, « From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures », *International Social Movement Research*, Greenwich : JAI Press, pp. 1-38.
  - Kriesi H., (2009), « Les mouvements sociaux et le système politique : quelques remarques sur les limites de l'approche du processus politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2, p. 21-38.
  - Kriesi H. , Koopmans R. ; Duyvendak J. W., Giugni M. G., (1995), *New Social Movements in Western Europe*, Minneapolis : University of Minnesota Press.
  - Lang G.E. et Lang K., (1981), "Watergate: An exploration of the agenda-building process", in Wilhout G.C., *Mass Communication Review Yearbook*, Beverly Hills, CA: Sage, 2, pp. 447-468.
  - Lang K. et Lang G. E., (1961), *Collective Dynamics*, New York : Thomas Y. Crowell Company.
  - Le Bon G., (1963), *La Psychologie des foules*, Paris : PUF.
  - Marwell G. et Oliver P., (1993), *The Critical Mass in Collective Action A Micro-Social Theory*, Cambridge : Cambridge University Press.
  - Mathieu L., (2011), *La démocratie protestataire : mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris : Presses de Science Po.
  - Mathieu L., (2002), « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux » in *Revue française de science politique*, 52e année, n°1, pp. 75-100.
  - McAdam D., Tarrow S. et Tilly C., (1998), « Pour une cartographie de la politique contestataire », in *Politix* vol. 11, n°41, pp. 7-32.
  - McAdam D., McCarthy G. D. et Zald M., (1996), *Comparative Perspective on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, Cambridge : Cambridge University Press.
  - McAdam D., (1982), *Political Process and the development of black insurgency, 1930-1970*, Chicago : University of Chicago Press, réédition, 1999.
  - McAdam, D., Tarrow S. et Tilly C., (2001), *Dynamics of Contention*, Cambridge : Cambridge University Press.
  - McCarthy J.D. et Zald M., (1977), Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory, in *American Journal of Sociology*, vol. 82, pp. 1212-1241.
  - Melucci A., (1982), *L'invenzione del presente, Movimenti sociali nelle società complesse*, Bologna : Il Mulino.
  - Melucci A., (1985), « The Symbolic Challenge of Contemporary Movements », *Social Research*, vol. 52 n° 4, pp. 789-816.
  - Melucci A., (1996), « Challenging Codes: Collective Action in the Information Age », Cambridge : Cambridge University Press.
  - Melucci A., (1988), « Getting involved : Identity and mobilization in social movements », in Klandermans B., Tarrow S. et Kriesi H., dirigé par, *International Social Movement Research*, Greenwich, Conn : JAI Press, n°1, pp. 329-348.
  - Melucci A., (1980), « The new social movements: A theoretical approach », *Social Science Information*, n°19, pp. 199-226.
  - Morris, A. D., (1984), *Origins of the Civil Rights Movement*. New York : The Free Press.
  - Moscovici S., (1981), *L'âge des foules*, Paris : Fayard.
  - Moscovici S., (1979), *Psychologie des minorités actives*, Paris : PUF.
  - Neveu E., (2002), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : Éditions La Découverte.
  - Oberschall A., (1973), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs : Prentice Hall.
  - Offe C., (1994), « Les nouveaux mouvements sociaux : un défi aux limites de la politique institutionnelle », in *Multitudes*, Mise en ligne le lundi 7 juillet 2003.  
URL : <http://multitudes.samizdat.net/Les-nouveaux-mouvements-sociaux-un> (Consulté le 24/04/2013).

- Offe C., (1997), *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris : L'Harmattan.
- Offe C., (1987), « Changing the Boundaries of Institutional Politics : Social Movements since the 1960s », in C. Maier *Changing Boundaries of the Political*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Offe, C. (1985), « The New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics », *Social Research*, n° 52, S, pp. 251-272.
- Oliver P. E., Marwell G., et Teixeira R., (1985), « A Theory of the Critical Mass. I. Interdependence, Group Heterogeneity, and the Production of Collective Action », *American Journal of Sociology*, vol. 91 n°3, pp. 522-56.
- Oliver P., Maxwell G. et Ruy T., (1985), « A Theory of Critical Mass : Interdependence, Group Heterogeneity and the Production of Collective Action », in *American Sociological Journal*, vol. 91, pp. 522-556.
- Olson M., (1978), *Logique de l'action collective*, Paris : PUF.
- Park R. E., (1972), *The Crowd and the Public and Other Essays*, Chicago : University of Chicago Press.
- Snow D. A. et Benford R. D., (1992), « Master frames and cycles of protest », in Morris A. D., McClurg Mueller C., dirigé par, (1992), *Frontiers in social movement theory*, pp.133-155, New Haven : University of Yale Press.
- Snow, D. A. et Robert D. B., (1988), « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, vol. 1, pp 197-217.
- Piven F. F., et Cloward R., (1978), *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, New York : Vintage.
- Pizzorno A., dirigé par, (1978), *Lotte operaie e sindacato in Italia*, Bologne : Il Mulino.
- Polletta P., (1998) « "It was like a fever..." Narrative and identity in social protest », *Social Problems*, n°45, pp. 137-159.
- Rootes C., (2005), « A limited transnationalization? The British Environmental movement », in Della Porta D. et Tarrow S., *Transnational protest and global activism*, Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- Rouquette M-L., (2006), « L'éclipse de la psychologie des foules », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 2006/2, n° 70, pp. 79-84.
- RUCHT D., (1988), « Themes, Logics, and Arenas of Social Movements : A Structural Approach », in KLANDERMANS B., TARROW S. et KRIESI H., dirigé par, « From structure to action, comparing social movements across cultures », *International Social Movement Research*, n°1, Greenwich, Conn. : JAI Press, pp. 305-328.
- Siméant J., (2005), « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux « transnationaux » dans quelques ouvrages récents », communication présentée au VIII Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), table ronde *Où en est la sociologie des mouvements sociaux*, 15-18 septembre 2005.
- Smelser N. J., (1963), *Theory of Collective Behavior*, Glencoe : Free Press.
- Snow D. A., Rochford E. B., Worden S. K. et Benford R. D., (1986), « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American sociological review*, n° 51, pp. 464-481.
- Sommier I., Fillicule O. et Agrikoliansky É., dirigé par, (2008), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris/Aix-en-Provence : Karthala/IEP.
- Steinberg M. W., (1998), « Tilting the frame : considérations on collective framing from a discursive turn », *Theory and Society*, n° 27, pp. 845-872.
- Taylor C., (2009), *Multiculturalisme, Différence et démocratie*, Paris : Éditions Flammarion.
- Tarrow S., (1998), *Power in movement : social movement, collective action and mass politics in the modern state*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Tarrow S., (1996), « Social Movements in Contentious Politics », *The American Political Science Review*, vol. 90, n°4, American Political Association, pp. 874-883.
- Tarrow S., (1989), *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Oxford

- University Press, Oxford.
- Tilly C. et Tarrow S., (2008), *Politique(s) du conflit, De la grève à la révolution*, Paris : SciencePo Les Presses.
  - Tilly C., (2004), *Social Movements 1768-2004*, Boulder & London : Paradigm Publishers.
  - Tilly C. et Tarrow S., (1998), *Power in Movements, Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge : Cambridge University Press.
  - Tilly C., (1995), « Contentious repertoires in Great Britain 1758-1834 », in Traugott M., dirigé par, *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, NC : Duke University Press. pp. 15-42.
  - Tilly C., (1986), *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris : Editions Fayard.
  - Tilly C., (1976), *From Mobilization to Revolution*, Reading, MA : Addison-Wesley.
  - Touraine A., (2000), *Sociologie de l'action*, Paris : Seuil.
  - Touraine A., (1993), « Découvrir les mouvements sociaux », in Chazel F., *Action collective et mouvements sociaux*, Paris : PUF.
  - Touraine A., (1992) *Critique de la Modernité*, Paris : Fayard.
  - Touraine A., (1969), *La société post-industrielle*, Paris : Denoël.
  - Touraine A., Wieviorka M. et Dubet F., (1984), *Le mouvement ouvrier*, Paris ; Fayard.
  - Touraine A., (1981) *The Voice and the Eye: an analysis of social movements*. Cambridge, Cambridge University Press.
  - Touraine A., Dubet, F., Hegedus, Z. et Wieviorka, M., (1978) *Lutte Étudiante*. Paris : Seuil.
  - Touraine A., (1973), *Production de la société*, Paris : Seuil.
  - Touraine A., (1969), *La société postindustrielle, Naissance d'une société*, Denoël.
  - Turner H.R, Killian L. M., (1972), *Collective Behavior*, New York : Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
  - Van Dyke N., Soule S. A. et Taylor V. A., (2004), « The targets of Social movements : - **beyond a focus on the State, Authority in Contention** », *Research in social movements, conflicts and change*, n° 25, pp. 27-51.



## Sociologie et philosophie politique

- Althusser L., (1970), « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche) », Article originalement publié dans la revue *La Pensée*, n° 151, in - Althusser L., (1976), *Positions (1964-1975)*, pp. 67-125, Paris : Les Éditions sociales.
- Arendt H., (2001), *Condition de l'homme moderne*, Paris : Pocket.
- Bardi L., dirigé par, (2006), *Partiti e sistemi di partito*, Bologna : Il Mulino.
- Bauman Z., (2006), *La vie liquide*, Paris : Editions du Rouergue/Chambon.
- Bauman Z., (2002), *La società individualizzata, Come cambia la nostra esperienza*, Bologna : Il Mulino.
- Bauman Z., (1995), *Life in Fragments: Essays in Postmodern Morality*, Oxford/Cambridge : Blackwell.
- Baudrillard J., (1996), *La société de consommation*, Paris : Gallimard.
- Beaud M., (1997), *Le Basculement du monde*, Paris : Éditions La Découverte.
- Beetham D., (1989), *La teoria politica di Max Weber*, Bologna : Il Mulino.
- Beck U., (2003a) *La société du risque, Sur la voie d'une autre modernité*, Paris : Flammarion.
- Beck U., (2003b) *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*, Paris : Flammarion.
- Beck U., (1994), « The Reinvention of Politics : Towards a Theory of Reflexive Modernization », in Beck U., Giddens A. et Lash S. dirigé par, *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Cambridge : Polity Press, pp. 1-55.
- Bell D., (1999) *Vers la Société postindustrielle*, Paris : Robert Laffont.
- Bell D., (1973), *The Coming of Post-Industrial Society. A Venture in Social Forecasting*, New York : Basic Books.
- Bell D., (1960), *The End of Ideology : On the Exhaustion of Political Ideas in The Fifties*, New York : Free Press.
- Boltanski L., (2009), *De la critique – Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris : Gallimard.
- Boltanski L. et Chiapello E., (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard.
- Bouchindhomme C. et Rochlitz R., dirigé par, (1996), *Habermas, la raison critique*, Paris : Cerf/Procopé.
- Bourdieu P., (2007), *Proposta politica*, Roma : Castelvecchi.
- Bourdieu P., (1984), *Homo Academicus*, Paris : Éditions de Minuit.
- Bourdieu P., (2000), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris : Seuil.
- Bourdieu P., (1997), *Méditations pascaliennes*, Paris : Seuil.
- Bourdieu P., (1987), *Choses dites*, Paris : Minuit.
- Bourdieu P., (1980), *Le Sens pratique*, Paris : Minuit.
- Bourdieu P., (1979), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit.
- Chapoulie J., (2001) *La tradition sociologique de Chicago 1892-1961*, Paris : Éditions du Seuil.
- Costey P., (2004), *Pierre Bourdieu penseur de la pratique*, in *Tracées Revue des sciences humaines Pratiques et tactiques*, n°7, pp. 11-25.
- Delannoï G., (1995), *Anthony Giddens, Les conséquences de la modernité*, in *Revue française de science politique*, 45e année, n°5, pp. 882-885.
- Deleuze G. et Guattari F., (1980), *Capitalisme et Schizophrénie 2. Mille Plateaux*, Paris : Minuit.
- DeLillo D., (2002), *Joueurs*, Actes Sud.
- Durkheim E., (2004), *De la Division du travail social*, PUF.
- Foucault M., (2004), *Histoire de la sexualité*, vol. 2, *L'usage des plaisirs*, Paris : Gallimard.
- Foucault M., (1998) « Different Spaces », in Faubion, J. dirigé par, *Aesthetics, method and epistemology (Essential Works of Michel Foucault, Vol II)*, New York : New Press.
- Foucault M., (1977), «Entrevue. Le jeu de Michel Foucault», *Ornicar*, vol. 10, n°63.
- Foucault M., (1975), *Surveiller et Punir : naissance de la prison*, Paris : Gallimard.
- Fukuyama F., (2009) *La fin de l'histoire et du dernier homme*, Paris : Flammarion.

- Giddens A., (1994), *Les conséquences de la modernité*, Paris : L'Harmattan.
- Giddens A., (1991), *Modernity and self-identity, Self and society in the late modern age*, Stanford : Stanford University Press.
- Giddens A., (1987), *La constitution de la société*, Paris : PUF.
- Goffman E., (2001), *Frame analysis. L'organizzazione dell'esperienza*, Rome : Armando Editore.
- Goffman E., (1981), « A reply to Denzin and Keller », *Contemporary Sociology*, 10, pp. 60-68.
- Grafmeyer Y. et Joseph I., (1984), *L'école de Chicago, Naissance de l'écologie urbaine*, Paris : Éditions Aubier Montaigne.
- Gramsci A., (1987), *L'Ordine Nuovo. 1919-1920*, a cura di Gerratana e Santucci, Torino : Einaudi.
- Gramsci A., (1975), *Quaderni del carcere*, edizione critica a cura di Gerratana, Torino : Einaudi.
- Grossi G., (2004), *L'opinione pubblica*, Bari : Laterza e figli.
- Halsey A. H., (1995), *The Decline of Donnish Dominion*, Oxford : Clarendon Press; New Edeition.
- Habermas, J., (1997), *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot.
- Habermas J., (1992), « L'espace public", 30 ans après » In *Quaderni*, n°18, Automne 1992. pp. 161-191.
- Habermas J., (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 1, Rationalité de l'agir et rationalisation de la société, Paris, Payard, 1987.
- Habermas J., (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 2, *Pour une critique de la raison fontionnaliste*, Paris : Fayard.
- Habermas, J., (1981), « La Modernité : un projet inachevé », *Critique*, t. 37, n° 413, pp. 950-967.
- Habermas J., (1978) *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris : Gallimard.
- Hakim B., (2002), *TAZ : Zone autonome temporaire*, Paris : l'Éclat.
- Hardt M. et Negri A., (2000), *Empire*, Harvard : Harvard University Press.
- Hardt M. et Negri A., (2004), *Multitude, Guerre et démocratie à l'époque de l'Empire*, Paris : Penguin/La Découverte.
- Hobbes T. of M., (1651), *Leviathan, or the Matter, Forme and Power of A Commonwealth Ecclesiastical and civil*, London : London Printed.
- Honneth, A., (2010), *La société du mépris*, Paris : La Découverte.
- Honneth A., (2007), *La réification, Petit traité de Théorie critique*, Paris : Éditions Gallimard.
- Honneth A., (2003), « Redistribution as Recognition : A Response to Nancy Fraser », dans Nancy Fraser et Axel Honneth, *Redistribution or Recognition ? A Political-Philosophical Exchange*, New York : Verso.
- Honneth A., (2002), « Reason, Recognition and Internal Critique », *Inquiry*, vol. 45, n°4, pp. 479-498.
- Honneth A., (2002), « Justice et Reconnaissance », *Le Passant Ordinaire*, n°38.
- Honneth A., (2000), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris : Éditions du Cerf.
- Lasch C., (2006), *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris : Champs-Flammarion.
- Lebel J., (2012), *Alain Touraine, Sociologie de l'action, Pour une sociologie des mouvements sociaux*, Paris : Ellipses.
- Levi-Strauss C., (1962), *La pensée sauvage*, Paris : Plon.
- Lipovetsky G., (1983), *L'Ère du vide : essai sur l'individualisme contemporain*, Paris : Gallimard.
- Lukács G., (1960), *Histoire et conscience de classe*, Paris : Minuit.
- Lyotard J.F., (1979), *La condition postmoderne*, Paris : Minuit.
- Marcuse H., (1968), *L'homme unidimensionnel, Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris : Éditions de Minuit.
- Marx K. (1965), *Le Capital*, Édition populaire (résumés-extraits), par Julien Borchardt (1919), Texte français établi par J.-P. Samson. 1 réédition : 1919. Paris : Les Presses universitaires de France, 1935. Réimpression, P.U.F., 1965, 4ème tirage.



- Negt N., (2009), « L'espace public oppositionnel aujourd'hui » in *Multitudes*, 2009/4 n° 39, pp. 190-195. DOI : 10.3917/mult.039.0190.
- Negt O., (2007), *L'espace public oppositionnel, L'expérience plébéienne, une histoire discontinuée de la liberté politique*, Paris : Payot.
- Peretti-Watel P., (2005), « La culture du risque, ses marqueurs sociaux et ses paradoxes, Une exploration empirique », *Revue économique*, vol. 56, n°2 pp. 371-392.
- Ricœur P., (1990), *Soi-même comme un autre*, Paris : Le Seuil.
- Ricœur P., (2004), *Parcours de la reconnaissance*, Paris : Éditions Stock, Collections "Les Essais".
- Ricœur P., (2005), « Devenir capable, être reconnu », *Revue Esprit*, n°7.
- Rancière J., (2005), *La haine de la démocratie*, Paris : La Fabrique éditions.
- Rizzo S. et Stella G.A., (2007), *La casta, così i politici italiani sono diventati intoccabili*, Bologne : Rizzoli.
- Rosa H., (2010), *Accélération, Une critique sociale du temps*, Paris : Découverte.
- Rosanvallon P., (2006), *La contre-démocratie, La politique à l'âge de la défiance*, Paris : Seuil.
- Rush M. et Althoff P., (1971), *An introduction to political sociology*, Bristol : Nelson's University Paperbacks.
- Sagradini L., (2009), « La plèbe entre dans la surface de jeu », *Multitudes* vol. 4, n° 39, pp. 205-210.
- Sennett R., (2006), *La culture du nouveau capitalisme*, Paris : Editions Albin Michel.
- Simmel G., (1996), *Sulla differenziazione sociale*, Bologna : CLUEB.
- Simmel G., (2007), *Philosophie de l'argent*, Paris : PUF.
- Simmel G., (1955), *Conflict and the Web of Affiliations*, New York : Free Press.
- Smith A., (2009), *The Wealth of Nations*, Auburn, WA : Thrifty Books.
- Straw W., (2008), *Yes We Can: how the lessons from America should change British politics*, Londres : Fabian Society.
- Tocqueville A. De., (1986), *De la démocratie en Amérique*, Paris : Robert Laffont.
- Trom D., (1989), « Habermas (Jürgen), L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise », Paris : Payot, rééd. 1988, in *Politix*. vol. 2, n°5. pp. 95-96.
- Weber M., (2004) *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, traduit par Jean-Pierre Grossein, Paris : Gallimard.
- Weber M., (1948), *From Max Weber : Essays in sociology*, London : Routledge & Kegan.
- Zola D., dirigé par, (2008), *Dopo la politica, democrazia, società civile e crisi dei partiti*, Rome : Edizioni dell'asino.

## Sitographie des études de cas :

### La mobilisation des militants de Barack Obama durant la campagne de 2008

<http://archive.org/index.php>  
<http://democracyforamerica.com/>  
<http://www.wired.com/wired/archive/12.01/dean.html>  
<http://www.whitehouse.gov/> (remplace le site mis en ligne après la première victoire  
<http://www.change.gov/> )  
<http://www.barackobama.com/>  
<https://twitter.com/BarackObama?page=14>  
<https://www.facebook.com/barackobama>  
[www.democrats.org](http://www.democrats.org)  
<http://www.presidency.ucsb.edu/fireside.php>  
<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A19751-2004Jul27.html>  
[www.politicstv.com](http://www.politicstv.com)  
<http://www.edwoj.com/Alinsky/AlinskyObamaChapter1990.htm>  
<http://forum.la7.it>  
<http://www.youtube.com/watch>  
<http://www.barackobama.com/issues/technology/>  
<http://edition.cnn.com/ELECTION/2008/results/polls/#USP00p1>

#### Outils d'analyse:

<http://www.google.com/trends/>  
<http://www.alexa.com/>  
<http://compete.com/>  
<http://www.microstools.com/products/>

#### Vidéos:

<http://it.youtube.com/watch?v=r8T6Nt6dGig>  
<http://it.youtube.com/watch?v=XL0KxjeKlrM>  
<http://www.youtube.com/watch?gl=IT&hl=it&v=cs9AWAE9W2g&paged=30&curl=http%3A%2F%2Fwww.politicstv.com%2Fblog%2F%3Fcat%3D97>  
<http://it.youtube.com/watch?v=EhpKmQCCwB8&curl=http://www.politicstv.com/blog/?cat=97&paged=29>

#### Enquêtes :

<http://www.howobamagotelected.com/>  
<http://www.zogby.com/news/wf-dfs.pdf>  
[http://www.howobamagotelected.com/uploads/files/Ziegler\\_NewsCoverageSurvey\\_MQ\\_08\\_1125.pdf](http://www.howobamagotelected.com/uploads/files/Ziegler_NewsCoverageSurvey_MQ_08_1125.pdf)  
<http://www.zogby.com/news/ReadNews.cfm?ID=1642>  
<http://hotair.com/archives/2008/12/03/ziegler-duplicates-obama-voter-poll-results/>  
<http://www.overdetermined.net/site/content/john-ziegler-we-love-you>  
<http://www.zeropuntodue.it/2008/11/barak-obama-e-john-mccain-in-social-network-we-trust.html>  
<http://www.tnova.fr/>

## L'espace de la résistance : le mouvement des *Telestreet*

### Sites web des *Telestreet* (60 liens actifs) :

- Site du réseau des *Telestreet* : [www.telestreet.it](http://www.telestreet.it) (actuellement en maintenance).
- Plate-forme de partage des vidéos NGV (New Global Vision) : <http://www.ngvision.org/> (dernière consultation 30/06/2013).
- Réseau de micro web tv italienne : <http://www.femitv.tv/> (dernière consultation 03/07/2013).
- Réseau de web tv Altra TV : <http://www.altratv.tv/> (dernière consultation 03/07/2013).
- Antenna Monfortese :  
<http://www.livestream.com/antennamonfortese>
- Arcobaleno :  
<http://telestreetarcobaleno.tv/> (dernière consultation 06/07/2013).
- Arcoiris TV  
<http://www.arcoiris.tv/index.php>
- Astuta TV :  
<http://giucas.altervista.org/> (dernière consultation 14/06/2013).
- Baia TV  
<http://www.baiatv.com/>
- Borgia TV :  
<http://www.webtvborgia.it/BORGIATV.htm> (dernière consultation 03/07/2013).
- Candida TV :  
[http://www.candidatv.tv/index.php?option=com\\_content&view=frontpage&Itemid=4](http://www.candidatv.tv/index.php?option=com_content&view=frontpage&Itemid=4) (dernière consultation 03/07/2013).
- CTV :  
<http://ctv.bs.it/> (dernière consultation 30/06/2013).  
<http://www.livestream.com/ctvbs> (dernière consultation 30/06/2013).
- Delira TV :  
<https://www.youtube.com/user/Deliratv1/videos> (dernière consultation 06/07/2013).
- Disco Volante :  
<http://www.livestream.com/discovolante> (dernière consultation 13/06/2013).  
<http://spazioinwind.libero.it/jonathanrizzi/DiscoVolante/default.html> (dernière consultation 17/06/2013).
- Esperia :  
<http://www.esperia.tv/> (dernière consultation 02/07/2013).  
<http://www.youtube.com/user/TVEsperia> (dernière consultation 02/07/2013).
- Fano TV :  
<http://www.tvdream.net/web-tv/fano-tv-la-web-tv-delle-marche-in-diretta-streaming/> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.fanotv.it/default.aspx> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.youtube.com/user/fanotvoriginal/featured> (dernière consultation 03/07/2013).
- Giovanni Paolo TV :  
<http://www.parrocchiasanpaoloparma.it> (dernière consultation 17/06/2013).
- Iblea TV :  
<http://www.ustream.tv/channel/iblea-tv> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.ibleatv.sitiwebs.com/> (site inactif, dernière consultation 03/07/2013).
- Insu^tv:  
<http://www.insutv.it/>

- Iriense TV :  
<http://www.livestream.com/iriensetv> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.youtube.com/user/oltrepotv/videos?view=0> (dernière consultation 19/06/2013).
- La Tenda TV :  
<http://www.latendatv.it/> (dernière consultation 04/07/2013).  
<http://www.livestream.com/latendatv> (dernière consultation 04/07/2013).
- Libera TV :  
<http://www.libera.tv/index.php> (dernière consultation 03/07/2013).
- Media Center (l'évolution du projet de Orfeo TV)  
<http://www.livestream.com/MediaCenterBologna>
- Messina web tv :  
<http://www.messinaweb.tv/> (dernière consultation 04/07/2013).  
<http://www.youtube.com/user/WebTvMessina/videos> (dernière consultation 04/07/2013).
- Mogliano TV :  
<http://www.moglianotv.it/> (dernière consultation 04/07/2013).  
<http://www.youtube.com/user/mz90> (dernière consultation 04/07/2013).
- Ola Channel :  
<http://www.olachannel.it/> (dernière consultation 04/07/2013).  
<http://www.livestream.com/olachannel> (dernière consultation 04/07/2013).
- Ozio TV  
<http://www.ustream.tv/channel/ozio>
- Piana TV :  
<http://www.pianatv.it/> (dernière consultation 03/07/2013).
- PN Box :  
<http://www.pnbox.tv/> (dernière consultation 04/07/2013).  
(dernière consultation 04/07/2013).
- Radio Kreattiva :  
<http://www.radiokreattiva.net/site/> (dernière consultation 03/07/2013).
- Real Bikes :  
<http://www.real-bikes.com/> (dernière consultation 30/06/2013).  
<http://real-bikes.blogspot.fr/> (dernière consultation 30/06/2013).
- Sabaoth TV :  
<http://www.sabaoth.tv/live/> (dernière consultation 02/07/3013).
- Sardinia Farm :  
<http://www.sardiniafarm.com/progettopastorefattore.htm> (dernière consultation 02/07/3013).
- Seeten :  
<http://www.seeten.it/> (dernière consultation 02/07/3013).  
[http://www.seeten.it/web-tv\\_in\\_italiano.html](http://www.seeten.it/web-tv_in_italiano.html) (dernière consultation 02/07/3013).  
<http://www.livestream.com/seeten> (dernière consultation 02/07/3013).
- Sperimenti tv :  
<http://www.livestream.com/sperimentity> (dernière consultation 18/06/2013).
- TeleAut :  
<http://teleaut.blogspot.fr/> (dernière consultation 18/06/2013).
- Telecity  
<http://www.oocities.org/it/telecitybolzano/>
- Telecitofono :  
[www.telecitofono.it](http://www.telecitofono.it) (le site ne semble pas être actif – dernière consultation 06/07/2013).
- Teledico :  
\_\_\_\_\_

<http://teledico.altervista.org/> (dernière consultation 03/07/2013).

<http://teledico.blogspot.fr/>

- TeleFollo Street :

<http://tefollostreetblog.blogspot.fr/2007/12/tefollo-street.html> (dernière consultation 30/06/2013).

<http://tefollo.it/gg/Home.htm?PHPSESSID=6cc6b9b06a53ff368c9883675803629c> (dernière consultation 30/06/2013).

- Teleimmagini :

<http://www.autistici.org/teleimmagini/> (dernière consultation 14/06/2013).

<http://archive.org/search.php?query=subject%3ATEleimmagini> (dernière consultation 30/06/2013).

- Teleipsia

<http://www.ipsiamonza.it/giornalino/ipsiatv/progetto.htm>

- TeleLiberaMaglie :

<http://www.magliweb.it/mw/> (dernière consultation 30/06/2013).

<http://www.magliweb.it/mw/2004/09/in-citta-%C2%ABtelelibera-maglie%C2%BB-la-tv-riionale-di-vincenzo-puzzovio/> (dernière consultation 19/06/2013).

- Telelouvre :

<http://www.ilmuseodelouvre.com/anteprema/mostravisualizza.asp?idmostre=47>

- TeleMonteOrlando :

<http://www.livestream.com/telemonteorlando> (dernière consultation 06/07/2013).

- Teleosservanza :

<http://www.teleosservanza.it/> (dernière consultation 13/06/2013).

[http://www.teleosservanza.it/index.php?option=com\\_content&view=article&id=13&Itemid=129](http://www.teleosservanza.it/index.php?option=com_content&view=article&id=13&Itemid=129) (dernière consultation 12/06/2013).

[http://www.teleosservanza.it/index.php?option=com\\_content&view=article&id=135&Itemid=142](http://www.teleosservanza.it/index.php?option=com_content&view=article&id=135&Itemid=142) dernière consultation 17/06/2013), à l'état actuel, le streaming n'est pas opérationnel.

<http://www.teleosservanza.it/biblioteca/Tesi%20-%20II%20futuro%20delle%20telestreet.%20Sviluppo%20o%20decadenza.pdf> (dernière consultation 18/06/2013).

- Tele Patti Articolo 21

<http://www.telepatti.it/Home.asp#>

<http://www.livestream.com/telepatti>

- Teleponziana :

<http://web.tiscali.it/teleponziana/> (site en construction, dernière consultation 03/07/2013).

- Tele Sorcio :

<http://digilander.libero.it/telesorcio/> (dernière consultation 03/07/2013).

- Telestreet Arcobaleno :

<http://www.telestreetarcobaleno.tv/> (dernière consultation 17/06/2013).

- TV Bari :

<http://tvbari.altervista.org/video.html> (dernière consultation 03/07/2013).

- Telestreet Maropati :

<http://www.livestream.com/tsm> (dernière consultation 03/07/2013).

- Telestreet Tesino :

<http://www.tesino.tv/> (dernière consultation 17/06/2013).

- TMO :

<http://tmonline.altervista.org/index.php>

<http://www.livestream.com/telemonteorlando>

- TVO :

<http://tvo.veratelevision.it/>

- Tvtech :

<http://www.tvtech.it/>

- Uànm :

<http://www.livestream.com/uanm> (dernière consultation 03/07/2013).

<http://www.uanm.info/> (dernière consultation 03/07/2013).

<http://uanmwebtv.blogspot.fr/2010/02/grande-buco-n-tegl-altavilla-irpina.html> (dernière consultation 03/07/2013).

- Ubi TV

<http://www.ubitv.it/>

- Universitytv :

<http://www.universitytv.it/> (dernière consultation 04/07/2013).

<http://universitytv.blogspot.fr/> (dernière consultation 04/07/2013).

<http://www.youtube.com/user/UniversityTV> (dernière consultation 04/07/2013).

- Videocommunity :

<http://www.videocommunity.net/> (dernière consultation 07/07/2013).

<http://www.youtube.com/user/videocommunitytorino> (dernière consultation 07/07/2013).

- VttV :

<http://www.vttv.it/> (dernière consultation 17/06/2013).

### **Presse officielle (51 liens actifs) :**

Adnkronos

[http://www.adnkronos.com/Archivio/AdnAgenzia/2002/10/30/Cronaca/TV-ARRIVA-QUELLA-DI-QUARTIERE-A-TRIESTE-DEBUTTA-TELEPONZIANA\\_204200.php](http://www.adnkronos.com/Archivio/AdnAgenzia/2002/10/30/Cronaca/TV-ARRIVA-QUELLA-DI-QUARTIERE-A-TRIESTE-DEBUTTA-TELEPONZIANA_204200.php)  
(dernière consultation 03/07/2013).

Il Corriere della Sera

[http://www.corriere.it/esteri/09\\_aprile\\_30/stampa\\_liberta\\_italia\\_ca7191e6-35c7-11de-92cb-00144f02aabc.shtml](http://www.corriere.it/esteri/09_aprile_30/stampa_liberta_italia_ca7191e6-35c7-11de-92cb-00144f02aabc.shtml) (**dernière consultation 10/06/2013**).

[http://archiviostorico.corriere.it/2003/luglio/09/ultima\\_idea\\_TeleVeronica\\_Arcore\\_co\\_5\\_0\\_30709019.shtml](http://archiviostorico.corriere.it/2003/luglio/09/ultima_idea_TeleVeronica_Arcore_co_5_0_30709019.shtml) (**dernière consultation 02/07/2013**).

[http://archiviostorico.corriere.it/2003/gennaio/31/Otto\\_schermi\\_strada\\_per\\_inaugurare\\_c\\_o\\_10\\_0301312929.shtml](http://archiviostorico.corriere.it/2003/gennaio/31/Otto_schermi_strada_per_inaugurare_c_o_10_0301312929.shtml) (**dernière consultation 02/07/2013**).

Corriere di Bologna

[http://boblog.corrieredibologna.corriere.it/2009/06/05/la\\_seconda\\_vita\\_di\\_orfeo\\_tv\\_me/](http://boblog.corrieredibologna.corriere.it/2009/06/05/la_seconda_vita_di_orfeo_tv_me/)

Il Fatto Quotidiano :

<http://www.ilfattoquotidiano.it/2012/06/28/genova-una-citta-un-ghetto-una-casa-e-dentro-una-tv/277053/> (**dernière consultation 30/06/2013**).

Guida Sicilia

<http://www.guidasicilia.it/ita/main/news/print.jsp?IDRubrica=795>

Kataweb

<http://canali.kataweb.it/kataweb-itech/2009/09/28/from-zero-la-web-tv-sugli-sfollati-dellaquila/>

(dernière consultation 02/07/2013).

Il Denaro

<http://archivio.denaro.it/VisArticolo.aspx/VisArticolo.aspx?IdArt=340849&KeyW=varati>  
(**dernière consultation 03/07/2013**).

Il Sole 24 Ore

<http://www.ilsole24ore.com/art/SoleOnLine4/Tecnologia%20e%20Business/2007/06/catasto-tv.shtml?uuid=7cfd9c84-12b5-11dc-9aa7-00000e251029&DocRulesView=Libero>

<http://www.chefuturo.it/2012/10/generazione-watchdogger-identikit-della-rete-che-denuncia-e-10-link-da-cliccare/>

Market Press

[http://www.marketpress.info/archivio\\_notiziari/anno%202002/10%20ottobre%20%20%20news%202002/31%20GIn%202002/pag%2003%20GInews.htm](http://www.marketpress.info/archivio_notiziari/anno%202002/10%20ottobre%20%20%20news%202002/31%20GIn%202002/pag%2003%20GInews.htm) (**dernière consultation 03/07/2013**).

Monitor :

<http://www.monitor-radiotv.com/phoenix/html/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=787&mode=thread&order=0&thold=0>

Netweek

<http://monza.netweek.it/notizie/scuola/monza-br-sul-digitale-terrestre-sbarca-tele-ipsia-il-preside-a-breve-sinergie-con-altri-istituti-2683938.html> (**dernière consultation 03/07/2013**).

Nuova Sardegna

<http://ricerca.gelocal.it/lanuovasardegna/archivio/lanuovasardegna/2003/01/30/ST405.html> (dernière consultation 02/07/2013).

Oggi Treviso:

<http://www.oggitreviso.it/tenda-tv-citata-giudizio-47582> (dernière consultation 04/07/2013).

La Tribuna di Treviso

<http://tribunatreviso.gelocal.it/cronaca/2012/11/01/news/frequenze-illegali-assolta-tenda-tv-1.5958393> (dernière consultation 04/07/2013).

Quotidiano.net

<http://qn.quotidiano.net/2003/01/29/4093398-LA-NOVITA-.shtml> (dernière consultation 02/07/2013).

Repubblica

<http://www.repubblica.it/2009/04/sezioni/esteri/rapporto-freedomhouse/rapporto-freedomhouse/rapporto-freedomhouse.html> (**dernière consultation 10/06/2013**)

<http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2003/09/27/telestreet-beffati-gli-ispettori.html> (**dernière consultation 18/06/2013**).

<http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2005/09/02/tv-di-quartiere-invadono-bari-carrassi-nell.html> (**dernière consultation 17/06/2013**).

<http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2003/08/31/arriva-rosa-ghetto-televisione-di-quartiere.html> (dernière consultation 30/06/2013).

<http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2003/02/26/la-citta-delle-tv-di-strada.html>

(dernière consultation 02/07/2013).

<http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2004/12/19/nelle-tv-di-quartiere-si-progetta-alternativa.html>

<http://temi.repubblica.it/micromega-online/300409-teleimmagini-contro-la-tav/>

<http://www.repubblica.it/2007/10/sezioni/tecnologia/internet-notizie/spazio-democratico->



[web/spazio-democratico-web.html](http://web/spazio-democratico-web.html)

Il Mattino

[http://ricerca.gelocal.it/mattinopadova/archivio/mattinodipadova/2005/09/23/MP6PO\\_MP605.html](http://ricerca.gelocal.it/mattinopadova/archivio/mattinodipadova/2005/09/23/MP6PO_MP605.html)

(dernière consultation 04/07/2013).

Mille Canali

[http://www.millecanali.it/domani-venti-telestreet-escono-allo-scoperto/0,1254,57\\_ART\\_104213,00.html](http://www.millecanali.it/domani-venti-telestreet-escono-allo-scoperto/0,1254,57_ART_104213,00.html) (dernière consultation 28/06/2013).

Napoli on line

<http://www.napoli.com/nol/indicecateventi.php?categoria=206&sottocat=205>

New York Times

<http://www.nytimes.com/2005/10/23/business/worldbusiness/23iht-tv24.html?pagewanted=1&r=1> (dernière consultation 17/06/2013).

News Linet

<http://newsline.it/notizie/televisioni-di-strada-toscana-la-corte-dei-conti-condanna-il-comune-di-peccioli-ultimo-atto-#> (dernière consultation 18/06/2013).

Panorama

<http://archivio.panorama.it/Fatti-e-misfatti-delle-antenne-da-marciapiede> (dernière consultation 02/07/2013).

Planetmedia

<http://www.planetmedia.it/nl226.htm> (dernière consultation 02/07/2013).

Radio onda d'urto

<http://festaradio.org/2011/08/05/ctv-telestreet/> (dernière consultation 30/06/2013).  
<http://www.radiondadurto.org/tag/ctv/> (dernière consultation 30/06/2013).

Tafter

<http://www.tafter.it/2006/05/01/il-network-delle-telestreet/>

Il Tirreno

[http://ricerca.gelocal.it/iltirreno/archivio/iltirreno/2003/09/24/LF2LG\\_LF201.html](http://ricerca.gelocal.it/iltirreno/archivio/iltirreno/2003/09/24/LF2LG_LF201.html)

Tiscali

<http://notizie.tiscali.it/regioni/sicilia/socialnews/Messina-Web-Tv/1209/> (dernière consultation 04/07/2013).

Treccani

[http://www.treccani.it/vocabolario/tv-di-strada\\_%28Neologismi%29/#](http://www.treccani.it/vocabolario/tv-di-strada_%28Neologismi%29/#) (dernière consultation 02/07/2013).

Trentino

[http://ricerca.gelocal.it/trentinocorrierealpi/archivio/trentinocorrierealpi/2008/02/08/AG\\_2PO\\_AG201.html](http://ricerca.gelocal.it/trentinocorrierealpi/archivio/trentinocorrierealpi/2008/02/08/AG_2PO_AG201.html) (dernière consultation 30/06/2013).



<http://trentinocorrierealpi.gelocal.it/cronaca/2010/11/10/news/varco-tv-in-onda-a-febbraio-1.3860924> (dernière consultation 30/06/2013).  
[http://ricerca.gelocal.it/trentinocorrierealpi/archivio/trentinocorrierealpi/2008/02/08/AG2PO\\_AG201.html](http://ricerca.gelocal.it/trentinocorrierealpi/archivio/trentinocorrierealpi/2008/02/08/AG2PO_AG201.html) (dernière consultation 03/07/2013).

L'Unità

[http://archivistorico.unita.it/cgi-bin/highlightPdf.cgi?t=ebook&file=/golpdf/uni\\_2003\\_02.pdf/21BOIVA.PDF&query=Chiara%20Affronte%20Carlo%20Giuffrè](http://archivistorico.unita.it/cgi-bin/highlightPdf.cgi?t=ebook&file=/golpdf/uni_2003_02.pdf/21BOIVA.PDF&query=Chiara%20Affronte%20Carlo%20Giuffrè) (dernière consultation 04/07/2013).  
[http://cerca.unita.it/ARCHIVE/xml/80000/76379.xml?key=Valentina+Avon&first=61&orderby=1&f=fir%20%20http://archivistorico.unita.it/cgi-bin/highlightPdf.cgi?t=ebook&file=/golpdf/uni\\_2003\\_02.pdf/21BOIVA.PDF&query=Marco%20Tedeschi](http://cerca.unita.it/ARCHIVE/xml/80000/76379.xml?key=Valentina+Avon&first=61&orderby=1&f=fir%20%20http://archivistorico.unita.it/cgi-bin/highlightPdf.cgi?t=ebook&file=/golpdf/uni_2003_02.pdf/21BOIVA.PDF&query=Marco%20Tedeschi)  
<http://cerca.unita.it/ARCHIVE/xml/80000/76794.xml?key=Edoardo+Semmola&first=711&orderby=0&f=fir>  
[http://archivistorico.unita.it/cgi-bin/highlightPdf.cgi?t=ebook&file=/golpdf/uni\\_2003\\_02.pdf/26FIIVA.PDF&query=FRANCESCO%20SANGERMANO](http://archivistorico.unita.it/cgi-bin/highlightPdf.cgi?t=ebook&file=/golpdf/uni_2003_02.pdf/26FIIVA.PDF&query=FRANCESCO%20SANGERMANO)  
[http://archivistorico.unita.it/cgi-bin/highlightPdf.cgi?t=ebook&file=/golpdf/uni\\_2003\\_02.pdf/26FIIVA.PDF&query=FRANCESCO%20SANGERMANO](http://archivistorico.unita.it/cgi-bin/highlightPdf.cgi?t=ebook&file=/golpdf/uni_2003_02.pdf/26FIIVA.PDF&query=FRANCESCO%20SANGERMANO)  
<http://cerca.unita.it/ARCHIVE/xml/70000/69488.xml?key=mtv&first=511&orderby=0>  
<http://cerca.unita.it/ARCHIVE/xml/75000/72130.xml?key=Antonella+Cardone&first=991&orderby=0&f=fir>

Varese News

<http://www2.varesenews.it/articoli/2003/giugno/sud/4-6televisione.htm> (dernière consultation 02/07/2013).

Vita.it

<http://www.vita.it/societa/assalto-delle-tv-di-quartiere.html> (dernière consultation 30/06/2013).  
<http://www.vita.it/societa/telestreet-nasce-teleporto-ad-ancona.html> (dernière consultation 02/07/2013).

### **Presse indépendante/citoyenne 39 liens actifs :**

Altro Cinema

<http://www.altrocinema.it/archivio/archivi/telestreet.htm> (dernière consultation 13/06/2013).  
<http://www.altrocinema.it/archivio/archivi/telestreet.htm> (dernière consultation 14/06/2013).

Articolo 21 liberi di

<http://www.articolo21.org/> (dernière consultation 02/07/2013).

Bandiera Gialla

<http://www.bandieragiulla.it/node/2587> (dernière consultation 02/07/2013).

Criticamente

<https://criticamente.it/index.php/informazione-e-media/6337-tv-di-strada-lotta-per-la-sopravvivenza>

Fuoriradio

<http://www.fuoriradio.com/2002/12/10-dicembre-fiaccolate-e-no-war-tv/> dernière consultation 02/07/2013).

Guerriglia marketing

<http://www.guerrigliamarketing.it/>

Hackerart

<http://www.hackerart.org/index.html> (dernière consultation 02/07/2013).

<http://www.hackerart.org/soggetti/m/minimaltv/minimaltv.htm> (dernière consultation 18/06/2013).

<http://www.ecn.org/hackerart/visionatotale.php?ID=4694&argomento=Ottolina%20TV&autore=--->

(dernière consultation 03/07/2013).

Hackmeeting

<http://www.hackmeeting.org/>

Indymedia

<http://ch.indymedia.org/demix/2004/01/17127.shtml> (dernière consultation 02/07/2013).

<http://archives.lists.indymedia.org/imc-sicilia/2003-February/000973.html> (dernière consultation 02/07/2013).

<http://archives.lists.indymedia.org/imc-toscana/2003-May/001561.html>

Lega Ambiente Pisa

[http://www.legambientepisa.it/old\\_site/cultura\\_e\\_natura/la\\_rivista/albero\\_pazzo.php%3Fid=6&pag=3&article=0.html](http://www.legambientepisa.it/old_site/cultura_e_natura/la_rivista/albero_pazzo.php%3Fid=6&pag=3&article=0.html)

Melting Pot Europa

[http://www.meltingpot.org/Rimini-Media-e-Migranti.html#.UdGR7L\\_f1Bm](http://www.meltingpot.org/Rimini-Media-e-Migranti.html#.UdGR7L_f1Bm) (dernière consultation 30/06/2013).

Media e Multiculturalità

<http://www.mmc2000.net/?cat=&s=Telestreet>

Net One

<http://www.net-one.org/cinema-tv/1161.html>

Nero Magazine

<http://neromagazine.it/magazine/index.php?c=articolo&idart=27&idnum=8&num=2&pics=0>

(dernière consultation 03/07/2013).

Peace Link

<http://www.peacelink.it/cybercultura/a/1785.html> (dernière consultation 19/06/2013).

<http://lists.peacelink.it/news/msg08116.html> (dernière consultation 30/06/2013).

<http://ftp.peacelink.it/africa/msg03020.html> (dernière consultation 02/07/2013).

<http://www.peacelink.it/gallerie/gallery.php?id=81>

<http://www.peacelink.it/mediawatch/a/25157.html>

Punto Informatico

<http://punto-informatico.it/268946/PI/News/telestreet-tv-rete-all-assalto.aspx>

Radio for peace

<http://www.radioforpeace.info/pagina02.htm> (dernière consultation 28/06/2013).

Rhizome

<http://rhizome.org/search/?q=Telestreet>

Sherwood

<http://www.sherwood.it/>

Siciliano.it

<http://www.siciliano.it/sitoweb.cfm?id=13748>

Strano Net

<http://www.strano.net/>

Tekne

[http://www.teknedia.net/pagine-gialle/artisti/gruppo\\_telestreet\\_rimini/archivi.html](http://www.teknedia.net/pagine-gialle/artisti/gruppo_telestreet_rimini/archivi.html)  
(dernière consultation 30/06/2013).

Tre terra e cielo

[http://www.traterracciolo.it/old/leggi\\_articolo.php?id=432](http://www.traterracciolo.it/old/leggi_articolo.php?id=432) (dernière consultation 02/07/2013).

Umanità Nova

<http://www.ecn.org/uenne/archivio/archivio2004/un33/art3427.html> (dernière consultation 03/07/2013).

Undo.net

<http://www.undo.net/it/mostra/20278> (dernière consultation 03/07/2013).

XM24

<http://isole.ecn.org/xm24/article/10/teleimmagini> (dernière consultation 14/06/2013).

ZCOM

<http://www.zcommunications.org/telestreet-rome-by-hamster5>

Zeus News

<http://www.zeusnews.it/index.php3?ar=stampa&cod=1927> (dernière consultation 02/07/2013).

<http://www.zeusnews.it/index.php3?ar=stampa&cod=2377>

<http://www.zeusnews.it/index.php3?ar=stampa&cod=1839>

### **Contenu généré par l'utilisateur (66 liens actifs) :**

<http://it.wikipedia.org/wiki/Itrivy> (dernière consultation 04/07/2013).

[http://it.wikipedia.org/wiki/Tele\\_Patti](http://it.wikipedia.org/wiki/Tele_Patti)

[http://it.wikipedia.org/wiki/Europa\\_7](http://it.wikipedia.org/wiki/Europa_7)

[http://it.wikipedia.org/wiki/Elenco\\_delle\\_televisioni\\_locali\\_del\\_passato\\_%28Lombardia%29](http://it.wikipedia.org/wiki/Elenco_delle_televisioni_locali_del_passato_%28Lombardia%29)

<http://www.tvlocali.tv/voce/properzj.htm>

<http://www.storiaradiotv.it/STREET%20TV.htm> (dernière consultation 04/07/2013).

<http://www.siciliamedia.it/memories/tv/palermo/astutatv/astutatv.htm> (dernière consultation 14/06/2013).

<http://www.siciliamedia.it/memories/tv/>

<http://www.siciliamedia.it/memories/tv/palermo/tefabbrica/tele1.mp3>

<http://www.siciliamedia.it/memories/tv/palermo/tefabbrica/tele2.mp3>

<http://www.firenzemedia.com> (dernière consultation 17/06/2013).

<http://www.chiamamilano.it/cgi-bin/mostra.pl?id=1038&key=0107-0203> (dernière consultation 17/06/2013).

<http://www.oocities.org/soho/studios/9715/mintv.htm> (dernière consultation 18/06/2013).

<http://www.verdegiaac.org/minimaltv/> (dernière consultation 18/06/2013).

<http://www.mail-archive.com/rekombinant@autistici.org/msg01005.html> (dernière consultation 17/06/2013).

<http://www.rapportodiminoranza.it/rm-telestreet.html> (dernière consultation 30/06/2013).

<http://www.mymedia.it/telestreet.html> (dernière consultation 30/06/2013).

<http://www.conna.it/telestreet/telestreet.htm> (dernière consultation 30/06/2013).

<http://www.pensamentus.it/segnalamentus06.htm> (dernière consultation 30/06/2013).

<http://www.trax.it/olivieropdp/tnmnew.asp?num=55&ord=79> (dernière consultation 02/07/2013).

<http://utenti.multimania.it/sienacrew/telerobbinud.htm> (dernière consultation 02/07/2013).

<http://www.eleaml.org/sud/telestreet/tv02briganti.html> (dernière consultation 02/07/2013).

[http://www.eleaml.org/sud/telestreet/teles\\_01bari.html](http://www.eleaml.org/sud/telestreet/teles_01bari.html) (dernière consultation 17/06/2013).

[http://www.eleaml.org/sud/telestreet/teles\\_02bari.html](http://www.eleaml.org/sud/telestreet/teles_02bari.html) (dernière consultation 03/07/2013).

<http://www.newmacchina.info/it/vite-precedenti/55-candida-tv-la-tv-elettrodomestica.html> (dernière consultation 03/07/2013).

[http://www.castellarte.it/index.php?option=com\\_content&view=article&id=129&Itemid=137](http://www.castellarte.it/index.php?option=com_content&view=article&id=129&Itemid=137) (dernière consultation 03/07/2013).

<http://www.arkivi.org/search/creator:%22Telefermento%22/html> (dernière consultation 03/07/2013).

<https://liste.telestreet.it/pipermail/telestreet/2006-June/000142.html> (dernière consultation 03/07/2013).

<http://teledicoio.blogosfere.it/> (dernière consultation 03/07/2013).

<http://liste.indivia.net/listinfo/teledico-news> (dernière consultation 03/07/2013).

<http://www.teleosservanza.it/dmdocuments/locandinameetingtvdistrada.pdf> (dernière consultation 04/07/2013).

<https://liste.telestreet.it/pipermail/telestreet/2007-June/000657.html> (dernière consultation 04/07/2013).

<http://www.challenger.it/challenger/challenger.pdf> (dernière consultation 04/07/2013).

<http://www.telefree.it/news.php?op=view&id=88710> (dernière consultation 04/07/2013).

<http://www.meetingpuntoit.it/protagonisti/videocommunity> (dernière consultation 07/07/2013).

<http://www.ilbradipo.org/Inserti%20Speciali/Articoli/Teletorre19.htm>

<http://www.trax.it/olivieropdp/tnmnew.asp?num=55&ord=79>

[http://org.noemalab.eu/sections/specials/tetcm/2004-05/teleimmagini/duemila\\_euro.html](http://org.noemalab.eu/sections/specials/tetcm/2004-05/teleimmagini/duemila_euro.html)

<http://www.autistici.org/hochiminh/index.php?blogid=1&archive=2005-04>

<http://www.trax.it/olivieropdp/tnmnew.asp?num=50&ord=6>

<http://www.circolab.net/pipermail/cialtroni/2003-August.txt>

<http://www.ecn.org/reds/cultura/cultura0212orfeo.html>

[http://www.ecn.org/aha/telestreet\\_attivisti.htm](http://www.ecn.org/aha/telestreet_attivisti.htm)

<http://www.ludik.it/2005/12/06/campanile-o-underground-ma-le-telestreet-che-fine-hanno-fatto/>

<http://www.broadcastitalia.it/storia%20delle%20radio.htm>  
[http://www.musicaememoria.com/radio\\_pirata\\_radio\\_libere.htm](http://www.musicaememoria.com/radio_pirata_radio_libere.htm)  
<http://www.radiomarconi.com/marconi/ancona/pionieri.html>  
<http://digilander.libero.it/gostein/teleutopia/TeleUtopia.html>  
<http://transform.eipcp.net/correspondence/telestreet-en#redir#redir>  
<http://liste.indivia.net/listinfo/teleimmagini>  
<http://www.giustiziaquotidiana.it/dblog/storico.asp?s=Telestreet>  
<http://www.buonpernoi.it/ViewDoc.asp?ArticleID=3686>  
<http://www.otgtv.it/Th/mi.html>  
<http://www.radioalice.org/>  
<http://www.superchannel.org/>  
<http://www.hacktivismo.com/about/index.php>  
<http://spegnilatelevisione.blogspot.fr/>  
<http://tiesse.blogspot.com/2010/01/le-statistiche-dellinformazione-online.html>  
<http://tiesse.blogspot.fr/2010/01/dati-sulla-diffusione-dei-quotidiani-in.html>  
[http://www.inventati.org/inventa/doku.php?id=griglia\\_programma](http://www.inventati.org/inventa/doku.php?id=griglia_programma)  
<http://www.orcosoana.tv/blog/blog/2008/12/02/orso-tv-nella-top-ten-delle-micro-web-tv-italiane/>  
<http://www.iperbaricavideo.it/ngvisionprogramma.html>  
[http://sitoparallelo.altervista.org/blog/?page\\_id=1684](http://sitoparallelo.altervista.org/blog/?page_id=1684)  
<http://uanmwebtv.blogspot.fr/2010/02/grande-buco-n-tegl-altavilla-irpina.html>  
<http://www.libera.tv/members/videos/170/dallarete>

Sites de partage : 42 liens

Archive.org :

<http://archive.org/search.php?query=subject%3A> (dernière consultation 30/06/2013).  
<http://archive.org/search.php?query=creator%3A>  
<http://archive.org/search.php?query=creator%3A%22SpegnilaTV%20-%20claudiofeliziani%40inwind.it%22> (dernière consultation 03/07/2013).

Youtube :

<http://www.youtube.com/user/tvtechit/videos> (dernière consultation 30/06/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=AClBmu5TU74> (dernière consultation 02/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=HtInjy7pxlE> (dernière consultation 02/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=oJUPrk2axEM> (dernière consultation 02/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=NhUVOzk6liQ> (dernière consultation 02/07/2013).  
[https://www.youtube.com/watch?v=wuoLqSGHH\\_0](https://www.youtube.com/watch?v=wuoLqSGHH_0) (dernière consultation 02/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=mzqcCqTrxew> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=eUA--THTMks> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=zYUKh7Yu-jg> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=Cyw3n90dix8> (dernière consultation 03/07/2013).  
[http://www.youtube.com/watch?v=SrU1pFp\\_maw](http://www.youtube.com/watch?v=SrU1pFp_maw) (dernière consultation 03/07/2013).  
[http://www.youtube.com/watch?v=yO\\_97hC0\\_DE](http://www.youtube.com/watch?v=yO_97hC0_DE) (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=uSn1xwOEOFc> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=REIKd8Tp9yc> (dernière consultation 04/07/2013).  
[http://www.youtube.com/watch?v=rLgUn096\\_wo](http://www.youtube.com/watch?v=rLgUn096_wo) (dernière consultation 04/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=PaI8BQzCkgI> (dernière consultation 04/07/2013).  
[http://www.youtube.com/watch?v=A4uGI\\_z5Iwo](http://www.youtube.com/watch?v=A4uGI_z5Iwo) (dernière consultation 04/07/2013).  
[http://www.youtube.com/watch?v=A4uGI\\_z5Iwo](http://www.youtube.com/watch?v=A4uGI_z5Iwo) (dernière consultation 04/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=2EKQnTLXm4o> (dernière consultation 04/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=q-Cg3C-kXO4> (dernière consultation 04/07/2013).  
<http://www.youtube.com/watch?v=vfubpPtG7yg> (dernière consultation 04/07/2013).

<http://www.youtube.com/watch?v=RoAn-R3vf24>  
<http://www.youtube.com/watch?v=cZ8hohcPeeo>  
<http://www.youtube.com/watch?v=qkmgB5O9VfQ>  
<https://www.youtube.com/watch?v=BzE6uo1WgaI>  
<http://www.youtube.com/user/uanmtv/videos>  
<http://www.youtube.com/user/TeleFerMentoSavona/videos>

NGV :

<http://www.ngvision.org/mediabase/category/23>  
<http://www.ngvision.org/mediabase/129> (dernière consultation 28/06/2013).  
<http://www.ngvision.org/mediabase/139> (dernière consultation 30/06/2013).  
<http://www.ngvision.org/mediabase/308> (dernière consultation 02/07/2013).  
[http://dist.ngvision.org/all/ngv\\_na\\_it\\_20040504\\_forcella\\_non\\_ride.mpg](http://dist.ngvision.org/all/ngv_na_it_20040504_forcella_non_ride.mpg) (dernière consultation 02/07/2013).  
<http://www.ngvision.org/mediabase/181> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.ngvision.org/mediabase/425> dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.ngvision.org/mediabase/490>  
<http://archives.lists.indymedia.org/imc-roma/2004-October/005580.html>

E-buzzing social

<http://labs.ebuzzing.it/video/--teletorre-6514093>

Veengle

<http://www.veengle.com/s/iriensetv.html>

Vimeo

<http://vimeo.com/10349248>

Forums : 26 liens

<http://sceltatv.forumfree.it/?t=3298721> (dernière consultation 19/06/2013).  
<http://it.dir.groups.yahoo.com/group/noberluska/message/33499> (dernière consultation 30/06/2013).  
<http://freeforumzone.leonardo.it/lofi/TeleStreet-Le-TV-Di-Quartiere/D5590433.html>  
(dernière consultation 02/07/2013).  
<http://radiotvsicilia.it/forum/viewtopic.php?f=16&t=142> (dernière consultation 02/07/2013).  
<http://www.libreriaeditricecurso.com/public/forum/reply.asp?id=59> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://digicalabria.mastertopforum.net/printview.php?t=192&start=0> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.digital-forum.it/archive/index.php/t-100307.html> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://www.digital-forum.it/archive/index.php/t-6623.html>  
<http://forum.tv-zone.net/index.php?action=recent;start=70> (dernière consultation 03/07/2013).  
<http://freeforumzone.leonardo.it/lofi/TeleTorre-19/D5590695.html>  
<http://pub18.bravenet.com/forum/static/show.php?usernum=1494350119&frmid=456&msgid=68542&cmd=show>  
<http://sceltatv.forumfree.it/?t=2032586&st=180>  
<http://www.meetup.com/grillidiacerra/boards/thread/4024140/0/?pacer.offset=0&thread=4024140>  
<http://www.meetup.com/demograssic/messages/boards/thread/4674336>



<http://www.meetup.com/demograssic/messages/boards/thread/4674336>  
<http://www.meetup.com/demograssic/messages/boards/thread/4674336>  
<http://gruppi.rooar.com/showthread.php?t=1829776>  
<http://www.sonorika.com/v2/blog/people/69923/690.html>  
<http://sceltatv.forumfree.it/?t=1842044&st=180>  
<http://it.groups.yahoo.com/group/SocialForumLivornese/message/4784?var=1>  
<http://it.dir.groups.yahoo.com/group/SocialForumLivornese/message/4485>  
<http://it.dir.groups.yahoo.com/group/SocialForumLivornese/message/5053>  
<http://gruppi.rooar.com/showthread.php?t=684267>  
<http://blog.libero.it/BAIATV/>  
<https://groups.google.com/forum/?hl=it&fromgroups#!topic/italia.trieste.discussioni/A8MVX4zseLA>  
<https://liste.telestreet.it/pipermail/telestreet/2008-December/002430.html>

### **Sites institutionnels :**

Accertamenti Diffusione Stampa

<http://www.adsnotizie.it/> (dernière consultation 11/06/2013)

Catasto Pubblico

<http://213.175.5.7/catasto/pubblico>

Federazione Italiana Editori Giornali

<http://www.fieg.it/index.asp?home=0> (dernière consultation 11/06/2013).

<http://www.fieg.it/upload/salastampa/LA%20STAMPA%20IN%20ITALIA%202010-2012.pdf> (dernière consultation 11/06/2013).

FLC CGIL

<http://www.flcgil.it/rassegna-stampa/nazionale/nowar-tv-storie-di-un-altra-guerra.flc>  
(dernière consultation 02/07/2013).

Federazione Radio Televisioni

[http://www.frt.it/index.php?q=node/22&pagina\\_visualizzazione=8&filtro\\_data1=&filtro\\_data2=&id=125](http://www.frt.it/index.php?q=node/22&pagina_visualizzazione=8&filtro_data1=&filtro_data2=&id=125) (consultée le 05/06/2013).

<http://www.frt.it/?q=node/11> (dernière consultation le 05/06/2013)

Gouvernement

[http://www.governo.it/DIE/attivita/rapporto\\_promozione\\_lettura.pdf](http://www.governo.it/DIE/attivita/rapporto_promozione_lettura.pdf) (dernière consultation 11/06/2013).

Prix :

<http://www.ilariaalpi.it/> (dernière consultation 17/06/2013).

Région Toscane

<http://www.consiglio.regione.toscana.it:8085/corecom/documenti/pubblicazione2.pdf>  
(dernière consultation le 02/07/2013).

Universités

<http://www.ateneonline-aol.it/030304dasa.html> (dernière consultation le 02/07/2013).

<http://www.studenti.it/roma/roma3/universitytv.php> (dernière consultation le 04/07/2013).

<http://ifg.uniurb.it/2009/01/16/ducatto-online/boom-di-micro-web-tv-nella-provincia-italiana/688>

World Bank

[http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2001/07/28/000094946\\_01070604285972/Rendered/PDF/multi0page.pdf](http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2001/07/28/000094946_01070604285972/Rendered/PDF/multi0page.pdf) (dernière consultation 10/06/2013).

Université Roma 1

[www.comunicazione.uniroma1.it/.../14.36.15\\_Lezione%20INTRODUZIONE%20MERCATO%20TELEVISIVO.pdf](http://www.comunicazione.uniroma1.it/.../14.36.15_Lezione%20INTRODUZIONE%20MERCATO%20TELEVISIVO.pdf)

### **Sociétés spécialisées dans l'analyse des données :**

Audiweb

[www.audiweb.it](http://www.audiweb.it) (dernière consultation 11/06/2013)

[http://www.audiweb.it/cms/view.php?id=6&cms\\_pk=285](http://www.audiweb.it/cms/view.php?id=6&cms_pk=285) (dernière consultation 12/06/2012).

Censis

<http://www.censis.it/1>

<http://www.gandalf.it/vecchi/vecchi5.htm>

Demos

<http://www.demos.it/a00361.php> (dernière consultation 12/06/2013).

[http://www.demos.it/2010/pdf/1438report-focus\\_internet.pdf](http://www.demos.it/2010/pdf/1438report-focus_internet.pdf) (dernière consultation 12/06/2012).

<http://www.demos.it/a00662.php> (dernière consultation 12/06/2013).

<http://www.demos.it/a00662.php> (dernière consultation 12/06/2013).

Digital Sat

<http://www.digital-sat.it/ds-news.php?id=31818> (dernière consultation 05/06/2013).

Doxa

<http://www.doxa.it/> (dernière consultation 12/06/2012).

e-Media Institute

[http://www.e-mediainstitute.com/static/upl/c/e-Media%20Institute\\_Press](http://www.e-mediainstitute.com/static/upl/c/e-Media%20Institute_Press)

[%20release\\_210311c.pdf](http://www.e-mediainstitute.com/static/upl/c/e-Media%20Institute_Press%20release_210311c.pdf) (dernière consultation 09/05/2013)

<http://www.e-mediainstitute.com/it/press/nuovomercatoaudiovisivorete.content> (dernière

consultation le 06/06/2013).

[mediainstitute.com/it/press/nuovomercatoaudiovisivorete2\\_it.content](http://www.e-mediainstitute.com/it/press/nuovomercatoaudiovisivorete2_it.content) (dernière consultation 09/06/2013).

<http://www.itmedia-consulting.com/it/component/content/article/321-il-mercato-televivo-in-italia-2008-2010-il-primato-di-sky.html>



Freedom House

<http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=1>

<http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=1> (dernière consultation 10/06/2013).

[www.freedomhouse.org/images/File/fop/2010/MOPF2010.pdf](http://www.freedomhouse.org/images/File/fop/2010/MOPF2010.pdf) (dernière consultation 10/06/2013).

<http://www.freedomhouse.org/sites/default/files/Global%20and%20regional%20tables.pdf> **(dernière consultation 10/06/2013).** \_

### **Rapports :**

- Djankov et alii., (2001), « Who Owns The Media? », NBER Working Paper n°8288.
- Adage Global, November 2000, « The World's Marketing Elite » based on data from ACNielsen; et World Press Trends 2002, World Association of Newspapers.

## **Corpus audiovisuel :**

Insu^TV

<http://www.youtube.com/watch?v=-rLnoLAjSPk>

<http://www.youtube.com/watch?v=5VRKzrRZ998>

<http://www.insutv.it/migranti/>

Teleimmagini ?

[http://archive.org/details/Speculazione\\_Tossica\\_XM24](http://archive.org/details/Speculazione_Tossica_XM24)

<http://www.teleimmagini.tv/video-gallery/documentari/la-fabbrica-dei-clandestini/>

<http://archive.org/details/DentroLeGang>

<http://archive.org/details/TrilogiaDiBologninaTown>

TeleOsservanza :

[http://www.youtube.com/watch?v=vtuFLOQ\\_NIHw](http://www.youtube.com/watch?v=vtuFLOQ_NIHw)

Telecitofono :

<http://www.youtube.com/watch?v=Ti8QHKBNhI>

<http://www.youtube.com/watch?v=11LdcGLmZLc>

<http://www.youtube.com/watch?v=e9IITAffQwg>

<http://www.youtube.com/watch?v=c4ybgCZacj8>

DeliraTV Salerno :

<http://www.youtube.com/user/Deliratv1?feature=watch>

<http://www.youtube.com/watch?v=aHhr-zllUI8&list=PL5188357542211098>

<http://www.youtube.com/watch?v=rDLmi91ucyQ&list=PL5188357542211098>

[http://www.youtube.com/watch?v=\\_ye0bZICKBY&list=PL5188357542211098](http://www.youtube.com/watch?v=_ye0bZICKBY&list=PL5188357542211098)

<http://www.youtube.com/watch?v=5MYnT6oj7ZY&list=PL5188357542211098>

TMO :

<https://www.youtube.com/watch?v=PZqWqVsGcHM>

[https://www.youtube.com/watch?v=mVN\\_br7spDQ&list=TL0mTt3CTHSWQ](https://www.youtube.com/watch?v=mVN_br7spDQ&list=TL0mTt3CTHSWQ)

Telestreet Tesino :

[http://www.tesino.tv/index\\_vid.php?video=hG1TZc\\_f58c](http://www.tesino.tv/index_vid.php?video=hG1TZc_f58c)

[http://www.tesino.tv/index\\_vid.php?video=Kce7YnA1Y3g](http://www.tesino.tv/index_vid.php?video=Kce7YnA1Y3g)

VttV Carrara

<http://www.vttv.it/?cat=91>

<http://www.vttv.it/?p=129>

<http://www.vttv.it/?cat=73>

<http://www.vttv.it/?cat=72>

Anelli Mancanti :

<http://www.youtube.com/watch?v=KBFYzt-DRBw>

Spegnilatv

[http://www.youtube.com/watch?v=SrU1pFp\\_maw](http://www.youtube.com/watch?v=SrU1pFp_maw)

[http://www.youtube.com/watch?v=yO\\_97hC0\\_DE](http://www.youtube.com/watch?v=yO_97hC0_DE)

<http://www.youtube.com/watch?v=uSn1xwOEOFc>

<http://archive.org/details/LaConvencinDeGinebra-LaConvenzioneDiGinevra>

TeleAut

<http://www.youtube.com/watch?v=mU4lpCCG02w>

[http://www.youtube.com/watch?v=BDCKZ3LG\\_Lk](http://www.youtube.com/watch?v=BDCKZ3LG_Lk)

Sperimenti TV

<http://www.youtube.com/watch?v=CRlbfOjgDQ&list=PL1750BA1ABEB05698>

<http://www.youtube.com/watch?v=iEqyCrC87PY&list=PL1750BA1ABEB05698>

Telestreet Maropati

[http://www.livestream.com/tsm/video?clipId=pla\\_fdae32a6-2ce5-43b1-b372-325a3796ac6e](http://www.livestream.com/tsm/video?clipId=pla_fdae32a6-2ce5-43b1-b372-325a3796ac6e)

[http://www.livestream.com/tsm/video?clipId=pla\\_61e3c196-4004-49a7-9dc7-4b8ac546c460&utm\\_source=lslibrary&utm\\_medium=ui-thumb](http://www.livestream.com/tsm/video?clipId=pla_61e3c196-4004-49a7-9dc7-4b8ac546c460&utm_source=lslibrary&utm_medium=ui-thumb)

[http://www.livestream.com/tsm/video?clipId=pla\\_db64541d-b26c-4427-9e41-56da1d339dd4&utm\\_source=lslibrary&utm\\_medium=ui-thumb](http://www.livestream.com/tsm/video?clipId=pla_db64541d-b26c-4427-9e41-56da1d339dd4&utm_source=lslibrary&utm_medium=ui-thumb)

Mosaico TV

[http://www.arcoiris.tv/modules.php?name=Flash&d\\_op=getit&id=11094](http://www.arcoiris.tv/modules.php?name=Flash&d_op=getit&id=11094)

Uànm

<http://vimeo.com/38431865>

<http://vimeo.com/18300469>

Telefermento

<http://www.youtube.com/watch?v=YuJKe0pvtgw&list=PL9ACC00524793AF4B&index=2>

<http://www.youtube.com/watch?v=p-LYn4R5KMU&list=PL9ACC00524793AF4B>

<http://www.youtube.com/watch?v=tTY4ixp5w3w&list=PL9ACC00524793AF4B>

Libera Tv

<http://liberatv.fucine.it/videos/933/lospedale-di-spinazzola.html>

Ctv

<http://www.youtube.com/watch?v=-EwO--e4qSQ>

Iriense TV

[http://www.youtube.com/watch?v=W\\_IquA\\_sqg](http://www.youtube.com/watch?v=W_IquA_sqg)

Esperia TV

[http://www.youtube.com/watch?v=RKkPq3AR\\_jA&list=TLN4GtZxoERf4](http://www.youtube.com/watch?v=RKkPq3AR_jA&list=TLN4GtZxoERf4)

Tele-Pulce

<http://www.youtube.com/user/GULIFISSA/videos>

AltraTV

<http://www.youtube.com/watch?v=pUHLwD63vs0&list=UUsS9BQ7dnVTFUDh-YijF4-g>

Telestreet Bari

[http://tvbari.altervista.org/av/David%20Mpeg1\\_bassa.mpg](http://tvbari.altervista.org/av/David%20Mpeg1_bassa.mpg)

Telecerini Pistoia

<https://www.youtube.com/watch?v=BzE6uo1WgaI>

Tilt TV

<https://www.youtube.com/watch?v=TYZcp9iUtgw>

Varco TV :

[http://www.youtube.com/watch?v=u\\_Rnij-Y5Dk](http://www.youtube.com/watch?v=u_Rnij-Y5Dk)

Universytv :

<http://www.youtube.com/user/UniversyTv>

Ghettuptv

<http://www.youtube.com/watch?v=ACIbMu5TU74>

Candida TV Rome

<http://www.youtube.com/watch?v=mzqeCqTrxew>

<http://www.youtube.com/watch?v=eUA--THTMks>

<http://www.youtube.com/watch?v=zYUKh7Yu-jg>

Telodico

<http://teledico.altervista.org/wmv-adsl/1-poesia.wmv>

PN Box

<http://www.youtube.com/user/pnbox>

Videocommunity

<http://www.videocommunity.net/?p=1680>

<http://www.videocommunity.net/?p=1939>

Corviale Network

<http://www.youtube.com/watch?v=RoAn-R3vf24>

<http://www.youtube.com/watch?v=cZ8hohcPeeo>

TeleTorre19

<http://labs.ebuzzing.it/video/--teletorre-6514093>

<http://vimeo.com/10349248>

## **Les articles en ligne :**

[Ciro d'Aniello, Orfeo Tv. Punti dell'Informazione a Bologna](#)

[Annalisa Pelizza, Orfeo Tv. Comunicare l'Immediatezza. Una televisione di strada a Rotterdam](#)

[Davide Paselli, Da Alborno Tv a Comunicaree: un percorso di riflessione sul medium televisivo](#)

[AA.VV., Teleimmagini? Telestreet della Bolognina \(Bologna\)](#)

[M. Bassi, A. Bassi, G. Grassi, Telecitofono: l'evoluzione di una Telestreet,](#)

[Z, Zorro Tv \(Reggio Emilia\)](#)

[Sergio Zotto, Mosaico Tv \(Milano\): la Telestreet nasce dal sindacato](#)

[Delira Tv. La prima Telestreet di Salerno, a cura di Delira Tv](#)

[Antonio Volpe, La prima web Tv della penisola sorrentina: Telestreet Arcobaleno, la Tv della gente](#)

[Nicola Angrisano \(Cervello collettivo di InsuTv\), InsuTv Telestreet di Napoli](#)

[Luigi Oliviero, Tele Monte Orlando \(Gaeta\): Quattro anni di libera-azione](#)

[Sebastiano Gernone, Telestreet Bari](#)

[Michele Spallino, Luca Di Garbo, Astuta Tv: la piccola lumaca si muove](#)

[Don Bruno La Rizza, Nicola Garcea, Gea Tv - La parrocchia va in onda: chiesa e comunicazione di 'prossimità'](#)

[Don Francesco Rossolini, Luigi D'Ovidio, Nicola Gennari, Giovanni Paolo Tv, Telestreet di Parma](#)

[Redazione di VttV, VttV: la Telestreet degli studenti dell'Accademia di Belle Arti di Carrara](#)

[Fernando D'Alfonso, Teleipsia: la Telestreet diventa materia d'insegnamento](#)

[Massimo Bassi, Giacomo Andreucci, Il caso Disco Volante, Telestreet di Senigallia \(AN\)](#)

[Alessandra Renzi, Disco Volante Tv: volontà di espressione tra cultura e politica](#)

[Eraldo Busarello, Manuela Buffa, Telestreet Tesino: un laboratorio tra le alpi "dalla gente... per la gente"!](#)

[Gabriele Grandi, TeleTorre 19 \(Bologna\): la televisione dei condomini](#)

[Giacomo Andreucci, Televisioni di condominio, dal condominio, per il condominio](#)

[Massimo Arvat, Videocommunity: una Tv per la comunità](#)

[Jason Nardi, Arcoiris.tv: la web/sat tv per la società civile, tra impegno e memoria](#)

[Carlo Gubitosa, Convegno "Città e comunicazione: televisioni locali 'dal basso' come strumento di - democrazia partecipativa sul territorio](#)

[Franco Berardi \(BIFO\), Riflessioni varie](#)

[Giacomo Andreucci, Spunti per una storia e una geografia delle Tv di strada in Italia](#)

[Antonella Mezzina, Telestreet. Esperimenti di comunicazione partecip@tiva](#)

[Valentina Bugli, Milano e l'Isola che c'è: il quartiere Isola, la Stecca degli artigiani e Isola Tv](#)

[Luca di Ciaccio, Tele Monte Orlando di Gaeta](#)

[Giampaolo Colletti, On line su Altratv.tv la moltiplicazione di esperienze di Tv digitale](#)

## **L'espace de la contestation : l'organisation du *NoBerlusconiDay***

Sites du mouvement

<http://www.facebook.com/no.berlusconi.day?ref=ts>

<https://www.facebook.com/popviola?ref=mf>

<http://www.noberlusconiday.org/>

<http://www.noberlusconiday.org/?p=2537>

Presse traditionnelle

<http://www.ilfattoquotidiano.it/blog/sprecario/>

[http://www.liberation.fr/monde/2009/12/05/du-blog-a-la-rue-l-effet-boule-de-neige-du-no-berlusconi-day\\_597481](http://www.liberation.fr/monde/2009/12/05/du-blog-a-la-rue-l-effet-boule-de-neige-du-no-berlusconi-day_597481)

[http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story\\_id=15014270](http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story_id=15014270)

[http://www.lemonde.fr/europe/portfolio/2009/12/05/succes-en-italie-pour-le-no-berlusconi-day\\_1276707\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/portfolio/2009/12/05/succes-en-italie-pour-le-no-berlusconi-day_1276707_3214.html)

Journalisme indépendant et citoyen

<http://noberlusconiday.wordpress.com/parlano-di-noi/> (Revue de presse)

[http://www.agoravox.it/?page=article&id\\_article=10449](http://www.agoravox.it/?page=article&id_article=10449)

<http://www.precaria.org/>

<http://laconoscenzarendeliberiblog.wordpress.com/page/3/>

<http://www.liberacittadinanza.it/>

Outils d'analyse du réseau

<http://www.alexa.com>

## L'espace de la construction : le blog de Beppe Grillo

### Sites de Beppe Grillo

<http://www.beppegrillo.it/>  
<http://www.beppegrillo.it/movimento/>  
<https://twitter.com/#!/Mov5Stelle>  
<http://www.facebook.com/movimento5stelle.it>  
[http://www.beppegrillo.it/listeciviche/documenti/carta\\_di\\_firenze.pdf](http://www.beppegrillo.it/listeciviche/documenti/carta_di_firenze.pdf)  
<http://beppegrillo.meetup.com/>

### Blogs et presse indépendante

<http://comunitadigitali.blogosfere.it/2011/12/una-mappa-della-blogosfere-italian-chi-siamo-di-cosa-parliamo-come-ci-linkiamo.html>  
<http://comunitadigitali.blogosfere.it/2011/06/blog-quotidiani-cartacei-informazione-on-line.html>  
<http://it.blogbabel.com/classifica-blog/>  
<http://vincos.it/2011/12/02/la-blogosfera-italiana-quinta-ed-ultima-parte/>  
<http://vincos.it/the-italian-blogsphere/>  
<http://www.hacktivismo.com/news/>  
<http://www.valeriodistefano.com/public/beppegrillocomefa.pdf>  
[http://www.grillipedia.org/immagini/images/Orazi-Socci\\_IpopolodiBeppeGrillo.pdf](http://www.grillipedia.org/immagini/images/Orazi-Socci_IpopolodiBeppeGrillo.pdf)  
<http://www.cultdeadcow.com/>  
<http://www.bella-web.com/curiosita/i-blog-piu-letti-nel-web/>  
[http://www.guim.fr/blog/2006/10/le\\_classement\\_t.html](http://www.guim.fr/blog/2006/10/le_classement_t.html)

### Presse traditionnelle

<http://www.guardian.co.uk/technology/2008/mar/09/blogs>  
[http://www.forbes.com/2009/01/29/web-celebrities-internet-technology-webceleb09\\_0129\\_land.html](http://www.forbes.com/2009/01/29/web-celebrities-internet-technology-webceleb09_0129_land.html)  
<http://www.repubblica.it/2007/08/sezioni/cronaca/grillo-v-day/invasione-grillo/invasione-grillo.html>  
[http://www.corriere.it/Primo\\_Piano/Scienze\\_e\\_Tecnologie/2006/10\\_Ottobre/10/grillo.shtml](http://www.corriere.it/Primo_Piano/Scienze_e_Tecnologie/2006/10_Ottobre/10/grillo.shtml)

### Instituts de recherche

<http://www.alexacom/help/traffic-learn-more>  
<http://technorati.com/>  
<http://www.slideshare.net/sgulizia/analisi-informazione-onlineitalia2011>  
<http://www.humanhighway.it/page/prodotti/storiarete.html>  
<http://www.humanhighway.it/>  
<http://www.freedomhouse.org/>